



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries décembre 2018

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er décembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

- Au format pdf (5 pages)

[Orwell avait les mêmes faiblesses que les intellectuels de gauche, qui fatalement s'éloigneront du socialisme.](#)

Extrait des Chroniques orwelliennes par Jean-Jacques Rosat du Collège de France.

La lutte des classes – c'est-à-dire à la fois le combat que mène partout et à tout instant la classe dominante pour accaparer les richesses et renforcer son pouvoir, et la réaction des dominés pour tenter de contrecarrer cette domination – est omniprésente dans les livres et dans la pensée d'Orwell. Elle est d'abord pour lui un fait social massif, qui se manifeste et se diffracte en une multitude d'événements et de situations, jusque dans les détails les plus infimes de la vie quotidienne. Ensuite, il la regarde comme une injustice permanente : la lutte des classes a une dimension morale qui lui est intrinsèque ; celle-ci n'est pas surajoutée à un fait économique qui serait premier ; on peut dire qu'on ne voit la lutte des classes que si on éprouve soi-même ce sentiment d'injustice. Enfin – et ce point est décisif, non seulement pour l'écrivain mais aussi pour le genre de penseur politique qu'est Orwell –, la lutte de classe est pour lui l'objet d'une expérience vécue : il la ressent, il l'éprouve jusque dans son corps, soit au travers de certaines situations sociales et de certains événements dans lesquels il est impliqué, soit parce qu'il a assez d'empathie pour saisir comment les gens vivent et ressentent ce genre de situations et ces événements ; et assez d'empathie aussi pour les faire partager à ses lecteurs. La domination de classe est appréhendée chez Orwell à partir d'un sentiment spécifique qui est fondamental : l'humiliation sociale. (...)

La domination de classe, concède Orwell, était peut-être inévitable dans le passé. Mais aujourd'hui, les progrès techniques et le développement économique devraient permettre d'assurer à chaque être humain des conditions de vie décentes. Et si la domination et l'inégalité de classe sont injustifiées, alors elles doivent être abolies. Tout le monde devrait être socialiste.

"Le socialisme relève d'un sens commun si élémentaire que je m'étonne parfois qu'il ne soit pas déjà réalisé. Le monde est un radeau voguant à travers l'espace avec, potentiellement, abondance de provisions pour tous ; l'idée que nous devons tous coopérer en veillant à ce que chacun effectue sa juste part de travail et reçoive sa part équitable de provisions paraît si manifestement évidente qu'on a envie de dire que nul ne saurait manquer de la faire sienne, à moins d'avoir quelque raison corrompue de s'accrocher au présent système."

LVOG - La compréhension du socialisme n'ira pas plus loin chez Orwell, parce qu'il ne parviendra jamais à rompre avec l'idéologie

de son milieu petit bourgeois.

Il l'expliquera de manière assez confuse pour en faire porter la responsabilité au marxisme, qu'il accusera de vouloir dissoudre son "*identité*" en prônant l'abolition des classes sociales.

Il ne saisira pas que mettre un terme au règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, de l'oppression d'une classe par une autre signifierait que chaque membre de la nouvelle société pourrait enfin s'épanouir individuellement sans nuire à autrui ou à la collectivité, puisqu'elle aurait été conçue de telle sorte que la liberté des uns n'empièterait pas sur celle des autres membres de la société, parce que les rapports qui existaient sous le régime capitaliste qui plaçaient les membres des différentes classes en concurrence les uns contre les autres auraient été abolis. La liberté ne serait plus un bien exclusif réservé à une seule classe ou aux nantis, mais un bien partagé par l'ensemble des membres de la collectivité. L'exercice collectif de la liberté serait le meilleur garant du respect des libertés individuelles de chaque citoyen.

Le socialisme n'a jamais eu vocation à imposer une "*identité*" ou un mode de pensée ou de vie, un comportement auquel chaque membre de la société devrait se conformer, bien au contraire, ce sont les ennemis du socialisme qui lui attribuent cette intention totalitaire calquée sur le stalinisme qui fut la négation du socialisme.

Une fois délivré du cadre (joug) et des limites imposées par les rapports sociaux d'exploitation qui dictent quoi ou comment penser ou agir aux différents membres de la société en fonction de leur statut social ou de la classe à laquelle il appartient, chacun serait libre d'adopter les aspirations qui correspondraient à sa situation ou à sa personnalité.

La forte personnalité qu'il s'était forgé et avec laquelle il s'identifiera, constituera une entrave à son épanouissement personnel qu'il imputa au socialisme, alors que c'était la société capitaliste qui lui avait imposée.

Pourquoi, Jean-Jacques Rosat du Collège de France l'a bien résumé, Orwell "*ne s'est jamais intéressé à l'économie*" et "*Il s'est toujours défié des philosophies de l'histoire et de toutes les théories qui prétendent savoir où va l'humanité*", il en était resté à une interprétation romanesque ou sentimentale, humaniste de l'histoire sans saisir le processus dialectique matérialiste dont elle était le produit, tout comme l'économie ou les hommes eux-mêmes.

Orwell ne sera donc qualifié ni pour s'exprimer au nom du socialisme ni pour le critiquer. Pour autant, sa contribution au combat du mouvement ouvrier contre le totalitarisme qu'il a bien cerné, nous est très précieuse.

Jean-Jacques Rosat - La question décisive en politique n'est pas de savoir si on dispose de la théorie vraie. Les théories politiques sont faillibles, partielles, et elles peuvent facilement devenir des instruments de pouvoir et de domination. La question décisive est de savoir comment, dans le monde moderne, chacun, même s'il est un intellectuel, peut rester un homme ordinaire, comment il peut conserver sa capacité de se fier à ses sens et à son jugement, comment il peut préserver son sens du réel et son sens moral.

LVOG - La théorie marxiste n'est qu'un guide pour l'action, elle n'a jamais prétendu être autre chose, ce sont ses fossoyeurs et ses ennemis qui en ont fait autre chose, notamment un dogme, la vérité révélée, mais en aucun cas les auteurs du socialisme scientifique.

Pour autant, on ne peut pas envisager de changer de société sans recourir à une théorie, tous ceux qui ont essayé de s'en passer ont échoué lamentablement.

Pourquoi ? Parce que pour agir efficacement ou atteindre l'objectif politique qu'on s'est fixé, en ce qui nous concerne renverser l'ordre établi ou nous emparer du pouvoir politique, on a absolument besoin de savoir comment s'est déroulé le processus historique, qu'est-ce qui a été à l'origine de son évolution jusqu'à nos jours, et dans quelle direction il est susceptible de s'orienter (qui n'est pas donné d'avance), en fonction des transformations que peuvent subir un ensemble de rapports, selon le comportement qu'auront les différents facteurs qui les composent et qui s'opposent en leur sein, de telle sorte que l'influence qu'ils exerceront sur l'ensemble des classes sociales déterminera en dernière analyse leur destin.

Ainsi, être armé de la théorie marxiste n'a rien d'extraordinaire. La théorie marxiste ne relève ni de la divination ni de l'interprétation proprement dite, mais de la connaissance scientifique.

Une fois observé que les lois générales du mouvement ou de la dialectique s'appliquent tout au long du processus historique depuis la nuit des temps, il suffit de les appliquer aux faits et à leurs enchaînements, donc à sa base matérialiste depuis son origine ou en remontant à l'origine de l'apparition des différents facteurs (ou acteurs, représentations, etc.) au cours de l'histoire, pour concevoir de quelle manière ou dans quelle direction il pourra s'orienter dans l'avenir, vers quelle issue, la barbarie ou le totalitarisme ou notre émancipation du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, le socialisme et le communisme et au-delà la liberté...

Tous les rapports sociaux qui existent dans la société étant la reproduction des rapports économiques qui ont leurs fondements dans le système économique en vigueur, le mode de production et de répartition des richesses capitaliste, celui qui l'ignore ne peut pas envisager qu'il existe une alternative au capitalisme, et par conséquent son horizon politique n'ira jamais au-delà du capitalisme. Et pour justifier son ignorance, plus ou moins hypocritement ou inconsciemment, il sera condamné à s'en accommoder et à lui attribuer des vertus qu'il n'a pas, à subir le triste sort qu'il lui a réservé.

On assimile parfois la théorie marxiste ou le socialisme à une méthode pour interpréter le monde, si cette définition n'est pas fautive, elle n'en est pas moins réductrice et ambiguë, ce qui peut facilement porter à confusion et faire le jeu de ses farouches et nombreux ennemis en embuscade ou prêts à la déformer, en réalité, et c'est ce qui fait sa puissance, elle n'a pas été conçue ou inventée contrairement à ce qu'on croit habituellement, elle est juste la transposition dans le langage pour le rendre accessible aux hommes afin qu'ils prennent leur destin en mains, d'un processus qui existe à l'état naturel, et qui est à l'origine de la transformation de la matière en générale, qui le parcourt tout au long des différentes étapes qui vont marquer son existence, dont fait partie l'histoire des hommes, la société ou la civilisation humaine, notre espèce, la nature, l'univers... C'est la traduction consciente d'un processus inconscient dans la mesure où il échappe à la compréhension des hommes.

Donc la théorie marxiste ou le socialisme est juste le produit d'une observation attentive ou rigoureuse de ce qui existe, a existé et peut exister, et non une construction intellectuelle ou je ne sais quoi du même genre. C'est d'une banalité confondante quand on y pense. Vous comprenez mieux pourquoi on affirme que le socialisme n'est pas un système contrairement au capitalisme ou aux modes de pensée (philosophies) qui ne sont que la traduction inconsciente ou déformée de la réalité dans la tête des hommes, alors que le socialisme se confond avec la réalité.

La théorie marxiste ou le socialisme décrit ce qui existe et qu'on ne voit pas ou qu'on ne comprend pas au premier coup d'oeil ou spontanément, c'est tout. Finalement, cela revient à s'approprier la réalité et non à l'interpréter, elle n'a donc aucun équivalent, d'où sa puissance incomparable pour comprendre le monde dans lequel nous vivons et prédire son évolution...

L'issue de la guerre de classes dépendra de la capacité des éléments les plus déterminés et évolués de la classe ouvrière et des classes moyennes à se rassembler sur la base du marxisme ou du socialisme pour construire ensemble un nouveau parti révolutionnaire.

Sachant qu'aucun militant qui en deviendrait dirigeant ne serait de la trempe d'un Marx, Engels ou Lénine, ses dirigeants devraient commencer par l'admettre et consacrer une partie de leur temps à leur propre formation, afin de maîtriser plus profondément la méthode du matérialisme dialectique et pouvoir l'enseigner à leurs militants pour que l'ensemble du parti progresse sans cesse, sinon, il sera voué également à la dégénérescence et on ne s'en sortira jamais. Les militants, qui ne seraient pas aptes à suivre cette formation, militeraient dans une autre formation politique, ou les statuts du parti ne pourraient pas leur accorder les mêmes droits qu'aux autres militants suivant cette formation continue. Nous avons besoin d'une machine de guerre pour mener cette lutte à mort ou vaincre notre ennemi puissamment armé, on ne peut donc pas prendre le risque de laisser le parti à la merci d'éléments inconscients qui pourraient devenir des proies trop fragiles entre les mains d'éventuels dirigeants déloyaux ou qui failliraient. A suivre

[Mobilisation générale pour en finir avec Macron et la Ve République](#)

Dans ces deux documents vous trouverez de nombreuses prises de position de la pseudo-gauche et extrême gauche contre le mouvement initié le 17 novembre.

- Vivent les Gilets jaunes ! PARDEM.ORG - 29.11
- Comment faire gagner les Gilets jaunes ? PARDEM.ORG - 23.11

Un constat plein de danger !

- L'impossible dialogue entre l'exécutif et les «gilets jaunes» - LeFigaro.fr

À la veille d'une nouvelle mobilisation, la plupart des représentants conviés à Matignon vendredi ont fait défection. LeFigaro.fr

C'est un ordre !

- "Gilets jaunes": Matignon "n'est pas un self-service" dit Schiappa - AFP

Matignon n'est "pas un self-service" et quand "on est convié, on s'y rend", a estimé la secrétaire d'État à l'Égalité femmes-hommes... AFP

Et l'amalgame rouge-brun cher aux néocons de l'AFP.

- Le Pen et Mélenchon à la chasse aux "gilets jaunes" - AFP

Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon, avec Laurent Wauquiez et Nicolas Dupont-Aignan en embuscade, sont engagés dans une course de vitesse pour capter l'électorat populaire -et peut-être abstentionniste- des "gilets jaunes".AFP

Ils sont obligés de le reconnaître, mais plus personne non plus ne les écoute.

- Les gilets jaunes font tache d'huile dans l'opinion - Liberation.fr 30.11

Selon notre sondage Viaoice, le mouvement lancé le 17 novembre est en train d'élargir ses bases. En face, Emmanuel Macron et Edouard Philippe dévissent.

C'est l'heure de la bascule. Après trois semaines de mobilisation sur les ronds-points de France, le mouvement des «gilets jaunes» est en train de muter, politiquement et sociologiquement. C'est le principal enseignement du sondage de l'institut Viaoice commandé par Libération. Pour la première fois depuis le 17 novembre, les revendications liées au prix des carburants ne figurent plus au premier rang des préoccupations des Français. Pour 52% d'entre eux, c'est désormais «le sentiment que les personnes qui dirigent la France ne vous représentent pas, ne vous écoutent pas» qui arrive en tête des difficultés. Parmi les personnes soutenant les gilets jaunes, ce rejet de la surdité de l'exécutif passe à 63%.

«Pendant les entretiens effectués pour le sondage, la formule "pouvoir méprisant" est revenue à de nombreuses reprises, explique Aurélien Preud'homme, directeur des études politiques de l'institut Viaoice. D'ordinaire, les gens parlent d'emploi, de pouvoir d'achat en premier. Là ce qui ressort, c'est un rejet généralisé. On est dans une vraie crise politique.» Ce qui l'atteste aussi, c'est l'élargissement du soutien apporté au mouvement. Au total, 53% des sondés soutiennent le mouvement et 31% déclarent le comprendre sans le soutenir, soit plus de huit Français sur dix (84%) ayant au moins de la sympathie.

En résumé, pour Viaoice, qui a également sondé les différences d'âges et de situation géographique, «le gilet jaune a tout du Français moyen».

«On peut faire un parallèle avec les mouvements sociaux classiques, de gauche, souligne Aurélien Preud'homme. Au début, la mobilisation est portée par les plus radicaux, la CGT, les syndicats, les communistes. Mais on sait qu'un mouvement social a pris quand il arrive à convaincre au-delà de ces forces. C'est ce stade qu'on a atteint dans la crise des gilets jaunes.»

Jusqu'alors plutôt préservé par l'impopularité présidentielle, Edouard Philippe décroche fortement en novembre : il recueille 25% d'approbations, soit une chute de neuf points en un mois. Chez les sympathisants de droite, le chef du gouvernement perd carrément 20 points. Depuis le début de la crise des gilets jaunes, le Premier ministre est beaucoup plus en première ligne, enchaînant les médias et les réunions consacrées à la crise. «Son discours est perçu, au minimum, comme peu assez conciliant et son image est désormais totalement calquée sur celle d'Emmanuel Macron.» La débauche de rendez-vous officiels des membres du gouvernement avec des représentants des gilets jaunes, à la demande d'Emmanuel Macron, n'y aura rien fait. «Les gens voient bien le décalage entre la caricature que l'exécutif a tenté de faire des gilets jaunes et ceux qui sont sur les barrages, estime le directeur des études de Viaoice. Cela décrédibilise totalement la posture d'écoute du gouvernement adoptée depuis quelques jours.» Liberation.fr 30.11

En complément

Chien de garde du "réel" fabriqué par et pour la gouvernance mondiale. t

- Stanislas Guerini prêt à faire de LREM le «gardien du réel» - Liberation.fr

Déjà aux affaires. Sans attendre son élection ce samedi, Stanislas Guerini a enfilé son costume de délégué général de La République en marche. Liberation.fr

Fabrication du consentement. Les médias mafieux de la gouvernance mondiale à l'oeuvre.

- L'extase de Poutine et MBS au G20 pour leurs retrouvailles passe mal - Le HuffPost

- Quand Macron fait la leçon à MBS en toute «franchise» - Liberation.fr

[Haut de page ↗](#)

Le 3 décembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

Il est 19h09, pendant que je termine le formatage de la causerie, je surveille la cuisson du riz, très important... On survivra... et on vaincra !

● Au format pdf (7 pages)

Face au totalitarisme, l'insurrection est légitime !

Il faut proposer aux travailleurs et aux militants d'avancer sur la voie de l'établissement d'un double pouvoir. Il faut populariser cette perspective politique face à l'intransigeance de Macron et l'ampleur des besoins urgents à satisfaire exprimés par l'ensemble de la population laborieuse et des classes moyennes.

C'est le régime qui est remis en cause, c'est le régime qu'il faut renverser. Assemblée populaire ou constituante souveraine élue par le peuple travailleur... Grève générale jusqu'à la satisfaction de l'ensemble des revendications de toutes les catégories de travailleurs du pays... Faisons table rase du passé...

- "Ambiance insurrectionnelle, avec incendies, barricades, nuages de gaz lacrymogène, canon à eau, etc."

- "Moratoire, dissolution, référendum, etc."

- Un total de 136.000 personnes ont participé samedi dans toute la France à la troisième journée de mobilisation des "gilets jaunes" au cours de laquelle 263 personnes ont été blessées contre 166.000 le samedi précédent. près de 300.000 le samedi précédent.

Des chiffres qui sont très loin de correspondre à la réalité, cela dit, on peut observer qu'il n'y a pas encore des millions de travailleurs dans la rue.

Ce mouvement qui entraîne toutes les couches de travailleurs n'est pas encore parvenu à se structurer et à se fixer des objectifs politiques. La profonde décomposition et corruption du mouvement ouvrier en est à l'origine. Ils ont habitué les travailleurs à collaborer avec le régime depuis plus de 80 ans, à trouver des solutions à leurs problèmes dans le cadre du régime en place, alors lorsqu'il s'agit de l'affronter directement, ils n'ont pas d'expériences sur lesquelles s'appuyer, et le confort relatif dans lequel ils ont vécu jusque là leur a plutôt ramolli le cerveau ou la volonté.

Oui, c'est d'une révolution prolétarienne que nous avons besoin pour nous débarrasser de tous les maux qui accaparent la société dont est responsable la survie du capitalisme et ses institutions qu'il faut maintenant balayer. Ceux qui nous gouvernent, ceux qui détiennent le pouvoir, l'oligarchie, ses représentants politiques et les élites à son service ont entraîné la société dans une régression sociale sans fin, la décadence, le chaos et la guerre.

Neutraliser leur pouvoir de nuisance est devenu une urgence, une nécessité absolue dont chacun doit prendre conscience, dont chacun est en train de prendre conscience. Si on tergiverse, si on recule, si on capitule, il faut avoir pleinement conscience que c'est le pire cauchemar qui nous attend. Il faut donc aller de l'avant et forger les instruments d'organisation qui permettront de maintenir uni ou d'unir plus solidement la classe ouvrière et les classes moyennes vouées à la paupérisation.

Quel que soit le syndicat ou le parti ouvrier dans lequel nous militons ou que nous soutenons, chaque militant doit prendre ses responsabilités et aider à forger ces instruments du combat final contre le capital, il en va de l'avenir de la civilisation humaine.

N'écoutons pas les dirigeants qui ont refusé de participer à ce mouvement révolutionnaire ou qui l'ont condamné, ils ont confirmé de manière magistrale la caractérisation qu'on en avait donnée ou leur faillite politique, et ils n'ont aucune légitimité. Vous pouvez exiger qu'ils soient à vos côtés, mais ce sera toujours pour mieux nous trahir, il faut donc davantage compter sur l'émergence de nouveaux dirigeants au cours de ce combat qui prendront la relève du combat révolutionnaire pour le socialisme.

Tous les militants doivent s'unir pour aider les travailleurs à s'organiser en laissant de côté leurs désaccords qu'ils pourraient attribuer à leurs dirigeants, ce ne serait que justice rendu que leur rendre ce qui leur appartient, car au départ aucun militant n'avait conçu son engagement politique au côté des travailleurs dans la perspective de trouver des arrangements avec leurs ennemis de classe au lieu de les combattre jusqu'au bout.

Nos dirigeants ont abandonné les deux seuls objectifs qui devaient guider le combat du mouvement ouvrier et de la classe ouvrière, construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire dans la perspective de la prise du pouvoir politique par les

masses exploitées et opprimées.

Ils ont entraîné au combat et ils ont recruté des dizaines de milliers de travailleurs pendant plus d'un demi siècle, mais ils n'ont jamais rien fait pour que leurs militants acquièrent un niveau de conscience politique supérieure, pour qu'ils maîtrisent la méthode du marxisme, leurs partis n'ont été que des passoires, recrutant et perdant des milliers et milliers de militants pour finalement demeurer marginaux, impuissants, inexistants. Quand on les entend parler de leur bilan, on croirait qu'ils auraient réalisé des choses phénoménales ou qu'on leur devrait beaucoup, foutaise, imposture, pure escroquerie, on leur doit juste l'absence de direction qui nous fait si cruellement défaut pour affronter Macron et le régime, alors on se passera de leurs leçons.

Ce qui les a dépassés et qu'ils n'ont pas vu venir, c'est que les couches les plus défavorisés du prolétariat, auxquelles ils avaient tourné le dos, allaient s'engager dans ce mouvement, conduites au désespoir elles ont commencé à se saisir de cette occasion pour engager le combat contre le régime en lui donnant un contenu révolutionnaire, car cet aspect révolutionnaire ne pouvait pas venir des classes moyennes, elles n'en sont pas encore rendus au stade où elles n'auraient plus rien à perdre, bien que cette crainte puisse les pousser à se radicaliser, bien plus sûrement elles y seraient encouragées par la rage qui habitent les masses poussées à bout, qui n'en peuvent plus, qui n'ont plus aucun espoir de s'en sortir, que tout le monde méprise ou a abandonné à leur triste sort, on les croyait résignées, elles se soulèvent pour exiger un changement radical de politique, de société, et pas seulement l'annulation d'une mesure !

Alors encourageons-les à exiger un changement de régime, à refuser tout compromis avec Macron, à se donner les moyens politiques pour entraîner sa chute et prendre le pouvoir.

Les médias-oligarques n'ont pas pu étouffer ce mouvement, ils ont même été obligés de rendre compte de sa popularité et de sa radicalisation croissante, sans que personne ne les écoute davantage que Macron. On peut donc affirmer que c'est dors et déjà une victoire remportée contre les forces coalisées de la réaction et ses commis du mouvement ouvrier, reste à savoir comment il va se terminer, parce qu'il ne faut pas se faire d'illusions sur son issue, et quels enseignements en tireront les masses, tout dépendra s'il se terminera dans l'ordre ou dans la débandade, les charlatans prêts à le récupérer et à le détourner de ses objectifs étant légions.

Ce qui a le plus fait défaut à ce mouvement, c'est l'absence d'organisation et de direction, c'est le principal enseignement que les masses doivent en tirer. C'est donc la tâche la plus urgente qu'il faut leur fixer d'accomplir. Eh oui, les faits sont têtus, on en revient toujours à ce facteur déterminant, dont le parti !

[Qui a dit que Macron était un président "légitime" et le cautionne ainsi à la tête de l'Etat ?](#)

Réponse : Mélenchon. (Source : AFP 2 décembre 2018)

[Suite de la mouvement du 17 novembre](#)

- "Gilets jaunes": Griveaux écarte à nouveau tout "changement de cap" - AFP 02.11

Le porte-parole du gouvernement Benjamin Griveaux a une nouvelle fois écarté dimanche un changement de cap de l'exécutif face à la crise des "gilets jaunes", demandant "un peu d'union nationale" autour des forces de l'ordre après les violences samedi à Paris.

«On a dit que nous ne changerions pas de cap. Parce que le cap est le bon», a déclaré Benjamin Griveaux ce dimanche matin sur BFMTV. AFP 02.11

- Gilets jaunes : le gouvernement n'exclut pas l'état d'urgence réclamé par des policiers - LeParisien.fr 02.11

- La colère des Gilets jaunes ne faiblit pas, l'exécutif doit agir vite - LeParisien.fr 02.11

- "Ça sent la révolution" : de l'Arc de triomphe à la rue de Rivoli, comment la manifestation des "gilets jaunes" a embrasé Paris - francetvinfo.fr 02.12

- Paris : émeutes inédites depuis 68 - Liberation.fr 02.11

- De Marseille à Englos, «tout le peuple nous rejoint» - Liberation.fr 02.11

Loin des violences parisiennes, les «gilets jaunes» ont continué, forts d'un large soutien populaire, à occuper ronds-points et péages tout le week-end.

Sur le rond-point des Près d'Arènes, on s'entend à peine hurler : tout autour de ce qui est devenu le QG des gilets jaunes à Montpellier, les automobilistes solidaires klaxonnent en continu. Pas de quoi déranger ceux qui se relaient ici nuit et jour depuis la

mi-novembre. Ce dimanche, ils sont une cinquantaine. Parmi eux, Richard, 69 ans, inspecteur du travail à la retraite : «Moi je suis très heureux. Depuis Mai 68, je n'ai jamais eu autant d'espoir. Peu à peu, tout le peuple nous rejoint. Même les gens des quartiers populaires sont solidaires.» Il désigne le barbecue sur lequel des mètres de saucisse grillent : «Il y a énormément de gens qui nous apportent à manger, comme en 68 quand on ravitaillait les grévistes ! C'est historique.»

Simon, sans emploi, vient de fêter ses 43 ans sur ce rond-point. Lui aussi est enthousiaste : «Voir tout le monde dans la rue, au-delà des partis et des syndicats, on n'a jamais vu ça !» Il espère que ce mouvement permettra à la France de retrouver ses valeurs : liberté, égalité, fraternité. «La richesse n'a jamais été aussi mal partagée : si on se met tous ensemble, ça va pouvoir changer.» Casquette vissée sur la tête, Jami, 64 ans, acquiesce : «Cette marée, c'est un levier pour que la vie de tous devienne meilleure. Pour les jeunes générations confrontées à un présent et à un futur de merde, pour tous ceux qui souffrent actuellement.»

Un peu en retrait, Dora, 67 ans, est réconfortée par la solidarité qui se manifeste au rond-point. «Oui, j'ai l'espoir d'une vie meilleure, dit-elle, l'espoir d'une société dans laquelle les gens ne dépriment plus...» D'autres gilets jaunes sont plus terre à terre : celle que tout le monde appelle «la mère Noël» (Sophie, 57 ans), aimerait que les travailleurs handicapés, comme elle, soient reconnus. Amédée, 22 ans, exige pour sa part le retour de l'ISF. Jim, un magasinier de 41 ans, rêve-lui de voir son Smic passer bientôt à 1 500 euros nets par mois.

A Englos (Nord) : «Ils se battent pour leurs droits»

«Ce que j'espère, c'est que Macron m'offre une bouteille de champagne pour Noël !» Marie-Noëlle blague : comme son amie Laurence, elle ne se plaint pas de son niveau de vie mais soutient les gilets jaunes. Solidaires «des gens qui ont le courage de travailler, gagnent le Smic et ne s'en sortent pas». L'hypermarché Auchan d'Englos, dans la banlieue de Lille, est ouvert pour les fêtes. Posés sur les tableaux de bord, les gilets jaunes sont nombreux. Laurence en convient, «c'est la tristesse à Paris, des gens profitent des manifestations pour détruire, ce n'est pas le but». Le but ? Elle a du mal à le définir, mais d'abord, c'est sûr, «une baisse du prix de l'essence». Caroline, 28 ans, et Damien, 33 ans, se réjouissent, eux, «que tout le monde s'entraide, soit uni pour la bonne cause, des jeunes, des retraités, des Blancs, des Noirs, ça, c'est touchant». Ils sont tous deux en CDI, elle technicienne en logistique, lui chauffeur-livreur. A leur petite fille de 8 ans, ils ont expliqué que les gilets jaunes «se battent pour leurs droits». Ils lui ont caché les images de violence à la télé, mais «elle a le droit de savoir pourquoi les gens se relaient dehors, après le travail. C'est pour son avenir, pour la future génération. Maintenant, on espère qu'ils se battent pour une vraie avancée». Laquelle ? «Une hausse du Smic, et aussi des retraites», lance Caroline. Ils voudraient un rééquilibrage des salaires, ne comprennent pas qu'un député gagne 7 000 euros bruts par mois. «Et le président de la République, même quand il n'est plus élu il garde un salaire à vie, souligne Damien. Alors que quand tu gagnes 1 500 euros par mois et que tu te retrouves au chômage, très rapidement tu n'as plus rien.»

Jean-Michel, 70 ans, cuisinier à la retraite, pointe ce Président «dans sa bulle» : «Il était en Argentine alors qu'il aurait dû s'occuper de son pays. Il dit seulement "je n'aime pas qu'on casse." On doit entendre autre chose !» Manuelle, femme de ménage, et Olivier, artisan, verraient bien Macron «dégager» : «Il faudrait remplacer ces politiciens par des travailleurs, des gens qui savent ce que c'est que travailler».

A Marseille : «Comme en Mai 68»

Les South Winners, le plus gros groupe de supporters du stade Vélodrome, avaient appelé il y a quelques jours le public marseillais à arborer, dimanche soir, leur gilet jaune à l'occasion du match OM-Reims. Osama, 23 ans, a déjà enfilé le sien bien avant le coup d'envoi. «Je voulais afficher mon soutien ce soir», explique ce jeune employé d'une grande surface. Les échauffourées de la veille n'ont rien changé à sa motivation. Samedi, les affrontements se sont multipliés à Marseille où plusieurs manifestations ont convergé vers la mairie. Les gilets jaunes ont été rejoints par un important cortège défilant pour le logement, après l'effondrement des deux immeubles le 5 novembre. Les CRS n'ont pas fait de détail, gazant la masse. Résultat : 21 interpellations après différentes violences, de l'incendie de sapins de Noël près du Vieux-Port au saccage d'une boutique de la gare Saint-Charles.

«Je ne cautionne pas, précise Osama, mais c'est comme en Mai 68. Avec le recul, notre génération est bien contente que des gens aient lancé des pavés pour que la société change. Je ne réclame pas un changement aussi radical, mais au moins que le gouvernement comprenne qu'on est déjà à découvert le 10 du mois.» Devant le stade, Benjamin, un chef d'entreprise de 35 ans a moins de difficultés. «Mais c'est par solidarité envers les plus pauvres qu'on a mis notre gilet, explique-t-il. L'Etat devrait faire comme nous, être plus solidaire.» Non loin d'eux, Jo et sa bande en jaune acquiescent. Depuis dix ans, ces Alsaciens font le trajet régulièrement en voiture vers Marseille pour supporter leur club de cœur. «En trois ans, on a pris 18 % d'augmentation entre l'essence et les péages, râle Jo, 29 ans. Enfin, cette fois-ci, avec les blocages, on est passés gratuitement.»

Son ami Thomas veut croire que le pouvoir va finir par ouvrir les yeux. «Il va falloir écouter les gens qui ont du mal à joindre les deux bouts, insiste-t-il. Moi, je suis pompier volontaire, je donne du temps pour les autres. Il faudrait que le gouvernement aussi vienne en aide à ceux qui en ont besoin.» Liberation.fr 02.11

- «On ne lâchera pas et on restera dans Paris avec nos ambulances» - Liberation.fr 02.11

- Devant l'Élysée, Ruffin demande à Macron de "partir avant de rendre notre pays fou" - Le HuffPost 02.11

- Je souffre, donc je suis - LePoint.fr 2 décembre 2018

Difficile de développer des arguments rationnels lorsque vos interlocuteurs vous opposent leur souffrance. Tel est le casse-tête du gouvernement.

Les Français souffrent, et pas qu'un peu. Voilà ce qu'ils disent d'eux-mêmes à longueur de journée depuis le démarrage du mouvement des Gilets jaunes. Le mal-être, certes, ne date pas d'hier, mais il culmine aujourd'hui à son zénith. Désormais, la vérité établie, que nul ne s'aviserait de contester, c'est que tout le monde souffre : les enfants à l'école, les parents au travail, les grands-parents à la maison, les automobilistes à la pompe, les contribuables face à la feuille d'impôt. Pour décrire le phénomène, tout le stock disponible des synonymes a été écoulé en peu de temps : colère, exaspération, supplice, calvaire, à bout... En matière de dramatisation sur l'état psychique de nos compatriotes, il sera difficile de monter en gamme à l'avenir. Quant à savoir qui souffre précisément, avec quelle intensité, depuis combien de temps et pour quelles raisons, on y réfléchira plus tard. Dans l'immédiat, l'essentiel est de se représenter la France comme une gigantesque boule de désespoir. LePoint.fr 2 décembre 2018

- «Le moment n'est-il pas venu pour vous [Martin Hirsch] de refuser d'appliquer cette politique en plaçant le gouvernement face à ses responsabilités ?» - Liberation.fr 3 décembre 2018

Dans une lettre parue dans le Journal du dimanche, 105 médecins de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris demandent à leur directeur général de démissionner. Autour du professeur André Grimaldi, ils écrivent ainsi : «Cher Martin Hirsch, vous avez déclaré que le fil rouge de votre action était la qualité des soins. Savez-vous comment a évolué cette qualité sous votre direction ? Notre conviction, c'est qu'elle s'est dégradée [...]. Vous n'en êtes pas directement responsable mais expliquer que la faute en revient aux personnels réfractaires au changement, accrochés à leur statut, à leurs routines et à leurs "privilèges" reviendrait à se défausser.» Liberation.fr 3 décembre 2018

Espagne. Confirmation. La gauche fraie bien la voie au fascisme.

- Coup de théâtre en Espagne : l'extrême droite entre au parlement régional d'Andalousie - AFP 3 décembre 2018

Un petit parti d'extrême droite, Vox, a fait son entrée dimanche dans un parlement régional, une première en Espagne, en remportant 12 sièges aux élections en Andalousie et mis fin à la domination de la gauche dans la région la plus peuplée du pays, une gifle pour le Premier ministre socialiste Pedro Sanchez.

Après dépouillement de plus de 99% des bulletins de vote, le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) enregistre le pire résultat de son histoire en Andalousie, une région méridionale de 8,4 millions d'habitants.

Il tombe de 47 à 33 sièges (sur 109). Ceux obtenus par ses alliés de la gauche radicale ne lui suffiront pas pour parvenir à la majorité absolue de 55 sièges sur 109 et donc pour former un gouvernement.

Le PSOE dirige l'Andalousie, seul ou en coalition, depuis 1982 mais n'a pas réussi à faire reculer le chômage et a été éclaboussé par un vaste scandale dans lequel sont impliqués deux anciens présidents de la région et ayant donné lieu à un procès-fleuve qui approche de son dénouement.

Un parti d'extrême droite entre dans un parlement régional pour la première fois depuis le rétablissement de la démocratie en Espagne après la mort du dictateur Francisco Franco en 1975.

La débâcle du PSOE en Andalousie est un camouflet pour Pedro Sanchez qui gouverne l'Espagne depuis six mois à peine avec une minorité de 84 sièges sur 350 à la chambre des députés. Il devrait convoquer des élections législatives dans l'année qui vient, sans doute après les élections municipales, régionales et européennes de mai prochain.

A droite, les conservateurs du Parti Populaire (PP) ont remporté 26 sièges, sept de moins qu'aux précédentes régionales en 2015, malgré tous les efforts de son nouveau chef Pablo Casado qui a succédé à l'ancien Premier ministre Mariano Rajoy cet été.

En revanche le Parti libéral Ciudadanos (centre droit) bondit de neuf à 21 sièges mais sans parvenir à dépasser le PP.

"Le changement l'a emporté aux élections andalouses", s'est écrié le chef de Ciudadanos, Albert Rivera. "Le "sanchisme" en a pris un coup, maintenant il s'agit de le couler dans les urnes".

Mathématiquement, en s'alliant à Vox, les deux partis de droite auraient une majorité de gouvernement avec 59 sièges. Aucun parti n'a exclu cette alliance sans précédent.

Les alliés naturels du PSOE, Adelante Andalucía (En avant Andalousie), variante locale de Podemos (gauche radicale), ne remportent que 17 sièges.

"Alerte antifaciste", s'est exclamé le leader de Podemos Pablo Iglesias, appelant toutes les formations de gauche à se mobiliser "pour défendre les libertés, la justice sociale, la fraternité et en fin de compte la démocratie". AFP 3 décembre 2018

ACTUALITE EN TITRES

COP ou le coup d'Etat permanent contre les peuples.

"Le genre humain" n'a qu'une seule menace, un seul ennemi : Le capitalisme !

- COP24 : le monde appelé à faire plus pour limiter les catastrophes climatiques - AFP 02.11

"Le genre humain est menacé de disparition alors nous devons agir d'urgence, maintenant, et avec audace", a déclaré à l'AFP Maria Fernanda Espinosa, la présidente de l'Assemblée générale de l'ONU. AFP 02.11

Instrumentalisation des masses et fabrication du consentement à la gouvernance mondiale ou au totalitarisme.

- Allemagne: des milliers de manifestants disent "non au charbon" - AFP 02.11

A bas la COP et l'écologisme !

Un esclave averti en vaut deux.

- Un Français sur 2 pense qu'on accueille "trop d'étrangers" - L'Express.fr 02.11

Un sondage publié par le JDD dénote un durcissement de l'opinion face au phénomène migratoire. L'Express.fr 02.11

- La caravane des migrants se disloque au Mexique, faute d'entrer aux États-Unis - AFP 02.11

Les médias et les chefs d'Etat occidentaux aussi !

- Le chien de George Bush est resté fidèle au poste - Le HuffPost 02.11

Haut de page ↗

Le 5 décembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

Vous voulez vivre mieux, « *sauver la planète* », alors virons Macron et abattons le capitalisme, la Ve République !

Macron et Philippe sont cuits, achevons-les !

● Au format pdf (13 pages)

[A bas la COP, à bas Le pacte de l'ONU sur les migrations !](#)

Dors et déjà, Macron haï par l'immense majorité de la population ne pourra pas se représenter en 2022, et Philippe ou aucun dirigeant de LREM ne pourra pas non plus se présenter, en quelques jours ce scénario a volé en éclats. Si en quelques mois à peine ils étaient parvenus à imposer un candidat inconnu ou presque et un nouveau parti, ils ne pourront pas récidiver, la ficelle serait trop grosse. Cela va alimenter la crise des institutions et pose directement la question du pouvoir politique, de l'Etat, qui ne peut trouver aucune réponse satisfaisante du point de vue des intérêts des travailleurs dans le cadre de la Constitution de la Ve République et du carcan de l'UE avec lesquels il faut rompre impérativement pour avancer vers une République sociale.

La survie du capitalisme est incompatible avec le développement de la civilisation humaine, il doit donc disparaître.

C'était la conclusion à laquelle étaient parvenus les fondateurs du socialisme scientifique Marx et Engels à l'issue de leurs années de travaux sur les fondements et le fonctionnement du capitalisme, après avoir observé que les contradictions économiques qui en découlaient entraînaient inexorablement au sein de la société la formation de deux pôles antagoniques et irréconciliables, qui au cours de leur évolution ne cesseraient de se renforcer et de se dresser l'un contre l'autre dans une lutte de classes à mort, de sorte que ces contradictions se traduiraient par une concentration toujours plus grande des richesses et du pouvoir au pôle représenté par l'infime minorité d'exploiteurs et d'opresseurs qui détenaient tous les pouvoirs, au détriment des besoins des exploités et des opprimés toujours plus nombreux à l'autre pôle, engendrant infailliblement des tensions extrêmes, dont l'issue coïnciderait avec la dislocation de la société vouée au chaos, à une régression sociale sans fin, à la guerre, à la barbarie, au totalitarisme au cas où la minorité de capitalistes conserveraient le pouvoir, ou au contraire permettrait de mettre un terme à cette grave menace qui pesait sur la survie de la civilisation humaine et constituait une entrave à son développement harmonieux, au progrès social, si au cours d'un soulèvement révolutionnaire les exploités et les opprimés organisés parvenaient à se débarrasser de ce système économique et de ses institutions politiques pour refonder la société conformément aux besoins de l'ensemble de la population afin qu'ils puissent être satisfaits et vivre en paix.

Chacun peut observer quotidiennement à quel point cette analyse était juste, au regard des conséquences qu'a engendrées la survie du capitalisme pourrissant que nous subissons tous quel que soit le pays ou le continent où nous vivons. Ce sont les faits et uniquement les faits ainsi que leurs enchaînements qui depuis le milieu du XIXe siècle jusqu'à nos jours ont confirmé les observations et les conclusions auxquelles étaient parvenus Marx et Engels.

A l'analyse du développement du capitalisme par Marx et Engels qui justifie le combat politique pour en finir avec le capitalisme, et qui nous sert de base théorique et programmatique, est venu s'ajouter un nouveau facteur, climatique cette fois, donc extérieur au capitalisme, mais que les capitalistes se sont appropriés et instrumentalisent pour accroître leur domination de classe ou mieux nous soumettre à l'ordre totalitaire qu'ils entendent instaurer. Du coup, nous devons le traiter de la même manière que n'importe quel autre facteur économique et l'intégrer dans notre théorie ou notre combat politique pour en finir avec le capitalisme. C'est d'autant plus facile et juste que c'est ainsi que les capitalistes le traite en reportant les conséquences du réchauffement climatique sur la classe ouvrière et les classes moyennes.

Si le progrès social et la démocratie sont incompatibles avec la survie du capitalisme, le capitalisme est disqualifié pour adapter la société à de nouvelles conditions climatiques, sachant par ailleurs que les multinationales continuent de saccager l'environnement et contribuent à aggraver les conséquences de la hausse de la température due essentiellement à l'activité du soleil.

Compte tenu du réchauffement climatique, pour que le 0,1% de nantis puissent continuer de vivre comme avant, les oligarques ont décidé que les besoins des 7,4 milliards d'habitants de notre planète étaient incompatibles avec l'évolution du climat de la terre, et que par conséquent ils ne seront jamais satisfaits, pire, ils devront être revus à la baisse.

L'ONU porte-parole de la stratégie du chaos et de la gouvernance mondiale.

Le chef de l'Etat, Emmanuel Macron, doit se rendre à Marrakech (Maroc), lundi et mardi, afin de ratifier le pacte de l'ONU sur les migrations. Ce pacte recense, entre autres, 23 objectifs "pour des migrations sûres, ordonnées et régulières".

Ce pacte de l'ONU sur les migrations "dit surtout qu'il faut un dialogue mondial et une gouvernance mondiale sur les questions d'immigration", et "rappelle un certain nombre de principes", analyse Matthieu Tardis, chercheur au Centre migrations et citoyennetés de l'Institut français des relations internationales (Ifri). Réaffirmant l'attachement de la communauté internationale aux droits de l'homme et de l'enfant, mais aussi à la souveraineté nationale, le pacte liste 23 objectifs "pour des migrations sûres, ordonnées et régulières". (Après la démocratie par les bombes, "des migrations sûres, ordonnées et régulières" engendrées par des guerres ! Tardis ou l'élite corrompue de la "communauté internationale" des va-t-en-guerre contre tous les peuples - LVOG)

L'ONU appelle ainsi à "lutter contre les facteurs négatifs et les problèmes structurels qui poussent des personnes à quitter leur pays d'origine". (L'ONU qui a soutenu toutes les guerres de l'impérialisme américain ! - LVOG)

"Et les migrations, on en a besoin, nos économies en ont besoin. Beaucoup de secteurs de l'économie française reposent sur des travailleurs migrants, parfois en situation irrégulière", rappelle le chercheur. francetvinfo.fr 05.11

(L'ONU marchand d'esclaves, quel aveu ! - LVOG)

Le pacte criminel de l'ONU avec l'oligarchie.

- La Centrafrique crie famine - Liberation.fr 4 décembre 2018

Dans un rapport publié vendredi, l'Unicef s'alarme du nombre croissant d'enfants atteints de malnutrition aiguë en République centrafricaine. Liberation.fr 4 décembre 2018

Instrumentalisation du réchauffement climatique : Un complot de l'oligarchie contre tous les peuples.

- Climat: le monde appelé à ne "pas trahir" les générations futures - AFP 04.11

- La Marche pour le climat maintenue par ses organisateurs à Paris - Reuters 05.11

Les organisateurs de la Marche pour le climat à Paris excluent mardi d'annuler ou de reporter la manifestation prévue samedi prochain, comme l'a souhaité le ministre de l'Intérieur qui craint de nouvelles violences liées au mouvement des "Gilets jaunes".Reuters 05.11

Fabrication du consentement. Vous devez « **renoncer à l'idée selon laquelle le futur est toujours une version améliorée du présent** ».

Ruptures - Extraits. "les augmentations programmées ne sont pas seulement pensées pour racketter encore un peu plus les automobilistes ; elles visent aussi et surtout à impulser « un véritable changement des comportements », et même à imposer une « modification des modes de vie ». Ce sont les auteurs mêmes des taxes qui le disent.

Tout cela parce qu'il faudrait « sauver la planète ». Et là, il y a une ribambelle de partis et de dirigeants de tous bords, y compris parmi les opposants à Emmanuel Macron, qui arrivent en disant : « il ne faut pas opposer le social et l'écologie ».

On nous dit qu'il ne faut pas opposer « ceux qui ont peur de la fin du mois à ceux qui ont peur de la fin du monde ». Eh bien si, il y a bien une opposition. De classe.

On ne cherche pas seulement à nous faire moins rouler (et moins vite) ; de plus en plus, des villes justifient, au nom de l'environnement, qu'on n'éclaire plus les rues la nuit (ou qu'on coupe l'éclairage de plus en plus tôt) ; ici et là – en milieu rural en particulier – on organise le ramassage de moins en moins fréquent des ordures (parfois toutes les trois semaines !) en expliquant que c'est de la pédagogie pour mieux recycler ; demain peut-être, les compteurs Linky seront capables de dénoncer les criminels qui se chauffent trop...

Et l'on n'a encore rien vu. On le sait peu, mais tout cela est théorisé. Dans le grand quotidien Le Monde (21/11/18), un philosophe australien qui fait autorité dans ces domaines affirme qu'il faudrait « se résigner à un changement de vie radical ».

Et il se lamente que cette idée ne soit pas très populaire car elle signifie « abandonner le principe fondamental de la modernité, c'est-à-dire l'idée d'un progrès ». Pour le dénommé Clive Hamilton, il faut impérativement « renoncer à l'idée selon laquelle le futur est toujours une version améliorée du présent ». Et le grand quotidien du soir, bible des élites dirigeantes, trouve cette idée si géniale qu'il la reprend et la martèle dans son éditorial.

Et voilà : derrière le racket à la pompe, déjà insupportable, se cache une idée particulièrement grave : il faudrait renoncer au concept même de progrès. Et donc de progrès social, économique, technique, scientifique. C'est-à-dire renoncer à ce qui est l'un des fondements de l'histoire de l'humanité : faire en sorte que les générations à venir disposent de plus et mieux que les générations présentes.

C'est sans doute le signe que le système est en bout de course. Il est de moins en moins capable de faire de la croissance, de produire des richesses (autrement qu'en surexploitant de la main d'œuvre à bas prix à l'autre bout du monde, en délocalisant à tout va)... Il est tout juste bon à faire enfler la finance. Et à inventer l'idéologie de la régression qui va avec. Ruptures le 02 décembre 2018

Fabrication du consentement. La « **transition énergétique** » ou « **sauver la planète** », c'est "**le faux nez de l'austérité contrainte**".

Ruptures - Extrait. Impressionnant : la mobilisation des « gilets jaunes », qui a rassemblé plusieurs centaines de milliers de

citoyens le 17 novembre et se poursuit, revêt une ampleur sans précédent dans l'Histoire de France pour un mouvement sans organisateur institué. Les développements à venir restent incertains, mais il est déjà possible de pointer les composantes de cette colère jaune, portée par des acteurs dont c'était pour beaucoup la première manif, et qui jouit d'un soutien populaire écrasant.

Son déclencheur mérite attention : la détermination gouvernementale à augmenter les taxes sur le carburant, particulièrement sur le diesel, repose explicitement sur la volonté d'imposer un changement des comportements et des modes de vie, nommé « transition énergétique ». Que près de deux sondés sur trois estiment que le pouvoir d'achat doit passer avant la conversion écologique constitue une claque d'une violence inouïe infligée au pilonnage multi-quotidien quant à l'obligation de « sauver la planète ». La « sobriété heureuse » commence à apparaître pour ce qu'elle est : le faux nez de l'austérité contrainte.

Evidemment, au-delà de l'essence, c'est le pouvoir d'achat qui a mobilisé. Alimentation, carburant, électricité, gaz, assurances, loyer : des millions de ménages sont pris à la gorge. Les protestataires sont massivement issus du monde du travail, tandis que le mouvement est accueilli avec circonspection (au mieux) parmi la bourgeoisie urbaine.

Facteur supplémentaire : la rage de se sentir ignoré par « ceux d'en haut ». Cela vaut pour le social : on a beau travailler dur, on n'y arrive plus ; mais aussi pour le politique : on a beau renvoyer les sortants, les orientations restent les mêmes. Le souvenir du référendum inversé de mai 2005 est encore cuisant. Le mantra macronien de ladite « souveraineté européenne » a objectivement aggravé les choses : il est ontologiquement incompatible avec la souveraineté du peuple. Ruptures le 03 décembre 2018

[La gauche : La MST \(Maladie Socialement Transmissible\) du mouvement ouvrier.](#)

L'antifascisme devait finalement s'accommoder du coup d'Etat néonazi de Maidan en Ukraine...

Le féminisme devait finalement s'accommoder de la théorie du genre...

L'antiracisme devait finalement s'accommoder de la traite des esclaves nommés migrants...

L'écologisme devait finalement déboucher sur la COP...

Le réformisme devait finalement s'accommoder de la collaboration de classes et déboucher sur le corporatisme...

L'anticommunisme devait finalement déboucher sur le totalitarisme...

La gauche a bien été l'allié objectif fidèle et zélée de la réaction pour faciliter l'application de sa politique et détruire de l'intérieur le mouvement ouvrier.

Quand vous remontez au début du XXe siècle, vous vous apercevez que la gauche a préféré la guerre impérialiste ou le fascisme au socialisme, qu'elle a été colonialiste, farouchement xénophobe, raciste, misogyne, homophobe, pollueur, antidémocratique, antirépublicaine, antisociale, dictatoriale. L'horreur, n'est-ce pas ? Cette imposture a duré pendant plus d'un siècle parce que tous les courants du mouvement ouvrier s'en sont accommodés. Quand vous avez cela à l'esprit, après vous ne vous étonnez plus qu'on en soit arrivé à la situation actuelle. Quand vous étiez militant ouvrier et que vous tentiez de résister à cette imposture, vous étiez systématiquement traité de gauchiste, d'ignorant, c'était vous le parasite et non cette saloperie.

En refusant de combattre tous ces courants liquidateurs du mouvement ouvrier, l'extrême gauche s'est discréditée à jamais. Que ceux qui y militent aujourd'hui ne croient pas qu'il pourrait en sortir un jour quelque chose de bon pour la classe ouvrière, ils se trompent lourdement. Un tel déni leur sera fatal un jour ou l'autre, comme ce fut le cas de centaines de milliers de militants qui l'ont plus ou moins compris avant eux sans parvenir à comprendre ce qui s'était réellement passé et qui abandonnèrent le combat politique.

C'est con à dire, mais c'est dialectique, le dilettantisme, l'absence de rigueur théorique, l'absence de principes, le refus d'admettre les faits, la mémoire sélective, la soudaine amnésie, l'hypocrisie, le mensonge, la tentation de s'accommoder de l'inacceptable, la bonne conscience, l'autosuggestion, l'autosatisfaction, l'arrogance, le manque de volonté ou de courage, l'ignorance, tout se paie un jour dans la vie comme en politique.

Quand on s'aperçoit qu'on est engagé dans une mauvaise voie et qu'on persiste malgré tout, on peut multiplier les artifices et les efforts pour retarder le moment du verdict fatal qui nous attend au bout, mais nous n'y couperons pas, et plus nous retarderons l'échéance plus lourde sera l'addition à payer.

Pour avoir délibérément persisté dans l'erreur, nos dirigeants nous ont livré pieds et mains liés à nos ennemis, totalement désarmés pour les affronter. Le gigantesque défi qui nous est posé maintenant, c'est de rompre immédiatement avec leur politique,

et de la combattre en définissant une nouvelle stratégie pour conquérir la direction du mouvement ouvrier et affronter l'oligarchie et la vaincre. Si on refuse de faire l'inventaire de la lutte de classes du XXe siècle, de la gauche et de l'extrême gauche, et d'en tirer les enseignements théoriques et pratiques, nous sommes perdus.

Le mouvement engagé depuis le 17 novembre en France témoigne que les enseignements de la révolution russe de 1917 demeurent parfaitement valables, reste à les adapter à la société d'aujourd'hui, ce que nous n'avons jamais su faire ou voulu faire, et pourtant tous les matériaux existaient, ils sont même pour ainsi dire inépuisables puisqu'il s'agit de piocher dans la réalité, tout dépendra si nous nous en contenterons ou si une nouvelle fois nous nous en détournerons pour élaborer de nouvelles théories foireuses qui nous conduiront dans une impasse.

C'est là qu'il est permis de se demander pour quelle cause nous combattons réellement, quelles sont nos réelles intentions, car s'écarter de la réalité, c'est se détourner de notre classe, de notre cause. Un jour Trotsky dit à un de ses interlocuteurs qu'il devait faire preuve d'imagination, il lui répondit que ce n'était pas facile ou qu'il en manquait, quelque chose comme cela. Trotsky lui dit qu'il n'avait qu'à puiser dans la réalité qui est une source inépuisable d'imagination au lieu de s'en détourner, je cite en substance, je n'ai retenu que l'essentiel comme d'habitude, ma mémoire fonctionne ainsi, un enseignement en quelque sorte.

C'est quand même incroyable, on n'a jamais disposé d'autant d'informations ou de connaissances sur la composition et le fonctionnement de la société, des différentes classes, et on n'est pas foutu de s'en servir pour avancer vers nos objectifs politiques, c'est qu'on est vraiment nul ! On cherche désespérément quelle est la nature du problème que nous avons à régler, alors que le problème c'est nous, il n'est nulle part ailleurs ! Apparemment chacun n'est pas prêt à l'admettre, et bien tant qu'il en sera ainsi on n'avance pas d'un millimètre.

Cessons de nous prendre pour ce que nous ne sommes pas, faisons preuve d'un peu de modestie, apprenons à observer, écouter et lire, et nous disposerons de l'état d'esprit indispensable pour affronter tranquillement la réalité. Cela rend également d'énormes services dans la vie quotidienne, c'est gratuit et accessible à tous, ce serait dommage de s'en passer. C'est plus facile de se battre contre les autres que contre soi-même, et bien il faut s'y mettre sans attendre, et puis on en tirera une saine satisfaction, sachant qu'on en partagera les enseignements.

En complément

Pourquoi tiennent-ils tant à associer «Gilets jaunes et climat» ?

Parce que ce sont les agents de la réaction au sein du mouvement ouvrier (et à l'extérieur, ONG) qui sont le fer de lance de l'instrumentalisation de la question climatique pour le compte de l'oligarchie. Un média-oligarque leur sert de tribune, ce n'est pas anodin. La pire erreur à commettre serait de croire que Libération (Drahi) encouragerait la convergence des luttes, donc conservez en permanence à l'esprit tout au long de cette lecture qu'il figure parmi nos pires ennemis.

Lisez cet article très instructif, bourré d'hypocrisie, d'arrière-pensées, des intentions inavouables, etc. que vous vous ferez un plaisir de passer au détecteur de mensonges ou de la manipulation des consciences, un excellent exercice pour aiguïser son esprit critique ou vérifier son état.

- 8 décembre : «Gilets jaunes et climat doivent pouvoir se rejoindre !» - Libération 4 décembre 2018

A quatre jours de la marche pour le climat et de la mobilisation des gilets jaunes, qui doivent se tenir au même moment, des militants et des syndicalistes cherchent des points de convergence.

De nouveaux acteurs en soutien des gilets jaunes ? À quatre jours de leur quatrième grand rendez-vous, et alors que les annonces du gouvernement ne semblent pas avoir convaincu nombre de manifestants, difficile de prédire qui marchera avec qui, et où, samedi 8 décembre. Seule certitude : une digue a sauté. Et le mouvement des gilets jaunes, qui rendait jusqu'alors certains frileux, compte tenu de la présence, dans ses rangs, de quelques manifestants d'extrême droite, semble être devenu, à leurs yeux, plus fréquentable. Jusqu'à les convaincre de marcher avec eux ou du moins de leur tendre la main ? Le scénario apparaît de plus en plus possible, d'autant que la journée du 8 décembre sera aussi marquée par une autre mobilisation : la marche pour le climat, organisée de longue date par plusieurs associations environnementales. De quoi faciliter les choses pour ceux qui auraient encore du mal à enfilez la chasuble jaune.

«J'appelle les gilets jaunes à venir marcher avec nous»

Comme l'a fait la CGT samedi dernier, en appelant les gilets jaunes à rejoindre sa propre manifestation des chômeurs et précaires organisée le même jour, ils sont ainsi quelques-uns à inviter les gilets jaunes à défilé avec eux. «J'appelle les gilets jaunes à venir marcher avec nous le 8 décembre pour le climat en leur disant : la cause des inégalités et celle de la destruction de la planète est la même», a ainsi lancé le réalisateur et militant écologiste Cyril Dion sur le plateau de France 5, lundi. Chez certains gilets jaunes, l'idée fait son chemin. «On a un but commun : l'avenir de nos enfants, explique l'une d'eux, Julie, de Seine-et-Marne,

qui se sent concernée par «l'idée de faire marcher les commerçants locaux, d'arrêter d'engraisser les multinationales, que nos taxes servent réellement à de l'écologie.»

Sans préciser qui doit aller vers qui, la députée européenne EELV Michèle Rivasi a elle aussi appelé «à la convergence des luttes pour la défense de l'écologie». Et d'expliquer : «Parce que la transition écologique suppose la défense de la justice sociale, gilets jaunes et climat doivent pouvoir se rejoindre !» Mais c'est sans doute Attac, l'association pour la taxation des transactions financières, qui a fait le plus grand pas à l'endroit des gilets jaunes. Dans une vidéo postée sur Twitter mardi matin, sa secrétaire générale, Annick Coupé, explique : «[Attac] sera dans la rue les jours qui viennent et en particulier le 8 décembre puisque c'est à la fois la journée internationale de mobilisation pour le climat mais aussi, en France, le quatrième rendez-vous des gilets jaunes.» L'association planche sur la possibilité de faire le lien entre les deux mouvements. «Les questions de transition environnementale et de transition sociale ne sont pas déconnectées», pointe Aurélie Trouvé, porte-parole d'Attac.

« La colère des #GiletsJaunes est pleinement justifiée. Il y a un sentiment profond d'injustice sociale, fiscale et écologique dans ce pays ! »#RevancheLyceenne #ClimateAlarm #GiletsJaunes pic.twitter.com/l1dTDwdp54 — Attac France (@attac_fr) 4 décembre 2018

Franchir le pas

Certains voudraient aller jusqu'à un appel unitaire signé par le monde associatif, politique mais aussi syndical. D'abord frileux à l'égard des gilets jaunes, du fait notamment de la présence du FN, les syndicats ont quelque peu fait évoluer leur position, désormais plus ouverte, envers le mouvement. Ainsi, pour Solidaires, qui sera à la marche pour le climat, «le mouvement syndical doit prendre ses responsabilités et porter la transformation sociale». Philippe Martinez, le secrétaire général de la CGT reconnaît volontiers qu'il y a des points communs entre les revendications des gilets jaunes et de son syndicat. Mais il appelle à manifester le 14 décembre, jour où la Commission nationale de la négociation collective doit, comme chaque année, rendre son avis sur l'augmentation du smic. Et reste peu bavarde sur le 8 décembre.

Pour l'heure, le discours des deux organisations consiste donc plus à dire aux gilets jaunes de venir vers elles et non l'inverse. Excepté des initiatives isolées, comme celle de la CGT chimie, qui a appelé le 29 novembre à la «convergence avec tous les mouvements de contestation, gilets jaunes, rouges sans gilet ou blouses blanches». Plus tôt, SUD industrie ou encore FO transport avait aussi franchi le pas. Dans une tribune publiée sur Médiapart, le 27 novembre, une soixantaine de «syndicalistes contre la vie chère», principalement de la CGT et de Solidaires, affirmaient aussi qu'il était «possible de s'engager collectivement dans cette bataille».

«Nous devons jeter nos forces syndicales dans la bataille»

Dans la lignée, ce mardi, c'est un autre soutien de taille qui a apporté un coup de pouce aux gilets jaunes : la CGT fonction publique. «L'heure est à l'action pour gagner sur les revendications. [...] Nous devons aujourd'hui jeter nos forces syndicales dans la bataille.» La fédération a donc déposé deux préavis de grève : un du 9 au 31 décembre (alors que le mois devrait donner lieu à des annonces de l'exécutif sur la fonction publique) et un autre spécifique au 8 décembre. Ailleurs, dans certaines régions ou secteurs, l'appel est bien plus franc. Ainsi, selon le Courrier Picard, à Albert (Somme), des gilets jaunes et des élus CGT se sont rencontrés et ont décidé d'unir leur force le 8. A Besançon, l'antenne locale du syndicat SUD rail a aussi appelé à la «convergence des luttes» en participant aux manifestations des gilets jaunes, selon l'Est Républicain.

Reste une inconnue : à Paris, où les projecteurs seront braqués après la journée du 1er décembre, la marche pour le climat aura-t-elle bien lieu ? Craignant les débordements, le ministre de l'Intérieur a appelé, lundi, les organisateurs «à ne pas maintenir cette manifestation». Pas question, pour autant, d'annuler, pour Greenpeace France qui écrit sur Twitter : «A l'heure de l'inaction des politiques, il est impensable de ne pas laisser les citoyens faire entendre leur voix pour le climat le 8 décembre.» Libération 4 décembre 2018

Greenpeace est le porte-parole de l'oligarchie : «A l'heure de l'inaction des politiques», Macron inactif, vraiment ? Qui réclame une "transition environnementale", les ouvriers, les employés ? A ma connaissance non. Qui alors ? Et qui devrait la réaliser, Macron ou un gouvernement ouvrier, qui détient le pouvoir, qui gouverne pour qui ?

Le simple fait de reprendre à son compte cette revendication vous place dans le camp de la réaction, parce qu'aucune réponse positive ne peut y être apportée sous un régime capitaliste, sauf à en faire payer le prix aux exploités.

La palme de l'imposture revient à Attac qui entend lier "transition environnementale" et "transition sociale" sous Macron et la Ve République. La priorité, l'urgence, c'est d'engager le combat politique pour un changement de régime et de subordonner à cet objectif toutes les luttes.

[Grève générale, Macron dehors, abolition des institutions de la Ve République ! Assemblée constituante souveraine et instauration d'une République sociale !](#)

Monseigneur est trop bon, on ne veut pas de vos "miettes", on veut tout tout de suite !

- Les gilets jaunes ne lâchent rien après les "miettes" de Philippe - Le HuffPost 05.11

- Moratoire: les gilets jaunes dénoncent des "mesurettes" - L'Express.fr 05.11

Dans le fond de la poubelle du régime.

- BHL - Les Gilets jaunes entre l'Histoire de France et ses poubelles - LePoint.fr 03.11

- Barcelone: Manuel Valls hué lors d'un événement de campagne - L'Express.fr 05.11

L'ancien Premier ministre, en campagne municipale à Barcelone, était dans un quartier pauvre de la capitale catalane pour parler sécurité. Selon les images diffusées par des médias locaux, ces militants ont hué Manuel Valls et crié notamment "Moins de police, plus d'éducation" ou "spéculateurs, hors du quartier". L'Express.fr 05.11

- Macron a déjeuné avec des policiers intervenus samedi à Paris - Le HuffPost 03.11

- Des syndicats policiers réclament le soutien de l'armée - Liberation.fr 05.11

Le ministère de l'Intérieur s'inquiète de l'état de fatigue des forces de l'ordre si elles devaient faire face à un nouveau samedi d'émeutes. Liberation.fr 05.11

- Gilets jaunes : une députée LREM prise en défaut sur le montant du Smic - LeParisien.fr 03.11

« Bon, je quitte le plateau, Madame la députée ne sait pas à combien est le Smic ! » Excédé, un Gilet jaune invité ce lundi à débattre avec Elise Fajgeles (LREM) sur le plateau de CNews a estimé qu'il était inutile de poursuivre la discussion face à une élue incapable de donner le montant du salaire minimum. Il faut dire que le débat portait justement sur le pouvoir d'achat des Français, au lendemain d'un troisième week-end de mobilisation sur ce thème. LeParisien.fr 03.11

Ils s'inquiètent.

- «Gilets jaunes» : la montée en puissance d'un mouvement porté par la colère - LeFigaro.fr 03.11

- "Le pouvoir n'a aucune prise sur les gilets jaunes" - L'Express.fr 03.11

- La crise des gilets jaunes gagne les institutions - Le HuffPost 03.11

Le Figaro - Hétéroclites politiquement, peu organisés, pacifiques à certains endroits, violents à d'autres, brassant tant les classes populaires que moyennes, soutenus toujours par plus de 70% des Français, les «gilets jaunes» sont une vague colorée que personne n'a vu venir. Au point que, après trois week-ends consécutifs d'une mobilisation accompagnée de violences croissantes, il est difficile de se rappeler comment on en est arrivé là.

Libération - En une seule journée à Paris, la police a tiré des volumes parfois plus importants que sur toute une année en France. Selon les bilans consultés par Libération, pour les seules compagnies républicaines de sécurité (CRS) et les compagnies de sécurisation et d'intervention de la préfecture de police (CSI), ont été comptabilisés plus de 8 000 grenades lacrymogènes, 1 193 tirs au lanceur de balles en caoutchouc, 1 040 grenades de désencerclement et 339 grenades GLI-F4, munition composée notamment d'une charge explosive de 25 grammes de TNT.

Déjà sidérants, ces chiffres ne comprennent donc pas ceux des gendarmes mobiles, engagés également en nombre samedi, ou d'autres unités de commissariats appelés à la hâte. Sollicitée, la préfecture de police de Paris a refusé de communiquer un bilan global.

Libération - Le dispositif est inédit : cinq chambres de comparutions immédiates ont été mobilisées ce lundi pour juger 57 gilets jaunes déférés après la manifestation du 1er décembre qui a tourné à l'émeute ... et cette interrogation récurrente des avocats : «Où sont ils, ces fameux casseurs ? En tout cas pas ici.» (...) Tout au long de la journée, un visage aux traits fatigués en chasse un autre. A 17 h 30, toujours pas un seul casseur (lesquels savent apparemment parfaitement déguerpir).

- Macron « cristallise une forme de haine » - Publicsenat.fr 05.11

...un président de la République de plus en plus seul, alors que le mouvement des gilets jaunes ne faiblit pas. Publicsenat.fr 05.11

- Macron hué et insulté lors d'une visite au Puy-en-Velay - LeParisien.fr 05.11

- L'exécutif contraint de reculer face aux «gilets jaunes» - LeFigaro.fr 05.11

Dans l'espoir d'éviter un nouveau chaos, Édouard Philippe a annoncé un moratoire sur la taxe carbone et le gel des prix de l'électricité et du gaz. LeFigaro.fr 05.11

- Des concessions en rase campagne - Liberation.fr 5 décembre 2018

Moratoire sur la taxe carburants, gel de la hausse du gaz et de l'électricité, mais ni coup de pouce au smic, ni retour de l'ISF. Liberation.fr 5 décembre 2018

- Les "gilets jaunes libres" ne rencontreront pas Philippe à Matignon - Le HuffPost 3 décembre 2018

Non merci. Les gilets jaunes libres, une des franges du mouvement contestataire, annoncent ce lundi 3 décembre qu'ils ne se rendront pas au rendez-vous fixé par le Premier ministre Édouard Philippe mardi à Matignon. Le HuffPost 3 décembre 2018

- Pour Macron et Philippe, ça passe... ou ça casse - leparisien.fr 5 décembre 2018

Les mesures annoncées mardi par Edouard Philippe, suffiront-elles à apaiser la colère des manifestants ? Le Premier ministre s'est mis en première ligne tandis que le chef de l'Etat reste muet... et plus impopulaire que jamais. leparisien.fr 5 décembre 2018

- Après les annonces de Philippe, les gilets jaunes oscillent entre pouvoir d'achat et chute des institutions - Le HuffPost 5 décembre 2018

Ils sont tous d'accord sur un point: le moratoire sur la hausse des taxes sur le carburant ne suffit pas. Sur les réseaux sociaux, là où le mouvement a pris naissance, les annonces censées "apaiser la situation pour éviter qu'elle dégénère" n'ont pas trouvé un écho retentissant. L'écrasante majorité des gilets jaunes qui réagissent estiment que cette mesure est très loin de répondre à leurs préoccupations et aux revendications d'un mouvement qui a dépassé la simple opposition à la taxe carbone depuis bien longtemps.

Ces prises de parole virtuelles sont d'ailleurs dans la lignée de celles entendues dans les médias depuis l'annonce du moratoire. Les responsables de l'opposition, comme les porte-parole officiels des gilets jaunes se relaient devant les micros pour en demander d'avantage au gouvernement. Même chose sur les réseaux sociaux.

Beaucoup d'internautes engagés, participants aux pages Facebook dédiées au mouvement, ont repartagé en masse leurs revendications pour réaffirmer une certaine volonté jusqueboutiste. Et comme depuis le début du mouvement, elles ne sont pas frappées du sceau de l'unanimité. Si certains veulent se concentrer sur le pouvoir d'achat et la reconsidération des foyers les plus modestes, d'autres entendent bien renverser les institutions.

Car si le mouvement a mobilisé les Français autour de la hausse de la taxe carbone, il a rapidement basculé dans une colère beaucoup plus globale et profonde. La plupart des gilets jaunes, souvent issus de classes moyennes ou populaires, réclament des mesures fortes pour leur permettre de boucler les fins de mois et "vivre" plutôt que "survivre." "On ne veut pas des miettes monsieur Philippe", avertissent ces Français en colère.

C'est donc assez logiquement que la revalorisation du salaire minimum, le smic, est au centre des revendications relayées sur les pages Facebook des gilets jaunes. Le HuffPost 5 décembre 2018

Liberation.fr 5 décembre 2018 - Sur le réseau social où le mouvement est né et où s'échangent rendez-vous et mots d'ordres, le moratoire annoncé par le Premier ministre ne semble avoir convaincu personne.

Mardi après-midi, il fallait vraiment chercher pour trouver un seul commentaire positif dans les groupes de discussion. Pas de trace non plus d'un appel au calme. Le groupe «la France en colère !!!» a organisé un sondage à choix multiples après les annonces d'Edouard Philippe. «Vous avez été convaincu par les annonces ?» demandait Eric Drouet, un des leaders de la contestation depuis le 17 novembre. Résultats sans appel : «Non, action dans ma région samedi» (614 personnes), «Non, pas du tout satisfait» (486), «Non, Paris samedi» (404). Au total, ils n'étaient que sept à répondre «Oui».

Après le discours du Premier ministre, «poudre aux yeux», «foutage de gueule», «enfumage», «on nous la fait à l'envers» ou

«on lâche rien» sont les expressions qui reviennent le plus. L'idée générale est que le moratoire sur la hausse des taxes sur les carburants ne fait que repousser le problème : «C'est juste reculer pour mieux sauter.» «Il cherche à gagner du temps à l'approche de Noël, à nous endormir. Dans six mois, on est bons pour remettre le gilet jaune !!» écrit un internaute. Les analystes politiques voient cette suspension comme une manière d'enjamber les européennes mais les gilets jaunes relèvent plutôt que la fin du moratoire tombe «pile poil pour les vacances d'été», moment où l'essence sera d'autant plus utile et l'attention médiatique moindre pour «nous la mettre». Une capture d'écran de BFM TV avec un bandeau «taxe reportée : un geste suffisant ?» remet le feu aux poudres, apparaissant pour beaucoup comme la preuve formelle du «foutage de gueule» en cours.

La réponse tardive du gouvernement ne peut satisfaire un mouvement qui, à force de se réunir sur les ronds-points ou sur Internet, a formulé une tonne de demandes très éloignées de la seule taxe sur les carburants. Les annonces de mardi apparaissent comme des «miettes jetées à des pigeons». Et «les pigeons vont lui chier dessus», écrit un gilet jaune, résumant l'état d'esprit général.

Samedi prochain, ce sera «l'acte IV», comme disent les événements Facebook annonçant la mobilisation. Ce qui veut dire que le gouvernement a trois «actes» de retard face à un mouvement qui réclame désormais des mesures de démocratie directe, une augmentation du smic (plus que les 3 % annoncés), le rétablissement de l'ISF, des mesures pour les retraités ou la baisse des salaires des élus.

C'est à se demander si les annonces du gouvernement n'en radicaliseraient pas certains. «Au début, je n'étais pas très fan des gens qui demandaient la démission ou la destitution de Macron, il n'y a que les cons qui ne changent pas d'avis», avoue un internaute. Pour tous, pas question de renoncer à la mobilisation de samedi. «Satisfaite : non : acte IV mais pas à Paris jusqu'au retour de l'ISF et une augmentation significative du smic !» dit une gilet jaune. «Jusqu'au départ de ces clowns ! Donc "Macron démission" ce n'était pas que des mots en l'air», lui répond un autre. Dans un combat qui est devenu frontal face au chef de l'Etat, beaucoup estiment que Macron s'est défilé en laissant parler son Premier ministre, souvent qualifié de «sbire» : «Un président qui ne s'adresse pas à la nation c'est un manque de respect et c'est du mépris total.» «Où est Macron ?» s'interroge une gilet jaune interloquée. «Il change la moquette avec Brigitte», lui répond un autre, emportant les rires, numériques, de l'assistance. Liberation.fr 5 décembre 2018

- Ille-et-Vilaine : «Ils nous prennent pour des débiles» - Liberation.fr 5 décembre 2018

A quelques kilomètres de Rennes, les gilets jaunes sont tout sauf convaincus des propositions de l'exécutif, loin de leurs revendications sociales. La cassure est profonde.

Sur le rond-point de la zone commerciale de Saint-Grégoire, à la sortie de Rennes, une quinzaine de gilets jaunes se sont rassemblés, avec panneaux et drapeau breton, après avoir été évacués le matin même d'un «bivouac» en centre-ville par les forces de l'ordre. Et mardi midi, ce n'est pas le concert ininterrompu de klaxons et de sifflets qui a fait que le message d'Edouard Philippe a eu un peu de mal à passer.

La nouvelle est arrivée via un chauffeur de semi-remorque qui a bloqué quelques instants le flux de la circulation et baissé sa vitre pour annoncer la prise de parole du Premier ministre et balancer à la volée les premières mesures. Les manifestants s'en sont alors remis à leurs portables pour suivre, tant bien que mal, l'intervention du Premier ministre. Sans y trouver du tout leur compte. Sans surprise. «Au début, j'ai pensé qu'il faisait un premier pas en avant, mais au final ce n'est que de la poudre aux yeux, du foutage de gueule», commente à chaud Charlene, 30 ans, cheveux bruns tirés en arrière. Pour la jeune femme, mère de deux enfants, c'est surtout cette période transitoire de six mois qui pose problème. «Il lui a fallu trois semaines pour réagir et les violences de samedi dernier et il nous balance cette suspension de six mois pour qu'on discute et qu'au bout du compte tout recommence ? C'est au moins un moratoire à durée indéterminée qu'il aurait fallu, avec une vraie hausse du smic», juge cette ancienne employée dans la restauration rapide, en arrêt de travail en raison de ses «deux genoux flingués».

A ses côtés, Raymonde, sa mère de 65 ans, enveloppée dans son manteau fourré, explique toucher 1 000 euros de retraite après quarante-trois ans de travail et se priver de chauffage pour assumer un loyer de 550 euros, sans APL. Elle abonde dans le sens de sa fille : «Ce qu'on a entendu, c'est juste reculer pour mieux sauter, ils nous prennent pour de la merde», lâche-t-elle, prenant pour cible les «abus» dont bénéficieraient les députés, comme «le cumul des retraites». Ou encore les «40 000 euros de salaire de la première dame avec 17 000 euros pour se faire des beautés», quand une députée LREM s'est avérée incapable de donner le montant du Smic sur une chaîne d'infos en continu.

«Pendant ce temps, il n'y a jamais eu autant de suicides chez les policiers, les agriculteurs, les infirmières», ajoute-t-elle. «Ils nous prennent pour des débiles et ne comprennent rien à notre situation, renchérit Quentin, employé dans une entreprise de nettoyage industriel, venu avec sa compagne et son bébé de huit mois dans sa poussette. Cela se voit que Macron est né avec une cuillère dans la bouche.» Ce que redoutent la plupart de ces gilets jaunes, comme ce chauffeur routier en retraite, qui s'est mis à l'écart pour réécouter Edouard Philippe et ses annonces sur le gel du prix du gaz et de l'électricité, c'est que «dans six mois, on nous en remette une volée». «Ils sont à côté de la plaque, lâche-t-il, entre deux bouffées de cigarillo. Il faut remettre les services de l'Etat en marche et à l'écoute des gens. Quand vous savez ce que gagne un facteur et que celui qui distribue le courrier à l'Assemblée nationale touche 5 000 ou 6 000 euros, même s'il ne travaille pas, vous trouvez ça juste vous ?»

Face aux annonces du Premier ministre, ce que réclament la plupart de ces gilets jaunes revient en boucle : le retour de l'ISF, une augmentation significative des salaires ou encore une «fiscalité transparente». Sur le rond-point, la pancarte «un klaxon=un soutien» continue d'avoir autant de succès.

Charlie, 38 ans, en arrêt de travail après avoir dû liquider son entreprise «d'importation de bateaux» et subi un burn-out, se montre pour sa part aussi désabusé que fataliste en évoquant le président de la République et son gouvernement. «Ce ne sont pas eux les vrais patrons. Ce sont les multinationales, les grosses banques, les lobbies, qui sont tout puissants. C'est grâce à eux que Macron est arrivé au pouvoir et c'est à eux qu'il doit rendre des comptes.» Liberation.fr 5 décembre 2018

AFP 5 décembre 2018 - Éric Drouet, l'un des instigateurs du mouvement parmi les plus connus des "gilets jaunes", a appelé à "retourner à Paris" samedi, "près des lieux de pouvoirs, les Champs-Élysées, l'Arc de Triomphe, Concorde".

Pour l'Insoumis François Ruffin, les mesures annoncées, "ça ne répond pas au mal de vivre".

Le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner a invité "les gilets jaunes raisonnables" à ne pas se rassembler à Paris samedi, et a promis d'accroître la mobilisation des forces de l'ordre en France.

Le gouvernement craint aussi une extension de la colère à d'autres secteurs. Mardi, de nouveaux incidents ont éclaté devant des lycées de la région parisienne, et Marseille reste particulièrement touchée. AFP 5 décembre 2018

- A Toulouse, un lycée incendié et un millier de jeunes manifestants - Liberation.fr 05.11

En ce troisième jour de contestation lycéenne, l'entrée d'un établissement de Blagnac, en périphérie, a été ravagée par un feu de poubelles tandis que la circulation des trams et métros était interrompue. Liberation.fr 05.11

- Plus d'une centaine de lycées bloqués en France, des manifestations réprimées dans plusieurs villes - Liberation.fr 03.11

- Sans forcément se revendiquer comme «gilets jaunes», des lycéens ont ajouté leurs voix ce lundi à la contestation contre la politique d'Emmanuel Macron. Liberation.fr 03.11

- La manifestation des ambulanciers se termine avec un véhicule en feu - Le HuffPost 03.11

Un mois après leur coup de force de novembre qui avait bloqué le périphérique parisien pendant plus de vingt-quatre heures, des centaines d'ambulanciers ont récidivé ce lundi 3 décembre. Le HuffPost 03.11

[Criminiel. Quand le législateur délivre un droit de tuer au lobby pharmaceutique.](#)

- Médicament. Une décharge à signer avant d'avaler l'Androcur - Liberation.fr 4 décembre 2018

Les patients devront bientôt signer un formulaire d'accord de soins avant de débiter tout traitement avec l'Androcur (laboratoire Bayer) et ses génériques, a annoncé lundi l'Agence du médicament (ANSM). Indiqué chez la femme dans le traitement de maladies hormonales et chez l'homme pour certains cancers de la prostate, ce médicament augmente le risque de développer des méningiomes, une tumeur au cerveau le plus souvent bénigne. Selon une récente étude de l'ANSM ne portant que sur des femmes, le risque est multiplié par sept après six mois de traitement à fortes doses et par vingt après cinq ans. Liberation.fr 4 décembre 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 6 décembre 2018

[CAUSERIE ET INFOS](#)

● [Au format pdf \(10 pages\)](#)

Les syndicats qui vivent des subventions de l'Etat et non des cotisations des syndiquées, qui représentent-ils sinon la main qui les nourrit. Cela vaut pour les partis politiques institutionnels, les ONG et les médias, ainsi que tous les courants politiques qui vivent à leurs crochets.

Cette corruption de fait du mouvement ouvrier nous l'avons tous couverte, et maintenant elle nous pète en pleine gueule. Nos dirigeants, qui en furent les complices et donc les acteurs, s'enfoncent dans le déni en proclamant que les syndicats seraient indépendants, il ne leur reste plus que la fuite en avant pour se sauver eux-mêmes car ils se foutent bien du reste ou de notre cause à laquelle ils ont cessé de croire depuis longtemps, s'ils y ont cru un jour, la situation inextricable et sans issue dans laquelle nous nous retrouvons est à mettre au compte de leur misérable bilan politique.

Je les accuse d'en être responsables, car bien que leurs partis passoires aient gagné des dizaines et dizaines de milliers de travailleurs et aient suscité la sympathie de centaines de milliers d'autres pendant 80 ans, ils n'ont absolument jamais rien fait pour les former hormis leur inculquer leurs dogmes rancis, pour élever leur niveau de conscience politique, pour leur transmettre la méthode du matérialisme dialectique, ils n'en ont pas fait des militants, des combattants conscients. Ils n'ont rien fait pour les aider à se forger de solides convictions et un caractère d'acier afin qu'ils puissent résister à toutes les pressions extérieures ou à l'influence nocive de l'idéologie de la classe dominante. Ils en ont fait des machines infernales à militer cavaland d'une réunion à une diffusion, avec pour seul objectif de vendre un journal et ramasser du fric, recruter éventuellement de nouveaux militants pour combler les désertions ou les exclusions, le tout rythmé par des messages d'autosatisfaction ou des menaces.

Leur engagement dans la lutte de classes fut mis exclusivement au service d'objectifs immédiats dictés par le mouvement spontané des masses ou l'agenda des institutions ou encore l'actualité politique pendant que ses objectifs étaient abandonnés, ce qui permettra d'assurer la survie de leurs appareils et leur statut de dirigeants indéboulonnables, élus ou autoproclamés à vie, d'où le niveau théorique médiocre de leurs militants ou adhérents, et l'absence du parti qu'ils n'ont jamais vraiment eu l'intention de construire ou alors cela signifiait qu'ils furent particulièrement incompetents comme dirigeants, les deux combinés se traduisant par des partis complètement sclérosés et insignifiants numériquement.

Il faut bien comprendre la signification politique du discours qu'ils tiennent tous quel que soit le parti qu'ils dirigent.

Si comme ils l'affirmeront la conclusion à laquelle je suis parvenu est au mieux totalement erronée, au pire malhonnête ou mal intentionnée, parce qu'en fait la situation devait fatalement évoluée ainsi et ils n'y sont pour rien, cela signifierait que durant 80 ans il fut impossible de défendre le socialisme et le marxisme d'où la nullité de leur bilan, dès lors on ne voit pas par quel enchantement cela deviendrait possible demain. Cet argument ne sert qu'à couvrir leur incurie politique ou leur trahison, car à de multiples reprises ils recrutèrent des milliers et milliers de militants, et par la suite ils les perdirent sans jamais changer quoi que ce soit à leur conception de la lutte de classes et de la construction du parti, à aucun moment ils ne prêtèrent à leurs militants l'attention indispensable pour les garder, répétons-le hormis leur servir leurs discours dogmatiques insipides ou démagogiques, qui avaient pour effet de précipiter leur départ ou de conforter leur conviction plus ou moins bien cernée qu'il existait de réels problèmes dans leur parti, et que leurs dirigeants n'étaient pas en mesure de les résoudre ou qu'ils refusaient de s'y attaquer.

Ce qui fut significatif et sans doute déterminant, ce fut leur niveau et approche psychologique proche de zéro, comme si les processus psychologiques ne faisaient pas partie intégrante de la vie de chaque militant ou travailleur. Ils n'ont jamais cherché à les comprendre, ils les méprisaient en réalité, ils étaient au-dessus de cela pensez donc, ils se prenaient pour de grands théoriciens marxistes, les héritiers de Trotsky, que finalement ils en arrivent à ne plus rien comprendre à l'état d'esprit des masses ne nous étonne pas, c'est logique tout bêtement.

Les militants sont des hommes ou des femmes comme les autres, ils ont les mêmes faiblesses, ils subissent les mêmes influences, ils sont capables du meilleur et du pire, ils peuvent craquer à tout moment, ils ont un niveau de conscience en général qui n'est pas forcément plus développé que celui des autres travailleurs, et ils sont en plus soumis à de terribles pressions en adoptant l'étiquette d'un parti ou du socialisme, ce qui les rend encore plus fragile ou vulnérable, ils vont se retrouvés exposés à des situations pour lesquelles ils n'ont pas été du tout préparés, d'où la nécessité absolue qu'ils progressent et qu'ils soient pleinement conscient du processus dans lequel ils sont engagés avec les risques qu'ils comportent, ce qu'on ne leur dira pas évidemment, la pire attitude à avoir en somme, ce qui fait qu'un jour ou l'autre ils craqueront sans trop savoir pourquoi ou comment ils en sont arrivés là, malheureusement.

Durant toute leur funeste carrière professionnel nos dirigeants ont employé des méthodes déloyales et malhonnêtes, détestables envers leurs militants et les travailleurs qu'ils ont dupés et manipulés, dès lors, le sachant, comment voulez-vous que l'on incite les travailleurs à rejoindre leurs partis, c'est nous demander l'impossible, on s'y refuse, et puis cela ne servirait à rien puisqu'à l'arrivée le résultat serait toujours le même. J'en suis le premier profondément désolé, désemparé, car j'en mesure les conséquences politiques dramatiques à venir. Je ne comprends pas pourquoi personne ne réagit ou si, mais je préfère ne pas y penser, il y aurait de quoi démoraliser une armée entière !

Bref, vous aurez retenu le message : Le parti, encore le parti, toujours le parti !

Ambiance.

Leparisien.fr - Peu important les gestes du gouvernement. « C'est trop tard, il doit démissionner, point barre », lance féroce Bertrand. « On n'attend plus rien », abonde un autre, en train de raviver le petit feu de camp. Certains assurent qu'ils

se voient bien là jusqu'à Noël s'il le faut. Toutes les 5 à 10 minutes, une voiture s'arrête pour les approvisionner en bois, en café, en boîtes de conserve. leparisien.fr 05.11

Au-delà pour éviter toute division, se donner une orientation politique, la question n'est pas de savoir si on vit plus ou moins bien selon notre statut ou notre condition particulière, on n'a jamais vécu comme on l'espérait quand on était jeune, rapidement après la fin de notre scolarité ou pour certains leur cursus universitaire ou leur formation professionnelle, nous avons tous dû enterrer nos aspirations pour nous fondre dans cette société où tout nous serait imposé jusqu'à notre dernier souffle, jamais nous n'aurons la liberté de choisir réellement notre mode de vie ou plutôt, jamais nous n'aurons le choix de décider librement comment devrait fonctionner la société, sur quelle base elle devrait reposer pour que chacun puisse s'épanouir individuellement, accéder au bien-être...

Au lieu de cela on nous a imposé de vivre dans une société profondément inégalitaire et injuste, autoritaire, antidémocratique, où notre quotidien serait fait de frustrations, d'interdictions, de sanctions, d'angoisses, de mille difficultés, souffrances, peines, tristesses, cauchemars, désespoirs jusqu'à nous dégoûter de l'existence.

Pour n'avoir pas su prendre nous-mêmes notre destin entre nos mains, nous avons été les proies faciles d'imposteurs aux étiquettes diverses qui parlaient en notre nom, et qui dans un tacite accord n'ont fait que comploter dans notre dos et faire notre malheur.

Rien ne se crée, rien ne se perd, tout se transforme, il n'est pas trop tard pour remédier à cette faiblesse et s'organiser pour faire table rase du passé, et décider librement dans quelle société nous voulons vivre, débarrasser du capitalisme et ses institutions afin de pouvoir réaliser les aspirations de notre jeunesse qui ont conservé leur légitimité.

A défaut d'un parti ouvrier révolutionnaire pour porter cette orientation politique, imposons-la à ceux qui prétendent combattre pour le socialisme, à l'exception du PS et du PCF et leurs satellites qui représentent l'ordre établi qu'il nous faut renverser. Nos aspirations cesseront d'être des utopies le jour où nous décideront de nous donner les moyens de les réaliser. A chacun de savoir ce qu'il veut réellement, demeurer un esclave ou conquérir sa liberté.

[Qui doit détenir le pouvoir, qui doit gouverner? Le peuple travailleur révolutionnaire.](#)

Ils ont reculé : Exigeons qu'ils cèdent sur tout ou chassons-les du pouvoir !

- La hausse des taxes sur les carburants "annulée pour 2019" - L'Express.fr 05.12

- Macron écarte le retour de l'ISF - AFP 05.12

L'Elysée a écarté mercredi l'idée de revenir sur la suppression de l'impôt sur la fortune, mesure phare du quinquennat Macron ciblée par les "gilets jaunes", refermant la porte qu'avaient semblé entrouvrir dans la journée certains ministres. AFP 05.12

L'alliance du sabre et du goupillon est éternelle.

- Gilets jaunes : l'archevêque de Paris livre une piètre analyse - Liberation.fr 05.12

Michel Aupetit a taxé de «communautaristes ou catégorielles» les revendications des gilets jaunes, dans un billet mercredi. Liberation.fr 05.12

Une minorité de putschistes sont au pouvoir, délogeons-les !

- "Gilets jaunes": Patriat (LREM) dénonce une "volonté de putsch" par une minorité - AFP 05.12

Le chef de file des sénateurs LREM François Patriat a dénoncé mercredi une "volonté de putsch" par une minorité... AFP 05.12

La "minorité" de CRS ? Répression aveugle.

- Des "gilets jaunes" passés à tabac samedi par des CRS dans un Burger King à Paris ? Voici ce qui s'est passé - Franceinfo 05.12

Sur des images filmées par un témoin et des journalistes de France 2, on voit des CRS frapper à coups de matraques des manifestants réfugiés dans le restaurant ainsi que dans un autre café, avenue de Wagram.

Il est aux alentours de 18h50, samedi 1er décembre. La place de l'Etoile, à Paris, est envahie par les fumées des gaz

lacrymogènes. Les CRS entreprennent de déloger le millier de manifestants qui restent, après une journée de violences dans le cadre de la mobilisation des "gilets jaunes" sur les Champs-Élysées et à l'Arc de triomphe. A deux pas de là, avenue de Wagram, les hommes casqués s'engouffrent dans un restaurant Burger King fermé, mais dont la porte a été fracturée. Sur les images filmées par un vidéaste amateur, on les voit alors frapper des personnes porteuses d'un gilet jaune, à terre.

Au premier plan, devant le comptoir, on distingue un jeune homme à terre, vêtu d'un jogging gris et d'un gilet jaune autour du cou, en train de se faire frapper par un CRS. C'est Olivier*, un habitant de Moulins (Allier), âgé de 26 ans. Franceinfo a pu vérifier son identité et sa présence sur les lieux.

Venu pour la première fois manifester à Paris, le jeune homme affirme qu'il s'est réfugié dans le Burger King avec un ami, après avoir tenté de gagner la place de l'Etoile en fin de journée "pour voir". "C'était rempli de gaz lacrymos, la fumée s'épaississait, on ne voyait rien. Dans le Burger King, les gens crachaient, vomissaient", se souvient-il. A l'arrivée des CRS, son copain Pierre, également contacté par franceinfo, parvient à fuir par la porte de la rue de Tilsitt. Olivier, lui, glisse. "Je me suis retrouvé à terre et les coups pleuvaient, ça a duré trop longtemps." Le gilet jaune se lève et parvient à s'enfuir. Lundi, il s'est rendu à l'hôpital pour faire constater ses hématomes et contusions et en est ressorti avec une ITT (interruption de travail) de cinq jours. Il a fait parvenir à franceinfo une copie du certificat et se dit déterminé à porter plainte dans les prochains jours auprès du procureur de la République.

Ils avaient des gilets jaunes mais ce n'étaient pas forcément les manifestants les plus excités", confirme à franceinfo Nicolas Mercier, auteur de ces images. Selon lui, beaucoup d'entre eux "s'étaient réfugiés dans le fast-food pour fuir les émanations de gaz lacrymogènes". Il filme la scène avec sa caméra jusqu'à ce qu'un CRS vienne lui intimer d'arrêter, son flash-ball "braqué sur [lui]" et lui donnant "un coup de pied".

A cette heure-là, c'est la "reconquête de la place", confirme un journaliste de France 2, Paul-Luc Monnier. Les CRS, qui ont déploré plus de 20 blessés dans leurs rangs, sont sur les dents. "Ils se sont rendu compte qu'il y avait des gilets jaunes dans les restos de chaque côté de l'avenue. J'ai entendu un policier dire : 'Ils se sont réfugiés à l'intérieur'", indique le reporter, qui a également filmé la séquence avec son collègue. "C'était hyper violent, ils faisaient sortir les gens un par un du Burger King et leur donnaient des coups de matraque, ça criait", témoigne-t-il.

Comme le montre cette autre vidéo filmée à l'intérieur et publiée sur Twitter par un journaliste de Brut, Remy Buisine, les CRS délogent les manifestants attablés et demandent avec insistance au reporter d'arrêter de filmer.

Scène incroyable dans un restaurant, des CRS interviennent à l'intérieur sous haute tension au niveau de l'avenue Wagram. pic.twitter.com/CdMDVQluR4 — Remy Buisine (@RemyBuisine) 1 décembre 2018

A la préfecture de police de Paris, on indique que ces vidéos sont étudiées et qu'une enquête sera diligentée si nécessaire. A sa connaissance, aucune plainte n'a pour l'heure été déposée. Sollicités par franceinfo, les représentants syndicaux des CRS n'ont pas souhaité commenter ces images. Franceinfo 05.12

- Gilets jaunes: un syndicat de police dépose un préavis de grève à partir de samedi - BFMTV 05.12

Le syndicat de police Vigi a déposé un préavis de grève illimitée à partir de samedi 8 décembre, date de l'acte 4 des gilets jaunes. "Il est temps de s'organiser légalement et d'être solidaire avec eux, pour l'avantage de tous", écrivent les responsables de l'organisation syndicale dans un communiqué, expliquant rejoindre le mouvement de contestation sociale.

Le préavis de grève ne concerne pas l'ensemble des fonctionnaires de police mais les personnels administratifs, techniques, scientifiques et ouvriers d'Etat du ministère de l'Intérieur. "Sans les adjoints techniques et ouvriers cuisiniers, les compagnies de CRS peuvent être immobilisées. Sans les adjoints administratifs, des services peuvent fermés. Sans les ouvriers d'état l'entretien de bâtiments et de véhicules ne pourront plus être fait", prévient Vigi. BFMTV 05.12

Ce syndicat est issu de CGT-police.

Lors du congrès de la fédération qui a eu lieu du 19 au 21 juin 2017, le syndicat est rebaptisé Vigi Ministère de l'Intérieur. Lors des élections professionnelles du 30 novembre au 6 décembre 2018 le syndicat VIGI est représenté sur les listes du ministère et de la Police Nationale sans l'étiquette Cgt. Wikipédia.org

- Val-d'Oise : un lycéen blessé au visage par un tir de flashball - Franceinfo 05.12 Le jeune homme de 17 ans a été touché alors que la police ripostait à des jets de projectiles.

Macron appelle ses alliés à la rescousse.

- "Gilets jaunes": Macron en appelle aux partis, syndicats, patronat - Reuters 05.12

Les jaunes ont répondu présent.

- Force ouvrière appelle le gouvernement à ouvrir immédiatement les négociations avec les employeurs sur la prime de transport
- Franceinfo 5 décembre 2018

LVOG - Cette info avait déjà été généreusement relayée par le POID son complice.

Franceinfo - Les salariés posent leurs revendications, les employeurs refusent de les satisfaire, dès lors le devoir d'un syndicat c'est de se placer au côté des salariés pour préparer la grève afin qu'ils obtiennent satisfaction, et non de faire croire que par une simple discussion (négociation) avec les employeurs ils pourraient céder, s'ils n'ont pas cédé avant, ils ne céderont pas maintenant, ils ne céderont que sous la pression de la mobilisation unie des salariés dans la grève illimitée avec ou sans leurs syndicats.

Yves Veyrier, le secrétaire général de Force ouvrière est un agent de la réaction.

Yves Veyrier - Je ne sais pas, mais on voit bien qu'il y a un appel d'air qui a été créé à partir de la question du coût du transport et notamment de l'essence et du diesel, sur la question des taxes. On a demandé immédiatement un moratoire sur ces taxes pour que l'on puisse ouvrir des discussions et en particulier des négociations sur la question du pouvoir d'achat.

LVOG - Allez vous faire foutre avec votre "moratoire" ont déjà répondu les manifestants, obligeant Macron à annuler l'augmentation des taxes sur les carburants. C'est là qu'on s'aperçoit (pour les aveugles ou les traîtres professionnels) que les syndicats sont à la remorque de Macron et du régime. Et il y a encore des escrocs pour affirmer qu'ils seraient indépendants, camarades, ceux qui tiennent ce discours vous prennent pour des cons !

Dans le cul-de-basse-fosse.

- Popularité: Macron atteint son plus bas en pleine crise des gilets jaunes - Le HuffPost 6 décembre 2018

Et dire que cette enquête de popularité a été effectuée avant les événements de samedi dernier.

Avec seulement 18% d'opinions favorables, Emmanuel Macron perd 3 points de confiance, enregistrant une baisse pour le troisième mois consécutif. A l'inverse, le chef de l'Etat subit une hausse de 10 points d'avis défavorables (76%) en un mois.

"Emmanuel Macron se voit sanctionné par toutes les franges de l'opinion", constate l'institut YouGov.

Edouard Philippe, qui avait jusqu'ici évité les chutes brutales, voit son image dégringoler de 6 points, à 21% d'opinions favorables. Un record à la baisse depuis son arrivée à Matignon. Le HuffPost 6 décembre 2018

- Les annonces de l'exécutif insuffisantes pour 78% des sondés - L'Express.fr 06.12

Le soutien des Français au mouvement des gilets jaunes reste, par ailleurs, très élevé. L'Express.fr 06.12

- "Gilets jaunes": la "haine" contre le "roi" Macron, moteur de la colère - AFP 06.12

"Il croit qu'il est Dieu". "C'est le roi. Il ne voit rien": sur les barrages à travers la France, c'est la personne même du président Emmanuel Macron qui nourrit la colère des "gilets jaunes". AFP 06.12

Politiquement correct pour les médias-oligarques.

- Xavier Mathieu chouchou des gilets jaunes après son passage sur BFMTV - huffingtonpost.fr 06.12

En intentant un procès en mépris de classe à Ruth Elkrief mercredi 5 décembre sur le plateau de BFM TV, l'ancien syndicaliste Xavier Mathieu a tapé dans l'oeil de nombreux gilets jaunes, dont il a défendu ardemment les actions sur le plateau de la chaîne d'information en continu.

Oui, Macron va dégager. Il va falloir qu'il vire cette Assemblée nationale, qu'il ne respecte même pas. Il ne respecte même pas ses élus", a-t-il déclaré avec passion. Une sortie qui a entraîné un commentaire ironique de Ruth Elkrief: "on voit bien que vous êtes comédien aujourd'hui".

"Des huit (personnes présentes ndr), je suis le seul à avoir vécu ce que ces gens vivent. Je sais ce qu'ils vivent", a notamment lancé l'ex-Conti devenu comédien. Une verve et un aplomb sincère qui ont immédiatement fait mouche sur plusieurs pages Facebook de gilets jaunes, d'où est partie la contestation.

"Je crois qu'on a trouvé le vrai représentant des gilets jaunes, qu'en pensez-vous?", demande un internaute sur la page Facebook "La France en colère", dont la publication a suscité 500 commentaires et près de 200 partages en moins d'une heure. "Voilà le porte qu'il nous faut", propose un autre. huffingtonpost.fr 06.12

D'où vient cet engouement suspect du HuffPost pour monsieur Xavier Mathieu ? Je crois que j'ai trouvé une réponse.

lejdd.fr 29.09.2018 - Xavier Mathieu n'a jamais voulu faire de politique. Pourtant, les appels du pied n'ont pas manqué, du NPA à Lutte ouvrière. L'ancien Conti, qui vote écolo à chaque scrutin sauf à la dernière présidentielle, où il a opté pour Mélenchon puis Macron, ne croit plus à l'homme ou à la femme providentielle. Son salut, il le trouve au contact de la nature... lejdd.fr 29.09.2018

- Sur BFM, le gilet jaune Éric Drouet appelle à investir l'Elysée - Le HuffPost 06.12

- Gilets jaunes: l'Elysée craint "une très grande violence" samedi - Le HuffPost 06.12

La menace est prise au sérieux au plus haut sommet de l'État. "Nous avons des raisons de redouter une très grande violence", a fait savoir l'Elysée à l'AFP, alors que se multiplient les appels à une nouvelle mobilisation des gilets jaunes... Le HuffPost 06.12

- Lycées: les incitations à manifester sont "une incitation à courir un danger grave" - AFP 06.12

Le ministre de l'Education Jean-Michel Blanquer a mis en garde mercredi soir contre les incitations à manifester à destination des lycéens, affirmant qu'elles sont "une incitation à courir un danger grave". AFP 06.12

Quelques témoignages. Ils ne peuvent plus nier la réalité qui leur explose en pleine gueule.

- À Lille, le cri d'alarme des gilets jaunes - euronews 5 décembre 2018

A Lille, dans le nord de la France, une ancienne région industrielle, où le taux de chômage est supérieur à la moyenne nationale, les gilets jaunes se mobilisent pour exprimer leur mal être et leur ras le bol de la précarité. Pour eux, la classe dirigeante est déconnectée de la réalité :

"Les gilets jaunes, ils représentent le peuple. Il y aura un parti, j'en suis persuadé. On est obligé d'écouter le peuple. Maintenant, il y en a marre des énarques, des technocrates qui ne peuvent pas savoir ce qu'on ressent, le peuple, qui se lève tôt, qui travaille difficilement, ou pour ceux qui sont en situation de handicap, qu'on ne les aide pas, qu'on les laisse tomber. Il y en a assez. Maintenant, ce qu'il nous faut, ce sont des représentants de notre situation", explique un gilet jaune.

Notre correspondante Anelise Borges a recueilli sur le terrain des témoignages de plusieurs jaunes. Elle considère que leur cri d'alarme fait écho à d'autres mouvements sociaux à travers le monde. "Ce mouvement montre que la France n'est pas épargnée en effet par un phénomène qui s'est produit dans d'autres pays, dont l'Italie et les États-Unis, où les classes inférieures, les classes moyennes, se sentent de plus en plus exclues par la mondialisation, par l'impact social et économique que la mondialisation a sur les sociétés. Ce sont des gens qui vivent pour beaucoup d'entre eux à la périphérie des villes. Aujourd'hui, ils veulent être vus et entendus."

Les gilets jaunes de Lille et d'ailleurs en France restent mobilisés contre la hausse des taxes, mais, au-delà de cela, contre une forme d'injustice sociale, dont ils se disent victimes. euronews 5 décembre 2018

- "On est comme des Kleenex" : le témoignage d'un travailleur précaire, entre CDD et périodes de chômage - francetvinfo.fr 05.11

Comme 800 000 personnes en France, Mohammed alterne périodes de chômage et courts CDD. Il a peur aujourd'hui de perdre ses droits à l'indemnisation chômage. Les négociations sur la réforme de l'assurance-chômage abondent, à partir de ce mercredi 6 décembre, les règles d'indemnisation des chômeurs. Le gouvernement demande aux syndicats et au patronat de durcir le dispositif permettant d'enchaîner des petits boulots tout en touchant une allocation chômage, sans limite dans le temps.

Mohammed est reprographe. Il est inscrit à Pôle emploi depuis 2012 et travaille en activité réduite. Il décroche quelques contrats par an, des CDD ou des missions d'intérim. Chaque mois, c'est un nouveau combat : "Je suis bientôt en fin de droits. Je cherche toujours du travail. Je prends ce qu'on me donne, je fais des remplacements des missions d'un mois, un mois et demi".

Quand Mohammed travaille un mois, il gagne un peu plus de 1 300 euros net, ce qui lui permet de recharger ses droits à l'assurance-chômage. Quand il ne travaille pas, il touche 600 euros d'allocations. Un filet de sécurité qui lui permet tout juste de ne pas sombrer. "Avec 600 euros, j'arrive juste à payer mon loyer et honnêtement je n'ai pas grand-chose pour finir le mois. Je suis obligé d'aller au Resto du coeur et de bénéficier des colis alimentaire. Ces aides sont vitales".

Pour le gouvernement et le patronat, les règles actuelles qui permettent de cumuler une activité et une allocation n'incitent pas les chômeurs à retrouver un emploi durable. Un argument que conteste Mohammed. Pour le reprographe, ma responsabilité est du côté des entreprises : "Les employeurs ne veulent plus de CDI ! Ce n'est pas qu'on m'a proposé et que je ne voulais pas. Non ! Les employeurs abusent car le système les arrange, ils ont moins de frais. On est comme des Kleenex ! Cette précarité doit s'arrêter." francetvinfo.fr 05.11

- "Pas de loisirs ni de coiffeur, les mêmes vêtements depuis 20 ans" : le témoignage d'une mère de famille "gilet - Franceinfo 5 décembre 2018

Stéphanie qui élève seule ses trois enfants n'a pas l'intention de déposer son gilet jaune. Dès qu'elle peut, elle vient rejoindre les autres manifestants au péage de Tarbes (Hautes-Pyrénées). Les annonces du gouvernement ne vont pas changer grand-chose à son quotidien, témoigne-t-elle, mercredi 5 décembre Un budget géré à l'euro près

Avec le RSA, les allocations logement et familiales, une pension alimentaire, cette mère de famille perçoit un peu plus de 1 200 euros par mois. Il faut payer le loyer, qui représente la moitié de son budget qu'elle connaît par cœur. Ce qui lui reste est amputé par d'autres charges obligatoires. "J'ai 130 euros d'électricité par mois. Une bouteille de gaz me dure six mois. Là, je m'attends à une belle facture d'eau. Et avec toutes les assurances, j'en ai pour exactement 160 euros par mois", détaille-t-elle. Il lui reste à la fin du mois "200 euros pour vivre". Ses enfants déjeunent à la cantine. "On paie plein pot mais ils mangent un bon repas équilibré. Ce qui fait que le soir, je la fais souple..."

Le soir, on mange de la soupe, des pâtes, des patates et voilà...Stéphanie, "gilet jaune" à franceinfo

"Je n'ai pas de loisirs. Je ne vais pas chez l'esthéticienne, chez la coiffeuse. Je me coupe toute seule les cheveux. Mes vêtements, ce sont les mêmes depuis 20 ans", confie cette mère des "gilets jaunes". Pour habiller ses enfants, elle fait les vide-greniers. Il faut aussi du carburant pour aller chercher de l'aide

Pour réduire ses dépenses, cette maman célibataire a quitté son logement en ville pour vivre à la campagne où le loyer est moins cher. Mais la voiture est indispensable. L'école est plus éloignée et la hausse du prix du gasoil vire à l'angoisse.

Parfois, je ne peux plus me déplacer, même pour aller au Secours populaire chercher un colis. Ça n'est pas possible parce qu'il ne me reste pas beaucoup de gasoil. Stéphanie à franceinfo

Le carburant, elle le garde pour emmener ses enfants à l'école. "On se prive beaucoup", reconnaît-elle, disant que "la priorité, c'est les enfants". Sa petite fille de six ans lui demande de penser à elle, de temps en temps. "Mais pour penser à moi, il faut de l'argent. Et malheureusement, ce n'est pas possible", souffle-t-elle.

Stéphanie a cessé de travailler pour élever ses enfants. Elle aimerait reprendre une activité mais seulement si elle y trouve un intérêt. Or, entre les frais de garde, la baisse de certaines allocations, la perte de la couverture maladie universelle (CMU), elle redoute de se retrouver... encore plus pauvre. Franceinfo 5 décembre 2018

[La surpopulation est une des conséquences tragiques de la survie du capitalisme.](#)

Pas la surpopulation des riches, très riches, super riches, hyper riches, ultra riches, ouf !

- Gaspillage, consommation de viande, agriculture : ce qu'il faudra changer pour nourrir la terre en 2050 - Libération 05.12

Pour relever le défi de nourrir 10 milliards de personnes en 2050, il faudra lutter contre le gaspillage alimentaire, réduire la consommation de viande, gagner en productivité agricole tout en produisant moins de gaz à effet de serre, assure une étude parue ce mercredi.

Comment nourrir le monde sans le détruire ? C'est une des questions qui sous tendent les négociations de la COP 24, ouverte depuis lundi en Pologne. Il n'y aura pas de remède miracle, souligne une étude du think tank américain WRI (World Resources Institute), menée en partenariat avec la Banque mondiale, l'ONU, et deux instituts de recherche français, le Cirad et l'Inra. Le rapport qui en découle préconise d'amorcer dès maintenant des changements majeurs de notre système alimentaire. (Un rapport orienté d'institutions inféodées à l'oligarchie... - LVOG)

Selon WRI, la demande alimentaire devrait augmenter de plus de 50% en 2050 tandis que la demande d'aliments d'origine animale (viande, produits laitiers et oeufs) devrait augmenter de près de 70%. Or aujourd'hui des centaines de millions de personnes souffrent déjà de la faim, l'agriculture exploite environ la moitié des terres végétalisées du monde et génère un quart des émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES). (Parce que les mêmes terres non cultivées ne produiraient pas "de gaz à effet de serre" ? - LVOG)

Parallèlement, la productivité des cultures et du bétail devra atteindre des niveaux supérieurs aux niveaux historiques, mais en utilisant la même superficie... (Culture et élevage intensif, le poison dans votre assiette garantie. - LVOG) Enfin, il sera nécessaire d'utiliser au mieux les nouvelles technologies et des méthodes agricoles innovantes pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) provenant de l'agriculture. Libération 05.12 (Un plaidoyer en faveur des OGM notamment. - LVOG)

Ce qu'il a de pratique pour comprendre l'idéologie capitaliste, c'est que lorsqu'il s'agit des besoins de la majorité le nivellement de leurs besoins doit toujours se faire vers le bas, que ce soit au niveau national, européen ou mondial. A part cela leurs rapports ne sont pas orientés idéologiquement, non, non, ce sont les complotistes qui l'affirment...

- Les émissions de CO2 ont augmenté de plus de 2% en 2018 - Franceinfo 06.12

Si l'on en croit le bilan annuel du programme scientifique international Global Carbon Project, que s'est procuré franceinfo... Franceinfo 06.12

Mais nous on ne vous croit pas !

- L'hiver est là, le charbon brûle, les Balkans suffoquent - AFP 06.12

Les vendeurs de purificateurs d'air sont seuls à se frotter les mains: l'hiver venu, les villes des Balkans suffoquent, empoisonnées par les voitures et le charbon de chauffage. AFP 06.12

Pour ces salopards de l'AFP et d'écologistes les millions de travailleurs et leurs familles des Balkans devraient crever de froid sous des hivers particulièrement rigoureux, tandis que les oligarques passent les hivers sous les tropiques...

Ils osent tout

- L'Amérique unie le temps d'un adieu solennel au président Bush père - AFP 06.12

- Jour de deuil au Kosovo en mémoire de George Bush père - Reuters 06.12

Les drapeaux ont été mis en berne mercredi au Kosovo en hommage au défunt président américain George Herbert Walker Bush, considéré dans l'ancienne province serbe comme un héros pour avoir rédigé en 1992 une lettre de mise en garde à Belgrade en cas d'intervention au Kosovo... Reuters 06.12

Totalitarisme. Emballé, c'est pesé, circulez il n'y a rien à voir...

- Derniers plaidoyers avant le sommet pour l'adoption du Pacte mondial sur les migrations AFP 5 décembre 2018

Le Pacte, qui doit être adopté la semaine prochaine... (Ils en parlent comme si c'était déjà fait, un souhait également de l'AFP. - LVOG)

"Nous assistons de la part de certains secteurs politiques à la manipulation, à la distorsion des objectifs du Pacte, on a la sensation que la migration est devenue le bouc émissaire des problèmes culturels et sociaux", a estimé dans son discours Antonio Vitorino, le patron de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). AFP 5 décembre 2018

Les intentions du "patron de l'Organisation internationale pour les migrations" ne peuvent pas être inviolables, n'est-ce pas ? Il n'y a que les crétiens ou les corrompus pour les partager et ils ne manquent pas dans nos rangs. C'est vrai qu'avant de faire table rase du passé, il va falloir commencer par faire le ménage dans nos rangs ou mettre les choses au point, non ?

[Haut de page ↗](#)

CAUSERIE ET INFOS

A celui qui me harcèle de courriels. Vous perdez votre temps, trop, c'est trop, vous comprenez, je n'attends plus rien de votre courant politique, je suis comme ces millions de travailleurs qu'on a trompés et qui ne veulent plus rien entendre, je les jette sans les ouvrir ni même lire les titres, puis je vide la poubelle pour qu'ils ne la polluent pas, car voyez-vous, même une poubelle se doit de rester propre, c'est un principe et j'y tiens, dites-le à vos dirigeants, après on verra, on jugera sur pièces s'ils sont dignes de confiance, pas avant !

Solidarité sans réserve avec tous les manifestants arrêtés ou emprisonnés depuis le 17 novembre, dont il faut exiger la libération immédiate sans condition ni sanction.

La violence, c'est quand tu es privé de boulot, quand tu as un salaire de misère, quand tu ne peux pas finir les fins de mois, quand tu n'a pas de quoi bouffer, quand on te file de la merde à bouffer, quand tu te retrouves à la rue, quand tu n'a pas de quoi te chauffer, te soigner, payer ton loyer, ta note d'électricité, te vêtir correctement, satisfaire les besoins de tes gosses et trouver le temps de t'en occuper, quand tu es couvert de dettes, quand on exige que tu te sacrifies toujours plus pour les riches, quand on te matraque dès tu manifestes, et en plus quand on te prend pour un con en t'accusant d'en être responsable !

A l'assaut du régime ! La Bourse ou la vie, voilà le mot d'ordre qu'il faudrait adopter, car il résume le mieux la guerre de classes.

Ceux qui ont pour seule préoccupation de trouver une issue pour "*sortir de la crise*" ou qui n'ont que cette expression à la bouche, cherchent en réalité à sauver le régime et roulent pour Macron. On ne négocie pas avec un ennemi à genoux, on lui porte le coup de grâce, on l'achève !

Ce que veulent les masses, c'est que l'ensemble de leurs revendications soient satisfaites tout de suite, que tous les chômeurs aient un emploi avec un salaire décent, que les 10 millions de pauvres cessent de l'être, que les plus de 3 millions de mal logés soient logés correctement, que les 150.000 SDF cessent de dormir à la rue et disposent d'une habitation permanente, que la TVA soit abolie, sauf sur les produits destinés aux riches où elle devrait être triplée ou multipliée par 10, le blocage des prix, la baisse du prix des loyers, voire leur division par 2, l'annulation de la dette de tous les particuliers, artisans, etc., sauf celle des nantis dont les intérêts seraient doublés ou triplés, le Smic à 1800 euros nets mensuel, ainsi que le minimum vieillesse, le minimum des retraites, l'allocation adulte handicapé, la confiscation des centaines de milliards empochés par les actionnaires du CAC 40 depuis 10 ans ou plus, le remboursement aux organismes sociaux des centaines de milliards de subventions et baisses de cotisations et aides en tous genres dont ont bénéficié les entreprises, à l'exception des PME, la réouverture de tous les services publics qui ont été supprimés depuis 30 ans, la renationalisation sans rachat de toutes les entreprises privatisées depuis le milieu des années 80, de toutes les grandes et moyennes entreprises, la gratuité totale des soins médicaux, de l'école, de l'université, le retrait des soldats français de tous les théâtres d'opération dans le monde, la rupture avec l'Otan, l'interdiction des OGM, la confiscation de tous les biens ou avoirs des oligarques et autres nantis qui ont placé leur fortune dans des paradis fiscaux, la rédaction d'une nouvelle Constitution et l'abolition des institutions de la Ve République, la rupture avec l'UE, la BCE et l'euro, l'ONU, le FMI, la Banque mondiale, la BRI, l'OMC, etc. l'arrêt des subventions aux médias et le remboursement des subventions qu'ils ont perçues de l'Etat depuis 10 ans ou plus, etc.

Après on discutera si nécessaire, pas avant ! C'est à prendre ou à laisser, telle en a décidé la souveraineté du peuple laborieux.

● Au format pdf (8 pages)

Après l'établissement du régime nazi de Hitler en Allemagne dans les années 30 et le bombardement atomique d'Hiroshima le 7 août 1945 par les Etats-Unis, puis celui du Vietnam au napalm dans les années 60, puis celui de l'Irak à l'uranium appauvri et au phosphore dans les années 90 et 2000, s'il existait encore des doutes sur la monstruosité du capitalisme au stade de l'impérialiste, ils auraient dû s'évanouir définitivement depuis longtemps, mais il n'en fut rien hélas, bien au contraire, l'humanité toute entière se rendit complice de ces abominables crimes commis à l'encontre de la civilisation humaine.

C'est cette absence de discernement, ce manque cruel de rigueur, de cohérence, de logique, pire, cet aveuglement, cette hypocrisie, cette vénalité, signifiait que le pire était encore à venir dans un monde devenu amoral et livré à la barbarie, et que le meilleur aurait toutes les peines du monde à y résister ou à se frayer un chemin pour en triompher.

Toute cette pourriture infâme était à mettre au compte des représentants officiels et officieux du capitalisme, aux élites corrompus, à leurs agents officiant au sein du mouvement ouvrier qui allaient profiter de leur statut pour manipuler les masses laborieuses et en faire les instruments de leur propre perte.

Du coup, le sursaut salutaire ne pouvait provenir que de l'extérieur de ce corps putréfié qui reprendrait le flambeau de la lutte de classe qui n'avait jamais quitté le cœur de dizaines de milliers de militants ouvriers demeurés fidèle à la cause du socialisme, et qui continuaient inlassablement à combattre quotidiennement au côté de la classe ouvrière avec les moyens du bord, puisque

leurs dirigeants avaient déserté le combat pour la prise du pouvoir ou la révolution socialiste. Puis-ce-t-il être l'annonce d'une refondation du mouvement ouvrier et de son avant-garde renouant avec la tradition révolutionnaire du combat classe contre classe jusqu'à la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière.

Les masses à la recherche d'une issue politique.

- Priscillia Ludosky soumet 4 revendications au vote des Gilets jaunes, dont celle « pour ou contre la Création d'une Assemblée citoyenne ? » leparisien.fr 06 décembre 2018

Ce n'est pas encore le soviét (comité) ou l'Assemblée constituante, mais l'idée mûrie de la nécessité de se doter d'une représentation nationale des exploités et des opprimés, qui pourrait être appelé à constituer un organisme politique dans le cadre de la situation et pourrait évoluer vers l'instauration de fait d'un double pouvoir en France...

Ils soutiennent la mobilisation des masses.

- Michael Youn, Muriel Robin, Jean-Michel Jarre, annoncent leur soutien aux Gilets jaunes.

Un régime "impuissant" à répondre aux attentes des masses.

- Le HuffPost 6 décembre 2018 - "Je me sens impuissante", lâche une sénatrice face à la dizaine de gilets jaunes réunis au Sénat. "Je me sens dans l'incapacité de changer les choses" lâche Esther Benbassa face aux gilets jaunes, reçus pour la première fois au Sénat.

Un mouvement qui inspire le prolétariat international

- Irak, Serbie, Allemagne, Pays-Bas, Bulgarie... les Gilets jaunes essaient au-delà de nos frontières - leparisien.fr 6 décembre 2018

[A bas la collaboration de classes, pas de négociation avec Macron, il cède sur tout ou il cède le pouvoir !](#)

Les syndicats à mots prudents - Liberation.fr 7 décembre 2018

Les principales centrales se sont accordées jeudi sur un texte qui réclame des négociations «réelles» mais élude la question de la violence policière.

La CFDT, la CGT, FO, la CFE-CGC, la CFTC, l'Unsa, et la FSU ont adopté une déclaration commune. «Ecrire ce texte est apparu comme une évidence», explique François Hommeril, de la CGC, le syndicat des cadres, qui se félicite de «ce signal fort adressé au gouvernement».

«Hors sol». Dans cette déclaration d'une quinzaine de lignes, les signataires s'inquiètent du «climat très dégradé» et pointent la responsabilité de l'exécutif, resté sourd pendant «des mois» à leur appel pour plus de «justice sociale». Prenant toutefois acte d'un changement de ton avec, mardi, la promesse du Premier ministre de lancer une concertation, les centrales s'engagent à participer à ce dialogue, «chacune avec [leurs] propres revendications et propositions, en commun chaque fois que cela sera possible». Mais pas n'importe comment.

...les syndicats exigent autre chose : des négociations «réelles», à la fois «larges, ouvertes et transparentes» sur le pouvoir d'achat, les salaires, le logement, les transports et les services publics. Mais ils ne donnent pas plus d'indications sur le calendrier et la méthode voulue pour cet éventuel Grenelle version 2018. Pas plus qu'ils ne font de propositions fortes ou d'appel à agir de concert. «Chacun a sa culture. On s'est concentrés sur l'essentiel, ce que l'on pouvait dire ensemble aujourd'hui», explique Luc Bérille, de l'Unsa. Soit pas grand-chose, rétorque Eric Beynel, porte-parole de Solidaires, présent à la réunion mais qui n'a pas souhaité parapher le texte, jugé «hors sol». Signataire, en revanche, de l'appel initié par Attac et la fondation Copernic pour une convergence des mobilisations des gilets jaunes et de la marche pour le climat (lire ci-dessus), il s'agace : «Notre responsabilité de syndicalistes n'est pas d'écrire un texte incantatoire, mais d'appeler à être présent dans la rue.»

La déclaration commune se veut, au contraire, très prudente envers les gilets jaunes. Certes, leur mobilisation y est qualifiée de «colère légitime», mais les signataires dénoncent aussi «toutes formes de violence dans l'expression des revendications». Une phrase qui fait suite à la demande de «lancer un appel au calme» que leur avait adressée, la veille, l'exécutif. Pas un mot en revanche sur la gestion policière, parfois violente, des mobilisations. Ce qui a fini de convaincre Solidaires de ne pas signer. Et conduit la CGT, qui appelle à une journée d'action le 14 décembre, à rédiger dare-dare un communiqué dénonçant une «répression inadmissible», notamment de la jeunesse : «La CGT ne peut pas accepter que le pouvoir frappe et tape nos enfants.»

La centrale de Philippe Martinez, également signataire de l'appel lancé par Attac, réclame en outre «l'ouverture immédiate

de négociations sur l'urgence sociale». Au passage, la CGT annonce aussi qu'elle ne participera pas à la réunion proposée par le ministre du Travail, ce vendredi, pour lancer le chantier de la concertation. De quoi déconcerter ses cosignataires de la déclaration commune. «Cela montre bien le grand écart interne que la CGT est en train de faire», note un secrétaire général.

Transis, les autres attendent des éclaircissements de l'exécutif. «On va voir si ce qui est proposé est acceptable. Ce serait plus simple si l'on pouvait avancer tous ensemble dans ce cadre», explique-t-on à la CFDT. Mais la prudence reste de mise. «Quand on entend certains au gouvernement répéter qu'il faut garder le cap, il y a de quoi douter», pointe François Hommeril de la CGC. La suite ? «A chaque jour suffit sa peine», souffle-t-il. Après les débordements de samedi, les yeux sont rivés sur la journée du 8. «On fait au jour le jour, note le responsable de l'Unsa. Sur le fil du rasoir.» Liberation.fr 7 décembre 2018

Les dirigeants syndicaux vendus opposent la négociation-capitulation-trahison à la mobilisation des masses.

Yves Veyrier (FO - ingénieur météo, fils d'anciens militaires) - Nous n'appelons pas à manifester samedi à Paris. Nous restons sur le terrain syndical. J'appelle immédiatement le gouvernement à ouvrir les négociations avec les employeurs, en particulier sur la prime transport», a-t-il répondu mercredi matin sur France Info.

«Emmanuel Macron m'a serré la main. Le Premier ministre et François de Rugy aussi. Le Président m'a félicité pour mon élection», racontait le nouveau patron, à la sortie de l'Élysée.

«J'ai toujours pensé que la vie ce n'était pas le travail, mais l'art, la poésie, la philosophie. Pour pouvoir y accéder, il faut être capable de s'émanciper économiquement. L'action syndicale me paraît essentielle à un mouvement d'émancipation de la classe ouvrière.» Libération 6 décembre 2018

Qu'il ait "*pensé que la vie ce n'était pas le travail*", on s'en serait douter sans qu'il s'en vante. Que "*l'action syndicale*" suffise au bonheur de ce nanti, on aurait pu le deviner, il est comblé, quant à "*l'émancipation de la classe ouvrière*", ce sera un peu court et on a toutes les raisons du monde de douter que cela soit réellement sa préoccupation... et cela attendra indéfiniment si on l'écoutait. Pour réellement profiter de la vie, c'est du capitalisme qu'il faut s'émanciper, ce doit être le seul objectif des militants ouvriers, y compris ou en premier lieu dans les syndicats, avec la construction du parti pour l'atteindre.

La CGT et FO ou le "**service d'ordre**" de l'Élysée !

- Gilets jaunes: La CGT et FO offrent leur service d'ordre pour protéger les manifs. - Le HuffPost 7 décembre 2018

Les digues sont tombées! A l'assaut du régime pour le renverser.

- « Gilets jaunes » : Macron face à un samedi de tous les dangers - Les Echos 06.12

...cette mobilisation policière risque d'être insuffisante face à certains « gilets jaunes » plus déterminés que jamais. Certaines figures du mouvement appellent à l'insurrection, ou à « prendre l'Élysée », comme l'a dit l'un d'entre eux mercredi soir à la télévision. Les digues sont tombées, car les revendications dépassent allègrement le seul cadre du pouvoir d'achat.

Mais la colère ne s'éteint pas. Si la hausse des taxes sur l'essence prévue en 2019 a été l'étincelle du mouvement, son annulation pure et simple annoncée mercredi par l'Élysée, n'a rien apaisé.

Après les appels au calme lancés par Emmanuel Macron mercredi, les syndicats ont emboîté le pas dans une déclaration quasi unanime pour rejeter la violence. La droite a adopté un ton plus mesuré tandis que la gauche se réunit autour d'une motion de censure .

Mais les « gilets jaunes » n'ont que faire de ces corps intermédiaires de la République, qu'ils jugent décrédibilisés.

Les suites politiques de la journée de samedi et d'un mouvement qui s'étend sont remplies d'incertitudes. Si un départ d'Edouard Philippe est évoqué par certains membres de la majorité, beaucoup pensent que cela ne servirait à rien. « L'issue du conflit se résume au rapport entre Emmanuel Macron et les Français », estime un député En marche. Les Echos 06.12

La vermine ou le goût amer de la réaction.

- Les Verts amers - Liberation.fr

Après le recul du gouvernement face au torrent jaune des frustrations sociales...

Soyez raisonnable, mobilisez-vous !

L'Express.fr 6 décembre 2018 - Mélenchon à la tribune de l'Assemblée nationale. "Il paraît que vous demandez aux gens raisonnables de rester chez eux samedi. Eh bien, ils descendront tout de même dans la rue. Allez dire au monarque présidentiel que les gens raisonnables sont sur les ronds-points et dans les rues, et qu'ils n'en partiront pas avant que vous n'ayez cédé pour de vrai ou que vous ne soyez partis. Cédez ou partez, et quand vous partez, cédez avant"

Renversons le pouvoir ! Assemblée constituante souveraine !

- Benjamin Griveaux : «Certains éléments veulent renverser le pouvoir» - LeParisien.fr 6 décembre 2018

« Je prie pour samedi », confesse un fidèle du président de la République. Musées et tour Eiffel fermés, programme du Téléthon modifié, matches de football reportés, animations de Noël annulées... LeParisien.fr 6 décembre 2018

Vont-ils sortir les chars pour protéger l'Elysée ?

- Macron redoute une "très grande violence" samedi - Reuters 6 décembre 2018

- Gilets jaunes: des blindés et 89 000 forces de l'ordre samedi - L'Express.fr 6 décembre 2018

Macron n'a jamais été légitime, Hollande non plus.

- Macron plus impopulaire que Hollande, selon un sondage - Reuters 6 décembre 2018

On se gausse de la majorité parlementaire LREM élu avec environ 25% des voix des électeurs inscrits, mais ce fut déjà le cas de ma majorité PS sous Hollande... C'est même quasiment une règle générale dans tous les pays occidentaux, y compris aux Etats-Unis...

- Le Figaro.fr 6 décembre 2018 - Selon un sondage Odoxa pour Le Figaro et Franceinfo, 77 % des Français justifiaient le mouvement mercredi.

La nature de l'Etat policier au grand jour.

- Jeunes arrêtés à Mantes-la-Jolie: Les réactions effarées des politiques - Le HuffPost et Liberation.fr 7 décembre 2018

Plus de 700 lycéens ont été interpellés par les forces de l'ordre en France ce jeudi, lors de la quatrième journée de mobilisation lycéenne, selon le ministère de l'Intérieur.

Les arrestations les plus spectaculaires ont été menées à Mantes-la-Jolie, dans les Yvelines, où 146 personnes ont été interpellées pour «participation à un attroupement armé».

Des figures et responsables politiques ont vivement fait part de leur indignation et de leur dégoût après la diffusion sur les réseaux sociaux ce jeudi 6 décembre dans la soirée d'une vidéo montrant des dizaines de jeunes agenouillés après leur arrestation par la police en marge d'une manifestation lycéenne émaillée de violences.

Sur ces images tournées à Mantes-la-Jolie, dans les Yvelines, et dont l'Agence France Presse a pu confirmer l'authenticité, on distingue nettement des dizaines d'enfants et d'adolescents agenouillés, les mains derrière la tête ou attachées dans le dos, certains le visage contre un mur, encadrés par des policiers dans le jardin d'un pavillon et dans une maison associative par quelque 70 policiers mobilisés pour cette opération.

"Que penser d'un pouvoir qui traite ainsi sa jeunesse? Qu'il ne tient que par la force des matraques. Qu'il n'a plus d'avenir. Qu'il est à l'agonie", a réagi le député proche de la France insoumise François Ruffin, tandis que certains de ses camarades dénonçaient pêle-mêle des images dignes d'une "dictature militaire" et d'un "État policier". "Inacceptable d'un point de vue humain et démocratique", s'est indignée pour sa part la députée Clémentine Autain.

Environ 280 lycées et collèges en France ont été de nouveau perturbés ce jeudi, dont 45 bloqués, et plusieurs incidents ont été recensés, conduisant à plus de 700 interpellations au total. "On est sur des chiffres à peu près similaires aux jours précédents", a indiqué dans la journée à l'AFP le ministère de l'Éducation nationale. "Selon les établissements, les situations sont très hétérogènes, entre les blocages totaux, partiels, les barrages filtrants, des feux de palettes...". Le HuffPost et Liberation.fr 7 décembre 2018

[Coulée la machination de l'Otan et du Pentagone !](#)

- SOS Méditerranée et MSF renoncent à affréter l'Aquarius - Reuters 6 décembre 2018

[Solidarité avec tous les peuples qui ont besoin du charbon.](#)

- Les centrales à charbon européennes, enjeu de santé publique - Liberation.fr 6 décembre 2018

Ici aussi en Inde on ne peut pas s'en passer, alors merde, camarades, soyez solidaires avec nous !

[Ils n'ont pas réussi à tuer le peuple grec !](#)

- Grèce: manifestations et incidents en mémoire d'un lycéen tué par un policier - AFP 6 décembre 2018

Manifestations et incidents ont marqué en Grèce le dixième anniversaire de la mort d'un lycéen, tué à l'âge de 15 ans par un policier, une bavure qui avait alors soulevé la jeunesse grecque pendant des semaines.

Au total plus de 4.000 personnes, selon la police, ont manifesté à Athènes et Thessalonique (nord) en mémoire d'Alexis Grigoropoulos, tué par balle par un policier le 6 décembre 2008. AFP 6 décembre 2018

[Fake news, l'AFP pris en flagrant délit.](#)

- L'ONU confirme l'existence d'un tunnel en Israël près de la frontière libanaise - AFP 6 décembre 2018

Vraiment ?

- Israël ne parvient pas à fournir à la Finul de preuves de l'existence de tunnels du Hezbollah - Réseau Voltaire 6 décembre 2018

Pour la troisième journée consécutive, les Forces de Défense israéliennes poursuivent l'opération Bouclier du Nord sous le commandement du chef de la région Nord, le général Yoël Strick, et la supervision du chef d'état-major, le général Gadi Eizenkot.

Tsahal a déclaré avoir repéré deux tunnels du Hezbollah s'enfonçant en territoire israélien. Le représentant permanent d'Israël à l'Onu, l'ambassadeur Danny Danon, a dénoncé une violation de la résolution 1701 par le Hezbollah et appelé à la condamner. Selon lui, la construction de ces tunnels serait financée par l'Iran.

La Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul) a tenu une réunion en présence des représentants militaires israéliens et libanais. Israël a présenté des vidéos représentant les tunnels, mais aucune preuve de leur emplacement ni de leur financement par l'Iran, et donc de violation de la résolution 1701. Le Liban a nié que ces tunnels existent et rappelé qu'Israël viole l'espace aérien et maritime libanais environ 150 fois par mois depuis douze ans.

Le ministre des Affaires étrangères libanais, Gebran Bassil, a annoncé qu'il préparait une saisine des Nations unies face aux incessantes violations de la résolution par Israël et à ses accusations diffamatoires permanentes.

Les plus hautes autorités israéliennes sont familières des mensonges les plus éhontés. En septembre 2018 à la tribune des Nations unies, le Premier ministre Benjamin Netanyahu avait ainsi accusé le Hezbollah d'avoir construit des usines d'armement en plein Beyrouth, utilisant ainsi la population comme bouclier civil. Le ministre Gebran Bassil avait alors invité les ambassadeurs en poste au Liban à venir vérifier par eux-mêmes sur place les mensonges israéliens. Autre exemple : le 20 septembre, le chef d'état major de l'armée de l'Air israélienne, le général Amikam Norkin, s'était rendu à Moscou pour justifier la destruction d'un appareil russe en tenant des propos en totale contradiction avec les enregistrements radars et satellitaires.

En Israël, la presse évoque la possibilité que cette opération de propagande ait été imaginée par le Premier ministre pour attaquer son ministre démissionnaire de la Défense, Avigdor Lieberman, ou pour détourner l'attention du public alors que la police demande sa mise en examen dans l'affaire 4000. Réseau Voltaire 6 décembre 2018

A lire également : « Israël-Liban : qui viole la résolution 1701 ? », Réseau Voltaire, 5 décembre 2018, www.voltairenet.org/article204234.html

[Voilà qui va les exaspérer !](#)

- Accords pétroliers et miniers entre la Russie et le Venezuela - Reuters 6 décembre 2018

Le président vénézuélien Nicolas Maduro, à l'issue d'une visite de trois jours à Moscou, a annoncé jeudi la signature de nouveaux accords avec la Russie dans le secteur pétrolier et l'exploitation minière, principalement les mines d'or, au Venezuela.

es accords représentent plus de six milliards de dollars d'investissements, dont cinq milliards pour augmenter la production pétrolière, a précisé Nicolas Maduro dans une vidéo postée sur son compte Twitter.

La production pétrolière vénézuélienne est en chute libre et le président Maduro s'est rendu mardi à Moscou pour discuter d'une aide financière et d'une coopération entre les deux pays dans les domaines du pétrole et du gaz.

"La Russie et le Venezuela sont plus unis que jamais", a-t-il déclaré.

Les Etats-Unis et l'Union européenne ont imposé des sanctions au Venezuela pour dénoncer les violations des droits de l'homme et les atteintes à la démocratie dans ce pays. Reuters 6 décembre 2018

[Voilà pourquoi il faut aller jusqu'au bout !](#)

- L'urgence alimentaire pourrait concerner 20 millions de Yéménites - Reuters 6 décembre 2018

Le Programme alimentaire mondial des Nations unies a rapporté jeudi que plus de 15 millions de Yéménites étaient dans un état de "crise" ou d'"urgence alimentaire" et que ce chiffre pourrait atteindre les 20 millions à défaut d'une aide humanitaire durable... Reuters 6 décembre 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 8 décembre 2018

[CAUSERIE ET INFOS](#)

● [Au format pdf \(3 pages\)](#)

La suite de la causerie et les infos en bref plus tard ou demain. En attendant, un texte que j'ai rédigé ce matin.

Ce sont les fondements des inégalités et des injustices sociales qu'il faut liquider : Le régime capitaliste et ses institutions!

Vous savez que je ne suis pas bien riche avec ma retraite de 360 euros à laquelle vient s'ajouter les intérêts mensuels de mon petit capital qui s'élèvent à 130 euros, soit un peu moins de 500 euros au total, et encore, quand le taux de change est favorable à l'euro. En ce moment j'ai prêté de l'argent sans intérêt à sept familles ouvrières pour un total qui dépasse les 800.000 roupies, soit environ 10.000 euros, soit pratiquement un tiers du capital que j'étais parvenu à économiser sou après sou au cours des 22 dernières années.

Pour autant, ces personnes n'ont pas spécialement des rapports cordiaux avec moi contrairement à ce qu'on pourrait être en droit d'attendre si on se méprenait sur leur condition et le mode de pensée qui découle du sous-développement économique dans lequel l'Inde est demeuré jusqu'à nos jours, ce qui assurément pourrait en choquer plus d'un en France qui l'ignorerait, et ce n'est pas seulement parce qu'elles ne partagent pas mes valeurs ou mes principes puisqu'on ne leur a jamais enseignés ou ils sont quasiment inexistantes ici en Inde, ou parce qu'ils seraient un luxe au-dessus de leurs moyens réservés à la bonne conscience des classes moyennes et supérieures qui s'en servent comme en France pour fustiger les préjugés archaïques des classes inférieures, non, en réalité cela a une origine beaucoup plus profonde que je vais tenter d'expliquer à ma manière.

Personnellement, mon statut me place parmi les couches supérieures de la classe ouvrière indienne. J'estime ne pas vivre au détriment des plus pauvres que moi ou de ceux qui ont un statut inférieur au mien, mais il se trouve qu'ils pensent le contraire quand bien même je ferais preuve de générosité envers eux, ils trouvent le moyens d'essayer de profiter davantage de moi ou de me voler. Cela signifie à raison que le sort qui leur a été réservé par la société est injuste, que les inégalités ou les rapports sociaux sur lesquelles repose le système économique est illégitime, bref, que rien ne peut justifier l'exploitation de l'homme par l'homme dont chaque membre de notre classe est victime, mais à des degrés divers, du coup ils estiment normal qu'ils réparent ou réduisent cette injustice ou les conséquences chaque fois qu'ils en ont l'occasion, et tant pis si cela tombe sur des gens comme moi !

J'en tire l'enseignement politique, que puisque les masses profondément arriérées et qui n'ont jamais participé à la lutte des classes ont conscience que les inégalités sur lesquelles reposent le capitalisme et le système d'exploitation de l'homme par l'homme sont injustifiables, injustes, illégitimes, d'une part il est possible de leur fixer comme objectif politique de les abolir, exactement comme cela fut le cas à la fin du XIXe siècle et au début du XXe au sein du mouvement ouvrier international révolutionnaire, d'autre part, s'il est impossible de fixer cet objectif aux masses exploitées en France et dans les pays dits développés, c'est qu'elles en ont été détournées au cours de leur lutte de classe par les agents du capitalisme qui avaient pris le contrôle du mouvement ouvrier, qui ne se contentèrent pas de justifier l'existence de ce système économique, mais également l'hétérogénéité des conditions ou statuts des masses exploitées qui serviraient à mieux les diviser pour mieux les contrôler et les asservir, afin qu'elles ne puissent pas s'unir et se soulever pour renverser le régime en place.

Ces scélérats, ces corrompus ou traîtres ont été jusqu'à théoriser, institutionnaliser cette division des masses exploitées qui vole en éclats aujourd'hui. Au fil du temps, syndicats et partis ouvriers ne sont plus devenus que les représentants de l'aristocratie ouvrière, des couches supérieures ou privilégiées du prolétariat que l'immense majorité des travailleurs rejettent ou refusent de considérer à juste titre comme leurs représentants. Ils n'ont eu de cesse d'opposer la négociation avec le gouvernement et le patronat à la mobilisation des masses, la collaboration de classes au combat classe contre classe.

Quand la pression des masses était trop forte, ils se sont arrangés avec les représentants officiels du capitalisme pour leur octroyer des réformes sociales, et dès qu'elle retomba ils s'empressèrent de les brader, de liquider tous nos droits.

Les couches progressistes des classes moyennes qui s'étaient servies de la classe ouvrière pour faire valoir leurs propres revendications, l'abandonnèrent à son triste sort lorsqu'elles s'aperçurent que la crise du capitalisme était devenue incompatible avec toute réforme sociale collective ou que la survie du régime était devenue incompatible avec l'expression même limitée de la démocratie, elles rejoignirent en bloc le camp de la réaction avec lequel elles n'avaient jamais vraiment rompu. Mais les couches inférieures ou les plus vulnérables des classes moyennes allaient connaître le même sort que la classe ouvrière, tétanisées pendant une longue période par ce revirement ou leur chute inexorable, elles allaient enfin se soulever et se tourner à nouveau vers la classe ouvrière puisque leur salut ne pourrait venir que de cette alliance avec la majorité des exploités qui composaient la société contre la classe des capitalistes et les couches supérieures de leur propre classe au pouvoir qu'incarne Macron et LREM.

Reste à savoir si la maturation politique, la prise de conscience qui est en train de s'effectuer au sein de la classe ouvrière et de ces couches des classes moyennes parviendra à la conclusion qu'un changement de régime est indispensable pour mettre un terme définitif aux conditions infâmes qu'elles subissent depuis trop longtemps. Parce que c'est la nature même de ce régime, ses fondements qui sont à l'origine du développement des inégalités et des injustices dont elles sont victimes au stade impérialisme du capitalisme pourrissant, et pas seulement la soif insatiable de richesses et de pouvoir d'une poignée d'oligarques, qu'il faudra de toutes manières éliminer ainsi que leurs représentants au cours du processus révolutionnaire, un enseignement déterminant tiré de toutes les révolutions qu'il ne faudra surtout pas négliger, car sinon cela pourrait nous être fatal.

La lutte des classes est une lutte à mort, on l'a négligé ou oublié trop longtemps, malgré les bombes qui ne cessèrent de s'abattre sur nos frères et sœurs à travers le monde, ce qui aurait dû nous faire réfléchir et nous sortir de la torpeur dans laquelle nous étions tombés au profit d'un mode de vie confortable ou nous procurant quelques avantages finalement désuets... Réagissons, soulevons-nous !

Depuis le 17 novembre, la prestation des députés qui parlent en notre nom a été pitoyable, méprisante, se confondant en excuses de ne pas pouvoir défendre plus ouvertement le régime. Il faut appeler à la grève générale, à l'insurrection, on veut la tête de Macron l'héritier des Capet (Louis XVI), on veut surtout la tête du régime capitaliste. Quand le peuple laborieux devient révolutionnaire, il exige tout de suite, et il a raison, ceux qui le fustigent pour oser avancer une telle prétention sont des réactionnaires ou ils sont sensibles aux arguments de la réaction, il faut les combattre aussi, exiger qu'ils changent de discours si c'est possible ou qu'ils cessent de parler en notre nom.

Si la totalité des aspirations et des besoins des travailleurs indiens surexploités et miséreux qui vivent dans mon village ou que je connais sont légitimes, ceux de la classe ouvrière et des classes moyennes en France le sont également, rien ni personne ne peut justifier qu'ils ne soient pas satisfaits maintenant, sans délai.

L'insurrection est un droit. La révolution une nécessité. L'abolition du capitalisme, une nécessité absolue, historique.

[Haut de page ↗](#)

Le 11 décembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

On essaie de suivre à 10.000 kilomètres de la France... Ici en Inde des articles et des photos de la mobilisation en France dans tous les journaux, à la télé, et tout le monde m'en parle ! Ils comprennent un peu mieux mon caractère ! Je vous laisse, je dois faire cuire les lentilles (sambar), il est 18h41 et on mange dans 40 minutes environ.

● Au format pdf (32 pages)

[Nous devons oeuvrer à un changement de régime pour vivre conformément à nos aspirations légitimes. C'est possible et ce n'est pas négociable !](#)

Les hommes sont en général médiocres et quel que soit leur statut ils ont une vie médiocre, ce qui somme toute est assez logique, la question est de découvrir qu'est-ce qui pourrait les rendre moins médiocres pour qu'ils accèdent à une vie moins médiocres également.

Jusqu'à preuve du contraire, seule la lutte de classe pouvait les aider à s'élever au-dessus de cette médiocrité qui leur collait à la peau, mais dès qu'ils étaient parvenus à acquérir une vie moins médiocre, c'était pour aussitôt sombrer à nouveau dans la médiocrité, ce qui les promettait à connaître tôt ou tard à nouveau une vie plus médiocre. D'autant plus que les générations se succédant, les nouvelles n'auraient pas conscience de l'origine de leur médiocrité pour n'avoir pas connu autre chose, ce qui devait les encourager à s'y adapter ou à considérer que c'était la norme depuis l'éternité, et partant de là qu'il n'y avait nulle raison de s'en formaliser.

Cela dit, par la force des choses, les masses laborieuses n'ont jamais pu s'en accommoder totalement ou se résigner à leur misérable condition, et elles n'eurent de cesse sous l'Ancien régime féodal ou monarchique ou sous le régime capitaliste de se dresser contre le sort épouvantable que leur avaient réservé la classe dominante, mais n'ayant pas atteint un niveau de connaissances et de conscience politique suffisant pour s'organiser et diriger elle-même sont combat, chaque fois elles durent s'en remettre à des représentants de la petite bourgeoisie ou des classes moyennes qui finirent par la trahir, hormis quelques rares dirigeants acquis à la démocratie sous la révolution française, et plus tard au socialisme scientifique ou au marxisme, qui lui resteront fidèles jusqu'au bout, mais ce qui malheureusement ne fera pas le poids face à une petite bourgeoisie ou des classes moyennes qui soumises à la formidable pression de l'inertie de l'histoire renoueront avec leur médiocrité atavique qui les conduira à renoncer à affronter le régime et à capituler en échange de la reconnaissance de leur statut qui leur procure certains privilèges.

Tout au long de la lutte de classes, elles se rangeront au côté de la classe ouvrière quand elles pourront tirer profit de leurs conquêtes sociales, ou elles s'en serviront dans l'unique but d'obtenir de nouveaux privilèges, et le reste du temps elles manifesteront leur neutralité envers le régime ou elles le soutiendront contre la classe ouvrière. Etant servies, quand sonnera l'heure du néolibéralisme elles seront indifférentes à la liquidation de tous les droits acquis de la classe ouvrière, tandis que ses couches inférieures seront reléguées au rang du prolétariat et destinées à connaître le même sort. Voilà à peu près où nous en sommes rendus aujourd'hui.

Voilà ce qui notamment explique ou permet de comprendre pourquoi et comment le mouvement ouvrier a été corrompu et a dégénéré pour finalement abandonner le combat pour renverser le régime en place ou pour le socialisme.

Quels enseignements politiques tirer de cette analyse ?

La direction du parti qu'il nous faut construire devrait être placée sous le contrôle d'un comité de surveillance composé majoritairement ou exclusivement d'ouvriers. Cela rejoint un peu à ce qu'avait proposé Trotsky à la section américaine de la IVe Internationale à la fin des années 30 si j'ai bonne mémoire, après avoir constaté que les intellectuels qui en composaient la direction avaient la fâcheuse tendance à partir dans de grandes théories qui n'avaient plus grand chose à voir avec l'objectif politique du parti ou qui tout du moins s'en éloignaient. Je crois même me souvenir, qu'il les avait invités à se faire embaucher dans des usines pour s'imprégner de l'état d'esprit des ouvriers, parce qu'apparemment ils en ignoraient tout ou presque, ce qui constituait une sérieuse lacune quand on était un dirigeant et qu'on se destinait de construire un parti ouvrier.

Quand on voit à quel point nos dirigeants actuels sont coupés des masses, ils ne représentent que l'aristocratie ouvrière corrompue, ce n'est plus une lacune, mais un gouffre qu'ils ne pourront plus jamais combler, et pour cause ils sont trop vieux, donc usés et irrécupérables, inutiles ou nuisibles en l'état, il faut s'en séparer au plus vite, et puis ce ne sera pas une grosse perte, puisque personne ne s'en apercevra !

Maintenant ce serait sombrer dans l'ouvriérisme que de croire qu'un ouvrier serait mieux armé qu'un petit bourgeois ou un intellectuel pour résister à la corruption idéologique ou matérielle, tout dépend s'il a rejoint le mouvement ouvrier en réaction à sa condition ou s'il y a été entraîné par le milieu dans lequel il avait baigné depuis son enfance, et à quel niveau de conscience politique il était parvenu, car seule la maîtrise du matérialisme dialectique permet d'acquérir un esprit critique

suffisamment aiguisé et libre pour déjouer les ruses ou les pièges que les corrupteurs emploieront pour pervertir son engagement politique, s'il n'y est pas parvenu il sera une proie facile entre leurs mains, et inconsciemment il se laissera entraîner sur la voie du reniement de ses principes et il finira par être perdu à notre cause, cela peut arriver à n'importe qui, tous les renégats du socialisme ou du marxisme en témoignent depuis un siècle et demi.

Parfois les militants ou les travailleurs qui nous lisent doivent se demander ou ne comprennent pas pourquoi nous insistons sur ce qui leur semble être des détails insignifiants ou sans portée, et ils se trompent lourdement, car en réalité ce sont les signes non pas avant-coureur mais apparents d'une profonde corruption idéologique qui s'est déjà développé, enraciné dans le mode de pensée de celui qui en est victime, puisqu'on considère qu'au départ son engagement politique était sincère.

Chaque désaccord a une signification politique, chaque position adoptée a une signification politique. Chaque rapport entre les différents acteurs politiques ou partis, les différentes classes ou institutions, etc. comporte une signification politique qu'il faut caractériser le plus précisément possible sur le plan politique, tout en sachant qu'ils seront amenés à évoluer et qu'il faudra à nouveau encore et encore les caractériser. La nature sociale de certains est immuable, alors que celle des autres peut être modifiée qualitativement à tout moment, aussi doit-on être vigilant et capable de déterminer à quel moment ils changeront de nature ou ils basculeront dans un autre camp, et déterminer si cette modification sera irréversible ou non en fonction de certains critères déterminants, ce qui ne sera pas difficile à cerner puisqu'il suffira d'observer les méthodes qu'ils emploient pour se justifier.

Quand quelqu'un sombre dans le déni ou refuse de prendre en compte tous les facteurs et rapports qui composent la situation (présente et passée) et recourt systématiquement au mensonge, à l'hypocrisie, à l'amnésie, à la sournoiserie, à la malhonnêteté intellectuelle, au procès d'intention ou à des méthodes encore plus scélérates pour le couvrir et ainsi de suite, il enfonce toujours plus dans la mégalomanie, parce qu'il n'existe pas pour lui d'autres moyens pour justifier le reniement de ses principes ou de ses convictions qui constitue désormais le contenu ou la véritable nature de son engagement politique.

On sait maintenant que cela peut aller très très loin, autrement dit un imposteur osera tout au-delà de tout ce que peut imaginer une personne normalement constituée.

Les fossoyeurs du mouvement ouvrier et du socialisme accusent ceux qui les dénoncent ou ont démasqué leur imposture, d'être les ennemis du mouvement ouvrier et de la classe ouvrière. Ceux qui n'ont eu de cesse de manipuler, tronquer, déformer les faits pendant plus d'un demi siècle, et qui ont recouru systématiquement au mensonge, à l'hypocrisie, à l'amnésie, à la sournoiserie, à la malhonnêteté intellectuelle, au procès d'intention ou à des méthodes encore plus scélérates pour accomplir leur sale besogne, nous accuse de réécrire l'histoire de la lutte des classes, d'être des faussaires, des renégats, des traîtres, des ennemis, ils n'ont guère d'autres arguments à nous opposer sans doute excéder de constater que les faits nous donnent raison neuf fois sur dix, alors qu'ils ont eu faux sur toute la ligne, on conçoit que cela puisse les rendre encore plus haineux, belliqueux, violent envers ceux qui font le bilan de leur activité politique et qui les caractérisent.

Nous avons affirmé qu'il fallait refonder le mouvement ouvrier, y compris avancer vers la création d'un nouveau syndicat, et réarmer théoriquement l'avant-garde, faire l'inventaire de la lutte de classe depuis le début du XXe siècle, c'est un crime !

J'ai été pratiquement le seul à défendre le matérialisme dialectique, vous aurez pu constater par vous-mêmes que même ceux qui prétendent défendre le marxisme ou parler au nom du socialisme l'ont délibérément passé sous silence ou l'ont systématiquement négligé, alors que ce n'est rien de moins que la méthode pour comprendre le processus historique inconscient qui se déroule quotidiennement sous nos yeux et qui est soumis aux lois de la dialectique. Ce fut un crime d'aider chacun à acquérir cette méthode pour interpréter librement la situation et élever son niveau de conscience.

J'ai été pratiquement le seul à rappeler qu'à l'origine du combat du mouvement ouvrier se trouvaient le combat pour que les aspirations légitimes de la classe ouvrière à la liberté ou à disposer de son propre sort se réalisent ou que c'était son véritable et unique objectif. Le cours révisionniste et liquidateur suivi par le mouvement ouvrier au cours de la seconde moitié du XXe siècle a enterré ces aspirations ou cet objectif en subordonnant la classe ouvrière au capitalisme et à ses institutions. Le dénoncer fut un crime impardonnable parce qu'absolument tous les courants du mouvement ouvrier y participèrent.

Tout cela je n'ai cessé de l'exposer dans mes causeries, de l'étayer, de l'argumenter, de le démontrer pendant des années, et le développement de la situation n'a fait que confirmer les conclusions auxquelles j'étais parvenu, hélas puisque j'aurais préféré avoir tort ou m'être trompé sur toute la ligne, car cela aurait signifié qu'il existait au moins un parti ouvrier auquel on aurait pu se rallier, ce qui n'est pas le cas !

Comme je l'avais titré il y a quelque temps, stop ou encore ? A vous d'en décider.

A ceux qui disent aux travailleurs qu'ils ne doivent pas se résigner, qu'ils commencent par en faire autant, au lieu de reproduire sans cesse les mêmes erreurs ou de cautionner une orientation politique et des dirigeants qui nous conduisent droit au totalitarisme.

Ceux qui prétendent défendre ou représenter l'indépendance de classe ont adopté comme un seul homme pendant plus 70 ans les quasi-totalité des résolutions de la direction confédérale d'un syndicat dit apolitique, de fait antisocialiste, Force ouvrière,

sous Bergeron, Blondel et Mailly, croient-ils que les militants seraient frappés d'amnésie ? On nous prend vraiment pour des abrutis, quel mépris insupportable !

Même si les travailleurs et la plupart des militants ne saisissent pas très bien ce qui s'est passé entre 1945 et nos jours, ils constatent amèrement que l'orientation politique que le mouvement ouvrier avait adoptée durant plus d'un demi siècle allait aboutir à une régression sociale généralisée et sans fin, et ils l'accusent à juste titre d'en être responsable, de ce point de vue-là ou en l'état ils ont raison d'estimer qu'il est indéfendable.

Et aujourd'hui, ils exigent que tous les militants ouvriers cautionnent l'épouvantable bilan, révisionnisme, trahison de l'ensemble des syndicats et des partis dits ouvriers qui à défaut de le justifier en reportent la responsabilité sur les travailleurs ou la crise du capitalisme, la fatalité en somme, car eux de leurs côtés, ils sont évidemment irréfutables ou ils ont fait ce qu'ils devaient faire.

Sauf que les travailleurs et de plus en plus de militants rejettent ce discours, ils ne veulent plus l'entendre et là encore ils ont parfaitement raison. Alors les plus scélérats parmi ces dirigeants les accusent de s'en prendre au mouvement ouvrier, aux syndicats et aux partis dits ouvriers, loués ces derniers jours par les médias-oligarques pour avoir appelé au calme, à la capitulation face à Macron, et d'adopter la même attitude que l'extrême droite, la vieille rengaine des stalinien ou des imposteurs professionnels qui consiste à dire, si vous n'êtes pas d'accord avec la ligne politique qu'on vous propose, vous êtes un réactionnaire, voire un fasciste, un ennemi de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier, rien de moins ! Ce genre d'argument pourri, on le connaît par coeur, on l'a combattu sans cesse pendant plus d'un demi siècle.

Pourquoi en viennent-ils à cette extrémité ? Pour couvrir leur propre trahison ou faillite politique, et remarquez bien que c'est la même méthode qu'emploient les chiens de garde du régime qui officient dans les médias pour décrédibiliser et censurer tous les opposants à la politique de Macron, à l'UE, etc., pour les faire taire, disparaître.

Ils veulent rester les maîtres du mouvement ouvrier, continuer de le contrôler pour mieux le diviser et le disloquer, conserver leurs privilèges, car ce sont eux et personne d'autres les véritables fossoyeurs de notre cause et du socialisme.

On reviendra demain ou dans quelques jours sur les rapports qu'ont entretenus la classe ouvrière et les classes moyennes avec le régime durant la période allant de 1945 à nos jours, ainsi qu'avec leurs représentants ou ceux qui parlaient en leur nom.

Le principal commentaire que j'ai publié dans le blog Les Crises.fr.

En avant-première, le prochain : Vous êtes fans de monsieur Sapir qui prônait l'alliance des deux fronts, le Front national et le Front de gauche, savez-vous comment s'appelle cette alliance ? Le national-socialisme !

- Quelle illusion, aberration, ignorance ou naïveté de croire qu'on pourrait vaincre le régime ou nos ennemis de classe sans direction, sans orientation, sans stratégie, sans programme, sans théorie, sans drapeau, sans dirigeants, sans parti, à partir de bonnes intentions, c'est la négation des enseignements de deux siècles de lutte de classe, c'est la négation de toute conscience de classe, de toute conscience politique en réalité.

Tous ceux qui le prétendent et qui ont accès aux médias ou aux réseaux dits sociaux sont des charlatans, des imposteurs ou des escrocs. Vous ne tarderez pas à vous en apercevoir et à vous en mordre les doigts pour les avoir crus. Le réveil va être encore plus cruel et vous n'avez pas idée du prix que vous, que nous allons payer pour avoir fait preuve d'une telle manque de discernement.

C'est la preuve aussi que vous n'êtes décidément pas prêts pour un changement de régime, un régime débarrasser du capitalisme puisqu'il n'existe pas d'autre alternative. Vous n'avez pas voulu envisager cette alternative, alors estimez-vous heureux comme vous êtes et résignez-vous au sort effrayant qui vous attend.

Vous avez sans doute compris pourquoi.

A cause de cela, Frédéric Lordon, l'éolienne, le brasseur de vent, le moulin à prières, la flute enchanté, le marchand de sable...

Frédéric Lordon 07.12 - Et les voilà qui divagent entre l'ultradroite et l'extrême gauche, ou l'ultragauche et l'extrême droite, cherchent avec angoisse des « représentants » ou des « porte-parole » présentables, voudraient une liste circonscrite de « revendications » qu'on puisse « négocier », n'en trouvent pas davantage, ni de « table » autour de laquelle se mettre. Alors, en désespoir de cause, on cherche frénétiquement avec le gouvernement au fond du magasin des accessoires : consultations des chefs de parti, débat à l'Assemblée, réunion avec les syndicats — l'espoir d'une « sortie de crise » accrochée à un moratoire sur la taxe gasoil ? un Grenelle de quelque chose peut-être ? C'est-à-dire pantomime avec tout ce qui est en train de tomber en ruine. Voilà où en sont les « élites » : incapables de seulement voir qu'il n'est plus temps, que c'est tout un monde qui est en train de partir en morceaux, le leur, qu'on ne tiendra pas pareille dislocation avec du report de taxe ou des taux minorés, bien content si

les institutions politiques elles-mêmes ne sont pas prises dans l'effondrement général. Car il ne s'agit pas d'un « mouvement social » : il s'agit d'un soulèvement.

Quand une domination approche de son point de renversement, ce sont toutes les institutions du régime, et notamment celles du gardiennage symbolique, qui se raidissent dans une incompréhension profonde de l'événement — l'ordre n'était-il pas le meilleur possible ? —, doublée d'un regain de hargne, mais aussi d'un commencement de panique quand la haine dont elles font l'objet éclate au grand jour et se découvre d'un coup à leurs yeux. Ceci d'autant plus que, comme il a été noté, la singularité de ce mouvement tient à ce qu'il porte désormais l'incendie là où il n'avait jamais été, et là où il doit être : chez les riches. Et sans doute bientôt, chez leurs collaborateurs.

On lit que la directrice de BFM est restée interloquée d'entendre scander « BFM enculés » sur les Champs, et que le président de la société des journalistes a découvert, dans le même état, que « cela ne vient pas de militants mais de gens du quotidien ». Les pouvoirs de ce genre, ceux de la tyrannie des possédants et de leurs laquais, finissent toujours ainsi, dans la sidération et l'hébétéude : « ils nous détestent donc tant que ça ». La réponse est oui, et pour les meilleures raisons du monde. Elle est aussi qu'après toutes ces décennies, le moment est venu de passer à la caisse et, disons-le leur dès maintenant, l'addition s'annonce salée. Car il y a trop d'arriérés et depuis trop longtemps.

Depuis les grèves de 1995, la conscience de ce que les médias censément contre-pouvoirs sont des auxiliaires des pouvoirs, n'a cessé d'aller croissant. Du reste, ils ont œuvré sans discontinuer à donner plus de corps à cette accusation à mesure que le néolibéralisme s'approfondissait, mettait les populations sous des tensions de plus en plus insupportables, qui ne pouvaient être reprises que par un matraquage intensif des esprits, avant qu'on en vienne à celui des corps.

C'est à ce moment que, devenant ouvertement les supplétifs du ministère de l'intérieur en plus d'être ceux de la fortune, ils se sont mis à rendre des comptages de manifestants plus avantageux encore que ceux de la préfecture, puis à entreprendre de dissoudre tous les mouvements de contestation dans « la violence » — et par-là à indiquer clairement à qui et à quoi ils avaient partie liée.

C'est peut-être en ce lieu, la « violence », que la hargne des laquais trouve à se dégonder à proportion de ce qu'ils sentent la situation leur échapper. Au reste, « condamner » ayant toujours été le meilleur moyen de ne pas comprendre, à plus forte raison poussé par des intérêts si puissants à la cécité volontaire, « la violence des casseurs » a été érigée en dernière redoute de l'ordre néolibéral, en antidote définitif à toute contestation possible — sans par ailleurs voir le moins du monde le problème à célébrer le 14 juillet 1789 ou commémorer Mai 68 : folle inconséquence de l'Histoire embaumée, mise à distance, dévitalisée, et privée de tout enseignement concret pour le présent.

En tout cas, dans le paysage général de la violence, les médias, surtout audiovisuels, ont toujours pris ce qui les arrangeait en ayant bien soin de laisser le reste invisible, donc la violence incompréhensible, par conséquent à l'état de scandale sans cause : le mal à l'état pur. Mais pourquoi, et surtout au bout de quoi, les Conti envahissent-ils la sous-préfecture de Compiègne, les Goodyear séquestrent-ils leur direction, les Air France se font-ils une chemise de DRH, et certains gilets jaunes sont-ils au bord de prendre les armes ? Qu'est-ce qu'il faut avoir fait à des gens ordinaires, qui ont la même préférence que tout le monde pour la tranquillité, pour qu'ils en viennent à ces extrémités, sinon, précisément, les avoir poussés à toute extrémité ?

Le déni de la violence sociale est cette forme suprême de violence à laquelle Bourdieu donnait le nom de violence symbolique, bien faite pour que ses victimes soient réduites à merci : car violentées socialement, et méthodiquement dépouillées de tout moyen d'y résister « dans les formes » puisque tous les médiateurs institutionnels les ont abandonnées, elles n'ont plus le choix que de la soumission intégrale ou de la révolte, mais alors physique, et déclarée d'emblée odieuse, illégitime et anti-démocratique — normalement le piège parfait. Vient cependant un moment où la terreur symbolique ne prend plus, où les verdicts de légitimité ou d'illégitimité volent à leur tour, et où la souffrance se transforme chimiquement en rage, à proportion de ce qu'elle a été niée. Alors tout est candidat à y passer, et il ne faudra pas s'en étonner : permanences de députés, banques, hôtels particuliers, préfectures, logiquement plus rien n'est respecté quand tout a failli.

Il est vrai qu'à ceux qui ont lié leur position et leurs avantages au cadre du moment, et qui n'ont cessé de répéter qu'il n'y en avait ni de meilleur ni simplement d'autre possible, l'irruption du hors-cadre radical ne laisse aucune autre solution de lecture que « l'aberrant », le « monstrueux », ou mieux encore, quand elle est « avérée », la « violence ». Encore fallait-il qu'elle demeure marginale pour pouvoir être maintenue dans son statut de monstruosité, et puis aussi qu'on occulte systématiquement la responsabilité de celle des forces de police. Mais ce sont ces deux conditions qui sont en train d'être détruites en ce moment.

La première parce que les « gilets jaunes » offrent à profusion cette figure oxymorique, incompréhensible pour les pouvoirs, des « braves gens enragés ». « Enragé » normalement c'est « enragé », c'est-à-dire ultra-radical-minoritaire. Ça ne peut pas être « braves gens », qui veut dire majorité silencieuse — ou bien contradiction dans les termes. Or, si. Assez simplement même : on est enragé quand on est poussé à bout. Il se trouve qu'au bout de 30 ans de néolibéralisme parachevés par 18 mois macroniens de guerre sociale à outrance, des groupes sociaux entiers ont été poussés à bout. Alors enragés.

Croyant que ce dont ils ne parlent pas n'existe pas, les médias ne les avaient pas vu venir ces enragés-là. Mais voilà, ils sont

là, produits d'une longue et silencieuse accumulation de colère, qui vient de rompre sa digue. Ceux-là on ne les fera pas rentrer facilement à la maison. Et ceci d'autant moins qu'avec la naïveté des « braves gens », ils ont expérimenté, à l'occasion de leur première manifestation pour beaucoup d'entre eux, ce que c'est que la violence policière. En sont restés d'abord sidérés. Puis maintenant, s'étant repris, dégoupillés pour de bon. Alors on ne compte plus ceux qui, à l'origine « braves gens » certifiés, sont pris dans un devenir-casseur — comme certains autres, débitant des palettes sur un rond-point pour construire une cabane, sont pris dans un étonnant devenir-zadiste.

Gageons d'ailleurs que des révisions de grande ampleur doivent être en train de s'opérer dans leurs esprits. Car tous ces gens qui depuis 2016 et la loi El Khomri, jusqu'à 2018 avec Notre-Dame-des-Landes et les ordonnances SNCF, avaient été abreuvés de BFM et de France Info, invités à pleurer les vitres de Necker, se retrouvent aujourd'hui dans la position structurale des casseurs, en vivent la condition de violence policière et médiatique, et savent un peu mieux à quoi s'en tenir quant à ce que ces deux institutions diront désormais des « ultras violents radicalisés ». En tout cas c'est très embêtant pour les chaînes d'information en continu cette affaire : car si le devenir-casseur prend cette extension, que pourra donc encore vouloir dire « casseur » ?

Croyant que ce dont ils ne parlent pas n'existe pas, les médias ne les avaient pas vu venir ces enrégés-là. Mais voilà, ils sont là, produits d'une longue et silencieuse accumulation de colère, qui vient de rompre sa digue. Ceux-là on ne les fera pas rentrer facilement à la maison. Et ceci d'autant moins qu'avec la naïveté des « braves gens », ils ont expérimenté, à l'occasion de leur première manifestation pour beaucoup d'entre eux, ce que c'est que la violence policière. En sont restés d'abord sidérés. Puis maintenant, s'étant repris, dégoupillés pour de bon. Alors on ne compte plus ceux qui, à l'origine « braves gens » certifiés, sont pris dans un devenir-casseur — comme certains autres, débitant des palettes sur un rond-point pour construire une cabane, sont pris dans un étonnant devenir-zadiste.

Gageons d'ailleurs que des révisions de grande ampleur doivent être en train de s'opérer dans leurs esprits. Car tous ces gens qui depuis 2016 et la loi El Khomri, jusqu'à 2018 avec Notre-Dame-des-Landes et les ordonnances SNCF, avaient été abreuvés de BFM et de France Info, invités à pleurer les vitres de Necker, se retrouvent aujourd'hui dans la position structurale des casseurs, en vivent la condition de violence policière et médiatique, et savent un peu mieux à quoi s'en tenir quant à ce que ces deux institutions diront désormais des « ultras violents radicalisés ». En tout cas c'est très embêtant pour les chaînes d'information en continu cette affaire : car si le devenir-casseur prend cette extension, que pourra donc encore vouloir dire « casseur » ?

L'autre condition est de maintenir les agissements réels de la police hors-champ. Sur ce front-là, on se battra jusqu'au bout dans les chefferies audiovisuelles. Le mensonge par occultation est général, acharné, épais comme de la propagande de dictature. La population basculerait instantanément dans l'indignation si elle avait l'occasion de voir le dixième de ce que les grands médias audiovisuels lui cachent systématiquement, ainsi ces vidéos d'une vieille dame en sang gazée ou d'un retraité matraqué. Quand France Info nous avait saoulés jusqu'à la nausée des vitres de Necker ou du McDo en feu, aucun flash à la mi-journée de lundi n'avait encore informé de la mort d'une octogénaire tuée par une grenade lacrymogène. Les robots de BFM n'opposent jamais aucune image aux syndicalistes policiers qui disent qu'on les « matraque » (sic !) et qu'on les « mutilé ». Mais, si les mots ont encore un sens, de quel côté du flashball ou du lanceur de grenades compte-t-on les éborgnés et les mains arrachées ? On se demande si Nathalie Saint-Cricq ou Apathie garderaient leur déjeuner si on leur montrait au débotté les photos proprement insoutenables (il s'agit de blessures de guerre) de manifestants mutilés — vraiment — par les armes de la police. On ne sait pas qu'il se soit encore trouvé un seul grand média audiovisuel pour montrer en boucle, comme ils le font d'habitude, aux « braves gens » pas encore devenus casseurs cette vidéo d'un jeune homme roué de coups par huit policiers, qui achèverait de les informer sur le degré de confiance qu'il convient d'avoir en la « police républicaine » quand on met tout ça — ces dizaines de vidéos, ces centaines de témoignages — bout à bout.

Mais il y a une économie générale de la violence et on sait ce qu'elle donne quand elle est lancée : elle est réciprocaire, divergente et peut emmener très loin. Nul ne sait jusqu'où dans la situation actuelle, et peut-être à des extrémités dramatiques. Mais qui l'aura déclenchée sinon Macron qui, après avoir déclaré la guerre sociale à son peuple, lui déclare la guerre policière, peut-être bientôt la guerre militaire, en compagnie des médias de gouvernement qui lui déclarent la guerre symbolique ? Le partage des responsabilités est d'autant plus clair que les offensés auront encaissé très longtemps sans mot dire : l'agression économique, le mépris élitaire, le mensonge médiatique, la brutalité policière. Or le mauvais génie de la réciprocité violente est une mémoire, et une mémoire longue. Sur un fil Twitter une baqueuse découvre sidérée — elle aussi, comme les primo-manifestants matraqués pour rien, mais en sens inverse, car, en définitive tout est affaire de sidération dans cette histoire, de sidérations opposées, qui passent les unes dans les autres, qui se nourrissent les unes les autres — la baqueuse, donc, découvre de quelle haine ses collègues et elle sont l'objet. Et l'on peine à le croire. Décidément toutes les institutions de la violence néolibérale tombent ensemble des nues. Les collégiens cernés et gazés au poivre par des flics accompagnés de chiens n'oublieront pas de sitôt ce moment de leur vie où s'est formé décisivement leur rapport à la police et, dans deux ans, cinq ans, cette police oublieuse qui les croiera de nouveau s'émouvra de la détestation brute qu'elle lira sur leurs visages — et n'y comprendra rien.

Et voilà que le corps préfectoral se met à avoir des sueurs froides à son tour. C'est qu'ils ont de quoi se sentir un peu seuls dans leurs hôtels. Depuis que la préfecture du Puy-en-Velay a brûlé, on sait de quoi « les autres » sont capables — oui, maintenant, de tout. Alors il est urgent de négocier un virage sur l'aile sans attendre, pour faire savoir par « quotidien de référence » interposé que l'Élysée macronien a quitté terre, que, eux, préfets, ont conscience des malheurs du peuple, qu'ils pourraient même se reconvertir en lanceurs d'alerte si on les écoutait. On tâchera quand même de se souvenir que ce sont ces préfets qui depuis Nuit debout font éborgner, grenader, et tirer-tendu.

Mais l'on y verra surtout le retour de ce qu'on pourrait appeler « la situation La Boétie », celle que le pouvoir s'efforce de nous faire oublier constamment, et d'ailleurs que nous oublions constamment, tant elle semble un incompréhensible mystère : ils sont très peu et règnent sur nous qui sommes nombreux. Il arrive cependant que le voile se déchire et que fasse retour la cruelle réalité arithmétique du pouvoir. Et c'est bien cet aveu touchant de candeur qu'a consenti samedi soir le sous-ministre de l'intérieur, en reconnaissant qu'il ne pouvait guère engager davantage de troupe à Paris quand toute la carte de France clignote et demande de la garnison. Un manager de la startup nation trouverait sans doute à dire que le dispositif est « stressé ». Le « stress du dispositif », c'est le retour de La Boétie. Nous sommes les plus nombreux. Nous sommes même beaucoup plus nombreux qu'eux. C'est d'autant plus vrai que le plein est loin d'avoir été fait et qu'il y a encore une belle marge de progression. Tout ça se vérifiera bientôt : lycéens, étudiants, ambulanciers, agriculteurs, tant d'autres.

Mais alors quoi ? L'armée ? L'adolescent désaxé qui est à l'Élysée en est très capable : n'utilise-t-il pas contre sa population des grenades qui sont des armes de guerre, et n'a-t-il pas fait placer des snipers avec fusils à lunettes au sommet de quelques bâtiments parisiens, image des plus impressionnantes, étonnamment offerte par Le Monde qui est peut-être en train de se demander lui aussi s'il n'est pas temps de lâcher son encombrant protégé dans un virage ?

En tout cas, terrible moment de vérité pour l'éditorialisme « faites ce que vous voulez ». On avait adoré le dégagisme à Tunis ou place Tahrir. Mais expliqué que ce qui est là-bas un merveilleux sursaut de la liberté est ici du populisme crasseux qui rappelle les heures sombres. Jusqu'ici ça tenait. Et voilà que « mais votez Macron » pourrait bien tourner Mubarak, mon dieu dans quelle mouscaille ne nous sommes-nous pas mis ? Et forcément, plus on paye pour en sortir, plus on en met partout. Tout revient, tout éclabousse. Or nous en sommes là : quand un pouvoir verse une prime exceptionnelle à des forces de l'ordre qui se rendent chaque jour plus odieuses, c'est qu'il redoute par-dessus tout d'être lâché par elles et que, toute légitimité effondrée, il ne tient plus que par son appareil de force, dans la main duquel en réalité il se remet entièrement. Faites ce que vous voulez, mais votez Mubarak.

Ce pouvoir est honni car il s'est méthodiquement rendu haïssable. Il paye une facture sans doute venue de très loin, mais dont il est le parachèvement le plus forcené, par conséquent l'endosseur le plus logique. Il n'a plus pour se cramponner que le choix de la répression sanglante, peut-être même de la dérive militaire. Il ne mérite plus que de tomber.

Source : Le Monde diplomatique, Frédéric Lordon, 05-12-2018

Quel beau discours compatible avec Le Monde diplomatique détenu à 51% par les oligarques Pégasse et Niel, étrange, non, non parfaitement inutile sinon donner bonne conscience aux petits bourgeois qui sont servis par le régime.

Soyez populaire, populeux, populo, populiste !

Là c'est *Le Parisien* de l'oligarque Drahi qui s'y adonne par la voix d'un de ces journalistes, c'est beau tout de même la liberté de la presse, la démocratie, surtout quand on ne sait pas lire entre les lignes, et ne cherchez pas les intentions inavouables qu'il y aurait derrière, il n'y en a pas, voyons il n'y en a jamais eu, quelle idée franchement !

Le Parisien 04-12-2018 - ...il faut écarter les discours de celles et ceux qui profitent de ces tentatives de récupération politique pour déconsidérer le mouvement. Du genre : « les gilets jaunes sont noyautés par l'extrême droite » (ou par l'extrême gauche). Ce mouvement est un mouvement populaire, au sens des classes populaires et des petites classes moyennes qui composent la majorité de la population.

Après la surpolitisation, la dépolitisation. C'est sans doute une variante du même mépris de classe (en tous cas de la même distance sociale) qui fait dire à certains commentateurs que les gilets jaunes n'ont, au contraire, aucune conscience politique et rien d'autre à dire que « l'essence est devenue trop chère »

Les enquêtes d'opinion indiquent régulièrement que le problème n'est pas l'absence d'idées politiques de nos concitoyens mais le décalage grandissant – pour ne pas dire le gouffre béant – qui sépare ces idées de la compétition électorale et de la gouvernance politique qui en résulte, donnant ainsi l'impression à la majorité de ces mêmes citoyens que les responsables politiques se moquent d'eux et que la démocratie ne fonctionne pas.

À nouveau, comme dans les émeutes, si seule une minorité agit, une majorité les approuve plus passivement. Et cette approbation joue un rôle très important dans le sentiment de légitimité morale que ressentent ceux qui agissent.

La colère des gilets jaunes doit donc être prise au sérieux. Et elle ne devrait pas surprendre. Elle s'inscrit en effet dans une évolution à la fois économique (le recul ou la stagnation du pouvoir d'achat), sociale (le creusement des inégalités, les difficultés du logement, de l'accès à l'université, la disparition des services publics de proximité...), territoriale (le déclassement réel ou ressenti des habitants des périphéries, des périurbains et des ruraux) et politique.

Cette dernière (l'évolution politique) est double puisqu'il s'agit à la fois du discrédit croissant des élites (tant politiques

que journalistiques du reste) et de la crise de l'offre politique qui a abouti, en 2017, à un paroxysme dont on n'a peut-être pas assez réfléchi les conséquences.

Qu'Emmanuel Macron ait été élu par défaut ou par un concours de circonstances est une évidence que sa mise en scène d'un présidentielisme exacerbé ne rend que plus grotesque et énervante. Mais, au passage, les formations politiques classiques de gauche et de droite semblent avoir sombré durablement, et avec elles une partie de leurs relais syndicaux et associatifs. Du coup, la distance est maximale entre, d'une part, un pouvoir politique perçu comme l'appropriation des institutions par une petite élite parisienne de technocrates et de rentiers du monde économique et financier et, d'autre part, un « peuple » ou une « base » se retrouvant plus que jamais sans corps intermédiaires et sans médiation avec ce pouvoir politique.

Le désarroi des élus locaux – qui s'exprime notamment lors de leurs congrès annuels – est en ce sens révélateur et inquiétant. Il est du reste passé trop inaperçu, ou bien a été lui aussi trop vite ramené à de simples questions de fiscalité. Qu'un maire sur deux déclare être à bout et ne pas vouloir se représenter aux prochaines élections municipales, en 2020, est un fait qui peut également être pris comme un signal d'alarme.

Le contraste est en effet saisissant entre l'inaction voire la relative bienveillance des policiers et des gendarmes sur les ronds-points de nos villes et villages d'une part, et ce qui s'est passé ces deux derniers samedis à Paris.

Nombre de témoignages de gilets jaunes signalent que, samedi dernier, à Paris, ils ont été attaqués à la grenade lacrymogène par des policiers dès le début de la matinée, lors même qu'ils se rendaient tranquillement aux points de rassemblement validés par la préfecture de police. Cela s'appelle de la provocation. Et le résultat est nécessairement de mettre ces manifestants encore plus en colère, pour ne pas dire en rage.

Pourtant, le nombre de grenades tirées est semble-t-il inédit (14 000 en une seule journée selon l'AFP), et on note que les CRS et les gendarmes mobiles continuent à faire un usage extensif des pistolets Flash-Ball et autres lanceurs de balles en caoutchouc dont la dangerosité et finalement l'inutilité sont reconnues non seulement par les chercheurs, mais aussi – et depuis plusieurs années – par le Défenseur des Droits (qui a clairement demandé l'arrêt de leur usage dans les manifestations), et même par l'Inspection générale de la police nationale (IGPN, dans son rapport de 2015). Le Parisien, Laurent Mucchielli, 04-12-2018

Parole d'internautes et témoignages (Extraits du blog Les Crises.fr)

1- Je suis d'une génération qui a eu la chance de connaître le plein emploi dans les années 60. Malheureusement j'ai connu aussi depuis près de 40 ans la perte d'acquis sociaux gagnés chèrement par les générations précédentes, la paupérisation d'une grande partie de la population Française, la montée du chômage de masse, le matraquage fiscal des plus démunis. Cette situation est la conséquence d'une mondialisation aveugle enrichissant les grands groupes financiers et industriels avec la complicité des gouvernements qu'ils soient de gauche ou de droite.

J'ai souvent rêvé et souhaité de tous mes vœux cette prise de conscience du peuple Français. Le peuple dans son ensemble, au moins 80 % ce qui est énorme, vient enfin de comprendre que uni derrière une cause juste il peut reprendre en main son destin et entrevoir à nouveau un avenir meilleur.

Quand un gouvernement (Président – Ministres – Députés) tente par la force d'imposer une politique en faveur des plus riches et qui laisse les plus pauvres sur le bord de la route, qu'une grande majorité de la population est contre, qu'il refuse de l'écouter et que pour seule réponse il envoie ses escadrons de CRS, qu'il a été élu avec moins de 20 % lors d'une élection volée au peuple, nous ne sommes plus en démocratie mais en dictature.

2- Ne portant pas le Gilet Jaune moi même car je ne me sens pas digne de ce vêtement (je fais aujourd'hui partie de ce que l'on pourrait appeler la classe moyenne supérieure), je souhaiterais témoigner des raisons qui me poussent à me sentir solidaire du mouvement.

En effet je vois partout autour de moi mes amis, ma famille, mes concitoyens devenir de plus en plus pauvres, méprisés et délaissés et j'enrage... J'enrage aussi de voir les élites de ce pays abuser et détourner chaque jour le mandat qui leur a été confié par les Français.

J'enrage de voir nos ministres, nos députés et notre président vendre la souveraineté de la France à une union européenne qui devient de plus en plus intolérante, impérialiste, autoritaire et osons le mot... fasciste.

Un seul champ lexical est en mesure de décrire l'attitude de nos gouvernants : celui de la trahison.

Ces gouvernants ont, en plus, l'insolence d'insulter nos concitoyens gilets jaunes de "peste brune" alors que ce gouvernement rend hommage à Pétain ou Maurras et soutient le gouvernement Ukrainien qui a maintes fois exprimé ses sympathies pour des organisations néo nazies. La peste brune n'est pas dans la rue, elle est dans les ministères et à l'Élysée.

Pour toutes ces raisons j'essaie de soutenir le mouvement des gilets jaunes par les moyens qui sont les miens.

Ce sont des actions simples comme essayer de défendre les revendications des gilets jaunes auprès de mes collègues de travail (étant juriste dans une banque privée cela peut s'avérer compliqué tant l'idéologie néolibérale est incrustée dans ce milieu).

Je tente aussi de mener des actions plus concrètes, par exemple avec quelques amis, nous tentons de rédiger une proposition de constitution de Vème république en glanant ici et là les revendications des gilets jaunes. Nous essayons de trouver des canaux de diffusion pour ce texte afin de permettre aux gilets jaunes de le discuter et de le modifier autant qu'ils le souhaitent.

Tout cela bien sûr peut sembler dérisoire et naïf en face des manifestations de courage des gilets jaunes qui affrontent la répression d'État dans nos rues mais je ne peux me résoudre à ne rien faire.

3- A propos de casse, les médias ne déplorent pas celle du PROGRAMME MACRON (Rapport PISANI-FERRY 2007-2017), C'EST EN MARCHÉ... VERS LA MONDIALISATION LIBERALE !

Tous les observateurs ont noté le retard et la parcimonie avec lesquels le candidat Macron avait livré son programme en cours de campagne, dont les éléments lui ont été fournis par l'économiste Pisani-Ferry, à peine libéré de sa nomination de commissaire à « FRANCE STRATEGIE » au service de l'ex-ministre de l'économie, avant de rejoindre les rangs «en marche» pour celui-ci, et qui sont consignés dans le rapport mis au point sous sa direction : « 2017-2027, ENJEUX POUR UNE DECENNIE ».

Il est intéressant d'extraire de ce rapport, devenu public (Editions de La Documentation Française), les meilleurs passages illustratifs de l'analyse prospective sur laquelle s'est appuyé en « off » l'ancien banquier infiltré et s'appuie encore aujourd'hui le président élu pour définir les « réformes » qu'il envisage.

Les « Gilets Jaunes » y trouveront matière à alimenter amplement leur détermination:

CHAPITRE « NOUVELLES FORMES DU TRAVAIL »...

» LA REMISE EN CAUSE DE L'EMPLOI SALARIE STABLE A PLEIN TEMPS » (pp.58-62)

- « Transitions par le chômage...plus fréquentes.
- De plus en plus d'embauches... en contrat à durée limitée et sur des périodes d'emploi de plus en plus courtes.
- L'entrée dans la vie active... marquée par l'instabilité.
- Le temps partiel accompagné... d'une insuffisance du revenu.
- La polyactivité... : des non-salariés cumulant plusieurs activités. »

« Cette situation... crée des conditions propices au développement des nouvelles formes d'emploi – auto-entrepreneurs, travailleurs sur plateformes, contrats courts – en complément ou en substitut du salariat traditionnel. »

« LE MODELE SOCIAL FACE AUX TRANSFORMATIONS DU TRAVAIL » (pp. 62-63)

« On peut citer l'augmentation de la durée retenue pour le calcul du salaire de référence ou l'allongement de la durée d'assurance requise. Dans un contexte où le niveau des pensions par rapport aux salaires devrait décroître à long terme...

Il faut noter que le statut d'indépendant peut s'accompagner d'un niveau et d'une variabilité des revenus comparables à ceux des salariés précaires, sans que la faiblesse des droits sociaux soit compensée par la détention d'un patrimoine. »

« DIVERSIFICATION DES FORMES D'EMPLOI DEMAIN... LES OPTIONS EN DEBAT » (pp. 64-69)

» Une rupture plus radicale... non seulement l'émergence de nouveaux modèles de coordination du travail de type plateformes, mais aussi une demande des employeurs enclins à se délier de leurs coûts salariaux fixes.

Il pourrait aussi en découler une mise en concurrence accrue des travailleurs et, partant, une plus grande volatilité de leurs revenus.

Il n'est pas souhaitable d'allonger la liste des situations partiellement assimilables au salariat et au régime général, et envisager plutôt la création d'un statut juridique intermédiaire, hybride entre salarié et indépendant. Certains pays l'ont fait en définissant par exemple une catégorie de « travailleurs indépendants économiquement dépendants », c'est à dire réalisant une part majoritaire de leur chiffre d'affaires avec un seul donneur d'ordre. »

CHAPITRE « VIEILLISSEMENT, QUELLES POLITIQUES ? »

Au premier rang des rares propositions avouées du candidat présidentiel, s'est réalisée d'emblée la décision étonnante de supprimer la part de cotisation des salariés, pour la compenser par une augmentation de la CSG... appliquée à tous. Il n'a point échappé à tous ceux qui ont payé leur cotisation retraite durant leur carrière que cela revient pour eux à la payer deux fois, cette augmentation de CSG venant en réduction sèche de leur pension.

Comme si cela ne suffisait pas, a été mise « en marche » la mesure beaucoup plus pernicieuse de « désindexation » des montants des retraites sur les prix, ce qui condamne ceux-ci à l'érosion progressive inéluctable sous l'effet de l'inflation, sans que l'on s'en aperçoive tout de suite.

C'est en effet pour que l'ubérisation programmée des actifs n'apparaisse pas trop criante qu'il fallait « en même temps » programmer la paupérisation des retraités afin d'éviter l'évidence d'une France à deux vitesses (les « progressistes » progressant vers leur ubérisation et les « conservateurs » conservant leurs acquis), comme l'explique sans ambages le rapport sus-dit.

Mais les surprises réservées aux retraités ou futurs retraités ne s'arrêtent pas là quant aux réformes à opérer, comme on va le voir...

» LES ENJEUX: Un niveau de vie qui décroche par rapport à celui des plus âgés (pp. 184-186)

La pauvreté a longtemps touché davantage les personnes âgées que les jeunes. C'est aujourd'hui l'inverse...

Alors que le niveau relatif de consommation des adultes à différents âges était plutôt stable jusqu'en 2000, on observe ainsi un décrochage « au bénéfice » des plus de 60 ans depuis cette date.

Aujourd'hui, en France, le taux de pauvreté a tendance à décroître avec l'âge, ce qui n'est pas le cas dans les pays du Nord, de l'Allemagne et du Royaume Uni, où la pauvreté est stable ou croît avec l'âge. »

[Il est donc urgent d'y remédier, avec un nivellement par le bas que détaille le rapport] :

» LES CHOIX COLLECTIFS: Dépenses publiques et évolution démographique (pp. 194-198)

Il n'y a rien d'anormal à ce que les plus âgés absorbent une part importante des dépenses de protection sociale puisque... les retraites sont la contrepartie de cotisations passées. Néanmoins, la « générosité » de notre système de retraite a beaucoup reposé... sur un recours de plus en plus systématique aux déficits. Le vieillissement démographique rend la poursuite de cette tendance non soutenable pour les années à venir...

[Déjà] les plus âgés sont deux fois plus mis à contribution pour le financement de la protection sociale qu'il y a trente ans, notamment avec la création de la CSG..., avec la création de la contribution additionnelle de solidarité pour l'autonomie, l'imposition des majorations familiales de retraite, etc. »

« LES OPTIONS EN DEBAT: Identifier les leviers de réforme (pp.200-202)

Dans l'hypothèse d'un rééquilibrage des transferts publics des âgés vers les jeunes et les actifs, deux leviers peuvent être mobilisés:

– Le principal arbitrage concerne les dépenses de retraite, avec deux grandes options qui auraient des effets différenciés suivant les générations... Agir sur le niveau relatif des retraites, ce qui implique d'accélérer ou d'accroître l'érosion du niveau de vie relatif des bénéficiaires..., ou agir sur le nombre de retraités en continuant à retarder l'âge de départ ? Cette seconde option préserve le niveau de vie relatif des retraités mais pèse sur les actifs actuels.

– Une plus grande mise à contribution des plus âgés peut passer par une réduction des différences de taxation selon l'âge dans le système actuel sans en modifier la structure. [C'est, en clair, la surprenante proposition évoquée en introduction, ce qui n'exclue pas le reste...]. Elle peut aussi passer par une réforme plus profonde visant à transférer le financement des dépenses sociales du travail vers d'autres assiettes détenues par les plus âgés (ensemble des revenus, patrimoine).

Il est également envisageable d'accompagner une réorientation des transferts publics par une action visant à modifier – notamment par la fiscalité – les flux de transferts privés (aides familiales, donations, successions, développement du viager). »

[On comprend pourquoi Macron n'a jamais explicité pareils détails de cette brillante philosophie qui sous-tend le programme «En marche» !]

LVOG - Le programme de guerre de classe du néolibéralisme. Rien n'est à négocier, tout est à jeter.

4- Un manifestant proposait un modèle " Islandais "...j'adore !

Réponse d'un internaute :

5- L'Islande est à 42% de dépenses publiques contre 57% en France. Elle est classée 11ème sur l'échelle du libéralisme, nous 71. Il n'y a pas d'ISF.

Ils sont à 40h. Et il est classé 8ème pour le nombre de milliardaires par habitants.

6- J'ai passé mon après-midi en gilet jaune avec environ 70 personnes sur le rond-point à l'entrée de ma petite ville. Ambiance très sympa avec café, boissons et en-cas moyennant une participation libre sous une cahute de fortune. Tout le monde était représenté : jeunes, vieux, hommes, femmes, droite, gauche, centre et extrêmes des deux bords. Par contre aucun europhile ! Les gendarmes sont venus boire un coup et discuter pendant une bonne partie de l'après-midi. 90% des automobilistes avaient le gilet jaune sur la planche de bord et beaucoup klaxonnaient. Un seul mot d'ordre unanime : Macron dégage ! On remet ça lundi...

7- "Le capitalisme était considéré par les sociologues de son temps comme étant l'apogée du règne de la bourgeoisie, le fruit parvenu à maturité de la révolution bourgeoise. Et nous, de nos jours, nous ne saurions souscrire à cette opinion.

Il était entendu que le Socialisme viendrait après le capitalisme, et ceci même par des intelligences puissantes et pourtant peu favorables, comme Herbert Spencer.

Des décombres du capitalisme égoïste sortirait la fleur de l'histoire, la Fraternité des Hommes.

Au lieu de quoi, aussi consternant pour nous qui regardons en arrière que pour ceux qui vivaient à cette époque, le capitalisme, pourri jusqu'à l'os, accoucha de ce monstrueux rejeton, l'Oligarchie." J. London, Le Talon de Fer, 1908

8- Les abandonnés... abandonnés par les syndicats vendus qui les font tourner en rond pour rien, abandonnés par le PS avec ses combats de bobos (mariage gay, avenir de la planète).

[Ceci aussi explique cela.](#)

La France, recordman de la zone euro du travail précaire.

alternatives-economiques.fr - "Sus à la précarité ! La création d'un bonus-malus sur les contrats courts est sur la table des partenaires sociaux, qui discutent en ce moment des règles de l'assurance chômage. Rien d'étonnant à cela : la part des contrats à durée déterminée (CDD) dans l'emploi salarié a fortement augmenté en trente-cinq ans, passant de 6 % en 1982 à 12 % en 2017.

Si le contrat à durée indéterminée (CDI) reste la norme, les CDD représentent désormais 87 % des nouvelles embauches. La part des contrats d'une seule journée dans les CDD est passée de 8 % en 2001 à 30 % en 2017. Plus largement, les CDD de moins de trois mois représentent un peu plus de 5 % de l'emploi total. Un record à l'échelle de la zone euro." alternatives-economiques.fr

[Plus ils en rajoutent, plus le temps passe... et plus la détermination des masses va se radicaliser.](#)

- Christophe Castaner, conférence de presse, vendredi 7 décembre - "Ces trois dernières semaines ont fait naître un monstre qui a échappé à ses géniteurs." franceinfo 07 décembre 2018

Les Versaillais aux abois.

franceinfo 07 décembre 2018 - "C'est inacceptable" : la réponse de Marlène Schiappa à une figure des "gilets jaunes" qui appelle à investir l'Élysée samedi

Rentrer dans l'Élysée lors de la quatrième manifestation organisée par les "gilets jaunes", samedi. C'est l'objectif affiché par Eric Drouet, l'une des figures du mouvement et l'initiateur du blocage du 17 novembre.

François de Rugy et Marlène Schiappa ont vivement réagi, accusant ce représentant des "gilets jaunes" de vouloir "renverser le régime" et de s'attaquer à la République. "L'appel à marcher sur l'Élysée est inacceptable", a lancé Marlène Schiappa. "Votre but, c'est de renverser le président, le régime politique et non pas de porter des revendications ?" a, de son côté, lancé le ministre

de la Transition écologique. franceinfo 07 décembre 2018

- "Gilets jaunes": Le Drian "inquiet" pour la démocratie et les institutions - AFP 07.12

Les masses mobilisées sont apolitiques, indépendantes et les "gilets jaunes libres", pas leurs ennemis.

- "Gilets jaunes" : Marine Le Pen défend la Ve République - AFP 07.12

Regain d'odeur nauséabonde de l'Ancien Régime. Pour combien de temps encore ?

- «Le grand retour des domestiques dans la société française» - Le Figaro 02.12

Derrière la croissance des «services à la personne» se cache une vieille manœuvre de l'État pour masquer le chômage. Dont profitent les plus riches et qui creuse le fossé entre la France des élites et celle des précaires. Le Figaro 02.12

Ils n'y croyaient pas eux-mêmes.

"Ce ne sont pas des mesurette de pouvoir d'achat qui vont changer la donne" déclare un député LREM au sujet des annonces d'Édouard Philippe - franceinfo 07.12

Voie sans issue.

- Le pouvoir d'achat, issue de secours du gouvernement - Liberation.fr 07 décembre 2018

L'exécutif a exhorté les entreprises à faire un geste sur les salaires. Une prime ponctuelle à la veille de Noël qui est loin de répondre aux attentes. Liberation.fr 07 décembre 2018

Achevons-les !

- "Nous avons mis un genou à terre, maintenant tout le monde va vouloir nous appuyer sur la tête" : l'inquiétude des élus de la majorité - franceinfo 07 décembre 2018

C'était samedi 8 décembre.

- Gilets jaunes : 125 000 manifestants, plus de 1 300 interpellations - euronews 09.12

Après une matinée relativement calme, des heurts ont éclaté dans l'après-midi à différents endroits de la capitale mais aussi en province, notamment à Bordeaux, où le défilé de plusieurs milliers de participants, d'abord pacifique, a dégénéré en fin de parcours.

Des heurts violents se sont également produits à Toulouse, où plusieurs milliers de personnes refoulées hors du centre-ville à coups de gaz lacrymogènes ont érigé et incendié des barricades.

A Paris, des voitures ont brûlé, des boutiques ont été pillées, mais dans une proportion moindre que le samedi précédent et parfois sous les cris de réprobation de "gilets jaunes".

Bientôt l'apaisement ?

La colère se cristallise sur la question du pouvoir d'achat et contre le président français Emmanuel Macron, qui doit s'exprimer lundi. euronews 09.12

La situation leur échappe.

- "Gilets jaunes": Pas de coup de pouce général au smic, dit Pénicaud - Reuters 09.10

[Mobilisation générale pour abattre le régime et prendre le pouvoir - Acte V.](#)

- À peine "l'acte IV" terminé, certains gilets jaunes lancent déjà un "acte V" - Le HuffPost 9 décembre 2018

Pour certains, ils ne lâchent rien. Un événement a été créé sur Facebook appelant à un "acte V" du mouvement des gilets jaunes, le samedi 15 décembre. "Macron n'entend toujours pas notre message", peut-on lire sur la page du réseau social dédiée. "Son objectif ? Qu'on abandonne...Notre réponse : On ne lâchera #RIEN!".

Pour l'heure, il compte 15.590 personnes, dont 2600 participants et près de 13.000 "intéressés", ce dimanche 9 décembre. Dans la discussion de ce même événement, certains gilets suggèrent donc de "paralyser Paris" ou encore de "couper les réseaux électriques" le weekend prochain.

D'autres événements de ce type ont été créés comme "ACTE 5: Macron Démission", qui totalise de son côté 3228 participants et plus de 22.000 "intéressés" et s'accompagne d'une flopée de revendications. Un autre est intitulé "Acte 5 Référendum Macron Démission" et suggère une "manifestation pacifiste des gilets jaunes sur Porte d'Orléans", dans le 14^e arrondissement parisien. On dénombre ce dimanche dix événements comportant les mots-clés "acte 5", ce dimanche. Le HuffPost 9 décembre 2018

En désespoir de cause, l'union nationale avec sa majesté... en vain !

- Gilets jaunes : Macron lance une grande concertation à l'Élysée lundi - leparisien.fr 09 décembre 2018

Mis hors-jeu ces dernières semaines par le mouvement des Gilets jaunes, les partenaires sociaux vont revenir dans la partie. Les cinq syndicats représentatifs (CGT, CFDT, FO, CFE-CGE et CFTC), ainsi que trois organisations patronales (Medef, CPME et U2P), seront reçus lundi à 10 heures par Emmanuel Macron à l'Élysée. Une sorte de sommet social, décidé ce dimanche matin et confirmé en milieu d'après midi, qui doit durer trois heures.

Les représentants d'associations d'élus, mais aussi les présidents du Sénat, Gérard Larcher, de l'Assemblée nationale, Richard Ferrand, et du Conseil économique, social et environnemental (CESE), Patrick Bernasconi, sont également conviés.

Selon l'Opinion, le chef de l'Etat, qui a jusque-là toujours refusé d'accueillir des représentants des Gilets jaunes à l'Élysée, veut leur « présenter les mesures » qu'il a l'intention d'annoncer aux Français, lundi soir selon nos informations.

L'Élysée évoque davantage une concertation. « Le président de la République a souhaité réunir l'ensemble des forces politiques, territoriales, économiques et sociales dans ce moment grave que traverse la Nation, afin d'entendre leurs voix, leurs propositions et avec pour objectif de les mobiliser pour agir », précise ainsi le palais présidentiel. (Le roi détenant le pouvoir absolu invite ses sujets à se plier à sa volonté ou à appliqué les mesures qu'il a adoptées. On se croirait revenu à l'Ancien régime ! - LVOG) leparisien.fr 09 décembre 2018

C'est comme cela que le Capet a perdu sa tête. Non, il l'aurait perdu tout de même !

- Gilets jaunes : «C'est trop tard, il fallait parler avant» - liberation.fr 9 décembre 2018

La prise de parole du Président, prévue ce lundi soir, intéresse peu les personnes mobilisées que «Libération» a rencontrées. Elles ne s'attendent pas à des mesures spectaculaires et assurent vouloir continuer le mouvement.

A Grenoble «Cette AG, c'est une nouvelle étape»

Après leur manifestation réussie dans le centre-ville de Grenoble - plus de 2 000 personnes et un premier dialogue direct avec le préfet de l'Isère -, les gilets jaunes isérois se sont retrouvés dimanche pour une longue assemblée générale dans une salle associative. Une première pour le mouvement qui n'avait jusque-là connu que des AG en plein air et peu structurées.

Plus d'une centaine de participants, femmes, hommes, jeunes et vieux, de tous milieux sociaux, ont débriéfé la journée de la veille, tenté d'en tirer des leçons, émis des idées, poussé des coups de gueule. Une discussion chaotique parfois, brouillonne faute de méthode et d'habitudes. Des flots de paroles, d'émotions, d'engagement, avant que l'AG ne finisse par se structurer en groupes de travail étonnamment efficaces : actions, revendications, organisation, communication et démocratie interne.

De Macron et de sa prise de parole, il n'a pas été question une seule fois. Cédric Trivella, l'un des porte-parole locaux, n'est pas étonné : «On n'attend rien du Président. Ça aurait été différent s'il était venu parler au peuple dès le départ. Tant qu'il ne comprendra pas qu'il doit lâcher bien plus que des miettes, on continuera.» De fait, la question de la poursuite du mouvement ne se pose pas : la détermination semble inoxydable. La pérennité des points d'ancrage des gilets jaunes sur le territoire (barrages filtrants de ronds-points et de péages) n'est pas abordée : elle va de soi pour chacun car elle est le fait de petits groupes locaux autonomes. L'AG acte en revanche une nouvelle structuration et une montée en puissance, au-delà de ces actions de base.

Le programme de la semaine est bientôt calé, avec comme axe principal «de rassembler au maximum tous ceux qui galèrent, d'aller les aider et de ramener du monde sur les actions à venir», résume Nadège. Concrètement, des rendez-vous sont fixés pour aller à une assemblée générale organisée par des étudiants et au contact des précaires, à l'entrée des services sociaux. L'autre axe est d'agir sur le terrain «des rupins», dans les quartiers favorisés de l'agglomération, et aussi de cibler les députés LREM locaux.

Deux axes principaux de revendications émergent : pouvoir d'achat et démocratie. Au-delà de la lutte contre les taxes, socle commun, «le smic, les minima sociaux et les retraites doivent être revalorisés, c'est une urgence matérielle». Sur la démocratie, le référendum d'initiative citoyenne fait l'unanimité, mais «ça n'est pas assez». Une revendication «plus importante et ambitieuse» ne tarde pas à tomber : «Démission du gouvernement et convocation d'une assemblée constituante.» Personne ne tremble à ces mots : «Cette AG est une nouvelle étape, importante : on prend du recul, on se structure et on veille à rassembler tout le monde. On veut passer à plus gros», résume posément Cédric Trivella.

A Nice «Il y a eu Louis XIV, François 1er, et Macron»

Chaque fois, elle demande une hausse du smic et des pensions, la suppression de la CSG pour les retraités, le rétablissement de l'ISF. «On avance et on ira jusqu'au bout», assure-t-elle. Ce ne sont pas les quatre semaines de lutte, les annonces gouvernementales, les violences parisiennes et la faible mobilisation ce dimanche matin qui entameront sa détermination. «Oui c'est long, oui on est fatigués. Mais on ne baissera pas les bras.» Elle replace le gilet jaune sur le dos de son chien. «Macron à la télévision ? Je ne le regarderai pas. J'aurai les échos, c'est largement suffisant . Il se prend pour un roi. Il y a eu Louis XIV, François 1er et Macron. Et nous, le peuple, on est taxés pour payer leurs privilèges.» Caroline perçoit une pension d'invalidité. Avec les allocations logements, elle dispose de 900 euros de revenus par mois.

Jean-Pierre n'a pas plus envie de «faire de l'audience à Macron». Cet ambulancier lira les annonces sur les réseaux sociaux: «S'il assumait, il l'aurait déjà fait. C'est trop tard maintenant. Il fallait parler avant.» Depuis plusieurs semaines, il planche sur un manifeste intitulé «Si j'étais président» : «Nous sommes arrivés au bout de notre Ve République agonisante et il faut que la prochaine soit vraiment différente», écrit-il. Entre un logo de la France et un coq tricolore, il demande pêle-mêle la suppression de la redevance télé, de la fiscalité, des charges sur les salaires, des frais de succession.

En Seine-et-Marne «Notre détermination s'est renforcée» liberation.fr 9 décembre 2018

Ils osent tout. Bienvenue chez les faussaires.

Un sondage a été réalisé pour LREM par l'Institut Ipsos.

Le HuffPost le 9 décembre 2018 s'emballa : "les résultats sont remarquables: en cas de participation d'une liste de gilets jaunes au scrutin, celle-ci se placerait immédiatement en quatrième position avec 12% des voix, certes loin de LREM (21%), mais au coude à coude avec le Rassemblement national (14%), les écologistes (13%), les Républicains (11%) et la France insoumise (9%)."
Le HuffPost le 9 décembre 2018

La répression préventive, c'est la liberté.

Le HuffPost le 8 décembre 2018 exalte : "Avant la tombée de la nuit ce samedi 8 décembre, le ministère de l'Intérieur a paru remporter son pari en adaptant sa stratégie de maintien de l'ordre"

"La priorité donnée aux interpellations a montré sa capacité dissuasive", a salué Christophe Castaner.

Sur la bases de réquisitions du procureur de la République de Paris qui a permis la fouille des sacs et des coffres de voitures, plus de 500 personnes avait été interpellées à la mi-journée pour éviter qu'elles ne se laissent aller à de la casse. Ce chiffre était alors supérieur à celui enregistré pour toute la journée du 1er décembre.

Ces arrestations que l'on peut quasiment considérer comme préventives ont permis d'avoir une matinée calme dans la capitale, y compris sur les Champs-Élysées...

Le HuffPost, le Washington Post français porte-parole de l'oligarchie :

- "il est difficilement envisageable que ce type de samedi ne se reproduise chaque semaine"

Le HuffPost encourage Macron à ne rien céder sur le plan politique :

Jean-Luc Mélenchon, il estime que le chef de l'Etat est "au pied du mur". "Il faut trouver une solution politique en dépit du fait qu'il

a déjà cédé sur un point très important. La dissolution se rapproche comme une issue raisonnable", veut croire le leader de la France insoumise. Au regard de cette journée de samedi, Emmanuel Macron peut espérer néanmoins ne pas avoir à en arriver là. Le HuffPost le 8 décembre 2018

Non mais franchement, qui espère qu'il dégage ainsi que les cloportes de LREM ?

Le roi a dit "**je veux**", les masses laborieuses disent : Nous voulons !

- Le président s'est voulu concret, répétant «Je veux» à l'envi. Comme pour redonner du lustre à son autorité. Le Figaro 11.12

Faites tomber les masques. Qui a osé dire ?

Après les mesures annoncées par Macron, primes de fin d'année, suppression de la hausse de la CSG.

- "*Il faut tout de suite un débat, pas dans trois mois*".

Réponse : Eric Coquerel, député LFI.

Débattre avec qui, avec Macron, Philippe, etc. Vous saisissez à qui vous avez affaire avec Coquerel et ses semblables de LFI ? De fieffés salopards !

A l'issue de la rencontre des dirigeants syndicaux avec Macron.

- "*Il nous a écoutés, on verra ce soir s'il nous a entendus*". AFP 10.12

Réponse : Le secrétaire général de FO, Yves Veyrier.

Savez-vous à quoi on reconnaît les traîtres ou les charlatans parmi nous ? A cette expression "*on verra*" ce qu'il va faire, ce qu'il va décider, etc. c'est comme s'ils attendaient les ordres de leur maître. Vous vous souvenez, n'est-ce pas, on avait entendu cela pendant des semaines et des mois après l'élection de Hollande ?

Dans quel camp combattent-ils ? Ejectés par les travailleurs, "**remis en selle par Macron**".

- À l'issue de leur entretien à l'Élysée, tous se sont félicités de se voir ainsi remis en selle après avoir eu l'impression d'être tenus à l'écart après l'élection de 2017. Le Figaro 10.12

Il semble seulement ou c'est une certitude ? Dites donc dans quel monde vivez-vous, qui représentez-vous ?

- "*Les quelques mesures ne semblent pas suffisantes pour répondre à la colère qui s'est exprimée et qui reçoit un soutien fort de la part des Français*."

Réponse : Le porte-parole du syndicat Solidaires, Eric Beynel. Libération 10 décembre 2018

Quels "*Français*" ? Les Français, connaît pas cette classe.

LFI. Une "**surprise**" ? Pas vraiment. Dis-moi qui te finance et je te dirai qui tu es ou pour qui tu roules.

La candidate tête de liste surprise, Manon Aubry, nouvelle figure chez les Insoumis. Issue de la société civile (de l'ONG Oxfam), elle est à, 29 ans, un des coups de poker de LFI pour le scrutin à venir. Le Figaro 10.12.

Oxfam, Qu'est-ce que c'est ?

https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2018/02/13/oxfam-portrait-d-un-geant-de-l-humanitaire_5256233_4355770.html

Le Monde 13.02.2018

Elle dispose d'un secrétariat international à Oxford et de « bureaux de plaidoyer » (lobbying) à New York, Washington, Bruxelles, Genève...

Près de la moitié des ressources d'Oxfam dépend de financements publics.

Ces chiffres représentent les ressources financières consolidées de l'ensemble de la confédération Oxfam, soit un total d'environ 1 milliard d'euros pour l'exercice allant du 1er avril 2015 au 31 mars 2016.

<https://www.oxfamfrance.org/nos-finances/>

Subventions et autres concours publics :

Cette rubrique comprend les financements de la Coopération suédoise (sur la transparence financière des banques), du ministère des Affaires Etrangères et du Développement International (Centre de Crise) et de l'Agence française pour le Développement, ainsi que des collectivités territoriales pour le Trailwalker et le Wintertrail Oxfam.

Autres fonds privés :

Ce poste comprend aussi le financement de fondations privées comme la Fondation Gates (sur l'accès à la santé et l'efficacité de l'aide publique au développement), la Charity Aid Fondation et la Fondation Ensemble.

Charity Aid Fondation.

Une banque anglaise orientée vers... les Etats-Unis !

Leur documentation fait l'éloge de la philanthropie qui pue à plein nez l'optimisation fiscale ou la défiscalisation...

This new report provides the in depth analysis to complement Rules to Give By: A Global Philanthropy Legal Environment Index, which profiles the basic rules that underpin philanthropy in all 193 UN recognised nations. Like that report, which was produced in conjunction with Nexus and McDermott, Will & Emery LLP, Donation States benefited hugely from pro bono legal support through Trustlaw – an award winning initiative by the Thomson Reuters Foundation – through which we were able to work with DLA Piper, Doulah & Doulah, General Electric Company, and Grünkorn & Partner Law Co., Ltd.

(Source : <https://www.cafonline.org>)

LVOG - Si en plus ils sont sponsorisés par des multinationales, c'est forcément "*légal*" et au-dessus de tout soupçon !

Fondation Ensemble .

Créée et dirigée par Gérard Brémond, président du groupe Pierre & Vacances-Center Parcs. Fortune estimé par Challenge en 2018 : 129 M€

Le PDG-fondateur conserve 40% du groupe Aparthotels Adagio avec le groupe Accor, n°1 européen des résidences de tourisme, avec plus de 45.000 appartements et cottages (CA : 1,4 milliard). (<https://www.challenges.fr>)

Partenaires – Réseaux

- Admical - Association fondée pour promouvoir le mécénat d'entreprise
- L'EFC (European Foundation Centre)
- Centre Français des Fondations (CFF)
- Club du Rond-point - Madame Délia Brémond, Présidente déléguée de la Fondation, est membre de ce club qui regroupe plusieurs fondateurs/fondatrices de fondations familiales françaises.

Plus une floppée d'organisations... dont Oxfam.

Source : <https://www.fondationensemble.org>

Ces bailleurs privés sont la troisième source de financement d'Oxfam France...

<https://www.oxfamsol.be/fr/propos-doxfam/transparence-et-finance>

D'où proviennent les fonds d'Oxfam ?

Subsides : qui sont les principaux bailleurs de fonds ?

L'Union européenne

Le gouvernement fédéral belge - CTB

Le gouvernement wallon

La Communauté française

Le Gouvernement flamand

Les provinces du Brabant wallon, du Brabant flamand, d'Anvers, de Flandre occidentale et de Liège

Certaines communes belges

Combien gagne le secrétaire général d'Oxfam-Solidarité ?

Eva Smets est la secrétaire générale d'Oxfam-Solidarité.

Salaire : 4.757,08 € brut par mois

Avantages : chèques-repas + 13e mois

LVOG - Ne pas oublier les chèques-repas ! Est-ce que Manon Aubry et les élus de LFI en ont au moins ?

[Le roi a parlé, place à la plèbe !](#)

- Macron : une allocution suivie par 21 millions de téléspectateurs - Le Figaro 11 décembre 2018

L'allocution présidentielle était très attendue par les citoyens français. Elle a donc été très suivie. Même très très suivie puisque plus de 21 millions de téléspectateurs étaient devant leur écran de télévision. Macron : une allocution suivie par 21 millions de téléspectateurs

Le discours d'Emmanuel Macron était retransmis en direct sur les chaînes historiques TF1, France 2 et même M6, mais aussi sur les chaînes d'info (BFMTV, CNews, LCI et Franceinfo) et sur toutes les radios généralistes.

- "Gilets jaunes" : pourquoi l'augmentation du smic promise par Macron n'en sera pas vraiment une

- Franceinfo 11 décembre 2018

Lors de son allocution, le chef de l'Etat n'a pas prononcé les mots "prime d'activité". C'est pourtant bien la revalorisation de cette prime qui se cache derrière "l'augmentation de salaire" évoquée par Emmanuel Macron.

Pour répondre aux «gilets jaunes», le président de la République a présenté un panel de mesures lors d'une allocution télévisée, ce lundi soir. Elles n'ont globalement pas convaincu.

L'Acte V dans la capitale devrait bien avoir lieu samedi. L'appel à manifester à Paris, qui avait été de nouveau lancé ce week-end, a été renouvelé dès la fin de l'allocution du chef de l'État. Sur son site, et sitôt le discours achevé, Éric Drouet, l'un des porte-parole les plus déterminés du mouvement, a réagi pour que les «gilets» maintiennent la pression. Après quelques lignes contre Emmanuel Macron - «cet homme» qui, dit-il, «nous méprise depuis le début» et qui «nous a ignorés pendant cinq semaines» -, Éric Drouet finit par : «À tous je vous dis à samedi.»

Ces treize minutes, qui n'ont pas calmé la colère des plus virulents, n'ont pas davantage satisfait les plus modérés, à l'instar de Benjamin Cauchy. Le fondateur des «gilets jaunes libres» témoigne sans détour de sa déception, en parlant de «mesurettes» qui ne vont en rien, dit-il, modifier le cap politique d'Emmanuel Macron. Preuve pour lui que ce dernier reste inflexible, l'impôt sur la fortune est maintenu. «En préservant l'ISF, il reste donc le président des riches et il s'enferme dans sa stratégie politique», dénonce-t-il en demandant que le président soumette «cette stratégie» au peuple par référendum. Cette demande de consultation de la population s'est depuis largement répandue parmi les «gilets jaunes».

Sur le terrain, c'est la colère qui l'emporte, mêlée à une déception à laquelle beaucoup s'attendaient. À Montauban, notamment, une partie des «gilets jaunes» étaient tellement persuadés d'être déçus qu'ils avaient décidé de boycotter le discours.

Finalement, sur un rond-point du nord de la ville, les 300 contestataires présents se sont ravisés. Peu avant 20 heures, ils se sont tous agglutinés autour d'une voiture ouverte et ont fait hurler la radio pour écouter l'allocution. Le verdict est sans appel.

«Ces annonces sont largement insuffisantes. Cent euros d'augmentation du Smic, c'est rien», lâche Christophe Torrent, l'un des membres actifs de la contestation. Ce salarié dans l'événementiel fait partie des nombreux militants qui ne se contentent plus des seules revendications sociales. La colère, qui a grandi dans le pays, a forgé des revendications politiques, et lui aussi

exige l'organisation d'un référendum portant sur le pouvoir d'achat. Comme beaucoup, il demande aussi la destitution d'Emmanuel Macron. En prévision de ces annonces insatisfaisantes, ces «gilets jaunes» avaient d'ailleurs, dès lundi, durci le mouvement en recourant de nouveau au blocage total. Des camions ont été empêchés de quitter les dépôts de grandes enseignes. Et déjà, avant même l'allocution, plusieurs manifestants commençaient à s'organiser pour un départ à Paris samedi.

Au Puy-en-Velay, c'est le rejet pur et simple de ces annonces. Après avoir écouté ces 13 minutes, les «gilets jaunes» ont aussitôt sorti leur calculatrice pour tenter d'y voir clair. «Cent euros, c'est du brut, du net?» interroge Michel Arnal, l'une des figures de la contestation dans la ville. «Le compte n'y est pas», tranche-t-il en relayant la pluie de réactions aussitôt tombées sur le site Internet des «gilets jaunes» du coin. Une bourrasque de critiques. «Ils sont tous remontés! Ils voulaient des mesures fortes, et c'est insuffisant», dit encore Michel Arnal qui évoque la prime versée par les employeurs. «Une prime optionnelle! Je suis chauffeur routier et je peux vous dire que mon patron n'en accordera pas», affirme-t-il en annonçant un durcissement des actions. En lieu et place des barrages filtrants, ce sera dorénavant «du blocage pur et dur». Conscient que les forces de l'ordre sont à bout, ce chauffeur routier déçu ne faiblira pas: «Ils nous taperont peut-être dessus, mais on restera mobilisés.»

Ce sentiment de ne pas avoir été entendu est largement partagé. «Les petits vont continuer à payer», déplore Nathy, cette jeune femme qui tient les barrages à Lorient depuis le début du mouvement. Elle s'étonne d'ailleurs que les «gilets jaunes» n'aient pas été une seule fois mentionnés dans l'allocution du président.

Sur certains ronds-points, on y chante l'internationale. Franceinfo et lefigaro.fr 11 décembre 2018

- Le discours d'Emmanuel Macron ne calme pas les blocages en région Le Figaro 11 décembre 2018

Semaine complexe pour le gouvernement: au lendemain des annonces d'Emmanuel Macron pour le pouvoir d'achat, lundi, qui n'ont pas calmé la colère de l'opposition, une série de grèves est prévue ces prochains jours, dans les Chambres de commerce et d'industrie (CCI), ce mardi, chez les lycéens, l'UNL ayant appelé à un «mardi noir» soutenu par des «blocages» et des «occupations». En parallèle, les agents du Centre des finances publiques ont débuté une grève, effective du 9 au 31 décembre. Ces mouvements nationaux se doublent de rassemblements et de blocages, à l'échelle locale, comme depuis trois semaines. » LIRE AUSSI - Salaires, diplômés, déserts médicaux... quatre cartes qui expliquent le mal-être des «gilets jaunes»

- Auvergne-Rhône-Alpes. Les blocages ont été reconduits dans plusieurs communes, dont Saint-Beauzire, dans le Puy-de-Dôme, Saint-Michel-de-Maurienne, en Savoie ou à Lavilledieu, en Ardèche. Les habitants n'ont visiblement pas été convaincus par les annonces du Président de la République, hier soir. Plusieurs «gilets» interrogés par La Montagne ont ainsi promis qu'ils allaient «continuer» les mobilisations, par exemple à Creuzier-le-Neuf, Voreppe ou Vichy. Des perturbations sont aussi relevées par Vinci sur l'A89 (Thiers, Tarare).

- Bourgogne-Franche-Comté. Une assemblée générale aura lieu ce soir à la salle des fêtes du Magny, à Montceau-les-Mines, afin de déterminer des suites à donner au mouvement, au lendemain des annonces d'Emmanuel Macron. » Suivez notre direct sur la réponse du gouvernement aux revendications des «gilets jaunes»

- Hauts-de-France. Ce matin, des ronds-points restent occupés dans plusieurs sites, selon France 3, comme Calais, Douai ou Dunkerque. Bison Futé rapporte également des barrages filtrants dans la région, comme sur l'A2, dans le sens ouest-est entre Paris et la Belgique, au nord de Valenciennes. Un autre barrage est prévu aujourd'hui au niveau d'Avesnes-sur-Helpe, ainsi qu'à Marle.

- Normandie. La mobilisation reste visible en Normandie, dont à Mauquenchy ou à Lisieux, où les «gilets jaunes» ont promis de «continuer le combat». »

- Bretagne. Selon France Bleu, tôt ce matin, des blocages ou filtrages ont été organisés devant les lycées, notamment à Châteaulin, Quimper ou Brest. De plus, le blocage de l'Université Rennes II a été reconduit hier, et sera donc effectif aujourd'hui encore. Les mobilisations devraient également continuer à Brest, Mellac, Ploubezre ou encore Pontivy. Pour l'heure, Vinci autoroutes ne constate aucun ralentissement sur son réseau dans la région.

- Pays de la Loire. Vinci Autoroute rapporte plusieurs manifestations organisées au niveau des péages de la région, dont à Chemillé-en-Anjou, ou à Boufféré. Hier soir, peu avant minuit, Bison futé relevait également une manifestation en cours sur l'A81, à l'ouest de Laval, entre Le Mans et Rennes, au niveau de La Gravelle.

- Nouvelle-Aquitaine. Là encore, les «gilets jaunes» organisent plusieurs manifestations dans la région, et sont présents aux péages, ainsi que sur les péages de Marmande et Langon, entre Bordeaux et Toulouse. Ce matin, sur le réseau Cofiroute, Vinci relève une manifestation sur l'A10, à la sortie de Châtelleraut Nord. De même, des perturbations sont visibles sur l'A62, au niveau de Langon, tout comme sur l'A63, à Capbreton. Hier soir, la situation s'est tendue dans la commune de Guéret, dans la Creuse: selon La Montagne, une manifestation d'agriculteurs a mal tourné, et des face-à-face ont eu lieu entre les CRS et les manifestants jusqu'à 21h environ. Le quotidien rapporte qu'un membre du syndicat des jeunes agriculteurs de la Creuse a été hospitalisé. De plus, la préfecture des Landes, à Mont-de-Marsan, a été murée hier soir par des «gilets jaunes». » LIRE AUSSI

- Macron annonce un coup de pouce aux «smicards»... qui était déjà dans son programme

- Occitanie. Des «gilets jaunes» ont été vus au péage, à l'est de Tarbes, entre Saint-Gaudens et Bayonne. A Toulouse, une manifestation est également prévue par les lycéens, en réponse à l'appel national de l'UNL. Elle partira de la place Arnaud-Bernard, à 14h, et plusieurs organisations syndicales s'y joindront. Vinci fait également état de perturbations, ce matin, sur l'A20, au niveau d'Aussonne, ainsi que sur l'A61, notamment au niveau de Carcassonne et de Castelnaudary, ou encore sur l'A64 (Tarbes, Tournay). Les manifestants occupent également le péage de Cressensac, au sud de Brive-la-Gaillarde et sont présents à Valence d'Agen comme à Castelsarrasin. L'A9 est aussi ralentie, au niveau d'Agde, Sète, Narbonne et Perpignan.

- Provence-Alpes-Côte-d'Azur. Vinci décrit plusieurs manifestations le long de l'A7, entre l'Auvergne-Rhône-Alpes et la Provence-Alpes-Côte-d'Azur (Tain, Loriol, Montélimar, Bollène, Avignon, Orange), ainsi que de plusieurs autres routes, comme l'A87 (Chemillé, en Pays de la Loire). Selon Vinci autoroutes, «un filtrage est toujours en cours» au niveau de La Barque, sur l'A8, rallongeant le temps de trajet entre Aix-en-Provence et Nice. De même, des manifestants sont aussi présents, comme depuis plusieurs jours, à Bandol, Manosque, Auriol ou encore Fréjus. Var Matin relève aussi des manifestants au péage du Muy et rappelle que le tunnel de Toulon est ralenti. Le Figaro 11 décembre 2018

En complément

- Une ébullition généralisée assez inédite mais pas forcément favorable au président de la République, malgré les annonces de la revalorisation du SMIC et de l'annulation de la hausse de la CSG pour les retraités les plus fragiles.

Pourtant, comme le laissait présager le titre de la vidéo de Maxime Nicolle, la majeure partie des réactions sont hostiles au président de la République et à son discours. Huffington Post 11 décembre 2018

- Guillaume Peltier, vice-président de LR: "Quand on proposera une hausse des salaires, entre autres, du SMIC à la condition que ce soit pas les entreprises qui payent, je voterai pour" (sur BFMTV) AFP 11 décembre 2018

[Répression aveugle, intimidation et manipulation n'y feront rien.](#)

- Comparutions immédiates - Liberation.fr 11 décembre 2018

Au tribunal correctionnel de Paris lundi, les personnes arrêtées préventivement ou en marge des rassemblements de samedi se sont succédé à la barre.

Comme la semaine dernière, le défilé continue. Des provinciaux, la trentaine, mâles, courte barbe, fumeurs de joints occasionnels, casier judiciaire pas toujours vierge. Tous poursuivis en comparution immédiate devant le tribunal correctionnel de Paris. Une caricature de prévenus loin de la figure de militants d'extrême droite ou gauche, l'accusation leur reprochant une «participation à un groupement formé en vue de commettre des violences ou des dégradations». Comme si, une fois de plus, les forces de l'ordre avaient manqué leurs cibles véritables. Liberation.fr 11 décembre 2018

- Y aura-t-il un mardi noir dans les lycées? - Le HuffPost 10.12

Le mouvement ne faiblit pas. Alors que la France vit un mouvement de grogne populaire considérable avec la protestation menée par les gilets jaunes, un autre mouvement est apparu en parallèle: celui des lycéens.

Depuis une dizaine de jours maintenant, ils réclament la suppression d'une série de mesures annoncées par le gouvernement, et pour certaines déjà mises en œuvre, comme Parcoursup (la procédure qui donne accès aux études supérieures), la réforme du bac ou la mise en place du service national universel (SNU). Certains exigent également le développement et la gratuité des transports en commun pour "contribuer à la transition écologique". Et le mouvement ne devrait pas faiblir.

Ce lundi 10 décembre, 450 lycées étaient perturbés, dont 50 bloqués, selon le ministère de l'Éducation. "On se rapproche en fait des chiffres de jeudi dernier", a précisé le ministère. Un peu plus de 10% des lycées français sont concernés lundi par ces blocages, barrages filtrants ou rassemblements.

Cinq sites universitaires sont restés fermés lundi (Paris 1-Tolbiac, Paris 3-Censier, Nanterre, Rennes-2 et Avignon), selon le ministère de l'Enseignement supérieur. Le HuffPost 10.12

- Réforme de la justice Des centaines d'avocats en grève et en colère - Liberation.fr 11.12

«Justice en danger, avocats en colère» : les robes noires ont bloqué lundi des tribunaux à Rouen, Nice et en Ile-de-France pour dénoncer une réforme de la justice qui «porte atteinte aux droits des justiciables».

L'examen du projet de réforme de la justice est actuellement en cours de discussions à l'Assemblée nationale, qui a déjà voté plusieurs mesures dont la fusion controversée des tribunaux d'instance et de grande instance. A Rouen, par exemple, 130 avocats ont barré l'entrée du palais de justice pour empêcher les transferts de détenus, selon le bâtonnier. Liberation.fr 11.12

Les jaunes au secours de Macron et LREM.

- Le gilet jaune Hayk Shahinyan annonce une liste aux européennes - Le HuffPost 11 décembre 2018

La conversion politique du mouvement spontané des gilets jaunes vient de passer un cap. Sur le plateau de franceinfo ce lundi 10 décembre après les annonces faites par Emmanuel Macron pour tenter de désamorcer la crise, l'un des représentants de la mobilisation, Hayk Shahinyan, a annoncé sa volonté de présenter une liste aux élections européennes 2019.

"La fracture actuelle ne va pas disparaître du jour au lendemain et je suis certain qu'avec les réformes qui vont arriver sur la table, ce mouvement va perdurer. Nous sommes en train de nous organiser. Nous allons présenter une liste aux Européennes, nous avons envie d'investir le champ politique", a déclaré celui qui a fondé l'association Gilets Jaunes le Mouvement, embryon de parti politique. Le HuffPost 11 décembre 2018

Le communautarisme réactivé ou au secours de Macron et LREM.

- «Immigration» et «identité nationale» : le débat que veut ouvrir Macron irrite déjà - LeParisien.fr 11 décembre 2018

« Je veux aussi que nous mettions d'accord la nation avec elle-même sur ce qu'est son identité profonde, que nous abordions la question de l'immigration. Il nous faut l'affronter », a déclaré le président.

La mention, qui reste encore vague, suscite déjà l'inquiétude de plusieurs personnalités, qui craignent de voir le débat autour de la hausse du coût de la vie - au cœur des revendications des Gilets jaunes - détourné. v

- Macron ne vise pas les européennes puisqu'il n'a rien à craindre de ce côté-là, mais le mouvement actuel qu'il doit briser coûte que coûte...

Seconde partie.

Totalitarisme et gouvernance mondiale. Pacte mondial sur les migrations.

Voilà ce que la gauche et l'extrême gauche nous appellent à cautionner, nous nous y opposons catégoriquement.

- Finalité du Pacte mondial sur les migrations par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 7 décembre 2018

Alors que sept États ont déjà refusé de signer le Pacte mondial pour les migrations, prétendument rédigé dans leur intérêt, Thierry Meyssan revient sur l'histoire de ce document et sur la philosophie de ses auteurs : celle de Karl Popper et du sans-frontérisme.

par Thierry Meyssan

Les États membres des Nations unies sont appelés à approuver le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, lors de la conférence de Marrakech à l'occasion du 70ème anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Le but de ce pacte, selon la Représentante spéciale du secrétaire général, Louise Arbour, est de faciliter le transfert vers les pays riches de travailleurs en provenance des pays pauvres. « Les données démographiques laissent penser que s'ils veulent maintenir leurs niveaux économiques actuels ou même développer leur économie, [les pays riches] vont devoir recevoir des travailleurs étrangers bien formés pour répondre aux demandes du marché du travail », a-t-elle déclaré. Selon le service de presse des Nations unies, il s'agit de « réguler les migrations de manière [à ce] qu'elles fonctionnent pour tout le monde ».

L'Allemagne fut le premier État à appliquer cette politique. Elle ainsi reçut en 2015 plus d'un million de migrants, dont certains venus de Syrie [1]. Cependant, deux ans plus tard, elle ne parvint pas à les intégrer. L'opposition populaire à cette migration massive a conduit la chancelière fédérale, Angela Merkel, à annoncer la fin de sa carrière.

La démarche du secrétariat général des Nations unies est actuellement rejetée par 7 États « riches » : l'Autriche, la Croatie, la Hongrie, la Lituanie, la République tchèque, la Slovaquie et la Suisse. D'autres États pourraient également la refuser, notamment la Belgique, la Bulgarie et l'Italie.

Selon le chancelier autrichien Sebastian Kurz, dont le pays représentait l'Union européenne lors des négociations de New York, mais qui s'oppose au texte, sa philosophie est d'abroger les distinctions entre les différents types de migrants (légaux et illégaux ; économiques, humanitaires et politiques). Par conséquent, le pacte aura des implications immédiates en matière de droits sociaux, aussi bien sur le territoire de l'État hôte que lors de reconduites à la frontière.

Le texte trouve son origine dans l'appendice 2 de la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants préparée sous la direction de Peter Sutherland [2]. Cette haute personnalité avait déclaré, le 21 juin 2012, lors d'une audition à la Chambre britannique des Lords, que tout individu doit avoir la possibilité d'étudier et de travailler dans le pays de son choix, ce qui est incompatible avec toutes les politiques de restriction des migrations ; et que les migrations créent une dynamique cruciale pour le développement économique quoi qu'en disent les citoyens des pays d'accueil. Par conséquent, concluait-il, l'Union européenne doit saper l'homogénéité de ses nations [3].

Le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières ne comporte aucune mesure s'imposant aux États ou limitant directement leur souveraineté. Il procède de la méthode chère aux adeptes de Karl Popper —le penseur de la « société ouverte » et du « sans-frontérisme »— de proclamer des droits (non pas au sens de « droits positifs », mais de « droits créances ») dont la mise en œuvre par des recours juridiques s'imposera aux législations nationales, plus ou moins vite selon leur système juridique. C'est cette stratégie particulièrement efficace dans le droit anglo-saxon. Elle est ainsi appliquée par l'ONG Pueblo sin fronteras (financée par le spéculateur George Soros) qui organise des caravanes de migrants à travers l'Amérique centrale, vers les États-Unis.

La philosophie de ce Pacte facilite en outre l'usage des migrations comme arme de guerre [4] que l'Otan a mis en œuvre pour déclencher la guerre du Kosovo, pour vider la Syrie de ses défenses, ou pour préparer une intervention militaire contre le Venezuela (M. Sutherland, qui est mort en début d'année, était lui-même un ancien administrateur du think-tank de l'Otan, le Club de Bilderberg). Cette stratégie a été valorisée par une autre ONG de George Soros, l'International Crisis Group, dont Louise Arbour est l'ancienne présidente.

Dans les faits, on assiste aujourd'hui à une navette : les Occidentaux envoient des armes dans les régions qu'ils détruisent et reçoivent en retour les réfugiés qu'ils font fuir de chez eux [5]. Réseau Voltaire 7 décembre 2018

Notes.

[1] « La fausse "crise des réfugiés" », « Comment l'Union européenne manipule les réfugiés syriens », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 7 septembre 2015 et 2 mai 2016.

[2] « Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants », Réseau Voltaire, 19 septembre 2016.

[3] "EU should 'undermine national homogeneity' says UN migration chief", Brian Wheeler, BBC, June 21st, 2012. « Les tireurs de ficelles de la crise migratoire », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 2 mai 2016.

[4] "Strategic Engineered Migration as a Weapon of War", Kelly M. Greenhill, Civil War Journal, Volume 10, Issue 1, July 2008. Understanding the Coercive Power of Mass Migrations," in Weapons of Mass Migration : Forced Displacement, Coercion and Foreign Policy, Kelly M. Greenhill, Ithaca, 2010. "Migration as a Coercive Weapon : New Evidence from the Middle East", in Coercion : The Power to Hurt in International Politics, Kelly M. Greenhill, Oxford University Press, 2018.

[5] « Circuit de mort en "Méditerranée élargie" », par Manlio Dinucci, Traduction Marie-Ange Patrizio, Il Manifesto (Italie) , Réseau Voltaire, 19 juin 2018.

- La conférence de Marrakech approuve le Pacte mondial pour les migrations - AFP 11 décembre 2018

Plus de 150 pays ont adopté lundi à Marrakech (Maroc) le Pacte mondial sur les migrations des Nations unies, en le défendant par de vibrants plaidoyers face aux critiques des nationalistes et partisans de la fermeture des frontières.

"Nous ne devons pas succomber à la peur", a exhorté le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, avant l'adoption formelle de ce texte destiné à renforcer la coopération internationale pour une "migration sûre, ordonnée et régulière".

Comme plusieurs dirigeants présents à Marrakech, M. Guterres a aussi dénoncé les "nombreux mensonges" sur le Pacte qui a généré des tensions politiques dans plusieurs pays...

Le document doit encore faire l'objet d'un ultime vote de ratification, le 19 décembre à l'Assemblée générale des Nations unies à New York.

Prévue sur deux jours, la conférence intergouvernementale de Marrakech qui coïncide avec le 70ème anniversaire de la déclaration universelle des droits de l'Homme devait être une étape purement formelle du processus onusien.

Mais le sujet déchaînant les passions, une quinzaine de pays (Autriche, Australie, Bulgarie, Chili, Estonie, Hongrie, Italie, République tchèque, République dominicaine, Lettonie, Pologne, Slovaquie, Slovénie et Suisse) ont annoncé leur retrait ou le gel de leur décision après avoir approuvé le texte le 13 juillet à New York.

Les Etats-Unis, qui s'étaient retirés de l'élaboration du texte en décembre 2017 en le jugeant contraire à la politique d'immigration du président Donald Trump, ont lancé vendredi dernier une nouvelle salve contre le Pacte et contre toute forme de "gouvernance mondiale".

Non contraignant, le recense des principes --défense des droits de l'Homme, des enfants, reconnaissance de la souveraineté nationale-- et liste différentes options de coopération --échanges d'information et d'expertises, intégration des migrants etc. Il prône l'interdiction des détentions arbitraires, n'autorisant les arrestations qu'en dernier recours.

Présents à Marrakech, les défenseurs des droits de l'Homme et les ONG l'ont défendu avec ardeur même si certains le trouvent insuffisant, notamment sur les droits des migrants. Ses détracteurs, eux, le voient comme un encouragement à un flux migratoire incontrôlé. AFP11 décembre 2018

- António Guterres et les « fakes news » du Pacte sur les migrations Réseau Voltaire 10 décembre 2018

Plus de 150 États ont été enregistrés à la conférence d'adoption du Pacte global pour des migrations sûres, ordonnées et régulières de Marrackek [Note : le document de référence en anglais est intitulé Global Pact, ce que l'Onu traduit par Pacte mondial.].

En introduction, le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, a tenu à dénoncer les « fausses informations » sur le Pacte. Il a notamment souligné que ce texte n'est pas contraignant et ne limitera donc pas la souveraineté des États.

Or, c'est très exactement le problème : le Pacte ne limitera pas la souveraineté des États qui y ont déjà partiellement renoncé en admettant dans leur système juridique la supériorité des textes internationaux sur les textes nationaux.

L'expression « non-contraignant » signifie que les États signataires n'auront pas à réformer leur législation. Mais il sera possible à des plaignants de faire valoir la supériorité d'un texte international sur le droit national et ainsi de contraindre à l'application du Pacte.

C'est ce qui a conduit 15 États (l'Autriche, l'Australie, la Bulgarie, la Croatie, le Danemark, l'Estonie, les États-Unis, Israël, la Hongrie, les Pays-Bas, la Pologne, la République dominicaine, la Serbie, la Slovaquie et la Suisse) à ne pas participer à la conférence.

En Suisse, le Conseil fédéral a participé aux négociations avant de se retirer à la dernière minute.

Le cas de la Belgique atteste de l'importance du Pacte qui n'est pas un simple document déclaratif comme le prétend M. Guterres. À Bruxelles, le Premier ministre, Charles Michel, a contourné les dispositions constitutionnelles pour pouvoir le signer : un parti de la Coalition au pouvoir, le NVA, a refusé le Pacte et a démissionné de ses fonctions. Le gouvernement devenu minoritaire aurait dû tomber. Mais le Premier ministre s'est maintenu au pouvoir et n'a informé le roi qu'après coup de son remaniement ministériel. Il s'est rendu à Marrakech signer le Pacte sans demander la confiance de son Parlement. Réseau Voltaire 10 décembre 2018

En complément

Le Parisien 10 décembre 2018 - L'approbation de ce pacte, dénoncé par les partis de droite et d'extrême droite, suscite de vives critiques, et fait même l'objet de multiples intox sur les réseaux sociaux, notamment dans des groupes de Gilets jaunes. Le Parisien 10 décembre 2018

[Le Josef Mengele français de retour en Syrie.](#)

- Bernard Kouchner entre illégalement en Syrie - Réseau Voltaire 10 décembre 2018

L'ancien ministre des Affaires étrangères français, Bernard Kouchner, est entré illégalement en Syrie, le 1er décembre 2018. Il a participé au Forum international sur le nettoyage racial et le changement démographique, organisé dans la zone occupée par

les États-Unis et administrée par les miliciens kurdes du PKK.

Lors de l'invasion de l'Iraq par la Coalition pro-US, M. Kouchner avait tenté en vain d'être désigné comme représentant spécial du secrétaire général de l'Onu dans le Kurdistan iraquien, comme il l'avait été au Kosovo après la conquête de l'Otan.

Le 4 juillet 2011, Bernard Kouchner et Bernard-Henry Lévy étaient les têtes d'affiche d'une réunion organisée à Paris par les Frères musulmans et l'État d'Israël en faveur du renversement de la République arabe syrienne. Cette manifestation, très médiatisée, permit de faire adhérer la classe politique française au projet états-unien de destruction des structures étatiques en Syrie. Réseau Voltaire 10 décembre 2018

Ils osent tout

- Gilets jaunes: Erdogan inquiet par le recours "disproportionné" à la force en France - Reuters 09.12

Le président turc Recep Tayyip Erdogan s'est dit samedi inquiet par le recours "disproportionné" à la force contre les manifestants à Paris tout en condamnant le "chaos" provoqué par les contestataires. Reuters 09.12

- Brésil: un gouvernement Bolsonaro de militaires et d'ultra-libéraux - AFP

- Washington sanctionne trois responsables nord-coréens pour abus des droits de l'homme - Reuters

Les Etats-Unis ont imposé lundi des sanctions financières à trois hauts responsables nord-coréens pour violations des droits de l'homme, a annoncé le département du Trésor. Reuters

Troisième partie.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Ukraine

- L'Ukraine révèle le mobile de l'incident de Kertch - Réseau Voltaire 10 décembre 2018

En 1997, l'Ukraine et la Russie conclurent un Traité d'amitié, qui entra en vigueur en 1999. Ce document aurait dû être automatiquement reconduit tous les dix ans, sauf dénonciation par l'une ou l'autre partie.

L'Ukraine a décidé en octobre de dénoncer ce Traité, puis a organisé l'incident de Kertch. En outre, le président Petro Poroshenko a donné instruction à son administration de lister tous les accords conclus avec la Russie et d'évaluer ceux qu'il conviendrait de dénoncer.

Entre autres dispositions, le Traité d'amitié et son extension de 2003 font de la mer d'Azov une mer intérieure ukraino-russe. Les navires de guerre ne peuvent y pénétrer sans l'autorisation des deux États. La Convention des Nations unies sur le droit de la mer de 1982 ne s'y applique pas.

Lorsque ce Traité et son extension seront abrogés, la mer d'Azov sera régie par le droit international, avec des eaux territoriales ukrainiennes et russe, ainsi qu'une partie internationalisée. En conséquence, les navires de l'Otan n'auront plus besoin de l'accord de la Russie pour y entrer.

Ainsi se révèle la raison pour laquelle l'Otan est impliquée dans la préparation de l'incident de Kertch. Réseau Voltaire 10 décembre 2018

Arménie

LVOG - Un produit de marketing du même type que Bolsonaro ou Macron. A la tête d'"*un petit parti d'opposition avec neuf sièges au Parlement*" huit mois plus tard, il obtient 70% des votes, plus fort que Macron ! Ah, c'est la démocratie, version totalitaire ou bruxelloise-otanienne.

- Arménie : la révolution de velours a porté ses fruits - Libération 10 décembre 2018

Dimanche, les Arméniens ont participé avec enthousiasme à un scrutin qu'ils considèrent comme le premier véritablement démocratique et «post-soviétique».

Pari gagné pour Nikol Pachinian. Huit mois après une «révolution de velours» qui avait porté cet ancien journaliste de 43 ans à la tête du gouvernement, la transition politique est confirmée en Arménie. La liste «Mon Pas» de Pachinian a obtenu 70,45% des votes, devançant très largement ses concurrentes. Le parti Arménie prospère est arrivé en deuxième position avec 8,37% des suffrages. Quant au Parti républicain, l'ancien parti au pouvoir, qui a dominé le Parlement ces dix dernières années, il n'a obtenu que 4,7% des suffrages, échouant à dépasser le seuil de 5% nécessaire pour entrer à l'Assemblée.

Au printemps dernier Nikol Pachinian a connu une ascension politique fulgurante, en quelques semaines seulement, de député coriace d'un petit parti d'opposition avec neuf sièges au Parlement en héros national, rassembleur de foules et incarnation de tous les espoirs de renouveau politique et économique. Libération 10 décembre 2018

Brésil

LVOG - Mais non la gauche corrompue ne fraie pas la voie au fascisme, où avez-vous cela ? Allez, vive Porto Alegre, vive le Forum social mondial, vive l'altermondialisme, vive Attac, vive Bolsonaro !

- Brésil: un gouvernement Bolsonaro de militaires et d'ultra-libéraux - AFP11 décembre 2018

Ultra-libéral sur le plan économique, très conservateur sur le plan moral, avec une forte présence militaire...

L'ancien parachutiste de l'armée, dont l'investiture aura lieu le 1er janvier, avait promis de dégraisser au maximum l'exécutif, réduisant à 15 le nombre de ministères, contre 29 actuellement.

Au final, il a nommé 22 ministres, dont sept militaires, deux femmes et aucun Noir.

L'un des grands défis du gouvernement Bolsonaro sera de redonner des couleurs à l'économie brésilienne, après deux années de timide croissance qui ont suivi une récession historique.

Il a choisi pour cette tâche ardue l'économiste Paulo Guedes, passé par l'Université de Chicago, berceau du libéralisme économique moderne.

Le gourou économique de Bolsonaro, qui a l'intention de mettre en place un vaste plan de privatisations, a par ailleurs nommé d'autres "Chicago Oldies" (les anciens de Chicago) -- comme les surnomment la presse brésilienne -- à des postes clés, comme la direction de la compagnie pétrolière d'Etat Petrobras et de la banque publique de développement BNDES.

Le ministère du Travail a été tout bonnement supprimé, et ses attributions diluées dans trois ministères, notamment celui de la Justice, mais aussi celui de l'Economie et de la Citoyenneté.

Jair Bolsonaro, qui a toujours affiché son admiration pour la dictature militaire qui a sévi au Brésil de 1964 à 1985, a nommé sept ministres passés par l'armée à son gouvernement.

Trois généraux de réserve ont notamment été nommés à des portefeuilles-clés, la Défense, le Cabinet de sécurité institutionnelle -- qui coordonne les services du renseignement-- et le Secrétariat du gouvernement, chargé des relations avec les Etats et municipalités.

Sans compter le vice-président élu, Hamilton Mourao, lui aussi général, censé participer activement au gouvernement.

Bolsonaro a également nommé des ministres qui partagent ses valeurs conservatrices, farouchement opposés à l'avortement et au supposé "endoctrinement" des élèves par des professeurs "gauchistes".

Deux d'entre eux ont été proposés par son gourou idéologique, le philosophe Olavo de Carvalho.

Le futur ministre des Affaires étrangères, Ernesto Araujo, a promis par exemple d'expurger le "marxisme culturel" de la diplomatie brésilienne.

Le philosophe d'origine colombienne Ricardo Vélez, professeur émérite de l'École de commandement et d'état-major de l'armée, a été nommé à l'Éducation, avec la bénédiction du puissant lobby évangélique, qui s'était opposé à un autre nom pressenti au profil

plus progressiste.

Le président élu a séduit de nombreux fidèles d'églises néo-pentecôtistes qui se sont reconnus dans son slogan "Le Brésil au-dessus de tout, Dieu au-dessus de tous".

C'est pourquoi il a choisi pour le ministère de la Famille, de la Femme et des Droits de l'Homme la pasteure évangélique Damares Alves, résolument anti-avortement, mais qui a tenu depuis sa nomination des propos conciliants envers la communauté LGBT. AFP11 décembre 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 13 décembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

Un mot au déséquilibré qui me harcèle.

Monsieur Coquéma (erou@), c'est le cinglé du POID (ou sympathisant) qui me harcèle avec ses courriels débiles, Outlook va les bloquer, donc je ne les recevrai plus.

Un courant politique qui a voté toutes les résolutions de la direction confédérale (PS) farouchement anticommuniste et anti-ouvrière de Force Ouvrière de Bergeron à Mailly, qui soutient la version officielle frauduleuse de G.W. Bush du 11 septembre 2011 qui a permis de justifier les guerres contre l'Afghanistan, l'Irak, la Libye, la Syrie, etc., qui a condamné le mouvement populaire engagé depuis le 17 novembre 2018 et ainsi apporté son soutien à Macron et à la Ve République, est ni qualifié ni digne de parler au nom des travailleurs.

Tenez, ceci est pour vous et vos semblables.

- Et, de même que dans la vie privée, on distingue entre ce qu'un homme dit ou pense de lui et ce qu'il est et fait réellement, il faut distinguer, encore davantage dans les luttes historiques, entre la phraséologie et les prétentions des partis et leur constitution et leurs intérêts véritables, entre ce qu'ils s'imaginent être et ce qu'ils sont en réalité. (K : Marx Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte)

● Au format pdf (25 pages)

Première partie.

Le commentaire intégral que j'avais envoyé et qui a été publié par le blog Les Crises.fr. Cela s'adresse à des intellectuels ou des membres des classes moyennes.

- *"Quelle illusion, aberration, ignorance ou naïveté de croire qu'on pourrait vaincre le régime ou nos ennemis de classe sans direction, sans orientation, sans stratégie, sans programme, sans théorie, sans drapeau, sans dirigeants, sans parti, à partir de bonnes intentions, c'est la négation des enseignements de deux siècles de lutte de classe, c'est la négation de toute conscience de classe, de toute conscience politique en réalité.*

Tous ceux qui le prétendent et qui ont accès aux médias ou aux réseaux dits sociaux sont des charlatans, des imposteurs ou des escrocs. Vous ne tarderez pas à vous en apercevoir et à vous en mordre les doigts pour les avoir crus. Le réveil va être encore plus cruel et vous n'avez pas idée du prix que vous, que nous allons payer pour avoir fait preuve d'une tel manque de discernement.

C'est la preuve aussi que vous n'êtes décidément pas prêts pour un changement de régime, un régime débarrasser du capitalisme puisqu'il n'existe pas d'autre alternative. Vous n'avez pas voulu envisager cette alternative, alors estimez-vous heureux comme vous êtes et résignez-vous au sort effrayant qui vous attend."

Depuis le 17 novembre on n'a pas modifié notre discours, on a soutenu ce mouvement des masses engagé contre Macron et le régime en expliquant quelles étaient ses limites politiques en l'absence de toute orientation ou direction. Depuis trois semaines il a commencé à mûrir pour passer du terrain social au plan politique.

Après les misérables miettes que Macron vient de lâcher qui tiennent plus d'une arnaque que d'une concession pour temporiser

ou gagner du temps, tenter de le diviser ou de le faire refluer, j'ignore comment vont réagir les travailleurs qui se sont engagés dans ce mouvement et ceux qui le soutiennent, quelle tournure il va prendre ou s'il va s'arrêter là... pour repartir de plus belle plus tard, car maintenant il ne peut plus en être autrement compte tenu que la condition de la classe ouvrière et des classes moyennes est appelée à se détériorer inexorablement tant que le régime ne sera pas renversé.

On a tous pu observer que l'ensemble des syndicats s'étaient dressés contre cette mobilisation des masses et s'étaient placés au côté de Macron. Ils méritaient donc le rejet qu'ils inspiraient aux travailleurs. Et ce n'est pas le succès que vient de remporter le syndicat jaune ou corporatiste (la CFDT) aux dernières élections professionnelles qui les contredira. Il témoigne de l'orientation réactionnaire du mouvement ouvrier si besoin était.

Comme nous l'avons dit depuis le départ en caractérisant la majorité des masses d'embourgeoisées, corrompues par le capitalisme, la causerie d'hier sur les faiblesses ou la médiocrité de l'homme en général fut particulièrement à propos juste avant d'entendre de nombreux appels à "l'apaisement" après le discours du suzerain à ses sujets. Vous me direz que je n'ai aucune raison de m'en flatter et je suis bien d'accord avec vous, puisque c'était couru d'avance, j'ai été le premier à l'affirmer d'emblée en appelant à ne se faire aucune illusion sur le niveau de conscience politique des masses.

A la différence des autres courants du mouvement ouvrier, j'ai soutenu ce mouvement dont je connaissais l'issue depuis le début, bien qu'il ne soit pas terminé. Au XVIIIe siècle, il fallut trois ans pour que les jacobins rompent avec la monarchie et obtiennent sa tête, à une autre époque j'aurais soutenu les Communards avec Marx et Engels, contrairement à nos braves dirigeants qui les auraient condamnés, avec ces mêmes dirigeants la monarchie n'aurait pas été abolie non plus. En réalité, elle n'a jamais été entièrement abolie sur le plan politique, la Constitution de la Ve République en témoigne. Quant à la République, elle a été instaurée pour mieux masquer l'aspect monarchique ou antidémocratique du régime, pour donner un vernis démocratique à cette dictature, puisque le pouvoir devait échoir une fois de plus à une minorité, la bourgeoisie ou la classe des capitalistes, tandis que la majorité en serait exclue. Partant de là, tous les représentants de cette majorité, les classes exploitées devaient se retrouver otages de ce nouveau pouvoir monarchique devenu oligarchique ou ploutocratique, ils devaient être amenés à composer avec lui, rapport qui devait forcément avoir une influence néfaste sur l'état d'esprit des représentants des gueux qui de concessions en compromissions finiraient infailliblement à renier leur engagement politique ou à ne plus représenter que les intérêts du régime.

C'était inévitable, dès lors que les représentants de la classe ouvrière participaient aux institutions de l'Etat bourgeois, à de très rares exceptions près, rapidement ils allaient devenir méconnaissables et se laisser corrompre, ils allaient se fondre, être littéralement absorbés par le régime qui les dévoreraient.

Il en va de même chez la plupart des hommes, dès qu'ils acquièrent du pouvoir ou une position sociale supérieure. Même sans en arriver là, il suffit qu'ils se croient beaux, intelligents ou cultivés, libres ou indépendants, bien dotés financièrement, bref, qu'ils cultivent un individualisme qui frise la démence pour se croire supérieurs aux autres ou tout permis, sauf une chose, assumer leur responsabilité qui leur intime de respecter les autres et particulièrement ceux pour lesquels la nature ou la société n'ont pas été aussi généreuses, qu'ils ignorent ou méprisent ou pire encore, les déshérités, les défavorisés, les pauvres, les miséreux, les gueux, le milieu dans lequel je baigne quotidiennement en Inde, et dans lequel je suis venu au monde en France il y a 63 ans, comment pourrais-je le trahir un jour ?

Ah ! je n'ai jamais fréquenté les ors de la République française, rencontré des présidents ou des ministres contrairement à nos dirigeants, d'ailleurs je me demande bien en quoi cela aurait pu faire avancer notre cause, je ne vois pas, je dois être borné, et pour le coup fier de l'être !

Quand j'observe le malheur qui accable quotidiennement mes semblables, car toutes les semaines des gens défilent chez moi et nous racontent les malheurs qui les ont encore frappés ou leurs proches, je me demande comment ils font pour le supporter et trouver encore la force de vivre un jour de plus. Quand ils ne s'écroulent pas en pleurs, la souffrance se lit sur leurs visages, le dessous de leurs yeux en porte les stigmates et est encore boursoufflé. Ils sont intarissables, leurs récits vous nouent les tripes, on en a la gorge serrée, on se retient tout juste de pleurer avec eux, on leur prend la main ou on les prend dans nos bras, on les reconforte comme l'on peut, je parle de ma compagne indienne Selvi, moi je reste à l'écart et je n'ose même pas ouvrir la bouche, avant de partir on leur offre un fruit ou des gâteaux secs, un thé ou un jus de fruits, on est très triste, désemparés, impuissants, et moi j'enrage contre le régime.

J'en oublie totalement mon statut privilégié, bien que je ne fasse même pas partie des classes moyennes, je partage leur terrible et injuste destin, je n'ai aucun effort à faire pour ne pas subir l'influence du régime, quand le moment après je bascule vers la France en reprenant mon travail, j'ai juste à éviter de tomber dans les pièges du dogmatisme ou du sectarisme, je ne risque pas d'être récupéré par un des courants opportunistes dont les discours ne prennent pas en compte la réalité que vivent ces couches inférieures de la classe ouvrière.

C'est cette expérience renouvelée sans cesse et avec cet état d'esprit que j'aborde quotidiennement la situation politique en France.

Mises au point.

1- Bien sûr que le mouvement engagé le 17 novembre est très hétérogène, bourré d'illusions et de contradictions, comment pourrait-il en être autrement sans direction ou orientation politique.

2- Audience exceptionnelle pour Macron lundi soir, vraiment ? Comme chaque soir il y a 23 millions de personnes devant leurs écrans de télévision à 20H, rien de plus, certes, c'est déplorable, mais il faut faire avec.

Personnellement cela fait 5 ans que je me passe de télévision et je ne m'en porte que mieux ! On a le niveau de conscience qu'on a. Le monde est rempli de gens manquant singulièrement de volonté ou d'imagination, inconsistant et qui se permettent de juger les autres alors qu'ils les imitent. Qu'ils commencent par s'interroger sur leur propre mode de vie ou par balayer devant leur porte et le monde s'en portera tout de suite mieux.

3- Le mouvement du 17 novembre va-t-il réussir à passer sur le plan politique ? C'est peu probable, mais il cherche une issue politique, rien que pour cette raison on doit le soutenir et y participer. Il faut les aider à tirer les enseignements politiques de leur combat et à s'organiser au lieu de vomir dessus comme le font certains.

4- A bas la COP et le Pacte sur les Migrations, à bas les ONG, l'ONU !

[Bilderberg ou la macronnie, la machine à broyer tous les peuples de la gouvernance mondiale.](#)

Envers qui Emmanuel Macron est-il débiteur ? - Réseau Voltaire 11 décembre 2018

On présente souvent le président Macron comme un Rothschild Boy. C'est exact, mais c'est accessoire. Thierry Meyssan montre qu'il doit sa campagne électorale principalement à Henry Kravis, le patron d'une des plus grandes sociétés financières globales, et à l'Otan ; une lourde dette qui pèse aujourd'hui sur la solution de la crise des Gilets jaunes.

par Thierry Meyssan

Emmanuel Macron ne se destinait pas à la politique. Jeune homme, il espérait devenir philosophe, puis haut-fonctionnaire, puis banquier d'affaire. Pour arriver à ses fins, il fréquenta les bonnes fées de l'Oncle Sam : la French-American Foundation et le German Marshall Fund of the United States.

C'est dans ce cadre, qu'il a rencontré Henry et Marie-Josée Kravis, dans leur résidence de Park Avenue, à New York [1]. Les Kravis, soutiens indéfectibles du Parti républicain US, comptent parmi les grandes fortunes mondiales qui font la politique hors du champ des caméras. Leur société, KKR, est avec Blackstone et le Carlyle Group, l'un des principaux fonds d'investissement dans le monde.

« La curiosité d'Emmanuel pour la can do attitude, cette capacité à se dire que si l'on veut on peut, était fascinante. Mais il a une volonté de savoir, de comprendre ce qui marche sans pour autant l'imiter ou le copier qui le fait rester très français », déclare aujourd'hui Marie-Josée Drouin (Madame Kravis) [2].

Muni de la double recommandation des Kravis et de Jean-Pierre Jouyet [3], il intègre le cercle fermé de l'équipe de campagne de François Hollande. Dans un e-mail adressé à la secrétaire d'État US, Hillary Clinton, le directeur de la planification politique Jake Sullivan, décrit les quatre principaux membres de l'équipe de campagne du candidat socialiste, dont l'inconnu Emmanuel Macron. Il précise qu'il devrait devenir le Directeur général du Trésor (« the top civil servant at the Finance Ministry ») [4].

Cependant lorsque François Hollande est élu, Emmanuel Macron devient l'adjoint du secrétaire général de l'Élysée, une fonction plus politique. Il semble qu'il ambitionnait de succéder à Jean-Pierre Jouyet comme directeur de la Caisse des dépôts et consignations, poste qui échet en mai 2014 au secrétaire général de l'Élysée. Il est invité, quelques jours plus tard, au Club de Bilderberg sur proposition des époux Kravis. Il y fera une violente intervention dans un anglais parfait contre son patron, François Hollande. De retour à Paris, il démissionne de son cabinet.

Les époux Kravis sont parmi les principaux piliers du Bilderberg, dont Marie-Josée Drouin-Kravis est administratrice. Contrairement à une idée répandue, le Bilderberg n'est pas un lieu de décision. Ses archives attestent qu'il a été créé par la CIA et le MI6, puis est devenu un organe d'influence de l'Otan qui en assure directement la sécurité [5]. L'intervention de Macron ayant été bien reçue, il devient un des hommes de l'Otan en France.

Ayant quitté la politique, il ne souhaite plus y revenir. Il explique à maintes reprises à son entourage qu'il entend devenir professeur d'université. Avec l'aide de l'essayiste Alain Minc (adoubé en 2008 au Bilderberg), il obtient un poste à l'université de Berlin et un autre à la London School of Economics, mais ne parvient pas à être embauché à Harvard.

Pourtant, en août 2014 —trois mois après avoir « quitté la politique »—, il est nommé par François Hollande sur proposition de

Jean-Pierre Jouyet (adoubé en 2009 au Bilderberg), ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique.

Dans un livre paru en 2018, François Hollande assure que ce choix était son idée [6]. C'est possible, mais cela suppose qu'il n'a pas été informé de l'intervention de Macron au Bilderberg. Or, une de ses ministres et amie, Fleur Pellerin y avait également été invitée.

En décembre 2014, Henry Kravis crée sa propre agence de Renseignement, le KKR Global Institute. Il nomme à sa tête l'ancien directeur de la CIA, le général David Petraeus. Celui-ci va poursuivre avec les moyens privés de Kravis (le fonds de placement KKR) —et sans en référer au Congrès— l'opération « Timber Sycamore » que le président Barack Obama avait initiée. C'est le plus important trafic d'armes de l'Histoire impliquant au moins 17 États et représentant plusieurs dizaines de milliers de tonnes d'armes pour plusieurs milliards de dollars [7]. À ce titre, Kravis et Petraeus sont les principaux fournisseurs de Daesh [8].

Le président du Bilderberg, le Français Henri de Castries, invite le député-maire du Havre, Édouard Philippe à la réunion annuelle, qui se tient cette fois en juin 2015 en Autriche. Il sera à nouveau invité, en Allemagne cette fois, en mai 2016. Lors de la campagne présidentielle en France, Henri de Castries et Édouard Philippe seront des soutiens de François Fillon. Ils le laisseront tomber dès que Jean-Pierre Jouyet [9] aura fourni au Canard enchaîné les documents financiers réunis par l'Inspection des finances sur les emplois douteux de Madame Fillon [10]. Ils se rallieront alors à Emmanuel Macron.

En avril 2016, Emmanuel Macron fonde sa formation politique, En Marche !, dont le marketing est calqué sur Kadima !, le parti prétendument ni-droite ni-gauche d'Ariel Sharon. Son programme, quant à lui, décline les notes de l'OCDE [11] et celles de l'Institut Montaigne, dont Henri de Castries est le président. C'est d'ailleurs dans les locaux de l'Institut qu'il est créé. Mais Castries fait croire à Fillon qu'il ne soutient pas Macron et que c'est pure coïncidence. Il continuera d'ailleurs à lui faire croire durant des mois qu'il est prêt à devenir son Premier ministre.

Initialement, le financement d'En Marche ! n'est pas contrôlé. C'est une simple association qui peut recevoir des dons de l'étranger. Le nom des donateurs n'est pas transmis au fisc. L'archi-millionnaire Henry Kravis est de ceux-là.

Durant sa campagne, Emmanuel Macron rencontre régulièrement l'ancien président du FMI, Dominique Strauss-Kahn (« DSK »). Ces séances de travail seront niées jusqu'à ce qu'elles soient révélées par Le Parisien, bien plus tard, le temps que son image de pervers sexuel se soit atténuée. DSK (adoubé par le Bilderberg en 2000) apporte à la fois le soutien de la haute-fonction publique et celui du patronat français ; l'alliance sociologique qui avait porté à bout de bras le régime collaborationniste de Philippe Pétain et qui s'est reformée dans les années 80 autour de la Fondation Saint-Simon.

En juin 2018, le ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, Jean-Michel Blanquer est invité sur proposition d'Henri de Castries à la réunion annuelle du Bilderberg, qui se tient cette fois en Italie. Ce juriste, spécialiste de droit constitutionnel, a toujours lié la science politique et la pédagogie. Il a été l'un des trois directeurs centraux du ministère de l'Éducation, puis directeur de la prestigieuse École supérieure des sciences économiques et commerciales (ESSEC). Il connaissait depuis longtemps Castries qu'il a fréquenté au sein de l'Institut Montaigne.

Lorsque la crise des Gilets jaunes débute en France [12], il est rapidement évident que le problème est profond et ne pourra pas être résolu sans remettre en cause la globalisation financière, ce que le président Macron ne peut pas faire. Durant sa campagne électorale, il avait surpris ses donateurs lors d'un dîner à New York en faisant le procès de financiarisation de l'économie. C'était de la rhétorique électorale. Il avait été repris par les Kravis : la financiarisation, c'est ce qui autorise les « achats à effet de levier » (leveraged buy-out) qui leur ont permis de devenir ce qu'ils sont.

Il convient donc que face aux Gilets jaunes, le président Macron sacrifie son Premier ministre en victime expiatoire lors des prochaines élections (les européennes de mai 2019 qui seront à coup sûr perdues). Mais, outre qu'il lui faut tenir cinq mois encore, par qui le remplacer ? Lorsque l'on doit le financement de sa campagne électorale et le choix de son Premier ministre à l'Otan, il n'est pas pensable de le remplacer sans en référer à l'Alliance. Le candidat idéal à cette fonction serait donc Jean-Michel Blanquer. Réseau Voltaire 11 décembre 2018

Notes.

[1] Cette rencontre s'est probablement tenue en 2007. Par la suite, Emmanuel Macron a systématiquement rendu visite aux Kravis lors de ses déplacements aux États-Unis, tandis qu'Henry Kravis le recevait dans ses bureaux de l'avenue Montaigne lorsqu'il venait à Paris.

[2] « Quand Emmanuel Macron découvrait l'Amérique à 29 ans », François Clemenceau, Le Journal du Dimanche, 22 avril 2018.

[3] Jean-Pierre Jouyet est un ami personnel de François Hollande et de Nicolas Sarkozy. Il a dirigé l'Inspection générale des Finances de 2005 à 2007. Il était alors le supérieur hiérarchique d'Emmanuel Macron.

[4] « Hollande Team », e-mail by Jake Sullivan, May 10, 2012. Source : Wikileaks.

[5] « Ce que vous ignorez sur le Groupe de Bilderberg », par Thierry Meyssan, Komsomolskaïa Pravda (Russie), Réseau Voltaire, 9 avril 2011.

[6] Les leçons du pouvoir, François Hollande, Stock, 2018.

[7] « Des milliards de dollars d'armes contre la Syrie », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 18 juillet 2017.

[8] « Saisir des transnationales pour reconstruire la Syrie ? », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 14 août 2018.

[9] Jean-Pierre Jouyet est resté ami avec Henri de Castries à la fin de leurs études à l'École nationale d'Administration (ENA, Promotion Voltaire). C'est là qu'ils ont fait la connaissance de François Hollande.

[10] Contrairement à la version officielle, les informations du Canard enchaîné ne sont pas le fruit d'une investigation journalistique. La totalité du dossier a été fournie en une seule fois à l'hebdomadaire par Jean-Pierre Jouyet en violation du secret fiscal.

[11] L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) est un des deux organismes issus du Plan Marshall. L'autre, c'est l'Otan.

[12] « Comment l'Occident dévore ses enfants », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 4 décembre 2018.

Quelle crédibilité peuvent avoir des gens et des organisations pareils ?

- Le démarrage de la révolution française a été marqué par le rejet de la politique injuste de la monarchie au niveau fiscal. La majorité de la population était soumise à une charge d'impôts énorme et totalement inéquitable puisque la noblesse et le clergé ne payaient pas d'impôts. CADTM, Eric Toussaint, 05-12-2018 - publié par le blog Les Crises.

Les trois premières lignes d'un article qui commençait par une contrevérité : "*La majorité de la population*" ne pouvait pas être "*soumise à une charge d'impôts énorme et totalement inéquitable*", pour la simple raison qu'elle était trop misérable pour en payer, mille fois plus misérable qu'aujourd'hui ! Le reste de cet article sera à l'avenant.

Les conclusions du **Manifeste du Parti communiste** ou les enseignements de la révolution russe de 1917 sont plus que jamais d'actualité.

Il y en a qui en viennent à citer Le Manifeste du Parti communiste de Marx et d'Engels, mais pas ses conclusions pratiques mise en oeuvre par Lénine et le parti bolchevik.

- Gilets-Jaunes, luttes de classes et implosion du politique ! par Richard Labévière - Comité Valmy 12 décembre 2018

Extraits - Enfin, la troisième grande leçon de cette révolte sociale, sans chef ni directoire, sciemment non-organisée de manière pyramidale, indépendante de tous partis politiques et syndicats, impose une réactualisation de la lutte de classes – telle qu'elle est théorisée par Le Manifeste du Parti communiste de Marx et d'Engels (1848). Quelques slogans des banderoles des manifestations et barrages sont parfaitement explicites : « Avant la fin du monde, les fins de mois ! » ou « Macron arrête de faire ton jus avec l'essence, l'eau, le gaz et l'électricité ». (...)

Plus généralement, cette nouvelle « lutte de classes » (ciel ! Est ce possible ! Ce terme était pourtant passé aux oubliettes) peut être rattachée à différentes formes de résistance à la mondialisation contemporaine. Fruit de la fin de la Guerre froide, de la révolution numérique et de la financiarisation des économies, cette globalisation sauvage et mortifère casse sans doute les Etats-nations, les services publics et les politiques de redistribution sociale. Et surtout ce « nouveau monde de progrès et d'innovation » s'obstine à exclure la grande masse des êtres humains des modes de faire et de vie, des codes de gouvernance, des moyens d'information aux mains d'une toute petite minorité d'experts en management, sociétés de conseil et autres grands patrons ou banquiers, seuls bénéficiaires d'une évolution rendant les plus riches, toujours plus riches et les plus pauvres, toujours plus pauvres.

Les Gilets jaunes protestent contre un monde qui travaille à les exclure – eux, leurs enfants et petits-enfants – du travail salarié au profit de caisses automatiques et autres plate-formes numériques, de toute espèce de citoyenneté et d'existence sociale en les enfermant dans l'unique rôle de consommateurs de grandes surfaces affreusement laides. Devenus en quelque sorte invisibles, les « gueux » d'aujourd'hui revêtent ces gilets phosphorescents comme s'ils voulaient défier la nuit du nouveau monde qui les rejette aux marges des autoroutes numériques, de la course au pouvoir et, en définitive, de toute espèce d'humanité. Au bout de la route, les gueux d'aujourd'hui sont devenus les « animaux » des Start-ups, des nanotechnologies, des robots actionnés par

la finance : « l'argent, c'est le sang des autres », affirmait Cecil Rhodes, l'inventeur de l'Apartheid...

Enfin, enfin, la surdité et le mépris des autorités françaises ne fait que galvaniser cette nouvelle lutte de classes. (...)

Trop peu et trop tard, l'effet d'annonce tombe à plat et rajoute au mécontentement, étant considéré comme une nouvelle roubardise d'un président aux abois, qui désormais ne peut plus sortir de son palais sans se faire copieusement huer. (...)

En réalité, et d'une manière plus profonde encore, on assiste à une crise paroxystique des vieilles démocraties dont le système de représentation ne fonctionne plus, craquant de toutes parts. Députés, sénateurs et ministres (ainsi que les représentants de la technostructure administrative) n'ont plus la confiance de leurs administrés, qui les considèrent comme les « profiteurs » d'un système hors-sol, dont la seule finalité serait sa propre reproduction au détriment des préoccupations quotidiennes de la population. (...)

On croit rêver : les dirigeants français et européens s'ingénient   foncer droit dans le mur en klaxonnant, précipitant leur propre chute d'une manière vertigineuse. En ne voulant rien entendre des souffrances de la France profonde, en ne comprenant pas que les Gilets jaunes sont aujourd'hui l'expression d'une nouvelle et profonde lutte de classes, sinon de la résurgence d'un incompressible besoin d'égalité qui touche les fondements de la démocratie. (...)

(Quel contresens, le "*besoin d'égalité*" ne peut pas "*touche(r) les fondements de la démocratie*", puisque les fondements du régime sont antidémocratiques, les fondements du régime, c'est justement les inégalités qui sont à l'origine des rapports sociaux entre les classes et qui caractérisent la nature du régime. Ce monsieur n'a rien compris au capitalisme et il est loin d'être le seul. - LVOG)

On l'a dit : la crise est profonde et perdue dans une dimension politique, sinon institutionnelle touchant les fondements mêmes du régime de la Vème République. Qu'est-ce qu'Emmanuel Macron peut promettre de plus que ce qui a déjà été annoncé malgré les fanfaronnades d'il y a quelques semaines sur l'air du « nous ne lâcherons rien ! » ? Trop peu et trop tard ? Comité Valmy 12 décembre 2018

Nous voilà bien avancé !

La crise politique pose la question du pouvoir, de l'Etat, de la nature du régime, qui doit gouverner, quelle classe, la ploutocratie ou le peuple travailleur, le régime capitaliste et ses institutions sont incompatibles avec la satisfaction des besoins et des aspirations légitimes de la majorité composée de travailleurs manuels et intellectuels, avec la démocratie, ils doivent donc céder la place ou être renversés...

- "*des classes moyennes vont apparaître dans le tiers-monde — quoi que bien moins riches que les classes moyennes occidentales — permettant à de nouveaux  tats, principalement asiatiques, de jouer un rôle sur la scène internationale. Mais simultanément, les classes moyennes occidentales vont commencer à disparaître, rendant impossible la survie des institutions démocratiques qu'elles avaient façonnées.*" (Comment l'Occident dévore ses enfants par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 4 décembre 2018)

Cette modification des rapports des classes moyennes avec le régime vient du fait qu'elles ont renoncé depuis longtemps à affronter sur le plan politique, on devrait même dire que ce n'est pas dans sa nature de l'affronter. Le passage suivant du 18 Brumaire de Louis Bonaparte de K : Marx va nous aider à comprendre pourquoi.

L'origine de la social-démocratie.

K : Marx - "En face de la bourgeoisie coalis e, s'était constituée une coalition entre petits bourgeois et ouvriers, le prétendu Parti social-démocrate. Les petits bourgeois s'étaient vus mal récompensés au lendemain des journées de Juin 1848. Ils voyaient leurs intérêts matériels menacés et les garanties démocratiques, qui devaient leur assurer la satisfaction de ces intérêts, mises en question par la contre-révolution. Aussi se rapprochèrent-ils des ouvriers. D'autre part, leur représentation parlementaire, la Montagne, tenue à l'écart pendant la dictature des républicains bourgeois, avait, pendant la seconde moitié de l'existence de la Constituante, grâce à sa lutte contre Bonaparte et les ministres royalistes, reconquis sa popularité perdue. Elle avait conclu une alliance avec les chefs socialistes. En février 1849, on organisa des banquets de réconciliation. On esquaissa un programme commun, on cr a des comités électoraux communs, et l'on présenta des candidats communs. On enleva aux revendications sociales du prolétariat leur pointe révolutionnaire, et on leur donna une tournure démocratique. (politique dans le langage de Marx à cette époque. - LVOG) On enleva aux revendications démocratiques de la petite bourgeoisie leur forme purement politique, et on fit ressortir leur pointe socialiste. (sociale dans le langage de Marx à cette époque. - LVOG) C'est ainsi que fut crée la social-démocratie.

La nouvelle Montagne, qui fut le résultat de cette combinaison, comprenait, à part quelques figurants tirés de la classe ouvrière et quelques sectaires socialistes, les mêmes éléments que l'ancienne Montagne, mais numériquement plus forts. A vrai dire, elle s'était modifiée, au cours du développement, de même que la classe qu'elle représentait. Le caractère propre de la

social-démocratie se résumait en ce qu'elle réclamait des institutions républicaines démocratiques comme moyen, non pas de supprimer les deux extrêmes, le capital et le salariat, mais d'atténuer leur antagonisme et de le transformer en harmonie. Quelle que soit la diversité des mesures qu'on puisse proposer pour atteindre ce but, quel que soit le caractère plus ou moins révolutionnaire des conceptions dont il puisse être revêtu, le contenu reste le même. C'est la transformation de la société par voie démocratique, mais c'est une transformation dans le cadre petit-bourgeois. Il ne faudrait pas partager cette conception bornée que la petite bourgeoisie a pour principe de vouloir faire triompher un intérêt égoïste de classe. Elle croit au contraire que les conditions particulières de sa libération sont les conditions générales en dehors desquelles la société moderne ne peut être sauvée et la lutte des classes évitée.

Il ne faut pas s'imaginer non plus que les représentants démocrates sont tous des shopkeepers (boutiquiers) ou qu'ils s'enthousiasment pour ces derniers. Ils peuvent, par leur culture et leur situation personnelle, être séparés d'eux par un abîme. Ce qui en fait les représentants de la petite bourgeoisie, c'est que leur cerveau ne peut dépasser les limites que le petit bourgeois ne dépasse pas lui-même dans sa vie, et que, par conséquent, ils sont théoriquement poussés aux mêmes problèmes et aux mêmes solutions auxquelles leur intérêt matériel et leur situation sociale poussent pratiquement les petits bourgeois. Tel est, d'une façon générale, le rapport qui existe entre les représentants politiques et littéraires d'une classe et la classe qu'ils représentent." (K : Marx - Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte)

LVOG - On aura compris que dès l'origine social-démocratie rimait avec collaboration de classe avec les capitalistes et le régime.

Les revendications sociales du prolétariat ne devaient plus être révolutionnaires, donc cesser d'exiger l'abolition des rapports sociaux d'exploitation sur lesquels reposait le régime capitaliste et prendre une "*tournure démocratique*" qui traduit en termes politiques signifiait abdiquer son pouvoir ou se soumettre à ses maîtres et au régime.

Quant à la petite bourgeoisie, de nos jours plus qu'à l'époque de Marx apparemment, elle renoncera d'autant plus facilement à la "*forme purement politique*" de ses "*revendications démocratiques*" que son statut était incompatible avec toute indépendante de classe. Dès lors en fonction des circonstances ou des rapports entre les classes, seules les avantages sociaux ou les privilèges qu'elle pourrait tirer ou marchander de son alliance temporaire et opportuniste avec le prolétariat ou avec la bourgeoisie détermineront au côté de quelle classe elle se range.

En France, quand le PS retirera le tapis sous les pieds des couches inférieures des classes moyennes, elles continueront de profiter des privilèges qui leur avaient été accordés au cours des décennies précédentes, et quand récemment elles commencèrent à s'apercevoir qu'ils étaient en voie de disparition et leur classe avec, elles désertèrent le PS, mais comme simultanément elles constatèrent que le mouvement ouvrier continuait de collaborer ouvertement avec le régime, au lieu de s'allier avec lui, une partie remis son destin entre les mains de Macron et de LREM en imitant ses couches supérieures, tandis que la majorité d'entre elles ne comprenant pas ce qui leur arrivait se réfugia dans la passivité en attendant des jours meilleurs. Leur condition se dégradant à vue d'oeil et saisissant enfin que le pire les attendait sous Macron, en désespoir de cause une minorité d'entre envisagea de se soulever contre le régime de manière anarchique, sans direction ni programme ou parti, ce qui donna le mouvement du 17 novembre 2018. A suivre.

Un internaute : "*La république n'est pas une démocratie, mais une oligarchie.*"

Exact, la dictature de la ploutocratie, le carcan qui étouffe la démocratie...

K. Marx - La République n'est, d'une façon générale, que la forme de transformation politique de la société bourgeoise et non pas sa forme de conservation... (K : Marx Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte)

C'est la raison pour laquelle nous ne revendiquons pas la République, mais une République ouvrière ou sociale, donc en lui donnant un contenu de classe précis.

Pourquoi ne pas s'en passer carrément ? Pardi, parce qu'on ne peut pas supprimer les classes du jour au lendemain, il faut être sérieux et cohérent, nous ne sommes ni des gauchistes ni des anarchistes, nous nous en tenons à la réalité, aux rapports entre les classes et à leur évolution... Chaque chose en son temps.

Seconde partie

Ils craignent qu'un assaut des masses renverse le monarque et le régime.

- "Gilets jaunes" : le dispositif de sécurité inouï pour protéger Emmanuel Macron - 6Medias 12 décembre 2018

"Le Château s'est transformé en véritable château fort", peut-on lire dans Le Canard Enchaîné qui explique que 500

gardes républicains du premier régiment d'infanterie et une centaine de policiers et de gendarmes du Groupe de sécurité de la présidence de la République auraient été appelés.

Les lances à eau étaient prêtes pour repousser les éventuels ennemis, tout comme un hélicoptère prévu afin d'"exfiltrer le chef de l'Etat" selon le Canard Enchaîné qui fait une révélation sur les VBRG, "véhicules blindés à roues de la gendarmerie".

La fabrique du consentement... est enrayée !

- Malgré les mesures annoncées, les "gilets jaunes" restent mobilisés - franceinfo 11 décembre 2018

Depuis ce matin mardi 11 décembre, les "gilets jaunes" de Saint-Étienne-de-Rouvray (Seine-Maritime) occupent encore un rond-point. Ils sont une centaine, à peine moins qu'au début du mouvement, mais déçus, voire excédés par les annonces du chef de l'État, ils sont prêts à intensifier leurs actions. "On va bloquer l'économie comme on fait depuis le départ, sauf que cela va être plus serré qu'avant", annonce Alexandre, le coordinateur des "gilets jaunes" de Rouen. Toute la semaine, les "gilets jaunes" vont installer des barrages filtrants ou mener des opérations surprises. Mardi 11 décembre au matin, une centaine d'entre eux a bloqué un centre de traitement des déchets pendant plusieurs heures.

Chaque jour, la mobilisation est sans faille grâce à leur organisation en roulement. Les "gilets jaunes" sont soutenus en grande partie par les conducteurs pourtant piégés dans des bouchons de plusieurs kilomètres. Déterminés, tous ces "gilets jaunes" manifesteront samedi 15 décembre, la plupart restera sur place à Rouen et n'ira pas à Paris. Après l'acte IV, ils promettent de revenir sur le même rond-point au milieu duquel ils ont planté un sapin de Noël, signe qu'ils sont prêts à bloquer jusqu'aux fêtes de fin d'année. franceinfo 11 décembre 2018

- Un manifestant en Isère : «Mais nous, on tient le pavé pour aller jusqu'au bout.». Le bout, pour Claude, ce serait un référendum citoyen pour «secouer les cocotiers sur lequel les puissants sont assis». Libération 11.12

Parmi les revendications des «gilets jaunes», l'une, particulièrement détaillée, a le vent en poupe. Un référendum d'initiative citoyenne permettrait au peuple d'être à l'initiative de la loi, une revendication récurrente lors de la Révolution française.. Mais la possibilité de révoquer un élu s'opposerait directement au fonctionnement de la «démocratie représentative».

C'est peut-être la dimension la plus profonde des «gilets jaunes»: le mouvement ne demande pas seulement des mesures sociales contre la vie chère, mais souhaite aussi une meilleure expression politique des citoyens.

«Création d'un site lisible et efficace, encadré par un organisme indépendant de contrôle où les gens pourront faire une proposition de loi. Si cette proposition de loi obtient 700 000 signatures alors cette proposition de loi devra être discutée, complétée, amendée par l'Assemblée nationale qui aura l'obligation (un an jour pour jour après l'obtention des 700 000 signatures), de la soumettre au vote de l'intégralité des Français.»

Mais que recouvre exactement ce RIC? Quatre choses si l'on en croit une vidéo visionnée depuis mardi dernier par près de 600.000 internautes. Les «gilets jaunes» demandent: un RIC abrogatoire qui permettrait au peuple d'abroger une loi ; un RIC révocatoire, qui permettrait au peuple de «révoquer n'importe quel responsable politique, aussi bien le président, qu'un ministre, un député ou n'importe quel élu» ; un RIC législatif, qui permettrait au peuple de proposer un texte de loi ; un RIC constituant qui permettrait d'amender la Constitution (voire d'en changer?).

Les «gilets jaunes» estiment que ces RIC sont le seul moyen pour le peuple de «reprendre sa souveraineté». «Il n'y a rien à négocier en termes de mesures avec le gouvernement. Ce qui doit nous importer tous, c'est de reprendre le pouvoir (...) Il faut aller absolument au cœur du problème, ne pas réfléchir avec les logiciens du système», peut-on entendre dans la vidéo.

Ces débats sont aussi anciens que la démocratie moderne. «Depuis le XVIIIe siècle, le débat sur la démocratie a toujours oscillé entre deux formes, celle de Montesquieu et celle de Rousseau», rappelle l'historien du droit Jacques de Saint-Victor, professeur à l'Université Paris-8. Montesquieu était partisan d'une démocratie représentative: ce sont les représentants du peuple qui exerce la souveraineté. «Le peuple est admirable pour choisir ceux à qui il doit confier quelque partie de son autorité (...) Mais, saura-t-il conduire une affaire, connaître les lieux, les occasions, les moments, en profiter? Non: il ne le saura pas», écrit-il dans De l'Esprit des lois. De l'autre côté, Jean-Jacques Rousseau plaide pour une démocratie directe. «Le peuple anglais pense être libre ; il se trompe fort, il ne l'est que durant l'élection des membres du parlement; sitôt qu'ils sont élus, il est esclave, il n'est rien», écrit-il dans Du Contrat social. Le Figaro 11.12

Face à ce dilemme, il n'existe pas cinquante alternatives : soit le peuple travailleur est capable de se doter d'un parti ouvrier et de représentants conscients et honnêtes pour représenter réellement ses intérêts une fois qu'il l'aura porté au pouvoir, soit il en est incapable et ses intérêts ne seront jamais pris en compte et le pire est à venir.

Jusqu'à présent il a plutôt fait la preuve qu'il n'était pas capable de se doter d'un tel parti et de tels dirigeants, absolument aucun

parti existant de nos jours ne peut postuler à ce rôle historique. Constat à la fois consternant et terrifiant s'il en est. Soit on l'admet, et on a une chance de pouvoir résoudre ce problème, soit on s'y refuse et on n'en aura aucune, chacun doit bien en prendre conscience.

C'est parce que nous n'avons jamais eu de dirigeants réunissant les deux conditions ou qualités requises impérativement, possédant un niveau de conscience politique suffisamment élevé et faisant preuve d'une honnêteté absolue, un ou quelques dirigeants de la trempe des maîtres du marxisme, que nous sommes dans cette situation. Les faits et le bilan de nos dirigeants sont assez éloquents pour qu'on n'ait pas besoin de citer de noms.

Ils ferrailent durs les éditocrates et les jaunes au service de l'ordre établi...

- La bataille de l'opinion - LeParisien.fr 11.12

Comment s'y prendre pour éteindre un incendie qui couve depuis trente ans, brûle depuis deux mois et flambe depuis un peu plus de trois semaines maintenant ? LeParisien.fr 11.12

- Macron convainc l'opinion, pas tous les "Gilets jaunes" - Reuters 11.12

- Jacline Mouraud, l'une des figures des "gilets jaunes", appelle à "une trêve" après les annonces d'Emmanuel Macron - Franceinfo 11.12

O désespoir !

« Le mouvement de sympathie dont pouvaient bénéficier les Gilets jaunes va quand même, peut-être, un peu s'apaiser » estime Julien Bargeton (LREM) - Publicsenat.fr 11.12

Pas de bol !

- Allocution d'Emmanuel Macron : 54% des Français souhaitent la poursuite des actions des "gilets jaunes", en baisse de 12 points par rapport à fin novembre - Franceinfo 11.12

- "Gilets jaunes": Macron et Philippe s'efforcent d'enrayer le mouvement - AFP 11 décembre 2018

Les mesures annoncées lundi soir en faveur du pouvoir d'achat, chiffrées à environ 10 milliards d'euros, n'ont cependant pas été jugées suffisantes par de nombreux protestataires, qui ont annoncé leur détermination à poursuivre les blocages et appelé à un "acte V" de la mobilisation samedi dans toute la France.

"Sur le coup, je me suis dit que Macron nous avait un peu entendus", confiait mardi à l'AFP Thomas Miralles, porte-parole des "gilets jaunes" des Pyrénées-orientales (sud-ouest). "Mais quand on regarde dans le détail, en fait pas du tout", résume cet homme qui compte venir manifester samedi à Paris.

Comme lui, nombreux étaient les "gilets jaunes" à exprimer leur mécontentement. D'autres accueillent plus positivement les annonces. "Il y a de bonnes idées, un mea culpa, qui arrive trop tard mais on ne va pas cracher dessus", estime Claude Rambour, 42 ans, "gilet jaune" dans le nord du pays. Jacline Mouraud, porte-parole réputée modérée, a elle appelé à "une trêve", en saluant "des avancées". AFP 11 décembre 2018

- "Gilets jaunes": vont-ils lever les barrages ? - Franceinfo 11 décembre 2018

Les "gilets jaunes" étaient nombreux, lundi 10 décembre, à suivre l'allocution d'Emmanuel Macron à 20 heures. Alors, sont-ils convaincus, prêts à quitter les ronds-points qu'ils occupent depuis plus de trois semaines ? Réponses sur plusieurs zones de blocage.

Les annonces d'Emmanuel Macron ne les ont pas convaincus. Ces "gilets jaunes" ont décidé de revenir au matin du mardi 11 décembre tenir leur rond-point et continuer leur mouvement malgré le froid. À Pontarlier (Doubs), près de la frontière suisse, c'est d'abord le ton du président que les a déçus. À Roppenheim (Bas-Rhin), les "gilets jaunes" sont bien moins nombreux qu'hier. Ceux qui restent reconnaissent des avancées, mais encore insuffisantes, selon eux. À chaque "gilet jaune" ses besoins, ses revendications et donc ses frustrations par rapport aux annonces de lundi, à l'image de ces réactions à la Mède (Bouches-du-Rhône), près de Marseille. Alors, les plus déterminés, comme à Montauban (Tarn-et-Garonne), ne comptent pas lâcher de sitôt. Un dialogue de sourds qui continue entre le président et des "gilets jaunes" qui campent encore sur de nombreux barrages.

Notre journaliste Théo Souman, en duplex depuis la Mède, nous le confirme : "Oui, les 'gilets jaunes' poursuivent leur mouvement.

Ils sont une trentaine mardi matin à se relayer sur le rond-point de la Mède, près de Martigues. Ces 'gilets jaunes' se concertent depuis hier [10 décembre] sur les différents points de blocage. Tous concèdent que le président de la République a fait plusieurs gestes, mais pour beaucoup, les mesures annoncées sont insuffisantes. Par exemple, les travailleurs qui touchent un petit plus que le smic s'estiment oubliés, tout comme les retraités aux petites pensions, qui espéraient plus qu'une simple suppression de la hausse de la CSG. Ici, les 'gilets jaunes' vont poursuivre leurs actions : les barrages filtrants sur les routes ou encore le blocage du fret à l'aéroport de Marignane. Déjà, ces 'gilets jaunes' se disent prêts à manifester une fois de plus samedi prochain dans les rues de Marseille ou de Paris pour un éventuel acte V de leur mobilisation", conclut-il. Franceinfo 11 décembre 2018

- "Gilets jaunes" : après ses mesures sociales, Macron obtient l'aide des banques - AFP 11.12

Encore un geste concret pour tenter d'apaiser des "gilets jaunes" toujours en colère: Emmanuel Macron a obtenu mardi une limitation des frais bancaires, qui s'ajoutera aux aides sociales annoncées lundi. AFP 11.12

Une grossière arnaque qui ne passe pas !

- 100 euros de plus pour un salarié au smic : une mesure floue - LePoint.fr 11 décembre 2018

D'où vont venir ces 100 euros ? Les membres de la majorité ont eu le plus grand mal à apporter des précisions claires sur la mesure. « Cette augmentation de 100 [euros], elle inclut la revalorisation du smic, qui est déjà prévue, et le reste, ça va être la solidarité, ça va être le budget de l'État qui va permettre de compléter ces salaires », indiquait Muriel Pénicaud, ministre du Travail, sur France 2, juste après l'allocution d'Emmanuel Macron.

La revalorisation de 1,8 % du smic prévue en janvier 2019, et déjà actée avant la crise des Gilets jaunes, correspond à une augmentation d'environ 20 euros net par mois. Mais cette mesure-là sera bien à la charge de l'employeur, contrairement à ce qu'a annoncé Emmanuel Macron. En fin de soirée, l'Élysée explique à l'Agence de France Presse que « les 100 euros de plus [net] pour le smic correspondent à une prime d'activité de 80 euros et [à] une baisse des charges de 20 euros ». Plus de trace de la revalorisation dans le calcul.

Une accélération

Mardi matin sur France Inter, Muriel Pénicaud avait d'ailleurs changé de version : « On va augmenter [leur revenu] de 100 euros, qu'ils auront en plus de la revalorisation du smic. » « Ce n'est pas le smic qui augmente » directement, précise également Richard Ferrand, président de l'Assemblée sur RTL mardi matin, mais bien la prime d'activité, associée à une baisse de charges. LePoint.fr 11 décembre 2018

- Hausse du Smic: d'où viennent les 100 euros de Macron? Lexpress.fr 11/12/2018

La hausse prévue pour les smicards correspond à une accélération des hausses de prime d'activité sur trois ans.

Acte de générosité ou tour de passe-passe? Parmi les annonces faites lundi soir par Emmanuel Macron en faveur du pouvoir d'achat, il y a eu notamment la hausse du salaire des smicards à hauteur de 100 euros. Mais plusieurs médias ont cependant relevé que cette hausse reposera en grande partie sur une simple accélération de la hausse de la prime d'activité, prévue de longue date, sur les trois années à venir.

"Les 100 euros de plus pour le Smic correspondent à une prime d'activité de 80 euros et une baisse des charges de 20 euros", a-t-on indiqué à l'Élysée. "Ce sera fait le plus tôt possible, au plus tard en avril", a-t-on précisé.

Comme le rappelle France Info, la hausse de la prime d'activité allait s'échelonner comme suit : +30 euros en avril 2019, +20 euros en octobre 2020 et +20 euros en octobre 2021, soit un total de 70 euros qui, ajoutés à l'augmentation automatique du Smic prévue au 1er janvier prochain, atteint quasiment les 100 euros annoncés.

Une mesure déjà au programme

Le gouvernement accélère ainsi la mise en oeuvre de l'augmentation de cette prime d'activité, qui constitue un complément de salaire pour ceux qui sont rémunérés entre 0,5 et 1,2 Smic. Quelque 2,6 millions de personnes en bénéficient actuellement. L'exécutif avait déjà annoncé que le Smic mensuel brut, de 1498,47 euros soit 1184,93 euros net, allait connaître en janvier une revalorisation automatique -à la charge de l'employeur- de 1,8%, qui le porterait à 1210 euros net.

Mais tous les salariés rémunérés au Smic ne bénéficieront pas forcément de ce coup de pouce. Comme le précise Le Parisien, l'aide est calculée en fonction de la situation familiale et des revenus pour les personnes gagnant jusqu'à 1,2 Smic, donc jusqu'à

1379 euros net mensuels. Par ailleurs, ce bonus va décroissant pour les revenus allant du Smic à 1,2 Smic, et disparaît pour ceux situés en deçà d'un demi-Smic, à savoir 300 000 ménages, afin de ne pas les encourager à prendre des emplois à temps très partiel.

La hausse prévue pour les smicards correspond à une accélération des hausses de prime d'activité sur trois ans.

Acte de générosité ou tour de passe-passe? Parmi les annonces faites lundi soir par Emmanuel Macron en faveur du pouvoir d'achat, il y a eu notamment la hausse du salaire des smicards à hauteur de 100 euros. Mais plusieurs médias ont cependant relevé que cette hausse reposera en grande partie sur une simple accélération de la hausse de la prime d'activité, prévue de longue date, sur les trois années à venir.

"Les 100 euros de plus pour le Smic correspondent à une prime d'activité de 80 euros et une baisse des charges de 20 euros", a-t-on indiqué à l'Élysée. "Ce sera fait le plus tôt possible, au plus tard en avril", a-t-on précisé.

Comme le rappelle France Info, la hausse de la prime d'activité allait s'échelonner comme suit : +30 euros en avril 2019, +20 euros en octobre 2020 et +20 euros en octobre 2021, soit un total de 70 euros qui, ajoutés à l'augmentation automatique du Smic prévue au 1er janvier prochain, atteint quasiment les 100 euros annoncés. Une mesure déjà au programme

Le gouvernement accélère ainsi la mise en oeuvre de l'augmentation de cette prime d'activité, qui constitue un complément de salaire pour ceux qui sont rémunérés entre 0,5 et 1,2 Smic. Quelque 2,6 millions de personnes en bénéficient actuellement. L'exécutif avait déjà annoncé que le Smic mensuel brut, de 1498,47 euros soit 1184,93 euros net, allait connaître en janvier une revalorisation automatique -à la charge de l'employeur- de 1,8%, qui le porterait à 1210 euros net.

Mais tous les salariés rémunérés au Smic ne bénéficieront pas forcément de ce coup de pouce. Comme le précise Le Parisien, l'aide est calculée en fonction de la situation familiale et des revenus pour les personnes gagnant jusqu'à 1,2 Smic, donc jusqu'à 1379 euros net mensuels. Par ailleurs, ce bonus va décroissant pour les revenus allant du Smic à 1,2 Smic, et disparaît pour ceux situés en deçà d'un demi-Smic, à savoir 300 000 ménages, afin de ne pas les encourager à prendre des emplois à temps très partiel. De quoi inspirer à Martine Aubry un tweet non dépourvu d'ironie.

Enfin, il y a une dernière subtilité : Le Figaro a relevé que cette hausse de 100 euros net pour les smicards figurait déjà à la page 7 du programme de campagne présidentielle d'Emmanuel Macron.

"Tous les smicards qui bénéficient de la prime d'activité toucheront par exemple l'équivalent d'un 13e mois de salaire, soit 100€ nets de plus chaque mois", y lit-on. La mesure, initialement prévue pour la fin du quinquennat, est simplement avancée. Lexpress.fr 11/12/2018

- Isère. «C'est inacceptable la façon qu'il a eue de détourner les choses» - Liberation.fr 12 décembre 2018

Au nord-ouest de Grenoble, les ronds-points ont été vidés au lendemain de l'allocution présidentielle. Pourtant, certains restent motivés à défendre les plus pauvres face à un discours jugé malhonnête.

Mardi, il ne reste rien sur le terre-plein, si ce n'est une poignée de gilets jaunes décidés à «ne pas lâcher» la lutte. Ce grand nettoyage au petit matin, c'est «pour faire croire aux gens qui circulent que c'est fini, comme par hasard juste après le discours de Macron», dénonce Bernard, 63 ans. Technicien à la retraite, il n'y voit qu'un «enfumage» de plus du gouvernement. Les 100 euros alloués aux smicards ? «Du flanc, s'exclame-t-il. Cela ne concerne en fait que la prime d'activité. C'est de l'arnaque.» La question des heures supplémentaires fait rigoler le retraité : «J'étais aux 35 heures mais j'en faisais 45 par semaine, j'étais payé à la tâche et si le boulot n'était pas fini en temps et en heure, c'était mon problème.»

Avec 2 000 euros net pour vivre avec son épouse, Bernard s'estime privilégié. Mais il est sur le rond-point chaque jour «pour les jeunes et pour les gens qui sont dans la merde». La spéculation financière et l'évasion fiscale le font «dégueuler». Il prédit : «Notre société va devenir hyperviolente à cause des trop grands écarts de richesse entre la caste des dirigeants, la haute bourgeoisie qui ne crée rien, ne produit rien, et le peuple.» A ses côtés, Alexandra est aussi là pour les autres. La quadragénaire, qui travaille dans un service administratif, reconnaît qu'elle n'est «pas concernée par les mesures annoncées». Mais «je n'oublie pas d'où je viens», dit-elle, en parlant de sa famille d'ouvriers. Mère de quatre enfants, Alexandra trouve «inacceptable la façon qu'a eue Macron de détourner les choses» durant son allocution. «Ces mesures ciblent une population qui pourrait y croire parce que certains n'ont pas l'éducation pour comprendre tous les tenants et les aboutissants», considère-t-elle, fustigeant les raccourcis «colportés» par les bandeaux de BFM TV : «Ça me fait saigner des yeux.» Du coup, Alexandra sera «toujours gilet jaune le week-end prochain» pour cet acte V de la mobilisation qui s'annonce. Elle veut «redonner aux gens les moyens de vivre et pas juste survivre».

A 10 kilomètres de là, au rond-point de Beaucroissant, les gendarmes ont aussi lancé une opération destruction, à l'aube. Mais le cabanon qui se trouvait au passage de la D1085 a été repiqué par les gilets jaunes à quelques mètres de là dans un champ,

avec l'autorisation du propriétaire.

Sur la parcelle, une autre cahute a été bâtie accolée à un mobil-home. Une dizaine de gilets jaunes y prennent le café. Pour Claude, paysan de 57 ans, le discours présidentiel était en réalité un moyen «d'accélérer la vieille stratégie du "diviser pour mieux régner"». «On le voit sur le rond-point, depuis ce matin, beaucoup ont déjà enlevé leur gilet de leur pare-brise, certains font la gueule, note-t-il. Mais nous, on tient le pavé pour aller jusqu'au bout.» Le bout, pour Claude, ce serait un référendum citoyen pour «secouer les cocotiers sur lequel les puissants sont assis». Face à lui, Natacha, 21 ans, acquiesce. Infirmière à l'hôpital, elle a dû prendre un petit boulot à côté pour s'en sortir après avoir vu sa fiche de paie baisser sur trois ans. «Depuis le 17 novembre, on se rencontre enfin, dit-elle. Avant, on vivait les uns à côté des autres, là, on est presque devenus une famille.» Liberation.fr 12 décembre 2018

- Ille-et-Vilaine «Macron est un menteur, où va-t-il prendre l'argent ?» - Liberation.fr 12 décembre 2018

Les annonces du Président n'ont pas convaincu les gilets jaunes près de Rennes, qui restent mobilisés.

Près du rond-point qui commande l'accès du centre commercial Grand Quartier près de Rennes, où un des groupes de gilets jaunes de la métropole a établi son camp, l'heure n'est pas au démontage, loin s'en faut. Et après le discours d'Emmanuel Macron, qualifié «d'enfumage», on se dit plus mobilisé que jamais, tout en s'activant autour des abris de fortune érigés en palettes de bois. «Il y a le salon, la salle à manger, vous pouvez visiter», indique un gilet jaune, tandis qu'un autre, perceuse en main, bricole une «cuisine aménagée». De jour en jour, ces manifestants se sont organisés et ne sont pas près de lâcher prise. «Vous avez vu toute la nourriture qu'on nous apporte ? On a de quoi tenir !» remarque Killian, 21 ans, qui raconte que son patron, déménageur et sans travail à lui proposer en ce moment, lui a glissé quelques billets dans une enveloppe pour le soutenir. Quant à l'annonce du chef de l'Etat laissant entendre qu'il y aurait une hausse de 100 euros du smic quand il s'agissait de la prime d'activité, elle n'aura guère calmé les esprits.

«Il n'a rien annoncé, c'était déjà acquis, dénonce Christelle, boulangère et une des porte-parole du groupe. C'est un menteur. Et où va-t-il prendre l'argent ? Ce qu'il donne d'une main, il le reprend de l'autre.»

A ses côtés, autour du brasero, Agnès, 52 ans, complète : «Celui qui est au smic et bénéficiera de ces 100 euros va perdre des APL et passer dans la tranche d'imposition supérieure. Au final, il ne restera rien. Pareil pour la prime de fin d'année, la plupart des petits patrons ne pourront pas la payer, tout ça c'est du pipeau.» Agnès, en «arrêt longue maladie» qui, entre deux échanges, lève le poing pour répondre aux signes de sympathie des automobilistes, regrette aussi qu'il n'ait été question ni du rétablissement de l'ISF ni de la revalorisation de l'allocation adulte handicapé. Aux yeux de ces gilets jaunes, dont une vingtaine est partie lundi soir pour une opération escargot au péage de la Gravelle après l'allocution présidentielle, la suppression de la hausse de la CSG pour certains retraités n'a pas eu davantage de succès. «Personnellement, je ne paie pas de CSG, ça ne m'apporte rien», remarque Raymonde, 65 ans. Même chose pour la défiscalisation des heures supplémentaires, qui ne concernera «qu'une petite partie de la population», selon Didier, 56 ans, employé cordonnier.

«Nous avons écouté tous ensemble le Président et j'ai été très déçu, lâche ce grand gaillard, la barbe poivre et sel et des bagues à tête de mort aux doigts. Je pensais qu'il était beaucoup plus intelligent que ça. Qu'il allait frapper fort. Avec un smic à 1 500 euros ou la suppression du Sénat, et un Etat qui redevienne plus interventionniste. Il a encore écouté les technocrates. On nous dit qu'il n'y a pas d'argent, mais il faut arrêter avec ce CICE pour des entreprises comme Total ou Carrefour, qui n'en ont pas besoin.»

Loïc, 65 ans, «médecin qui soigne régulièrement des gens gratuitement», s'invite dans la conversation, demande s'il y a une cagnotte, glisse un billet dans la main d'un gilet jaune, évoque les «milliards d'euros» engloutis par l'EPR de Flamanville ou l'évasion fiscale. Il aimerait qu'on fasse «bouger les banques», sur les frais d'intervention fixes lorsqu'on est à découvert ou quand le titulaire d'un crédit se retrouve au chômage. Philippe, retraité, venu lui aussi soutenir le mouvement, estime qu'il «va falloir partager les richesses, sinon on n'y arrivera pas». «On n'est pas contre les riches, reprend Agnès. C'est le fait qu'il y ait un si grand écart entre les ultrariches et les pauvres qui ne va pas.» Liberation.fr 12 décembre 2018

- Sur Facebook, les gilets jaunes tentent de démêler le vrai du faux sur le Smic - Le HuffPost 12 décembre 2018

Le flou est -presque- total.

Car sur ces pages Facebook, les annonces du président de la République ont avant tout suscité un mélange de déception et d'indignation. Beaucoup de ces contestataires pointent du doigt le caractère incomplet des mesures promises...

Certains de ces contestataires tentent de démêler le vrai du faux en décryptant les mots choisis par Emmanuel Macron et la majorité en mode service après-vente, quand d'autres tombent dans le piège des fausses informations inévitables au sein de ces communautés. Toutes ces publications ont toutefois un point commun: elles montrent toute la détermination des gilets jaunes à continuer le mouvement malgré l'allocution présidentielle.

D'autres se montrent plus virulents et accusent le président d'avoir ouvertement "menti" en promettant une revalorisation du salaire minimum. En effet, cette mesure ne touche pas le Smic en lui-même, mais bien la prime d'activité. Une subtilité qui a pour conséquence d'exclure certains Français pourtant rémunérés au salaire minimum, l'aide sociale en question étant calculée en fonction des revenus du foyer.

Le Monde rappelle que cette aide sociale n'est pas imposable et n'a que très peu de chance de le devenir. "Son augmentation ne change donc rien à la déclaration de revenus des personnes concernées", écrit le quotidien. Le HuffPost 12 décembre 2018

- Gilets jaunes Mesures et entourloupes à la loupe - Liberation.fr 12 décembre 2018

La formule d'Emmanuel Macron était habile : «Le salaire d'un travailleur au smic augmentera de 100 euros par mois dès 2019 sans qu'il n'en coûte 1 euro de plus pour l'employeur.» A peine son intervention terminée, les chaînes d'info en continu pouvaient titrer : «Hausse du smic de 100 euros». En fait, pas vraiment... D'abord parce que, contrairement à ce que réclament depuis des années une partie de la gauche et des syndicats, il n'y aura pas de hausse «légale» du salaire minimum. Ensuite parce que les salariés au smic ont déjà reçu une partie de cette somme en 2018. Pour le cas d'un célibataire sans enfant, c'est 20 euros via la suppression de cotisations salariales et environ 13 euros au terme de deux précédentes revalorisations de la prime d'activité. Et enfin parce que, pour 2019, la majorité a déjà voté à l'Assemblée nationale une «nouvelle bonification» de 30 euros de la prime d'activité. Macron demande donc à son gouvernement d'avancer les hausses (de deux fois 20 euros) de la même prime d'activité prévue pour 2020 et 2021.

Mardi après-midi, juste avant le vote solennel du projet de loi de finances au Sénat, le gouvernement a profité d'une (toute) petite fenêtre parlementaire pour avancer le versement de la bonification de 2019. Prévue au 1er avril, elle interviendra finalement le 1er janvier. Mais, attention : dans les faits, le versement prend souvent du temps et un bénéficiaire de la prime d'activité patiente souvent trois mois avant de voir la couleur d'une revalorisation. «On va voir avec la Caisse nationale des allocations familiales s'il est possible de raccourcir ce délai», souligne un conseiller ministériel. Le gouvernement a également fait voter au Sénat une enveloppe supplémentaire de 600 millions d'euros pour financer cette «accélération» de la prime d'activité.

Par ailleurs, le smic augmentera légalement au 1er janvier, de 1,8 % pour suivre l'évolution des prix. Ce dont le gouvernement se gargarise. «Cela veut dire qu'un salarié au smic était en décembre 2017 à 1 307 euros et touchera, en janvier, 1 430 euros, soit 123 euros de plus», ajoute ce même conseiller. Ce qui veut dire que pour arriver aux 100 euros annoncés par Macron, l'exécutif part d'une situation datant du 31 décembre 2017 et non 2018. De plus, met en garde la députée PS Christine Pirès-Beaune, les couples risquent d'être pénalisés : «La prime d'activité n'est pas individualisée et dépend des ressources du foyer. Des personnes vont donc se dire, de bonne foi, qu'ils vont bénéficier de la mesure mais ce ne sera pas le cas. Dans la période, on n'a pas le droit d'être ambigu.»

Tout ça était déjà assez compliqué quand Edouard Philippe a expliqué aux députés mardi que son objectif n'était «pas d'en rester à ceux qui bénéficient aujourd'hui de la prime d'activité». Apparemment, le gouvernement veut «faire en sorte [...] que l'ensemble de ceux qui sont rémunérés au smic puissent bénéficier de cette augmentation. C'est donc aller plus loin que le dispositif tel qu'il existe aujourd'hui.» Comment ? Mystère... Il faudra attendre les futurs décrets pour le savoir. Liberation.fr 12 décembre 2018

Et puis, ils s'y mettent tous !

- Justice. La grève perdure, Belloubet persiste - Liberation.fr 11.12

Les robes noires organisent une nouvelle «journée morte» ce mercredi pour protester contre le projet de loi de la garde des Sceaux, actuellement examiné par les députés. Au cœur de la lutte, le barreau de Rouen, à l'arrêt depuis le 4 décembre, rejoint par des confrères d'Ile-de-France, de Toulon... Liberation.fr 11.12

- La mobilisation lycéenne ne faiblit pas - Reuters 11.12

Quatre cent cinquante établissements étaient perturbés mardi par des lycéens dénonçant notamment les réformes du baccalauréat et de l'accès à l'université... Reuters 11.12

Même la victoire des jaunes ou corporatistes n'y fait rien!

- La CFDT grande gagnante des élections professionnelles - Liberation.fr 11 décembre 2018

La centrale réformiste est devenue le premier syndicat français public et privé confondus. Au-delà de l'effet d'annonce, la faible participation peut aussi inquiéter les organisations.

Dans les faits, la CGT reste certes première, en pourcentage, dans la fonction publique prise dans son ensemble (Etat,

hospitalière, territoriale) avec 21,8% des suffrages. Le syndicat de Philippe Martinez devance encore la CFDT (19%) et FO (18,1%). Mais il suffisait que l'avantage en voix de la CGT, tous secteurs confondus, diminue de 20 000 pour que la CFDT lui passe devant. C'est désormais chose faite.

Sur les conseils des pros de la com, le logo CGT avait carrément été zappé de la première page des documents distribués. «On avait remarqué que les agents avaient souvent du mal à prendre nos tracts. Avec ce nouveau format, sans logo, ça marche mieux», expliquait il y a quelques jours, Erwan Trézéguet, chargé de la campagne pour la CGT Fonction publique. Mais cela n'a pas suffi.

De son côté, FO, qui pouvait redouter une baisse de sa côte de popularité en raison des récents scandales au sein de l'organisation, a préservé l'essentiel. Le syndicat reste à la première place «dans la #Fonctionpublique de l'Etat et conquiert la seconde place dans la Fonction publique hospitalière», a tweeté son secrétaire général Yves Veyrier. Lui qui, il y a deux semaines, se disait confiant : «Je ne pense pas que les électeurs attachent tant que ça d'importance à ce qu'il se passe à la tête du syndicat», avançait-il. Les faits lui ont donné raison.

Mais au-delà des effets d'annonce des uns et des autres, ces élections peuvent aussi inquiéter les organisations syndicales. Lancées il y a deux semaines, elles ont été largement boudées par les 5,2 millions d'agents concernés : la participation est passée pour la première fois symboliquement sous la barre des 50% (49,9%), en retrait de 2,9 points par rapport à 2014. En raison de ce recul, les organisations baissent en voix : «la CGT a perdu 78 500 voix par rapport à 2014 et la CFDT 47 620», a précisé le secrétaire d'Etat à la Fonction publique Olivier Dussopt, en présentant les résultats à la presse. Au total, par rapport à 2014, la CGT a baissé de 1,3 point et la CFDT de 0,3 point. Liberation.fr 11 décembre 2018

Le timing parfait ou une pure coïncidence !

Puisque le discours du souverain sur les ondes oligarchiques à ses sujets n'avait pas suffi à les calmer, un petit attentat qui tombe à pic, et comme de bien entendu ou pour les précédents, l'auteur présumé du coup de feu était pris en charge par la DGSI, la fabrique de criminels ou terroristes.

Idiot utile et pousse au crime, demandez le mode d'emploi. Cela ne s'invente pas, encore un "terroriste" qui était pris "en charge par la DGSI" !

Libération 12 décembre 2018 - Le suspect, où plutôt l'homme le plus recherché d'Europe devrait-on dire, s'appelle Chérif Chekatt. Il a 29 ans, est né à Strasbourg, dans une petite cité HLM à l'ouest de la ville, le Hohberg. Les premiers éléments de son parcours se dessinent, surtout à travers un casier judiciaire largement noirci... Il comporte 27 mentions, dont 25 condamnations.

Il a 17 ans quand le tribunal pour enfants de Metz le condamne à deux ans d'emprisonnement pour vol aggravé, enlèvement et séquestration. Les peines s'enchaînent ensuite à un rythme effréné. Tant et si bien que sa vie d'adulte se construit à l'ombre. En 2008, il est derrière les barreaux pour violences sur PDAP. Là encore il écope de deux ans de prison, sanction confirmée par la cour d'appel de Nancy. Peu de temps après, il est condamné pour une rixe dans un centre commercial de Strasbourg, où il blesse un jeune homme de 16 ans avec des tessons de bouteille. Résultat : deux ans de prison avec sursis avec mise à l'épreuve (qui sera révoqué en 2012). Celui qui est devenu multirécidiviste se retrouve à la maison d'arrêt de Mulhouse en 2013 (dix-huit mois pour violences aggravées) puis à celle d'Epinal en 2014 (trois mois d'emprisonnement supplémentaires pour violence sur PDAP) et enfin à Strasbourg. «On ne peut pas dire qu'il s'est radicalisé à ce moment-là. Sa radicalisation a été détectée car il l'était déjà», pointe la même source auprès de Libé. Il est repéré pour son «attitude prosélyte» a confirmé Rémy Heitz.

Après sa sortie de prison en 2015, ce sera au tour des autorités allemandes d'entendre parler de Chérif Chekatt. A l'été 2016, il est condamné à deux ans et trois mois d'emprisonnement pour deux cambriolages, d'abord une pharmacie, puis un cabinet dentaire. Selon le journal Tagesspiegel, il y a dérobé de l'argent liquide et des dents en or. Il sera expulsé vers la France en 2017 après avoir purgé sa peine. Chérif Chekatt fait l'objet d'une fiche S (pour sûreté de l'Etat) émise en mai 2016 par la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI). Cet outil, de pur renseignement, permet au service d'enregistrer régulièrement des informations sur la personne ciblée, notamment sur ses déplacements. En outre, Chérif Chekatt a été inscrit au fichier des signalements pour la prévention de la radicalisation à caractère terroriste en janvier 2016. Abondé par plus de 20 000 noms, ce document recense l'ensemble des personnes connues en France pour leur proximité avec l'idéologie jihadiste. Selon une source spécialisée, plus de la moitié de ces personnes sont suivies activement par les services de contre-terrorisme. Les plus inquiétantes sont directement prises en charge par la DGSI, ce qui était le cas du Strasbourgeois.

Le suspect, dont les parents et les deux frères étaient mercredi soir en garde à vue, était recherché par les enquêteurs dans le cadre d'une affaire de «tentative d'assassinat et association de malfaiteurs en vue de la commission d'un crime». Le juge d'instruction strasbourgeois avait ainsi délivré une commission rogatoire pour procéder à son interpellation mardi. Toutefois, quand les gendarmes sont arrivés à son domicile, il avait pris la fuite. La perquisition opérée a permis de mettre au jour un arsenal assez conséquent, composé, selon le procureur de Paris «d'une grenade défensive, quatre couteaux, dont deux de chasse, et un fusil 22 Long Rifle». Alors, quand les premières descriptions du tueur du marché de Noël affluent, les enquêteurs

pensent spontanément à lui. Libération 12 décembre 2018

- Premiers informés sur l'attentat de Strasbourg : des Israéliens - panamza.com 12.12

La photographie du suspect a été divulguée et diffusée massivement par des réseaux israéliens. La preuve en sources.

Encore une fois, des éléments confidentiels relatifs à l'auteur présumé de cet attentat terroriste ont été divulgués -en premier- par des Israéliens et des comptes anonymes engagés pour Israël.

Ainsi, mardi soir, à 22h51 (soit trois heures seulement après les faits et bien avant la presse internationale), Ronen Solomon, prétendu "analyste indépendant" israélien dans le domaine du renseignement et de l'imagerie satellite (et ancien journaliste salarié par un ami de Netanyahu), fut le premier influenceur de Twitter (basé à Tel Aviv) à diffuser conjointement la photo et l'âge de Cherif Chekatt. Détail troublant : il a depuis supprimé son tweet pourtant massivement repris (et sauvegardé, heure à l'appui, en capture d'écran -visible plus haut- par Panamza).

Neuf minutes plus tard (à 23h), BNL News, pseudo-site d'info américain (mais engagé pour Israël et contre le Hamas) a également repris la photo, partagée en masse sur Twitter.

À 23h03, c'est au tour de l'Israélienne "Rosanna" (oui, oui : celle qui avait annoncé à deux reprises un attentat de Daech contre les Gilets jaunes) de dévoiler la photo.

Dernier exemple : le cas de Jean-Patrick Grumberg, militant judéosioniste et journaliste franco-américano-israélien du site anti-français/anti-arabe Dreuz. Proche de l'agent d'influence franco-israélien Gilles-William Goldnadel, Grumberg a rédigé un article particulièrement détaillé en éléments d'information confidentiels sur Cherif Chekatt dans la nuit de mardi à mercredi.

À souligner, en attendant les suites de la contre-enquête de Panamza : vers 1h du matin, l'homme assis à la droite d'Emmanuel Macron dans la cellule de crise n'était autre que Laurent Nunez, secrétaire d'État à l'Intérieur et ami intime du judéofasciste (basé en Israël) Sam Ghozlan. panamza.com 12.12

Précision. Je sais qu'à certains égards ce portail est inféquentable, mais il arrive qu'il fournisse des informations qu'on ne trouvera nulle part ailleurs, ou pire, sur des portails d'extrême droite. Ici, tout ce qui est dit est sourcé.

- Fusillade à Strasbourg : la France placée en "urgence attentat" - Franceinfo 12.12

Le niveau d'alerte du plan Vigipirate, partout dans le territoire, a été relevé. Nous sommes passés en "urgence attentat". Ce niveau "permet la mobilisation exceptionnelle de moyens matériels et humains pour renforcer les contrôles. Des contrôles aux frontières qui hier [mardi 11 décembre] ont été renforcés à plusieurs endroits et puis aussi sur les marchés de Noël", précise le journaliste Jean-Baptiste Marteau en direct du ministère de l'Intérieur. "Des dizaines de militaires supplémentaires ont été déployés sur le terrain dans le cadre de cette opération Sentinelle", poursuit-il.

Ce déploiement est effectif sur tout le territoire, car "ce niveau 'urgence attentat' s'applique depuis hier partout en France et pas uniquement dans la région de Strasbourg (Bas-Rhin). Il faut aussi savoir que le plan Vigipirate a été entièrement revu en 2016 après les attentats de Paris. Il est désormais divisé en trois niveaux : la simple vigilance, le niveau 'sécurité renforcée', qui était déjà en vigueur depuis plus de deux ans, et ce stade 'urgence attentat', qui a été déclenché". Ce plan est limité dans le temps et "devrait durer quelques heures ou quelques jours, le temps de retrouver le terroriste". Franceinfo 12.12

Le "*terroriste*" Quel terroriste ?

- Attaque à Strasbourg: "la motivation terroriste de l'acte n'est pas encore établie", selon Nuñez - AFP 12.12

Laurent Nuñez, le secrétaire d'État à l'Intérieur, mercredi matin.

[Une occasion à saisir pour une nouvelle manifestation d'union nationale.](#)

- Mélenchon et les Insoumis font une standing ovation à Édouard Philippe - HuffPost 12.12

Un instant de trêve. Alors que la mobilisation des gilets jaunes et la réponse policière qui y est apportée ne cessent de diviser Jean-Luc Mélenchon et Édouard Philippe, les deux hommes se sont offert un moment de répit ce mercredi 12 décembre à l'Assemblée.

Édouard Philippe : "Nous pourrions exprimer nos désaccords parce que, fondamentalement monsieur le président Mélenchon, nous sommes d'accord pour défendre la République et la démocratie", le groupe insoumis se levant, déclenchant une standing ovation dans l'ensemble de l'hémicycle.

Dans sa question, un peu plus tôt, Jean-Luc Mélenchon avait déjà fait montre de sa volonté d'union de la nation dans l'épreuve traversée à la suite de l'attaque de Strasbourg. Il avait notamment dit au gouvernement "la totale solidarité des insoumis dans la traque que vous avez entreprise pour capturer l'assassin". HuffPost 12.12

Vous ne trouvez pas qu'on a l'impression d'avoir affaire à des gens du même monde qui n'est pas le nôtre ?

Cela sera-t-il suffisant pour briser cette mobilisation ? Pas sûr.

Surtout que...

- Le patronat applaudit les mesures annoncées par Macron - RT 12.12

Le Medef et plusieurs organisations de dirigeants se sont félicités des mesures annoncées par Emmanuel Macron, qui ne devraient pas affecter la compétitivité des sociétés. Toutefois, ils estiment que la prime de fin d'année sera rarement versée. RT 12.12

La question lancinante, leur cauchemar !

- Après l'attaque à Strasbourg, les "gilets jaunes" vont-ils poursuivre la mobilisation ? - francetvinfo.fr 12.12

"Il ne faut pas avoir peur et il faut continuer notre action, lance une manifestante habillée de sa veste fluo. Si on s'arrête là-dessus, Macron va être content". Même détermination sur les réseaux sociaux où s'affichent côte à côte appels à manifester et messages de compassion pour les victimes. Laëtitia Dewalle, une des figures du mouvement en Île-de-France, ira, elle, manifester. "Ils ont déjà la peur au ventre tous les mois à cause de leur compte en banque, c'est pas un terroriste qui va leur faire peur et qui va les empêcher de vivre", argumente-t-elle. En revanche, dans le Sud, Christophe Chalencçon, autre porte-parole, appelle à manifester mais "ni à Paris, ni dans les centres-villes, pour ne pas perturber le dispositif 'urgence attentat'". francetvinfo.fr 12.12

Ils se désolent ! Il va falloir une guerre ou quoi ?

- Après l'attaque de Strasbourg, la détermination intacte de "gilets jaunes" - AFP 12.12

L'acte V des "gilets jaunes" sera-t-il maintenu samedi? Au lendemain de l'attaque de Strasbourg, le mouvement semblait décidé mercredi à poursuivre sa mobilisation malgré les appels du gouvernement à la "responsabilité".

De Tours à Marseille en passant par Calais, de nombreux "gilets jaunes" expriment leur solidarité avec les victimes de Strasbourg mais restent déterminés à faire entendre leur colère, dans la rue ou autour de ronds-points, après les mesures annoncées lundi soir par le chef de l'Etat.

Dans les Bouches-du-Rhône, le mouvement est "parti pour un acte V, en plus important même", affirme Thierry Marre, coordinateur des "gilets jaunes" à Istres, qui continue de réclamer comme d'autres "la démission" d'Emmanuel Macron.

Même détermination à Marseille même si l'on reconnaît que le drame strasbourgeois ne peut être ignoré. "Nous verrons ce qui se passe (...). Mais en l'état actuel des choses, nous sommes toujours partis pour un acte V", assure une coordinatrice locale, réclamant notamment la dissolution de l'Assemblée nationale.

"On ne se sent pas concernés, par ça, les attentats. C'est pour nous faire peur. On ne changera rien", lâche également "Mamyray", une retraitée de 65 ans rencontrée par l'AFP sur un rond-point à Rennes.

"Eux pensent que c'est une raison pour nous faire arrêter. Pour moi, cela (l'attentat et les +gilets jaunes+) n'a aucun rapport", estime à ses côtés, Paul, brocanteur de 24 ans.

Les annonces présidentielles, notamment l'augmentation de 100 euros des salaires au niveau du Smic, n'ont semble-t-il pas suffi à éteindre la colère des "gilets jaunes", pas plus que les appels du gouvernement à observer une pause après l'attaque terroriste sur le marché de Noël de Strasbourg, qui a fait au moins 2 morts. AFP 12.12

La réaction à découvert.

- "Gilets jaunes": Marine Le Pen "suppose que les manifestations ne pourront pas avoir lieu" - AFP 12.12

- Au lendemain de la tragédie de Strasbourg, plusieurs personnalités issues des sphères politique et médiatique ont appelé les Gilets jaunes à suspendre le mouvement. - RT 12.12

«Je pense que le mouvement [des Gilets jaunes] doit cesser», a déclaré le ministre de la Justice Nicole Belloubet ce 12 décembre, alors qu'elle intervenait à l'antenne de Public Sénat, au lendemain de la fusillade de Strasbourg.

Attaque de Strasbourg : Nicole Belloubet a déclaré qu'on pouvait parler d'attentat. Elle aurait par ailleurs estimé qu'après «l'événement dramatique de Strasbourg» et au vu des réponses de Macron aux GiletsJaunes, «le mouvement d[evait] cesser». (Twitter 12.12) RT 12.12

Ainsi, l'éditorialiste Jean-Michel Apathie a pour sa part fustigé «l'irresponsabilité» de ceux qui appelaient à manifester. «On imagine les CRS [attendant] que des casseurs, que des Gilets jaunes leur jettent des boules de pétanque et des marteaux à la figure ? [...] Quel symbole, quelle image après un attentat !», s'est attristé le journaliste avant de s'imaginer ce qu'un «observateur étranger» penserait en assistant à une telle scène : «Ils sont totalement fous dans ce pays !»

Appels à manifester, théories du complot : "Il faut être exigeant" avec les leaders du mouvement des GiletsJaunes, dit Jean-Michel Apathie. Ils doivent appeler à ne pas manifester samedi, d'abord au nom de la décence." Europe1 - 12 décembre 2018

Le maire républicain de Nice, Christian Estrosi : "Il ne peut pas y avoir un acte 5 qui fasse prendre des risques après Strasbourg."

Fusillade de Strasbourg "Une trêve des manifestations des GiletsJaunes s'impose : par respect pour les victimes et parce que les forces de l'ordre sont mobilisées pour retrouver cet individu et lutter contre le terrorisme" Damien Abad - Sud Radio Matin . RT 12.12

Troisième partie.

Ils osent tout

Sans blague!

- Logement indigne : «il y a des élus qui laissent faire» - Liberation.fr

Vive les Frères musulmans (leurs alliés ou créatures) ou l'idéologie politique des barbares !

- Khashoggi et d'autres journalistes personnalités de l'année pour le magazine Time - AFP

Le journaliste saoudien Jamal Khashoggi, tué le 2 octobre au consulat d'Arabie à Istanbul, a été désigné mardi personnalité de l'année par le magazine américain Time, une distinction partagée avec plusieurs autres journalistes qui symbolisent, pour l'hebdomadaire, la recherche de la vérité... AFP

ONG, les officines de la gouvernance mondiale.

- Pacte sur les Migrations: les ONG appellent les pays à agir - AFP

Le Pacte mondial sur les migrations des Nations unies adopté, défenseurs des droits de l'Homme et ONG appellent les pays signataires à mettre réellement en oeuvre leurs engagements, au-delà des seuls discours officiels, en plaidant pour un traitement plus humain des migrants. AFP

MSF, Oxfam, One Child, Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR)

Les Etats-Unis : L'Etat le plus corrompu de la terre.

- Gambie : accusé de corruption, l'ancien président Yahya Jammeh interdit d'entrée aux Etats-Unis - Franceinfo

[INFOS EN BREF](#)

POLITIQUE

[Italie.](#)

Israël/Palestiniens: Salvini accuse l'UE de biais anti-israélien - AFP 12 décembre 2018

Le ministre israélien de l'Intérieur Matteo Salvini (chef de la Ligue - extrême droite. - ndlr), en visite en Israël, a dénoncé mardi la position "déséquilibrée" de l'Union européenne, qu'il juge trop critique à l'égard de l'Etat hébreu, sur le conflit israélo-palestinien.

"L'Union européenne ces dernières années a été absolument déséquilibrée (...) dans sa gestion du conflit du Proche-Orient, condamnant et sanctionnant Israël toutes les 15 minutes", a-t-il dit lors d'un point de presse.

Qualifiant Israël de "rempart de sécurité pour les valeurs européennes et occidentales dans la région", il a estimé que "quiconque veut la paix soutient Israël". AFP 12 décembre 2018

Le "*ministre israélien*" au lieu d'italien, ils sont impayables à l'AFP ! Mais bon, ce n'était pas vraiment une coquille, une confirmation l'extrême droite en Italie, en France ou ailleurs est néolibérale et sioniste, fasciste.

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

[Espagne](#)

Le Smic espagnol augmenté de 22% sur décision du gouvernement - Le HuffPost 13 décembre 2018

Le chef du gouvernement espagnol Pedro Sanchez a annoncé mercredi 12 décembre qu'il augmenterait par décret le salaire minimum de 22%, lors du conseil des ministres du 21 décembre qui aura lieu à Barcelone.

"Le Conseil du 21 décembre approuvera la hausse du salaire minimum". Elle entrera en vigueur "à partir de 2019" et constituera "la hausse la plus importante depuis 1977", a déclaré Pedro Sanchez devant les parlementaires.

En annonçant qu'il relèvera par décret le salaire minimum mensuel de 858 euros à 1050 euros brut, Pedro Sanchez fait passer une mesure phare de son projet de budget pour 2019, qu'il n'a pas en ce moment les appuis nécessaires pour faire voter au parlement. Le HuffPost 13 décembre 2018

150 euros brut, une misère !

ECONOMIE

[UE](#)

- Zone euro: Convergence et compétitivité avant tout-projet - Reuters 12 décembre 2018

Les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne (UE) ne retiendront pas la proposition visant à consacrer un budget de la zone euro à des fins de stabilisation économique, toute mobilisation de fonds ne devant servir strictement qu'à renforcer la convergence et à accroître la compétitivité, suivant un projet de communiqué du Conseil européen. Reuters 12 décembre 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 14 décembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

- Au format pdf (16 pages)

PREMIERE PARTIE.

Confirmation. Souvenez-vous, il y a au moins 6 mois j'avais avancé qu'elle passerait sans doute à la trappe...

- Gilets jaunes: la révision constitutionnelle suspendue. - L'Express.fr 14.12

C'est la lutte pour le pouvoir qui est engagée, la question de l'Etat, du renversement du régime et l'instauration d'une République sociale.

Acte 5 de la révolte. Rien n'y fait !

- "En dépit des annonces d'Emmanuel Macron en faveur du pouvoir d'achat et malgré l'attentat de Strasbourg" AFP 14.12

- "Gilets jaunes": le gouvernement appelle à ne pas manifester - franceinfo 13.12

Après plusieurs personnalités politiques et syndicales, le gouvernement appelle, à son tour, à ne pas manifester samedi 15 décembre. franceinfo 13.12

Ils la sentent venir...

- L'insurrection qui vient - franceinfo 14.12

Radars vandalisés, préfecture incendiée, centres des impôts murés, insultes ou menaces de mort reçus par des parlementaires : la haine contre l'Etat et ses représentants n'a jamais atteint un tel niveau en France. franceinfo 14.12

Renversons-le !

- L'Etat assiégé - franceinfo 14.12

Le pillage de la Sécurité sociale continue.

- "Finalement, la hausse de 100 euros s'ajoutera aux baisses de charges sociales de 2018, ce qui portera l'augmentation des petits revenus à près de 125 euros en 2019." AFP 14.12

125 euros, des miettes ! Et personne ne sait qui va la percevoir ni quand et qui la financera, pas les patrons, l'Urssaf, la Caf, l'Etat avec la TVA que nous payons tous.

La base fait pression et se radicalise obligeant les agents du régime à composer pour ne pas perdre la main.

- Acte 5 des Gilets jaunes : Mélenchon ne lâche rien - LeParisien.fr 14.12

- La CGT débordée par sa base sur l'idée d'une convergence - Liberation.fr 14.12

Nombre de militants affichent leur soutien aux gilets jaunes et déplorent les atermoiements de leur centrale. Liberation.fr 14.12

Vaut mieux temporiser ! Peine perdue !

- "Gilets jaunes" : la réforme des retraites "peut très bien être décalée dans le temps", plaide le député Olivier Damaisin franceinfo 13.12

Les retraites ce n'est pas la priorité, il n'y a pas d'urgence, estime, en résumé, le député du Lot-et-Garonne, Olivier Damaisin, qui hausse le ton. L'élus LREM est pourtant ambassadeur de la réforme des retraites à l'Assemblée nationale pour son groupe. Il doit donc en principe défendre cette réforme auprès des députés et des citoyens, mais là, il préfère jeter l'éponge. "Je vais arrêter mon rôle d'ambassadeur parce qu'il faut prendre le temps. C'est peut-être l'une des choses qu'on n'a pas prise jusqu'à

présent", confie-t-il.

La réforme, selon Olivier Damaisin, "peut très bien être décalée dans le temps". "Je ne suis pas sûr d'être le seul à dire ça. Ce n'est peut-être pas maintenant qu'il faut le faire d'ailleurs", précise-t-il, préférant attendre que "le soufflé retombe". "En tant que rapporteur, j'ai reçu des partenaires sociaux. Je peux vous dire que tous ne voient pas d'un bon œil la réforme des retraites. Donc, faut-il en parler maintenant ? Je ne pense pas. Pour moi, ce serait judicieux de le faire en 2020", déclare l'élu.

Comme lui, cinq députés LREM, également ambassadeurs, demandent une pause pour cette réforme. Il n'est pas question pour eux d'attiser de nouveaux foyers de contestation. Ces parlementaires sont minoritaires, mais bien décidés à se faire entendre. De son côté, Jean-Paul Delevoye continue de dire qu'il présentera ses préconisations en 2019, pour un vote du texte la même année, mais pas avant l'été. franceinfo 13.12

Totalitarisme et terrorisme d'Etat.

Grille de lecture à conserver en mémoire.

Ils ont abattu tous les terroristes qui étaient passés à l'acte et qui étaient "en charge par la DGSI" pour qu'ils ne parlent pas, trop compromettant pour l'Etat.

On pourrait se dire que l'Etat n'a rien à voir là-dedans, vraiment ? Comment cela ?

La DGSI sait qu'elle est en présence de types fragiles et manipulables, complètement marginalisés de la société et déséquilibrés, qui plus est qui n'ont rien à perdre, alors pour peu qu'on leur mette dans la tête qu'en réalisant un gros coup ou un exploit ils pourraient devenir célèbres ou il resterait une trace d'eux après leur mort, suggestion qui peut provenir de n'importe où, il suffit juste de les inciter à passer à l'action au moment que vous avez choisi pour qu'ils commettent un acte suicidaire, parce qu'ils savent à l'avance qu'ils seront abattus, ils y sont préparés, c'est même leur vœux devenu fanatique en guise d'idéal, de fin glorieuse, leur manière de dire adieu au monde en lui disant merde, c'est moi qui aies eu le dernier mot, au-delà du massacre qu'ils ont commis.

Cela se tient parfaitement, cela rejoint la mentalité ou le processus psychologique auquel est soumis un kamikaze, du type qui sacrifie sa vie parce qu'il n'avait plus rien d'autre à perdre et à en attendre. Cela paraîtra inconcevable ou irrationnel à un esprit équilibré imbu de bonne conscience, mais en fait c'est très rationnel quand on y réfléchit un instant.

Cela peut expliquer pourquoi depuis quelques années déjà, chaque fois qu'un gouvernement est en difficulté ou veut faire passer de nouvelles mesures liberticides ou antisociales, ce genre d'évènement se produit simultanément.

3 jours avant l'Acte 5. Un rapport adopté par l'UE le 12 décembre 2018. Encore une coïncidence !

- Lutte contre le terrorisme : l'UE adopte un plan pour une meilleure coordination des États - franceinfo 13 décembre 2018

Le Parlement européen a adopté mercredi 12 décembre une résolution pour renforcer la lutte contre le terrorisme en forçant les pays de l'UE à échanger leurs informations. franceinfo 13 décembre 2018

A peine 24 heures après l'affaire est pliée, le tireur abattu ! Encore une coïncidence ! Une de trop !

- Le tireur de Strasbourg abattu après 48 heures de cavale - Reuters 13 décembre 2018

- Huffington Post : Une rencontre fortuite entre les forces de l'ordre et l'homme le plus recherché de France. Le HuffPost 14 décembre 2018

Deux jours plus tôt on nous disait qu'il était l'homme le plus recherché de France et que personne ne savait où il était. Une fois de plus ils nous prennent pour des cons de toute évidence.

Fortuite ? Cette fois il n'a pas laissé ses papiers en évidence, il a fourni le lieu où il logeait.

- "Tu sais ce que j'ai fait ? J'ai tué des gens !" : ce que Cherif Chekatt a dit à un chauffeur de taxi après l'attentat à Strasbourg - franceinfo 13.12

Mardi 11 décembre, l'auteur présumé de la fusillade, qui a été abattu jeudi soir, est monté dans un taxi pour quitter le centre historique où il venait d'ouvrir le feu, tuant et blessant plusieurs passants. Dans la voiture, la conversation s'engage. "Tu sais ce que j'ai fait ? J'ai tué des gens ! (...) Pour nos frères morts en Syrie", aurait déclaré Cherif Chekatt au chauffeur de taxi, selon

des déclarations rapportées par une source proche de l'enquête à France 2.

La discussion dure environ 3 minutes. "La police a perquisitionné chez moi ce matin, ils ont trouvé une grenade", poursuit l'auteur présumé de l'attentat, toujours selon le témoignage du conducteur. Ce dernier s'est rendu dans un commissariat de Strasbourg après avoir déposé l'homme dans le quartier de Neudorf. Le chauffeur pense avoir la vie sauve parce qu'il est musulman et qu'il y avait des signes religieux dans sa voiture, notamment un collier de prière accroché au rétroviseur.

Il raconte qu'il a tout de suite vu que l'homme pris en charge était blessé au bras, parce que le fugitif lui a montré sa blessure. Il dit que l'homme était très pâle et avait l'air à la fois calme et très stressé. Le chauffeur de taxi affirme aussi qu'il connaissait très bien les rues de Strasbourg mais n'avait pas l'air de trop savoir où aller. C'est le chauffeur qui l'a convaincu rapidement de sortir du taxi. La course a duré très peu de temps. franceinfo 13.12

Quand l'Etat terroriste se fait complotiste, l'un ne va plus sans l'autre.

- "Gilets jaunes": les théories du complot fleurissent sur les réseaux sociaux - franceinfo -13.12

Et les idiots utiles ou ses suppôts de leur emboîter le pas.

- Quatennens (LFI) lance un appel aux gilets jaunes sur les théories du complot - Le HuffPost13 décembre 2018

"C'est stupide." Invité de BFMTV et RMC ce jeudi 13 décembre, Adrien Quatennens a appelé les gilets jaunes qui relaient toutes sortes de théories du complot sur l'attentat de Strasbourg à "garder raison."

"Ce n'est pas raisonnable. (...) Le ministre de l'Intérieur et le Premier ministre font tout ce qu'ils peuvent", a-t-il ajouté, avant de lancer un appel à ceux qui pourraient verser dans le complotisme: "je le dis aux citoyens qui nous écoutent: ne faites pas circuler ou ne relayez pas ce genre de fausses informations. Il faut être implacable sur le sujet." Le HuffPost 13 décembre 2018

"*Le ministre de l'Intérieur et le Premier ministre font tout ce qu'ils peuvent*" pour empêcher les masses de manifester depuis 3 semaines, les gazent, les matraquent, les menacent, les emprisonnent, bravo monsieur le charlatan ! Quand on vous dit qu'ils sont dangereux. Et après cela vous voudriez que les travailleurs renouent avec le mouvement ouvrier, ce type-là en est le fossoyeur.

N'écoutez pas les élus de LFI, du PCF, du PS, de Générations, de EELV, les dirigeants syndicaux qui sont tous corrompus par le régime, dans une large mesure vous pouvez ajouter ceux de l'extrême gauche, ne parlons pas de ceux de la droite officielle ou de l'extrême droite ce sont nos ennemis à mort.

Commentaires d'internautes (Les Crises.fr)

1- Quant à la fusillade de Strasbourg, elle vient à point pour détourner l'attention de la crise sociale (la chasse au Sarrasin, juste avant Noël) et pour associer "Gilets jaunes" et "théorie du complot".

2- "Juste après les attentats de Charlie Hebdo, le gouvernement et les médias appelaient à sortir en terrasse pour "résister". Et là, on nous fait exactement l'inverse, pour un "attentat" "terroriste" d'une dimension bien inférieure, sans revendication ni même motif."

3- Je suis tombé sur Facebook sur un GJ qui avait pris en photo sa convocation au tribunal. Les faits reprochés étaient d'avoir dans son coffre 1 gilet jaune et 1 casque de chantier qui avait été considéré par les gendarmes comme des armes par destination.

L'extrême droite sioniste appelle à "**créer un délit de complotisme**".

Panamza.com - Après Joël Mergui, le patron ultrasioniste des juifs de France qui demande la pénalisation de l'antisionisme, c'est au tour de son co-religionnaire (également engagé dans le sionisme radical) Ariel Goldmann, patron du Fonds social juif unifié (une institution dite caritative et communautariste qui fut fondée et demeure encadrée par la famille Rothschild), de proposer -sans rire- le mercredi 12 décembre de "créer un délit de complotisme" en réaction aux légitimes interrogations suscitées par l'étrange attentat survenu la veille à Strasbourg. panamza.com 13.12.2018

[ACTUALITÉ SOCIALE DU JOUR](#)

[Ford : 850 emplois supprimés à l'usine de Blanquefort - franceinfo 13 décembre 2018](#)

Impossible de trouver les mots. Ce représentant syndical ne parvient pas à annoncer la nouvelle aux salariés : Ford refuse l'unique offre de reprise de leur usine de Blanquefort (Gironde), près de Bordeaux. Le site va donc fermer. Il y avait pourtant un repreneur. Un industriel franco-belge, Punch, prêt à sauver 400 des 850 emplois du site. Pour Philippe Poutou, ancien candidat à l'élection présidentielle, lui aussi salarié, Ford n'a pas joué le jeu.

LVOG - Le gouvernement aux abois.

Dans l'après-midi du jeudi 13 décembre, le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, s'est exprimé avec colère. "Je veux dénoncer la trahison de Ford vis-à-vis des plus de 800 salariés du site de Blanquefort (...) parce qu'ils avaient accepté de réduire leurs salaires, de réduire leurs RTT, de faire des efforts considérables pour garantir la reprise", a-t-il grondé. L'usine Ford de Blanquefort pourrait fermer dès la fin du mois d'août 2019. franceinfo 13 décembre 2018. franceinfo 13 décembre 2018

DEUXIEME PARTIE.

Le mouvement du 17 novembre vu par l'extrême gauche.

Chacun a entendu quotidiennement depuis bientôt un mois les représentants de la réaction, gouvernement et patronat et leurs alliés condamner les violences, appeler au calme, au respect de l'ordre républicain, bref au respect de l'ordre établi. On est bien d'accord, n'est-ce pas ?

Qui au même moment (le 8 décembre) a osé sortir dans un communiqué : "*La mobilisation ouvrière sur le terrain de classe est facteur d'ordre pour tout le pays*" ? Le POID.

LO

Nathalie Arthaud : "***On est loin du compte***" 10/12/2018

LVOG - Sans blague ! Non mais attendez, LO ce sont des gens qui prétendent vouloir refaire le monde, le roitelet jette une pièce au gueux qui ne coûtera pas un rond au patronat, bien au contraire, et elle lui sort que cela ne fait la compte, cire-leur les pompes peut-être qu'ils te balanceront la planche à billets la prochaine fois, pauvre gourde !

Editorial 11/12/2018

"Engager le combat, par la grève, pour une augmentation générale des salaires, des retraites et des allocations, qui suive la hausse des prix : c'est le seul moyen, pour le monde du travail, de se battre pour son avenir. C'est aussi la seule perspective, pour toute la société, de desserrer l'étau de la dictature du capital sur l'économie."

LVOG - La "*seule perspective*", ce sont eux qui l'ont écrit, c'est de demeurer sous ce régime, pourvu que vos maîtres desserrent un peu les maillons de la chaîne qui vous entrave et vous pourrez vous estimez heureux. C'est à cela qu'on reconnaît les vrais révolutionnaires, les vrais trotskystes !

NPA - Tendance Claire

(7 décembre 2018)

Ce lundi 3 décembre le comité exécutif du NPA a décidé d'appeler clairement non seulement à soutenir, mais à participer aux manifestations organisées par les Gilets Jaunes du samedi 8 décembre.

Articuler les luttes dans les entreprises et dans la rue, avec les Gilets Jaunes.

LVOG - Jusque là on est d'accord.

(9 décembre 2018)

La radicalité des gilets jaunes semble le reflet inverse du recul du mouvement ouvrier organisé ainsi que son intégration systématique à l'appareil d'État par le dialogue social. (Discours qui sur ce point tranche avec celui du POI-POID qui fait l'éloge de l'indépendance des syndicats, une escroquerie politique. - LVOG)

Nous saluons et félicitons toutes les unions locales ou départementales qui prennent leurs responsabilités et qui désavouent les politiques de leurs directions pour rejoindre le mouvement. Il faut dès maintenant entraîner le prolétariat en tant que tel et dans son ensemble dans cette lutte puissante contre Macron et ce qu'il représente. (Pour abattre le régime aurait été mieux ou plus précis, car c'est le régime qui est incompatible avec le progrès social et non Macron. Mais on est d'accord sur l'orientation, jusque là. - LVOG)

Rejoignons en masse les gilets jaunes, participons au développement de la conscience de classe du mouvement, faisons tomber Macron et son monde ! (Les institutions de la Ve République. - LVOG)

(10 décembre 2018)

Derrière les bons sentiments... Macron protège les riches et nous arnaque !

Il faut se saisir de la journée de mobilisation du vendredi 14 décembre pour manifester et bloquer l'économie. Il faut être encore plus nombreux dans les rues samedi 15 décembre. Le pouvoir est affaibli. C'est le moment d'y aller tous ensemble ! Bloquons tout, organisons nous sur nos lieux de travail, dans les quartiers ! Macron et son régime doivent dégager ! Le pouvoir aux travailleurs/ses, en gilets jaunes et rouges !

LVOG - Toujours la connerie de l'écriture inclusive. Passons.

NPA - Montreuil le lundi 10 décembre

L'heure est à la mobilisation générale, pour un blocage du pays, notamment par la grève. Face à ce mouvement profond contre la vie chère, Macron doit céder : mettre fin aux taxes injustes, faire payer les riches, augmenter les salaires et les revenus. Nous pouvons les faire reculer.

LVOG - Les masses avancées et les "révolutionnaires" reculent en imitant Macron. Le mouvement engagé le 17 novembre a commencé à poser plus ou moins consciemment les bases d'un processus constituant, donc politique, il avance des revendications politiques qui remettent en cause l'existence du régime ou les institutions de la Ve République, et que dit le NPA trois semaines plus tard, on veut "faire payer les riches", ce qui signifie qu'ils doivent conserver le pouvoir, or ce mouvement a adopté une toute autre orientation politique en disant qu'ils ne voulaient plus entendre parler des riches, qu'il fallait leur faire pas seulement les poches mais la peau, leur ôter le pouvoir.

Appel des Gilets jaunes de Commercy à des Assemblées populaires partout

Par Gilets jaunes de Commercy (2 décembre 2018)

Les gilets jaunes de Commercy lancent un appel à toute la population ! L'appel est ci-dessous sous format texte et vidéo.

Samedi 1er décembre, un péage gratuit à Gye près de Toul a été organisé avec 200 gilets jaunes, face à 6 flics : le péage est resté gratuit toute la journée !

Puis une soupe populaire a été préparée en commun et offerte aux habitants de Commercy, suivie d'une collecte pour le Téléthon.

APPEL DES GILETS JAUNES DE COMMERCY À DES ASSEMBLÉES POPULAIRES PARTOUT REFUSONS LA RÉCUPÉRATION ! VIVE LA DÉMOCRATIE DIRECTE ! PAS BESOIN DE "REPRÉSENTANTS" RÉGIONAUX !

Depuis près de deux semaines le mouvement des gilets jaunes a mis des centaines de milliers de personnes dans les rues partout en France, souvent pour la première fois. Le prix du carburant a été la goutte de gasoil qui a mis le feu à la plaine. La souffrance, le ras-le-bol, et l'injustice n'ont jamais été aussi répandues. Maintenant, partout dans le pays, des centaines de groupes locaux s'organisent entre eux, avec des manières de faire différentes à chaque fois.

Ici à Commercy, en Meuse, nous fonctionnons depuis le début avec des assemblées populaires quotidiennes, où chaque personne participe à égalité. Nous avons organisé des blocages de la ville, des stations services, et des barrages filtrants. Dans la foulée nous avons construit une cabane sur la place centrale. Nous nous y retrouvons tous les jours pour nous organiser, décider des prochaines actions, dialoguer avec les gens, et accueillir celles et ceux qui rejoignent le mouvement. Nous organisons aussi des « soupes solidaires » pour vivre des beaux moments ensemble et apprendre à nous connaître. En toute égalité.

Mais voilà que le gouvernement, et certaines franges du mouvement, nous proposent de nommer des représentants par région ! C'est à dire quelques personnes qui deviendraient les seuls « interlocuteurs » des pouvoirs publics et résumerait notre diversité.

Mais nous ne voulons pas de « représentants » qui finiraient forcément par parler à notre place !

À quoi bon ? À Commercy une délégation ponctuelle a rencontré le sous-préfet, dans les grandes villes d'autres ont rencontré directement le Préfet : ceux-ci font DÉJÀ remonter notre colère et nos revendications. Ils savent DÉJÀ qu'on est déterminés à en finir avec ce président haï, ce gouvernement détestable, et le système pourri qu'ils incarnent !

Et c'est bien ça qui fait peur au gouvernement ! Car il sait que si il commence à céder sur les taxes et sur les carburants, il devra aussi reculer sur les retraites, les chômeurs, le statut des fonctionnaires, et tout le reste ! Il sait aussi TRÈS BIEN qu'il risque d'intensifier UN MOUVEMENT GÉNÉRALISÉ CONTRE LE SYSTÈME !

Ce n'est pas pour mieux comprendre notre colère et nos revendications que le gouvernement veut des « représentants » : c'est pour nous encadrer et nous enterrer ! Comme avec les directions syndicales, il cherche des intermédiaires, des gens avec qui il pourrait négocier. Sur qui il pourra mettre la pression pour apaiser l'éruption. Des gens qu'il pourra ensuite récupérer et pousser à diviser le mouvement pour l'enterrer.

Mais c'est sans compter sur la force et l'intelligence de notre mouvement. C'est sans compter qu'on est bien en train de réfléchir, de s'organiser, de faire évoluer nos actions qui leur foutent tellement la trouille et d'amplifier le mouvement ! (On se disait bien que l'abstention massive aux élections et le refus de participer au mouvement ouvrier corrompu finirait par trouver une expression politique, ou qu'il s'accompagnait d'une réflexion en profondeur sur le fonctionnement des institutions et leurs relais dans la classe ouvrière qui arriverait un jour à maturité ou qui exploserait au grand jour. On l'a sous-estimé ou on a refusé de le prendre en compte, ainsi on l'a retardé au lieu de le favoriser ou l'accélérer... - LVOG

Et puis surtout, c'est sans compter qu'il y a une chose très importante, que partout le mouvement des gilets jaunes réclame sous diverses formes, bien au-delà du pouvoir d'achat ! Cette chose, c'est le pouvoir au peuple, par le peuple, pour le peuple. C'est un système nouveau où « ceux qui ne sont rien » comme ils disent avec mépris, reprennent le pouvoir sur tous ceux qui se gavent, sur les dirigeants et sur les puissances de l'argent. C'est l'égalité. C'est la justice. C'est la liberté. Voilà ce que nous voulons ! Et ça part de la base ! (Là, c'est tout le régime qui vole en éclats ! - LVOG

Si on nomme des « représentants » et des « porte-parole », ça finira par nous rendre passifs. Pire : on aura vite fait de reproduire le système et fonctionner de haut en bas comme les crapules qui nous dirigent. Ces soi-disant « représentants du peuple » qui s'en mettent plein des poches, qui font des lois qui nous pourrissent la vie et qui servent les intérêts des ultra-riches !

Ne mettons pas le doigt dans l'engrenage de la représentation et de la récupération. Ce n'est pas le moment de confier notre parole à une petite poignée, même s'ils semblent honnêtes. Qu'ils nous écoutent tous ou qu'ils n'écoutent personne ! (Je n'avais pas lu cet appel avant ce jeudi soir 13 décembre, ma causerie rédigée la veille et publiée seulement quelques heures avant était prémonitrice une fois de plus, j'évoquais non pas la nécessité de dirigeants qui "*semblent honnêtes*", mais qui ont fait la preuve qu'ils l'étaient, et j'ajoutais qu'ils devaient avoir un niveau de conscience politique supérieur pour diriger le parti de la révolution prolétarienne ou guider les masses vers la victoire finale. - LVOG)

Depuis Commercy, nous appelons donc à créer partout en France des comités populaires, qui fonctionnent en assemblées générales régulières. Des endroits où la parole se libère, où on ose s'exprimer, s'entraîner, s'entraider. Si délégués il doit y avoir, c'est au niveau de chaque comité populaire local de gilets jaunes, au plus près de la parole du peuple. Avec des mandats impératifs, révocables, et tournants. Avec de la transparence. Avec de la confiance. (C'était la définition des soviets ou ne figuraient pas seulement des délégués issus de partis ouvriers. La supériorité des représentants du mouvement ouvrier sur les autres délégués provenait du fait qu'ils avaient acquis une expérience de la lutte de classe théorique et pratique, ce qui manque également à ces travailleurs. Si les militants du mouvement ouvrier expriment consciemment ce qu'expriment inconsciemment ou de façon confuse ces travailleurs, ils gagneront leur confiance et ensemble ils pourront lutter, aller de l'avant et vaincre Macron et renverser le régime. - LVOG)

Nous appelons aussi à ce que les centaines de groupes de gilets jaunes se dotent d'une cabane comme à Commercy, ou d'une « maison du peuple » comme à Saint-Nazaire, bref, d'un lieu de ralliement et d'organisation ! Et qu'ils se coordonnent entre eux, au niveau local et départemental, en toute égalité ! (Puis au niveau national pour constituer un organe de contre-pouvoir, un gouvernement ouvrier, ce qui créerait une situation de double pouvoir qui poserait directement la question de la lutte pour le pouvoir politique, dont l'objectif ne pourrait être que le renversement du régime en place ou la défaite. - LVOG)

C'est comme ça qu'on va gagner, parce que ça, là haut, ils n'ont pas l'habitude de le gérer ! Et ça leur fait très peur.

Nous ne nous laisserons pas diriger. Nous ne nous laisserons pas diviser et récupérer.

Non aux représentants et aux porte-parole autoproclamés ! Reprenons le pouvoir sur nos vies ! Vive les gilets jaunes dans leur diversité !

VIVE LE POUVOIR AU PEUPLE, PAR LE PEUPLE, POUR LE PEUPLE !

Si vous vous retrouvez dans les bases de cet appel chez vous, dans votre groupe local de gilets jaunes, ou autre, contactez-nous sur giletsjaunescommercy@gmail.com et coordonnons-nous sur la base d'assemblées populaires et égalitaires !

La CGT 75 appelle à manifester avec les gilets jaunes samedi 15 décembre

Appel du Comité Général de l'UD du 11 décembre 2018

Le Comité général de l'Union des syndicats CGT de Paris prend la mesure de la situation sociale exceptionnelle dans laquelle il se tient.

La mobilisation des Gilets jaunes est l'expression d'une colère légitime. Les revendications pour l'augmentation des salaires, des pensions et des minima sociaux, contre la CSG, pour la justice fiscale, pour la défense des services publics, rejoignent celles qui ont conduit la CGT à mener de nombreuses luttes. (Non, on se retient de les insulter ! - LVOG)

Désormais, les lycéens ont massivement rejoint la contestation, suivis par les étudiants.

Face à ces différentes mobilisations, le gouvernement a répondu par le mépris et une répression policière et judiciaire inédite. Il cherche à faire rempart au patronat en masquant ses responsabilités. (Même pas, passons. - LVOG)

Mais la détermination commence à faire vaciller le président Macron. Ses annonces ne répondent pas aux revendications exprimées. Il poursuit la casse du modèle social (tu parles d'un modèle, il y a toujours eu des millions de pauvres dans ce pays, mais vous les ignorez ! - LVOG) et ne remet absolument pas en cause l'inégalité de la répartition des richesses dans notre pays par son refus de s'attaquer au coût du capital. (Pas question de s'attaquer aux fondements du capital, ils ne savent même plus ce que c'est au juste. Passons. - LVOG)

La CGT exige l'arrêt de la répression et l'abandon des poursuites judiciaires. Dans la poursuite de leur mouvement, les retraités sont appelés à se mobiliser le 18 décembre, 14H30 devant Bercy, pour leur pouvoir d'achat. (Il y avait le 14 et le 15, et maintenant le 18, Macron et le Medef apprécieront. - LVOG)

Ce même jour nous participerons à la Journée internationale des migrants, à 18H place de la République (Pourvu que BHL et Soros soient de la fête ! - LVOG) . Face au patronat nous sommes tous ensemble dans les luttes pour l'égalité des droits.

Pour la CGT, il y a urgence à :

augmenter le SMIC à 1800€ bruts par mois, (Nets. - LVOG)

augmenter les salaires et les indexer sur l'inflation : 300€ bruts par mois,

augmenter le point d'indice dans la fonction publique,

augmenter les pensions, (Au niveau minimum du SMIC. Retraite à 50 ou 55 ans maximum.- LVOG)

augmenter les minima sociaux,

rétablir l'ISF et supprimer le CICE, (Rien à foutre de l'ISF, on leur prend tout, on supprime l'oligarchie ! - LVOG)

supprimer la hausse de la CSG, (Supprimer la CSG et la TVA. - LVOG)

maintenir et renforcer les services publics, (Rouvrir tous les services publics fermés ou supprimés. - LVOG)

abandonner tout projet de retraite par points, maintenir tous les régimes actuels, (Alignez le régime général sur le régime spécial le plus avantageux et le généraliser à tous les retraités. - LVOG)

pérenniser la sécurité sociale et son financement par les cotisations. (En chassez le patronat et le gouvernement. Annulation de la "dette" de la SS au marché, eh oui peu y pensent! - LVOG)

Le Comité général fait sien le communiqué intersyndical des Urif : « Les unions régionales Île-de-France CGT, FO, FSU, Solidaires avec l'UNEF appellent les salariés, les étudiants et les lycéens à se réunir en assemblées générales et à décider de l'action nécessaire à la satisfaction de ces revendications, y compris par la grève ». (Pour préparer la grève générale illimitée jusqu'à satisfaction de toutes nos revendications. - LVOG)

Le Comité général appelle à manifester et à faire grève le 14 décembre, à converger avec les Gilets jaunes le 15 décembre. L'amplification de la mobilisation par la tenue d'assemblées générales les plus unitaires possible dans les prochains jours est à l'ordre du jour. Partout mettons en débat la question de la grève pour gagner sur nos revendications.

Face à un gouvernement devenu fébrile, nous pouvons gagner ! (Nous pouvons le renverser ! - LVOG)

Le POID qui a son rond de serviette à la table des dirigeants syndicaux vendus...

POID

- N'y a-t-il pas urgence à quitter la table ? par Daniel Gluckstein - La Tribune des travailleurs 13 décembre 2018

Que Macron, ce 10 décembre, se soit livré à une misérable mascarade, annonçant des mesures sur le Smic et la CSG financées par les salariés et les retraités eux-mêmes... cela n'est pas pour surprendre. La question posée est : que va faire le mouvement ouvrier ?

Le matin même, les représentants des organisations syndicales s'étaient rendus à l'Élysée porteurs, on le suppose, des revendications des travailleurs. Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'ils n'ont pas été entendus. (Non, sans blague, les ont-ils vraiment posées au moins ? Mais encore, parce que Macron pourrait ne pas être sourds ou satisfaire les "revendications des travailleurs" quand on lui demande poliment ? Il nous prend pour des abrutis Gluckstein, cela ne marche plus monsieur ! - LVOG)

Dans tout le pays, de jour en jour plus nombreux, les jeunes et les travailleurs s'engagent sur la voie de la grève pour les revendications. Au point que le journal patronal Les Échos s'inquiète de « l'impact » de la crise sociale généralisée sur les « réformes majeures inscrites à l'agenda de 2019 », citant en particulier « celles de la fonction publique (et) des retraites ». (Alors qu'on lui parle de ce qui se passe en ce moment sous ses yeux dans la rue, il nous cause de ce qui va se passer en 2019 ! Arrêtez de nous prendre pour des demeurés ! - LVOG)

Question majeure, en effet, que celle de l'avenir des contre-réformes engagées par un gouvernement qui fait l'objet d'un tel rejet ! (Ah tiens, le revoilà qui descend sur terre ! - LVOG)

À commencer par la contre-réforme que Les Échos n'évoquent pas, celle du baccalauréat, du lycée et de Parcoursup. C'est pourtant contre cette triple contre-réforme que par dizaines de milliers, à nouveau ce 11 décembre, les lycéens bravent la répression et les violentes agressions de casseurs, organisent leurs assemblées générales et manifestent pour en revendiquer le retrait. La seule réponse conforme à la démocratie, c'est en effet le retrait et le rétablissement du droit de chaque lycéen à passer un baccalauréat-diplôme national unique sur tout le territoire ouvrant accès à l'Université. (Sésame ouvre-toi ! Demain vous serez tous bac +7 comme lui, quel monde... surtout pour ceux qui seront bac -7, la majorité ! - LVOG)

S'agissant de la contre-réforme de la fonction publique, on note que la concertation à son sujet est supposée reprendre dans quelques semaines.

Il n'en est pas de même de la concertation sur la contre-réforme des retraites qui, elle, se poursuit ! Car ce gouvernement, pourtant archi-minoritaire et rejeté de toutes parts, maintient son objectif : détruire les 42 régimes de retraite existants, précipitant dans la misère des millions de futurs retraités ! (Sa seule préoccupation, c'est le maintien des régimes spéciaux de retraite de l'aristocratie ouvrière, son fond de commerce, et le droit à la retraite pour tous à taux plein dès 55 ans par exemple, il s'en tape ! - LVOG)

Dès lors, la démocratie la plus élémentaire n'exige-t-elle pas que les organisations syndicales de travailleurs décident, conformément à ce pour quoi elles ont été constituées, de quitter la table de la concertation ? (Commencez par rompre avec eux ! - LVOG)

Chacun le comprend : dans le contexte actuel, le retrait des organisations de la table des concertations rendrait très difficile pour ce gouvernement au bord du gouffre de faire passer, seul, ses contre-réformes. Un tel retrait marquerait un pas vers l'indépendance recouvrée du mouvement ouvrier (Il ne s'aviserait pas de dater à quel moment il a perdu son indépendance, et pour cause elle a été compromise depuis bientôt un siècle ! - LVOG), un pas vers l'unité effective des travailleurs et des organisations faisant bloc sur les revendications contre le gouvernement et les patrons. (Unité qui a débouché sur les accords de Grenelles et de Matignon, qui ont permis de liquider les mouvements révolutionnaires amorcés en 36 et 68. On croirait entendre la voix de la social-démocratie dépeinte par Marx dans le 18 Brumaire. - LVOG) Ce serait un pas décisif vers l'abandon de toutes les contre-réformes dictées par la classe capitaliste dans le seul but de voler des droits, de l'argent et de la qualification aux travailleurs et à leurs familles. (Sales voleurs ! Voilà ce qui reste de ce courant trotskyste en guise d'analyse et de stratégie politique, pitoyable ! - LVOG) La Tribune des travailleurs, 12 décembre 2018

La Commune.

- HALTE À L'ÉTAT DE SIÈGE MACRONEUX ! MARTINEZ, RENDS LA CGT ! La Commune 11 décembre 2018

La révolte spontanée des masses en gilet jaune est contagieuse et embraye sur la révolte des syndicalistes contre leurs mauvais dirigeants.

La révolte des masses en gilet jaune a arraché l'annulation de la hausse de la taxe Carburant et l'annulation de la CSG pour

la majorité des retraités. La clique de Martinez qui confisque la direction de la CGT de façon elle-même despotique n'a, quant à elle, jamais rien obtenu. Nous n'oublierons jamais qu'elle s'est dressée contre la mobilisation en gilet jaune (non seulement la CGT mais également le « parti ouvrier » et sa « tribune des travailleurs ») avant de bafouiller.

BERGER ET MARTINEZ, UNIS CONTRE LA COLÈRE DES MASSES Tout aussi indélébile, la déclaration signée par Martinez avec le Berger du MEDEF où nous lisons « Le dialogue et l'écoute doivent retrouver leur place dans notre pays. C'est pourquoi nos organisations dénoncent toutes formes de violence dans l'expression des revendications. » 1 , De concert avec les haut-responsables FO FSU CFTC qui se prennent pour une POLICE DU TRAVAIL... au service DU CAPITAL. Et, ce sans la moindre sollicitude à l'égard des lycéens qui sont pourtant DES JEUNES TRAVAILLEURS EN FORMATION qui refusent de subir une SELECTION qui rime avec DECHEANCE, ne veulent pas devenir une MAIN D'ŒUVRE TAILLABLE ET CORVEABLE. (...)

LES VEILLEURS DE NUIT

Depuis le début, nous soutenons le mouvement des gilets jaunes, inconditionnellement. Nous raillons ce « parti ouvrier » qui se prend pour le Tribun des travailleurs et qui a voulu à tout prix, comme MARTINEZ, voir un « mouvement » manipulé par des « populistes » et des « fascistes ».

Aux militants de ce courant qui veulent réfléchir, rappelons ces paroles de Rosa Luxemburg qui moquait la conception policière des événements :

« La classe ouvrière consciente de l'Allemagne a depuis longtemps compris le comique de cette théorie policière , selon laquelle tout le mouvement ouvrier moderne serait le produit artificiel et arbitraire d'une poignée d'« agitateurs et de meneurs » sans scrupules.

Nous voyons la même conception se manifester lorsque deux ou trois braves camarades se forment en colonnes de veilleurs de nuit volontaires pour mettre en garde la classe ouvrière allemande contre les menées dangereuses de quelques « romantiques de la révolution » et leur « propagande pour la grève de masse » [...]

Si le déclenchement des grèves dépendait de la « propagande » incendiaire des « romantiques de la révolution » ou des décisions secrètes ou publiques des Comités directeurs nous n'aurions eu jusqu'ici aucune grève de masse importante en Russie . » 2

Il est déjà arrivé dans notre histoire que lorsque surgit l'explosion, des doctrinaires affolés en perdent leur latin marxiste et ouvrier de base. Mais fermons cette parenthèse.

UNE COLÈRE DE PLUS EN PLUS OFFENSIVE

Pour notre part, nous ne nous grimons pas en Gilet-Jaune. Nous sommes du côté de la barricade et non du côté du manche. Nous pouvons dire que la colère des masses de plus en plus offensive s'est exprimée et affermie par ce canal-là.

En effet, le canal syndical de l'action collective a été obstrué par les hautes bureaucraties qui confisquent les syndicats et l'action collective revendicative, pour promouvoir un syndicalisme de « dialogue » avec le pouvoir, un syndicalisme de suggestions, de conseillers sociaux de l'État bourgeois.

Le travail de sape de Martinez et sa bande est tel que le mouvement ouvrier et démocratique s'interdit d'intervenir pour l'abrogation de la loi du 30 octobre 2017, dite de « sécurité intérieur », matrice du déchaînement de violence des forces de l'ordre, de mises en garde-à-vue, de justice expéditive et prompte à emprisonner, Martinez et Berger préférant stigmatiser « la violence dans l'expression des revendications ».

Tant et si mal que la colère des masses, contagieuse en elle-même, « contamine » les bases de la CGT, de nombreux militants syndicalistes qui jusque-là, supportaient encore, les reniements honteux du bureau confédéral CGT.

NOTRE POSITION

Ce qui fait dire : MARTINEZ, RENDS LA CGT – LA CGT N'EST PAS A TOI.

PLACE À LA SATISFACTION DES REVENDICATIONS VITALES DES TRAVAILLEURS, DES CHÔMEURS, DES RETRAITÉS ET DE LA JEUNESSE !

LIBERATION DE TOUS LES MANIFESTANTS EMPRISONNÉS ! JUSTICE POUR LES MANIFESTANTS MUTILES, ARRÊT DES POURSUITES ! ARRÊT DES GARDE-A- VUE

ABROGATION DE LA LOI DU 30 OCTOBRE 2017

DEHORS MACRON !

Groupe marxiste internationaliste (GMI)

- À bas Macron! Manifestation centrale de la classe ouvrière et de la jeunesse à l'Élysée ! Grève générale ! - 5 décembre 2018

Extraits.

- Le 17 novembre, le point de départ des blocages routiers est la hausse du prix des carburants. Le mouvement n'a fait depuis que s'étendre. (...)

Les attaques contre les locaux de l'administration fiscale sont dans la tradition des mouvements de commerçants ou d'agriculteurs, pas du mouvement ouvrier. Le choix des Champs-Élysées, les drapeaux tricolores, La Marseillaise, les agressions de journalistes, les dégradations de radars, les débordements racistes... montrent la confusion du mouvement et témoignent du recul de la conscience de classe du prolétariat.

Les porte-parole plus ou moins consensuels du mouvement ont publié un fourre-tout hétéroclite où figurent de nombreuses mesures progressistes qui reflètent les aspirations des travailleurs salariés. (...)

La présence de petits patrons explique la modestie de la hausse du SMIC demandée (il est prévu à 1 210 euros nets au 1er janvier 2019).

D'autres mesures sont même réactionnaires et témoignent de l'influence d'autres classes, y compris la grande bourgeoisie qui est évidemment absente des blocages. Jamais n'est mis en cause le droit de propriété des grands groupes capitalistes sur l'économie. Le catalogue des « gilets jaunes » préfère défendre « la France » contre « l'étranger », voire les étrangers. (...)

Certaines de ces mesures coûteraient cher, financièrement et politiquement, aux travailleurs. Pourquoi un président de la République ? Pourquoi lui donner encore plus de pouvoir en l'élisant pour 7 ans ? Pourquoi faudrait-il rembourser la dette publique grandissante aux banques et aux riches exemptés d'ISF et fraudeurs ? Comment le faire sans augmenter les impôts ? Les « moyens conséquents » pour un État déjà policier et militariste devront aussi être financés par l'impôt et serviront à défendre les intérêts du grand capital français, à réprimer les travailleurs.

La confusion des objectifs, la perméabilité au chauvinisme permettent aux partis bourgeois de tenter de récupérer le mouvement. Wauquiez, hostile à la limitation de vitesse et favorable aux privatisations, s'était bien gardé de s'afficher avec les cheminots. Par contre, il a pu mettre en scène son soutien sur le terrain aux « gilets jaunes ». Pourtant, les « dédagistes » qui renient la lutte des classes flattent le mouvement. (...)

N'en déplaise à LFI, on est loin d'un modèle d'auto-organisation : il n'y a pas d'assemblées, pas de vote, pas d'élections, pas de délégués, pas de coordination nationale des délégués, pas de contrôle de la base sur les porte-parole, pas d'autodéfense. Une fois de plus, les réseaux sociaux montrent qu'ils facilitent la mobilisation, mais ne garantissent aucunement la démocratie des luttes. (...)

Une partie de la jeunesse s'engouffre dans la brèche : début décembre, plus de cent lycées sont bloqués, dans plusieurs universités, les étudiants tiennent des assemblées générales.

Le NPA supplie Macron de s'exprimer : « Macron se met en scène. Il est temps qu'il parle et qu'il dise des choses. » (Besancenot, France Inter, 3 décembre). (...)

Macron avait été soutenu et financé par des fractions significatives de la bourgeoisie française en se posant comme un président qui ne reculerait jamais face aux masses populaires. Il avait obtenu sur cette base 20 % des voix au premier tour de la présidentielle.

Le PS, le PCF, la CGT, la CFDT ont appelé à voter pour lui au second tour. Puis tous les dirigeants syndicaux (CGT, CFDT, FO, Solidaires...) se sont opposés à la grève générale contre Macron, face aux ordonnances, à la loi travail, à la loi SNCF. Tous participent aux « concertations » des plans contre les retraites, contre les chômeurs et contre les fonctionnaires. La CFDT soutient Macron. D'autres organisations syndicales continuent à décréter des « journées d'action » impuissantes : 9 octobre, 12 novembre, 1er décembre, 14 décembre... Comment s'étonner qu'un mouvement ait surgi en dehors des partis « réformistes » et des syndicats ?

Les classes petites bourgeoises (travailleurs indépendants, cadres) qui influencent jusqu'à présent le mouvement des « gilets jaunes » sont incapables de tracer une voie. Elles croient réconcilier toutes les classes, d'où le drapeau tricolore et la liste de

revendications inconciliables du 29 novembre. Mais ces classes intermédiaires sont vouées à se rallier à l'une des deux classes fondamentales du capitalisme, soit la bourgeoisie, soit le prolétariat. Seule la classe ouvrière, en prenant résolument la tête de tous les mouvements contre l'exploitation et l'oppression, en s'auto-organisant, en constituant des conseils, est capable d'orienter les protestations vers la satisfaction des revendications et le renversement de la bourgeoisie.

Le samedi 1er décembre, des jonctions ont parfois eu lieu avec des manifestations appelées par la CGT. Les syndicats FO et CGT du transport routier appellent à la grève à partir du 9 décembre.

Les syndicats des travailleurs salariés doivent rompre leurs négociations des plans de Macron contre les retraites, contre les chômeurs, contre les fonctionnaires. Avec les partis d'origine ouvrière, ils doivent convoquer des assemblées générales, appeler à la grève générale, à manifester massivement ensemble au palais de l'Élysée. (...)

Pour que les travailleurs contrôlent leur propre mouvement et instaurent une forme de démocratie supérieure : assemblées générales dans les villes, dans les quartiers, dans les entreprises, dans les lieux de formation, les administrations) ; élections par les AG de comités, centralisation des comités dans une coordination nationale.

Le mouvement doit s'ancrer dans les entreprises et être contrôlé par les travailleurs eux-mêmes. Alors, le drapeau rouge remplacera le drapeau tricolore de l'écrasement des communards de 1871, des guerres coloniales et mondiales.

Le prolétariat doit diriger l'ensemble des opprimés et des exploités vers le pouvoir des travailleurs, pour un gouvernement ouvrier seul à même d'unir la masse des travailleurs et de la petite bourgeoisie contre leur ennemi commun, le capital. Pour y parvenir, il faut construire au plus vite un parti ouvrier révolutionnaire du type du Parti bolchevik qui a mené les masses russes à la victoire en octobre 1917.

Le prolétariat avancé, qui exprimera cette vérité objective d'une lutte de masse disparate, discordante, bigarrée, à première vue sans unité, pourra l'unir et l'orienter, conquérir le pouvoir, s'emparer des banques, exproprier les groupes capitalistes haïs de tous. (Lénine, juillet 1916)

- À bas Macron ! Manifestation nationale unie à l'Élysée ! - 28 novembre 2018

Pourquoi un mouvement en dehors des partis ouvriers et des syndicats ?

Le capitalisme, qui est depuis longtemps mené par des grands groupes, détériore depuis plus d'un siècle l'environnement parce qu'il est basé sur le profit et la concurrence, pas l'intérêt de l'humanité. Depuis la crise capitaliste mondiale de 1974, la classe ouvrière française subit un chômage de masse. Depuis la crise capitaliste mondiale de 2008, la classe ouvrière a été appauvrie et précarisée pour que la bourgeoisie française conserve ses profits. Les logements des travailleurs pauvres des villes se délabrent, la SNCF ferme les petites lignes de train, la santé publique et l'enseignement public sont étranglés. Les plus pauvres des pauvres, les migrants, sont la cible de la répression douanière et policière. La police et l'armée recrutent et s'équipent plus que jamais.

Hollande et le gouvernement PS-PRG-EELV ont gouverné pour la bourgeoisie et déçu la masse des travailleurs qui avaient voté pour lui et pour le PS. Cela a facilité l'accession de Macron, ancien banquier d'affaires et ancien ministre de l'économie de Hollande, à la présidence. Depuis deux ans, Macron, au compte de la bourgeoisie a redoublé les attaques contre les travailleurs, renforcé l'exploitation et la flexibilité de l'emploi et des salaires. Au nom de la « transition écologique », il a transféré une grande partie des impôts des capitalistes et des riches sur le dos des travailleurs. Mais le PS, La France insoumise le PCF, Générations ont expliqué qu'il fallait attendre les prochaines élections. LFI préconise le protectionnisme et fait croire que les problèmes viennent de l'étranger (l'UE, l'Allemagne...) et non du capitalisme.

Les directions syndicales de la CGT, de la CFDT, de FO, de Solidaires... ont été incapables d'empêcher les attaques des gouvernements Sarkozy, Hollande et Macron parce qu'elles ont toujours accepté de les négocier et parce qu'elles ont empêché la grève générale. Actuellement, les chefs syndicaux acceptent de discuter des projets contre les chômeurs, les retraites et les fonctionnaires. Le PCF, LFI, LO, le NPA...les ont cautionnés à chaque fois. Comment s'étonner que le mécontentement populaire grandissant ait finalement explosé en dehors des partis « réformistes » et des syndicats de salariés ?

LVOG - Ce qu'on nous explique ici, c'est que la CGT, la CFDT, FO, Solidaires, le PCF, LFI, LO, le NPA, etc. sont des organisations ou des partis contre-révolutionnaires, réactionnaires, opposés aux droits et aspirations des travailleurs ou qui ne les représentent pas, c'est bien cela ? C'est ce que j'ai toujours affirmé, en vain.

Et ensuite, qu'est-ce qu'ils demandent aux travailleurs, je vous le donne en mille, de leur faire une nouvelle fois confiance en les appelant à l'unité, quelle inconsistance, quel opportunisme ! C'est la ligne politique que tous les courants trotskystes issus du courant trotskyste dit lambertiste (POI, POID, La Commune, Tendances Claire du NPA, GMI, CPS, etc.) ont adoptée depuis plus de 70 ans et qui a conduit à l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire à l'heure de résister à l'offensive du néolibéralisme et d'affronter le régime.

Ils n'en ont jamais tiré le moindre enseignement politique. Vous croyez qu'il leur serait venu un jour à l'esprit, que c'était là que se situait la cause principale de la dislocation de l'avant-garde du mouvement ouvrier, qui inclut les deux autres courants trotskystes le NPA et LO versant dans le crypto ou le néostalinisme ?

Pensez-vous, à les entendre ils ont toujours eu raison, ce sont des individus parfaits, des surhommes, des génies, des dieux vénérés par leurs militants qui se sont pris pour les maîtres du marxisme, alors qu'ils n'en sont pas dignes pour avoir failli sur toute la ligne ou nous avoir trahis. Car depuis 80 ces dirigeants (comme chez les aristocrates leur statut est héréditaire de génération en génération) ont largement eu le temps de prendre conscience de ce qu'ils faisaient ou que leurs théories étaient erronées, et malgré tout ils s'y sont accrochés et ils ont exclus tous les militants, cadres ou dirigeants qui osaient douter de leur justesse ou qui en proposaient d'autres, qui n'étaient pas forcément justes du reste, interdisant de fait toute confrontation des idées dans leur courant politique. Mais bon, on ne va pas s'étendre sur ce sujet, on perdrait notre temps.

Les travailleurs leur ont réservé le même sort qu'aux partis ou aux syndicats pourris qu'ils soutenaient, à juste titre, ils n'ont qu'à s'en prendre qu'à eux et non aux travailleurs ou aux militants qui les rejettent.

Il y a de cela près de 13 ans environ, lorsque les blogs et portails se mirent à pulluler sur le Net et la parole à se libérer, je les avais avertis en leur disant que dorénavant les militants (et les travailleurs) allaient disposer des mêmes sources d'informations qu'eux, et que de ce fait ils pourraient plus facilement parvenir à analyser eux-mêmes la situation, partager leurs expériences, ce qui les amèneraient à de toutes autres conclusions que les leurs ou permettraient de mettre en lumière l'opportunisme du mouvement ouvrier avec lequel ils refusaient de rompre.

Ils étaient en possession de données dont nous ne disposions pas puisqu'ils n'en fournissaient pas les sources, cherchez une référence au portail du Réseau Voltaire par exemple dans leurs publications, vous n'en trouverez absolument aucune, alors que leurs dirigeants se connectent toutes les semaines à ce portail. En recourant aux moteurs de recherche sur le Net et en tapant quelques mots clés, il est très facile de comparer la version des faits livrée par une multitude de sources et en croisant les données fournies par les uns et les autres, très souvent on parvient à savoir ce qui s'est réellement passé avec une marge d'erreur pratiquement réduite à zéro.

C'est ainsi que j'ai réussi à découvrir un tas de mensonges dont ces dirigeants nous avaient abreuvé, et j'avoue souvent être tombé des nus, car je n'en revenais pas qu'on nous ait ainsi trompé délibérément, par exemple à propos des émeutes qui avaient eu lieu en 1982 en Syrie dont les barbares des Frères musulmans avaient été à l'origine, et qui nous avaient été présentés comme un soulèvement populaire féroce réprimé par le dictateur Hafez el-Assad, le même discours qu'on n'a cessé d'entendre depuis 2011 après avoir déformé la réalité des manifestations en Syrie pour justifier la politique impérialiste de Sarkozy, Hollande et Macron.

Si vous prenez leurs analyses des événements qui ont marqué le XXe siècle, vous serez stupéfaits d'observer qu'en tenant compte de l'ensemble des données parvenues à notre connaissance maintenant, et que ces dirigeants n'ont cessé de posséder il faut bien préciser, aucune ne concorde avec le déroulement des faits, toutes ont été trafiquées, je parle des événements les plus marquants ou déterminants, car dans leurs discours ils n'ont cessé de mêler vérités et contrevérités pour que leurs interprétations paraissent vraisemblables ou puissent être acceptées par leurs militants. C'est délibérément que j'évoque leurs interprétations et non les faits dont ils s'étaient écartés. Que cela donne à réfléchir aux militants. A suivre.

[Haut de page ↗](#)

Le 15 décembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

Aujourd'hui ici à Pondichéry, encore un problème de téléphone et un cyclone annoncé pour la nuit prochaine...

Les dimanches et soirées à venir en semaine, quelques saines et précieuses lectures et enseignements.

- La guerre civile en France 1871. K. Marx
- Les luttes de classes en France (1848-1850) - K.Marx.
- Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte - K. Marx ,1852

- Les leçons de la Commune - L.Trotsky, 1921

Tout se paie un jour...

- Au format pdf (7 pages)

Défense du trotskysme contre ses fossoyeurs du POI, POID, NPA et LO.

Cours nouveau - 1923 - L. Trotsky.

Marxisme et léninisme.

Extraits. Le marxisme est une méthode d'analyse historique, d'orientation politique, et non un ensemble de décisions préparées à l'avance. Le léninisme est l'application de cette méthode dans les conditions d'une époque historique exceptionnelle. C'est précisément par cette alliance des particularités de l'époque et de la méthode qu'est déterminée cette politique courageuse, sûre d'elle-même, de tournants brusques, dont Lénine nous a donné les plus hauts modèles et qu'il a, à maintes reprises, éclairés théoriquement et généralisés.

Ni Octobre, ni Brest-Litovsk, ni la création d'une armée paysanne régulière, ni le système de la réquisition des produits alimentaires, ni la nep, ni le Plan d'Etat, n'ont été et ne pouvaient être prévus ou prédéterminés par le marxisme ou le bolchévisme d'avant Octobre. Tous ces faits et tournants ont été le résultat de l'application autonome, indépendante, critique, marquée de l'esprit d'initiative, des méthodes du bolchévisme dans une situation chaque fois différente.

Chaque décision, avant d'être adoptée, suscitait des combats. Le simple appel à la tradition n'a jamais rien décidé. En effet, à chaque nouvelle tâche, à chaque nouveau tournant, il ne s'agit pas de chercher dans la tradition et d'y découvrir une réponse inexistante, mais de profiter de toute l'expérience du Parti pour trouver soi-même une nouvelle solution appropriée à la situation et, par là même, enrichir la tradition. On peut même dire que le léninisme consiste à ne pas regarder en arrière, à ne pas se laisser lier par des précédents, par des références et des citations de pure forme.

Lénine lui-même a récemment exprimé cette pensée par le mot de Napoléon : « On s'engage et puis on voit ». Autrement dit, une fois engagé dans la lutte, ne pas s'occuper outre mesure des canons et des précédents, s'engouffrer dans la réalité telle qu'elle est et y chercher les forces nécessaires à la victoire et les voies qui y mènent. C'est en suivant cette ligne que Lénine, non pas une fois, mais des dizaines de fois, a été accusé dans son propre parti de violer la tradition et de répudier « l'ancien bolchévisme ».

Plus l'appareil du Parti est renfermé en lui-même, plus il est imprégné du sentiment de son importance intrinsèque, plus il réagit lentement devant les besoins émanant de la base et plus il est enclin à opposer aux nouveaux besoins et tâches la tradition formelle. Et s'il est quelque chose susceptible de porter un coup mortel à la vie spirituelle du Parti et à la formation doctrinale de la jeunesse, c'est bien la transformation du léninisme, d'une méthode réclamant pour son application de l'initiative, de la pensée critique, du courage idéologique, en un canon qui n'exige que des interprètes désignés une fois pour toutes. (Ce fut le cas dans tous ces courants trotskystes. - LVOG)

Le léninisme ne saurait se concevoir sans envergure théorique, sans une analyse critique des bases matérielles du processus politique. Il faut sans cesse aiguïser et appliquer l'arme de l'investigation marxiste. C'est en cela précisément que consiste la tradition, et non dans la substitution d'une référence formelle ou d'une citation fortuite à l'analyse. Le léninisme ne saurait se concilier avec la superficialité idéologique et la négligence théorique. (Jamais je n'ai lu une analyse des rapports entre les classes émanant de ces partis qui fut un jour comparable à celles fournies par Marx, Engels, Lénine ou Trotsky, jamais ! - LVOG)

On ne saurait découper Lénine en citations appropriées à tous les cas de la vie, car pour Lénine la formule n'est jamais au-dessus de la réalité, elle est toujours l'instrument permettant de saisir la réalité et de la dominer. On trouverait sans peine dans Lénine des dizaines et des centaines de passages qui, formellement, semblent se contredire. Mais il faut voir non pas le rapport formel d'un passage à un autre, mais le rapport réel de chacun d'eux à la réalité concrète dans laquelle la formule a été introduite comme un levier. La vérité léninienne est toujours concrète. (Nos dirigeants quand ils ne l'ont pas abandonnée en ont fait un dogme. - LVOG)

En tant que système d'action révolutionnaire, le léninisme présuppose un sens révolutionnaire aiguïsi par la réflexion et l'expérience et qui, dans le domaine social, équivaut à la sensation musculaire dans le travail physique. Mais on ne saurait confondre le sens révolutionnaire avec le flair démagogique. Ce dernier peut donner des succès éphémères, parfois même sensationnels. Mais c'est là un instinct politique d'un ordre inférieur. Il tend toujours vers la ligne de moindre résistance.

Alors que le léninisme tend à poser et à résoudre les problèmes révolutionnaires fondamentaux, à surmonter les principaux obstacles, sa contrefaçon démagogique consiste à éluder les problèmes, à susciter un apaisement illusoire, à endormir la pensée critique.

Le léninisme est avant tout le réalisme, l'appréciation qualitative et quantitative supérieure de la réalité, du point de vue de l'action révolutionnaire. Aussi est-il inconciliable avec la fuite devant la réalité, avec la passivité, la perte de temps, la justification hautaine des fautes d'hier sous prétexte de sauver la tradition du parti. (Quelles "fautes d'hier", nos dirigeants n'en ont jamais commises, n'en ont jamais admises une seule, ils sont parfaits ! - LVOG)

Le léninisme est l'indépendance véritable à l'égard des préjugés, du doctrinarisme moralisateur, de toutes les formes du conservatisme spirituel. Mais croire que le léninisme signifie « tout est permis » serait une faute irrémédiable. Le léninisme renferme la morale non pas formelle, mais révolutionnaire réelle, de l'action de masse et du parti de masse. Rien ne lui est aussi étranger que la morgue fonctionnariste et le cynisme bureaucratique. Un parti de masse a sa morale, qui est la liaison des combattants, dans et pour l'action. La démagogie est inconciliable avec l'esprit d'un parti prolétarien parce qu'elle est mensongère : donnant telle ou telle solution simplifiée des difficultés de l'heure présente, elle sape inévitablement l'avenir prochain, affaiblit la confiance du parti en soi-même.

Battue par le vent et aux prises avec un danger sérieux, la démagogie se résout facilement en panique. Or, il est difficile de juxtaposer, même sur le papier, la panique et le léninisme.

Le léninisme guerroye des pieds à la tête. Or, la guerre est impossible sans ruse, sans faux-fuyant, sans tromperie. La ruse de guerre victorieuse est un élément constitutif de la politique léninienne. Mais en même temps, le léninisme est l'honnêteté révolutionnaire suprême à l'égard du Parti et de la classe ouvrière. Il ne comporte ni fiction, ni battage, ni pseudo-grandeur. (La modestie est une qualité primordiale qui a toujours fait défaut à nos dirigeants. - LVOG)

Le léninisme est orthodoxe, obstiné, irréductible, mais il n'implique ni formalisme, ni canon ou bureaucratisme. Dans la lutte, il prend le taureau par les cornes. Vouloir faire des traditions du léninisme une garantie supra-théorique de l'infailibilité de tous les dires et pensées des interpréteurs de ces traditions, c'est bafouer la tradition révolutionnaire véritable et la transformer en bureaucratisme officiel. Il est ridicule et vain de chercher à hypnotiser un grand parti révolutionnaire par la répétition des mêmes formules en vertu desquelles il faudrait chercher la ligne droite non pas dans l'essence de chaque question, non pas dans les méthodes de position et de solution de cette question, mais dans des renseignements... de caractère biographique. (

Puisque je dois pour un instant parler de ma personne, je dirai que je ne considère pas la voie par laquelle je suis venu au léninisme comme moins sûre que les autres. Mes actes au service du Parti en sont la seule garantie : je ne puis en donner d'autre. Et si l'on pose la question dans le champ des recherches biographiques, encore faut-il le faire comme il faut. Il faudrait alors répondre à des questions épineuses : tous ceux qui ont été fidèles au maître dans les petites choses lui ont-ils été fidèles aussi dans les grandes ? Tous ceux qui ont manifesté de la docilité en présence du maître ont-ils donné par là même des garanties qu'ils continueraient son oeuvre en son absence ? Le léninisme est-il tout entier dans la docilité ? Je n'ai nullement l'intention d'analyser ces questions en prenant comme exemple des camarades isolés avec lesquels j'ai, en ce qui me concerne, l'intention de continuer à travailler la main dans la main.

Quelles que soient les difficultés et les divergences de vues futures, on n'en triomphera que par le travail collectif de la pensée du Parti, se vérifiant chaque fois elle-même et par là maintenant la continuité du développement.

Ce caractère de la tradition révolutionnaire est lié au caractère particulier de la discipline révolutionnaire. Là où la tradition est conservatrice, la discipline est passive et enfreinte au premier moment de crise. Là où, comme dans notre Parti, la tradition consiste dans la plus haute activité révolutionnaire, la discipline atteint son maximum, car son importance décisive se vérifie constamment dans l'action. De là, l'alliance indestructible de l'initiative révolutionnaire, de l'élaboration critique, hardie, des questions, avec la discipline de fer dans l'action. Et ce n'est que par cette activité supérieure que les jeunes peuvent recevoir des anciens et continuer cette tradition de discipline.

Autant que personne, nous chérissons les traditions du bolchevisme. Mais que l'on n'assimile pas le bureaucratisme au bolchevisme, la tradition à la routine officielle. Cours nouveau - 1923 - L. Trotsky.

La Bourse ou la vie !

Quand en haut on ne peut plus gouverner comme avant, et quand en bas on ne peut plus vivre comme avant : C'est la révolution !

Avant ne signifie nullement que notre condition aurait été satisfaisante un jour, cela veut dire que le noeud coulant passé à notre cou par les esclavagistes n'a cessé de se refermer au point qu'il n'y ait plus d'autre alternative que l'arracher ou périr.

La question qui tue ceux qui la posent : Mais qu'est-ce qui a bien pu se passer pour que la gauche et les syndicats en arrivent à être rejetés par les masses ? Laissons de côté l'extrême gauche qui n'a fait que leur servir de caution à ces traîtres ou agents du capital et qui est vouée à demeurer indéfiniment inaudible dans l'état actuel des choses.

On n'a pas du tout envie de sauver la gauche, on n'a aucune raison de ménager les dirigeants syndicaux qu'il faut distinguer de

la masse des militants qui combattent quotidiennement au côté des travailleurs, des militants qui entendent demeurer fidèle au socialisme contrairement à leurs dirigeants. Lancer des appels dans leur direction serait comme encourager nos bourreaux à prendre la tête du cortège funèbre qui nous mènerait à notre destination finale : Le peloton d'exécution.

En revanche, on peut s'étonner qu'aucun appel à la dissolution des compagnies d'intervention (CRS), des BAC, des brigades territoriales, etc. n'ait pas encore été formulé malgré la violente répression dont des milliers de manifestants ont fait l'objet depuis le 17 novembre.

Note en bas de page de [La Guerre civile en France, 1871 \(La Commune de Paris\)](#) - Karl Marx.

- De toute l'histoire du socialisme et de la lutte politique, Marx a déduit que l'État devra disparaître et que la forme transitoire de sa disparition (transition de l'État au non-État) sera « le prolétariat organisé en classe dominante ». Quant aux formes politiques de cet avenir, Marx n'a pas pris sur lui de les découvrir, Il s'est borné à observer exactement l'histoire de la France, à l'analyser et à tirer la conclusion à laquelle l'a conduit l'année 1851 : les choses s'orientent vers la destruction de la machine d'État bourgeoise.

Et quand éclata le mouvement révolutionnaire de masse du prolétariat, malgré l'échec de ce mouvement, malgré sa courte durée et sa faiblesse évidente, Marx se mit à étudier les formes qu'il avait révélées.

La Commune est la forme « enfin trouvée » par la révolution prolétarienne, qui permet de réaliser l'émancipation économique du travail.

La Commune est la première tentative faite par la révolution prolétarienne pour briser la machine d'État bourgeoise; elle est la forme politique « enfin trouvée » par quoi l'on peut et l'on doit remplacer ce qui a été brisé.

Nous verrons plus loin que les révolutions russes de 1905 et de 1917, dans un cadre différent, dans d'autres conditions, continuent l'oeuvre de la Commune et confirment la géniale analyse historique de Marx. (Lénine : ouvrage cité, tome 25, p. 167.)

[Annulation de la dette de tous les travailleurs !](#)

- Et pourtant, c'était la première révolution dans laquelle la classe ouvrière était ouvertement reconnue comme la seule qui fût encore capable d'initiative sociale, même par la grande masse de la classe moyenne de Paris - boutiquiers, commerçants, négociants - les riches capitalistes étant seuls exceptés. La Commune l'avait sauvée, en réglant sagement cette cause perpétuelle de différends à l'intérieur même de la classe moyenne : la question des créanciers et des débiteurs 1. Cette même partie de la classe moyenne avait participé à l'écrasement de l'insurrection ouvrière en juin 1848; et elle avait été sur l'heure sacrifiée sans cérémonie à ses créanciers par l'Assemblée constituante. Mais ce n'était pas là son seul motif pour se ranger aujourd'hui aux côtés de la classe ouvrière. Cette fraction de la classe moyenne sentait qu'il n'y avait plus qu'une alternative, la Commune ou l'empire, sous quelque nom qu'il pût reparaître.

L'Empire l'avait ruinée économiquement par son gaspillage de la richesse publique, par l'escroquerie financière en grand, qu'il avait encouragée, par l'appui qu'il avait donné à la centralisation artificiellement accélérée du capital, et à l'expropriation corrélative d'une grande partie de cette classe. Il l'avait supprimée politiquement, il l'avait scandalisée moralement par ses orgies, il avait insulté à son voltairianisme en remettant l'éducation de ses enfants aux frères ignorantins, il avait révolté son sentiment national de Français en la précipitant tête baissée dans une guerre qui ne laissait qu'une seule compensation pour les ruines qu'elle avait faites : la disparition de l'Empire. En fait, après l'exode hors de Paris de toute la haute bohème bonapartiste et capitaliste, le vrai parti de l'ordre de la classe moyenne se montra sous la forme de l'« Union républicaine » qui s'enrôla sous les couleurs de la Commune et la défendit contre les falsifications préméditées de Thiers. La reconnaissance de cette grande masse de la classe moyenne résistera-t-elle à la sévère épreuve actuelle ? Le temps seul le montrera. (idem)

[Opération récupération-division-dispersion-dislocation des contre-révolutionnaires.](#)

- "Gilets jaunes": appel d'organisations de gauche à rejoindre la manifestation samedi - AFP 14 décembre 2018

Quinze organisations dont l'Espace des Luttes LFI, le Parti de gauche, le NPA, Générations, le syndicat Solidaires, l'association Attac, Droit au logement, invitent dans un communiqué à soutenir et rejoindre la manifestation des "gilets jaunes" samedi.

"Nos organisations soutiennent les revendications de justice fiscale et sociale portées par le mouvement des +gilets jaunes+. Elles appellent à manifester samedi 15 décembre, pour la justice sociale et fiscale, pour une démocratie réelle, pour l'égalité des droits, pour une véritable transition écologique et la solidarité internationale", écrivent-elles.

Rendez-vous est donné à partir de 10H00 devant la gare Saint-Lazare pour rejoindre à partir de 14H00 la place de la République à Paris. AFP 14 décembre 2018

La liste de ces 15 organisations : Attac - Solidaires - Fondation Copernic - DAL - CNDF - GDS - Ensemble - Génération-s - LFI - PG - CAC -Mouvement ECOLO - DIEM25 - NPA

Pourquoi je n'aurais pas signé le communiqué de ces 15 organisations liées ou issues de la social-démocratie et du stalinisme.

Illusion mortelle - "Emmanuel Macron maintient le cap sur l'essentiel". Pourquoi, devrait-il en être autrement ? Est-ce lui qui pourrait s'engager dans la voie d'un changement de régime débarrassé du capitalisme ?

Illusion fatale - "Elles appellent à manifester samedi 15 décembre (...) pour une démocratie réelle ". Dont Macron, les institutions de la Ve Républiques seraient les garantes ? Impossible, il faut commencer par le chasser et les abattre.

En marche entre République et Nation...

- A Paris, la CGT redonne de la voix - Liberation.fr 15 décembre 2018

La CGT tente de reprendre la main. Alors que la mobilisation des gilets jaunes fait descendre dans la rue plusieurs centaines de milliers de Français chaque samedi, le syndicat est déboussolé. Le mouvement populaire est parvenu à obtenir seul des concessions du gouvernement, quand la centrale de Montreuil s'est montrée incapable de le faire bouger en dix-huit mois. Résultat, vendredi, l'appel du syndicat à la manifestation et à la grève générale de tous les secteurs avait des airs de réponse.

Quelques milliers de lycéens, fonctionnaires, enseignants et employés du secteur privé se sont rassemblés à Paris entre République et Nation et ont défilé dans le calme, en scandant notamment «De l'argent il y en a, dans les caisses du patronat». Un militant : «Une façon pour la direction de la CGT de dire "regardez, on est aussi dans la rue". C'est un peu tard, mais bon...»

D'autres constatent cet étrange timing : un défilé organisé à la veille de l'«acte V» des gilets jaunes, prévu ce samedi. Alors même que la CGT n'a, pour le moment, pas appelé à rejoindre le mouvement. Tout au plus, Philippe Martinez, numéro 1 de la CGT, a appelé, vendredi matin, à «multiplier les grèves» et les «généraliser» pour «mettre la pression».Présent à la manifestation, il a aussi tenu à rappeler que, selon lui, «les mobilisations ne s'opposent pas» : «C'est bien qu'il y ait des actions collectives, des gilets jaunes, gilets rouges, gilets bleus, peu importe. Maintenant, il faut que ces actions puissent converger.» En témoignent les nombreux gilets jaunes qui se sont joints à la manifestation. Pourtant, au moment de défiler sous les ballons CGT, beaucoup de militants s'avouent mal à l'aise : la plupart participent et soutiennent la mobilisation des gilets jaunes depuis des semaines. «On a l'impression de devoir choisir : CGT le vendredi, gilets jaunes le samedi», regrette l'un d'entre eux. Liberation.fr 15 décembre 2018

Acte V

- A Paris, l'acte V aussi verrouillé que l'acte IV - Liberation.fr 15.12

Le dispositif de forces de l'ordre sera quasi équivalent à celui de la semaine dernière.

Avec, comme mots d'ordre, «quadrillage», «mobilité» et «réactivité». Il y aura donc des «forces lourdes», CRS et gendarmes mobiles, ainsi que «des cheveu-légers». Par cette référence militaire, époque Ancien Régime ou napoléonienne, Michel Delpuech désigne les «dispositifs d'action rapide» :

Le dispositif de sécurité sera «reconduit», «adapté» et «amélioré». Avec, comme mots d'ordre, «quadrillage», «mobilité» et «réactivité». Il y aura donc des «forces lourdes», CRS et gendarmes mobiles, ainsi que «des cheveu-légers». Par cette référence militaire, époque Ancien Régime ou napoléonienne, Michel Delpuech désigne les «dispositifs d'action rapide» : «Des groupes de 20 à 30 fonctionnaires, aguerris à l'interpellation, qui viennent des compagnies d'intervention, des BAC, des brigades territoriales, quelques fonctionnaires issus aussi de la police judiciaire, notamment de la BRI.» Selon un haut gradé de la préfecture, 80 % des interpellations du week-end dernier ont été réalisées par ces unités.

La majorité de ces arrestations ont été réalisées en première partie de journée, avant même que les manifestants puissent arriver sur les lieux des rassemblements. Une stratégie dénoncée notamment par le Syndicat des avocats de France, qui estime que ces interpellations s'apparentent à des «détentions arbitraires» : «Au mépris de tous les principes fondamentaux, le gouvernement a dévoyé la procédure pénale et organisé une vague de placements en gardes à vue dites "préventives". Il reconnaît par-là que ces mesures privatives de liberté n'ont eu d'autres objectifs que d'empêcher ces personnes de manifester.»

D'après un bilan du parquet de Paris, sur 907 placements en garde à vue de samedi dernier, 520 ont fait l'objet d'un classement sans suite. Tandis que d'autres arrestations n'ont pas dépassé le stade du contrôle d'identité. Mais posséder un gilet jaune et un masque de protection constituait le week-end dernier des éléments suffisants pour être interpellé. Liberation.fr 15.12

- "Gilets jaunes" : "Ils marchent dans les pas de nos aînés qui ont résisté, ils sont des résistants" - franceinfo 14.12

Les "gilets jaunes" sont "des résistants, ils marchent dans les pas de nos aînés qui ont résisté", a affirmé vendredi 14 décembre sur franceinfo Kamel Amriou, du mouvement citoyen des "gilets jaunes", à la veille de l'acte 5 de la mobilisation des "gilets jaunes" et de la grande manifestation prévue à Paris. Kamel Amriou affirme que les "gilets jaunes" iront manifester "pacifiquement". Il estime que "les partis politiques et un certain nombre de syndicats" ne comprennent pas la mobilisation qui "durera également en janvier" parce qu'il y a un "besoin de voir notre société évoluer et de cesser avec ces égoïsmes".

L'authenticité, c'est quand même la rue. Ce sont les vrais militants, les vrais résistants. Ce sont eux qu'il faut entendre. C'est peut-être parce que, justement, on ne les a pas suffisamment entendus, qu'aujourd'hui on est surpris de cette mobilisation soutenue par la grande majorité des Français que les partis politiques n'arrivent pas à comprendre et un certain nombre de syndicats également. Il faut tenir compte de cette profondeur réelle qui est prise dans notre pays.

Nous continuons la lutte parce que ces luttes ne peuvent pas se terminer comme cela. Les gens sont déterminés. Il se peut qu'avec les fêtes il y ait un peu de relâche. Mais les gens ont décidé d'être dans la rue, et ce n'est pas fini. Et cela durera également en janvier. On doit mener ce nécessaire travail, ce nécessaire besoin de voir notre société évoluer et de cesser avec ces égoïsmes. Tous ceux que vous voyez dans les rues sont de véritables résistants et il y a lieu que tout le monde rejoigne la résistance. franceinfo 14.12

- Quel est bilan officiel des manifestations (morts, blessés, interpellés, etc.) ? - Liberation.fr 15 décembre 2018

Six morts, 1 052 blessés parmi les manifestants, 245 du côté des forces de l'ordre, 3 326 arrestations et 2 607 placements en garde à vue : voilà, à l'heure où nous écrivons ces lignes, le bilan des manifestations des gilets jaunes, selon les chiffres communiqués par le ministère de l'Intérieur depuis le début de la mobilisation. Ces statistiques ne reflètent peut-être pas exactement la réalité de ce que nos journalistes observent sur le terrain ou sur les réseaux sociaux, où de nombreuses vidéos de violences policières ont été publiées ces dernières semaines.

Le 21 novembre, le ministère parlait de 552 blessés côté manifestants, sur les 1052 personnes touchées au final. L'évolution très importante du nombre d'arrestations au cours du dernier week-end de mobilisation. Le 8 décembre, 1723 personnes ont été interpellées par les forces de l'ordre et 1220 placées en garde à vue. Soit, là aussi, plus de la moitié des personnes interpellées et arrêtées tout au long du mouvement. Liberation.fr 15 décembre 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 18 décembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

Il faut aussi prendre le temps de lire et de réfléchir.

● Au format pdf (24 pages)

Pour se mettre entrain.

Toute lutte de classe est une lutte politique. (Lénine 1897)

C'est donc de l'histoire de la nature et de celle de la société humaine que sont abstraites les lois de la dialectique. Elles ne sont précisément rien d'autre que les lois les plus générales de ces deux phases du développement historique ainsi que de la pensée elle-même. Elles se réduisent pour l'essentiel aux trois lois suivantes:

- la loi du passage de la quantité à la qualité et inversement;
- la loi de l'interpénétration des contraires;
- la loi de la négation de la négation. (Dialectique de la nature - Friedrich Engels, 1883)

[La question qui tue : Que venaient faire des "explosifs dans les tours WTC1, WTC2 et WTC3" ?](#)

- Un Grand jury appelé à statuer sur la présence d'explosifs au WTC le 11-Septembre - Réseau Voltaire 15 décembre 2018

Le Comité des juristes pour une enquête sur le 11-Septembre (Lawyers Committee for 9/11 Inquiry) a été créé à New York en février 2018. En avril, il a déposé une pétition de 52 pages et 57 pièces à conviction devant le procureur du district Sud de New York. À l'issue du délai de six mois réglementaire, celui-ci a désigné un Grand jury pour examiner la plainte.

À ce stade, le Comité des juristes ne remet pas en cause la version bushienne des attentats du 11 septembre 2001. Il ne se prononce pas sur l'impact des deux avions qui ont percuté deux des trois bâtiments détruits. Il se concentre exclusivement sur la présence d'explosifs dans les tours WTC1, WTC2 et WTC3. Il constate que le rôle qu'ils ont joué ce jour-là constitue un crime fédéral qui n'a pour le moment pas été poursuivi.

Par le passé, le procureur Geoffrey S. Berman a été durant deux ans l'associé de Rudy Giuliani, maire de New York au moment des faits. M. Giuliani avait appelé ses concitoyens à évacuer les tours WTC1 et WTC2 après qu'elles aient été percutées par des avions de ligne au vu des risques qu'elles présentaient selon lui de s'écrouler. Or, les bâtiments avaient été construits pour résister à des chocs bien plus violents.

La tenue du Grand jury devrait être audencée en 2019. Ce sera la première fois, dix-huit ans après les crimes, que la justice civile (et non pas militaire) états-unienne se penchera sur un aspect des attentats du 11-Septembre. Réseau Voltaire 15 décembre 2018

France. Suite du mouvement du 17 novembre.

Nous avons peut-être besoin de cet épisode de la lutte de classe pour débarrasser le mouvement ouvrier des partis et courants opportunistes liés au régime qui le contrôlent, ainsi que l'illusion que "*le particularisme et l'autonomisme démocratique*" (Trotsky) pourrait se substituer au parti ouvrier révolutionnaire pour vaincre notre ennemi ou renverser le régime en place.

La fatigue, le froid glacial, la proximité des fêtes de fin d'année, l'impressionnant dispositif policier et répressif mis en oeuvre (Vigipirate renforcé), la désinformation systématique des médias, l'absence de soutien officiel du mouvement ouvrier, les appels à des journées d'action disloquées ou catégorielles (CGT, retraités, etc.), le refus d'appeler à la grève générale, l'absence d'issue politique, l'absence de direction au sein du mouvement ouvrier laissé aux mains des héritiers de la social-démocratie dégénérée et du stalinisme, l'ovation à l'Assemblée nationale du Premier ministre par Mélenchon et sa bande de bras cassés, l'attentat de Strasbourg piloté depuis l'Élysée et la DGSI, les multiples entraves à la liberté de manifester, la fermeture d'une centaine de stations de métro, la coupure de l'A6, le refus de laisser monter dans le train des centaines de manifestants (au passage, les syndicats de cheminots ont laissé faire...), la répression violente, les arrestations et jugements arbitraires, les violences causées par les casseurs et autres provocateurs professionnels ou policiers, etc. tout était fait pour cet "Acte V" soit un échec ou qu'il soit perçu comme tel, sans parler des manipulations des chiffres des participants par le ministre de l'Intérieur.

Plus loin on a reproduit quelques extraits de la lutte de classe en France en juin 1848 et de la Commune de 1871 vue par Marx et Trotsky qui fournissent de précieux enseignements pour comprendre les faiblesses théoriques et organiques du mouvement engagé depuis le 17 novembre en France qui lui seront fatales, on l'avait annoncé dès le départ tout en le soutenant.

On ne s'étendra pas sur le rôle joué par les différents acteurs, chacun ayant joué le sien conformément à la place qu'ils occupent au sein des institutions ou au côté du régime et que le déroulement des événements a permis de percevoir clairement.

Dès lors que la fusion entre ce mouvement et le mouvement ouvrier s'avèrerait impossible du fait que ce dernier était contrôlé par les contre-révolutionnaires ou les chiens de garde du régime, son sort était écrit d'avance. Les fossoyeurs du mouvement ouvrier ont encore frappé en volant au secours de Macron et d'un régime aux abois. On ne l'a pas souligné, mais si à Paris Macron a bénéficié de la protection des CRS demeurés fidèles au régime, il n'en a pas été de même dans le reste de la France où un grand nombre de policiers ont témoigné de la sympathie envers ce mouvement car plus proche de la population laborieuse, ils ont été ébranlés par leur détermination et leur unité, et rien ne dit qu'à la longue on n'aurait pas assisté à des mutineries ou à un retournement complet de la situation en faveur de ce mouvement, qui alors aurait pris une tournure franchement révolutionnaire et insurrectionnelle.

J'ignore comment va évoluer la situation dans les semaines à venir. En attendant, les militants doivent tirer les enseignements politiques du rôle réactionnaire joué par le mouvement ouvrier, des discours tenus par leurs dirigeants, de la ligne politique qu'ils avaient adoptée, leur totale incapacité à analyser les rapports qui existaient entre les différentes classes et entre les différentes couches au sein de ces classes. Je les incite à lire ou relire les ouvrages de Marx, Engels, Lénine et Trotsky sur la lutte de classe en France du milieu du XIXe siècle jusqu'à la révolution russe de 1917 en passant par la Commune, à cette occasion ils pourront constater que jamais on leur a proposé de telles analyses depuis 80 ans. Ils y puiseront des enseignements précieux inégalables dont certains sont encore d'actualité. On y reviendra plus tard.

Personnellement, je ne me suis fait aucune illusion sur ce mouvement du 17 novembre. Il n'a pas réussi à entraîner les couches

les plus défavorisées du prolétariat qui se compte pas millions, ce qui était couru d'avance sans direction, comme quoi les masses sont avant tout pragmatiques, elles ne se lancent pas aveuglément dans une bataille, elles sont plus disciplinées qu'on ne le pense, ce qu'on interprète à tort par de la passivité quand on ignore comment elles pensent ou interprètent la situation.

Si elles n'ont rien à perdre et ne participent pas à ce combat, c'est qu'il y a quelque chose d'autre qui les retient de passer à l'action, l'absence d'objectif politique clair et de direction comme on l'a déjà dit. Elles ont besoin de chefs pour les guider, d'un parti, en qui elles peuvent avoir confiance, ce qui fait défaut aujourd'hui. Elles ne rejoindront pas ce parti avant le début de l'offensive contre le régime, parce ce parti a des tâches à accomplir ou des problèmes à résoudre qui les dépassent, auxquelles elles ne peuvent pas participer.

En revanche le parti doit être résolument tourné vers elles pour qu'au moment de l'assaut contre le régime elles se reconnaissent en lui et le soutiennent, s'engagent à ses côtés, constituent l'immense bataillon révolutionnaire qui abattra le régime, tâche héroïque qu'elles accompliront sans hésitation et avec succès. Encore faut-il que le parti ait conquis sa confiance pour pouvoir compter sur elles, rapports qu'apparemment on n'a jamais compris. Si le parti doit recruter des militants parmi les travailleurs les plus avancés, évolués, conscients, déterminés de la classe ouvrière et des classes moyennes, il doit simultanément gagner la sympathie des couches les plus défavorisées qu'il n'organisera pas dans le parti, sauf exceptions qui confirmera la règle, tisser des liens solides de fraternité avec elles, ce qu'on n'a jamais su faire.

Permettez-moi de faire référence une fois de plus à mon expérience personnelle, celle que je connais le mieux. J'ai acquis un niveau de conscience élevé et je vis avec des travailleurs indiens profondément arriérés dont j'ai réussi à conquérir la confiance. Cela ne veut pas dire qu'ils font ce que je leur dis, d'ailleurs je ne leur dicte rien, je ne me le permettrais pas, mais ils m'écoutent, ils font l'effort de m'écouter quand je leur parle, parce que je leur tiens un discours intelligible qu'ils peuvent comprendre, et même s'ils ne saisissent pas tout, ils me vouent un profond respect, ils sont attentifs, et d'eux mêmes ils me soumettent leurs problèmes pour que j'y réfléchisse et les aide à y apporter des réponses, sachant que je ne pourrais pas faire davantage pour eux. Et bien, s'ils n'avaient pas une totale confiance en moi, mes conseils ou analyses ne leur serviraient strictement à rien et ils finiraient par ne plus s'adresser à moi, et le jour où je leur sortirais quelque chose ils ne m'écouterait pas, ils ne me prendraient pas au sérieux. Ils savent que je les respecte et que je les écoute, que je partage leur sort épouvantable, ils en ont conscience et me le rendent bien, et bien c'est ce genre de rapports qu'il faut tisser avec ces couches inférieures.

Les millions de travailleurs des couches inférieures du prolétariat ont dû trouver dérisoires les revendications des "gilets jaunes", aussi déplacées que celles du mouvement ouvrier, d'ailleurs Macron ne s'y est pas trompé et il y a répondu en leur accordant des miettes. Et puis, demain ils avanceraient des revendications mirobolantes que personne chez nous ne les croirait, parce que les prolétaires ne sont peut-être pas très évolués, mais ils ont un certain sens logique élémentaire qui leur fait dire, menteur un jour, menteur toujours, voleur un jour, voleur toujours, ils peuvent être naïfs et donner leur confiance au premier venu, mais gare à celui qui la trahirait, jamais plus ils n'auraient confiance en lui, c'est une manière de compenser cette faiblesse si l'on veut, ce qu'apparemment on ignore parmi ceux qui passent leur temps à leur raconter des histoires et ils sont nombreux parmi nous. D'où aussi mon aversion pour tous les courants politiques que j'estime parfaitement justifiée, on ne nous trompe pas délibérément sans conséquences. Je ne m'étais pas posé la question de savoir si j'étais toujours aussi lié à ma classe et à la couche d'où je suis issu après avoir tant étudié et avoir eu un parcours pour le moins hétéroclite, je viens de m'apercevoir que c'était bien le cas, quel soulagement !

Quelques premiers enseignements du mouvement du 17 novembre.

Si des membres de toutes les couches de la classe ouvrière y ont participé, ainsi que des membres des couches inférieures des classes moyennes, force est de constater qu'ils sont demeurés minoritaires, bien qu'ils aient bénéficié du soutien passif de la majorité de l'ensemble des travailleurs du pays, seul un demi-million, voire un peu plus se sont réellement mobilisés.

Ce constat confirme mon analyse des rapports qui existent entre les classes que j'ai formulée à maintes reprises, même si ces rapports ont légèrement évolué depuis l'accession au trône de France de Macron. A savoir que la lutte de classe du prolétariat et les besoins correspondant à la survie du capitalisme ont contribué à l'amélioration des conditions d'existence des masses exploitées au cours du XXe siècle, s'est traduit par leur profonde subordination au capitalisme et à ses institutions, au détriment de leurs aspirations légitimes à la démocratie et à la liberté, à vivre dans une société débarrassée de toute forme d'exploitation et d'oppression, au point d'abandonner cet objectif et de se détourner du socialisme qui demeure la seule alternative au capitalisme.

C'est la trahison ou la compromission de tous les courants ou partis et syndicats du mouvement ouvrier qui a conduit les masses à adopter inconsciemment cette interprétation de leur condition et de la société, à les désarmer sur le plan théorique et à les rendre impuissantes sur le plan pratique à l'heure de l'offensive néolibérale mondiale, d'où la question récurrente et jamais réglée, la nécessité de doter la classe ouvrière d'une nouvelle direction et d'un programme révolutionnaire, de construire un nouveau et véritable parti ouvrier qui incarne la rupture avec le capitalisme et ses institutions, le socialisme.

Je serais bien curieux de voir comment les opportunistes de tous poils vont s'y prendre pour expliquer pourquoi l'immense majorité des masses ne s'est pas mobilisée depuis le 17 novembre, sur qui ou sur quoi ils vont en faire porter la responsabilité. Les uns vont accuser les travailleurs, les autres ou tous vont s'accuser réciproquement, et comme finalement aucun d'entre eux ne vaut mieux que les autres, comme à l'accoutumé ils proclameront qu'ils n'avaient absolument rien à se reprocher, bref, ils ne

changeront rien, ce qui ne nous étonne pas pour en être arrivé depuis longtemps à la conclusion qu'ils étaient incurables ou irrécupérables, qu'il n'y avait rien à en attendre, mille fois hélas, mais on ne va tout de même pas affirmer le contraire juste pour faire plaisir à des militants qui se complaisent dans cette escroquerie politique parfois depuis des lustres.

Autre enseignement.

On a pu constater que des centaines de milliers de travailleurs de toute condition, statut ou couche s'étaient mobilisés dans tout le pays sans appel à l'unité. Ils ont réalisé l'unité spontanément, le plus naturellement du monde, comme chaque fois que cela s'est produit au cours de la lutte de classe du passé.

On peut donc en tirer la signification politique suivante : Toute stratégie qui se réduisait à cet objectif de l'unité, toute ligne politique qui était subordonnée à cet objectif était profondément erronée ou une escroquerie politique dans la mesure où leurs dirigeants en avaient parfaitement conscience. Car ce sont les circonstances ou les conditions objectives qui créent les conditions de la réalisation de l'unité, elles ne se fabriquent pas ou elles ne se décrètent pas, et chaque fois que les appareils des partis ou des syndicats du mouvement ouvrier s'en emparèrent, ce fut parce qu'ils avaient constaté qu'à la base elle était en train de se développer ou elle était déjà réalisée pour uniquement en prendre le contrôle ou conserver le contrôle du mouvement des masses pour le disloquer, le conduire dans une impasse ou lui donner une orientation corporatiste, réactionnaire, sauver le régime en place.

Chaque fois le PS et le PCF ne réalisèrent pas l'unité, ils instrumentaliserent l'unité à la base pour la tourner contre les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière, ce qui se réalisa au sommet, ce fut l'unité des agents du capital infiltrés au sein du mouvement ouvrier et conspirant contre lui afin de dévoyer son combat, et non l'unité des représentants de la classe ouvrière.

Chaque fois le PS et le PCF réalisèrent l'unité sous la pression des masses, ils s'y rallièrent à contrecœur, ce qui présenta l'avantage d'éviter que les masses s'organisent elles-mêmes et prennent la direction de leur mobilisation en élisant ses propres représentants.

Les masses demeurent ainsi sans représentation politique pour mener leur combat, puisque tous les autres courants du mouvement ouvrier les appelèrent à se soumettre à ces partis inféodés au régime. Ils allèrent jusqu'à créer des comités pour l'unité afin de porter ces partis au pouvoir, et qui une fois au pouvoir appliqueraient une politique tournée contre les intérêts de la classe ouvrière.

Ces comités pour l'unité, quand ils ne s'étaient pas dissous, devaient ensuite servir à exiger que les députés du PS et du PCF adoptent des mesures conformes aux besoins des travailleurs, ce qu'ils s'empressèrent de faire comme chacun sait !

Cet épisode terminé, ces comités pour l'unité s'inscrivent désormais dans la perspective non plus d'un gouvernement PS-PCF mais d'une assemblée constituante où figureraient les représentants des mêmes partis ou leurs clones, LFI, Générations, EELV, etc. Question : Quelle couche des masses se reconnaissent-elles dans cet objectif? Aucune. Pour autant que cet objectif pourrait être juste tactiquement à un moment donné, cela signifie que la conscience des masses n'est pas mûre pour le saisir, il faut donc identifier et les aider à lever les obstacles qui se dressent sur leur chemin pour qu'elles puissent avancer dans cette voie.

Et ces principaux obstacles sont de différentes natures, bien que liés entre eux, d'une part leur soumission au capitalisme ou la croyance qu'il serait éternel et son existence légitime, donc qu'elles cessent de se prosterner devant ou de lui trouver des vertus qu'il n'a jamais eu, d'autre part, l'abandon de leurs aspirations légitimes à vivre dans une société meilleure et plus juste qui se traduit par l'abdication de leur droit à décider elles-mêmes démocratiquement l'orientation de la société, aspirations avec lesquelles elles doivent renouer, et droit qu'elles doivent se réapproprier pour conquérir leur émancipation. Aussi longtemps qu'elles ne parviendront pas à venir à bout de ces obstacles, elles ne pourront pas remplir les conditions indispensables pour renverser le régime, s'emparer du pouvoir politique pour changer de régime, bâtir la société sur de nouvelles bases sociales.

C'est aussi la raison pour laquelle il faut démasquer et combattre inlassablement et férocelement les charlatans qui leur expliquent, soit qu'elles doivent se résigner à attendre des jours meilleurs qui ne viendront jamais, soit qui leur font croire que leurs aspirations pourraient être satisfaites parce qu'elles seraient compatibles avec le régime, alors qu'il s'emploie quotidiennement à démontrer le contraire, soit encore que leurs aspirations seraient déraisonnables et qu'elles doivent les modérer, autant dire qu'ils les appellent à y renoncer définitivement ou à s'accommoder de leur condition qui ne fera qu'empirer dans l'avenir.

Il faut que l'avant-garde du mouvement ouvrier rompe catégoriquement avec cette idéologie qui l'a gangrenée de haut en bas, pour renouer résolument avec le marxisme et le socialisme. Il en va du salut de l'humanité, ni plus ni moins.

Quant aux autres enseignements à tirer de ce nouvel épisode de la lutte des classes, on les trouvera dans les expériences du prolétariat à une autre époque, ils figurent plus loin.

Il est permis et même fortement recommandé de se poser certaines questions.

Il y en a qui s'émeuvent à grands cris du traitement que les médias-oligarques réservent à la mobilisation en cours depuis le 17 novembre. Mais ils éviteront soigneusement de se poser les questions suivantes et encore moins d'y chercher des réponses cohérentes. Non, ils ont déjà des réponses toutes faites.

La question ne serait-elle pas pourquoi y a-t-il toujours autant d'esprits faibles ou d'ignorants pour regarder ces chaînes de télévision, écoutez ces radios ou achetez ces journaux qui distillent en continue l'idéologie de la classe dominante, leur mentent effrontément, les désinforment, les conditionnent, les manipulent, les abrutissent ?

Pourquoi l'immense majorité continue-t-elle à aller voter sachant qu'elle n'a rien de bon à attendre d'aucun parti institutionnel ? Pourquoi vomit-elle le mode de vie qu'on lui impose de subir, pour finalement le reproduire sans cesse ? Il suffit qu'on crée pour elle un nouveau besoin, pour qu'elle se jette dessus frénétiquement et ne puisse plus s'en passer, c'est de la démence ou un comportement infantile !

On attend vos explications. Les miennes, je les ai déjà fournies une multitude de fois, et je suis las de me répéter, en vain.

A titre personnel, au-delà du militantisme, dans la vie quotidienne j'adopte le même mode de pensée. Cela paraîtra peut-être dérisoire, mais cela témoigne un certain état d'esprit général ou permanent qui tranche avec ce qu'on peut observer généralement.

Tenez, comme j'ai dû me doter d'un Iphone il y a un an environ, j'en ai profité pour me passer de montre et de réveil devenus inutiles. Et je boycotte la télé, la radio depuis 5 ans, et je n'ai pas acheté un seul journal, magazine, livre, CD depuis au moins 10 ans. Je n'ai pas acheté un colifichet à accrocher au mur depuis plus de 20 ans. Je ne possède aucun bijou, rien. J'ai rationalisé au maximum mon mode de vie et je suis devenu le pire consommateur qui soit.

J'ai été jusqu'à relever les noms des médicaments les plus efficaces que je vais directement acheter en pharmacie pour ne pas engraisser des médecins. J'attends que mes vêtements et mes meubles tombent en lambeaux pour en racheter, je possède juste le minimum, de bonne qualité, robustes et qui me feront un long usage, donc à l'arrivée j'aurais dépensé moins. Vaut mieux peu, bon, bien et beau, que beaucoup, mal, médiocre et laid, c'est juste une question d'état d'esprit, esthétique aussi, sinon à quoi bon élever son niveau de conscience si c'est pour se laisser aller à faire n'importe quoi, et disons-le à avoir une vie de con, c'est le pire exemple qu'on puisse donner à nos semblables et dans ce cas-là vaut mieux encore la fermer !

[Sur la nature des médias. Aucune illusion, aucun ménagement n'est permis.](#)

Vous ne voudriez tout de même pas que les médias se mettent au service d'un mouvement qui réclame la tête de celui qu'ils y ont porté au sommet de l'Etat, un peu de sérieux.

Causerie du 16 avril 2017 : Faites tomber les masques. Quand ils se croient tout puissants, ils commettent l'erreur d'en dire trop ou pas assez.

Extrait.

- Quand Christophe Barbier écrit un éditorial sur les éditorialistes, la situation devient hors de contrôle - Le Huffington Post 15.04.2017

L'ancien directeur de l'Express a eu des mots discutables sur la relation lecteurs - éditorialistes. Et les internautes ne l'ont pas loupé.

"Se confronter au terrain pollue l'esprit de l'éditorialiste." Interrogé vendredi 14 avril, sur le rôle de son métier par les lecteurs du Journal du Dimanche, Christophe Barbier donne très rapidement le ton d'un échange... étonnant.

Une interview durant laquelle l'ancien directeur éditorial de la rédaction du magazine l'Express enchaîne les petites phrases et les prises de positions discutables sur le statut de "l'éditorialiste."

"Se confronter au terrain pollue l'esprit de l'éditorialiste. Son rôle est de donner son opinion, d'affirmer ses certitudes, par essence improuvables", déclare-t-il pêle-mêle avant d'évoquer les lecteurs dans une tirade assez surréaliste, les comparant à du "lierre rampant", s'élevant grâce aux "éditorialistes" dans le rôle du "tuteur": "L'éditorialiste est un tuteur sur lequel le peuple, comme du lierre rampant, peut s'élever." Le Huffington Post 15.04.2017

"Gilets jaunes": polémique autour d'une photo retouchée sur France 3 - AFP 17 décembre 2018

La chaîne de télévision France 3 s'est excusée dimanche pour avoir diffusé une photo d'un "gilet jaune" brandissant une pancarte où apparaissait seul le nom du président Emmanuel Macron, alors que sur le cliché original de l'AFP, on lisait "Macron dégage".

La chaîne, accusée de censure après avoir diffusé cette photo retouchée lors de son journal télévisé de samedi, a tweeté dimanche qu'il n'y avait "aucune volonté de masquer cette pancarte", invoquant "une erreur humaine" et précisant que "cela ne se renouvellera pas".

"Nous tenions à vous présenter nos excuses (...) nous vous devons cette explication au regard de la confiance que vous nous accordez", a annoncé par la suite la chaîne dans son JT du soir. La photo retouchée a suscité un tollé sur les réseaux sociaux avec une avalanche d'accusations de manipulation et de censure. AFP 17 décembre 2018

A quoi reconnaît-on ses amis et ses faux amis, ses ennemis ou éventuellement adversaires ?

Ils publient un tas d'articles ou extraits d'articles dans lesquels ils donnent l'air de rien la parole à des représentants du PS, Générations, EELV, PCF, FLI, et autres parasites dits de gauche, aux ONG, etc. qui se font passer pour le contraire de ce qu'ils sont et leurrent ainsi leurs lecteurs. On en déduit donc que les auteurs de ces blogs et portails roulent également pour le régime.

Un exemple d'actualité. Bastamag.

- Le 7 décembre, le Sénat a voté l'allègement de l'« exit tax » sur demande du gouvernement. L'exit tax, instaurée par Nicolas Sarkozy en 2011, avait pour objectif de lutter contre l'exil fiscal : les plus fortunés qui partaient à l'étranger devaient attendre 15 ans avant de vendre leurs actions, sous peine de payer 30 % sur les plus-values qu'ils réalisaient à l'étranger. Avec cet allègement, ils devront patienter entre deux et cinq ans, trois fois moins longtemps, avant de pouvoir vendre leurs actions sans être taxés. Cette mesure initiée par le gouvernement, a pu être votée grâce au soutien de la majorité sénatoriale de droite et du centre. Bastamag.net

Bastamag a ensuite donné la parole à deux élus issus des partis figurant parmi les opposant irréductibles à Macron et son gouvernement, au capitalisme.

- Éric Bocquet, sénateur communiste du Nord a répliqué : "On veut attirer les investisseurs, mais où sera la limite ? Veut-on 0 % de taxation ?"

- Claude Raynal, sénateur PS de la Haute-Garonne a réagi : « Cet article (...) s'inscrit de fait dans la droite ligne de l'action du gouvernement, qui n'a de cesse de privilégier les plus riches au détriment de nos concitoyens les plus modestes ».

LVOG - Parce que ce ne serait pas la politique qu'auraient appliquée le PS et le PCF quand ils étaient au pouvoir, ce n'est pas la politique qu'ils n'ont cessé de soutenir depuis des lustres.

On peut reproduire ces citations, mais dans ce cas-là il faut en faire ressortir l'aspect purement démagogique, trompeur, pour que personne ne soit tenté de se faire la moindre illusion dans l'avenir sur ces partis pourris.

Simultanément au mouvement du 17 novembre. Pour qui gouverne Macron, devinez?

Le gouvernement fait voter une mesure favorisant l'exil fiscal des plus fortunés - Bastamag12 décembre 2018

Un nouveau cadeau fait aux plus riches. Le 7 décembre [1], le Sénat a voté l'allègement de l'« exit tax » sur demande du gouvernement. L'exit tax, instaurée par Nicolas Sarkozy en 2011, avait pour objectif de lutter contre l'exil fiscal : les plus fortunés qui partaient à l'étranger devaient attendre 15 ans avant de vendre leurs actions, sous peine de payer 30 % sur les plus-values qu'ils réalisaient à l'étranger. Avec cet allègement, ils devront patienter entre deux et cinq ans, trois fois moins longtemps, avant de pouvoir vendre leurs actions sans être taxés [2]. Cette mesure initiée par le gouvernement, a pu être votée grâce au soutien de la majorité sénatoriale de droite et du centre [3].

Pourquoi alléger cette taxe ? En mai dernier, Emmanuel Macron voulait tout simplement supprimer l'exit tax. Il l'avait annoncé dans le magazine américain Forbes, justifiant cette décision par la volonté de créer un environnement plus favorable pour les créateurs d'entreprise. Selon lui, cette taxe envoyait un « message négatif aux entrepreneurs, plus qu'aux investisseurs, car il signifie qu'au-delà d'un certain seuil, vous êtes pénalisé si vous quittez la France ».

Face à la polémique suscitée par l'annonce de cette suppression, le gouvernement a finalement proposé un allègement de cette taxe dans le cadre du projet de loi de Finances 2019. « Nous menons une politique d'attractivité, notamment, pour faire venir dans notre pays, après le Brexit, des activités financières qui, certes, sont décriées, mais qui créent de la richesse », a défendu Agnès Pannier-Runacher, la secrétaire d'État au ministère de l'Économie, lors des débats au Sénat. Bastamag 12 décembre 2018

Le casino de la Bourse ou la spéculation "qui crée de la richesse", il fallait oser le dire.

Et d'un coup de baguette magique, le roitelet engrange 8% de plus en quelques heures !

AFP 16.12 à 8 heures. - Sondage Ifop publié par Le Journal du Dimanche. La cote de popularité d'Emmanuel Macron chute à 23%.

Quelques heures plus tard, le temps de fabriquer un nouveau sondage plus favorable à Macron.

Le Figaro 16.12. - Signe d'encouragement pour l'exécutif, un sondage Opinionway pour LCI publié dimanche faisait remonter la popularité d'Emmanuel Macron de deux points, à 31% de satisfaits.

Ils cherchent à s'en convaincre.

- "Gilets jaunes" : vers une fin de crise ? - franceinfo, 16 décembre 2018

Le pourcentage des personnes qui se disent "très satisfaites" de l'action du chef de l'État reste stable à 4%. Les "mécontents", eux, sont de plus en plus nombreux. Ils passent des 73 à 76% de la population totale. Les personnes "très mécontentes" du président représentent même 45% des Français, en hausse de 6 points par rapport au mois dernier.

"Malgré tout, dans l'entourage du président de la République, on se dit bien conscients que le feuilleton n'est pas clos" franceinfo, 16 décembre 2018

Il n'y a rien à "débattre", rien à "négocier" !

- "Gilets jaunes" : pour Richard Ferrand, "les combats c'est fini, le débat c'est maintenant" - Franceinfo 16.12

Quand ils tentent de se rassurer comme ils le peuvent.

- Divisions internes, trêve post-attentat, froid... Pourquoi la mobilisation des "gilets jaunes" s'est-elle essouffée pour l'"acte 5" ? - Franceinfo 16 décembre 2018

Au total, quelque 66 000 personnes ont manifesté dans toute la France, selon un décompte du ministère de l'Intérieur publié dans la soirée. Soit deux fois moins que les 126 000 samedi dernier. A Rennes, 300 personnes ont défilé contre 2 200 le 8 décembre, tandis qu'à Nantes on dénombrait 1 200 "gilets jaunes" contre 3 000 une semaine plus tôt. Pourquoi le mouvement faiblit-il ? Franceinfo vous propose trois éléments de réponse.

Pour le politologue Olivier Costa, directeur de recherche au CNRS.

LVOG - L'"expert" aux ordres entre en action.

Olivier Costa - "La multiplication des déclarations conspirationnistes, faites après l'attentat de Strasbourg, ont refroidi toute une partie des militants sincères et engagés."

Plusieurs figures des "gilets jaunes" ont en effet partagé leur satisfaction après l'allocution présidentielle. Dès le lendemain, Jacqueline Mouraud, l'une des porte-paroles, a appelé sur LCI à "sortir intelligemment du mouvement". Contacté par franceinfo, Benjamin Cauchy, porte-parole des "gilets jaunes libres", souligne que le "gouvernement a tendu la main". Il a choisi de ne pas manifester samedi pour privilégier "la négociation et le dialogue social pour faire avancer le pouvoir d'achat". "Aujourd'hui, Macron nous a compris et ce n'est pas en mettant la France à feu et à sang que nous obtiendrons gain de cause", tranche-t-il.

Samedi, les plus motivés ont dû braver le froid et parfois la pluie pour faire entendre leurs revendications. Des conditions météorologiques plus rudes que les autres semaines qui n'aident pas à mobiliser, comme le constate le "gilet jaune" Frank Buhler. "Il y a beaucoup de gens qui sont tombés malades à force d'être restés stationnés dans le froid pendant des jours", explique cette figure du mouvement originaire de Tarn-et-Garonne, à franceinfo.

Frank Buhler - "Il y a aussi l'arrivée de Noël : il faut préparer les fêtes, faire les courses... Les familles des "gilets jaunes" leur mettent la pression pour qu'ils lèvent le pied."

Marie, l'une des coordinatrices à Dinan (Côtes d'Armor), confirme auprès de franceinfo cette volonté d'insuffler un nouvel élan : "Le mouvement ne s'éteint pas mais il prend une forme différente. On va tenter d'élaborer des actions plus construites, moins fatigantes." Franceinfo 16 décembre 2018

- Hollande: le mouvement des "gilets jaunes" est en "phase de conclusion" - AFP 15.06

Lui il a dépassé celle de la pourriture en putréfaction !

- La mobilisation des "Gilets jaunes" en nette baisse - Reuters 16 décembre 2018

La mobilisation des "Gilets jaunes" était en forte baisse samedi en cette cinquième journée nationale de contestation en France, à Paris comme en régions.

En fin de journée, le ministère de l'Intérieur évaluait le nombre de participants à 66.000 dans toute la France, dont 4.000 à Paris, contre 126.000 manifestants (dont 10.000 à Paris) comptabilisés la semaine dernière.

Malgré quelques échauffourées et des tirs sporadiques de gaz lacrymogènes, notamment sur les Champs-Élysées à Paris et dans les centres-villes de Bordeaux, Lyon, Nantes et Toulouse, aucune violence grave n'était à déplorer.

A Paris, les manifestants se sont concentrés sur l'avenue des Champs-Élysées, quasiment déserte, la place de l'Opéra et celle de la République, vers laquelle ils ont afflué dans l'après-midi.

En régions, certaines sorties d'autoroutes et les abords de plusieurs villes comme Bordeaux et Nîmes ont été bloqués par des "Gilets jaunes", qui ont aussi manifesté dans le centre-ville de Marseille aux cris de "Macron démission".

Au terme d'une semaine marquée par les annonces du président Emmanuel Macron pour le pouvoir d'achat et l'attentat meurtrier de Strasbourg, la tension est retombée à dix jours de Noël, période cruciale pour le chiffre d'affaires des commerçants.

Le gouvernement, imité par de nombreux responsables politiques et syndicaux à l'exception notable de la CGT et de La France insoumise de Jean-Luc Mélenchon, avait exhorté les "Gilets jaunes" à ne pas manifester cette semaine, invoquant le drame de Strasbourg et la fatigue des forces de l'ordre.

Parmi les revendications multiples des manifestants, dont beaucoup ont scandé "Macron démission", celle d'un "référendum d'initiative citoyenne" est récurrente.

Un manifestant croisé par Reuters sur les Champs-Élysées a dit tabler sur une poursuite du mouvement, malgré la mobilisation en baisse.

"Depuis l'attentat de Strasbourg (c'est plus calme), mais je pense que samedi prochain et les samedis suivants cela va revenir", a-t-il dit. "Il y a un petit moment de calme, mais ça va revenir petit à petit".

"Ça n'arrêtera pas tant que nous n'aurons pas ce que nous voulons", a renchéri un autre "Gilet jaune".

Gare Saint-Lazare, des militants des organisations Attac et Droit au Logement, notamment, se sont joints au rassemblement où se trouvait aussi le député La France insoumise Eric Coquerel. Reuters 16 décembre 2018

Des accusations amplement justifiées.

- Des gilets jaunes accusent les autorités de les bloquer pour empêcher la mobilisation - HuffPost 15.12

Sur les pages Facebook consacrées au mouvement, de nombreux internautes s'insurgent d'ailleurs du traitement réservé à certains manifestants aux abords de la capitale. Selon eux, nombre d'entre eux sont bloqués sur des péages ou aux portes de Paris. De quoi dénoncer une manœuvre du pouvoir qui chercherait à réduire le nombre de gilets jaunes dans les rues de la capitale et ainsi porter un coup à la crédibilité du mouvement.

Beaucoup estiment que le blocage de leurs compagnons aux portes de Paris ou sur des péages proches de la capitale sert à discréditer ou empêcher leurs actions. "Pour faire croire au peuple que le mouvement est mort!", estime par exemple un internaute nommé "Manu Manu Gomez" sur la page "la France en colère!!!" tenue par un des porte-parole officiels du mouvement, Éric Drouet.

D'autres se montrent un peu plus virulents à l'égard du pouvoir. "LES GARS ON EST ENTRAIN DE SE FAIRE BAISER ILS VONT FAIRE CROIRE AUJOURD'HUI HUI QUE LE MOUVEMENT S ESSOUFFLE CAR ILS ONT BLOQUE DES BUS QUI MONTENT SUR PARIS (sic)" cingle un gilet jaune visiblement énervé par la situation.

Selon plusieurs vidéos postées sur les réseaux sociaux, des gilets jaunes sont également filtrés et bloqués dans les rues de la capitale. Sur les images, on peut voir des CRS interdire l'accès à certaines rues, provoquant la dispersion des manifestants. Des opérations qui auraient pour conséquence de clairsemer les rangs et ainsi provoquer un essoufflement de la mobilisation.

Le salut du mouvement viendra-t-il des régions? La mobilisation se poursuit en tout cas sur les ronds points de l'ensemble du territoire, avec des barrages filtrants, "péages gratuits" et des opérations escargot comme à Lorient. L'A7, dans le Vaucluse mais aussi l'A62 entre Toulouse et Bordeaux, l'A61 à Carcassonne et l'A64 entre Toulouse et Tarbes sont aussi perturbées. HuffPost 15.12

AFP 15 décembre 2018 - L'A6 a été coupée dans les deux sens à la limite entre la Saône-et-Loire et le Rhône par le préfet par précaution face à la mobilisation attendue de "gilets jaunes".

Libération 15 décembre 2018. - Entre les manifestants et la police, c'est le jeu du chat et de la souris sur les Champs-Élysées. Les gilets jaunes s'engagent à peine dans une rue qu'ils en repartent en courant, bloqués par la police, qui avance ses véhicules pour couper l'accès. Ils se dirigent vers une autre rue, sont à nouveau bloqués. Ça court dans tous les sens pendant quelques secondes puis tout se calme. Et ça recommence, et ça s'arrête encore.

- Le dispositif policier, dans le quartier de la Porte Maillot encore très calme, est impressionnant : des dizaines de véhicules et des effectifs CRS et de policiers déployés importants.

- Au total, 8.000 membres des forces de l'ordre ont été déployés dans la capitale, 69.000 sur tout le territoire, appuyés à Paris par 14 véhicules blindés à roues de la gendarmerie (VBRG).

- Le préfet de police, Michel Delpuech, a annoncé vendredi que le dispositif mis en place la semaine dernière était reconduit quasiment à l'identique ce week-end. Huit mille policiers et gendarmes sont mobilisés. Les blindés de la gendarmerie sont une seconde fois positionnés dans les rues parisiennes.

- Avenue du président Willson, à Paris. «C'est calme, ça change», dit un policier. Depuis ce matin, c'est la quatrième fois que les manifestants se font encercler par les forces de l'ordre. Un dispositif visiblement destiné à décourager les manifestants, contraints d'attendre en petits groupes dans le froid. «Ça marche plutôt bien, quand ils sont peu», confirme une policière. «On a pas le droit de circuler librement en France ?» demande un homme à un CRS, qui reste de marbre.

- «plus de 600» policiers et gendarmes sont présents depuis ce matin dans le centre-ville de Bordeaux. Deux blindés de la gendarmerie, un engin lanceur d'eau, une vingtaine de camions de CRS et une dizaine de fourgons de la gendarmerie sont également installés place Pey-Berland.

- Quelques minutes plus tard, la place (de l'Opéra à Paris- ndlr) commence à se vider au compte-gouttes, la police ayant commencé à laisser passer des manifestants, en les sommant de retirer leur gilet jaune. Libération 15 décembre 2018

Horreur et damnation!

- Malgré la déception de l'acte V, des gilets jaunes appellent déjà à un acte VI - HuffPost 16.12

Certains veulent se rassembler pour l'anniversaire d'Emmanuel Macron, le 21 décembre.

La mobilisation a beau s'essouffler, le noyau dur des gilets jaunes reste déterminé. Après un acte V en forte baisse ce samedi 15 décembre, certains internautes n'hésitent pas à appeler (déjà) à un acte VI pour le 22 voire le 21 décembre. Comme depuis le début de la mobilisation après chaque rassemblement parisien, c'est sur les réseaux sociaux que les choses se passent et que les "événements" se créent.

Sur les pages ou groupes Facebook dédiés au mouvement, les appels à de nouveaux rassemblements se multiplient. Les premiers ayant commencé à fleurir alors que l'acte V n'était pas encore achevé.

Les quatre principaux "événements" créés pour l'occasion réunissent au total 80.000 personnes "intéressées." Et les mots d'ordre sont divers. De l'Acte 6 "la victoire du peuple" à l'acte 6 "préparons Noël à Paris", ces gilets jaunes affichent à nouveau leur détermination pour faire plier Emmanuel Macron. La tenue ou non d'un nouveau rassemblement occupe désormais une bonne partie des discussions au sein de ces communautés et les publications en faveur d'un nouveau samedi de manifestations se multiplient. HuffPost 16.12

- Gilets jaunes: le blocage de Rungis, nouvel espoir de certains - Le HuffPost 16.12

L'acte VI des gilets jaunes arrivera-t-il plus vite que prévu? Alors que ce samedi 15 décembre a marqué l'essoufflement du mouvement, certains Français en colère ne veulent pas lâcher le morceau et se tournent désormais vers un nouvel objectif: bloquer le marché de Rungis.

Conscients des actuelles difficultés du mouvement à mobiliser ses troupes, nombre de gilets jaunes appellent à "transformer" le mouvement pour qu'il perdure et veulent occuper les lieux sans discontinuer jusqu'au lendemain de Noël.

Ils devraient être aidés dans leur entreprise par plusieurs VTC en colère qui entendent bien jouer leur rôle dans la fronde qui secoue le pays depuis un mois.

Un événement Facebook a même été créé pour l'occasion par l'Association des VTC de France. Au total, 75.000 personnes se sont dit "intéressées" par le blocage.

Comme souvent avec les gilets jaunes, c'est sur Facebook que les choses se passent. Depuis plusieurs jours un texte appelant au blocage du plus grand marché agroalimentaire du monde est recopié à l'identique de page en page. Il explique que les VTC ont obtenu l'autorisation d'organiser un rassemblement "sur les 3 plus grosses portes de Rungis."

Derrière Rungis, c'est l'économie que les gilets jaunes veulent attaquer. Le but? Arracher de nouvelles concessions en paralysant le pays à quelques jours de Noël. "Le blocage de Rungis a pour but de faire plier le gouvernement sur les revendications des gilets jaunes en bloquant le poumon économique européen. Les GAFKA doivent payer comme Uber pour les VTC", écrit pour sa part l'association des VTC de France qui présente l'action comme "le combat final."

De quoi relancer le mouvement après un acte V raté? Rien de sûr d'autant que le gouvernement risque de se montrer particulièrement attentif à la formation de blocages durables qui paralyseraient l'économie.

Alors que le chiffre des manifestants a été divisé par deux en une semaine, c'est l'occasion ou jamais pour l'exécutif de reprendre la main après une longue tétanie face à ce mouvement social aussi imprévisible qu'hétéroclite. Les membres de la majorité se relaient ainsi dans les médias depuis les annonces du président de la République en faveur du pouvoir d'achat -la hausse de la prime d'activité notamment- pour demander aux gilets jaunes de quitter les ronds-points.

Ce dimanche 16 décembre, le président de l'Assemblée nationale et proche d'Emmanuel Macron, Richard Ferrand a même réclamé l'intervention des CRS et des gendarmes pour évacuer les zones occupées par les gilets jaunes. Dans ce climat, pas certain que le gouvernement ne laisse s'installer un "blocage illimité" à Rungis. Le HuffPost 16.12

Témoignage de "**nantis, fachos**" montés à Paris ou originaires de Paris !

Libération 15 décembre 2018. - Pierre, 54 ans, agent de sécurité, est venu seul de Franconville (Val-d'Oise), pour « manifester paisiblement ». En CDD dans la sécurité, il fait « de l'évènementiel, comme l'arrivée du tour de France ou le 14 Juillet ». Il ne veut pas donner son nom de famille, par crainte que cela lui pose des soucis pour ses contrats. « Je gagne entre 1500 et 2 000 par mois. Mais pour faire 2 000, faut bosser dur. Je ne supporte pas qu'on dise que je suis feignant, ou qu'il suffit de traverser la rue pour trouver du travail. Mes grands parents étaient mineurs dans le Pas de Calais, ils venaient de Pologne, on peut dire qu'ils se sont tués dans les mines. »

« L'an dernier, j'ai été au chômage quelques mois. J'avais 800 euros d'indemnités mais mon loyer est de 570 euros pour un studio. Je n'ai pas pu payer et aujourd'hui j'ai un dossier de surendettement. J'ai 6 000 euros de dettes, ce n'est pas énorme mais je n'y arrive pas. J'ai recollé mes chaussures pour venir. Même acheter des chaussures est devenu compliqué. J'ai mal aux dents, je n'ai pas de mutuelle alors je prends du Nurofen. Je ne peux même pas m'acheter de lunettes. Mais je suis venu ici en pensant aux femmes et aux enfants en détresse, certaines que je connais ne peuvent même pas acheter un litre de lait. »

Fabienne Collat, 57 ans, est gardienne d'immeuble. Elle est venue à Saint-Lazare à l'appel d'organisations de gauche : « Je sers ces cochons de bourgeois depuis 20 ans, je les connais bien. Dans mon immeuble, boulevard de Courcelles, en face du parc Montceau, les loyers sont de 8 000 ou 9 000 euros. Aux étrennes, ils ne me donnent que 50 ou 100 euros alors que normalement c'est 10%. Moi je suis payée sur la base du smic, duquel sont retirés les avantages en nature, appartement, eau, chauffage. Cela me fait 900 euros nets, et on m'a dit que c'est ce qui comptera pour la retraite, ce qui me fera à peine plus que le minimum vieillesse. Je suis née et j'ai toujours vécu à Paris, mais quand je prendrai ma retraite je serai obligée de partir en Eure-et-Loir ou ailleurs. »

« Mon mari est agent de sécurité incendie, il gagne 1400 euros. On ne retrouvera pas de logement en Ile-de-France, car il faut gagner trois fois le prix du loyer. Une de mes locataires m'a dit : "Nous aussi on est impactés par les taxes." Moi je travaille 49h30 par semaine – avant, c'était 50 mais notre syndicat a obtenu une baisse d'une demi-heure – avec une pause de 11h à 15h30. En plein milieu. Les conditions de travail des gardiens sont un vrai sujet. Ils sont souvent immigrés, ils ne descendent pas dans la rue. Moi je revendique la hausse du smic horaire, des minima sociaux, des retraites et l'annulation de la CSG. »

«Mes parents étaient militants en 1968. Moi aussi je suis révolutionnaire, et j'ai le droit de manifester pour défendre mes opinions.» Libération 15 décembre 2018

Vous avez raison. Depuis ils ont adopté une orientation droitière, il suffit de voir le traitement que vous a accordé les dirigeants du mouvement ouvrier...

Union nationale. Les syndicats de policiers réclament du fric pour le sale boulot qu'ils viennent d'accomplir et dont ils sont fiers.

- Des policiers "à bout" appellent à un "Acte 1 de la police", d'autres lancent "les gyros bleus" Le HuffPost 16.12

Faut-il s'attendre à un nouveau front social? Le syndicat Unité SGP Police a "annoncé solennellement", dans un message posté sur Twitter ce samedi 15 décembre, "l'acte 1 de la colère des policiers", reprenant le terme utilisé par les gilets jaunes pour leurs mobilisations hebdomadaires, organisées depuis le 17 novembre.

"Les policiers sont à bout et ne bénéficient d'aucune reconnaissance", indique encore le tweet du syndicat, appartenant à la fédération Force ouvrière (FO). "Après les annonces du président de la République, rien pour les gradés, gardiens et adjoints de sécurité! C'est inacceptable!" écrivait encore le syndicat au soir des annonces du président face à la crise des gilets jaunes.

Invitée de BFMTV ce samedi, la déléguée nationale SGP Police Linda Kebbab avait déjà "annoncé solennellement" cet acte 1 qui "se prépare". "Les policiers ont aussi des revendications (...) on a beaucoup de dispositions politiques qui sont complètement contraires aux intérêts sociaux des salariés et plus particulièrement des policiers", avait-elle estimé, citant notamment le gel du point d'indice des fonctionnaires au 1er janvier 2019 ou encore l'allongement du délai de carence en cas de maladie d'un à trois jours dans la fonction publique. Votée au Sénat, cette mesure doit encore être adoptée par l'Assemblée nationale. Le gouvernement y est défavorable.

"On a demandé l'augmentation de l'allocation de maîtrise (une prime annuelle versée "au titre du service continu", ndlr), a précisé Linda Kebbab. On demande plus de CRS, une validation des acquis des adjoints de sécurité, une reconnaissance du statut des policiers techniciens et scientifiques, une prime pour les administratifs, la prise en charge pour les mutuelles par notre ministère, les heures supplémentaires défiscalisées".

"On a tenté le dialogue social, ça ne marche pas", assure la déléguée nationale.

Alliance demande "un véritable plan Marshall"

Le syndicat policier Alliance avait de son côté dénoncé jeudi 13 décembre une "situation explosive" chez les forces de l'ordre, mises à "rude épreuve" entre nouvelle mobilisation des "gilets jaunes" et lutte antiterroriste, après l'attentat de Strasbourg.

"Au vu de l'engagement sans faille des policiers, nous exigeons un retour immédiat sur l'investissement, avec un véritable plan Marshall", a expliqué à l'AFP Frédéric Lagache, numéro deux du syndicat de gardiens de la paix et de gradés, Alliance.

"Les forces de l'ordre vont éprouver de plus en plus de difficultés à assumer tous les fronts", a résumé le syndicat. Selon Frédéric Lagache, les policiers "entre épuisement et colère, en ont assez des gratitudes et veulent des actes" de la part du gouvernement. "Des commissariats vont finir par fermer", a prévenu le syndicaliste. Celui-ci réclame pour les policiers "des avancées sociales et la juste rétribution de leur engagement", avec le paiement des heures supplémentaires, des astreintes ou encore des heures de nuit.

Des policiers en colère, rejoints par les "Femmes des forces de l'ordre en colère" (FFOC), appellent à une journée de mobilisation le 20 décembre sur les Champs-Élysées à 21h30, rapporte LCI.

Selon le vice-président de l'association "Mobilisation des policiers en colère" (MPC), qui se dit elle aussi "apolitique et asyndicale", l'idée de se rassembler est née "après la prise de parole d'Emmanuel Macron" lundi, en réponse aux gilets jaunes. "Le président a fait des annonces pour certaines personnes, et pas pour d'autres. Une fois de plus nous sommes les grands oubliés, estime Guillaume Lebeau. La fatigue se ressent et le ras-le-bol est grandissant".

En juillet 2018, un rapport sénatorial avait invité l'exécutif à faire de la lutte contre "le malaise" des forces de sécurité intérieure, "une exigence républicaine". Le HuffPost 16.12

[Le référendum d'initiative citoyenne \(RIC\) : C'est la soumission au régime.](#)

Le RIC s'inscrit parfaitement dans le processus de la fabrication du consentement.

RIC-rac et rien de plus ou quand le changement, c'est surtout de ne rien changer ! Comment faire en sorte que ce soit les exploités et les opprimés qui légitiment le régime qui les exploitent et les oppriment, merveilleux !

Le RIC, c'est la négation de la démocratie. Pourquoi ? De deux choses l'une : soit il est compatible avec le régime en place et auquel cas il ne peut servir que les intérêts de la classe qui détient le pouvoir, soit il ne l'est pas et les représentants du régime interdiront qu'il voie le jour.

Les partisans du RIC prennent pour exemple la Suisse, un paradis fiscal pour les banquiers et l'oligarchie, les gangsters de la finance et des multinationales, c'est une blague ou quoi ? On baigne en plein délire. Ces gens-là ne sont pas sérieux, ce sont de dangereux aventuriers. On comprend mieux pourquoi les médias-oligarques en font provisoirement la promotion et pourquoi de RN à LFI en passant par LR, l'UDI, le MoDem, ils y adhèrent tous, il n'y a que le PS et LREM qui y soient farouchement opposés, normal, en tant que partis de l'ordre officiel.

- Référendum d'initiative citoyenne, la demande qui monte chez les "gilets jaunes" - AFP 15 décembre 2018

Revendication montante du mouvement des "gilets jaunes", le référendum d'initiative citoyenne (RIC) ou populaire, défendu également par plusieurs partis politiques sous des formes diverses, vise à faciliter la consultation du peuple, sans associer le Parlement en amont.

Plusieurs candidats à la présidentielle, du RN à LFI, souhaitent instaurer de véritables référendums d'initiative populaires, comme en Suisse ou en Italie.

Le RIC "réclamé depuis des années par le RN est un outil essentiel d'un bon fonctionnement démocratique !

Le leader de la France insoumise Jean-Luc Mélenchon a aussi réaffirmé son soutien à un tel dispositif cette semaine à l'Assemblée.

Le LR Julien Aubert a déposé une proposition de loi constitutionnelle début décembre pour un véritable "référendum d'initiative populaire", tandis qu'à l'UDI, on se dit favorable à étendre le référendum citoyen, notamment via la saisine obligatoire du Parlement sur des sujets par des pétitions électroniques.

Samedi, la députée MoDem Isabelle Florennes a assuré sur LCI que les élus de son groupe avaient "toujours été favorables" au RIC, mais à condition qu'il soit "encadré" et "adossé à un Parlement fort", ajoutant que la révocation serait "anticonstitutionnelle".
AFP 15 décembre 2018

LRM et le PS y sont farouchement opposés pour les mêmes raisons que LR, l'UDI, le MoDem, LFI et RN y sont favorables : soit le régime peut s'en passer, soit cela doit être un instrument pour mieux subordonner les masses au régime et aux institutions en place.

- Très "Vème République compatible" - Regards.fr 15 décembre 2018

Extrait. Un peuple souverain, seul face à lui-même... ou presque. A lire les différents argumentaires en faveur du RIC, quelque chose saute aux yeux par son absence. C'est que les partisans du RIC ne semblent pas s'inscrire en dehors du cadre de la Vème République. Car s'ils se passent volontiers de tout représentant, le gouvernement et le président de la République restent quant à eux en bonne place.

Pas question donc de changer de République. D'ailleurs, une pétition en faveur du RIC propose d'amender l'article 3 de la Constitution de 1958, qui donnerait alors : « La souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référendum [d'initiative citoyenne, en toutes matières y compris constitutionnelle et de ratification des traités ; cet article ne peut être modifié que par voie référendaire]. »

Charlotte Girard rappelle qu'il faut « contextualiser cette revendication. Elle est brandie dans un face-à-face entre le peuple et le Président. Il y a une compatibilité extrême avec le césarisme de la Vème république. C'est donc une proposition de circonstance pour répondre à une situation immédiate. »

Doit-on y voir une victoire de l'antiparlementarisme alors que l'Assemblée nationale et le Sénat voient chaque jour leurs maigres pouvoirs se faire raboter par l'exécutif ? Au point que lorsque le chef de l'Etat propose de renforcer encore et toujours ses pouvoirs par le truchement de la diminution du nombre de parlementaires, nombreux sont ceux qui n'y ont rien trouvé à redire. Comme si on s'était collectivement habitué à ce que le Parlement ne soit plus la voix du peuple.

Antiparlementarisme triomphant.

Pour Pierre Dharréville, le constat est limpide :

« Il faut voir où est le pouvoir en France : institutionnellement, entre les mains du Président ; dans le réel, entre les mains des grands propriétaires. Si l'on veut s'attaquer aux problèmes de notre démocratie, il faut s'attaquer au pouvoir exorbitant, personnel, monarchique du président de la République, peut-être même discuter le fait d'avoir un Président. Car le cœur du problème, c'est ce pouvoir. » (Non, c'est là où le pouvoir est "*dans le réel, entre les mains des grands propriétaires*". Regard est de droite comme Mediapart. - LVOG)

Magie populaire, parmi les diverses propositions des gilets jaunes, on trouve également la « création d'une Assemblée citoyenne ». Preuve que l'antiparlementarisme n'a peut-être pas complètement gagné la partie, finalement.

En articulant le RIC avec une démocratie réellement représentative, avec une République où les pouvoirs seraient équilibrés, alors peut-être trouverons-nous un système politique s'approchant de l'idéal. Comme le dit Pierre Dharréville : « La politique, ça n'est pas la dictature de la majorité, c'est le respect d'une diversité ». (La "dictature de la majorité", c'est la véritable démocratie, quand la majorité détient le pouvoir, que Regard y soit opposé justifie la caractérisation qu'on en a donnée, réactionnaire. - LVOG) regards.fr 15 décembre 2018

[Le RIC a son théoricien-charlatan ou le culte de la médiocrité : Etienne Chouard.](#)

- Qui est Etienne Chouard, chantre du référendum d'initiative citoyenne et coqueluche des "gilets jaunes" ? - franceinfo 15.12

Les sous-titres en caractères gras sont de LVOG.

Un enseignant sympathisant du PS extérieur au milieu ouvrier et sans expérience du militantisme.

- Interrogé par franceinfo, Etienne Chouard, 62 ans, le reconnaît volontiers : il s'est "éveillé politiquement en 2005". A cette époque, ce professeur discret, auteur de deux manuels informatiques et qui votait pour le Parti socialiste sans grande conviction, publie sur son site personnel une virulente tribune contre le projet de traité constitutionnel européen, qu'il qualifie de "secret cancer de notre démocratie".

"Don Quichotte" propulsé par Le Monde et DSK.

- Dans un contexte médiatique largement favorable au traité, le texte de cet enseignant inconnu au bataillon et au style de "monsieur-tout-le-monde" (petites lunettes, chemise blanche et voix douce) remporte un succès fulgurant. Son auteur accède à une soudaine notoriété : Le Monde le décrit comme un "Don Quichotte du 'non' (...) devenu une vedette de la campagne référendaire" et Dominique Strauss-Kahn, ardent défenseur du "oui", publie sur son blog un article en "réponse à Etienne Chouard".

- "C'était la première fois en France qu'un 'Mister nobody' ["monsieur personne"] venu d'internet devenait un leader d'opinion sur un enjeu national, se souvient un journaliste qui l'a rencontré à l'époque. C'était un type qui apparaissait très sympa, très enveloppant, et qui pour autant avait effectué un décorticage extrêmement minutieux et argumenté du texte. On n'avait jamais vu ça !"

A la mégalomanie galopante.

- Il publie donc sur son site de longs articles sur la crise des institutions et de la démocratie. Pour nourrir sa réflexion, ce novice en politique dévore en treize ans "plus de 3 500 bouquins" sur le droit, la politique monétaire, les institutions politiques. Entre ses cours à plein temps au lycée, ses quatre enfants et ses sessions de parapente – qu'il maîtrise en "génie", assure son ami Franck Lepage –, Etienne Chouard ingurgite Noam Chomsky, Jacques Généreux, Bernard Manin, Jacques Rancière, Amartya Sen ou Jacques Attali.

Un penseur-blogueur coqueluche des réseaux antisociaux.

- Sur le net, la popularité de l'enseignant blogueur grandit : outre le succès de son site internet (des dizaines de milliers de visites par jour en 2005, moins ensuite), il est de plus en plus suivi sur les réseaux sociaux (désormais 28 500 abonnés sur Twitter et 129 400 sur Facebook). Sur demande d'associations ou de partis politiques, Etienne Chouard organise aussi des "ateliers constituants", dans lesquels il propose au public de réécrire la Constitution. Sa pensée séduit de nombreux internautes, qu'il surnomme ses "gentils virus" et qu'il charge d'aller propager ses idées partout où elles ne sont pas encore présentes.

Comment détourner la jeunesse du mouvement ouvrier au profit d'Internet qui sert à sa dislocation.

- Avec son blog, il a su capter l'attention de jeunes gens qui s'instruisent politiquement sur internet et pas ailleurs. Franck Lepage,

ami d'Etienne Chouard à franceinfo.

Une "vedette de la contre-culture" en rupture avec la lutte de classe et ses enseignements mis en selle par les médias dominants.

- L'enseignant passe alors pour "un contestataire, une vedette de l'underground et de la contre-culture", estime auprès de franceinfo le présentateur Frédéric Taddeï, qui l'invite pour la première fois dans l'une de ses émissions en 2014, à "Ce soir ou jamais". "Il a un côté professeur bienveillant, il ne s'emporte jamais, il est très rassurant. Et on sent qu'il travaille depuis longtemps sur son sujet."

Eclectisme frénétique, dilettantisme et démagogie.

- Parmi les ouvrages qui nourrissent son travail, et qu'il recommande ensuite sur son site, figurent ainsi ceux de personnalités pour le moins controversées, notamment l'idéologue Alain Soral... Mais aussi le théoricien du complot Antony C. Sutton et le néonazi américain Eustace Mullins.

Critique lisse ou acceptable pour ses pairs de la version officielle du 11/9.

- S'il renâcle aujourd'hui à revenir sur ces sujets, qui ne constituent pas "le cœur" de son travail, il estime par exemple que "la version du complot d'Al Qaïda" pour expliquer les attentats du 11-Septembre "paraît plus que douteuse".

Son éclectisme nauséabond jusqu'à l'extrême droite sera condamné par ceux dont l'éclectisme est compatible avec le régime.

- Au tournant des années 2010, la ligne d'Etienne Chouard séduit pourtant de moins en moins ses amis. "Il a dérivé tellement loin à frayer avec des gens d'extrême droite qu'il a fini par ruiner sa propre cause. Il s'est rendu à mes yeux, comme aux yeux de beaucoup d'autres, tout à fait infréquentable", tranche son ancien proche Frédéric Lordon en 2016. "Mon sentiment profond, c'est que tu es comme un adolescent en politique, lui assène aussi François Ruffin dans Fakir en 2013. Tu voles d'émerveillements en indignations. C'est beau, en un sens, ça apporte de la naïveté, de la fraîcheur, de la hardiesse aussi. Mais ça comporte une part d'errance." (Parole d'un fakir, quel délire ! - LVOG)

Récupération - instrumentalisation, la faiblesse fatale du petit bourgeois.

- Peu audible du grand public ces dernières années, Etienne Chouard vit un nouveau petit succès cet hiver, comme en témoigne la courbe des recherches Google à son nom. (...) D'emblée, il ne se sentait pourtant "pas concerné" par la colère de ces "anti-impôts qui roulent en bagnole", et dont les revendications lui semblaient "superficielles".

Depuis, Etienne Chouard a changé d'avis. Il salue désormais la politisation du mouvement. Début décembre, l'enseignant a même participé à une conférence sur le RIC en compagnie du très populaire "gilet jaune" Maxime Nicolle, alias Fly Rider. Sa nouvelle popularité lui vaut désormais de recevoir "100 mails par jour" de "gilets jaunes" et d'être invité à commenter le mouvement sur Russia Today, web télé financée par le Kremlin. franceinfo 15.12

DEUXIEME PARTIE

Les leçons de la Commune.

Léon Trotsky - Zlatoust, 4 février 1921.

Extraits.

- Si le particularisme et l'autonomisme démocratique sont extrêmement dangereux pour la révolution prolétarienne en général, ils sont dix fois plus dangereux encore pour l'armée. Nous l'avons vu par l'exemple tragique de la Commune.

- La Commune nous montre l'héroïsme des masses ouvrières, leur capacité de s'unir en un seul bloc, leur don de se sacrifier au nom de l'avenir, mais elle nous montre en même temps l'incapacité des masses à choisir leur voie, leur indécision dans la direction du mouvement, leur penchant fatal à s'arrêter après les premiers succès, permettant ainsi à l'ennemi de se ressaisir, de rétablir sa position.

- Le parti ouvrier --le vrai-- n'est pas une machine à manoeuvres parlementaires, c'est l'expérience accumulée et organisée

du prolétariat. C'est seulement à l'aide du parti, qui s'appuie sur toute l'histoire de son passé, qui prévoit théoriquement les voies du développement, toutes ses étapes et en extrait la formule de l'action nécessaire, que le prolétariat se libère de la nécessité de recommencer toujours son histoire: ses hésitations, son manque de décision, ses erreurs.

Le prolétariat de Paris n'avait pas un tel parti. (...)

La Révolution tomba sur lui sans qu'il s'y attendit.

Ce premier succès fut une nouvelle source de passivité. L'ennemi s'était enfui à Versailles. N'était-ce pas une victoire? En ce moment on aurait pu écraser la bande gouvernementale presque sans effusion de sang. A Paris, on aurait pu faire prisonniers tous les ministres, avec Thiers en tête. Personne n'aurait levé la main pour les défendre. On ne l'a pas fait. Il n'y avait pas d'organisation de parti centralisée, ayant une vue d'ensemble sur les choses et des organes spéciaux pour réaliser ses décisions. (...)

Cela pouvait être facilement réalisé, d'après l'aveu même des partisans de Thiers. Personne n'y pensa. Il n'y eut personne pour y penser. En présence des grands événements, d'ailleurs, de telles décisions ne peuvent être prises que par un parti révolutionnaire qui attend une révolution, s'y prépare, ne perd pas la tête, par un parti qui est habitué d'avoir une vue d'ensemble et n'a pas peur d'agir.

Et précisément le prolétariat français n'avait pas de parti d'action.

Le Comité central de la Garde nationale est, en fait, un Conseil de Députés des ouvriers armés et de la petite-bourgeoisie. Un tel Conseil élu immédiatement par les masses qui ont pris la voie révolutionnaire, représente un excellent appareil d'action. Mais il reflète en même temps et justement à cause de sa liaison immédiate et élémentaire avec les masses qui sont dans l'état où les a trouvées la révolution, non seulement tous les côtés forts, mais aussi tous les côtés faibles des masses, et il reflète d'abord les côtés faibles plus encore que les côtés forts: il manifeste l'esprit d'indécision, d'attente, la tendance à être inactif après les premiers succès.

Le Comité central de la Garde nationale avait besoin d'être dirigé. Il était indispensable d'avoir une organisation incarnant l'expérience politique du prolétariat et toujours présente --non seulement au Comité central, mais dans les légions, dans les bataillons, dans les couches les plus profondes du prolétariat français. Au moyen des Conseils de Députés, --dans le cas donné c'était des organes de la Garde nationale,-- le parti aurait pu être en contact continu avec les masses, connaître leur état d'esprit; son centre dirigeant aurait pu donner chaque jour un mot d'ordre qui, par des militants du parti, aurait pénétré dans les masses, unissant leur pensée et leur volonté.

A peine le gouvernement eut-il reculé sur Versailles, que la Garde nationale se hâta de dégager sa responsabilité, au moment même où cette responsabilité était énorme. Le comité central imagina des élections "légales" à la Commune. Il entra en pourparlers, avec les maires de Paris pour se couvrir, à droite, par la "légalité".

Si l'on avait préparé en même temps une violente attaque contre Versailles, les pourparlers avec les maires auraient été une ruse militaire pleinement justifiée et conforme au but. Mais, en réalité, ces pourparlers, n'étaient menés que pour échapper par un miracle quelconque à la lutte. Les radicaux petits-bourgeois et les socialistes-idéalistes, respectant la "légalité" et les gens qui incarnaient une parcelle de l'état "légal", les députés, les maires, etc. , espéraient au fond de leurs âmes que Thiers s'arrêterait respectueusement devant le Paris révolutionnaire, aussitôt que ce dernier se couvrirait de la Commune "légale".

La passivité et l'indécision furent dans ce cas appuyées par le principe sacré de la fédération et d'autonomie. Paris, voyez-vous n'est qu'une commune parmi d'autres communes. Paris ne veut en imposer à personne; il ne lutte pas pour la dictature, si ce n'est pour la "dictature de l'exemple".

En somme, ce ne fut qu'une tentative pour remplacer la révolution prolétarienne, qui se développait, par une réforme petite-bourgeoise: l'autonomie communale. La vraie tâche révolutionnaire consistait à assurer au prolétariat le Pouvoir dans tout le pays. Paris en devait servir de base, d'appui, de place d'armes. Et, pour atteindre ce but, il fallait, sans perdre de temps, vaincre Versailles et envoyer par toute la France des agitateurs, des organisateurs, de la force armée. Il fallait entrer en contact avec les sympathisants, raffermir les hésitants et briser l'opposition des adversaires. Au lieu de cette politique d'offensive et d'agression qui pouvait seule sauver la situation les dirigeants de Paris essayèrent de s'enfermer dans leur autonomie communale: ils n'attaqueront pas les autres, si les autres ne les attaquent pas; chaque ville a son droit sacré de self-government. Ce bavardage idéaliste --du genre de l'anarchisme mondain-- couvrait en réalité la lâcheté devant l'action révolutionnaire qui devait être menée sans arrêt jusqu'à son terme, car, autrement, il ne fallait pas commencer...

L'hostilité à l'organisation centraliste --héritage du localisme et de l'autonomisme petit-bourgeois-- est sans doute le côté faible d'une certaine fraction du prolétariat français. L'autonomie des sections, des arrondissements, des bataillons, des villes, est pour certains révolutionnaires la garantie supérieure de la vraie activité et de l'indépendance individuelle. Mais c'est là une grande erreur, qui a coûté bien cher au prolétariat français.

Sous forme de "lutte contre le centralisme despotique" et contre la discipline "étouffante" se livre une lutte pour la propre conservation des divers groupes et sous-groupes de la classe ouvrière, pour leurs petits intérêts, avec leurs petits leaders d'arrondissement et leurs oracles locaux. La classe ouvrière tout entière, tout en conservant son originalité de culture et ses nuances politiques, peut agir avec méthode et fermeté, sans rester en arrière des événements et en dirigeant chaque fois ses coups mortels contre les parties faibles de ses ennemis, à condition qu'à sa tête, au-dessus des arrondissements, des sections, des groupes, se trouve un appareil centralisé et lié par une discipline de fer. La tendance vers le particularisme, quelque forme qu'elle revête est un héritage du passé mort. Plus tôt le communisme français --communisme socialiste et communisme syndicaliste-- s'en délivrera, mieux ce sera pour la réalisation prolétarienne.

Le parti ne crée pas la révolution à son gré, il ne choisit pas à sa guise le moment pour s'emparer du pouvoir, mais il intervient activement dans les événements, pénètre à chaque instant l'état d'esprit des masses révolutionnaires et évalue la force de résistance de l'ennemi, et détermine ainsi le moment le plus favorable à l'action décisive. C'est le côté le plus difficile de sa tâche. Le parti n'a pas de décision valable pour tous les cas. Il faut une théorie juste, une liaison étroite avec les masses, la compréhension de la situation, un coup d'oeil révolutionnaire, une grande décision. Plus un parti révolutionnaire pénètre profondément dans tous les domaines de la lutte prolétarienne, plus il est uni par l'unité du but et par celle de la discipline, plus vite et mieux peut-il arriver à résoudre sa tâche.

La difficulté consiste à lier étroitement cette organisation de parti centralisée, soudée intérieurement par une discipline de fer, avec le mouvement des masses avec ses flux et reflux. La conquête du pouvoir ne peut être atteinte qu'à condition d'une puissante pression révolutionnaire des masses travailleuses. Mais, dans cet acte, l'élément de préparation est tout à fait inévitable. Et mieux le parti comprendra la conjoncture et le moment, mieux les bases de résistance seront préparées, mieux les forces et les rôles seront répartis, plus sûr sera le succès, moins de victimes coûtera-t-il. La corrélation d'une action soigneusement préparée et du mouvement de masse est la tâche politico-stratégique de la prise du pouvoir. (...)

L'éligibilité, les méthodes démocratiques ne sont qu'une des armes entre les mains du prolétariat et de son parti. L'éligibilité ne peut aucunement être fétiche, remède contre tous les maux. Il faut combiner les méthodes d'éligibilité avec celles de désignations. Le pouvoir de la Commune vint de la Garde nationale élue. Mais une fois créée la Commune aurait dû réorganiser d'un main bien forte la Garde nationale de haut en bas, lui donner des chefs sûrs et établir un régime de discipline bien sévère. La Commune ne l'a pas fait, étant privée elle-même d'un puissant centre directeur révolutionnaire. Aussi fut-elle écrasée.

Nous pouvons ainsi feuilleter page par page toute l'histoire de la Commune, et nous y trouverons une seule leçon: il faut une forte direction de parti. Le prolétariat français plus qu'aucun autre prolétariat a fait des sacrifices à la Révolution. Mais plus qu'aucun autre aussi, a-t-il été dupé. La bourgeoisie l'a plusieurs fois ébloui par toutes les couleurs du républicanisme, du radicalisme, du socialisme, pour lui mettre toujours des chaînes capitalistes. La bourgeoisie a apporté par ses agents, ses avocats et ses journalistes, toute une masse de formules démocratiques, parlementaires, autonomistes qui ne sont que des entraves aux pieds du prolétariat et qui gênent son mouvement en avant.

Trotsky: Histoire de la révolution russe - Cinq Journées (du 23 au 27 février 1917)

Extraits.

- Un soulèvement révolutionnaire qui se prolonge plusieurs jours ne peut prendre un développement victorieux que si, de degré en degré, il enregistre constamment de nouveaux succès. Un arrêt dans le cours des réussites est dangereux ; piétiner sur place, c'est se perdre. Encore les succès ne suffisent-ils pas par eux-mêmes ; il faut que la masse en ait connaissance en temps utile et puisse les apprécier. On peut laisser échapper une victoire au moment où il suffirait de tendre la main pour la saisir. Cela s'est vu dans l'histoire.

- Cependant, même dans une insurrection, les processus psychiques ne peuvent être disjoints des faits matériels.

LVOG - Comment tu as dit Léon, "*les processus psychiques*", cette expression est inconnue de nos dirigeants ! On est mal très barré !

Karl Marx : La Guerre civile en France, 1871 (La Commune de Paris)

Extraits.

La Commune fut composée des conseillers municipaux, élus au suffrage universel dans les divers arrondissements de la ville. Ils étaient responsables et révocables à tout moment. La majorité de ses membres était naturellement des ouvriers ou des représentants reconnus de la classe ouvrière. La Commune devait être non pas un organisme parlementaire, mais un corps agissant, exécutif et législatif à la fois (1). Au lieu de continuer d'être l'instrument du gouvernement central, la police fut immédiatement dépouillée de ses attributs politiques et transformée en un instrument de la Commune, responsable et à tout instant révocable. Il en fut de même pour les fonctionnaires de toutes les autres branches de l'administration. Depuis les membres de la Commune jusqu'au bas de l'échelle, la fonction publique devait être assurée pour un salaire d'ouvrier. Les bénéfices d'usage

et les indemnités de représentation des hauts dignitaires de l'État disparaissent avec ces hauts dignitaires eux-mêmes. Les services publics cessèrent d'être la propriété privée des créatures du gouvernement central. Non seulement l'administration municipale, mais toute l'initiative jusqu'alors exercée par l'État fut remise aux mains de la Commune.

La Commune de Paris devait, bien entendu, servir de modèle à tous les grands centres industriels de France. Le régime de la Commune une fois établi à Paris et dans les centres secondaires, l'ancien gouvernement centralisé aurait, dans les provinces aussi, dû faire place au gouvernement des producteurs par eux-mêmes. Dans une brève esquisse d'organisation nationale que la Commune n'eut pas le temps de développer, il est dit expressément que la Commune devait être la forme politique même des plus petits hameaux de campagne et que dans les régions rurales l'armée permanente devait être remplacée par une milice populaire à temps de service extrêmement court. Les communes rurales de chaque département devaient administrer leurs affaires communes par une assemblée de délégués au chef-lieu du département, et ces assemblées de département devaient à leur tour envoyer des députés à la délégation nationale à Paris; les délégués devaient être à tout moment révocables et liés par le mandat impératif de leurs électeurs. Les fonctions, peu nombreuses, mais importantes, qui restaient encore à un gouvernement central, ne devaient pas être supprimées, comme on l'a dit faussement, de propos délibéré, mais devaient être assurées par des fonctionnaires de la Commune, autrement dit strictement responsables. L'unité de la nation ne devait pas être brisée, mais au contraire organisée par la Constitution communale; elle devait devenir une réalité par la destruction du pouvoir d'État qui prétendait être l'incarnation de cette unité, mais voulait être indépendant de la nation même, et supérieur à elle, alors qu'il n'en était qu'une excroissance parasitaire. Tandis qu'il importait d'amputer les organes purement répressifs de l'ancien pouvoir gouvernemental, ses fonctions légitimes devaient être arrachées à une autorité qui revendiquait une prééminence au-dessus de la société elle-même, et rendues aux serviteurs responsables de la société. Au lieu de décider une fois tous les trois ou six ans quel membre de la classe dirigeante devait « représenter » et fouler aux pieds le peuple au Parlement (1), le suffrage universel devait servir au peuple constitué en communes, comme le suffrage individuel sert à tout autre employeur en quête d'ouvriers, de contrôleurs et de comptables pour son affaire. Et c'est un fait bien connu que les sociétés, comme les individus, en matière d'affaires véritables, savent généralement mettre chacun à sa place et, si elles font une fois une erreur, elles savent la redresser promptement. D'autre part, rien ne pouvait être plus étranger à l'esprit de la Commune que de remplacer le suffrage universel par une investiture hiérarchique.

- La multiplicité des interprétations auxquelles la Commune a été soumise, et la multiplicité des intérêts qu'elle a exprimés montrent que c'était une forme politique tout à fait susceptible d'expansion, tandis que toutes les formes antérieures de gouvernement avaient été essentiellement répressives. Son véritable secret, le voici : c'était essentiellement un gouvernement de la classe ouvrière, le résultat de la lutte de la classe des producteurs contre la classe des appropriateurs, la forme politique enfin trouvée qui permettait de réaliser l'émancipation économique du travail (3).

Sans cette dernière condition, la Constitution communale eût été une impossibilité et un leurre. La domination politique du producteur ne peut coexister avec la pérennisation de son esclavage social. La Commune devait donc servir de levier pour renverser les bases économiques sur lesquelles se fonde l'existence des classes, donc, la domination de classe. Une fois le travail émancipé, tout homme devient un travailleur, et le travail productif cesse d'être l'attribut d'une classe.

- Oui, messieurs, la Commune entendait abolir cette propriété de classe, qui fait du travail du grand nombre la richesse de quelques-uns. Elle visait à l'expropriation des expropriateurs. Elle voulait faire de la propriété individuelle une réalité, en transformant les moyens de production, la terre et le capital, aujourd'hui essentiellement moyens d'asservissement et d'exploitation du travail, en simples instruments d'un travail libre et associé. Mais c'est du communisme, c'est l'« impossible » communisme ! Eh quoi, ceux des membres des classes dominantes qui sont assez intelligents pour comprendre l'impossibilité de perpétuer le système actuel - et ils sont nombreux - sont devenus les apôtres importuns et bruyants de la production coopérative. Mais si la production coopérative ne doit pas rester un leurre et une duperie; si elle doit évincer le système capitaliste; si l'ensemble des associations coopératives doit régler la production nationale selon un plan commun, la prenant ainsi sous son propre contrôle et mettant fin à l'anarchie constante et aux convulsions périodiques qui sont le destin inéluctable de la production capitaliste, que serait-ce, messieurs, sinon du communisme, du très « possible » communisme ?

La classe ouvrière n'espérait pas des miracles de la Commune. Elle n'a pas d'utopies toutes faites à introduire par décret du peuple. Elle sait que pour réaliser sa propre émancipation, et avec elle cette forme de vie plus haute à laquelle tend irrésistiblement la société actuelle en vertu de son propre développement économique, elle aura à passer par de longues luttes, par toute une série de processus historiques, qui transformeront complètement les circonstances elles-mêmes. Elle n'a pas à réaliser d'idéal, mais seulement à libérer les éléments de la société nouvelle que porte dans ses flancs la vieille société bourgeoise qui s'effondre. Dans la pleine conscience de sa mission historique et avec la résolution héroïque d'être digne d'elle dans son action, la classe ouvrière peut se contenter de sourire des invectives grossières des laquais de presse et de la protection sentencieuse des doctrinaires bourgeois bien intentionnés qui débitent leurs platitudes d'ignorants et leurs marottes de sectaires, sur le ton d'oracle de l'infailibilité scientifique.

1 - A propos de cette caractéristique de la Commune, comme nouveau type d'État Lénine écrivait : « Un organisme « non parlementaire mais agissant », voilà qui s'adresse on ne peut plus directement aux parlementaires modernes et aux « toutous » parlementaires de la social-démocratie ! Considérez n'importe quel pays parlementaire, depuis l'Amérique jusqu'à la Suisse, depuis la France jusqu'à l'Angleterre, la Norvège, etc., la véritable besogne d'« État » se fait dans la coulisse; elle est exécutée par les départements, les chancelleries, les états-majors. Dans les parlements, on ne fait que bavarder, à seule fin de duper le « bon peuple ». Au parlementarisme vénal, pourri jusqu'à la moelle, de la société bourgeoise, la Commune substitue des organismes

où la liberté d'opinion et de discussion ne dégénère pas en duperie, car les parlementaires doivent travailler eux-mêmes, appliquer eux-mêmes leurs lois, en vérifier eux-mêmes les effets, en répondre eux-mêmes directement devant leurs électeurs. Les organismes représentatifs demeurent, mais le parlementarisme comme système spécial, comme division du travail législatif et exécutif, comme situation privilégiée pour les députés, n'est plus. Il ne saurait être question de supprimer d'emblée, partout et complètement, le fonctionnarisme. C'est une utopie. Mais briser d'emblée la vieille machine administrative pour commencer sans délai à en construire une nouvelle, permettant de supprimer graduellement tout fonctionnarisme, cela n'est pas une utopie, c'est l'expérience de la Commune, c'est la tâche urgente, immédiate, du prolétariat révolutionnaire. » (LÉNINE : ouvrage cité, tome XXV, pp. 457-460.)

3- Analysant cette leçon d'une grande portée historique, que Marx a tirée de l'expérience de la Commune de Paris, Lénine écrivait : La Commune est la forme « enfin trouvée » par la révolution prolétarienne, qui permet de réaliser l'émancipation économique du travail.

Lénine : Les tâches des social-démocrates russes - 1897

- Nous avons montré le lien indissoluble qui unit la propagande et l'agitation socialistes et démocratiques, le parallélisme total de l'action révolutionnaire dans l'une et l'autre sphères. Mais il existe aussi une différence importante entre ces deux formes d'activité et de lutte. Cette différence tient au fait que, dans la lutte économique le prolétariat est absolument seul : il a contre lui la noblesse terrienne et la bourgeoisie, bénéficiant seulement (et encore pas toujours) de l'aide des éléments de la petite bourgeoisie qui se sentent attirés vers lui. Tandis que dans la lutte démocratique, politique, la classe ouvrière russe n'est pas seule : elle a à ses côtés tous les éléments, couches et classes politiquement dans l'opposition, qui sont hostiles à l'absolutisme et le combattent sous telles ou telles formes. A côté du prolétariat il y a aussi les éléments d'opposition de la bourgeoisie ou des classes cultivées, ou de la petite bourgeoisie, ou des nationalités, religions, sectes, etc., etc., persécutées par l'absolutisme. Une question se pose tout naturellement : quelles doivent être les rapports de la classe ouvrière avec ces éléments ? Et ne doit-elle pas s'allier à eux pour lutter ensemble contre l'absolutisme ? Puisque tous les social-démocrates reconnaissent qu'en Russie la révolution politique doit précéder la révolution socialiste, ne convient-il pas, après s'être allié à tous les éléments d'opposition politique pour lutter contre l'absolutisme, de laisser pour l'instant le socialisme de côté ? N'est-ce pas obligatoire pour intensifier la lutte contre l'absolutisme ?

Examinons ces deux questions.

L'attitude de la classe ouvrière, en tant que combat tant contre l'absolutisme, envers tous les autres groupes et classes d'opposition politique de la société, est déterminée avec une parfaite précision par les principes essentiels du social-démocratie, exposés dans le célèbre Manifeste du Parti Communiste. Les social-démocrates soutiennent les classes progressistes de la société contre les classes réactionnaires, la bourgeoisie contre les représentants de la propriété terrienne avec leurs privilèges de caste et contre le corps des fonctionnaires ; la grande bourgeoisie contre les aspirations réactionnaires de la petite bourgeoisie. Ce soutien ne suppose ni ne requiert aucun compromis avec les programmes et les principes non social-démocrates : c'est le soutien d'un allié contre un ennemi déterminé.

Si les social-démocrates prêtent ce soutien, c'est pour hâter la chute de l'ennemi commun, mais ils n'attendent rien pour eux-mêmes de ces alliés temporaires et ne leur font aucune concession. Les social-démocrates soutiennent tout mouvement révolutionnaire contre le régime social actuel, toute nationalité opprimée, toute religion persécutée, toute catégorie sociale humiliée et ainsi de suite, dans leur lutte pour l'égalité des droits. (Avis à nos dirigeants ! Honte à eux !- LVOG) (...)

Enfin, dans la pratique, ce soutien se traduit par le fait que les social-démocrates russes sont prêts à conclure des alliances avec les révolutionnaires d'orientation différente en vue d'atteindre tels ou tels objectifs partiels, ce qu'ils ont plus d'une fois pratiquement démontré.

Nous en arrivons ainsi à la deuxième question. Tout en montrant la solidarité qui unit tels ou tels groupes d'opposition aux ouvriers, les social-démocrates mettront toujours les ouvriers au premier plan ; ils s'attacheront toujours à expliquer le caractère temporaire et conditionnel de cette solidarité ; ils souligneront toujours que le prolétariat est une classe à part qui, demain, peut se trouver opposée à ses alliés d'aujourd'hui. On nous dira : « Cette mise au point affaiblira tous ceux qui combattent à l'heure actuelle pour la liberté politique. » Une telle mise au point, répondrons-nous, fortifiera tous ceux qui combattent pour la liberté politique. Seuls sont forts les combattants qui s'appuient sur les intérêts réels, bien compris de classes déterminées ; et tout escamotage de ces intérêts de classe, qui jouent dès à présent un rôle prépondérant dans la société moderne, ne fera qu'affaiblir les combattants. Premier point.

En second lieu, dans la lutte contre l'absolutisme la classe ouvrière doit se mettre à part, car elle seule est l'ennemi conséquent jusqu'au bout et irréductible de l'absolutisme ; c'est entre elle seule et l'absolutisme que les compromis sont impossibles ; c'est dans la classe ouvrière seule que le démocrate peut trouver un partisan sans réserve, qui n'hésitera ni ne regardera en arrière. Dans toutes les autres classes, dans tous les autres groupes et couches de la population, l'hostilité envers l'absolutisme n'est pas irréductible ; leur démocrate regarde toujours en arrière. La bourgeoisie ne peut pas ne pas se rendre compte que l'absolutisme freine le développement industriel et social ; mais elle redoute la démocratisation complète

du régime politique et social, et peut toujours faire alliance avec l'absolutisme contre le prolétariat. La petite bourgeoisie a une double nature ; attirée vers le prolétariat et le démocratisme, elle l'est aussi vers les classes réactionnaires ; elle cherche à freiner l'histoire; elle est capable de se laisser prendre aux expériences et aux avances de l'absolutisme (telle, par exemple, la « politique populaire » d'Alexandre III) ; elle est capable de faire alliance avec les classes gouvernantes contre le prolétariat pour consolider la situation de petit possédant. Les personnes instruites, les intellectuels en général, ne peuvent manquer de s'insurger contre la barbare oppression policière de l'absolutisme qui persécute la pensée et le savoir ; mais les intérêts matériels de ces intellectuels les attachent à l'absolutisme et à la bourgeoisie, les obligent à se montrer inconséquents, à passer des compromis, à vendre leur ardeur révolutionnaire et leur esprit d'opposition pour les émoluments que l'État leur verse ou pour une participation aux bénéfices ou aux dividendes. Quant aux éléments démocratiques appartenant aux nationalités opprimées ou professant une religion persécutée, chacun sait et voit que les antagonismes de classe au sein de ces catégories de la population sont beaucoup plus forts et plus profonds que la solidarité de toutes les classes de telle ou telle catégorie contre l'absolutisme et pour des institutions démocratiques. Seul le prolétariat peut être – et, en raison de sa situation de classe, il ne peut pas ne pas être – démocrate jusqu'au bout, ennemi déterminé de l'absolutisme, sans concession ni compromis. Seul le prolétariat peut être un combattant d'avant-garde pour la liberté politique et les institutions démocratiques ; car, premièrement, c'est le prolétariat qui a le plus à souffrir de l'oppression politique, car celle-ci ne trouve aucun correctif dans la situation de cette classe, laquelle n'a accès ni au pouvoir suprême, ni même au corps des fonctionnaires, ni n'a la possibilité d'influencer l'opinion publique. En second lieu, seul le prolétariat est capable de réaliser jusqu'au bout la démocratisation du régime politique et social, car une telle démocratisation mettrait ce régime entre les mains des ouvriers. Voilà pourquoi la fusion de l'activité démocratique de la classe ouvrière avec le démocratisme des autres classes et groupes affaiblirait la vigueur du mouvement démocratique, affaiblirait la lutte politique, la rendrait moins résolue, moins conséquente, plus portée aux compromis. En revanche, l'affirmation de la classe ouvrière comme telle, en tant que combattant d'avant-garde pour les institutions démocratiques, renforcera le mouvement démocratique, intensifiera la lutte pour la liberté politique, car la classe ouvrière stimulera tous les autres éléments démocratiques et d'opposition politique ; elle poussera les libéraux vers les radicaux politiques, elle poussera les radicaux à rompre sans retour avec tout le régime politique et social de la société actuelle. Nous avons dit plus haut que tous les socialistes de Russie devaient devenir des social-démocrates. Nous ajoutons maintenant : tous les démocrates véritables et conséquents de Russie doivent devenir des social-démocrates. (Lénine :Les tâches des social-démocrates russes - 1897)

Si j'osais, je reproduirais le dernier paragraphe de ce document de Lénine, mais je crains qu'ils ne s'adressent à des sourds !

Lénine - Donc, à l'ouvrage, camarades ! Ne perdons pas un temps précieux ! Les social-démocrates russes ont à fournir un immense effort pour satisfaire aux besoins du prolétariat qui s'éveille, pour organiser le mouvement ouvrier, pour renforcer les groupes révolutionnaires et leur liaison réciproque, pour pourvoir les ouvriers d'une littérature de propagande et d'agitation, pour rassembler les cercles ouvriers et les groupes social-démocrates, dispersés à travers toute la Russie, en un même parti ouvrier social démocrate !

LVOG - De nos jours le prolétariat est plutôt endormi, en partie résigné, par la force de choses suite à la trahison du mouvement ouvrier et non dans sa nature profonde, de par sa condition d'existence... Ses couches intermédiaires et supérieures ont été corrompues par le capitalisme, mais elles paient très chers leur adaptation au capitalisme, du coup, hormis qu'elles vivent mieux que les couches inférieures elles se retrouvent pratiquement logées à la même enseigne, ce qui signifie que les conditions existent pour conquérir leurs éléments les plus avancés et construire le parti...

TROISIEME PARTIE

Propagande du ministère de la gouvernance mondiale.

- Nouvelle manifestation anti-Orban à Budapest, la grogne prend de l'ampleur - AFP

Spontanée ou téléguidée par Soros qui a été viré de Hongrie ?

- 2018: Trump fait le show, son horizon judiciaire s'assombrit - AFP

- Le pape François a exprimé dimanche son soutien au pacte mondial sur les migrations de l'ONU - Liberation.fr

Leur humanisme est la politesse des salauds... Raison de plus pour y être farouchement opposé...

- «Penser une transformation écologique socialement juste» - Liberation.fr

Le commissaire européen au Climat, Miguel Arias Cañete, salue le compromis obtenu à Katowice et soutient que l'UE doit mener la transition. Liberation.fr

La pourriture des ONG en rajoute une couche.

franceinfo 16.12 - Clément Sénéchal, chargé de campagne et porte-parole climat pour Greenpeace France invité dimanche 16 décembre sur franceinfo : On accouche d'un manuel d'application basé sur le plus petit dénominateur commun. (...) Ce sont déjà des centaines de milliers de vies qui sont menacées et atteintes par le changement climatique (...)

À quoi sert cette COP24, quand on sait par exemple que l'un de ses principaux sponsors est le premier producteur de charbon de l'Union européenne ?

Il y a un vrai problème, qui est la présence des lobbies et du secteur privé, qui viennent entraver les discussions. Le Medef avait d'ailleurs laissé fuiter une feuille de route sur comment saborder ces négociations climatiques. (...)

Les citoyens sont convaincus car ils perçoivent les signaux des médias, des ONG, des scientifiques. Il faut obtenir une action politique. La plus mauvaise idée, ce serait de renoncer face à l'incapacité de nos dirigeants à construire un projet de société qui place la lutte contre le changement climatique en son cœur. franceinfo 16.12

Dans un autre article on a pu lire que c'était l'UE qui était chargée de réaliser la "transformation écologique socialement juste" de la société ou de l'imposer à tous les Etats, raison de plus pour s'y opposer...

- Affaire Khashoggi L'ONU souhaite une enquête «crédible» - Liberation.fr

Le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a jugé «absolument essentiel» dimanche qu'une enquête «crédible» soit menée sur le meurtre du journaliste... Liberation.fr

L'ONU "crédible", elle n'a aucune légitimité et doit disparaître.

- Venezuela : il faut stopper cette atroce révolution bolivarienne ! - LePoint.fr

...et en appelle à l'impérialisme américain pour la "stopper"...

INFOS EN BREF

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Espagne.

- Les retraités espagnols manifestent pour des "pensions dignes" - AFP 16 décembre 2018

Les retraités ont multiplié samedi les manifestations dans de nombreuses villes d'Espagne pour réclamer une revalorisation des pensions, appelant parfois à occuper la rue sur le modèle des "gilets jaunes" en France.

La Coordination étatique pour la défense du système public de pensions de retraite (COESPE) et d'autres collectifs avaient appelé à manifester dans une centaine de municipalités pour réclamer "des pensions dignes".

Remontant la Gran Vía, principale avenue de Madrid, ils étaient plusieurs milliers en début de soirée à réclamer que les retraites ne puissent pas être inférieures à 1.080 euros par mois.

"Encore aujourd'hui, beaucoup de mes enfants émancipés reçoivent une aide de ma part alors que ma pension de retraite n'atteint pas les 900 euros", témoignait l'ancienne chauffeuse de taxi Mari Carmen Velarde, 73 ans. "Ma fille touche 500 euros pour un travail l'après-midi et paie 450 de loyer, alors quand je fais les courses, je fais deux paniers de provisions, et je vis avec un de mes fils", disait-elle.

Selon le ministère de l'Emploi, la pension moyenne de retraite a atteint en novembre les 1.106 euros mensuels, en augmentation de 3,40% par rapport à l'an passé.

Mais "ici, il y a plus de trois millions de retraités qui touchent moins de 400 euros par mois, c'est pourquoi nous réclamons une

pension minimale, de 1.080 euros par mois", expliquait Angel Luis Parra, 62 ans, ancien ouvrier dans la construction, derrière la banderole de son syndicat Co-Bas, clamant "comme en France, la lutte est dans la rue".

L'ancien ouvrier insistait sur l'importance de changer les conditions de travail des jeunes: "Pedro Sanchez n'a pas tenu sa promesse d'abroger la réforme du droit du travail (de 2012, ndlr) et le drame en Espagne aujourd'hui, c'est que les gens ont des contrats à temps partiels pour des salaires misérables". AFP 16 décembre 2018

ECONOMIE

Dollar

- La Russie et la Syrie affirment leur intention de se passer du dollar pour leurs futurs échanges - RT 14.12

Malgré les menaces américaines, la liste des pays qui s'efforcent de contourner le dollar pour leurs échanges ne cesse de s'allonger. Avec la reconstruction de la Syrie en ligne de mire, Damas a convenu avec Moscou d'utiliser des devises nationales.

Les sanctions, les menaces et les guerres américaines ont un revers : les pays visés s'efforcent de ne plus dépendre du dollar. D'après l'agence Tass, la Russie et la Syrie, cette dernière se trouvant en relatif état de ruines après plus de sept ans de guerre et d'ingérence occidentale, sont convenus de n'utiliser que leurs monnaies nationales dans leurs échanges commerciaux.

Une trentaine d'accords d'investissements, notamment dans le domaine de l'énergie, ont également été conclus. «Accords mutuels, transport, logistique, pour ma part toutes ces problématiques ont été résolues», a annoncé ce 14 décembre Vladimir Padalko, vice-président de la Chambre russe de commerce et d'industrie.

Cette annonce s'inscrit toutefois dans un mouvement plus large de dédollarisation des échanges commerciaux, à l'échelle mondiale. L'Iran et l'Irak ont ainsi décidé en septembre dernier d'abandonner le billet vert pour leurs transactions financières bilatérales. La Chine a pour sa part annoncé qu'elle paierait le pétrole iranien en yuans, tandis que Moscou et Pékin ont affirmé leur volonté d'utiliser leurs devises nationales pour leurs échanges.

A l'occasion du Forum mondial de l'investissement à Moscou le 28 novembre, Vladimir Poutine précisait la position de la Russie quant au statut du dollar, comme monnaie internationale. «Ce n'est pas nous qui quittons le dollar, c'est le dollar qui nous quitte», avait-il estimé, alors que la Russie est sous le coup de sanctions économiques et financières depuis 2014. RT 14.12

[Haut de page ↗](#)

Le 20 décembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

J'ai envoyé un courriel avec un texte (8 pages) à une des assemblées générales (Commercy), un extrait de cette causerie que j'ai fait précéder d'une présentation.

Cette causerie ne tient pas compte de l'actualité d'hier.

● [Au format pdf \(20 pages\)](#)

[A propos du développement du mouvement du 17 novembre](#)

- Gilets-Jaunes et attentat de Strasbourg par Jean-Yves Jézéquel - Mondialisation.ca, 12 décembre 2018

Extrait. Dans mon article sur les Gilets-Jaunes, du 25 novembre 2018, publié sur mondialisation.ca, je disais précisément ceci : « Un Castaner déclarait le mardi 20 novembre 2018, qu'il accusait les 'Gilets-jaunes' de 'complicité de terrorisme' et ainsi allait pouvoir agir désormais contre le mouvement social en fonction de cette déclaration!

Il ne serait pas impossible qu'un attentat soit donc organisé également par le Pouvoir, afin, comme d'habitude, de rappeler

aux frondeurs et récalcitrants, qu'ils doivent se soumettre à la nouvelle forme de dictature inaugurée en France depuis la constitutionnalisation de 'l'état d'urgence'! Les jours qui viennent nous le diront si ce mouvement citoyen perdure! »

Les « jours qui viennent nous le diront » ! Ces jours-là sont donc venus et ils nous le disent ! Étant donné que le discours de Macron, du lundi 10 décembre, en pleine crise des « Gilets-jaunes », a fait figure de coups d'épée dans l'eau, il devenait donc urgent de faire obstacle à une « cinquième édition » de la colère du peuple, en 'laissant la voie libre' à un nouvel Auguste Vaillant (attentat à la bombe – confectionnée par le laboratoire de la police de la Préfecture de Paris – en 1893, à l'Assemblée) et comme je l'avais supputé, l'expérience démontrait encore une fois, le mardi 11 décembre 2018, qu'un « attentat bienvenu » allait en effet se pointer « comme par hasard », dans le décor d'une France secouée par la colère du peuple, en tout très similaire à celle qui se manifestait à Paris à partir du 18 mars 1871 et réprimée par le feu et le sang le 28 mai 1871 sur l'ordre d'Adolphe Thiers... Les troubles allaient reprendre et se poursuivre sporadiquement plus tard.

Il est intéressant pour la mémoire et la réflexion de chacun de relire cette déclaration de Auguste Vaillant faite aux jurés, juste avant le verdict: « Messieurs, dans quelques minutes vous allez me frapper, mais en recevant votre verdict, j'aurai la satisfaction d'avoir blessé la société actuelle, cette société maudite où l'on peut voir un homme dépenser inutilement de quoi nourrir des milliers de familles, société infâme qui permet à quelques individus d'accaparer la richesse sociale (...) Las de mener cette vie de souffrance et de lâcheté, j'ai porté cette bombe chez ceux qui sont les premiers responsables des souffrances sociales.»

Le rappel de cette déclaration qui explique les raisons de cet épisode terroriste organisé par la Préfecture de police de Paris (Cf., révélations du commissaire Raynaud : « Souvenirs de police », publié en 1923), et non pas par la volonté du peuple, faut-il le rappeler, nous ramène à l'attentat d'hier comme à un management de la terreur auquel nous sommes désormais accoutumés, depuis au moins les précisions historiques qui ont été données sur les pratiques du GLADIO en Europe, dirigé par l'OTAN et la CIA...

De plus, nous devons préciser et souligner cette autre information qui nous permet de savoir que les véhicules blindés de la gendarmerie, présents dans Paris lors de la dernière manifestation des Gilets-jaunes, le 8 décembre passé, étaient destinés, en dernier recours, à répandre sur le peuple en colère, une substance incapacitante qui allait paralyser les gens en masse. Selon les sources que nous avons consultées, la pulvérisation de ce liquide incapacitant sur une foule de Gilets-jaunes aurait été capable de « les arrêter net, mettant les gens à terre, même s'ils portaient des masques ». Chaque engin, précise l'information, aurait pu « neutraliser » une surface équivalente à plusieurs terrains de football...

On peut se demander, si le cas s'était présenté, ce que le Pouvoir de la macronie comptait faire ensuite avec ces masses de gens à terre et comment il avait l'intention de gérer cette situation surréaliste?!

Adolphe Thiers faisait tirer sur le peuple pour « mater les émeutiers » et Emmanuel Macron avait l'intention d'asperger le peuple de chimie incapacitante! Les grenades lacrymogènes ont été suffisantes, les tirs de flash-ball également, les grenades assourdissantes et la grenade GLI-F4 aussi, la matraque de même et les canons à eau, efficaces! L'IGPN et l'IGGN notent que la France est la «seule nation d'Europe à utiliser des munitions explosives en opération de maintien de l'ordre». Elles constituent «le dernier stade avant les armes à feu.» Ces lignes ont été écrites en 2014, après la mort, à Sivens, de Rémi Fraisse. Ce manifestant avait été tué par une grenade dite à «effet de souffle», la OF-F1, qui depuis a été interdite. Pourtant, la police française continue bien d'utiliser des grenades «à triple effet» qui possèdent en plus des aspects «lacrymogène» et «sonore», un «effet de souffle».

C'est le cas de la GLI-F4. Une grenade, explosive qui avait amputé de la main un manifestant sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes au printemps, et blessé plusieurs autres personnes. Devant les protestations, le Ministère de l'Intérieur avait annoncé que la GLI-F4 serait remplacée par une munition non-explosive. Mais en attendant, les GLI-F4 qui sont en stock continuent d'être utilisées pour disperser les manifestations. La police utilise bien actuellement des grenades explosives contre sa propre population. (Cf., Désintox, une production ARTE / Libération / 2P2L)

Les pauvres, les modestes, les travailleurs et même la classe moyenne, les professions libérales incluses, tous abusés (80% de la nation) par des régimes politiques au service des cartels de la mafia bancaire et de l'idéologie fasciste ultra libérale, n'ont pas le droit de protester : ils sont tenus de se laisser faire. Aucune colère n'est tolérée : c'est ainsi que Macron a commencé son discours aux Français! Si les Français manifestaient encore, comme ils se sont contentés de le faire durant des décennies depuis 1976, le résultat serait le même que celui qui s'est confirmé depuis 1976 : un entêtement du Pouvoir à poursuivre la route erronée de l'ultra libéralisme et une accumulation des conséquences de cette pratique idéologique imposée par la haute finance ou capitalisme sauvage...

Le niveau d'oppression est devenu tellement élevé, qu'il était désormais impossible pour les Français de supporter plus longtemps la cause de cette situation désastreuse et les annonces de montée brutale des taxes! Trop c'est trop. (...)

Aujourd'hui, le « hasard » fait qu'un acte terroriste tombe soudain comme un cheveu sur la soupe, attirant toutes les attentions et, par la même occasion, rappelant aux citoyens mécontents que l'État est là pour les protéger, veiller sur eux, sur leur sécurité et qu'il est donc très prudent de « rester à la maison », de se « confiner chez soi » et de « ne pas sortir dans la rue », car la

menace terroriste rôde dans le pays et menace de faire un massacre sur tous les imprudents ou récalcitrants portant gilet jaune!

Juste avant cet épisode inopiné à Strasbourg, Bruxelles disait son inquiétude grandissante ; Washington disait sa crainte de voir une contagion se propager aux États-Unis même ; Londres découvrait que les Anglais souhaitaient engager la même protestation dans tout le pays et sympathisaient avec le peuple Français en colère! (...)

Tant que l'oligarchie en place n'aura pas accepté l'abandon de l'idéologie ultra libérale en laissant le peuple organiser la subversion du capitalisme, c'est-à-dire son retour dans le cadre rigoureux et les règles d'un contrôle permanent de l'État au service des intérêts communs et non plus livré à la main « invisible du marché », la révolte se poursuivra ; car nous avons tous compris que dans un tel système, seuls les profiteurs d'en haut vivaient dans l'indécence d'une richesse délirante pendant que la majorité s'épuisait à enrichir ces 20% de privilégiés! Le peuple avait déjà dit pacifiquement le 29 mai 2005, qu'il ne voulait pas de cette Europe ultra libérale dans laquelle était organisés le pillage des nations, les injustices sociales, le déséquilibre fiscal...

Les « élites » n'ont pas voulu l'entendre quand il fallait l'entendre ; alors pourquoi s'étonnent-elles aujourd'hui de découvrir sa colère profonde?

Ce n'est pas un attentat qui va provoquer la peur des Français et les pousser à « rester à la maison », c'est-à-dire au final à la fermer. Bien au contraire : le peuple sait que la politique des « élites » au pouvoir, depuis au moins 1976 (date repère), est la responsable des violences sociales et de cette pratique du management de la terreur pour le dressage du peuple à son « amour de la soumission », ainsi que le prétexte aux mesures liberticides en cascades comme à la militarisation forcenée de l'Europe! Mondialisation.ca, 12 décembre 2018

Les « Gilets jaunes » et le néolibéralisme mondialisant par Samir Saul et Robin Philpot - Mondialisation.ca, 17 décembre 2018

« Gilets jaunes », voici un soulèvement populaire authentique, contrairement au « révolutions de couleur » dans les pays de l'Est qui sont fomentées de l'extérieur, principalement de Washington et de ses alliés...

Les germes de ce soulèvement ont été plantés au début des années 1980 après la période des « trente glorieuses ». « Tous les partis », de droite à gauche, présentent les mêmes programmes politiques qui appauvrissent la majorité de la population tandis qu'une élite déconnectée s'enrichit constamment. (Je ne suis pas d'accord, les "germes de ce soulèvement ont été plantés" bien avant 1980, puisque les partis qu'on caractérisait de gauche était en réalité de droite du fait qu'ils avaient abandonné le combat pour le socialisme depuis 1914 ou 1923. On ne peut pas comprendre comment le mouvement ouvrier a pu en arriver au point où il en est rendu de nos jours en ne remontant pas à l'origine de sa dégénérescence. Et tant qu'on s'y refusera, on ne pourra pas reconstruire le mouvement ouvrier sur de nouvelles bases ou renouer avec le socialisme et on sera condamné à subir défaite sur défaite sans le moindre espoir de vaincre un jour notre ennemi. La pire des illusions consisterait à croire qu'on pourrait faire l'économie de l'inventaire de la lutte de classe depuis le début du XXe siècle. Demandez-vous plutôt pourquoi nos dirigeants s'y refusent obstinément. - LVOG)

Cette mondialisation, faite d'identitarisme individuel, de rectitude politique, de moralisme, de « valeurs » d'ordre civilisationnelle, évacue le collectif, le national et le politique. Mais aussi, elle entraîne une politique étrangère conservatrice. Mondialisation.ca, 17 décembre 2018

<https://soundcloud.com/user-363799016/le-pied-a-papineau-ckvl-les-gilets-jaunes-et-le-neoliberalisme-mondialisant-entrevue-samir-saul>

Je n'ai pas écouté cette bande sonore, j'ignore si elle est intéressante ou non.

Les Gilets Jaunes et la question des extrêmes-droites en France par Aregue Reihanian-Hadany (investigation.net) - Mondialisation.ca, 17 décembre 2018

Extrait. Le mouvement est né du sentiment ancré, depuis longtemps et chez de nombreux citoyens, d'être sacrifié par un gouvernement aveugle aux dégâts causés par sa politique de libéralisation et de cadeaux fiscaux, censée être l'unique remède aux crises.

Il s'est avéré important de chercher les tendances politiques qui pouvaient ressortir des différentes discussions entre gilets jaunes. Or si l'approche géographique montre des tendances électorales différentes selon les régions où sont actifs les gilets jaunes, la taxe sur les carburants dont est parti le mouvement touche des types de population présents partout en France : les habitants en périphérie des villes (suite aux politiques de métropolisation des centres urbains) et les habitants des zones rurales. Ainsi malgré des différences marquantes de tendances politiques en France, un même groupe social s'est reconnu comme tel car touché par cette taxe, dépassant ainsi les étiquettes politiques qui pouvaient jusque-là catégoriser politiquement les GJ.

Le premier jour d'action des Gilets jaunes a permis à beaucoup de penser que les images parleraient ainsi mieux que l'étude

des populations se revendiquant GJ. Rapidement les premières images marquantes de la première journée de mobilisation, plutôt bon enfant, se firent le reflet des débats ayant eu lieu entre gilets jaunes : des débats d'idées teintés de camaraderie. De nombreuses vidéos dépeignant des personnes souriantes et joviales défilant pacifiquement sans désir de débordement furent relayées sur les réseaux sociaux. Près de 2000 postes de ralliement furent répertoriés en France lors de la première mobilisation.

Les actes racistes et xénophobes que retinrent les médias, ne représentant qu'une infime partie des GJ, suffirent aux yeux de beaucoup à qualifier de mouvement d'extrême-droite. Ces mêmes images choquèrent beaucoup de GJ qui ne s'y reconnurent pas, ni eux, ni la nature même de leur mouvement.

En parallèle à cela, la classe politique dans sa grande majorité condamnait déjà le mouvement. Les rares personnalités politiques qui apportèrent un soutien (avec beaucoup de retenue) au mouvement furent les courants politiques d'extrême droite déçus par les précédentes élections.

Le mouvement fut ainsi très tôt qualifié même par les médias de gauche de mouvement à tendance d'extrême droite.

Si la qualification « d'extrême droite » a pu être facile à donner aux débuts de la mobilisation, la confrontation de cette idée avec les faits avérés fut plus difficile à tenir.

En effet si plusieurs personnalités de droite ont voulu timidement s'immiscer dans les débats sur les chaînes publiques, peu osaient apporter publiquement un soutien qui leur serait rapidement reproché et qu'il faudrait défendre. Cela impliquait de s'aligner sur les revendications des GJ qui tardaient à arriver, alors que leur contenu n'était pas forcément du goût des partisans des idées de droite. Dès le début, la droite se trouvait en situation délicate : il lui fallait soutenir les GJ pour s'opposer à Macron et se montrer du côté du peuple, tout en découvrant leurs revendications allant à l'encontre des intérêts des personnalités politiques de droite.

Marine Le Pen, qui a très tôt manifesté son soutien à ce mouvement, a néanmoins, face aux demandes d'augmentation du SMIC (et salaires), de la restauration de l'ISF (de plus en plus demandé par les GJ) et l'introduction du RIC (Référendum d'Initiative Citoyenne), dû annoncer plusieurs fois qu'elle était opposée à toute réforme en vue d'augmenter les salaires et le SMIC.

Depuis les combats de rue de ces dernières semaines, les arrestations massives de jeunes lycéens et de GJ, la position du RN (ancien FN) que l'on pensait favorable au mouvement devint très difficile à tenir : il s'agissait alors de soutenir les gilets jaunes alors que ces derniers étaient opposés à la police, soutenue par la majorité de l'électorat de droite.

En règle générale, à chaque affaire de « bavure » policière, le RN (ancien FN) a toujours affirmé son soutien aux agents de police mis en cause, allant jusqu'à défendre les agents de police ayant violé le jeune Théo au moyen d'une matraque. Or aujourd'hui, la féroce répression qui s'est abattue sur les GJ dès le 1^{er} décembre 2018 a montré une image des plus inédites aux yeux de GJ même. Difficile dès lors pour les GJ de soutenir un parti et un courant de pensée, qui en vient à les qualifier non pas de victimes de la police mais d'agresseurs et de casseurs.

Ainsi l'Extrême droite institutionnalisée n'a pas réussi malgré ses débuts prometteurs à tenir sa position favorable dans l'opinion publique face à l'évolution des situations rencontrées par le mouvement des GJ. Si sa place dans les médias n'est pas perdue aux yeux de tous, son impact sur le mouvement s'est réduit à l'impuissance.

La question de la police, le syndicat Alliance et les autres

La violence avec laquelle le mouvement fut réprimé choqua de nombreux GJ qui virent dans l'utilisation de moyens disproportionnés face à eux un inquiétant virage tyrannique du gouvernement. L'utilisation des réseaux sociaux pour les partager à tous permit d'en montrer les images et de dissiper les espoirs d'un ralliement des forces de police.

La question de la police se joue en partie dans les divisions syndicales (Alliance, CGT, FO) autant que dans les cas individuels de refus d'intervenir.

Le syndicat Alliance (principal syndicat de police et proche du RN) appelle à accorder des moyens supplémentaires aux forces de police, et souhaite qu'au travers d'une restauration de l'Etat d'Urgence (dont les conditions de travail pour les effectifs sur le terrain sont souvent dénoncés anonymement) le gouvernement fasse usage de forces militaires contre les manifestations de GJ. (2)

Malgré les apparences et les déclarations de Christophe Castaner, qui dit reconnaître les revendications notamment en termes de modernisation d'équipement (3) (sachant que la demande n'est pas nouvelle) (4), ce dernier se tient loin des appels alarmants des autres syndicats de police. Leurs mises en garde ? Le possible ralliement aux GJ de certains CRS, sur des questions de conditions de travail, de moral et surtout à cause de la fatigue. En effet de nombreux CRS devant être mobilisé lors des différents « actes », n'ayant pas le droit de refuser d'intervenir, ont trouvé comme solution de se mettre en arrêt maladie.

Le manque de matériel, le sentiment d'abandon sur le terrain, la durée des interventions, l'indignation face à des ordres

souvent vagues et incitant aux débordements, sont autant de facteurs à prendre en compte. Ces mêmes facteurs peuvent progressivement mener à la défection d'une partie des forces de police. Ce scénario fantaisiste n'est toutefois pas un simple épouvantail. Dès le 5 décembre, le syndicat Vigi (de police) a appelé ses membres à faire grèves et à rejoindre les GJ (5). Si cela s'étend à suffisamment de membres de la police ou qu'ils soient en arrêts maladie, leur position face aux mobilisations peut entraîner des vagues d'instabilité dont le président et par extension le système qu'il représente, pourraient avoir les plus grandes difficultés à se remettre. Les témoignages de la police, souvent anonymes, ont inondé les réseaux sous forme de mini-interviews, dans lesquelles ils parlent face cachée de leur quotidien mais également de leurs observations sur le terrain des différents groupes auxquels ils ont fait face : des groupuscules identitaires les affrontant très tôt le matin, puis au cours de la journée les GJ et les groupuscules d'extrême-gauche.

L'Extrême Droite identitaire, un regain d'intérêt qui s'essouffle rapidement

Si ces dernières années ont pu voir les groupuscules identitaires et xénophobes s'implanter dans les métropoles et les grandes villes, ils ont été au cœur de nombreux débats. La restructuration du GUD qui devint le Bastion Social, fondé en juin 2017, a permis à cette droite identitaire d'avoir des bases solides à partir desquelles lancer des campagnes de propagande basées sur une aide apportée aux démunis « nationaux », par opposition à l'accueil d'étrangers.

Le soutien politique que ces groupes ont eu jusqu'à présent (Jean-Luc Marx, préfet de Strasbourg, Gérard Collomb, maire de Lyon jusqu'en 2017, pour ne citer qu'eux) leur ont permis de conserver leurs locaux et ce contre l'avis des habitants des quartiers concernés, à Strasbourg celui de la mairie ou encore contre la demande du député Thierry Michels (LREM) proposant la dissolution du Bastion Social.

Le Bastion Social, pour ne citer que lui, a très tôt (le 7 novembre) rejoint les premières contestations face à l'annonce de la taxe sur les carburants (6). Ainsi leur rapprochement avec le mouvement des gilets jaunes se fit dès les débuts (mi-novembre). Il est à noter que lors des mobilisations à Paris, des agents de police ont témoigné de leur présence surtout le matin très tôt (chose confirmée par le Bastion Social lors de publications de photographies), mais que la majorité de ces groupuscules laissaient place aux GJ arrivés plus tardivement.

Cet élan de communication et de soutien au « peuple » fait néanmoins écho à l'annonce de la fermeture de leur local strasbourgeois pour non-renouvellement du bail. Les tentatives de rapprochement ont également changé avec l'évolution même du mouvement des GJ.

Il est apparu au fil des nombreuses discussions sur les groupes Facebook de GJ que certaines réclamations revenaient souvent : démission de Macron, annulation de la taxe, augmentation du smic, RIC, changement politique, changement économique, des orientations politiques plus tournées vers le social... Ainsi des images listant certaines de ces revendications purent être facilement échangées entre les GJ.

La tentative de récupération fut menée par des membres ou sympathisants du Bastion Social qui avancèrent des listes contenant jusqu'à 20 points plus ou moins précis de revendications qui selon eux émanent des GJ. Plusieurs points revenaient effectivement, mais étaient désormais entrecoupés de propositions nationalistes à des degrés variables, ajoutées par le BS. Cette tentative d'influencer les revendications des GJ se solda par un échec supplémentaire car les nombreuses attaques de la part des classes politiques et médiatiques poussèrent le mouvement à s'unir et à appeler de manière très ouverte, tout citoyen, sans distinction d'origine, religion ou de statut social à rejoindre le mouvement. Cette position ferme fut maintenue malgré l'attentat de Strasbourg, ce qui n'aida pas les mouvances d'extrême droite à pouvoir utiliser la peur des attentats comme cheval de Troie pour promouvoir leurs idées.

Ainsi les tentatives de divisions menées à l'encontre des GJ et contre lesquelles ils durent résister, ne permirent pas à l'extrême droite identitaire d'intégrer leurs revendications clivantes à celles des GJ. Ces groupuscules d'extrême-droite sont ainsi devenus marginaux au mouvement, sans pour autant cesser leur politique de soutien au GJ et leurs actions matinales.

Le conspirationnisme, tentative de détourner les GJ de leurs objectifs politico-économique (...) Le sujet (Pacte des migrations de l'ONU - LVOG) étant clivant et paraissant lointain et obscur aux GJ n'a pas trouvé suffisamment d'écho auprès des GJ pour se fondre dans leurs revendications. Ces derniers demeurant toujours aussi ouverts et donc particulièrement hostiles à tout ce qui devrait faire apparaître un sujet de polémique dans leurs rangs, ils ne soutinrent pas les propositions d'intégration de la lutte contre ce traité, dans leur revendications.

Les revendications du mouvement des gilets jaunes « en marche » vers la gauche (...)

Si le mouvement des GJ n'est pas tombé depuis la mi-novembre) c'est que la nature même de leurs demandes a évolué. Si au départ les revendications s'entendaient autour de la question des taxes, très rapidement le mouvement s'est avancé vers des positions plus revendicatrices en matière de politique social et d'une nouvelle république.

Le refus catégorique de se trouver des représentants dépeint leur ressentiment face aux classes politiques dans leur ensemble.

Ce refus entraîne malgré lui le fait que des positions officielles des GJ n'ont pas encore vu le jour. Les partis politiques et particulièrement d'extrême droite durent se montrer discrets sur la portée de leur soutien aux GJ dans le meilleur des cas. La désillusion des promesses politiques, couplée aux peurs de division du mouvement, prémunirent les GJ des positions et stratégies de l'extrême droite pour les influencer.

Les tendances politiques de gauche fortement présentes dans les débats des GJ sur les réseaux sociaux ne se manifestèrent pas aux travers d'organisations politiques ou syndicales mais dans les revendications individuelles, reflet des désirs de changements politiques, sociaux et économiques dont aspire aujourd'hui le mouvement des GJ dans son ensemble. Mondialisation.ca, 17 décembre 2018

Cet article de Tayeb El Mestari a été publié initialement par Le Grand Soir, puis par Mondialisation.ca le 18 décembre 2018

Extrait. L'âge capitaliste des trente glorieuses a vécu et le nouveau capitalisme, encore instable et dépouillé peu à peu de son caractère socialement protecteur, a fait voler en éclats le consensus de classes et le consentement des classes dominées. Les prolétaires coalisés exigent la démission de Macron parce qu'ils pensent que le parlement est le lieu du « bla-bla », sans pouvoir réel et que la présidence concentre le peu de pouvoir que l'Union européenne ne lui pas encore confisqué. La démission du président signifie la mise à mort de la politique économique patiemment mise en œuvre par Macron et ses prédécesseurs. En dernière instance et à travers leur revendication, les gilets jaunes se situent dans la tradition révolutionnaire ouvrière de 1848 et 1871. La question économique est une question politique, renverser l'ordre politique c'est renverser l'ordre économique. Depuis le 17 novembre, l'évolution des événements indique que l'intelligence révolutionnaire du mouvement populaire consiste à demander une amélioration économique de leurs conditions et à remettre en question de manière totale et radicale le pouvoir politique. Mondialisation.ca le 18 décembre 2018

LVOG - Non, "*renverser l'ordre politique*" ce n'est pas forcément "*renverser l'ordre économique*". Parfois on croit avoir "*renversé l'ordre politique*" et en réalité on n'a rien renversé du tout, du coup "*renverser l'ordre économique*" attendra indéfiniment. D'où je tiens cela, mais des expériences révolutionnaires de 1848 et 1871.

D'où la nécessité de détruire l'appareil d'Etat, d'abolir la Constitution et de déclarer illégitime et illégale l'ensemble des institutions issues de l'ancien régime, une fois que cet objectif est réalisé, là et pas avant vous pouvez déclarer que vous avez "*renversé l'ordre politique*" qui était en place avant la révolution politique. Ensuite, et ensuite seulement vous pouvez continuer la révolution politique par une révolution sociale ou socialiste et vous attaquer aux fondements du capitalisme, "*renverser l'ordre économique*".

A nos dirigeants qui se prennent pour des dieux réincarnés ou dont la modestie transpire de toutes leurs pores, imités par un grand nombre de militants à l'esprit borné.

Dans son introduction à l'ouvrage de Marx *Les luttes de classes en France (1848-1850)* Engels précisa que "*l'histoire nous a donné tort à nous aussi, elle a révélé que notre point de vue d'alors était une illusion. Elle est encore allée plus loin : elle n'a pas seulement dissipé notre erreur d'alors...*

Bref, ces penseurs géniaux, des nuls qui s'illusionnaient ! Plus loin.

- "*Il est bien évident que cette négligence inévitable des modifications simultanées de la situation économique, c'est-à-dire de la base même de tous les événements à examiner, ne peut être qu'une source d'erreurs. Mais toutes les conditions d'un exposé d'ensemble de l'histoire qui se fait sous nos yeux renferment inévitablement des sources d'erreurs; or, cela ne détourne personne d'écrire l'histoire du présent.*

Lorsque Marx entreprit ce travail, cette source d'erreurs était encore beaucoup plus inévitable. Suivre pendant l'époque révolutionnaire de 1848-1849 les fluctuations économiques qui se produisaient au même moment, ou même en conserver une vue d'ensemble, était chose purement impossible."

Et Marx ne la ferma pas, il osa même continuer de réfléchir et de formuler des analyses, quelle horreur ! Non, quelle audace, ce qui fait également le plus défaut à nos dirigeants. Il n'y a que les personnes ordinaires ou celles qui se sont élevées à un niveau nettement supérieur à la médiocrité dans laquelle baigne la multitude des bien-pensants qui peuvent faire preuve d'une telle modestie.

Alors imaginez un siècle et demi plus tard un simple militant au fin fond de son village en Inde ouvrir sa grande gueule pour critiquer l'orientation droitiste du mouvement ouvrier et de son avant-garde, je n'ai même pas le temps de la fermer que la plupart des militants m'ont déjà cloué au pilori, vivant car en plus d'être injustes ils sont cruels sans en avoir réellement conscience ! Entre nous, j'en tire satisfaction ou cela me fait marrer parce que cela confirme mes analyses. Aussi, nous n'en tiendrons pas compte.

Je ne voudrais pas dire une bêtise, j'aggraverais encore mon cas déjà désespéré, j'avais indiqué dans des causeries que j'étais parvenu à la conclusion suivante, à savoir que contrairement à la lutte de classe du passé, compte tenu des transformations qu'avaient connu les différentes classes, dont notamment l'amélioration importante des conditions d'existence de la majorité des travailleurs, que le soulèvement des masses exploitées ne pourrait plus partir de revendications sociales ou que tout du moins elles devraient être nécessairement relayées ou accompagnées de revendications politiques qui devraient prendre immédiatement le relais sous peine de voir leur soulèvement endigué ou défait. C'est ce qu'on est en train d'observer en France.

Dans la causerie précédente j'ai abordé peut-être un peu trop rapidement la question du RIC, ce qui a pu passer pour du mépris, alors que ce n'était pas mon intention. Dans celle-ci j'en montre encore les faiblesses tout en mentionnant ses avantages sur lesquels il faut s'appuyer. Je n'ai pas le temps de faire davantage, chacun doit le comprendre. J'essaie d'aller à l'essentiel, cela présente des avantages et des inconvénients, j'en ai conscience, mais je n'ai pas le choix.

Au point où en est rendu l'état d'esprit des masses, qui évidemment n'est pas uniforme, il faut ancrer dans leurs cerveaux la nécessité de renverser le régime pour accéder à la démocratie, qu'il faut en passer par une révolution, qu'il n'existe pas, qu'il n'a jamais existé dans le passé nulle part ailleurs dans le monde une autre voie pour changer de régime ou s'emparer du pouvoir politique. Par conséquent, les "concertations" avec les représentants du régime ou le RIC ou je ne sais quoi encore ne sont que des instruments de la contre-révolution pour les endormir, les tromper pour qu'elles abandonnent leur combat politique.

Le RIC, c'est l'abdication de la souveraineté du peuple dans la mesure où il s'inscrirait dans le cadre du régime en place et il dépendrait de la bonne volonté de ses représentants d'appliquer ou non les mesures qui seraient adoptées lors d'un référendum.

Les masses doivent s'organiser localement et nationalement en intégrant les partis et les syndicats (simple militants, sections syndicales, unions locales ou instances départementales, etc.) qui partagent cet objectif politique, sur le plan syndical cela prendrait la forme du combat intransigeant classe contre classe, le rejet du dialogue social, et aurait pour contenu le combat jusqu'à l'émancipation du capital qui pourrait être tourné contre l'Etat, ce qui permettrait d'unir dans un même combat travailleurs des secteurs privé et public. Il faudrait leur proposer différentes formes d'organisations si elles n'en créeraient pas elles-mêmes, de manière à associer des travailleurs de toute condition, y compris des membres des classes moyennes, et faire en sorte que des liens solides s'établissent entre le prolétariat rural et urbain, que le plus grand nombre puissent être associés à cet embryon d'organisme politique indépendant et révolutionnaire, sans sectarisme ou dogmatisme, démocratiquement.

Ces assemblées générales ou populaires devraient être appelées à soutenir tous les travailleurs en lutte dans les entreprises ou dans les différentes administrations en adoptant leurs revendications, adopter un appel en guise de soutien et leur porter en délégation, et ensuite les appeler à participer à leur assemblée populaire. Ces assemblées générales ou populaires recenseraient toutes les revendications sociales et politiques émises par ceux qui y participeraient. Elles seraient mises en discussion et en délibération. Le compte rendu de ses réunions serait distribué à la population.

Afin que les assemblées générales ou populaires de tout le pays puissent partager leurs expériences et coordonner leurs actions, elles éliraient leurs délégués lors de chaque réunion nationale, ce qui signifie que chaque assemblée générale devrait procéder à l'élection de nouveaux délégués avant la tenue de la prochaine réunion nationale, de sorte qu'il n'y aurait pas de délégués inamovibles ou permanents. Certains pourraient être réélus et d'autres non, ce qui permettrait d'éviter que des délégués confondent le mandat qui leur aurait été confié avec l'exercice d'un pouvoir individuel qui pourrait dériver sur des abus de pouvoir, et en même temps ces délégués élus présenteraient l'avantage énorme d'incarner l'évolution de la situation, du rapport entre les classes, du processus révolutionnaire tel qu'il se serait développé les jours ou semaines précédentes, afin de se fixer des tâches et des objectifs qui reflèteraient la réalité et qui soient réalisables.

Au-delà, on peut imaginer que les délégués réunis en assemblée générale ou populaire nationale pourrait adopter les statuts d'une assemblée constituante souveraine qui élirait en son sein son propre gouvernement, de telle sorte que s'établirait une situation de double pouvoir posant directement la question de l'Etat, question qui ne pourrait être résolue que par un soulèvement général des masses exploitées de tout le pays accompagné d'une grève générale insurrectionnelle.

Il ne s'agit que d'un scénario fournissant une orientation générale du mouvement des masses destiné à les doter d'une base théorique pour avancer sur la voie d'un processus révolutionnaire conscient, à partir des premiers éléments apparus depuis le 17 novembre 2018, sans qu'on puisse prédire à l'avance son déroulement ni même comment elles pourraient parvenir à s'en saisir. Y aura-t-il un parti qui se chargera de leur transmettre cette stratégie de lutte pour la prise du pouvoir, j'en doute à l'heure actuelle, et je n'ai même pas le pouvoir de leur soumettre pour qu'ils l'examinent sérieusement... A suivre.

Les derniers développements.

Ils sont faibles, divisés, aux abois, sachons en profiter pour les harceler. Soutien inconditionnel à tous les travailleurs en lutte, encourageons-les à passer à l'offensive sur tous les plans.

- "Gilets jaunes": Matignon renonce à des mesures ... avant de les maintenir - AFP 19.12

- Mesures annulées puis rétablies : le gros couac du gouvernement - LeParisien.fr 19 décembre 2018

« Après discussion avec les parlementaires de la majorité, le gouvernement maintient l'ensemble des mesures annoncées par le Premier ministre en novembre », annonce le plus sérieusement du monde un proche d'Édouard Philippe.

Dit autrement, l'annulation est annulée. Ubuesque !

Mais pour maintenir ces mesures, il faut donc les rétablir en urgence – sans doute « dans la nuit » – alors que le Budget 2019 est actuellement en cours de vote à l'Assemblée. Lors du passage du texte au Sénat ces derniers jours, elles avaient en effet été discrètement supprimées. LeParisien.fr 19 décembre 2018

Tout ce qui affaiblit l'armée est bon à prendre.

- Des chefs militaires menacés de sanctions disciplinaires pour avoir accusé Macron de "trahison" - Le HuffPost 18.12

Cavaignac enrage !

- "Ca suffit!": Castaner appelle à lever les blocages des "gilets jaunes" - AFP 18.12

Les évacuations de ronds-points et d'axes routiers bloqués dans le cadre du mouvement des "gilets jaunes" vont se "poursuivre", a affirmé lundi Christophe Castaner, ajoutant que cette mobilisation devait désormais cesser. AFP 18.12

- "Gilets jaunes" : ceux qui poursuivent le mouvement - francetvinfo.fr 17.12

Le gouvernement confirme, lundi 17 décembre, que les tarifs réglementés du gaz n'augmenteront pas d'ici à juin 2019. Néanmoins, sur le terrain, les "gilets jaunes" restent mobilisés en cette cinquième semaine de mobilisation. francetvinfo.fr 17.12

- Hausse de la prime d'activité : qui, quand, comment - Liberation.fr 17 décembre

Macron avait annoncé que «le salaire d'un travailleur au smic augmentera[it] de 100 euros». A l'arrivée, seuls 55 % des smicards vont bien les toucher. Mais 1,2 million de foyers supplémentaires auront un coup de pouce.

Tous les salariés au smic seront-ils concernés par la hausse ?

Non. En refusant de toucher au montant du salaire minimum (1 21 euros net attendus pour janvier après la revalorisation annuelle légale de 1,5 %) pour ne pas pénaliser les employeurs, il était compliqué pour le gouvernement de couvrir «tous les smicards», comme le promettait le candidat Macron. Plus de la moitié des personnes payées au smic (55 % selon Les Echos) verront leur salaire net faire un bond en 2019. Pourquoi pas tous ? Parce que le montant d'une prime d'activité dépend non pas de la situation du seul bénéficiaire, mais des revenus (allocations comprises) et de la composition de l'ensemble du foyer. «Cela peut paraître étonnant, mais 1,2 million de salariés autour du smic se trouvent dans les 30 % de foyers français les plus aisés», a justifié Édouard Philippe dans Les Echos.

L'exécutif aurait pu choisir un autre vecteur : une baisse des cotisations retraite. Un choix «plus injuste et qui, à ce titre, a déjà été censuré par le Conseil constitutionnel», a précisé le chef du gouvernement. Mardi, devant les députés, le Premier ministre avait pourtant promis de «faire en sorte [...] que l'ensemble de ceux qui sont rémunérés au smic puissent bénéficier de cette augmentation». Ce ne sera pas le cas.

Seuls les salariés au smic seront-ils concernés ?

Non plus. La semaine dernière à l'Assemblée, Édouard Philippe promettait d'«aller plus loin que le dispositif tel qu'il existe aujourd'hui». Sur ce coup-là, ce sera le cas. Le Premier ministre annonce vouloir «élargir le nombre de foyers éligibles» à la prime d'activité. Comment ? Son entourage précise que parallèlement à un article du projet de loi présenté mercredi en Conseil des ministres et qui évoquera sa revalorisation, un décret sera pris d'ici la fin de l'année pour «augmenter le montant de la prime». Ce qui fera entrer des personnes dans son champ, alors que jusqu'à présent un salarié célibataire pouvait l'obtenir s'il gagnait jusqu'à 1,2 smic. Il devrait être possible de l'avoir, demain, jusqu'à 1,5 smic. Résultat, là où, théoriquement, 3,8 millions de foyers sont aujourd'hui éligibles à cette aide (ils étaient 2,66 millions en juin 2018 à l'avoir effectivement touchée), ils seront, selon le gouvernement, 5 millions l'an prochain. Pour ces nouveaux bénéficiaires, le gain sera, selon Matignon, de «40 à 50 euros par mois en moyenne».

Quand ces salariés verront-ils la couleur de cette augmentation ?

Edouard Philippe donne une date précise : «le 5 février». Car si, dans la loi, la date du «1er janvier 2019» a déjà été inscrite au Sénat lors du passage du projet de loi de finances, il y a trois mois de décalage entre la revalorisation et le versement de cette prestation. L'exécutif a donc dû s'assurer auprès de la Cnaf que les virements seraient rapides. Cependant, rappelons qu'une partie de ces «100 euros» a déjà été versée : 20 euros via la suppression de cotisations salariales en octobre et moins de 15 euros pour un célibataire au smic via les revalorisations de la prime d'activité en 2018... Mais les syndicats et une partie de la gauche mettent en garde : «Cette affaire, c'est une escroquerie, estime Fabien Roussel, le nouveau patron du PCF. Le gouvernement dit aux salariés : pour avoir une augmentation, allez récupérer votre argent à la CAF.» Le député du Nord rappelle en outre que les montants de cette prime n'entrent pas dans le calcul des pensions.

Combien cela va-t-il coûter ?

Selon Matignon, 2,5 milliards d'euros. Soit un quart des 10 milliards concédés aux gilets jaunes depuis novembre. Pour financer la simple «accélération» au 1er janvier 2019 des revalorisations exceptionnelles de la prime d'activité prévues en 2020 et 2021, le gouvernement avait déjà fait voter, la semaine dernière, une rallonge de 600 millions d'euros à un budget atteignant déjà 6 milliards d'euros en 2019. Ce dernier devrait finalement être fixé, selon Matignon, «au-dessus de 8 milliards d'euros».

Comment va faire le gouvernement ?

En utilisant les dernières fenêtres de tir parlementaires. La dernière lecture à l'Assemblée du projet de loi finances pour 2019 a débuté lundi en séance plénière et permettra de doper le budget de la prime d'activité. Dans le projet de loi spécial gilets jaunes, qui doit être présenté mercredi en Conseil des ministres, il sera aussi demandé au gouvernement de rendre au Parlement un rapport sur la mesure dans les six mois. Enfin, un décret est attendu pour la fin de l'année. Attention, en la matière : c'est souvent dans ces détails que se logent, comme l'a qualifié dimanche le président de l'Assemblée, Richard Ferrand, certaines «carabistouilles». Liberation.fr 17 décembre

Un marché de dupes. A bas la collaboration de classes! Rejet de toute "**concertation**" ! Aucune concession à l'ennemi !

- "Gilets jaunes": Dernière ligne droite avant la "grande concertation" - Reuters 18.12

- Gilets jaunes : un débat national et déjà des doutes - LeParisien.fr 18.12

L'indépendance de la consultation, voulue par l'exécutif, est contestée alors que l'Élysée semble vouloir écarter la CNDP de son organisation.

Un débat pour tenter de sortir de cette crise politique par le haut ? C'est la quadrature du cercle qu'Emmanuel Macron espère bien boucler à l'occasion de la grande consultation nationale, censée recueillir au cours des trois prochains mois les doléances des Français. Encore faut-il savoir sous quelle forme et avec qui !

Ce mardi soir, le chef de l'État a réuni deux heures durant une dizaine de ministres directement concernés par le dossier, en esquissant un début de calendrier plus précis. Mais sans lever le voile, et le flou, qui entoure globalement cette opération qui pourrait virer à la grande usine à gaz.

Le débat se tiendra en deux-temps. D'abord celui des maires qui ont jusqu'à la fin du mois de janvier pour « faire remonter » le fruit de leurs échanges avec leurs administrés. Notamment grâce aux cahiers de doléances déjà déposés dans certaines mairies.

La seconde phase, celle du débat en tant que tel, se déroulera ensuite jusqu'à fin mars, et autour des quatre axes de discussion déterminés la semaine dernière : la transition écologique, la fiscalité, l'organisation de l'État, puis la démocratie et la citoyenneté. Mais comment les citoyens seront-ils conviés ? Où les débats se tiendront-ils ? Qui en assurera l'animation ? Mystère.

Reste à savoir aussi, qui sera le maître d'œuvre de cette opération prévue partout en France. Initialement, c'est la Commission nationale du débat public, autorité indépendante présidée par la centriste Chantal Jouanno, ancienne ministre de Sarkozy, qui devait en hériter de l'entière responsabilité. Mardi, les choses étaient moins évidentes du côté de l'Élysée.

« On est preneur de l'expertise de la CNDP pour lancer les débats et les structurer, mais en même temps on pense que c'est important de trouver des formes innovantes pour faire participer un maximum de personnes », nuance-t-on, en reprochant à cet organisme d'avoir organisé par le passé des débats « un peu trop institutionnels ». À l'image de celui organisé sur l'Europe ces dernières semaines, « dont on peut clairement dire que personne n'a entendu parler », reproche un poids lourd de la majorité, proche d'Emmanuel Macron.

Cerise sur le gâteau, Jouanno, qui a pourtant reçu sa lettre de mission signée en fin de semaine dernière par Édouard Philippe, n'était même pas conviée mardi soir à la réunion avec les membres du gouvernement...

Décidément, l'organisation de ce débat censé relancer la machine est déjà, en tout cas à ce stade, plutôt mal embarquée. LeParisien.fr 18.12

[Le RIC : La corde tissée par le condamné à mort lui-même !](#)

RIC : Comment en faire un instrument de la fabrication du consentement de l'asservissement des masses par elles-mêmes. Mode d'emploi.

- Comment encadrer le RIC? On a demandé à des experts - huffingtonpost.fr 18.12

huffingtonpost - "C'est un poison pour nos démocraties", dénonce dans Le Figaro Olivier Duhamel qui préside la Fondation nationale des sciences politiques (FNSP). "Les risques sont infinis mais on peut y répondre", assure au HuffPost Marion Paoletti, maîtresse de conférences en science politique à l'université de Bordeaux et spécialiste de la démocratie participative.

Pour cette experte bordelaise, l'un des risques du référendum est de cliver la société en l'enfermant dans un débat binaire "pour ou contre" une proposition. "Face à ce danger de radicalisation, il faut créer du dialogue", explique-t-elle en prenant l'exemple de l'Oregon, Etat américain très en pointe sur le sujet. "Avant le vote, un panel de citoyens se réunit et produit un avis qui est ensuite adressé aux électeurs pour les éclairer", explique-t-elle, rappelant au passage qu'une campagne référendaire doit s'accompagner d'un maximum de communication. Et de citer celle de 2005 sur la Constitution européenne qui s'était déroulée dans de très bonnes conditions.

LVOG - Les électeurs recevraient avant d'aller voter un document qui les inciterait fortement à voter dans un sens plutôt dans l'autre. Le référendum de 2005 se serait "*déroulé dans de très bonnes conditions*" quand l'ensemble des médias et 92% des députés appelaient à voter en faveur du TCE, encore un exercice de démocratie ! - LVOG)

huffingtonpost - Ce dialogue doit inclure les parlementaires, estime pour sa part Olivier Rouquan. Le politologue qui n'est pas un militant du RIC souhaite qu'une fois le nombre de signatures suffisantes, "députés et sénateurs se saisissent du texte pour le travailler, éventuellement l'amender avant le référendum. Cette boucle peut être très efficace et illustrerait un vrai débat démocratique", précise-t-il.

LVOG - Vous devriez vous prononcer sur une question qui aurait été formulée de telle sorte que quelle que soit l'issue du référendum elle serait favorable aux besoins de l'oligarchie. - LVOG)

huffingtonpost - Ces dernières heures, on a beaucoup entendu la majorité se prononcer contre un référendum pour rétablir la peine de mort. "Pour ne pas attenter aux droits des minorités, il faut vérifier en amont que les questions sont conformes au droit", explique Marion Paoletti. (LVOG - Surtout "*au droit*" de la minorité qui a confisqué tous les pouvoirs, on a compris ! - LVOG) Un avis partagé par Olivier Rouquan. "Dès que la pétition recueille assez de signatures, le conseil constitutionnel doit se saisir et vérifier la conformité du texte au bloc de constitutionnalité, c'est-à-dire aux libertés et aux valeurs fondamentales de la République. Si le texte n'est pas conforme, on ne va pas plus loin", propose-t-il.

LVOG - Le Conseil constitutionnel garant de la Constitution antidémocratique de la Ve République ou l'incarnation juridique de la légitimité du régime capitaliste que rien ni personne ne doit remettre en cause. - LVOG)

huffingtonpost - La plupart des spécialistes sont également très sceptiques sur l'opportunité d'adjoindre un volet révocatoire au RIC. Les gilets jaunes et certains partis, comme la France insoumise, veulent permettre aux citoyens de mettre fin au mandat d'un élu. "Si l'on va dans cette logique, on change de type de démocratie, il faut en débattre plus longuement", juge Olivier Rouquan. huffingtonpost.fr 18.12

LVOG - C'est l'aveu que le régime actuel n'est pas démocratique. - LVOG)

Et si c'était une bonne idée s'exclament les représentants de l'oligarchie. Gare à celui qui oublie qu'ils ont de la suite dans les idées !

- Le gouvernement change d'avis sur le référendum d'initiative citoyenne - francetvinfo.fr 17.12

Le gouvernement se dit désormais prêt à mieux associer la population à certaines décisions, comme le réclamaient de nombreux "gilets jaunes". Un revirement par rapport à l'été dernier. (Ca pue le corporatisme, le régime de Vichy. - LVOG)

Dans une interview accordée aux Échos, publiée lundi 17 décembre, le Premier ministre, Édouard Philippe, s'est montré ouvert sur la question. "Je ne vois pas comment on peut être contre son principe, a-t-il expliqué. Le référendum peut être un bon instrument dans une démocratie, mais pas sur n'importe quel sujet ni dans n'importe quelles conditions." (A condition d'en faire un instrument antidémocratique, la réaction y est forcément favorable. - LVOG)

En juillet dernier, alors que des députés de l'opposition souhaitaient élargir le champ du référendum, Nicole Belloubet, la ministre de la Justice, refusait catégoriquement.

La France insoumise prépare en ce moment une proposition de loi. "Plus le peuple a la parole, mieux c'est. Le peuple, c'est toujours la bonne solution", soutient Éric Coquerel, député LFI. (Quel populiste pourri, il est capable du meilleur comme du pire entre les mains de charlatans de votre espèce ! - LVOG)

Ségolène Royal, dans les colonnes du Parisien, lundi 17 décembre, se montre favorable à ce type de consultations. "Osons la révolution participative", lance-t-elle. francetvinfo.fr 17.12

RIC : Une belle occasion fournie aux illusionnistes de LFI de s'illustrer.

Si le "référendum d'initiative citoyenne devait être instauré, ce serait une belle victoire", selon Adrien Quatennens - franceinfo 17.12

franceinfo - "Évidemment, si ce référendum d'initiative citoyenne devait être instauré, ça serait une belle victoire, a-t-il expliqué.

LVOG -Pour qui ? Il y croit dur comme fer l'idiot utile du régime !

franceinfo - Les annonces d'Édouard Philippe en ce sens sont un encouragement à poursuivre la mobilisation parce que cela montre qu'à mesure que les semaines passent et que les "gilets jaunes" se mobilisent le gouvernement serait prêt à quelques reculades, donc il faut continuer."

LVOG - Le programme de LFI s'inscrivait dans le cadre de la préservation du régime, ils le disent eux-mêmes, lisez.

franceinfo - Certains "gilets jaunes" proposent qu'un RIC soit engagé sur proposition minimum de 70 000 citoyens. "Cela me paraît peu", dit Adrien Quatennens. La France Insoumise propose "autour de 500 000", mais "on peut imaginer que cela soit plus. On peut l'imaginer. Ce n'est pas une difficulté", a-t-il précisé. "Nous allons faire une proposition de loi dans ce sens. À chaque fois que c'est l'actualité, nous sortons une proposition de notre programme pour en faire une proposition de loi", a-t-il annoncé.

LVOG -70 000, 500 000, c'est trop peu s'exclame notre charlatan, des millions ce serait mieux, il n'existerait que sur le papier !

Le RIC aurait forcément incité Macron à faire une politique conforme aux besoins de la classe ouvrière, il faut l'entendre pour le croire. Lisez.

franceinfo - Adrien Quatennens est revenu sur le référendum révocatoire, proposition phare du parti de Jean-Luc Mélenchon, qui permet de révoquer à mi-mandat un président de la République ou un élu local : "Si Emmanuel Macron, depuis le début de son quinquennat, savait à mi-mandat qu'il y avait un risque d'être soumis à un référendum révocatoire, peut être qu'il nous aurait épargné beaucoup de ses outrances et arrogances", a-t-il assuré.

LVOG - Si comme l'indiquent des sondages truqués RN remportait les élections européennes de mai 2019, LFI s'en félicite d'avance, non ce n'est pas une blague, lisez.

franceinfo - "Si Emmanuel Macron ne veut pas revenir aux urnes en procédant à la dissolution de l'Assemblée, c'est clair que le rendez-vous de mai 2019 [les "élections européennes] sera un référendum anti-Macron", a-t-il assuré.

Boycott ! franceinfo 17.12

Avancer le RIC présente des avantages et des inconvénients.

L'unique avantage du RIC, c'est de favoriser la discussion, la réflexion, le mûrissement de la conscience des masses qui cherchent une issue politique à la crise du capitalisme, et qui s'apercevront très vite que le RIC pour peu qu'il ait un contenu radical, conforme à l'exercice de la démocratie ou réellement révolutionnaire demeurera incompatible avec l'existence du régime, et que la seule version qui pourrait être adoptée sous la Ve république servirait uniquement à préserver le pouvoir politique détenu par la classe dominante au détriment des classes dominées.

Le RIC sert de rempart au régime pour se protéger de l'assaut des masses qui posent la question du pouvoir et entendent la résoudre à leur manière en renversant le régime en place, en s'emparant du pouvoir politique. Ce qui évidemment est inconcevable pour les représentants du capitalisme qui se disent disposés à adopter le RIC, sa version édulcorée ou minimaliste qui ne toucherait nullement aux fondements du régime, ou pire fournirait un nouvel instrument à nos ennemis pour mieux nous asservir.

Le RIC présente un avantage indéniable pour nos ennemis : Celui de faire croire qu'un changement de régime pourrait se produire pacifiquement, par la voie des urnes ; les exploités pourraient renoncer à leur hégémonie de classe sur simple injonction électorale, bref, il suffirait de leur demander poliment de renoncer à leur pouvoir pour qu'ils le cèdent, quelle criminelle et fatale illusion !

Atavisme. L'ex-trotskyiste Alexis Corbière serait-il devenu girondin ?

- Alexis Corbière : «L'échange des idées est la base» - Liberation.fr 19 décembre 2018

Libération - Pour le député de La France insoumise, qui a déposé mardi une proposition de loi pour instaurer le RIC, il s'agirait d'un droit «permettant au peuple de retrouver sa souveraineté».

LVOG - Souveraineté qu'il n'a jamais réellement eu. Mais bon, quand on refuse de rompre avec le régime et de l'affronter, il ne reste plus que faire croire que cette souveraineté a existé sous la Ve République ou attribuer au régime des vertus qu'il n'a jamais eu, dont celui d'accorder au peuple laborieux la souveraineté ou la démocratie. C'est une manière comme une autre de légitimer l'ordre établi... et Macron, son représentant. - LVOG)

Alexis Corbière, député de Seine-Saint-Denis, a déposé avec ses collègues insoumis une proposition de loi visant à instaurer le RIC.

Libération - Etes-vous surpris que le RIC figure parmi les priorités des gilets jaunes ?

Corbière - Ceux qui le sont ne connaissent pas notre histoire. Notre pays en discutait déjà lors de la Révolution, quand Condorcet proposa ce dispositif dans le projet de Constitution girondine.

LVOG - Etrange rappel, en apparence seulement, c'est à croire que pour cautionner sa position et par crainte de s'attirer les foudres des représentants du régime actuel, l'ex-révolutionnaire Corbière prendrait la précaution de rappeler que même des girondins incarnant l'Ancien Régime furent favorables tout du moins en principe à une sorte de "*référendum populaire*". Je n'ai pas eu le temps de chercher quel était le contenu exact du projet de Constitution girondine, mais cela m'étonnerait fort qu'il aurait permis de mettre fin à la monarchie, c'est même impensable. - LVOG)

Corbière - L'idée fut reprise par les Montagnards, qui y voyaient un moyen de s'affranchir du «despotisme représentatif». C'est ainsi que le référendum populaire apparut dans la Constitution de 1793. Mais ce droit disparaîtra dès la Constitution suivante.

LVOG - Corbière falsifie les faits ou il les méconnaît. En réalité, c'est quand les jacobins décidèrent enfin au bout de 3 ans de rompre avec la monarchie et de la renverser en déclarant la Commune révolutionnaire, qu'ils s'affranchirent du «*despotisme représentatif*», ni avant ni autrement. Autrement dit, ni en recourant à "*une révolution citoyenne*" ni à "*une révolution par les urnes*", mais à une révolution tout court pour changer de régime, moyen que monsieur Corbière a abandonné pour s'adonner aux joies du parlementarisme bourgeois. - LVOG)

Corbière - Depuis, aucun gouvernement n'a eu le courage de se soumettre à cette intervention populaire directe. (LVOG - Comme si c'était une question de "*courage*" ou de volonté, c'est tout bonnement et irrémédiablement impossible pour la classe dominante qui détient le pouvoir politique. - LVOG) Pire, avec la Ve République, le président est libre de gouverner contre le peuple dès son élection. Durant cinq ans, il ne doit rendre de compte ni aux citoyens, ni même au Parlement. Son impunité est totale. Et depuis l'élection de Macron, la conviction que ce président n'est au service que d'une poignée d'ultrariches s'est répandue à juste titre. Le peuple en a assez de cette oligarchie où les pouvoirs politiques et financiers sont entre les mains de quelques-uns. Le RIC apparaît comme un droit démocratique permettant au peuple de retrouver sa pleine souveraineté, même entre deux élections.

LVOG - Quand des présidents comme Macron, Hollande, Sarkozy, Chirac, Mitterrand, Giscard, Pompidou ou de Gaulle sont élus par "*le peuple*" ou que le peuple travailleur les laisse accéder au pouvoir, c'est qu'il n'est pas prêt pour assumer sa souveraineté, qui ne peut mûrir qu'au cours du développement de la lutte de classe quand la classe unie se rassemble pour affronter son ennemi, et certainement pas dans l'isolement où elle se retrouve atomisée et sans pouvoir.

Quand la souveraineté des masses laborieuses ne s'accompagne pas de la conscience de cette souveraineté, c'est qu'elle n'en est pas digne ou elle est prête à l'abdiquer au profit du premier sauveur suprême venu. Au passage, cela se voit que je suis en train de relire attentivement tous les ouvrages de Marx et Engels sur cette question ! - LVOG)

Libération - Les gilets jaunes fixent un palier de 700 000 signatures numériques...

Corbière - Cela correspond à peu près à notre proposition de 2 % du corps électoral. Mais ce n'est pas à LFI de décider quels seront les outils démocratiques mis à la disposition du peuple, mais au peuple lui-même, notamment lors du débat qui serait ouvert par la convocation d'une Assemblée constituante.

LVOG - Sortie de nulle part. Faudrait-il encore que le prolétariat s'empare de cet objectif, or ce n'est pas du tout le cas. - LVOG)

Libération - LFI prône la possibilité de révoquer les élus par référendum pendant leur mandat. Certains parlent de poujadisme...

Corbière - Sachant leurs élus révocables, les citoyens seraient moins tentés par l'abstention car ils ne pourraient plus être trahis impunément. Ce serait un cercle vertueux sur le plan civique.

LVOG - Ce qui les trahit, c'est avant tout leur niveau de conscience politique proche de zéro. Donc dans ces conditions cela ne changerait absolument rien, à part légitimer le régime et ses représentants par cette mascarade qu'est devenu le suffrage universel. Corbière a rappelé que dans sa circonscription, "près de 80 % des électeurs inscrits n'ont pas voté" pour lui, pour autant cela ne l'a pas empêché d'être élu, comme quoi même un régime antidémocratique peut être "vertueux", merci pour lui !

Pire, les partisans du RIC font tous référence à la Suisse où cet instrument institutionnel existe.

Or, lors des dernières "votations" le 25 novembre 2018, il y a donc à peine un mois, le taux de participation a été de 48%, ce qui lui enlève toute légitimité démocratique, un cinglant camouflet pour les partisans du RIC, monsieur Corbière le sait, mais il n'en dira rien, c'est à cela qu'on reconnaît les manipulateurs. Et qu'on ne nous sorte pas la close plus qu'hypothétique, fantasmagorique, mythomane de la révocabilité des élus qui n'existe pas en Suisse et qui n'existera jamais sous aucun régime soumis au capitalisme.

Les électeurs suisses étaient notamment invités à se prononcer pour ou contre la primauté du droit suisse sur le droit international et son inscription dans la constitution, et ils ont voté majoritairement contre (64%, soit 30,72% des votants, moins les suffrages blancs et nuls, bref, une minorité), ce qui signifie qu'ils ont abdiqué leur souveraineté au profit d'institutions internationales dirigées par l'oligarchie anglo-saxonne. Et qui était à l'origine de ce référendum, devinez, l'extrême droite, l'UDC, le parti de droite classé populiste. (euronews 23.11)

Les Suisses ont également voté le même jour en faveur d'une modification « de la loi fédérale sur la partie générale du droit des assurances sociales » qui permettra dorénavant à des détectives privés de traquer les fraudeurs à l'assurance sociale, les compagnies d'assurances seront « autorisées à violer massivement la vie privée des assurés et échapperont à tout contrôle. Les moyens techniques nécessaires pourront être utilisés quasiment sans restriction », assurent les partisans du « non ». (Causerie du 27 novembre 2018) Vous en redemandez du RIC ? Non, merci ! - LVOG)

Ils osent tout.

Au G7 Macron enfile un "gilet jaune" !

- La lutte contre les inégalités au coeur de la présidence française du G7 - AFP

- Des ONG attaquent l'Etat pour non-assistance à planète en danger - Liberation.fr

Oxfam France, Greenpeace France, Fondation pour la nature et l'homme (FNH) et Notre Affaire à tous.

Leurs bonnes affaires, quoi ! La crème des ONG pourries. Vous aurez remarqué qu'ils attaquaient l'Etat, pas les multinationales... qui les financent aussi, mais ce sont elles les donneuses d'ordres ou leurs parrains.

- Paris : marche pour la journée internationale des migrants - AFP

Journée internationale des migrants: près de 2000 personnes se rassemblent Place de la République à Paris. AFP

Comptage officiel et complaisant, normal, idéologiquement compatible...

- Béchir chez Bachar : «Un criminel de guerre en reçoit un autre» - Liberation.fr

- Au Nicaragua, «Ortega se comporte comme une bête blessée» - Liberation.fr

- Hongrie : la rue ne lâchera pas Orbán - euronews

Une semaine que la fronde contre le gouvernement Orbán secoue la Hongrie et ils étaient encore une centaine à braver le froid mardi soir pour manifester leur mécontentement devant le parlement à Budapest. euronews

Soros ne s'en remet décidément pas d'avoir éjecté de la Hongrie... Chaque fois que les médias-oligarques supportent "la rue", des manifestations ou un mouvement de révolte, c'est pour le moins suspect, plus que douteux connaissant leurs intentions inavouables, c'est qu'il y a forcément quelque chose de pourri derrière, ce sont leurs amis qui tirent les ficelles, l'instrumentalisent ou tentent de le récupérer.

- Tony Blair prépare les dirigeants européens à un autre référendum sur le Brexit - euronews

- Macron: la France engagée au Sahel "jusqu'à la victoire" contre les jihadistes - AFP

Il faut bien satisfaire le complexe militaro-industriel-financier et lui trouver un air de jeu... de massacres et destruction...

- Les marins ukrainiens, des prisonniers de guerre de la Russie ? - euronews

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Belgique

LVOG - Cette fois, pendant combien de temps la Belgique restera sans gouvernement, les paris sont ouverts!

- La question migratoire fait tomber le gouvernement belge - AFP 19 décembre 2018

Le pacte mondial de l'ONU sur les migrations, dénoncé par les nationalistes flamands, a eu raison du gouvernement belge: le Premier ministre libéral Charles Michel a jeté l'éponge mardi soir, faisant le constat de l'absence de soutien pour son gouvernement en place depuis 2014.

A cinq mois des législatives prévues pour le 26 mai, la démission présentée mardi soir au roi Philippe ne va pas déboucher forcément sur son départ ni sur des élections anticipées.

L'option "la plus probable", selon une source proche du pouvoir, est que le roi demande au gouvernement démissionnaire d'expédier les affaires courantes jusqu'à l'échéance électorale.

La Belgique détient un record mondial en matière de crises gouvernementales.

Entre mi-2010 et décembre 2011, le royaume de 11 millions d'habitants avait tenu 541 jours sans gouvernement de plein exercice. Cela n'avait toutefois pas empêché la prise de décisions importantes comme celle de l'intervention militaire en Libye.

La coalition au pouvoir associant depuis octobre 2014 libéraux et démocrates-chrétiens aux nationalistes flamands de la N-VA s'est effondrée sur le dossier de la migration.

L'Alliance néoflamande (Nieuw Vlaamse Alliantie, N-VA) avait retiré son soutien à Charles Michel à la veille de son déplacement pour approuver le pacte de l'ONU au nom de la Belgique, le 10 décembre à Marrakech.

Une attitude dénoncée par le chef du gouvernement comme "une volte-face" de la N-VA, alors qu'un consensus s'était dégagé sur ce texte au cours de l'été.

Malgré son caractère non contraignant, ce texte était refusé par les nationalistes flamands au motif qu'il ouvrirait la voie à des pertes de souveraineté des Etats signataires pour arrêter leur politique migratoire.

Dans le sillage des Etats-Unis et d'Israël notamment, une dizaine de pays européens ont annoncé leur retrait ou le gel de leur

décision après avoir approuvé le texte le 13 juillet à New York. AFP 19 décembre 2018

Chine

LVOG - A l'adresse des oligarques et autres capitalistes : Enrichissez-vous sous le contrôle du parti stalinien chinois!

- Xi Jinping réaffirme le cap du «socialisme chinois» - Le Figaro 18.12

Le président chinois a promis de poursuivre les réformes lors de la célébration des 40 ans de l'ouverture économique du pays lancée par Deng Xiaoping en 1978. Mais sous le strict contrôle du Parti communiste.

Le discours qu'a prononcé ce mardi Xi Jinping, à l'occasion du 40e anniversaire des réformes économiques chinoises lancées par Deng Xiaoping, était très attendu. Mais tout en promettant que la Chine allait poursuivre la voie de l'ouverture et des réformes, «l'empereur rouge» n'a annoncé aucune mesure concrète, préférant réaffirmer la suprématie du Parti communiste chinois (PCC), au pouvoir depuis 1949, et la voie d'un «socialisme aux caractéristiques chinoises».

À l'heure où les États-Unis, accusant la Chine de pratiques commerciales déloyales, fustigent notamment le soutien accordé par Pékin au secteur public, Xi Jinping n'a pas donné l'impression de vouloir changer de cap. «Nous devons, sans relâche, renforcer le développement de l'économie étatique, tout en encourageant, soutenant et en guidant le développement de l'économie privée», a-t-il déclaré, dans un discours fleuve de près d'une heure et demie, sous les ors du Palais du peuple, à Pékin.

De manière plus générale, alors que les États-Unis soumettent la Chine à de fortes pressions pour qu'elle réalise des changements «structurels», Xi Jinping a prévenu qu'il n'avait pas de leçon à recevoir de l'étranger et qu'il irait à son propre rythme. «Personne ne peut dicter au peuple chinois ce qu'il doit faire ou ne pas faire», a martelé le dirigeant chinois le plus puissant depuis Mao Tsé-toung. «Nous réformerons avec fermeté ce qui doit et peut être réformé, et nous ne réformerons absolument pas ce qui ne doit ni ne peut l'être», a-t-il ajouté. Washington a lancé une guerre commerciale contre Pékin ces derniers mois, mais les deux pays, qui s'affrontaient à coups de droits de douane, ont signé une fragile trêve le temps de faire avancer les négociations. Les déclarations du numéro un chinois n'ont en tout cas pas rassuré les investisseurs, qui craignent un ralentissement économique au niveau mondial: les Bourses chinoises ont reculé mardi, comme l'ensemble des places asiatiques.

Xi Jinping n'a par ailleurs pas manqué de saluer la spectaculaire transformation de la Chine, devenue en quelques décennies la deuxième puissance mondiale, alors qu'elle était encore en 1978 un pays très pauvre, à l'économie planifiée, où les biens de base étaient rationnés. Les «coupons» pour les céréales, la viande, l'huile ou les vêtements, qui faisaient partie de la vie quotidienne, appartiennent désormais à l'Histoire, s'est-il félicité. «Oncle Xi» a aussi estimé que la réussite économique de la Chine justifiait le choix du «socialisme aux caractéristiques chinoises», sous la direction du Parti communiste. «Se réformer et s'ouvrir n'est pas facile, à n'importe quel stade, nous nous exposerons inévitablement à toutes sortes de risques et de difficultés, et même à des tempêtes inimaginables», a-t-il précisé, tout en assurant que le Parti permettra de surmonter ces défis. (En Inde, on a toujours ces «coupons», les pauvres qui se comptent comme en Chine par centaines de millions y sont féroce ment attachés. Le parti qui oserait les supprimer se condamnerait à mort. En Chine, c'est plus radical avec la dictature du parti unique, le problème ne se pose pas. - LVOG)

Le président chinois a également remis des médailles à 110 personnalités, principalement chinoises mais aussi étrangères, pour leur contribution aux réformes des 40 dernières années. Parmi ces «pionniers», figurent plusieurs milliardaires, dont Jack Ma, l'homme le plus riche de Chine et patron du géant du commerce en ligne Alibaba, ou Pony Ma, fondateur du mastodonte de l'Internet Tencent. Un astronaute, des scientifiques ou l'ex-star du basket Yao Ming ont également été honorés.

Sur les 10 étrangers de la liste, on trouve notamment Klaus Schwab, fondateur du forum économique de Davos, grand rendez-vous annuel du capitalisme libéral. Le Figaro 18.12

Et Klaus Schwab de proclamer : Vive Mao, vive le communisme à la sauce chinoise !

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Allemagne

- En Allemagne, le salaire minimum n'a pas fait baisser le nombre de «mini-jobs» - Libération 18 décembre 2018

Selon des données datant de mars 2018, ces emplois précaires, qui n'offrent aucune protection sociale pour le salarié, sont aussi nombreux qu'avant la mise en place du salaire minimum en 2015.

La face cachée de l'insolent taux de chômage allemand (5%), la voici : la persistance des emplois précaires n'offrant aucune protection sociale pour le salarié. En mars 2018, il y avait 7,6 millions de «mini-jobs» – ces emplois à temps partiel précaires plafonnés à 450 euros, sans cotisations sociales ni retraites – en Allemagne, soit autant qu'avant l'introduction du salaire minimum, en 2015, qui était censée limiter leur nombre. C'est ce qui ressort d'une réponse du gouvernement à une question écrite d'une députée verte, rapportée par le Rheinische Post.

En outre le nombre de «mini-jobs» cumulés à une activité principale a augmenté. On en comptait 2,5 millions fin 2014, on en compte 2,8 millions aujourd'hui. Parmi ces salariés «cumulards», une majorité d'hommes (1,5 million). Mais qu'on ne s'y trompe pas, l'écrasante majorité des «mini-jobbers», les gens pour qui cette activité constitue la seule source de revenus, ce sont des femmes. Sur 4,8 millions d'Allemands dans ce cas, on trouve 3 millions de femmes. Pour ces dernières, le passage à la retraite risque d'être particulièrement violent.

Le salaire minimum augmente bientôt en Allemagne ; il devrait atteindre 9,19 euros de l'heure en janvier 2019, et 9,35 en 2020. Cette hausse s'applique naturellement aux mini-jobbers. Sauf que dans le même temps, on réduit leur plafond d'heures travaillées : elles passent d'environ 51 à 49 heures par mois.

Or si les mini-jobs restent plafonnés à 450 euros, «la hausse du salaire minimum va créer une réduction du temps de travail disponible», expliquait à la presse allemande le directeur de Minijob Zentrale, Erik Thomsen. «Ce qui peut avoir deux conséquences. Soit les mini-jobbers font le même travail en moins de temps. Soit les entreprises ont recours à encore plus de mini-jobs.» Libération 18 décembre 2018

ECONOMIE

Ukraine

- Le FMI approuve 3,9 milliards de dollars de crédits à l'Ukraine - Reuters 19 décembre 2018

Le Fonds monétaire international (FMI) a approuvé un nouvel accord de crédit stand-by à l'Ukraine de 3,9 milliards de dollars, avec une première tranche de 1,4 milliard qui sera débloquée d'ici Noël, ont annoncé mardi les autorités ukrainiennes.

L'assistance financière du FMI était gelée depuis avril 2017 du fait de l'incapacité de Kiev à mettre véritablement en oeuvre les réformes et le combat contre la corruption exigées par les bailleurs de fonds.

La Banque mondiale a parallèlement approuvé une garantie de crédit de 750 millions de dollars. "Les décisions de cette sorte prises par des institutions financières mondiales majeures garantissent la stabilité de nos progrès et renforcent la résilience de l'Ukraine face à de graves défis internes et externes", s'est félicité le président ukrainien Petro Porochenko dans un communiqué. Reuters 19 décembre 2018

Cambodge

- Ouverture du plus gros barrage hydroélectrique du Cambodge, avec l'aide de Pékin - AFP 17 décembre 2018

Ce barrage de 400 mégawatts, baptisé Lower Sesan 2, doit booster le réseau électrique cambodgien, à partir de cette énergie créée à partir d'un affluent du Mékong, dans la province de Stung Treng, dans le nord-est du pays.

Le Premier ministre cambodgien Hun Sen a inauguré lundi le plus grand barrage hydroélectrique jamais construit dans ce pays de la région du Mékong, avec le soutien financier de la Chine, malgré l'impact environnemental et le déplacement de milliers de villageois.

"La plupart des gens soutiennent ce projet, mais certains villageois créent des difficultés, y étant poussés par des étrangers", a déclaré celui qui dirige le Cambodge d'une main de fer depuis plus de trente ans, lors de cette inauguration diffusée sur la télévision nationale.

Ce méga projet de près de 700 millions d'euros est le fruit d'une alliance entre la compagnie cambodgienne Royal Group (qui détient 39%), la compagnie publique chinoise Hydrolancang International Energy (51%) et le groupe EVN International, basé au Vietnam (10%).

Au bout de 40 ans d'opération, le barrage appartiendra au Cambodge.

Outre les inquiétudes de l'ONU, l'ONG International Rivers dénonce "un impact écologique catastrophique" sur les stocks de poisson et l'environnement de cet affluent du Mékong. Des milliers de villageois ont dû quitter bon gré mal gré leurs villages, désormais submergés.

Avec plus de 4.800 kilomètres de long, le Mékong abrite la biodiversité aquatique la plus importante du monde après l'Amazonie, avec notamment 1.300 espèces de poissons. Et il est vital pour la survie des 60 millions de personnes vivant directement du fleuve en Asie du Sud-Est.

Pourtant, c'est plus au nord que tout se joue: les dirigeants chinois détiennent entre leurs mains l'avenir du fleuve. Pékin a déjà construit six barrages sur le cours supérieur du Mékong et investi dans plus de la moitié des 11 barrages prévus plus au sud, d'après l'ONG de défense de l'environnement International Rivers.

En contrôlant le débit en amont, la Chine possède un énorme moyen de pression. Ainsi en 2016, Pékin a permis au Vietnam d'atténuer les effets d'une grave sécheresse en ouvrant les vannes. (Ah ces ordures de Chinois, "en ouvrant les vannes" ils ont permis "atténuer les effets d'une grave sécheresse" qui aurait pu conduire une partie du peuple vietnamien à la famine ! - LVOG) AFP 17 décembre 2018

Qu'est-ce que l'ONG International Rivers ?

LVOG - Une ONG bien pourrie comme on les aime. Lisez.

(internationalrivers.org) - Board Members (Membre de sa direction)

Olivier Bercault - Consultant, Human Rights Watch

Gary Cook, Vice Chair - Senior Energy Analyst, Greenpeace International

Patrick McCully - Executive Director, Black Rock Solar; former Executive Director, International Rivers

Etc

LVOG : Les membres de la direction de cette ONG sont tous liés à des ONG pilotées et financées par l'oligarchie anglo-saxonne ou des multinationales. Et pas n'importe lesquels, lisez.

Qu'est-ce Black Rock Solar ?

Une filiale de Black Rock !

Wikipédia - BlackRock est une société multinationale de gestion d'actifs dont le siège est situé à New York. Fondée en 1988, elle est devenue le plus important gestionnaire d'actifs au monde, avec plus de 5 000 milliards d'euros fin 2016.

En 2012, elle a exercé ses droits de vote au sein de 14 872 assemblées générales d'actionnaires, dont 3 800 aux États-Unis. L'entreprise est le premier actionnaire d'une société américaine sur cinq.

En 2016, BlackRock était actionnaire au sein de 18 sociétés du CAC 40 (Atos, BNP Paribas, Vinci, Saint-Gobain, Société Générale, Sanofi, Michelin, Safran, Teleperformance, Total ...).

BlackRock dépense plus d'un million d'euros annuel en lobbying auprès des institutions de l'Union européenne et organise des dizaines de rendez-vous avec les responsables de la Commission. BlackRock entend en particulier influencer sur les questions de taxation et de régulation financière.

Pour la professeure de macroéconomie à l'Université de l'ouest de l'Angleterre (UWE) à Bristol, Daniela Gabor, « la Banque centrale européenne, qui sollicite BlackRock pour auditer les banques, n'a aucun pouvoir sur cette société. L'argument de BlackRock est simple : nous ne faisons pas de leverage, nous n'agissons pas comme les banques donc nous n'avons pas besoin d'être régulés comme une institution systémique. De fait, BlackRock passe sous tous les radars. »

Capitalisation en 2018 : 120 500 000 000 \$

Chiffre d'affaires en 2018 : 19 033 000 000 \$

Résultat net en 2018 : 5 780 000 000 \$ (Wikipédia.org)

Vous aurez compris que l'intérêt que porte cette ONG à l'"impact écologique catastrophique" de ce barrage au " stocks de poisson et l'environnement de cet affluent du Mékong" ou aux "milliers de villageois ont dû quitter bon gré mal gré leurs villages", n'était qu'un minable prétexte pour affaiblir politiquement le Vietnam et la Chine.

Sordide, monstrueux comme procédé, n'est-ce pas, rien ne les arrête, malheur à ceux qui ne l'ont pas en permanence à l'esprit, ils se feront manipuler, pire, ils manipuleront les autres militants ou travailleurs.

[Haut de page ↗](#)

Le 24 décembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

Je vous souhaite tout le meilleur en ce 24 décembre, surtout à vos enfants.

● [Au format pdf \(31 pages\)](#)

Pas touche aux fondements du régime !

- Gardez-vous bien des causes premières ! - LePoint.fr 23.12

On ne peut pas identifier une racine unique à un problème de société. Ceux qui le prétendent ont souvent une motivation politique à le faire. LePoint.fr 23.12

La "*racine unique*" de tous les maux de la société a été clairement identifiée depuis le milieu du XIXe siècle par Marx et Engels : les inégalités sociales entre les classes qui sont à la base, à l'origine, les fondements du régime capitaliste. Les supprimer, c'est supprimer du même coup toutes les conséquences désastreuses qui s'abattent sur tous les peuples.

Refuser de l'admettre, le nier, c'est se placer délibérément au côté des capitalistes qui mènent leur lutte de classe contre les exploités et les opprimés, c'est rejoindre le camp de la réaction.

PREMIERE PARTIE

[La fatalité, cela n'existe pas, la preuve !](#)

- Journée mondiale de l'orgasme: Pour jouir, «il faut déjà ne pas avoir peur de parler de sexe» - 20minutes.fr 21 décembre 2018

"Tout le monde n'y parvient pas, à l'orgasme. Stress, fatigue, complexes et autre charge mentale peuvent plomber la libido et l'ambiance... mais ce n'est heureusement pas une fatalité. Une quête que nous explique Emmanuelle Duchesne." 20minutes.fr 21 décembre 2018

Non mais quel délire ! Et dire qu'il y en a qui se font du fric là-dessus, quel monde de cinglés !

L'homo sapiens pense, en principe, ce n'est pas forcément ce qu'il sait le mieux faire non plus, la preuve. Et pour atteindre l'orgasme il ferait bien de l'oublier, sans déconner, cela le soulagerait et même qu'il y prendrait du plaisir l'animal!

Cette gourde s'étend sur un tas de trucs dans cet interview dont je vous fais grâce tellement c'est pitoyable. Car elle oublie que notre comportement dans ce domaine comme dans bien d'autres a pour origine des considérations d'ordre social, sur lesquels sont venus se greffer un tas de principes ou préjugés plus ou moins obscurantistes, archaïques, qui nous ont été inculqués lors de notre enfance ou au travers de l'éducation que l'on a reçue, qui sont conformes ou reproduisent les rapports sociaux qui existent dans la société et qui étaient présents tout au long de son développement, en ayant comme point commun des rapports de dominant à dominé, de telle sorte qu'aucun des deux partenaires n'est réellement libre, sauf à trouver la force d'en faire abstraction pour finalement renouer avec sa véritable nature ou la laisser s'épanouir pendant une court instant, sans d'ailleurs que cela s'accompagne de la moindre prise de conscience généralement, ce domaine ne faisant pas exception à la règle.

C'est ce rapport de dominant à dominé qui finalement fausse tous les rapports dans la mesure où on n'en a pas conscience et qui nous pourrit la vie. Car on en subit les conséquences sans savoir quelle en est l'origine, alors dès que des différents interviennent dans un couple, on s'accuse mutuellement d'en être responsable, on devient injuste, et il en restera une trace par la suite qui s'effacera rarement totalement. On entend souvent des gens accuser leur conjoint ou conjointe d'être possessif ou de se laisser aller, d'être autoritaire ou d'être soumis, d'être impulsif ou de manquer d'imagination, de tout décider ou de ne rien décider, traduisant ce rapport de dominant à dominé qu'ils ne sont pas parvenus à maîtriser. J'ai envie de dire, raison de plus pour

en finir avec le capitalisme ou le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Mais il ne suffit pas d'en avoir conscience sur le plan politique pour s'émanciper de ces rapports de dominant à dominé dans la vie quotidienne, encore faut-il s'employer à en minimiser les effets désastreux sur le couple.

J'ai commis l'erreur fatale autrefois de me contenter d'en avoir conscience sans m'attaquer à chacune de ses manifestations, et quand ma compagne que j'adorais et qui je crois m'avait aimé sincèrement me quitta, elle me reprocha d'avoir été possessif, ce que je ne compris pas puisque durant 10 ans quoiqu'on fasse ou chaque fois qu'on devait prendre une décision, je pris soin de lui demander son avis, de telle sorte que nous les partageâmes, mais sans en assumer la responsabilité de la même manière puisque presque chaque fois elle refusa de prendre une décision et ce fut à moi de les prendre. C'est seulement bien plus tard que j'ai réalisé que j'aurais dû refuser ce genre de rapports qui un jour où l'autre allait se retourner contre nous. Ce qui m'échappa, c'est qu'en endossant le rôle dominant, j'acceptais un rapport qu'elle m'imposait, donc en réalité c'était elle qui occupait la position dominante et non moi. En conclusion, il ne suffit pas de partager les décisions qu'on prend, il faut s'assurer que chacun en assume la responsabilité ou en a conscience. Et dire qu'on a passé des milliers d'heures à discuter pour en arriver là, lamentable ! Mais bon, c'était il y a 39 ans.

La dégénérescence annoncée de l'espèce humaine est déjà perceptible.

- Troubles gastriques: Un étude met en garde contre la prescription trop fréquente de médicaments anti-acidité - 20 Minutes 20.12

Utilisés sur le long terme, ils ne sont pas sans risque. Pourtant, les médicaments qui réduisent l'acidité gastrique sont prescrits de façon très fréquente en France, parfois hors des recommandations d'usage, a averti l'Agence du médicament (ANSM), dans une étude publiée ce jeudi.

Plus de 15,8 millions de patients se sont vus prescrire au moins une fois des inhibiteurs de la pompe à protons (IPP) en 2015, « soit environ un quart de la population française », souligne cette étude. « Cette utilisation massive est problématique en raison des risques potentiels d'effets indésirables associés, en particulier chez la personne âgée et dans le cas de traitements au long cours », conclut-elle. 20 Minutes 20.12

15,8 millions de personnes atteintes d'acidité gastrique excessive, mais que mangent-ils et boivent-ils donc ? Les saloperies que les trusts agro-alimentaires ont créées spécialement pour détruire leur santé. Ce sont ceux qui vont s'approvisionner dans les supermarchés et qui remplissent leurs caddies de surgelés et autres boîtes de conserve, plats préparés, boissons sucrées et pétillantes, sucreries, etc.

Dans le même registre. Ils ont enfanté un monstre.

- Les Américains plus gros et plus petits qu'en 1999 - BFMTV

Une nouvelle étude américaine révèle que le poids moyen des Américains a augmenté entre 2016 et 1999, et que ceux-ci sont plus petits qu'ils ne l'étaient à l'aube des années 2000. BFMTV

[Les médias et réseaux dits sociaux à nu.](#)

Facebook ou l'esclavage partagé. Comme si cela ne vous suffisait pas d'être réduit à une vulgaire marchandise.

- Facebook, très partageur sur les données - Liberation.fr 20 décembre 2018

Selon une enquête du New York Times, le réseau social a entretenu, au moins jusqu'en 2017, des accords avec 150 entreprises - dont Netflix, Microsoft, Amazon ou Spotify - offrant à ces dernières un accès particulièrement étendu aux données personnelles de ses utilisateurs. Liberation.fr 20 décembre 2018

Quand ils ne sont pas recrutés directement par la CIA du propre aveu d'un ex-journaliste du Spiegel.

- Le journaliste allemand Claas Relotius du «Spiegel» pris la main dans le «fake» - Libération 20 décembre 2018

C'était il y a trois semaines. Claas Relotius, journaliste vedette de la presse allemande, monte sur la vaste scène du Tipi, à Berlin, pour recevoir le prix allemand du reporter de l'année 2018 devant un parterre de 400 invités. Le quatrième de sa carrière, à seulement 33 ans. Son employeur, le magazine Der Spiegel, pouvait afficher sa fierté.

Depuis, le reporter si brillant a vidé son bureau, démissionné du Spiegel, fermé son compte Twitter. Il a reconnu cette semaine

avoir bidonné quatorze reportages. Sa rédaction craint qu'il n'y en ait beaucoup plus. Libération 20 décembre 2018

Un ou des Etats interfèreraient dans les scrutins de certains pays : C'était une fake news martelée quotidiennement par les médias.

- Selon un rapport de la commission du renseignement du Sénat américain, le volume de la participation des trolls russes au trafic sur les réseaux sociaux aux Etats-Unis était de 0,0004% du flux Facebook journalier. RT 21.12

En France, elle a servi notamment à cautionner les lois «fake news» ou la censure constitutionnelle.

- Lois «fake news» : le «oui, mais» du Conseil constitutionnel - Liberation.fr 20 décembre 2018

Ils précisent notamment que les «allégations ou imputations inexactes ou trompeuses» visées par les textes sont «celles dont il est possible de démontrer la fausseté de manière objective», à l'exclusion des «opinions», des «parodies», des «inexactitudes partielles» ou des «simples exagérations». Quant à la possibilité de faire bloquer la diffusion «artificielle ou automatisée, massive et délibérée» d'une fausse info de nature à parasiter une élection en saisissant un juge des référés, ils jugent qu'une telle mesure ne peut se justifier que si le caractère «inexact ou trompeur» du contenu est «manifeste», de même que le «risque d'altération de la sincérité du scrutin».

Les mêmes réserves s'appliquent aux nouveaux pouvoirs donnés au Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), qui peut désormais suspendre des chaînes de radio ou de télévision «contrôlée[s] par un Etat étranger» ou «sous l'influence de cet Etat» en cas, notamment, de diffusion de fausses informations. Liberation.fr 20 décembre 2018

Il est évident que l'application de cette loi sera appelée à porter sur d'autres sujets que les élections, disons en cas de nécessité. Elle fera en quelque sorte jurisprudence.

Si vous dites ou vous écrivez que la version officielle du 11-septembre est frauduleuse, s'agit-il d'une allégation ou d'une opinion ?

Une allégation n'a pas davantage valeur de vérité qu'une opinion, puisque l'une et l'autre peuvent constituer une interprétation qui reposera sur des faits qui auront été sélectionnés en fonction de l'usage auquel ils étaient destinés. Autrement dit, en fonction du but recherché par ceux qui en sont les auteurs, informer en ciblant de préférence certaines couches ou classes de la société, ou ceux qui sont appelés à statuer sur leur usage, licite ou illicite en l'occurrence ici, toutes les interprétations sont possibles y compris les plus abusives.

Une multitude d'évènements ayant déterminé le cours de l'histoire ont fait l'objet d'interprétations aussi diverses que contradictoires, selon que leurs auteurs avaient adopté l'idéologie de telle ou telle classe ou avaient été influencés par elle, de telle sorte qu'elles étaient incompatibles ou aboutissaient à des conclusions diamétralement opposées et aussi inconciliables que les intérêts des différentes classes en présence.

Il n'en demeure pas moins que la seule interprétation qui mérite d'être retenue, est celle qui correspond strictement aux faits et à leur enchaînement tels qu'ils se sont réellement déroulés sans qu'intervienne le facteur subjectif, or c'est pratiquement impossible, ce qui signifie que son auteur ne s'efface jamais totalement. Ses idées ou ses intérêts s'ils les expriment, doivent figurer en exergue de manière à ne pas être confondus avec les faits, de fait le plus souvent ils se trouvent entremêler et on doit faire la distinction entre la description des faits de leur interprétation qui a un caractère idéologique.

L'interprétation qu'un juge des référés ou le CSA retiendra aura forcément un caractère idéologique, et ils statueront non pas objectivement mais en fonction des circonstances ou des besoins du gouvernement, donc cette loi doit être condamnée.

Point de vue d'un internaute

- *"Wilhelm Reich fait le même constat mais sous une forme différente et plus savante. Il arrive à la conclusion que notre société est une fabrique de frustrés et que quelqu'un de frustré est incapable de penser de façon rationnelle. Il ajoute que la seule possibilité de soigner cela est par l'éducation, mais sans arriver à définir une méthode."*

Osons proposer l'éducation politique qui est absente de l'éducation des masses laborieuses, cruelle lacune qui s'explique par le fait que l'on cherche plutôt à les embrigader qu'à les aider à élever leur niveau de conscience ou à penser librement.

D'où la fabrique du consentement via les médias.

- Ils sont à la recherche de "solutions pour que les Français retrouvent la nécessaire confiance qu'ils doivent placer dans leurs hommes et femmes politiques." (LePoint.fr 21 décembre 2018)

Vous retiendrez la "*nécessaire confiance*", et après des charlatans nous expliquent qu'on se fourvoierait en menant également le combat contre la guerre idéologique et psychologique que mène la classe dominante contre les masses par la voix de leurs médias. C'est le discours des capitulards, des traîtres.

DEUXIEME PARTIE.

La lutte de classes est une lutte à mort, plus tôt on en prendre conscience et mieux cela vaut.

Quelle attitude devons-nous avoir envers la réaction au cours de la révolution et après avoir pris le pouvoir ? Une seule. La plus intransigeante ou violente qui soit quand la situation l'imposera uniquement ou quand l'issue de la révolution en prendra. Dans tous les autres cas, nous veillerons à ce que ses membres bénéficient du même traitement que n'importe quel citoyen, c'est-à-dire qu'ils soient dépouillés de tout privilège.

- Ils ont recouru à la violence, on recourra à la violence pour les neutraliser.
- Ils nous ont réprimé féroceement, on les réprimera encore plus féroceement histoire de leur faire passer définitivement le goût du pouvoir.
- Ils nous ont terrorisé, on les terrorisera jusqu'à leur anéantissement total.

Il est inutile de préciser "si nécessaire" puisque l'on sait d'avance que ce sera indispensable parce qu'ils ne céderont jamais le pouvoir autrement que contraints et forcés par la violence.

Nous n'aurons pas la faiblesse de les ménager ou de laisser leurs actes cruels impunis, de leur permettre de prendre la fuite ou de conserver leur capacité de nuisance, nous les pourchasserons, les harcelerons, nous les jugerons et nous les châtierons impitoyablement pour tous les crimes qu'ils ont commis ou auxquels ils ont été associés.

Toutefois, il nous faut bien admettre que nous n'en aurons pas toujours l'occasion ou que tactiquement nous devons parfois en épargner certains, il en fut ainsi lors de chaque révolution où des excès de violence et de mansuétude furent commis envers ses ennemis pour la bonne cause. C'était inévitable, rien n'est parfait dans ce bas monde, donc il n'y a rien à regretter, cependant on en tirera de précieux enseignements sur le plan stratégique qui serviront lors de notre révolution.

Sachant déjà tout cela, vous comprendrez pourquoi je n'ai pas fait preuve d'un enthousiasme débordant envers le mouvement du 17 novembre ou dit des "gilets jaunes", je me suis borné à en prendre la défense contre ceux qui l'avaient dénoncé ou avaient refusé de s'y rallier, et qui précisément se trouvaient être ceux qui auraient dû en assumer la direction, mais qui en furent incapables pour avoir failli à leur mandat ou l'avoir trahi depuis belle lurette. Ils ont tous joué la carte du pourrissement de la situation et de la désagrégation de ce mouvement.

Après l'étape de la mobilisation qui demeura ultra minoritaire et principalement rurale, contenue et tenue volontairement isolée du mouvement ouvrier, vint celle des provocations étatiques et policières, de la violence qui devait en être la réponse ou la conséquence, puis vint celle du dénigrement systématique par les médias, de la répression aveugle et violente, pour finalement se terminer par la débandade et la vengeance du régime contre ses meneurs ou organisateurs, et la boucle de l'insurrection avortée était bouclée, l'ordre établi a tenu bon, les oligarques, leurs représentants et leurs agents au sein du mouvement ouvrier peuvent s'en féliciter.

La révolte des gueux a été maîtrisée, mais les germes de l'insurrection demeurent et vont continuer de se développer, jusqu'où nul n'en sait rien à l'heure actuelle, on le saura dans un, deux ou trois ans, mais pas au-delà il n'y aurait plus grand chose à espérer, il en va ainsi dans la nature comme chez les hommes, malheur à ceux qui l'ignoreraient !

Comment je m'étais préparé (en titres).

Le 9 novembre 2018

Guerre à l'opportunisme.

- Quand la gauche et l'extrême gauche n'étaient déjà plus de gauche ou d'extrême gauche...
- Quand la gauche était compatible avec l'extrême droite néolibérale
- Quand la famille s'étend à l'extrême gauche.

- Quand la gauche néo stalinienne se démasque.
- Les masques tombent ou la nature réactionnaire de la franc-maçonnerie.
- En famille. Pourquoi à l'unisson avec la droite et l'extrême droite, la gauche et l'extrême gauche détestent-elles Orwell ?

Guerre à la réaction.

- Les oligarques sont "vichystes" par nature.
- La stratégie de la peur inculquée aux peuples est l'apanage des régimes totalitaires
- La fabrique du consentement passe par les sondages qu'ils fabriquent de toutes pièces.
- Quand le totalitarisme rime avec schizophrénie aggravée.
- Quand le totalitarisme doit vous servir de "boussole morale" et rime avec absence de liberté.
- Quand le totalitarisme rime avec le "renoncement à nos valeurs".
- Quand le totalitarisme rime avec la sélection naturelle des élites
- Quand le totalitarisme rime avec concentration des richesses et du pouvoir.
- Quand le totalitarisme rime le droit à la santé uniquement pour les nantis.
- Comment ils exploitent le réchauffement climatique à des fins totalitaires.
- Le totalitarisme, ses institutions et ses principaux acteurs.

Le 11 novembre 2018

- Défense du marxisme et du socialisme.
- Longue citation de Lénine, plus une réflexion politique...

Le 13 novembre 2018

- L'orientation politique que je vous propose.

A bas l'oligarchie, à bas Macron, chassons-les du pouvoir !

Extrait.

Minoritaires et illégitimes pour nous imposer leur politique antisociale, liberticide, impérialiste, réactionnaire sur toute la ligne, les travailleurs du secteur privé qui produisent les richesses et ceux qui assurent le fonctionnement des services publics sont en droit d'exiger que l'ensemble de leurs revendications sociales et politiques soient satisfaites sans délai.

L'oligarchie et Macron s'y opposant, quel que soit notre statut ou notre condition individuelle, nos convictions personnelles, les syndicats ou les partis ouvriers dans lesquels nous militons ou dont nous sommes sympathisants, que nous soyons des travailleurs manuels ou intellectuels des villes et des campagnes, membres des classes moyennes vouées à la déchéance ou à disparaître, nous devons nous unir et engager le combat pour les chasser du pouvoir et constituer notre propre gouvernement, créer nos propres institutions, adopter une nouvelle Constitution, construire notre propre Etat, une République sociale débarrassée du capitalisme (et de l'ensemble des institutions européennes et internationales à son service), puisque son existence est devenue incompatible avec le bien-être et l'exercice le plus élémentaire de la démocratie, démocratie qui a toujours été un leurre et reste à conquérir. (...)

Si nous ignorons qui sont nos réels ennemis, la véritable nature de leurs intentions, les origines économiques de leur orientation ou de leur stratégie politique, les multiples moyens dont ils disposent pour l'imposer, comment s'articulent l'ensemble de ces facteurs, on ne peut pas comprendre la situation et on ne peut pas les combattre efficacement. Il est donc indispensable que chacun en prenne conscience et le partage avec le plus grand nombre, pour qu'ensemble nous engagions le combat politique pour avancer sur la voie de notre émancipation, les vaincre.

Les éléments les plus conscients ou déterminés de la société quelle que soit la classe à laquelle ils appartiennent, doivent construire le parti politique qui incarne ce combat et ses objectifs, afin de montrer la voie aux masses, les guider jusqu'à l'éradication du capitalisme de la surface de notre planète. Sinon, face à un ennemi puissamment organisé, c'est nous qui serons vaincus pour longtemps et la civilisation humaine sera gravement menacée, puisque toute trace d'humanité aurait disparu de la société totalitaire que nos ennemis nous imposeraient.

Les oligarques ont imaginé toute sorte d'instruments financiers ou politiques, technologiques aussi, pour sauver leurs peaux, leur système économique, pour préserver leurs privilèges exorbitants, leur capacité de nuire à l'humanité toute entière... Nous, si nous disposons de la légitimité qu'incarne notre rejet des inégalités sociales et des injustices, si nous n'avons pas à justifier notre refus de toute forme d'exploitation et d'oppression à travers le monde, en dehors du droit politique qui nous est encore accordé de nous organiser pour les combattre, nous ne disposons d'aucun autre moyen pour leur résister et les vaincre, certainement pas

un bulletin de vote. Dès lors, il ne faut pas craindre de devoir les affronter, en acceptant d'en assumer toutes les conséquences qui seront mille fois moins pire que toutes celles que nous endurerions s'ils parvenaient à instaurer une gouvernance mondiale qui ne pourrait avoir qu'un contenu totalitaire, puisque ce sont de farouches ennemis de la démocratie.

Le 24 novembre 2018

- Cette causerie est consacrée à la journée d'action du 17 novembre et des jours suivants.

Ce n'est qu'une semaine après la première mobilisation nationale dite des "gilets jaunes" que j'ai réagi et proposé une première analyse.

Vous constaterez que je n'ai pas eu besoin de justifier mon attitude, mes positions, les causeries des semaines précédentes prouvent suffisamment que j'étais préparé à ces événements ou les titres de chaque article de presse ou chaque passage de mes causeries servaient à rappeler comment se disposaient les différents facteurs qui composaient la situation ou les rapports entre les classes, j'avais seulement négligé la situation du prolétariat rural livré à lui-même et dont les manifestations sont rares ou discrètes en dehors des élections, dont on a négligé certains aspects.

Mon orientation politique s'inscrivait parfaitement dans les événements qui allaient survenir à partir du 17 novembre, les masses mobilisées libérées du carcan étouffant du mouvement ouvrier corrompu que je n'ai eu de cesse de dénoncer et combattre, allaient se retourner contre Macron et l'oligarchie ainsi que les élites à leur service pour finalement poser la question du pouvoir politique, certes maladroitement ou à leur manière, en avançant le RIC et exiger le rétablissement de l'ISF. Et comment allait réagir le mouvement ouvrier ? En dénigrant ce mouvement, en tentant de le récupérer à des fins électorales, en volant au secours de Macron qui convoquera ses dirigeants, bref, ils resteront fidèles jusqu'au bout à eux-mêmes... et au régime.

Qui cela devrait étonner ? Chacun à jouer son rôle, l'ordre établi ne semble plus menacé, c'est l'essentiel pour eux. Ce mouvement ne sera pas parvenu à s'organiser, ses faiblesses lui auront été fatales comme je l'avais prévu, et tous les fossoyeurs de la cause ouvrière vont pouvoir s'en féliciter en chœur en répétant à qui veut bien encore les entendre, c'est-à-dire presque personne, on vous l'avait bien dit, car en plus ils sont fiers d'avoir accompli leur sale besogne au côté de la réaction, qu'ils ont camouflée plus ou moins maladroitement en falsifiant la réalité, ce qui ne surprend plus personne non plus.

Au sein de chaque mouvement révolutionnaire ou insurrectionnel ou même lors de simples mobilisations des masses, se côtoient des tendances contradictoires qui en fonction d'un certain nombre de facteurs, dont leur propre organisation, leur importance numérique, la qualité de leurs dirigeants, la nature ou le statut des manifestants, les circonstances ou le développement de la situation, etc. vont déterminer son orientation et l'évolution de celle-ci plutôt à gauche ou radicale ou plutôt à droite, petite bourgeoise ou corporatiste.

A chaque époque ou siècle, à chaque révolution vont correspondre des rapports entre les classes et des niveaux de développement économique différents, des représentations idéologiques différentes ou nouvelles (institutions, partis syndicaux, religions, etc.), des acteurs différents, un ensemble de facteurs qui vont évoluer dans une société (et un monde) ayant subi de profondes transformations au fil du temps dans un ensemble de domaines déterminant, communication, transport, information, énergie, mode de vie, conditions de travail, sciences et technologies, urbanisme, etc. de telle sorte qu'on ignore où, quand et comment se déclenchera la prochaine révolution, tout ce qu'on sait, c'est que des couches du prolétariat devront y être associées dès le départ pour former le gros de ses bataillons.

La suite dépendra d'un unique facteur, le plus déterminant avec la mobilisation des masses, l'existence ou non d'un parti ouvrier pour les guider, et sans lequel la révolution ne pourra jamais être menée jusqu'au bout et sera infailliblement défaite, car en la matière il n'existe pas de demi-mesure, de voie moyenne, de troisième voie, une seule classe peut détenir le pouvoir politique et économique, la classe des exploités et des oppresseurs ou celle des exploités et des opprimés.

[Robespierre fut à la révolution démocratique bourgeoise, ce que fut Lénine à la révolution prolétarienne et socialiste.](#)

J'ai repris l'article qui figurait dans Wikipédia que j'ai amputé des passages qui ne nous intéressaient pas ou qui relayaient la propagande de la réaction monarchique, y compris de nos jours, ce qui n'étonnera plus personne depuis que Jupiter s'est emparé du trône de France.

Robespierre fut qualifié comme Lénine de dictateur, de tyran, alors qu'il n'en fut rien comme on va le voir plus loin. Quand Mélenchon est accusé de vouloir répandre la terreur, il sait que ses détracteurs font référence à Robespierre, mais il ne défendra pas sa mémoire, par crainte d'attiser leur courroux et d'en payer le prix plus tard, il préfère ainsi préserver sa petite personne quitte à perdre toute dignité, ce type est minable et nous dégoûte.

Ce qui nous intéresse ici, c'est le fin stratège politique que fut Robespierre et le déroulement de cette révolution, et contrairement

au pleutre Mélenchon, il demeurera fidèle à la cause qu'il avait adoptée et il y laissera sa tête. Ce n'est donc pas à la révolution démocratique bourgeoise que nous rendons hommage ici, mais au peuple travailleur et à l'un de ses dirigeants les plus éclairés dit aussi "*l'incorruptible défenseur du peuple*".

Robespierre dut affronter les "indulgents" (Danton) et les "enragés" (Hébert), Lénine dut affronter les conciliateurs (mencheviks) et les extrémistes (anarchistes). Pour cette raison ils se mirent à dos les courants droitiers et gauchistes de la révolution qui les traitèrent à l'unisson de la réaction de dictateur ou tyran. En réalité ils ne firent que défendre la révolution contre la réaction. Ils préconisèrent ou adoptèrent des mesures adaptées aux besoins et au développement de la révolution, en tenant compte de l'évolution des rapports entre les classes, mesures ou positions qui évidemment dans certains cas pouvaient s'avérer contradictoires puisque la marche en avant des événements n'était pas linéaire ou écrite d'avance, mais était faite de flux et de reflux jusqu'à la victoire finale d'un des deux camps engagés dans une lutte à mort pour le pouvoir. Robespierre et Lénine firent preuve d'une détermination totale, incorruptible pour mener à bien la révolution ou atteindre les objectifs politiques qu'elle devait réaliser, c'est ce qui leur vaudra par la suite et jusqu'à nos jours la haine féroce de tous ceux qui étaient attachés à l'Ancien Régime, y compris dans les rangs des partisans de la révolution qui n'avaient pas saisi la dialectique de toute révolution.

Chaque révolution se déroulant dans des conditions particulières, si on peut en tirer des enseignements et s'en inspirer, il serait insensé de vouloir les reproduire à la lettre.

Les révolutions qui ont pour objectif un changement de régime, donc parvenir à inverser les rapports existant entre les classes pour imposer un nouveau mode de production et de répartition des richesses, ne peuvent l'atteindre sans s'emparer au préalable du pouvoir politique, réaliser une révolution politique ou démocratique qui précèdera une révolution sociale ou socialiste qui abolira les anciens rapports sociaux de production qui étaient à l'origine du pouvoir politique acquis par la classe dominante, son pouvoir politique servant juridiquement à légitimer et pérenniser son hégémonie de classe sur les classes exploitées.

Ce qu'on vient de décrire basé uniquement sur les faits et leurs enchaînement, est une règle absolue depuis que les classes et l'Etat existent. C'est rien d'autre que la description du processus dialectique qui a parcouru chaque révolution ou qui s'est déroulé lors du passage d'un mode de production inférieur à un autre plus élevé au cours du développement des forces productives et de la lutte des classes.

Différents courants politiques ou fractions vont se former au sein du mouvement engagé dans une révolution au cours de son développement, de la même manière que dans tout parti politique ou syndicat. Les uns et les autres adopteront des positions qui tendront à le tirer en arrière ou en avant, à le paralyser ou à le faire avancer, à le mettre en péril ou à le sauver, pour compliquer encore les choses, en fonction des positions qu'ils soutiendront ces rapports pourront s'inverser parce finalement ni les uns ni les autres n'auront pas une vision suffisamment claire de l'évolution de la situation, ce qui donnera lieu à toute sorte d'interprétations qui se traduiront par des affrontements entre ces différents courants qui s'accuseront mutuellement de trahison pour peu que la situation politique se dégrade ou que la révolution marque le pas ou subisse de graves revers.

C'est pour cette raison que doit émerger de la révolution un ou des dirigeants qui incarnent le processus dialectique inconscient, de manière à pouvoir assurer la cohésion ou l'unité de l'ensemble des forces révolutionnaires, afin qu'elles combattent dans la même direction pour que la révolution continue d'avancer vers son objectif politique, au lieu d'être entraînée dans des polémiques sans fin qui la paralyseraient et signeraient à terme son arrêt de mort.

On a pu observer que bien que ces dirigeants avaient développé des facultés nettement supérieures aux autres dirigeants et possédaient leur propre courant politique, il arrivait que leurs propositions soient adoptées par la majorité ou reprises par elle, mais très souvent ils étaient mis en minorité, sans pour autant être isolés, car sur le terrain les cadres ou militants de base ainsi que les travailleurs s'en saisissaient ou les appliquaient contre la volonté de la majorité des dirigeants qui s'y étaient opposés, de sorte qu'ils en tiraient une légitimité qui les protégeait de la velléité des autres courants de les écarter de la direction de la révolution, cas de figure qui ne pourrait se réaliser qu'à l'issue d'une sourde conspiration fomentée par ces courants en profitant de circonstances favorables, ce qui arriva à Robespierre, guillotiné, et à Trotsky, assassiné, Lénine étant décédé trop tôt pour connaître cet injuste et cruel destin.

- "*Lorsque le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs.*"

Discours prononcé par Maximilien de Robespierre le 24 avril 1793, l'« *incorruptible défenseur du peuple* ».

Extraits de la page de Wikipédia consacré à Robespierre.

Dans un célèbre discours du 5 février 1794, il en appelle à la terreur pour sauver la Révolution menacée de l'intérieur comme de l'extérieur : « La terreur n'est autre chose que la justice prompte, sévère, inflexible ; elle est donc une émanation de la vertu ; elle est moins un principe particulier qu'une conséquence du principe général de la démocratie, appliqué aux plus pressants besoins de la patrie ».

Pour faire face aux menaces (dans un contexte de guerre extérieure contre les monarchies coalisées et de guerre civile, insurrections fédéralistes, guerre de Vendée) et conserver les acquis de la Révolution, le Comité de salut public (le gouvernement révolutionnaire) cherche d'abord à éliminer les factions, notamment les radicaux d'Hébert, les modérés de Danton et les "Indulgents" de Camille Desmoulins et installe le régime de "La Terreur". Robespierre atteint le sommet de sa puissance en juin 1794, en étant élu président de la Convention nationale grâce au soutien de la Commune de Paris.

Dépeint par les historographes thermidoriens comme un dictateur, la réalité fut tout autre.

Robespierre tenta de limiter les excès de la Terreur, et fut avant tout un défenseur de la paix, un champion de la démocratie directe et de la justice sociale, un porte-parole des pauvres, et l'un des acteurs de la première abolition de l'esclavage en France. Ces historiens font remarquer que la chute de Robespierre, le 9 Thermidor, coïncide avec l'arrêt des mesures sociales qu'il avait prises en faveur des pauvres (la loi du maximum général par exemple, qui contrôlait le prix du pain et du grain), et le triomphe du libéralisme économique.

Extraits des positions ou mesures qu'il adopta ou défendit.

- La corporation des savetiers mineurs, la plus pauvre mais la plus nombreuse, lui confia la rédaction de leur cahier de doléances le 25 mars 1789
- Discours contre la loi martiale du 21 octobre 1789
- Un des rares défenseurs du suffrage universel et de l'égalité des droits
- Opposant au décret dit du « marc d'argent » qui instaurait le suffrage censitaire, le 25 janvier 1790
- Défenseur du droit de vote des comédiens et des juifs.
- Le 16 mai 1791, il fit voter le principe de la non-rééligibilité des députés de l'Assemblée constituante dans l'Assemblée suivante.
- Il défendit avec acharnement l'abolition de l'esclavage et le droit de vote des gens de couleur
- Il défendit aussi les Sociétés populaires
- Le 9 mai 1791 il prononce au club des Jacobins un long discours en faveur de la liberté de la presse
- Il dénonça la menace d'une dictature militaire, représentée par Gilbert du Motier de La Fayette, responsable de la répression des suisses de Châteaueuvieux par François Claude de Bouillé en 1790 et de la fusillade du Champ-de-Mars du 17 juillet 1791.
- Il prononça un ultime discours anti-bellliciste avant la déclaration de guerre, le 26 mars 1792.
- Fin mai et courant juin 1792, la question du régime à instaurer commençait à se poser. Le choix entre une république ou une monarchie...

Les émeutes du 20 juin 1792 qui se terminèrent par l'invasion des Tuileries constituèrent une nouvelle étape décisive de la révolution. Son dénouement allait être salutaire et tragique, Louis XVI et Robespierre allaient être guillotins à deux ans d'intervalle. Dès lors ses ennemis Girondins, La Fayette et les courants jacobins fidèles à la bourgeoisie aristocratiques et cléricales allaient pavés la voie qui allait le mener à la guillotine.

Devant la menace que faisait peser La Fayette et l'incapacité de l'Assemblée à y faire face, Robespierre proposa aux Jacobins, le 11 juillet 1792, un projet d'Adresse aux Fédérés des 83 départements saluant fraternellement les fédérés et incitant les Parisiens à les accueillir avec amitié.

Il rédigea une pétition le 17 juillet, qui demandait principalement la mise en accusation de La Fayette et de ses complices, le licenciement de l'état-major de l'armée, la destitution et la punition des directoires de départements contre-révolutionnaires coalisés avec la cour contre la liberté.

Quant à la déchéance du roi, il manifesta le souci de trouver une solution légale à la crise constitutionnelle, en laissant aux députés le soin de se prononcer, conformément à la constitution.

- À la suite de son adresse aux fédérés du 11 juillet, le ministre de la justice avait dénoncé Robespierre à l'accusateur public, mesure révélée aux Jacobins lors de la séance du 16 juillet mais demeurée sans effet. À travers ces discours, à leur tour, les Girondins menaçaient ouvertement Robespierre.

Il répliqua, dans un discours aux Jacobins, le 29 juillet, en demandant, non seulement la suspension, mais la déchéance, et, au-delà, l'élection d'une convention nationale, ainsi que le renouvellement des directoires de département, des tribunaux et des fonctionnaires publics, l'épuration des états-majors et la constitution d'un nouveau gouvernement.

Lors de la séance du 30 juillet, après avoir pris connaissance de son discours, Isnard et Brissot s'engagèrent l'un et l'autre à demander à l'Assemblée un décret d'accusation à l'encontre de Robespierre.

Méprisant ces tentatives, Robespierre revint sur son intervention du 29 juillet pour demander, cette fois, la convocation d'« une convention nationale, dont les membres seront élus directement par les assemblées primaires, et ne pourront être choisis parmi ceux de l'assemblée constituante ni de la première législature », ce qui l'excluait des personnes éligibles.

Le 7 août, Jérôme Pétion de Villeneuve vint visiter Robespierre pour lui demander d'user de son influence auprès du directoire insurrectionnel pour différer l'insurrection, afin de laisser le loisir à l'Assemblée d'étudier la question de la déchéance du roi, ce que Robespierre aurait d'abord agréé. Toutefois, lorsqu'il apprit, le lendemain, l'absolution de La Fayette, jugeant que cette décision correspondait à un défi, il y renonça. Le 9 août, dans une lettre à Georges Couthon, alors en cure, il écrivit : « La fermentation est au comble, et tout semble présager la plus grande commotion à Paris. Nous sommes arrivés au dénouement du drame constitutionnel. La Révolution va reprendre un cours plus rapide, si elle ne s'abîme dans le despotisme militaire et dictatorial ».

Son rôle lors de l'insurrection du 10 août est indiscutable pour avoir été un fin stratège politique comme il en existe peu en un siècle, c'est moi qui le précise.

Dans un texte adressé à Pétion, il affirma lui-même avoir « été presque aussi étranger que [lui] aux glorieux événements » de cette journée. Il ne voulut pas s'attribuer cette gloire qui revenait aux peuples en armes, ce que des esprits étroits et mesquins peuvent difficilement concevoir, cette précision est également de moi. Outre les discours prononcés avant l'insurrection et les pétitions de sa main, qui réclamaient la déchéance du roi et l'élection d'une Convention nationale, il en veut pour preuve que, « sous son impulsion, les Fédérés » avaient nommé « un directoire secret où figurait son ami François Anthoine » et que « ce directoire se réunit parfois dans la maison du menuisier Duplay où il logeait, comme Anthoine. » De même, pour le biographe Ernest Hamel, le rôle de Robespierre dans cette journée était indéniable, non seulement dans la préparation des esprits, mais également, supposait-il, durant la nuit qui précéda l'insurrection. Si « Robespierre ne figura pas au cabaret du Soleil-d'Or avec les principaux moteurs d'insurrection qui bientôt allaient entraîner les masses populaires à l'assaut des Tuileries », avec son discours du 29 juillet, « il fit mieux, il mena les idées au combat, et, gardien jaloux des principes décrétés en 1789, il chercha, avant tout, à empêcher la Révolution d'aboutir à la dictature ou à l'anarchie ». Partisan d'un changement constitutionnel, il fut également, dès son discours du 29 juillet, selon lui, un partisan déclaré de l'insurrection puisque, dans son souci de sauver l'État coûte que coûte, il affirmait : « Il n'y a d'inconstitutionnel que ce qui tend à sa ruine ».

Aux yeux de Jean Massin, de même, si Robespierre n'avait pas participé à l'insurrection, pas plus que Marat ou Danton, c'est qu'il n'avait « aucun des dons requis pour diriger sur place une manifestation populaire, moins encore une insurrection » et qu'il en était conscient. Mais « c'est lui qui avait vu le mieux et le plus tôt la nécessité de donner la parole au peuple. C'est lui qui avait vu le plus fortement la nécessité d'unir, dans un même mouvement, fédérés et sectionnaires pour transformer une émeute parisienne en une révolution nationale. C'est lui surtout qui avait clairement défini les buts que devait s'assigner le mouvement pour ne pas être inutile. En tous ces sens, la victoire populaire du Dix-Août était sa victoire : si sa main ne l'avait pas dirigée, son cerveau l'avait rendue possible ».

Le 10 août, dans l'après-midi, il se rendit à l'assemblée de sa section, la section de la place Vendôme, qui le nomma, le lendemain, son représentant à la Commune insurrectionnelle, puis aux Jacobins, où il esquissa, dans un discours, les mesures urgentes à prendre : le peuple ne devait pas se démobiliser, mais exiger la convocation d'une Convention nationale, La Fayette devait être déclaré traître à la patrie, la Commune devait envoyer des commissaires dans tous les départements pour leur expliquer la situation, les sections devaient abolir la distinction entre « citoyens actifs » et « citoyens passifs » et créer des sociétés populaires, afin de faire connaître la volonté du peuple à ses représentants. Pour Gérard Walter, « son souci primordial a été de discipliner le mouvement déclenché, de lui enlever son caractère chaotique et, au moyen d'une tactique ferme et intelligente, d'obtenir que le sacrifice fourni porte des fruits. » Par ailleurs, il note qu'aucune de ses recommandations ne fut négligée par la Commune

L'Assemblée décréta la création d'un tribunal criminel extraordinaire, plus connu sous le nom de « tribunal du 17 août », dont on nomma les juges dans la nuit. Le nom de Robespierre venant en tête de la liste, Robespierre aurait dû en prendre la présidence, mais il la refusa. « Je ne pouvais être le juge de ceux dont j'ai été l'adversaire » devait-il expliquer par la suite.

D'emblée, les Girondins attaquèrent les députés de Paris, et en premier lieu Robespierre, accusés d'aspirer à la dictature, en s'appuyant sur les écrits de Marat.

...les amis de Robespierre leur auraient demandé (au bataillon des Marseillais arrivés à Paris), après l'accomplissement de l'insurrection, d'investir Robespierre d'un pouvoir dictatorial, ce qui semblait s'accorder avec les appels de Marat à l'installation d'un dictateur. Toutefois, s'il revendiqua sa proposition, Marat affirma que Danton et Robespierre l'avaient l'un et l'autre rejetée.

Répondant aux accusations de vouloir « par tous les moyens d'intrigue et d'effroi », enfin, de vouloir « évidemment marché au suprême pouvoir », Robespierre répliqua, le 5 novembre, par un discours qui réduisit au silence ses adversaires en démontrant l'inconsistance des accusations de Louvet et en justifiant les mesures du conseil général de la Commune à partir du 10 août. À travers ce discours, dans lequel Robespierre répondit à Louvet : « Citoyens, vouliez-vous une révolution sans révolution ? ».

Durant le mois de novembre, tandis que les débats sur le procès diminuaient, le peuple était confronté à une pénurie des subsistances, et des troubles éclatèrent dans de nombreux départements. Considérant que les Girondins cherchaient à sauver Louis XVI pour le rétablir sur le trône, il intervint lors de la séance du 30 novembre, afin de remettre en avant la question

du procès. Puis, comme l'Assemblée menaçait de traîner en longueur sur des questions légales, il prononça un nouveau discours, le 3 décembre, dans lequel il expliqua qu'il n'y avait « pas de procès à faire », que la journée du 10 août avait déjà réglé la question et que Louis XVI devait être immédiatement déclaré traître à la nation française, affirmant : « Louis doit mourir, parce qu'il faut que la patrie vive. » La Convention rejeta cet avis, de même que celui de Saint-Just, qui demandait la mise hors-la loi du roi, mais l'acquittement devenait invraisemblable.

L'année 1793 fut consacrée à combattre une conspiration ourdie par le général Dumouriez et les Girondins. Robespierre malade et diminué ne sera plus en mesure d'affronter ses ennemis pendant plusieurs mois.

Le 11 avril, Vergniaud profitant de l'absence de nombreux Montagnards, envoyés en mission en province, retourna l'accusation de conspiration en faveur d'Orléans contre Robespierre, Danton et la Montagne et demanda la mise en accusation de Jean-Paul Marat, pour avoir initié et signé une adresse des Jacobins aux départements accusant la Convention de renfermer la contre-révolution dans son sein – le décret d'accusation fut voté le lendemain sur un rapport du comité de législation.

Après avoir tenté en vain d'obtenir la parole devant la Convention le lendemain, Robespierre prononça un discours, le 28 avril, pour dénoncer les Girondins, mais, interrompu par Charles Barbaroux et trop faible pour faire face, il quitta la tribune en invitant « les républicains » à replonger les brissotins « dans l'abîme de la honte ». Épuisé par ses efforts, il intervint une dernière fois aux Jacobins le 29 pour exhorter la Commune à prendre la direction du mouvement insurrectionnel, se déclarant lui-même incapable, « consumé par une fièvre lente », de « prescrire au peuple les moyens de se sauver ».

Le 14 août, Robespierre déclara aux Jacobins : « Appelé contre mon inclination au Comité de Salut public, j'y ai vu des choses que je n'aurais osé soupçonner. J'y ai vu d'un côté des membres patriotes qui cherchaient en vain le bien de leur pays, et de l'autre, des traîtres qui tramaient au sein même du Comité contre les intérêts du peuple.

Si les mesures d'exception étaient jugées indispensables pour sauver la République gravement menacée à l'intérieur par plusieurs soulèvements (insurrection en Vendée, insurrections fédéralistes, notamment soulèvement de Lyon) et à l'extérieur par la menace militaire (guerre contre les monarchies européennes coalisées), on n'a jamais prouvé la responsabilité de Robespierre dans les dérives et les atrocités de la répression en Vendée, à Lyon, dans le Midi, dans le Nord et à Paris, certains historiens, comme Albert Mathiez ou Jean-Clément Martin jugeant même qu'à ses yeux, la répression ne devait frapper que les vrais coupables, et non les comparses, et se réduire au strict nécessaire. Jean Massin rappelle que le 28 juillet 1790 à l'assemblée constituante il s'était opposé à Mirabeau quand celui-ci réclamait la proscription du duc de Condé. Il ne jugeait pas indispensable de frapper un émigré par définition hostile aux principes.

Selon Mathiez, quand Marc-Antoine Jullien de Paris, envoyé en mission par le comité de salut public dans les départements maritimes, l'alerta sur le comportement de Jean-Baptiste Carrier à Nantes et de Jean-Lambert Tallien à Bordeaux, il demanda leur rappel, de même qu'il réclama celui de Paul Barras et de Louis Fréron, en mission dans le Midi, de Stanislas Rovère et François-Martin Poulitier, qui organisaient dans la Vaucluse les bandes noires pour s'emparer des biens nationaux, de Joseph Le Bon, dénoncé pour ses exactions en Artois, et de Joseph Fouché, responsable des mitraillades à Lyon. Selon le témoignage de sa sœur Charlotte, lorsque ce dernier vint le voir à son retour de Lyon, Robespierre lui « demanda compte du sang qu'il avait fait couler et lui reprocha sa conduite avec une telle énergie d'expression que Fouché était pâle et tremblant. Il balbutia quelques excuses et rejeta les mesures prises sur la gravité des circonstances. Robespierre lui répondit que rien ne pouvait justifier les cruautés dont il s'était rendu coupable, que Lyon, il est vrai, avait été en insurrection contre la Convention nationale, mais que ce n'était pas une raison pour faire mitrailler en masse des ennemis désarmés ». Toutefois, les mémoires de Charlotte, publiés par le militant républicain Albert Laponneraye quarante ans après la mort de l'Incorruptible, visent à réhabiliter celui-ci en le campant comme « doux, compatissant et martyr. » On remarque enfin que dans une de ses dernières interventions, le 26 messidor an II-14 juillet 1794, au club des Jacobins, l'Incorruptible attaque Fouché, le fait exclure, en le classant parmi « les hommes dont les mains sont pleines de rapine et de sang »

De nombreux historiens ont cependant fait de Robespierre le principal théoricien de la Terreur. Cette idée reçue repose en partie sur l'idée selon laquelle il serait resté pendant toute une année, président de la Convention, lui qui ne le fut qu'un mois au total : 21 août-5 septembre 1793 et 4-19 juin 1794. Ces dernières années, les nombreuses études consacrées à la Terreur, tant par les historiens anglophones (Tackett) que francophones (Biard[Qui ?], Hervé Leuwers), obligent à revenir sur cette interprétation, la Terreur n'ayant pas été institutionnalisée, mais étant plutôt un ensemble de pratiques à la fois provoquées par des mesures venues d'en haut et des initiatives locales. Dans sa biographie de Robespierre, Hervé Leuwers a ainsi montré qu'en parlant de vertu et de terreur, dans son discours célèbre du 5 février 1794 (17 pluviôse an II), Robespierre tentait de théoriser le gouvernement révolutionnaire (et non la Terreur) en s'appuyant sur la théorie politique de Montesquieu qui distinguait les gouvernements républicains (avec pour principe, la vertu), monarchiques (avec l'honneur) et despotiques (avec la crainte ou la terreur) ; Robespierre n'y parlait donc pas de la « Terreur » des historiens. Dans ce texte, explique Hervé Leuwers, Robespierre veut démontrer que « le gouvernement révolutionnaire repose à la fois sur la vertu, parce qu'il est républicain par essence, et sur la terreur, parce qu'il est despotique par nécessité. C'est un « despotisme de la liberté », totalement distinct du despotisme défini par Montesquieu, car la force est ici utilisée contre les ennemis de la république »

Certains députés comme Laurent Lecointre ont relativisé dès l'an III la responsabilité de Maximilien Robespierre dans la Terreur. De même, sous le Directoire, Reubell a confié à Carnot : « Je n'ai jamais eu qu'un reproche à faire à Robespierre, c'est d'avoir été

trop doux[197]. »

Par la suite, d'autres acteurs ou témoins, comme Napoléon Bonaparte, ont critiqué la thèse thermidorienne selon laquelle Robespierre était l'inspirateur de la Terreur puisque le phénomène avait cessé avec sa mort : « Robespierre, disait Napoléon en présence du général Gaspard Gourgaud et de Mme de Montholon, a été culbuté parce qu'il voulait devenir modérateur et arrêter la Révolution. Jean-Jacques de Cambacérès m'a raconté que, la veille de sa mort, il avait prononcé un magnifique discours qui n'avait jamais été imprimé. Billaud et d'autres terroristes, voyant qu'il faiblissait et qu'il ferait infailliblement tomber leurs têtes, se ligüèrent contre lui et excitèrent les honnêtes gens soi-disant, à renverser le « tyran », mais en réalité pour prendre sa place et faire régner la terreur de plus belle[198] ». De même, selon Emmanuel de Las Cases, il le pensait « le vrai bouc émissaire de la révolution, immolé dès qu'il avait voulu entreprendre de l'arrêter dans sa course [...]. Ils (les terroristes) ont tout jeté sur Robespierre ; mais celui-ci leur répondait, avant de périr, qu'il était étranger aux dernières exécutions ; que, depuis six semaines, il n'avait pas paru aux comités. Napoléon confessait qu'à l'armée de Nice, il avait vu de longues lettres de lui à son frère, blâmant les horreurs des commissaires conventionnels qui perdaient, disait-il, la révolution par leur tyrannie et leurs atrocités, etc., Cambacérès, qui doit être une autorité sur cette époque, observait l'Empereur, avait répondu à l'interpellation qu'il lui adressait un jour sur la condamnation de Robespierre, par ces paroles remarquables : « Sire, cela a été un procès jugé, mais non plaidé. » Ajoutant que Robespierre avait plus de suite et de conception qu'on ne pensait ; qu'après avoir renversé les factions effrénées qu'il avait eu à combattre, son intention avait été le retour à l'ordre et à la modération ».

Robespierre est entré dans la légende noire car cette thèse a trouvé une utilité auprès de quelques grands dictateurs des temps modernes qui se sont réclamés, et de Robespierre et de la Terreur comme une nécessité (les « sévérités nécessaires » pour assurer le « salut public »).

Le conventionnel Jacques-Marie Rouzet, englobé dans la proscription des députés emprisonnés comme complices des Girondins, expliqua comment il survécut grâce à Robespierre : « Ce fut lui, écrit-il, qui le 3 octobre 1793, empêcha que les soixante-treize (députés girondins) mis en arrestation fussent aussi accusés, malgré la demande, entre autres par Nicolas Osselin (...) Ce fut Robespierre qui repoussa les sanguinaires aboiements de Jacques-René Hébert dans sa feuille du père Duchêne, et les hurlements, entre autres, de Dufourny à la tribune des Jacobins, tous également impatients de faire de ces (73) prévenus une hécatombe ». Le même député rappela aussi que « Robespierre condamna l'absurde brutalité que déployait Hébert dans la procédure contre Marie-Antoinette. Il s'exaspéra tellement à ce sujet que, dans la violence de ses gestes, il brisa son assiette ».

Parmi les « soixante-treize », d'ailleurs, plusieurs ont écrit à Robespierre pour le remercier de les avoir sauvés, comme les députés Charles-robert Hecquet, Jacques Queinnec, Alexandre-Jean Ruault, Hector de Soubeyran de Saint-Prix, Antoine Delamarre, Claude Blad et Pierre-Charles Vincent le 29 nivôse (18 janvier 1794), ou pour lui demander de proposer une amnistie générale, comme Pierre-Joseph Faure, député de Seine-Inférieure, le 19 prairial (7 juin 1794), veille de la fête de l'Être suprême et Claude-Joseph Girault, député des Côtes-du-Nord, enfermé à la prison de La Force, le 26 prairial 1794.

De la même façon, le 20 messidor (8 juillet 1794), un ancien constituant qui a assisté aux mitraillades de Lyon et a été victime de la répression, écrivit à Robespierre, pour lui exprimer la joie qu'il éprouva en apprenant, par un ami sûr de retour de Paris, qu'il avait blâmé la conduite de Jean-Marie Collot d'Herbois dans cette ville.

Le 30 frimaire an II (3 décembre 1793), Robespierre proposa devant la Convention l'institution d'un comité de justice, qui allait dans le sens du « comité de clémence » réclamé par Camille Desmoulins dans le quatrième numéro du Vieux Cordelier (20 décembre), pour rechercher et élargir les patriotes injustement détenus. Toutefois, cette proposition fut rejetée le 6 nivôse (26 décembre), après un débat confus, devant l'opposition du Comité de sûreté générale, jaloux de ses prérogatives, et de Jacques-Nicolas Billaud-Varenne. Aux Jacobins, lors de la séance du 29 ventôse (19 mars 1794), il s'opposa à la discussion sur les signataires des pétitions royalistes dites des 8 000 et des 20 000. De même, il tenta en vain de sauver Madame Élisabeth de France, s'opposant ainsi à Jacques-René Hébert le 1er frimaire (21 novembre 1793) qui demandait notamment aux Jacobins « qu'on poursuive l'extinction de la race de Capet », et, d'après le témoignage du libraire Maret, rapporté par le royaliste Claude Beaulieu, affirma, après son exécution en mai 1794 : « Je vous garantis, mon cher Maret, que, loin d'être l'auteur de la mort de Madame Élisabeth, j'ai voulu la sauver. C'est ce scélérat de Jean-Marie Collot d'Herbois qui me l'a arrachée. » Il tenta de la même façon de sauver l'ancien constituant Jacques-Guillaume Thouret, que l'on avait compromis dans la soi-disant conspiration des prisons, et, seul, refusa de signer le mandat d'arrestation.

Dans une brochure publiée au début de la Restauration, Ève Demaillot[n 2], un agent du Comité de salut public, nommé en mai 1794 commissaire dans le Loiret, affirma y avoir été envoyé par Robespierre afin d'élargir les suspects arrêtés sur l'ordre de Léonard Bourdon, qui furent presque tous délivrés, et parmi eux « l'abbé Le Duc, fils naturel de Louis XV, prêt à aller à l'échafaud, [qui] dut la vie à Robespierre ».

Enfin, le 9 Thermidor, Jacques-Nicolas Billaud-Varenne reprocha à Robespierre son indulgence, expliquant : « La première fois que je dénonçai Georges Danton au Comité, Robespierre se leva comme un furieux, en disant qu'il voyait mes intentions, que je voulais perdre les meilleurs patriotes ».

Or, pour le publiciste royaliste Claude Beaulieu, « il reste pour constant que les plus grandes violences depuis le commencement de l'année 1794, ont été provoquées par ceux-là mêmes qui ont écrasé Robespierre. Uniquement occupés, dans nos prisons,

à rechercher dans les discours qu'on prononçait, soit aux Jacobins soit à la Convention, quels étaient les hommes qui nous laissaient quelque espoir, nous y voyions que tout ce qu'on disait était désolant, mais que Robespierre paraissait encore le moins outré ».

Fin 1793, la majorité des Conventionnels continua à soutenir le Comité de salut public qui obtint ses premières victoires militaires, mais les luttes pour le pouvoir entre révolutionnaires s'exacerbèrent, dans un contexte de crise économique aggravée par la loi sur le maximum général. Ceux qui voulurent arrêter la Terreur, jugée inutile et dangereuse, autour de Danton et de Desmoulins, reçurent le surnom d'Indulgents. Ceux qui entendirent la radicaliser et l'étendre aux pays voisins, autour des dirigeants du club des Cordeliers, Hébert, rédacteur du Père Duchesne, le journal des sans-culottes, reçurent a posteriori celui d'Hébertistes.

De la fin de novembre 1793 au milieu de janvier 1794, il se forma comme un axe Robespierre-Danton pour combattre la montée des Hébertistes et la déchristianisation qui se déchaîna en novembre.

Robespierre mit fin aux espoirs d'alliance de Danton le 25 décembre, après le retour de Collot de Lyon, et amalgama les deux factions adverses dans un même complot : « Le Gouvernement révolutionnaire doit voguer entre deux écueils, la faiblesse et la témérité, le modérantisme et l'excès ; le modérantisme qui est à la modération ce que l'impuissance est à la chasteté ; et l'excès qui ressemble à l'énergie comme l'hydropisie à la santé. » À égale distance des factions, il condamna ceux qui voudraient voir la révolution rebondir ou rétrograder. Stratégie politique efficace qui lui donna une position de juge moral et d'arbitre et lui permit de renforcer son contrôle du pouvoir et d'éliminer ses opposants.

Les deux factions se combattirent en vain pendant deux mois. À la fin de l'hiver, la situation économique catastrophique (attroupements devant les boutiques, pillages, violences) précipita le dénouement. Les Hébertistes tentèrent une insurrection qui, mal préparée, non suivie par la Commune, échoua. Le Comité fit arrêter les dirigeants cordeliers dans la nuit du 13 au 14 mars. Tous furent exécutés le 24 mars sans que les sans-culottes ne bougent.

Le lendemain de l'arrestation des Hébertistes, Danton et ses amis reprirent l'offensive. Le numéro 7 du Vieux Cordelier, qui ne parut pas, réclamait le renouvellement du Comité et une paix aussi rapide que possible. Ce numéro, contrairement aux précédents, attaquait frontalement Robespierre, à qui il reprochait son discours prononcé aux jacobins contre les Anglais, le 11 pluviôse an II (30 janvier 1794).

Mais Robespierre disposait contre les chefs des Indulgents d'une arme efficace, le scandale politico-financier de la liquidation de la Compagnie des Indes, dans lequel furent impliqués des amis de Danton. Le 30 mars, le Comité ordonna l'arrestation de Danton, Delacroix, Desmoulins et Pierre Philippeaux. Le procès, ouvert le 2 avril, fut un procès politique, jugé d'avance. Danton et ses amis furent guillotins le 5 avril. Pour les Hébertistes comme pour les Dantonistes, ce fut Saint-Just qui se chargea du rapport d'accusation devant la Convention, en utilisant et en corrigeant pour les Dantonistes les notes de Robespierre.

Le 6 décembre 1793, Robespierre entraîna la Convention à défendre « toutes violences ou menaces contraires à la liberté des cultes », sans du reste « imputer ce qui a été fait jusqu'à ce jour en vertu des arrêtés des représentants du peuple »

La déchristianisation violente allait non seulement à l'encontre du principe de liberté des cultes mais risquait d'allumer partout de nouvelles Vendées.

Ce n'est donc pas parce que la déchristianisation (ou le culte de la Raison) était un mouvement athée que Robespierre s'opposa à elle, mais parce qu'elle pouvait être perçue comme telle (Robespierre lui-même semble l'avoir perçue ainsi), ce qui, dans une Europe croyante, permettait de traiter les révolutionnaires de « Sans-Dieu » et de dresser contre eux tous les croyants. Sa position était essentiellement politique.

Ceci étant, la déchristianisation n'était pas un mouvement athée. Le culte de la Raison, qui l'accompagnait, n'était rien moins que le culte de l'Être suprême]. Le 30 novembre, lors d'une fête de la Raison, à Paris, dans l'église Saint-Roch, l'orateur déclara : « Ils sont renversés ces autels, où, pendant dix-huit cents années, on insulta l'être suprême, la raison et l'humanité. »

On parle souvent de « culte de l'Être suprême », comme si le décret du 18 floréal instituait une nouvelle religion, voire un culte de la personnalité. En fait, la fête annuelle de l'Être suprême ne se différenciait guère des fêtes de la Raison, ni dans les discours ni dans les décors ni dans le déroulement[n 4], comme en attestent les tableaux d'époque. Mais le terme « Être suprême » ne prêtait plus à confusion, contrairement à « Raison », ce qui explique sa popularité dans tous les milieux.

Le seul point noir de cette fête furent les invectives de quelques députés, le dantoniste Laurent Lecointre en tête, contre Robespierre qui marchait devant eux en tant que Président de la Convention. Ils le traitèrent notamment de « Pontife ». Ces paroles insignifiantes, noyées dans la foule, mais que Robespierre semble avoir entendues, traversèrent l'histoire et arrivèrent jusqu'aux oreilles de Jules Michelet qui, viscéralement hostile à Robespierre, ne vit plus en lui que le Pontife de l'Être suprême, ne trouvant pas de meilleur moyen pour le discréditer.

C'est oublier un peu vite que la croyance en un Être suprême n'était pas une exclusivité de Robespierre, que la fête de l'Être suprême ne fut pas son invention, et que ni cette croyance ni ces fêtes ne disparurent avec lui.

Deux attentats sont réputés avoir été perpétrés contre Robespierre les 22 et 23 mai 1794.

Au printemps, Robespierre fut la cible de collègues de la Convention, anciens dantonistes comme Bourdon de l'Oise ou envoyés en mission rappelés à Paris comme Fouché et Barras, animés par la crainte ou un esprit de revanche, mais aussi du Comité de sûreté générale, qui lui reprochait la création du Bureau de police générale – habilité à prononcer des relaxes et destiné à diminuer l'influence de ce Comité – et la fête de l'Être suprême. Enfin, des conflits opposèrent les membres du Comité de salut public.

Le 27 prairial (15 juin), Vadier présenta à la convention un rapport sur une prétendue « nouvelle conspiration » – l'affaire Catherine Théot –, montée de toutes pièces par le Comité de sûreté générale, et obtint le renvoi de la prophétesse et de dom Gerle devant le Tribunal révolutionnaire. À travers cette « conspiration imaginaire », il visait Robespierre et le « culte de l'Être suprême ». Robespierre obtint de ses collègues du Comité de salut public, le 29 prairial (17 juin), qu'un nouveau rapport serait présenté à la Convention et qu'il en serait chargé. Le 9 messidor (27 juin), il réclama la révocation de Fouquier-Tinville, trop lié à ses yeux au Comité de sûreté générale. Le lendemain, lors de la séance du Comité, cette demande fut refusée. Gérard Walter suppose également que Robespierre put donner lecture de son projet de rapport. Toujours est-il que la conversation dégénéra, des critiques lui furent adressées, peut-être sur son rapport, et il fut traité de « dictateur ».

À partir de ce jour, Robespierre cessa d'assister aux réunions du Comité, jusqu'au 5 thermidor (23 juillet). En revanche, il continua de prendre part aux séances de la Convention et surtout des jacobins, où il avait de vrais amis et de solides soutiens.

Le 9 Thermidor an II (27 juillet 1794), Robespierre fut empêché de s'exprimer à la Convention et invectivé de toutes parts quand un des représentants « à mauvaise conscience », Louis Louchet, qui était proche de Fouché, demanda le décret d'accusation contre lui. La proposition fut votée à main levée et Robespierre arrêté.

Toutefois, aucune prison n'accepta d'enfermer les prisonniers, qui se retrouvèrent libres à l'Hôtel de Ville de Paris. La Commune de Paris avait fait sonner le tocsin et s'apprêtait à l'insurrection, mais Robespierre tergiversa à donner l'ordre du soulèvement. Affolés, les députés votèrent sa mise hors-la-loi, ce qui équivalait à une mort sans procès. La nuit avançant et l'ordre d'insurrection ne venant pas, les rangs de la Commune finirent par se clairsemer et, vers deux heures du matin, une troupe dirigée par Paul Barras fit irruption dans l'Hôtel de Ville sans rencontrer beaucoup de résistance.

Le lendemain après-midi, les prisonniers furent conduits au Tribunal révolutionnaire, où Fouquier-Tinville fit constater l'identité des accusés, qui, mis hors la loi, ne bénéficiaient pas de défense.

Ainsi, Robespierre fut condamné sans procès et guillotiné l'après-midi même du 10 thermidor. (Wikipédia.org)

[Voilà de quoi alimenter notre réflexion.](#)

On vous parle des soulèvements révolutionnaires qui ont eu lieu en 1905 et 1917 en Russie, et en 1936 et 1968 en France, mais ce qu'on oublie de vous dire c'est qu'un facteur décisif ou plutôt deux les distinguent pour ne pas dire les opposent.

En 1905 en Russie, la révolution est partie de la classe ouvrière et des syndicats et elle a été soutenue par le Parti ouvrier social-démocrate de Russie (POSDR), et elle est parvenue à se structurer en créant des comités (soviets) dans lesquels le mouvement ouvrier organisé fut intégré, et en 1917 le même scénario s'est reproduit à ceci près que le prolétariat russe disposait d'un véritable parti ouvrier ou parti communiste, le parti bolchevik dont Lénine était un des dirigeants, dont le programme intégrait les enseignements de la Commune de 1871 ainsi que ceux que Marx et Engels avaient légué au mouvement ouvrier international, et sans ce parti la révolution n'aurait jamais été menée jusqu'au bout et le pouvoir aurait échu à la bourgeoisie.

Que ce soit en 1905 ou en 1917, aux revendications sociales étaient associées des revendications politiques dont à bas l'autocratie, le mouvement ouvrier était révolutionnaire, il avait pour objectif le renversement du régime en place (tsarisme, de type impérial et féodal).

Tandis qu'en France en 1936 et en 1968 le mouvement ouvrier français était pourri par la social-démocratie dégénérée et le stalinisme, et il n'existait pas de parti ouvrier révolutionnaire ou communiste, hormis quelques organisations dites trotskystes, en 1936 trop faibles pour pouvoir influencer sur le cours de la lutte de classe, en 1968, 28 ans après l'assassinat de Trotsky sur ordre de Staline, elles n'étaient plus que l'ombre ou la caricature grossière du parti bolchevik et étaient tout aussi faibles que 32 ans plus tôt. En 1936 et en 1968 le sort du mouvement révolutionnaire du prolétariat fut scellé ou condamné à la défaite dès le premier jour parce qu'il devait demeurer sous le contrôle des staliniens et des social-démocrates, donc en l'absence d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire.

Aucune révolution quelle qu'en soit la nature ne peut vaincre si son objectif politique ne consiste pas à porter au pouvoir la classe qui y participe et qui la dirige, car c'est le seul moyen d'unir l'ensemble de cette classe, et quand il s'agit d'une révolution de libération nationale ou pour mettre fin à un régime de type féodal ou monarchique d'entraîner le prolétariat au combat.

Dans le cas d'une révolution prolétarienne, si le prolétariat ne parvient pas à créer ses propres structures d'organisation dans lesquels seront intégrés les syndicats et les partis ouvriers qui partagent les objectifs politiques de son combat, et à se doter d'un parti ouvrier révolutionnaire qui combat ouvertement pour en prendre la direction, elle est vouée à l'échec irrémédiablement. Pourquoi ? Parce que dans ces conditions elle ne parviendra jamais à l'étape suivante, la révolution socialiste, dont la fonction est de s'attaquer aux fondements économiques du capitalisme pour répondre aux besoins des masses ; il est facile de comprendre que si les masses s'aperçoivent que le gouvernement révolutionnaire en place ne satisfait pas leurs revendications sociales ou poursuit la politique de son prédécesseur, elles cesseront de se mobiliser, elles désertent la révolution, elles ne la soutiendront plus et la réaction la renversera ou reprendra le pouvoir. C'est aussi simple que cela, et si vous n'en êtes pas convaincu, observez le sort qui a été réservé à tous ces gouvernements dits de gauche d'Amérique latine ou ailleurs, après vous aurez peut-être compris qu'il n'existe pas d'autre voie pour atteindre nos objectifs.

Qu'on ne nous accuse pas d'être dogmatique ou doctrinaire, au contraire, on se contente uniquement d'observer comment la dialectique opère au sein de la lutte des classes, comment les événements se produisent et s'enchaînent dans la réalité, comment évoluent les rapports entre les classes, et on en tire des enseignements théoriques et pratiques, rien de plus.

En décembre 2018, les rapports qui existent entre le prolétariat et le mouvement ouvrier ne sont plus les mêmes qu'en 1936 ou 1968, ils sont également différents de ceux qui existaient en Russie en 1905 et en 1917, on ne peut donc pas les interpréter de la même manière sous peine de verser dans le dogmatisme, et de se méprendre sur la nature du mouvement qui a surgi le 17 novembre en France, à propos duquel j'ai lu et entendu tout et son contraire.

Ceux qui déforment systématiquement la réalité, qui refusent l'existence de ces rapports tels qu'ils sont aujourd'hui, se sont compromis jusqu'au cou en soutenant parfois depuis plus d'un demi-siècle les appareils pourris des syndicats et des ex-partis ouvrier PS et PCF, n'ont pas d'autre alternative que recourir au déni permanent et à s'enfoncer toujours plus dans l'opportunisme qu'ils masqueront par leur dogmatisme en manipulant des citations de Marx, Engels, Lénine, à cette occasion ils ne sont même pas gauchistes, mais droitiers et soutiennent Macron, le régime.

Non, ce n'est la disparition de l'URSS, la crise économique, ni même l'embourgeoisement du prolétariat qui permettent d'expliquer pourquoi ces rapports existent, pourquoi les masses ont tourné le dos au mouvement ouvrier, c'est parce qu'il est corrompu, pourri jusqu'à l'os après avoir été soumis au traitement que lui a infligé la social-démocratie et le stalinisme. Dit autrement, si les trois facteurs que j'ai cités précédemment sont la cause de ces rapports, c'est uniquement parce que le mouvement ouvrier était pourri à l'origine, dès la fin (et même avant) de la Seconde Guerre mondiale, car rien ne permet d'affirmer que ces trois facteurs devaient forcément entraîner une droitisation du mouvement ouvrier et de la classe ouvrière, c'est seulement parce que ses dirigeants étaient des agents du capital qu'il devait ensuite emprunter cette orientation, ce sont eux qui ont été les fossoyeurs des syndicats, du socialisme, de la lutte de classe et nos ces facteurs.

D'ailleurs les masses ne s'y sont pas trompés en 2017, elles ont rejeté Macron et les représentants du mouvement ouvrier, et le mouvement qui a surgit le 17 novembre s'inscrit dans le même processus. Entre ceux qui ont appelé à voter Macron, ceux qui ont refusé d'appeler au boycott au second tour de la présidentielle sous prétexte qu'ils étaient apolitiques, les masses ont raison de les traiter de collabos, de vendus au régime, d'être complices de Macron.

Ceux qui s'en indignent, sont justement ceux qui pratiquent ce déni permanent dont il était question plus haut. En réalité, ils se dressent ainsi contre les masses, entre les masses et les appareils des syndicats pour les protéger, en fait ils protègent Macron puisque les appareils sont à son service.

En fait, la situation actuelle rappelle davantage celle de 1789, 1830 et 1848 lorsque la classe ouvrière disposait d'aucun parti ouvrier, pas même en 1871 lors de la Commune, ce qui signifie qu'au niveau politique les masses sont revenues à une situation antérieure à celle qui a vu naître le mouvement ouvrier organisé, donc entre la fin du XVIIIe et du XIXe siècle.

Souvenez-vous, je n'ai pas attendu le 17 novembre 2018 pour affirmer qu'il fallait refonder le mouvement ouvrier, les événements actuels l'illustrent bien si nécessaire. Mais cela ne suffira pas, il faut comprendre pourquoi et comment nous en sommes arrivés là. Nos dirigeants s'y refuseront toujours, on comprend pourquoi puisqu'ils en portent la terrible responsabilité, ce qu'on comprend moins en revanche, c'est pourquoi les militants s'y refusent également, alors qu'ils ne servent qu'à cautionner des syndicats et des partis faillis ou corrompus, irrécupérables. Ils croient être utiles à la classe ouvrière parce qu'ils combattent sincèrement à leur côté, ce dont on n'a jamais douté, mais ils se trompent lourdement, en quelque sorte ils jouent le même rôle que les ONG, ils ne font qu'accompagner la dégénérescence de la société tandis que la classe dominante renforce son pouvoir pour mieux asservir les masses, ils soulagent momentanément les souffrances des uns, tandis que l'immense majorité croule sous le désespoir, et le pire, c'est encore qu'ils s'en détournent, ce qui leur vaut d'être mal traités injustement par ceux qui se sont mobilisés depuis le 17 novembre, ce qu'ils ne comprennent pas évidemment et les conduit à se reconnaître dans le discours de leurs dirigeants, bref, ils adoptent le comportement qui justifie le mauvais traitement dont ils font l'objet, autrement dit ils ont tout faux, c'est triste à dire.

TROISIEME PARTIE

Non, la lutte de classe ne s'improvise pas.

Sans conscience de classe : Pas de salut !

Sans parti de classe : Pas de changement de régime !

Comment se décline de nos jours l'opportunisme, quelques exemples.

On nous dit qu'il faut "bloquer les contre-réformes", qui serait contre parmi nous, parmi les travailleurs ? Personne, hormis ceux qui sont mal informés.

On nous dit qu'il faut réaliser l'"unité ouvrière", qui est contre ? Personne, tout reste à savoir de quoi on parle, s'il s'agit de l'unité des militants politiques ou syndicaux qui se battent quotidiennement au côté des travailleurs avec la classe ouvrière ou s'il s'agit de l'unité des appareils de leurs partis politiques et de leurs syndicats traités ou vendus. On nous dira qu'il ne faut pas les opposer, car l'unité des appareils est indispensable pour que l'unité de la classe se réalise ou parce que les militants conservent des illusions dans leurs appareils. Or, en réalité c'est exactement l'inverse qui se produit. C'est quand les masses et les militants manifestent leur unité sur une revendication que les appareils s'en emparent pour briser cette unité en proposant des mesures ou des moyens d'action qui ont pour fonction de les diviser, affaiblir et les démoraliser dans le but qu'ils se démobilisent.

On nous dit aussi que le but de la mobilisation du mouvement ouvrier serait de "faire reculer" Macron et son gouvernement ou encore, qu'il faut "bousculer le gouvernement et gagner de nouveaux droits", alors qu'on a assisté exactement au contraire pendant quatre décennies. Peut importe, les uns et les autres continueront de tenir le même discours comme si de rien n'était, ce qui a de quoi détourner les travailleurs du mouvement ouvrier ou les pousser au désespoir ou à endosser un gilet jaune sans lendemain.

Sinon ils répètent à l'envie qu'il faut généraliser les luttes, les unifier, avancer vers la grève générale, etc. mais ils refusent d'observer que les travailleurs ne les écoutent pas ou plus. Partant de là, ils refuseront d'en chercher la signification politique et nous serons condamnés à subir le rouleau compresseur du néolibéralisme ou de la gouvernance mondiale que l'oligarchie veut nous imposer sans pouvoir nous y opposer sérieusement.

Quelques éléments d'actualité qui confirme mon analyse.

Voilà ce qu'entendent ou lisent les travailleurs depuis des décennies et que les dirigeants, cadres, militants du mouvement s'acharnent à ignorer.

L'aveu fatal.

- La remise en cause des corps intermédiaires, systématiquement contournés depuis le début du quinquennat, est un handicap majeur, alors qu'ils seraient si cruciaux pour canaliser un conflit social de ce type. (Le Monde, 4/12)

Effectivement, ce sont devenus des piliers du régime, sans même formellement être intégrés à l'Etat, pourquoi faire puisqu'ils peuvent ainsi obtenir les mêmes résultats et davantage encore.

Comment Génération-s vend les voix de ses électeurs en échange d'« **une petite commission** ».

- Génération-s. Pour ses pépètes, Juanico préfère la caisse du PCF à celle du PS - Liberation.fr 21 décembre 2018

Pour fonctionner, un parti peut compter sur les adhésions, les dons et les dotations publiques. Mais, pour bénéficier des 40 000 euros annuels pour chaque député rattaché, il faut avoir présenté des candidats aux dernières législatives, en 2017. Ce qui n'était pas le cas de Génération-s, fondé en 2018. Régis Juanico, son seul député, a alors choisi de flécher ses pépètes vers... le PCF, comme on peut le voir dans le JO de jeudi. «Nous avons un accord technique», explique l'ex-socialiste. La somme reviendra donc bien à Génération-s, au nom d'un deal avec la place du Colonel Fabien, moyennant «une petite commission». Mais pourquoi ne s'est-il pas rattaché au PS dont il est trésorier du groupe à l'Assemblée ? «On discute plus avec le PCF.» Liberation.fr 21 décembre 2018

Quand "**l'illusion démocratique**" servait à masquer la servilité des élites dites de gauche.

Un internaute - "Daniel Schneiderman qui se croit obligé dès le lendemain de publier un article pour s'excuser de sa présence sur RT et annoncer qu'il n'y retournera plus. Faut-il que la pression de la caste gouvernementale et médiatique soit puissante pour en arriver là et que les esprits libres se comptent sur les doigts. Il est dorénavant permis de débattre dans les limites du "cercle de la raison" cher à Minc mais pas plus. Schneiderman a eu peur de se faire taper sur les doigts. Quelle déception mais en fait déception à demi tant ses émissions sont souvent calibrées pour plaire à la pensée unique. De la fausse impertinence, ils auraient dû le garder à la télévision pour faire figure de caution. Schneidermann n'a que peu d'importance, c'est le fait qui est révélateur du monde de l'illusion démocratique dans lequel nous vivons. La servitude volontaire a de beaux jours devant elle."

LREM et droite et de gauche : "**Des anciens transfuges du PS ou des Républicains**".

- publicsenat.fr 21 décembre 2018 - Vanik Berberian, maire de Gargilesse-Dampierre dans l'Indre (2.000 habitants)

Je vais vous prendre l'exemple de l'eau et l'assainissement, qui a été un combat pour les maires ces derniers mois, pour laisser les élus décider de transférer ou non la compétence.

Quand vous avez le Sénat dans sa diversité géographique et politique qui dit il faut laisser le libre choix aux élus. Quand vous avez toutes les associations de maires qui étaient pour laisser le libre choix aux communes. Et finalement le transfert a été rendu obligatoire. Pourquoi ? Parce que la majorité LREM aujourd'hui, fait comme on lui dit de faire.

Dans la composition des REM à l'Assemblée, vous avez des anciens transfuges du PS ou des Républicains, et puis vous avez une population d'élus, novices, qui ont pensé pouvoir s'émanciper. Sauf que, ils sont certainement très compétents dans leur domaine, mais ils ne connaissent pas le reste et dans ces cas-là, ils font comme leur parti leur dit de faire. Et leur mouvement, leur dit de faire ce que l'administration lui a dit de faire.

Voilà le processus. Pour nous c'est un marqueur parce que ça détermine un mode de gouvernance. publicsenat.fr 21 décembre 2018

Un rappel par un internaute.

- "*Richard Ferrand a été membre du parti socialiste de 1980 à 2017.... c'est dire si il a les qualités pour être droit et honnête !*

Ensuite, sentant le vent tourner, pendant le naufrage Flamby, il se rallie à Macron.

Il est finalement élu président de l'Assemblée nationale le 12 septembre 2018.....comme quoi il a fait ses preuves, et a été récompensé par la caste politique !"

On pourrait remonter ainsi jusqu'au début du XXe siècle...

Leur maître les siffle et ils accourent.

Tendance Claire du NPA - "Nous avons donc noté que les directions syndicales se sont empressées de se rendre à l'Élysée lorsque Macron les a convoquées après les avoir méprisées. "

" il faut noter que la posture de Martinez d'appeler après près d'un mois de soulèvement à ce que « tout le monde se mette en grève » sans prendre les moyens d'organiser cette grève sonne bien creux. Martinez va sûrement payer cher des années de luttes défensives perdantes, de journées d'actions sans perspectives ou encore de compromissions et de négociations avec les gouvernements. Plus que jamais, à l'heure où de nombreuses Unions Départementales, Unions Locales voir fédérations appellent à la grève générale et à l'action commune avec les Gilets Jaunes, il faut continuer à faire pression, par la base, et en interpellant les différentes structures, sur ces bureaucrates qui sacrifient nos luttes et se contentent de négocier un moindre recul social.

Les discussions sont nombreuses dans la CGT, de la base aux directions de syndicats, de fédérations ou d'UD et d'UL. De plus en plus, un gouffre se creuse entre la position de la confédération et de Martinez, et celle des syndiqué-e-s qui elles et eux non plus n'en peuvent plus et aspirent à un grand chamboulement. Pour beaucoup, la confédération a loupé le train, n'a pas su réagir, et est restée aveugle à ce qui se passait. Malgré certaines réticences, le mouvement des Gilets Jaunes est désormais vu avec bienveillance par beaucoup de syndiqué-e-s, et il vraiment urgent que les structures syndicales permettent d'étendre ce mouvement sur les lieux de travail. Mais pour cela, on a besoin de signaux forts, ce que les confédérations ne semblent pas disposées à faire.

Il en est de même dans l'éducation nationale où malgré des postures combatives, la FSU n'organise nullement la riposte face à Macron, alors que ce secteur est particulièrement visé par le pouvoir. Tendance Claire du NPA

Tous leurs mots d'ordre sont compatibles Macron ou font partie de son discours.

Tendance Claire du NPA -appel collectif à rejoindre et soutenir la manifestation des gilets jaunes du samedi 15 décembre signé par : Attac – Solidaires – Fondation Copernic – DAL – CNDP – GDS – Ensemble – Génération-s – Espace des Luttes LFI – PG – CAC -Mouvement ECOLO – DIEM25 – NPA – LFAM

Elles appellent à manifester samedi 15 décembre, pour la justice sociale et fiscale, pour une démocratie réelle, pour l'égalité des droits, pour une véritable transition écologique et la solidarité internationale. Tendance Claire du NPA

Les travailleurs ont de bonnes raisons de douter fortement de leurs réelles intentions...

Promotion de l'extrême droite... de gauche.

- La gauche étale ses fractures sur la Place publique - Liberation.fr

Place publique est le parti co-fondé par Raphaël Glucksmann, admirateur et propagandiste hystérique du coup d'Etat de l'Otan et des néonazis de Kiev ou de la place Maïdan en Ukraine, devant lequel viennent se prosterner les dirigeants dits de la gauche, sans oser jusqu'à présent s'associer à son entreprise machiavélique.

Quand l'élite pense, cela donne quoi ? : "**Cela reste un mystère**".

- "L'ADN national empêche de réformer sans violence" - L'Express.fr 20 décembre 2018

Historien et académicien, ce biographe de figures de la Ve République, Eric Roussel, revient sur le lien des chefs de l'Etat avec le pays.

Des crises surviennent tous les quarante à cinquante ans (...) Les autres pays connaissent de pareils soubresauts, mais il n'y a qu'en France où cela prend cette tournure violente. Cela reste un mystère. L'Express.fr 20 décembre 2018

Et les travailleurs devraient avoir un complexe d'infériorité ou ne seraient pas légitimes pour détenir le pouvoir politique ? Quand la crème des intellectuels étale sa crasse ignorance, on est en droit de penser, parce que voyez-vous un travailleur cela pense aussi, que les travailleurs ne feraient pas pire que ceux qui les gouvernent. Chassons-les du pouvoir, prenons le pouvoir et la société ne s'en portera que mieux !

QUATRIEME PARTIE

En macronnerie.

Plus rien ne sera comme avant.

- La cacophonie du nouveau monde - Liberation.fr 19 décembre

Mardi, le gouvernement annonçait remballer une série de mesures promises en novembre, avant d'annuler l'annulation deux heures plus tard. Un rétropédalage de plus dans une macronie déboussolée, après l'enchaînement de cafouillages qui a rythmé la crise des gilets jaunes.

Christian Jacob, le chef de file des députés LR, mercredi matin sur RFI : «Il y a un vent de panique à tous les étages : à l'Elysée, à Matignon, à l'Assemblée nationale, tout le monde bouge au gré du vent. Il n'y a plus de ligne qui soit tenue, plus de cap. On a un président de la République qui ne tient plus rien, aujourd'hui». Liberation.fr 19 décembre

Ils ont goûté au pouvoir

- Revirement de Matignon : les députés LREM explorent le sentier de la rébellion - Liberation.fr 19 décembre

Le premier conflit d'envergure de la mandature, mardi, pourrait augurer d'un changement dans la relation entre l'exécutif et sa majorité.

Et Matignon recula fissa, enseveli sous les dizaines de SMS et d'appels courroucés... Mardi après-midi, alors qu'ils s'apprêtaient à englober d'une traite la fin du projet de loi de finances (PLF) pour 2019, les députés de la majorité se sont étranglés en découvrant l'annulation d'une partie des mesures annoncées mi-novembre par Edouard Philippe. Extension du chèque énergie, relèvement du barème kilométrique, doublement de la prime à la conversion : au début de la contestation des gilets jaunes, le Premier ministre avait dégainé cet arsenal social pour accompagner son augmentation de la fiscalité verte. Ayant depuis dû renoncer à la hausse des taxes sur le carburant, le gouvernement projetait de passer à la trappe ces dispositifs. Sans doute ne s'attendait-il pas à une telle rebuffade du groupe majoritaire.

Mais les députés LREM, qui avaient fait le service après-vente de ces aides dans leurs circonscriptions quitte à se faire secouer par les gilets jaunes, ont décroché en nombre leur téléphone pour s'opposer à cette marche arrière. Dans les couloirs de l'Assemblée, «il y a eu une heure et demie de flottement où l'on n'est mobilisé pour dénoncer ce délire», raconte un macroniste qui décrit les entrées et sorties dans les salons attenants à l'hémicycle de la vice-présidente du groupe, Amélie de Montchalin, pendue à son portable. D'autres sont montés au créneau, comme Matthieu Orphelin, Laurent Saint-Martin, Roland Lescure ou Jean-Baptiste Djebbari. «On a appelé la conseillère parlementaire de Matignon. On a prévenu : "Ça ne passera pas", "on ne le votera pas", "on ne tiendra pas le groupe"», résume Jean-Baptiste Moreau.

Pour les députés, ce renoncement envisagé pour colmater une petite partie de la brèche budgétaire allait coûter politiquement bien plus cher. Laurent Saint-Martin, vice-président de la commission des finances, résume : «On n'est pas à 130 millions d'euros près sur un sujet de 10 milliards», soit la facture totale des mesures prises par l'exécutif pour répondre à la crise. «Ce n'est pas parce qu'on vient de donner un bras qu'il faut quand même retirer un doigt, complète Roland Lescure, président de la commission des affaires économiques. Pour un techno, +1-1=0. Mais pour un politique, +1-1, cela fait -2 !» Au-delà du mauvais signal qu'aurait envoyé l'abandon d'aides censées encourager la transition écologique, un marcheur pointe le risque de «dire tout et son contraire dans un contexte de contestation de la parole publique». «Alors qu'on tente de rétablir la confiance, revenir sur ces mesures était inconcevable. C'est une question de crédibilité», abonde Lauriane Rossi. Sur la forme, les députés LREM ont par ailleurs peu apprécié d'apprendre la volte-face gouvernementale via une dépêche AFP : «Ce n'est pas comme si on n'avait pas reçu le Premier ministre le matin même en réunion de groupe, s'agace l'un d'eux. Il nous a fait la lecture de son interview de lundi dans les Echos. Sans nous dire un mot de ce que le gouvernement s'apprêtait à faire.» «Autogestion»

Face au tollé, Matignon a finalement maintenu les mesures. Soit l'annulation de l'annulation. «On a dû être assez convaincants», sourit un marcheur. Nombre d'entre eux aimeraient y voir le signe d'une meilleure prise en compte d'un groupe qui aspire à être davantage écouté. Y aura-t-il un avant et un après gilets jaunes ? «Nous sommes passés d'un rapport de courtoisie à un vrai rapport politique entre le gouvernement et une majorité qui s'assume et veut développer sa réelle utilité collective», affirme Hugues Renson. «Quand les députés se bougent, maintenant on les prend au téléphone !» veut croire un de ses collègues.

Certains reconnaissent aussi que pour peser sur les arbitrages, les parlementaires doivent encore se muscler. «On a eu du mal à structurer les remontées du terrain. Ce n'est pas en envoyant 300 notes aux conseillers de l'Elysée qu'on a un impact», admet un député qui espère que l'organisation mise en place il y a quelques semaines par le patron du groupe, Gilles Le Gendre, mette les 300 élus en ordre de marche. Un autre lance un avertissement plus ferme : «Le groupe se cabre, ce sera de plus en plus le cas. Il est en autogestion et son chef de file n'en prend pas le lead.» Liberation.fr 19 décembre

Première fissure.

- Le député Sébastien Nadot exclu du groupe LREM après son vote contre le budget 2019 - Franceinfo

Son éviction a été décidée "à l'unanimité" par les membres du bureau, a indiqué à la presse le président du groupe LREM, Gilles Le Gendre. Franceinfo

D'autres en rajoutent une couche.

- Cette députée LREM veut que «tout le monde paie des impôts, dès le premier euro» - LeParisien.fr

C'est la jeune pousse de l'Assemblée nationale. Mais ne vous fiez pas à son air juvénile... Du haut de ses 27 ans, Bénédicte Peyrol est une pointure de la prestigieuse commission des Finances....

Ils ne se sont pas mobilisés, donc aucune raison de les augmenter. Un pour tous, non, pas vraiment tous pour un !

- Fonctionnaires : le gouvernement confirme qu'il n'y aura pas d'augmentation du point d'indice - Franceinfo

Vos dirigeants syndicaux ne vous l'ont pas dit: Ils vous sacrifieront aussi !

Macron. L'infamie est à la gloire, ce que l'imposture est la dignité : Indélébile !

- «Il ne sort plus sans se maquiller tellement il est marqué. Il se maquille même les mains», a même déclaré un député de La République en marche cité par Le Monde. RT 23.12

Etat policier et militarisation du pouvoir.

- Colère des policiers: les salaires revalorisés - L'Express.fr

Le ministère de l'Intérieur va revaloriser les salaires des policiers, entre 120 et 150 euros nets par mois selon le grade.

A l'issue d'une journée de protestation des forces de l'ordre, le ministère de l'Intérieur a accepté mercredi soir de revaloriser les salaires des policiers qui réclamaient plus de moyens après leur mobilisation en masse face aux "gilets jaunes".

Depuis le début de la semaine, le gouvernement cherche à désamorcer la fronde qui monte dans la police et avait promis de s'attaquer au "chantier" du paiement des millions d'heures supplémentaires en souffrance et de verser une prime exceptionnelle de 300 euros.

Sous pression mercredi après des fermetures "symboliques" de commissariat dans plusieurs villes, l'Intérieur est finalement allé plus loin en concluant un accord de revalorisation salariale à l'issue de négociations tendues avec les trois principaux syndicats de la profession. L'Express.fr

Au passage, vous voyez qu'ils ne sont pas aussi puissants que cela, malgré tous les moyens financiers, matériels, répressifs, etc. dont ils disposent, que tout l'édifice de l'Etat peut s'écrouler comme un château de cartes, c'est la leçon qu'il faut retenir et insuffler aux masses : on peut abattre le régime, les vaincre pour peu qu'on soit organisé et qu'on ait une parti ouvrier pour nous guider jusqu'à la prise du pouvoir...

- Le Noël militaire de Macron - LeParisien.fr 21.12

Une veille de Noël militaire. Un mois après une interview on ne peut plus jupitérienne depuis le porte-avions Charles-de-Gaulle, Emmanuel Macron retrouve les soldats. LeParisien.fr 21.12

Lui et les siens n'ont pas tiré les leçons du dernier épisode de la lutte des classes de toute évidence, tant mieux !

Les derniers développements.

- Gilets jaunes, acte VI : nombreux rassemblements et blocages mais mobilisation en baisse - Libération 23.12

A trois jours de Noël, l'«acte VI» des gilets jaunes rassemblait samedi plusieurs dizaines de milliers de manifestants à travers le pays, en baisse par rapport au samedi précédent, avec des défilés épars, la poursuite de barrages routiers et quelques blocages aux frontières.

L'acte 6 du mouvement des "gilets jaunes" s'est traduit à Paris par une longue marche de plus de six heures dans les rues de la capitale, samedi 22 décembre. Selon les autorités ils étaient environ 2 000 à manifester, à coup de slogans hostiles envers le gouvernement. Il y a aussi eu des débordements limités, une déambulation dans une totale improvisation pour semer la police, de Montmartre à Bastille. Libération 22 et 23.12

38.000 participants dans toute la France selon les derniers chiffres truqués du ministère de la Désinformation.

Après la répression et les menaces, le temps de la vengeance est venu.

La réaction rassérénée franchit un cran de plus en interdisant de manifester.

- Manifestation de "Gilets jaunes" interdite samedi dans le Gard - Reuters 21.12

Le préfet du Gard a annoncé vendredi l'interdiction de la manifestation des "Gilets jaunes" prévue samedi sur l'accès à l'échangeur autoroutier de Nîmes-Ouest ainsi que sur un parking et un rond-point proches.

Dans un communiqué, Didier Lauga explique que le "premier jour des vacances scolaires de Noël va entraîner une forte fréquentation des axes de circulation, et de l'autoroute en particulier".

"Dans ces conditions, pour la sécurité de tous, une manifestation à cet endroit ne peut être envisagée compte tenu des précédents", souligne-t-il. Reuters 21.12

- Emmanuel Macron après l'acte VI des gilets jaunes: "c'est maintenant l'ordre qui doit régner" - Le HuffPost 23.12

"C'est maintenant l'ordre qui doit régner, le calme et la concorde. Notre pays a besoin de ça. Il a besoin de concorde, d'unité, d'un engagement sincère pour des causes collectives fortes et il faut apaiser les divisions", a déclaré le chef de l'État.

"On ne peut pas opposer générations actuelle et future", a-t-il dit. "Il faut arriver à faire une vraie transition, il faut qu'on puisse consommer, se loger, se chauffer différemment, il faut des solutions beaucoup plus locales".

"Il est plus intelligent de passer par des initiatives locales que de faire la même loi pour tout le monde", a-t-il ajouté. Le HuffPost 23.12

On guillotinerait aussi le procureur de la République en Charente, avec ou sans maquillage.

RT 23.12 - Un pantin à l'effigie d'Emmanuel Macron a été décapité dans la soirée du vendredi 21 décembre lors d'une manifestation de Gilets jaunes à Angoulême.

La préfecture a indiqué dans un communiqué que les faits portaient «gravement atteinte tant à la personne qu'à la fonction du Président de la République» et étaient «susceptibles d'être qualifiés pénalement».

Le procureur de la République en Charente a annoncé avoir ouvert une enquête «pour provocation au crime et outrage», confiant celle-ci au commissariat de police d'Angoulême. RT 23.12

- Une nuit de garde à vue pour le gilet jaune «vu à la télé» - Libération 23 décembre 2018

...il était 14 h 15 samedi à Paris, rue Vignon dans le quartier de la Madeleine, lorsque des policiers escortés de gendarmes mobiles ont foncé droit sur Eric Drouet pour l'interpeller, sous les huées, au milieu d'un groupe de quelques dizaines de gilets jaunes. Ses partisans ont filmé la scène, qui a été abondamment relayée sur les réseaux sociaux, assortie de dénonciations de la «dictature Macron» et d'appel à la «libération» de ce chauffeur routier de 33 ans devenu figure incontournable du mouvement.

Embarqué lors de cet «acte VI» à Paris, qui a été marqué par une mobilisation déclinante et quelques incidents (lire ci-dessous), Eric Drouet a donc passé la nuit au dépôt avant d'être présenté dimanche à un magistrat du parquet, qui lui a notifié sa convocation devant le tribunal correctionnel et son placement sous contrôle judiciaire. Il sera jugé - le 5 juin selon l'AFP - pour «port d'arme prohibée de catégorie D» et «participation à un groupement formé en vue de violences ou de dégradations», et à interdiction de venir à Paris d'ici là. Si «acte VII» il y a, ce sera sans lui.

Les policiers auraient trouvé une sorte de matraque dans son sac, un simple «bout de bois», dément son avocat. Et il lui est reproché d'avoir organisé un début de manifestation sauvage, samedi, avec l'idée d'en découdre avec les forces de l'ordre. Parti du Sacré-Cœur, sur la butte Montmartre, le rassemblement n'a pas mobilisé les foules et a fini nassé rue Vignon. Le secrétaire d'Etat à l'Intérieur, Laurent Nuñez, semblait faire grand cas de l'interpellation de Drouet : il «a appelé à cette manifestation sur les réseaux sociaux, il a donné un certain nombre de lieux de rendez-vous et il était présent sur ces lieux, donc c'est un organisateur, à ce titre-là c'est un délit d'organiser une manifestation non déclarée», a martelé samedi le numéro 2 de Beauvau. L'avocat d'Eric Drouet, Me Kheops Lara, a dénoncé de son côté «une manœuvre grossière visant à le discréditer aux yeux de l'opinion publique pour le faire passer pour un vulgaire casseur».

Le «cas Drouet» intéresse la justice depuis qu'il avait laissé entendre, le 5 décembre, sur un plateau télé, que les gilets jaunes pourraient marcher sur l'Élysée et y «rentrer». Des propos tenus à la veille de l'«acte IV», qui a violemment dégénéré le samedi 8 décembre à Paris, et qui lui ont valu l'ouverture d'une enquête du parquet de Paris pour «provocation à la commission d'un crime».

En tout état de cause, le profil de ce trentenaire, qui se présente comme «totalement apolitique» et défend le caractère «populaire» du mouvement, a de quoi intriguer. (Pourquoi ? Parce qu'il ressemble trop à monsieur tout le monde, à l'immense majorité des travailleurs qui en ont plus que marre de Macron et sa politique. - LVOG)

Soupçonné d'antiparlementarisme après avoir déclaré «je ne crois plus en cette République» et appelé au «renouveau», ce fort en gueule flirte aussi avec le complotisme. Comme dans cette vidéo où il évoque le «pacte de Marrakech» signé par Macron «pour faire venir 480 millions d'immigrés en Europe» et «qui vend la France». Ou dans cet autre message où il évoque l'influence des médias sur la présidentielle : «Les candidats n'ont pas les mêmes moyens financiers car les banques achètent les médias

pour faire monter les candidats»...

Pas de quoi prouver pour autant un lien avec l'extrême droite. A l'annonce de son arrestation, Jean-Luc Mélenchon l'a d'ailleurs soutenu : «Je ne le connais pas. Mais je demande pourquoi il est en garde à vue ? Il n'a aucune autre dangerosité que ses idées et sa mobilisation [...]. Il faut relâcher monsieur Drouet vite fait !» a tonné le leader des insoumis. C'était chose faite dimanche, après une nuit au dépôt. Libération 23 décembre 2018

L'antiparlementarisme est un crime, le rejet du pacte de Marrakech est un crime, dénoncer le lien qui existe entre les banquiers et les propriétaires des médias qui sont en réalité les mêmes (sic) est un crime, affirmer qu'ils ont joué un rôle décisif dans l'ascension fulgurante et l'élection de Macron est un crime, leurs auteurs sont coupables de haute trahison et doivent être réprimés, tel le veut l'ordre tyrannique qui règne en France.

Pire, avec le soutien de la gauche et de l'extrême gauche qui tiennent en permanence un double langage, la réaction peut affirmer que ceux qui tiennent ces discours seraient d'extrême droite ou sous son influence selon l'amalgame ordurier rouge-brun, alors qu'en réalité ces positions ou interprétations sont conformes à la réalité et fidèles aux intérêts fondamentaux de la classe ouvrière exclut du parlement, 4% seulement des députés a un statut d'employé et il n'y figure pas un seul ouvrier, et tout le reste est à l'avenant.

A bas les institutions de la Ve république, à bas le pacte de Marrakech, à bas la COP, à bas l'ONU et l'Otan, à bas l'oligarchie, ses médias et Macron ! Voilà ce qu'ils ne supportent pas, et bien nous continuerons de le proclamer et de mener notre combat jusqu'à la chute du régime et l'instauration du socialisme. Libération 23 décembre 2018

Numéro d'hypnose d'une clone de Ségolène Royal au profit du dernier des Capets (Macron).

LVOG - Elle est hypnothérapeute.

- Jacline Mouraud envisage de créer son propre parti - Le HuffPost 23 décembre 2018

Elle est l'un des visages par lesquels tout a commencé. Jacline Mouraud, figure du mouvement des gilets jaunes, n'exclut pas de créer son propre parti politique, d'après ses confidences au Journal du dimanche ce 23 décembre.

Elle assure par ailleurs ne pas avoir l'intention de se porter candidate aux européennes sur une liste de La République en marche, alors que l'idée d'une liste gilets jaunes est évoquée.

L'hebdomadaire raconte une scène, au cours de laquelle cette mère de trois grands enfants est interpellée par un homme qui lui suggère de "travailler avec Macron". "Mais moi j'ai pas dit le contraire, il faut que vous alliez parler avec l'autre groupe. C'est la guerre, d'un côté il y a la bande à (Eric) Drouet (une autre figure des gilets jaunes, ndlr) qui veut démolir la démocratie française, et de l'autre il y a les gens comme moi qu'on appelle les modérés", lui répond Jacline Mouraud.

Elle dit avoir trouvé Emmanuel Macron "touchant" dans son allocution pour présenter ses mesures en réponse à la crise. Elle confie aussi avoir demandé un rendez-vous au président via la rubrique "contact" du site de l'Élysée, sans obtenir de réponse. Le HuffPost 23 décembre 2018

[RIC et la négation de la démocratie.](#)

Parole d'un citoyen "**démocrate**" suisse.

LVOG - Quand "*le sentiment de vivre dans une démocratie*" consiste à avoir la "*propension à se mettre la tête dans le sol pour ne pas voir la misère devant nos portes*".

- "*Pour être Suisse,*

Oui encore nous avons nos propres problèmes (grave pour certains) et une propension à se mettre la tête dans le sol pour ne pas voir la misère devant nos portes.

Mais malgré tous, j'ai toujours le sentiment de vivre dans une démocratie. Ce n'est pas un dirigeant qui décide à ma place, mais mes concitoyens et moi par ma petite voix. Que je sois d'accord avec eux ou non, le majoritaire l'emporte."

LVOG - Il est heureux, le reste ou le malheur des autres ne compte pas, merci on avait compris !

Le RIC, c'est le 10% de matière grasse qui entoure l'os à ronger que les démagogues appellent démocratie.

- Les chiffres officiels de la confédération sont les suivants:
- 10.5.1892 : 1re récolte de signatures à l'appui d'une initiative populaire
- 15.9.1892 : dépôt de la 1re initiative populaire
- 320 : initiatives ayant abouti, de 1891 à aujourd'hui
- 206 : initiatives ayant fait l'objet d'une votation
- 114 : initiatives ayant échoué au stade de la récolte des signatures
- 94 : initiatives retirées
- 4 : initiatives déclarées nulles par le Parlement
- 184 : initiatives rejetées en votation populaire
- 22 : initiatives acceptées par le peuple et les cantons
- 9 : initiatives au stade de la récolte des signatures

Soit 22 initiatives acceptées sur 206 mises au vote (10%).

(Source : <https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/dossiers/125-ans-initiatives-populaires.html>)

Parole d'internautes suisses.

1- "Une grosse limitation du référendum en Suisse c'est qu'il faut une double majorité : celle du peuple (normal) ET celle des cantons (moins normal). Et là, le souci est que pour des raisons historiques y a une majorité de (tout) petits cantons campagnards qui votent systématiquement à droite à chaque votation et empêchent toute réforme progressiste de passer. La sur-représentation des zones agricoles frappe encore, comme au Royaume-Uni où, pour rappel, le découpage électoral fait que Thatcher a mené toutes ses réformes anti-sociales avec en réalité le vote de seulement 35% des électeurs."

2 - "Cinq cantons (sur 26 cantons et demi-cantons) concentrent à eux seuls la moitié de la population du pays. Imaginez le ressenti des 21 autres États ayant sans cesse l'impression d'être tenus pour quantité négligeable. "

Qui célèbre la collaboration de classes jusqu'au niveau de l'Etat?

- "*Les citoyens suisses, grâce à la démocratie directe, disposent de moyens leur permettant de participer à la gestion de l'État.*"

Réponse : Le Conseil fédéral suisse. (www.admin.ch/gov/fr)

RIC à la suisse.

Du portail de la Chancellerie fédérale suisse.

Répertoire des objets rejetés.

LVOG - Il s'agit des questions qui ont fait l'objet de référendums et qui ont été rejetés.

Extraits les plus significatifs.

Antidémocratique

- "pour davantage de droits au peuple grâce au référendum avec contre-proposition (Référendum constructif)"

Anti service public.

- «En faveur du service public»
- 'Services postaux pour tous'
- 'pour l'encouragement des transports publics'
- «Pour une caisse publique d'assurance-maladie»

Antisocial.

- Pour des salaires équitables»
- '6 semaines de vacances pour tous'

- 'pour une durée du travail réduite'
- 'contre le relèvement de l'âge de la retraite des femmes'
- 'Sécurité du logement à la retraite'
- «Aider les familles! Pour des allocations pour enfant et des allocations de formation professionnelle exonérées de l'impôt»

Pro oligarchique.

- «Pour une monnaie à l'abri des crises: émission monétaire uniquement par la Banque nationale!
- «Halte aux privilèges fiscaux des millionnaires (abolition des forfaits fiscaux)»
- 'pour un impôt sur les gains en capital'
- 'contre l'abus du secret bancaire et de la puissance des banques'
- «Pas de spéculation sur les denrées alimentaires»
- 'ville-campagne contre la spéculation foncière'

Protège les lobbies et trusts.

- "pour l'abolition des expériences sur animaux"
- 'pour des médicaments à moindre prix'
- «Pour la sortie programmée de l'énergie nucléaire (Initiative «Sortir du nucléaire»)»

Pro militariste.

- 'Pour l'interdiction d'exporter du matériel de guerre'
- "pour une Suisse sans nouveaux avions de combat"
- 'Oui à l'abrogation du service militaire obligatoire'
- sur le fonds d'acquisition de l'avion de combat Gripen (Loi sur le fonds Gripen)
- 'demandant le droit de référendum en matière de dépenses militaires'

CINQUIEME PARTIE

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis et Syrie.

1.1- Les Forces états-uniennes évacuent la Syrie - Réseau Voltaire 19 décembre 2018

Les portes-parole de la Maison-Blanche et du Pentagone, Sarah Sanders et Dana White, ont confirmé que le président Donald Trump avait donné l'ordre aux personnels US d'évacuer la Syrie après son entretien avec son homologue turc, Recep Tayyip Erdogan.

Le personnel du département d'État quittera le pays sous 1 jour, celui du département de la Défense (environ 4 000 hommes, dont seulement 2 000 officiellement) sous 100 jours.

Les États-Unis occupent illégalement le Nord-Est de la Syrie depuis quatre ans. Le gouvernement syrien leur a demandé plusieurs fois de se retirer, sans réponse.

Le nouvel ambassadeur US pour la Syrie avait indiqué que les troupes de son pays se maintiendraient tant que (1) Daesh subsisterait (2) des troupes iraniennes seraient présentes (3) il n'y aurait pas de solution politique à la crise syrienne. Or, (1) le Pentagone a mis en scène une bataille contre Daesh, qualifiée de décisive (2) il n'y a pas de soldats iraniens en Syrie, juste des conseillers militaires (3) la Maison-Blanche serait désormais prête à reconnaître la légitimité du gouvernement syrien.

La Turquie a annoncé lancer prochainement une opération contre les Kurdes indépendantistes pro-US stationnés au Nord-Est de la Syrie. Réseau Voltaire 19 décembre 2018

1.2- Trump décide de retirer tous ses soldats de Syrie - LeFigaro.fr 19 décembre 2018

À l'écoute de ses «instincts» et convaincu que les États-Unis n'ont rien à faire en Syrie, Donald Trump passe à l'acte.

Depuis la campagne électorale, il promet d'en rapatrier les troupes américaines dès la défaite de l'État islamique (EI). Ce dernier serait désormais confiné sur une infime portion de son ancien territoire. Le président américain ne prête donc plus l'oreille

aux généraux qui l'avaient convaincu au printemps dernier de ne pas désertier avant une victoire complète.

«Le Pentagone a reçu l'ordre de retirer les troupes de Syrie le plus rapidement possible», a déclaré mercredi une source officielle au Wall Street Journal. Selon le New York Times, le secrétaire à la Défense, James Mattis, et d'autres responsables militaires ont tenté de dissuader Trump de procéder à un retrait total, qu'ils jugent prématuré et contre-productif. Une telle décision reviendrait à abandonner les alliés kurdes des États-Unis, à la merci d'une nouvelle offensive de la Turquie évoquée ces derniers jours par le président Recep Tayyip Erdogan. Elle laisserait également le champ libre à la Russie et à l'Iran, alliés de Bachar el-Assad, en contradiction avec les efforts de Washington pour isoler Téhéran. Elle pourrait enfin favoriser une résurgence de l'EI, qui mène toujours des actions de guérilla avec quelque 2000 combattants le long de la frontière syro-irakienne.

Dans un communiqué publié mercredi par la porte-parole Sarah Sanders, la Maison-Blanche tente d'éviter ces écueils.

Elle affirme avoir déjà «commencé à rapatrier les forces américaines» parce que «les États-Unis ont vaincu le califat territorial» de Daech. Mais elle indique que cela «ne signale pas la fin de la coalition ou de sa campagne», seulement «une transition vers la prochaine phase», laquelle n'est pas spécifiée. Washington «reste prêt à se réengager à tous les niveaux pour défendre les intérêts américains». Ainsi, les États-Unis s'en vont ; mais ils seraient prêts à revenir. Leur décision n'affecterait pas la campagne de raids aériens menés depuis le Qatar. Et ils maintiennent quelque 5200 soldats en Irak voisin. LeFigaro.fr 19 décembre 2018

1.3- L'ordre de retrait des troupes américaines de Syrie a été signé - AFP 24 décembre 2018

Le Pentagone a annoncé dimanche la signature de l'ordre de retrait des troupes américaines de Syrie, que le président Donald Trump veut "lent et extrêmement coordonné" avec la Turquie. AFP 24 décembre 2018

1.4- La Turquie annonce le retour de 300.000 réfugiés en Syrie Reuters 22 décembre 2018

Près de 300.000 civils syriens ont pu rentrer dans leur pays grâce aux deux opérations militaires menées par la Turquie dans le nord de la Syrie, a déclaré le ministre turc de l'Intérieur Suleyman Soyly samedi.

La Turquie abrite plus de 3,5 millions de réfugiés syriens sur son territoire et une partie de la population turque considère ces civils comme un fardeau économique et comme une menace pour l'emploi.

Le ministre a précisé que les opérations militaires et les opérations de police ainsi que l'activité des gardes-côtes ont permis d'endiguer le flux de migrants syriens à destination de l'Europe occidentale. Reuters 22 décembre 2018

A mon avis, tout cela va se terminer par un accord entre Erdogan et Assad soutenu par Trump : Erdogan se chargeant d'en finir avec la résistance armée kurde, tandis qu'Assad réintègre ce territoire dans la Syrie en accordant une large autonomie aux Kurdes en échange de quoi ils déposeront les armes... Au passage une défaite cuisante pour Israël qui oeuvrait au côté des Américains.

1.5 -Le chef du Pentagone claque la porte après l'annonce de Trump sur la Syrie - AFP 21 décembre 2018

Le chef du Pentagone Défense Jim Mattis a brutalement annoncé jeudi sa démission du gouvernement de Donald Trump, au lendemain de l'annonce du retrait des troupes américaines en Syrie qui a pris de court ses alliés.

D'autant que, selon plusieurs médias américains, la présidence américaine a demandé au Pentagone d'envisager un retrait partiel également d'Afghanistan -- alors que Jim Mattis avait plaidé et obtenu l'an dernier une augmentation des troupes.

France, Royaume-Uni et Allemagne, alliés des États-Unis dans la lutte contre l'EI et cibles régulières de ses attaques, n'ont pas caché leur inquiétude après l'annonce du retrait américain, qui a provoqué levée de boucliers dans la propre famille politique de Donald Trump.

Pour la présidence française, cette "décision massue" démontre que le président américain est "de plus en plus seul sur la scène internationale et à prendre ses décisions". AFP 21 décembre 2018

Pour l'AFP, "la scène internationale" se réduit à la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne !

1.6- Trump accélère la transition à la tête du Pentagone - Reuters 24 décembre 2018

Donald Trump a accéléré dimanche le remplacement de James Mattis, qui a démissionné de ses fonctions de secrétaire à la Défense, annonçant que Patrick Shanahan, qui était jusque-là son adjoint au Pentagone, lui succéderait à compter du 1er janvier sur une base intérimaire. Reuters 24 décembre 2018

1.7- Démission de l'envoyé des Etats-Unis pour la coalition antijihadistes AFP 22 décembre 2018

L'émisnaire des Etats-Unis pour la coalition internationale antijihadistes Brett McGurk a présenté vendredi sa démission, a indiqué samedi un responsable du département d'Etat.

La semaine dernière, celui qui avait été nommé en 2015 par le président démocrate Barack Obama assurait que les Américains avaient vocation à rester encore pendant un bon moment en Syrie.

Selon plusieurs médias américains, il avait décidé de quitter son poste en février mais il a avancé cette échéance après les rebondissements de la semaine.

Le Wall Street Journal et le New York Times ont évoqué le départ de la moitié des 14.000 militaires américains engagés sur le sol afghan dans ce conflit vieux de 17 ans lancé après les attentats du 11 septembre 2001.

"Concernant la Syrie, nous devons à l'origine y être pour trois mois et, c'était il y a sept ans -nous ne sommes jamais partis", a tweeté M. Trump samedi, avant la révélation de la démission de M. McGurk.

"Lorsque je suis devenu président, l'EI se déchainait. Désormais, l'EI est en grande partie vaincu et d'autres pays de la région, y compris la Turquie, devraient être capables de s'occuper facilement de ce qu'il en reste. Nous rentrons à la maison!", a-t-il ajouté. AFP 22 décembre 2018

1.8- Macron toujours bien inspiré, et BFMacronTV prend au sérieux ses divagations.

Le 15 avril sur BFMTV, Macron avait assuré "avoir convaincu Trump de rester dans la durée" en Syrie : "Il y a dix jours, le président Trump disait : 'Les États-Unis ont vocation à se désengager de la Syrie'. Nous l'avons convaincu qu'il était nécessaire d'y rester."

Fin octobre à Istanbul, après un nouvel échange avec Trump, l'Elysée a annoncé que Paris et Washington "partagent les mêmes objectifs sécuritaires et politiques en Syrie". JDD 19 décembre 2018

2- Cuba

- Cuba : le Parlement a adopté la nouvelle Constitution, ouverte au marché - AFP 23 décembre 2018

Le Parlement cubain a adopté à l'unanimité samedi le projet de nouvelle Constitution du pays, qui reconnaît le marché sans renoncer à l'objectif d'une société communiste et sera soumis à référendum le 24 février.

Le texte a été approuvé lors d'une séance ordinaire du Parlement, qui n'était pas ouverte aux journalistes de la presse internationale, selon le site internet du quotidien officiel Granma.

"Cette Constitution est une expression authentique du caractère démocratique et participatif de notre peuple, car elle est née de lui et recueille ses sentiments", a déclaré auparavant Homero Acosta, coordinateur de la commission de rédaction.

Le texte est arrivé au Parlement dans une version largement modifiée, après trois mois de débats populaires auxquels ont participé 8,9 millions de Cubains (sur 11 millions d'habitants).

Dans un pays pourtant habitué à l'unanimité politique depuis un demi-siècle, ont surgi 783.174 propositions de modifications, rajouts ou suppressions d'articles.

Les autorités socialistes, qui ont vanté cet exercice de démocratie, ont donc dû corriger leur copie: la commission a rectifié 60% du texte.

Lors de la présentation du texte initial, un élément, très symbolique, avait été largement commenté, à Cuba comme à l'étranger: la suppression de la nécessité de construire une "société communiste", comme stipulé dans la Constitution actuelle de 1976.

Le président Miguel Diaz-Canel avait dû en septembre clarifier les choses: "Le communisme et le socialisme sont intimement liés. N'importe lequel de ces deux termes implique l'autre".

Par prudence, le nouveau texte rétablit la référence: "Si (son élimination) créait des doutes et qu'on puisse penser que Cuba abandonne (le communisme), eh bien voilà", a déclaré Homero Acosta en annonçant le retour à l'article originel.

De quoi irriter l'opposition, qui a appelé à voter non au projet: "Dire que ce n'est que dans le socialisme et le communisme que l'être humain atteint sa pleine dignité est une insulte à l'intelligence", a réagi l'Union patriotique de Cuba (Unpacu, dissidents) dans un communiqué envoyé à l'AFP. (Dans le capitalisme et l'impérialisme, il faut dire que plus personne ne se pose plus cette question, hormis leurs suppôts déguisés en "dissidents" . - LVOG)

Si Cuba ne renonce pas au communisme, son économie est de plus en plus mixte, et 591.000 Cubains travaillent dans le privé, soit 13% des salariés.

La nouvelle Constitution vise donc aussi à reconnaître cet état de fait, en admettant le marché, la propriété privée et l'investissement étranger.

Mais un principe reste souverain: l'Etat socialiste garde "les rênes de l'économie", a assuré Homero Acosta.

Autoriser plusieurs partis ou l'élection directe du président - actuellement désigné par les députés du PCC - n'ont jamais été prévus dans la nouvelle Constitution. AFP 23 décembre 2018

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Grande-Bretagne

LVOG- La Grande-Bretagne occupée... par l'armée... à la moindre occasion, l'avez-vous remarqué ? Comme en France...

- GB: L'armée déployée à l'aéroport de Gatwick, survolé par des drones - Reuters 21 décembre 2018

Des militaires britanniques ont été déployés jeudi à l'aéroport de Gatwick, survolé à plusieurs reprises par des drones de grande taille qui ont paralysé le trafic aérien à l'approche de Noël.

Tous les vols ont été annulés et plusieurs milliers de passagers ont dû patienter, tandis que la police tentait vainement de mettre la main sur les pilotes de ces engins qui sont réapparus à chaque fois que le trafic était sur le point de reprendre.

"Nous déploierons les forces armées. Nous sommes là pour aider et pour faire tout ce que nous pouvons", a déclaré à la presse le ministre de la Défense, Gavin Williamson.

Vers 17h00 GMT, easyJet, premier usager de Gatwick, a annoncé avoir annulé tous les vols prévus jeudi faute d'informations sur la reprise du trafic.

La direction de l'aéroport s'est contentée d'indiquer qu'il resterait fermé jusqu'à nouvel ordre. Environ 115.000 personnes devaient y passer dans la journée. Reuters 21 décembre 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 26 décembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

● [Au format pdf \(15 pages\)](#)

[A propos du portail.](#)

J'ai oublié de vous signaler que j'avais renouvelé (pour 3 ans) l'abonnement (86 euros) du portail au serveur de la société qui l'héberge en France.

Comme je m'y suis pris au dernier moment, et que ma banque ne pouvait pas effectuer le virement et que je ne pouvais pas non plus effectuer ce règlement avec ma carte bancaire, ce que j'ignorais, c'est ma fille qui s'en est chargée, et elle a refusé que je

la rembourse malgré mon insistance je précise, car j'aurais pu lui envoyer un mandat international plus tard. C'est donc une institutrice (une horrible fonctionnaire!) qui financera notre portail jusqu'en décembre 2021. Encore un énorme merci à elle de ma part et de celle de la société des lecteurs anonymes !

Eux ne pensent pas à moi, mais moi je pense à eux, voici la demande que j'ai formulée par courriel à quelqu'un qui m'est très proche. J'ai l'art de me faire des amis comme toujours.

- Je t'écris beaucoup, je pourrais écrire moins il est vrai. Aurais-tu remarqué si j'avais un peu ou trop un ton professoral ou un autre quelconque défaut dans ma manière de m'exprimer, je ne sais pas, de l'arrogance, un truc insupportable dont je ne m'apercevrais pas, tu peux me parler franchement je ne me fâcherai pas, au contraire.

Je te demande cela car plus aucun de mes lecteurs ne m'écrivent depuis déjà je ne sais plus deux ou trois ans ou plus. Je me demande si c'est parce que mes idées les indisposent ou si cela proviendrait du ton que j'emploie ou les deux à la fois. Pour ce qui est des idées je n'en changerais pas évidemment, mais en revanche je pourrais améliorer ma communication ou tout du moins essayer.

Ce n'est pas facile de s'exprimer librement avec des gens qui sont bourrés d'idées préconçues, tabous, complexes, etc. entre ceux qui craignent de passer pour des cons et ceux qui te prennent pour un con, je sais que je pense beaucoup plus qu'eux, je n'ai que cela à faire, mais cela ne garantit pas le résultat pour autant. Quand tu sais que les plus grands penseurs ont dit un tas de conneries, après les tiennes ne te surprennent plus. Et puis les gens deviennent de plus en plus susceptibles, paranos, schizophrènes avec le terrorisme, fake news, complot à toutes les sauces, dès que tu parles d'un truc qu'un mec d'extrême droite a évoqué, tu deviens infréquentables, ils deviennent dingues, ils croient que tout le monde les juge à force d'entendre parler qu'ils sont surveillés de partout, ils n'osent même plus ouvrir la bouche (en présence d'un inconnu surtout) ou alors ils n'écoutent plus personne en dehors des personnes qui font partie de leur bulle, etc. alors imagine un peu quand tu oses t'opposer à leurs idées, mais franchement pour qui tu te prends, tu n'es qu'une merde mon pote, ferme ta gueule. Même par courriel ils deviennent menaçants, j'en ai fait l'expérience, d'ailleurs tout ce que je te raconte là, je l'ai vécu ces dernières années sans m'en formaliser, il en faudrait beaucoup plus pour me déstabiliser, d'ailleurs je n'ai rien changé, au contraire !

Bref, c'est tellement compliqué que j'ai abandonné l'idée de construire un discours en tenant compte de mes lecteurs réels et potentiels, je m'en tiens à mes principes, je leur dis ce que je pense et je les respecte, ensuite ça passe ou ça casse, c'est uniquement leur problème, et l'air de rien si des fois je les maltraite, souvent je les ménage en me disant que c'est préférable de faire des concessions sur la forme pour mieux faire passer le contenu, l'essentiel. Je suis plus près de Robespierre que de Danton ou Hébert (ma dernière causerie).

Donc n'hésite pas à me dire ce que tu penses réellement, cela me rendra service. Parfois j'ai reçu des mails de militants qui m'écrivaient qu'ils étaient pratiquement d'accord sur tout avec moi, alors que leurs courriels démontraient justement le contraire. Je leur en ai fait la remarque ou j'ai écrit dans une causerie un truc qui leur était destiné, je n'ai jamais plus eu de leurs nouvelles, j'avais vu juste et cela ne leur a pas plus ! Je suis devenu un redoutable polémicien ! Je dois les terroriser, non mais cela me fait marrer, dis-moi, est-ce grave docteur ?

Donc on va continuer comme si de rien n'était. J'ajouterai juste qu'il m'arrive de changer d'idée, quand j'avais dû me prononcer à la hâte sur une question que je n'avais pas suffisamment étudiée. C'est inévitable, principalement parce que de nos jours on ne peut se fier à personne, à aucun dirigeant, ils sont tous corrompus idéologiquement. A défaut de mieux on adopte une idée reçue qui nous semble valable, alors qu'elle est devenue obsolète, on la défend loyalement, c'est l'essentiel, ensuite on rectifie si on en a l'occasion. Si Lénine avait viré tous les dirigeants, cadres ou militants qui ne partageaient pas ses idées ou avec lesquels il avait eu des désaccords importants, il serait resté le seul militant du parti bolchevik ! Même cela ne vient pas à l'esprit des militants qui cautionnent leurs dirigeants, c'est affligeant.

[La vie et le combat... continuent, ne sont-ils pas intimement liés ?](#)

Avant-hier soir, j'ai passé la soirée avec ma compagne Selvi, rien de spécial, on a juste regardé des vidéos en mangeant, 2Cellos, Prince, Scorpions et Def Leppard en concert jusqu'à 23 heures.

Temps radieux, 11 heures au Tamil Nadu, 30°C à l'ombre, c'est supportable pour un 25 décembre !

Les idées qui me sont venues spontanément à l'esprit au réveil à 4 heures du matin, du coup je me suis levé pour ne pas les oublier. Je ferai peut-être une sieste cet après-midi.

La révolution, c'est comme un fruit qui peut être amer, délicieux, infect.

Si on le cueille trop tôt ou quand il n'est pas encore mûr, on sera quitte pour aller se soulager en courant et on n'en profitera pas vraiment.

Si on attend qu'il soit trop mûr pour le cueillir, il sera infecte, immangeable et on le jettera.

Si on le cueille à temps ou quand il est mûr, on pourra le savourer et tirer profit de ses qualités biologiques.

Bref, avant c'est trop tôt, après c'est trop tard, et pendant il faut être au bon endroit au bon moment, sans quoi adviendra que pourra ! C'est à se demander ce qu'on enseigne à l'école et quelles leçons on tire de nos propres expériences, apparemment pas grand chose ou manifestement on ne sait pas l'employer à bon escient par la suite.

Comme quoi on devrait s'inspirer de la dialectique de la nature qui apparemment nous est devenue totalement étrangère, et c'est bien là le drame.

Les écologistes sont très mal placés pour nous donner des leçons.

Pour des gens qui veulent sauver la planète, cela fait franchement désordre, comme quoi ils n'ont pas grand chose dans la tête, la preuve ! Au lieu de vouloir changer les hommes au lieu de changer de régime, ils feraient bien par commencer par changer eux-mêmes.

L'écologisme, c'est un fruit pas mûr qui vous file la colique. Indigeste, pas comestible, à déconseiller. Quant à l'écocialisme, c'est un fruit qui ne mûrira jamais ou sera pourri avant d'être parvenu à maturité. Attention, il est d'autant plus dangereux qu'il aura l'aspect d'un fruit mûr ! A éviter, il est infectieux.

Souvenez-vous de notre causerie du 18 décembre.

- C'est donc de l'histoire de la nature et de celle de la société humaine que sont abstraites les lois de la dialectique. (Dialectique de la nature - Friedrich Engels, 1883)

Il suffit d'ouvrir les yeux, d'observer, c'est à la portée de chacun. Est-ce si difficile que cela ? Apparemment oui, aussi étonnant que cela puisse paraître. Ma maison est plantée en pleine nature, d'où j'écris en tendant le bras je pourrais vous cueillir des fleurs sauvages, voilà pourquoi peut-être je suis plus près de "la société humaine" que certains ne le pensent en passant une bonne partie de mon temps devant un écran d'ordinateur. Quand je détourne le regard de l'écran, mes yeux se portent sur des papillons, des oiseaux, des hibiscus rouge flamboyants, un immense tamarinier, un instant de détente, de soulagement aussi, pour se ressourcer, ainsi je ne suis jamais très éloigné de ma réelle nature, vous savez, celle avec laquelle on a tendance à se couper. En fait je bénéficie de conditions exceptionnelles pour penser à notre cause, donc j'essaie de vous en faire profiter, peut-être maladroitement, je l'ignore.

[Deux citations tirées de commentaires d'internautes.](#)

1- *"À mesure que l'instruction descend dans ces classes inférieures, celles-ci découvrent la plaie secrète qui ronge l'ordre social irrégulier. La trop grande disproportion des conditions et des fortunes a pu se supporter tant qu'elle a été cachée ; mais aussitôt que cette disproportion a été généralement aperçue, le coup mortel a été porté. Recomposez, si vous le pouvez, les fictions aristocratiques ; essayez de persuader au pauvre, lorsqu'il saura bien lire et ne croira plus, lorsqu'il possédera la même instruction que vous, essayez de le persuader qu'il doit se soumettre à toutes les privations, tandis que son voisin possède mille fois le superflu : en dernière ressource il vous le faudra tuer."* Chateaubriand (Mémoires d'outre-tombe)

LVOG - Et comme nous ne nous laisserons pas tuer, nos ennemis savent le sort qui les attend.

C'est aussi une des justifications du socialisme ou ce qu'il affirme, d'où notre optimisme...

Les médias-oligarques-menteurs-militarisés ont trouvé un dernier truc pour attaquer Trump.

- «Tu crois encore au Père Noël ?» : la bourde de Trump face à un enfant de sept ans - LeParisien.fr 25.12

Comme si en 2018 un enfant de sept ans était aussi naïf qu'autrefois.

En fait, à part le foi gras et le champagne, ce qu'ils ne digèrent pas c'est que le niveau de conscience des enfants a tendance à se développer de plus en plus rapidement au fur et à mesure qu'ils sont en contact avec une multitude de supports de connaissance.

Ils préféreraient qu'ils soient attardés sur le plan intellectuel et mental pour mieux les contrôler plus tard et en faire des esclaves dociles, mais apparemment les choses ne vont pas se passer de cette manière-là !

Quand tu es en contact avec des gosses de 4 ou 5 ans, tu t'aperçois très vite qu'ils vont tester ta perspicacité, ta faculté de réagir ou non aux histoires ou mensonges qu'ils peuvent raconter. Cela signifie que dès cet âge-là on n'a pas du tout intérêt à leur raconter des histoires ou n'importe quoi car on perdrait en crédibilité à leurs yeux, on se compromettrait en quelque sorte, et ensuite pour avoir de l'autorité sur eux pour les protéger, et bien on ferait face à de grosses difficultés. D'où la nécessité de toujours répondre à leurs questions, de ne jamais leur mentir, de ne rien leur cacher, sauf pour les soustraire à des peines inutiles, ce qu'on pourrait leur expliquer par la suite et qu'ils admettraient volontiers.

La désinformation bat son plein, que se passe-t-il exactement au Nicaragua, au Soudan et dans bien d'autres pays où se produisent des mouvements de masse ou présentés comme tels ? Il est plus prudent d'attendre d'en savoir plus sur ce qui se passe réellement dans ces pays pour en dire davantage, on s'en tiendra à ce qu'on sait déjà.

2- *"Les Etats-Unis d'Amérique forment un pays qui est passé directement de la barbarie à la décadence sans jamais avoir connu la civilisation"* Albert Einstein

LVOG - J'ajouterai que c'est le sort qu'ils ont réservé à tous les pays qu'ils ont pillés tout au long du XXe siècle, pour les maintenir le plus longtemps possible dans un état de sous-développement. En Inde où je vis, c'est exactement ce qui s'est produit, extérieurement ou matériellement la condition de la majorité du peuple s'est améliorée, mais au prix d'énormes sacrifices en matière de liberté et dans des conditions tellement épouvantables que le pays ressemble à un asile de fou, un hospice pour indigent, une décharge et est invivable. Il a littéralement pourri sur place au fur et à mesure qu'il se développait, et quand il n'a pas sombré dans la décadence, il est demeuré profondément arriéré, ce qui vaut guère mieux.

Le capitalisme au XXIe siècle, c'est le retour à la barbarie et ne peut pas être chose, sauf à s'en débarrasser une fois pour toute et passer au socialisme.

[Encore quelques enseignements du mouvement du 17 novembre et des "gilets jaunes" \(Suite\).](#)

Il faut préciser d'emblée compte tenu de la gravité de la situation et de la multitude de témoignages directs, que chaque dimanche des milliers de manifestants pacifiques ont littéralement été agressés par les membres de l'appareil répressif de l'Etat, ce qui a parfois entraîné leur réaction violente et légitime, et que dans bien d'autres cas le droit de manifester a été bafoué sur ordre de Macron, du Premier ministre et du ministre de l'Intérieur qui portent l'entière responsabilité des 10 morts et des centaines de blessés, ainsi que les dégâts matériels occasionnés.

Les médias scélérats ont inversé les rôles en faisant abstraction de l'origine des violences commises par certains manifestants pour les condamner, ainsi elles ont joué le rôle de porte-parole de la réaction et de défenseur de l'ordre établi, ce qui ne devrait surprendre personne, ou tout du moins aucun de nos lecteurs que l'on avait affranchi de toute confusion sur leur nature.

Cela étant dit.

Vous avez identifié les "indulgents" et les "enragés", Danton et Hébert, bravo ! En revanche pas trace de Robespierre ou plutôt de Lénine ! Une révolution sans tête ne risque pas d'aboutir !

Pour autant on ne doit se faire aucune illusion sur le mouvement dénommé les "gilets jaunes".

La nature petite bourgeoise du mouvement des gilets jaunes le condamnait à rejoindre les rangs du régime dès lors que la classe ouvrière n'en prendrait pas la direction.

Il confirme que dès lors que la classe ouvrière ne prend pas la direction d'un mouvement destiné à devenir insurrectionnel il est voué à la défaite et à disparaître. On entend par là, dès lors que des pans entiers de la classe ouvrière ne s'y rallient pas, et que les dirigeants de ce mouvement, qui peuvent être issus d'autres classes, n'ont pas conscience du rôle et des tâches historiques que le prolétariat doit accomplir pour conquérir son émancipation et réaliser la démocratie.

Il confirme que la petite bourgeoisie n'est pas et ne peut pas être une classe indépendante. Cela explique pourquoi tous les éléments de la petite bourgeoisie (mais pas seulement, au sein de la classe ouvrière également) qui se définissent eux-mêmes comme progressistes, humanistes, de gauche et qui refusent d'adopter le socialisme, sont irrémédiablement condamnés à adopter le capitalisme et à en assumer toutes les conséquences, et comme par lâcheté ou hypocrisie ils s'y refusent ou ils en sont incapables tant elles sont monstrueuses, il ne leur reste plus qu'à justifier ou maquiller leur ralliement au capitalisme en le parant d'hypothétiques vertus passées, présentes ou à venir, à sombrer dans le déni permanent et finalement à sombrer dans l'imposture ou l'opportunisme.

En manifestant l'intention de créer un parti ayant pour principale revendication politique ou pour unique perspective politique le RIC, il indique clairement quelle est sa nature en se fondant finalement dans les institutions de la Ve République ou se soumettant au régime. Ce sera donc un parti de droite. Nous ne commettrons pas à nouveau l'erreur de laisser planer un doute sur sa nature

ou sa fonction politique au sein de la lutte des classes.

Il valait mieux laisser se développer ce mouvement sachant qu'il était condamné d'avance et observer à cette occasion l'attitude adoptée par les différents acteurs, pour ensuite en tirer des enseignements politiques pour la suite de notre combat. Et là il faut avouer que nous avons été comblés au-delà de nos espérances ! C'était une formidable occasion pour construire le parti, mais on l'aura laissé filer une fois de plus.

Nous savions que le mouvement des gilets jaunes était le produit de la profonde décomposition du mouvement ouvrier, en quelque sorte il fut l'occasion de le confirmer de manière magistrale, entre ceux qui le soutinrent aveuglément comme s'ils avaient à expier un péché mortel, et ceux qui le condamnèrent en recourant à des procédés scélérats, on fut servi à en avoir la nausée !

Je pense que la classe ouvrière avait besoin de cet épisode pour se débarrasser des oripeaux du réformisme bourgeois et renouer avec la tradition du mouvement ouvrier révolutionnaire. Et puis il servit à lui montrer la véritable nature du régime, une machine de guerre destinée uniquement à servir et défendre les intérêts des capitalistes, prête à la moindre menace à recourir à une répression féroce, lui indiquant par là que la lutte de classes était une lutte à mort à l'issue de laquelle un seul des combattants demeurerait en vie tandis que l'autre devrait périr.

Dans ces conditions, il est inconcevable que la classe qui détient le pouvoir puisse le partager avec une autre classe, donc toute tentative de faire croire le contraire est purement et simplement une escroquerie politique, dont leurs auteurs auront plus ou moins conscience, précision qui s'impose puisque malheureusement la plupart des travailleurs et des militants l'ignorent pour ne pas avoir à les caractériser de réactionnaires, ce qu'ils méritent dans bien des cas, ce qui n'est pas une insulte ou un verdict définitif qu'ils se rassurent.

Et puis cet épisode a permis de montrer à quel point le régime était vulnérable, Macron prêt à être exfiltré en hélicoptère si l'Elysée tombait, des commissariats en partie désertés, des policiers qui sympathisent avec les manifestants, des militaires qui se rebellent, des CRS qui se font porter pâles, alors imaginez quelques millions seulement qui déferleraient à l'assaut des institutions et en un éclair il n'en resterait plus rien ! Encore faudrait-il que les esprits de dizaines de millions de travailleurs y aient été préparés et soutiennent la révolution ou tout du moins n'y soient pas hostiles et s'y rallient ensuite...

On a également pu observer de près quelles fonctions ont rempli les médias au côté du régime. Ceux qui s'étendent en long, en large et en travers sur ce sujet ne valent pas mieux en général, et leur discours en apparence radical ne sert qu'à le camoufler. Il faudra les neutraliser leur capacité de nuisance le plus tôt possible au cours du processus révolutionnaire, prendre le contrôle de toutes les chaînes de télévision et les radios appartenant à des oligarques, les exproprier sur le champ, arrêter leurs directions et leurs dirigeants, cela vaudra pour l'ensemble de la presse détenue également par des oligarques, toutes les imprimeries du pays étant saisies et placées sous le contrôle de leurs ouvriers.

Pendant qu'on y pense, à propos du téléphone et d'Internet. Le gouvernement ne pourra pas couper le téléphone car il en aura aussi besoin, par contre il pourra couper Internet. Il ne coupera pas le téléphone, pas si sûr, évidemment, avec tous les fichiers qu'ils auront constitué, ils pourront facilement cibler les numéros à couper, dans ce cas-là il faudra passer par un tiers en principe non fiché, un membre de la famille, un proche, un collègue de travail, un voisin, un inconnu, ou passer par des complices pour obtenir des cartes en fournissant des copies de faux papiers ou justificatifs de domicile, le mieux étant de prendre le contrôle des entreprises qui délivrent ces cartes, ce sera un objectif stratégique capital avec les médias.

Inutile ici de revenir en détail sur la répression féroce dont furent victimes les manifestants lors de l'acte V de cette mobilisation. On peut ajouter que cela donne un éclairage nouveau sur les rapports réels qui existent entre les classes et qu'ils ne sont pas en faveur des conciliateurs et autres collaborateurs avec les représentants du régime, gouvernement et patronat, les dirigeants des syndicats en tête qui sont tous des agents du régime avec lesquels les masses identifient le mouvement ouvrier ou l'ensemble des syndicats, militants inclus, qui pour certains se désolidarisent de leurs dirigeants, ce qui devrait alimenter la crise dans les syndicats et tous les partis qui se sont compromis avec cette pourriture, on ne s'en plaindra pas, bien au contraire.

Les représentants de la petite bourgeoisie, ainsi que les blanquistes et les proudhoniens qui représentaient la classe ouvrière au sein de la Commune commirent l'erreur fatale de ne pas arrêter et juger Thiers et son gouvernement quand ils étaient encore dans les murs de Paris, et quand ils déménagèrent à Versailles, ils ne bougèrent pas davantage, vous connaissez la suite. Ils n'avaient tiré aucune leçon du déroulement de la révolution démocratique bourgeoise de 1789 à 1794.

Il fallut trois longues années pour obtenir la tête de Louis Capet dit le XVIe. Ce fut long, oui et non puisqu'il s'agissait de mettre fin à plus de 1700 ans de monarchie ou de féodalité, et encore entre juillet 1789 et août 1792 les révolutionnaires avaient eu au moins deux autres occasions qu'ils laissèrent échapper de liquider Louis XVI, mais peut-être pas la monarchie, il aurait aussi fallu la tête du général La Fayette, mais ce n'était pas gagné d'avance plus tôt, comme quoi parfois il est urgent d'être patient et de réfréner notre ardeur à en finir une bonne fois pour toute avec le régime, chaque révolution a sa propre dialectique et il ne faut pas brûler les étapes sous peine de finir carbonisé, qu'on se le dise.

Avec le capitalisme on en est entre deux et deux siècle et demi d'existence sur le plan institutionnel en partant de la Grande-

Bretagne et de la France, c'est très peu si on le compare à la monarchie et au mode de production féodal, mais cette comparaison est déplacée ou même aberrante pour au moins deux raisons : Du fait du gigantesque développement des forces productives et de l'explosion de la démographie mondiale depuis l'avènement du mode de production capitaliste, qui permettent de satisfaire les aspirations et les besoins matériels de l'humanité et de mettre un terme au règne de la nécessité pour entrevoir enfin celui de la liberté, objectif réalisable depuis environ un siècle mais auquel s'oppose la survie du capitalisme qui privilégie la satisfaction des besoins d'une infime minorité au détriment du reste de la population mondiale.

Voilà pourquoi c'est l'unique obstacle à abattre pour résoudre tous les maux dont souffrent l'humanité et notre planète, objectif politique autour duquel l'ensemble des exploités et des opprimés ainsi que leurs représentants devraient se rassembler.

Mais comme le capitalisme s'est doté d'institutions politiques pour représenter et préserver ses intérêts, les justifier sur le plan juridique ou du droit et les imposer au reste de la population, il faut commencer par lui retirer le pouvoir politique pour saper la légalité de son pouvoir économique basée uniquement sur les inégalités sociales entre les classes que rien ni personne ne peut légitimer ou justifier.

D'où la nécessité du combat politique pour chasser ses représentants au pouvoir en recourant à un soulèvement révolutionnaire des classes exploitées et opprimées, puisqu'il n'existe pas d'autres moyens démocratiques pour parvenir à cet objectif.

Le capitalisme qui clôt le cycle du règne de la nécessité et de l'exploitation de l'homme par l'homme précipite l'heure de l'émancipation, de la libération des opprimés ou de la destruction finale de la civilisation humaine.

Autre enseignement.

Les masses ont fait l'expérience de la répression, des provocations policières, des médias menteurs, cela devrait les aider à rompre avec le régime ou à se détourner de leurs porte-parole, ils jugeront d'un mauvais oeil à juste titre tous ceux qui les ménagent ou leur trouvent des vertus ou qui tiennent un double langage, Mélenchon et sa clique de bras cassés par exemple.

Autre chose.

Dans ma causerie du 18 décembre, j'ai attaqué Etienne Chouard que je tiens pour un charlatan, pour autant quand il fut qualifié de rouge-brun par Autain (LFI) à l'Assemblée nationale, j'ai estimé qu'il était préférable de rester en retrait, sachant que cela ne dérangeait pas madame Autain de s'encanailler avec les ordures d'EELV, de Génération.s ou du PS qui étaient allés saluer le coup d'Etat de l'Otan réalisé grâce à des milices néonazis ou de se faire la porte-parole de toutes les campagnes identitaires ou communautaristes orchestrées par les idéologues de l'oligarchie, je ne tenais pas à me compromettre en reprenant la caractérisation de cette opportuniste hystérique, même si j'estime Soral infréquentable.

A ces ordures vous pouvez ajouter Laurent Mouchard dit Joffrin, rédacteur en chef de Libération auquel Autain a tendu la perche de l'ignominie.

En couverture de Libération le 6 mai 2017 - Faites ce que vous voulez mais votez Macron.

Libération le 21 décembre 2018 - Libération titrait : L'original : Chouard, Dieudonné, Ruffin

Joffrin qui porte bien son nom : Ruffin veut mélanger sans précaution le jaune des gilets au rouge et au vert de sa rhétorique d'extrême gauche. On voit, dans son cas, ce que donne un tel mélange de couleurs : du brun.

Monsieur Laurent Mouchard (et son père millionnaire qui a financé le FN) qui était un ami intime de J-M Le Pen dans les années 60 est sans contestation possible bien placé pour en parler...

J'ai caractérisé le néolibéralisme d'extrême droite parce qu'il ne peut pas supporter la moindre expression de la démocratie empiète sur son pouvoir totalitaire. Donc tous ceux qui en sont les porte-parole méritent cette caractérisation.

J'ai affirmé également que la gauche institutionnelle ou réformiste était l'antichambre de l'extrême droite ou qu'elle faisait le lit de l'extrême droite, les faits l'ont amplement confirmé. Pourquoi ? Mais parce qu'elle est viscéralement liée au régime, et lorsque la crise du régime devient aiguë elle prend la tourne d'une dictature ouverte ou du fascisme.

Comment des acteurs comme BHL, Kouchner, Hollande, Macron, et des milliers d'autres dirigeants politiques, éditorialistes, journalistes, philosophes, historiens, intellectuels, etc. ont-ils pu un jour se revendiquer de gauche, se faire passer pour des gens de gauche, alors qu'en réalité ils ne l'avaient jamais vraiment été ? Certes, parce que la gauche était déjà complètement pourrie ou était déjà de droite.

C'est ainsi que la plupart des acteurs qui se prétendaient de gauche à une époque, emprunteront le discours ou les arguments de l'extrême droite dans d'autres circonstances, et s'ils n'étaient pas compatibles avec le socialisme, ils le seront avec le fascisme. Une simple constatation vous observerez.

Et après ?

Dans l'avant-dernière causerie j'avais proposé une stratégie politique tirée des enseignements des révolutions de 1789-1794, 1830, et février et juin 1848, ainsi que la Commune de 1871, je n'avais pas inclus ceux des révolutions russes de 1905 et 1917 puisqu'il n'existe pas de parti ouvrier révolutionnaire en France en 2018. Je vous y renvoie.

J'ignore quelle tournure va prendre la situation politique dans les semaines à venir, si les masses vont réaliser ce qui s'est passé depuis le 17 novembre, quels enseignements elles vont en tirer. Certains affirment que la mobilisation va continuer ou repartir de plus belle, je n'ai pas suffisamment d'éléments pour en juger. J'ai simplement constaté que les dirigeants de LFI qui appellent à continuer à aller manifester à Paris n'ont pas été capable ou n'ont pas pu mobiliser leurs 9 millions d'électeurs de la présidentielle, leurs 500.000 adhérents dont on ignore s'ils ont réellement existé un jour.

On peut penser qu'il va leur falloir du temps pour réagir même si leur condition est demeurée inchangée et que ce seront les prochaines mesures annoncées par Macron qui mettront à nouveau le feu aux poudres, quand, au printemps, avant, d'ici l'été prochain, le thème des retraites est explosif, Macron osera-t-il le mettre sur la table dans quelques mois, je l'ignore.

Une simple étincelle peut désormais embraser le pays du jour au lendemain et conduire à une insurrection, certains le souhaitent, d'autres le redoutent, mais ce que tous doivent savoir, c'est qu'une insurrection doit impérativement s'appuyer sur les enseignements de la lutte de classe du passé pour espérer triompher et que le chemin pour parvenir au but est semé d'embûches, de pièges qu'il faut déjouer, malheur à ceux qui confondraient leurs désirs avec la réalité, qui continueraient de refuser d'entendre cet avertissement.

Une insurrection pour aboutir à besoin de fins stratégiques, de dirigeants capables de saisir la moindre modification intervenue entre les classes pour déterminer les tâches et les objectifs que les masses doivent accomplir ou se donner pour infliger des revers à l'ennemi, agir de manière disciplinée, organisée pour pouvoir réagir et reculer en ordre en cas de défaites partielles, afin d'aborder dans les meilleures conditions l'étape suivante pour aller de l'avant, encaisser tout recul pour mieux repartir à l'assaut, éviter toute tergiversation ou hésitation qui se solderait par la division et la démoralisation de nos forces ou les affaiblirait. Nous sommes supérieurs en nombre, la légitimité est de notre côté, notre cause est juste, vaincre notre ennemi est à notre portée dès lors qu'on garde cela à l'esprit en permanence, qu'on l'insufflé aux masses pour qu'elles ne flanchent pas au moment décisif, pour qu'elles soient gonflées à bloc et balayent les doutes qui pourraient les ronger, qu'elles fassent preuve d'héroïsme, d'où la nécessité absolue qu'elles soient organisées ou puissent s'appuyer sur un parti qui a su gagner leur confiance et qui la mérite parce qu'il ne les trahira jamais. Sachant que c'est une lutte à mort qui sera engagée, on ne pourra pas en confier la direction au petit bonheur la chance, à des dirigeants qui se sont compromis dans le passé, à des dirigeants autoproclamés, ceux qui vous disent le contraire sont de dangereux charlatans ou aventuriers qui jouent avec votre vie, il faut les combattre impitoyablement.

La révolution est un acte démocratique tant par la forme que par son contenu, parce c'est la majorité qui au mieux y sera associée ou qui finira par y participer, au pire, qui la soutiendra voilà pour la forme, et parce que les intérêts qu'elle représente coïncident avec les aspirations ou besoins de l'immense majorité des exploités et des opprimés qui composent la société, elle n'a pas besoin de chercher ailleurs une justification ou une légitimité parce qu'elle les porte en elle, voilà pour le contenu.

En lisant cela, vous comprendrez peut-être mieux pourquoi nous qualifions de gredins ou de réactionnaires tous ceux qui s'y opposent, tous les dirigeants des partis institutionnels qui osent parler en notre nom ou qui n'ont que la démocratie à la bouche et qui vomissent dessus quotidiennement.

Maintenant il nous faut admettre que nous abordons cette phase décisive de la lutte de classes dans les pires conditions à tous les niveaux, il ne faut surtout pas se le cacher, mais les choses peuvent évoluer très rapidement et nous continuons de croire que notre combat n'est pas perdu d'avance, même si nous partons avec un lourd handicap.

Les masses n'y ont pas été du tout préparées, les militants non plus. On n'a pas cessé de les bercer d'illusions ou de leur raconter des histoires, peu importe d'ailleurs qu'ils y aient plus ou moins cru, toujours est-il qu'elles ne sont pas parvenues à se doter d'une nouvelle direction pour mener ce combat dont l'enjeu sera décisif pour l'avenir de l'humanité, cela aussi il faut le conserver précieusement à l'esprit en permanence. Cela doit être notre objectif prioritaire. Les dirigeants qui vous diront qu'il n'a jamais cessé d'être le leur sont des menteurs, nous avons eu mille occasions de le démontrer au cours de la dernière décennie dans ces causeries en remontant parfois un demi-siècle en arrière pour montrer que c'était une constante chez eux de tenir un double langage, inutile d'y revenir ici.

Dès lors nous nous retrouvons dans la situation où nous ne pouvons placer notre confiance dans aucun parti ouvrier, ce qui est en soi désastreux ou dramatique. On pourrait admettre qu'on se soit trompé sur leur compte une fois, deux fois, trois fois à la limite mais pas des dizaines de fois sur une durée aussi longue, ou alors cela signifierait qu'on se serait fourvoyé sur toute la ligne,

pour nous en convaincre il faudrait qu'on admette qu'on a rêvé, que les faits qu'on a relevés minutieusement ne se sont jamais produits, qui plus est après être revenu dessus une multitude de fois ou en les ayant examinés sous tous les angles parce qu'on n'y croyait pas nous-même, combien de fois je me suis dit : Ce n'est pas possible, pas eux, non, je ne veux pas le croire, et puis à la longue il a bien fallu se résigner à l'évidence, si, eux aussi.

Par ailleurs pour avoir milité dans une organisation, je n'ai pas perdu de vue qu'un parti pouvait adopter une ligne politique pour défendre son appareil, pour des raisons qui pouvaient nous échapper, pour éviter d'être complètement isolé, pour remobiliser ses militants démoralisés ou je ne sais quoi encore, j'ai imaginé toute sorte de scénarios pour justifier leurs positions, y compris bien entendu qu'ils pouvaient être motivés par l'aggravation de la crise du capitalisme, du régime, qui avait entraîné une modification des rapports entre les classes, je pense sincèrement ne rien avoir laissé au hasard et j'en suis chaque fois arrivé aux mêmes conclusions, donc j'ai dû me résoudre à les accepter.

Malgré tout j'ai appelé les lecteurs à rejoindre tel ou tel parti plutôt que rester inorganisés quitte à ce que cela soit perçu par certains comme une concession inacceptable ou pire une compromission, j'y ai pensé évidemment. Et puis peu de temps après, ces partis tenaient à nouveau un discours que nous ne pouvions que condamner, et nous nous retrouvions dans la même situation que précédemment. J'ai eu des contacts avec des cadres de certains partis ou dirigeants de petites formations, mais chaque fois je me suis retrouvé en présence de furieux dogmatiques ou des militants à l'esprit étroit, borné, qui ne voulaient même pas examiner mes arguments, je devais adopter les leurs ou me rallier inconditionnellement à leurs positions et la fermer, c'était inacceptable et j'ai abandonné. Que pouvais-je faire de plus, rien, hélas ! Moi je ne demande qu'à être convaincu que je me suis trompé, j'en serais le premier à en être heureux, quel soulagement ce serait entre nous, mais je ne peux quand même pas inventer quelque chose qui n'existe pas.

On m'a adressé un tas de documents que j'ai commencé à lire, pour m'apercevoir dès les premières pages que leurs auteurs reproduisaient les erreurs des dirigeants qu'ils dénonçaient, c'était tellement gros que je n'ai pas insisté non plus.

Si je dis que les faits m'ont donné raison, cela ne vaudra rien dire ou n'avancera à rien, puisqu'ils sont convaincus que ce qui arrive devait arriver ou que c'était écrit d'avance et que personne n'y peut rien, donc il n'y a pas à chercher où les uns ou les autres auraient commis des erreurs pour les corriger, ce qui les conduit à ne rien changer comme si de rien n'était, bref, tout est pour le mieux dans le pire des monde et personne n'y peut rien, c'est la fatalité, c'est comme cela, c'est triste et effrayant à la fois quand on y pense, c'est un cauchemar, que voulez-vous que je vous dise de plus.

Cela ne servirait à rien non plus d'affirmer que je n'ai aucun intérêt dans cette affaire contrairement à eux, aucune ambition personnelle dans mon trou en Inde, cela ne m'empêcherait pas de pouvoir me leurrer moi-même, même en étant sincère ou honnête, mais j'ai franchement du mal à l'envisager pour avoir retourné dans tous les sens mille fois ces questions, quel profit j'en tirerais, d'avoir raison, quelle connerie, soyons sérieux ! Et puis je pars toujours des faits, quand je dénonce une surinterprétation par exemple, je fournis toujours les éléments matériels qui le démontrent, je n'invente rien.

Je conçois très bien qu'on mette en avant tel ou tel mot d'ordre pour faire de l'agitation, mot d'ordre qui peut s'avérer réducteur ou qu'on peut interpréter de différentes manières, mais on ne juge pas là-dessus l'activité d'un parti, d'un courant politique, mais sur ses résultats concrets, son bilan au bout d'un demi-siècle d'existence ou davantage, quel objectif il a permis d'atteindre, où il en est en terme de construction, comment il s'y est pris pour élever le niveau de conscience des masses, on ne va le juger en examinant le niveau de conscience des masses ce qui serait ridicule et injuste puisqu'ils sont marginalisés, mais celui de ses propres militants et cadres, dirigeants, sur le contenu de sa production écrite, de ses déclarations, appels, de quelle manière il s'adresse aux masses, à qui il s'adresse, se donne-t-il les moyens de construire le parti ou ses dirigeants poursuivent un tout autre but, etc. A suivre.

[Derniers développements de la situation en France, quelques infos et témoignages.](#)

Totalitarisme. L'ordre doit régner. Au tour des menaces et des sanctions pénales.

LVOG - Nous exigeons la libération de tous les manifestants emprisonnés depuis le 17 novembre, l'abandon des poursuites judiciaires, l'annulation de toutes les sanctions prises à leur contre !

- Gilets jaunes : le gouvernement veut en finir - Liberation.fr 24.12

L'exécutif a affiché dimanche et lundi un message de fermeté après plusieurs semaines de manifestations des gilets jaunes émaillées de violences. Liberation.fr 24.12

Thiers la haine de la classe ouvrière est de retour.

- Gilets jaunes: Philippe pour punir sévèrement l'agression de policiers Reuters - 24.12

- Edouard Philippe affiche sa "détermination à ramener l'ordre" - AFP 24 décembre 2018

Les psychopathes forcenés en rajoutent.

- "Gilets jaunes" : pour Mounir Mahjoubi, les ingérences de "forces étrangères" via les réseaux sociaux sont "inacceptables" Franceinfo 24 décembre 2018

Que s'est-il réellement passé à Paris lors de "l'acte 6", entre des manifestants et des gendarmes motorisés ?

Grille de lecture.

Un groupe de manifestants se trouvaient à proximité de l'avenue Georges V sans présenter apparemment de menace à l'ordre public, quand tout d'un coup suite à un ordre donné par un supérieur hiérarchique de les disperser, les forces de l'ordre leur envoient non pas une mais trois grenades de désencerclement, en réponse à cette agression caractérisée, leur réaction immédiate a été de s'en prendre à quatre gendarmes motorisés qui étaient à leur portée, oeil pour oeil, dent pour dent, rien de plus banal en somme. A la répression aveugle ou injustifiée, ils vont s'en prendre aux forces de l'ordre qui leur tomberont sous la main, histoire de montrer qu'ils ne résigneront pas à subir un tel traitement. A la violence extrême ou à la terreur, ils répondront par la terreur ou leur violence se situera au même niveau, ce qui était légitime. Le ministre de l'ordre établi et les médias à ses ordres fourniront une autre version, amputée, normal.

- Le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, considère que les policiers ont eu "une attitude exemplaire face à des attaques inqualifiables". - franceinfo 24.12

Tournées samedi 22 décembre lors de "l'acte 6" des "gilets jaunes", les images montrent trois motards de la police, obligés de prendre la fuite alors qu'ils sont pris à partie par des manifestants. "Ces images ont impressionné, elles ont choqué", a estimé Edouard Philippe, lundi 24 décembre, en fin de matinée.

Quelques secondes avant les premières violences, on voit un policier lancer ce que le journaliste pense être une "grenade de désencerclement" explique-t-il à franceinfo.

Stéphanie Roy (reporter freelance pour l'agence Line Press et Clément Lanot, journaliste indépendant) a également publié une vidéo de "la scène dans sa totalité" où l'on voit les policiers lancer trois grenades pour, semble-t-il, bloquer les manifestants qui voulaient s'engouffrer dans l'avenue George-V. franceinfo 24.12

Quand le règne de la terreur se retourne contre eux

- Joachim Son-Forget (député LREM) accusé de sexisme après avoir évoqué "le pot de maquillage" d'Esther Benbassa - Le HuffPost 25 décembre 2018

La querelle virtuelle a commencé le 23 décembre, lorsque Joachim Son-Forget s'est ému d'un tweet de la sénatrice EELV, où elle dénonçait les termes de "violence" et "vulgarité" employés par Brigitte Macron - citée dans un article du Monde- pour décrire les comportements de certains manifestants lors des mobilisations de gilets jaunes.

Cette publication a provoqué l'agacement de Joachim Son-Forget, qui a estimé que l'élue EELV avait "détourné" un article "partial et à charge" pour "mettre de l'huile sur le feu". Et de s'attaquer au physique de la sénatrice: "Avec le pot de maquillage Esther Benbassa que vous vous mettez sur la tête, vous incarnez plus que jamais ce que vous tentez maladroitement de caricaturer. Vous le sentez l'amalgame violent maintenant?" Le HuffPost 25 décembre 2018

Ne cherchez pas, entre eux il n'y a que la couche de maquillage qui les distingue.

[Macron vomit le peuple et lui fait savoir une fois de plus, tout en honorant l'armée, le dernier fidèle rempart du régime.](#)

- Message de Noël : pour Macron, un tweet et un hommage aux militaires - LeParisien.fr 25 décembre 2018

LeParisien.fr- Le chef de l'État a tweeté ce mardi matin un message très simple pour souhaiter un bon Noël à ses concitoyens : "Brigitte se joint à moi pour souhaiter un joyeux Noël à chacun d'entre vous."

LVOG - "Moi", pour vous, c'est lui, mais pour lui ce n'est pas lui, son moi n'est pas pour vous, vous avez pigé ?

LeParisien.fr - Le chef de l'Etat est tout de même intervenu en toute fin de soirée, vers 23h30, au cours de l'émission « Noël avec nos soldats », diffusée depuis Port-Bouët, à Abidjan (Côte d'Ivoire) mardi soir sur France 2. Emmanuel Macron a alors endossé son rôle de chef des armées. Le président de la République a évoqué les hommes et les femmes « tombés au combat », affirmant connaître la « douleur du premier Noël qui suit le départ d'un proche ». « Au milieu des festivités, ayez un instant pour penser à eux. Nos soldats, leurs familles, nos blessés et nos disparus », a-t-il notamment énuméré lors d'une courte allocution. LeParisien.fr 25 décembre 2018

Il n'allait pas évoquer ceux qui sont "tombés" victimes de la féroce répression policière qu'il a ordonnée.

Vos, soldats, leurs familles, vos blessés et vos disparus en sont pas les nôtres !

La réaction assumée dans toute sa splendeur.

- Manifestations des "gilets jaunes" : "Ceux qui restent sont des antirépublicains" - franceinfo 23.12

Jean Petaux, politologue à Sciences Po Bordeaux.

La violence est proportionnelle à la baisse des effectifs, c'est-à-dire qu'il reste les noyaux les plus militants, les plus extrémistes et les plus protofascistes.

Ce qui est clair, c'est que ceux qui restent sont des antirépublicains, clairement. Ce mouvement, depuis le début, est absolument inédit.

C'est un mouvement qui, au maximum, rassemble 40 000 personnes sur l'ensemble du territoire, et vous avez une stratégie de la violence et de la tension.

Ce sont des faits inadmissibles, inacceptables en République et en démocratie. Il ne faut pas se cacher derrière son petit doigt et dire qu'il y a des raisons de faire ça, il n'y a pas de raisons de faire ça. Il y a une mécanique qui est une convergence entre le brun et le rouge et de ce point de vue là, François Ruffin est une véritable caricature de ce processus. Il y a une convergence des mouvements factieux et séditionnels qui s'incarnent dans ce qu'on a vu à Toulouse, Bordeaux et Paris.

Il y a de fortes chances, compte tenu de l'agenda social du premier semestre, que d'autres explosions sociales se multiplient. La rentrée de janvier ne va pas du tout être simple pour le gouvernement.

Je pense que le degré de détestation qu'a atteint Emmanuel Macron auprès d'une majorité de Français n'est pas rattrapable dans la mesure de la confiance à son égard. franceinfo 23.12

Fabrication du consentement ou l'esclave en guise de destin

- "Gilets jaunes" : "Le vrai débat c'est un contrat démocratique et social qu'il faut inventer", selon le député LREM Patrick Vignal - Franceinfo 25.12

Au lendemain de l'acte 6 de la mobilisation des "gilets jaunes", Patrick Vignal, député LREM de l'Hérault, estime sur franceinfo qu'"on est à un tournant qui doit permettre au président de la République de rebondir et de cesser d'avoir une fracture". Franceinfo 25.12

Ils ont de quoi s'inquiéter : "On ne lâche rien."

- "Gilets jaunes" : "Que ça soit le réveillon, Noël, Pâques, on tiendra tant qu'on n'aura pas ce qu'on veut" - franceinfo 25.12

Ils ne lâchent pas leur rond-point même à Noël. Lundi 24 décembre, des "gilets jaunes" ont décidé de réveiller sur leur campement. Objectif : montrer qu'ils restent déterminés, même pendant les fêtes. C'est le cas d'une quinzaine de Picards. Ils ont passé la soirée sur le rond-point de l'Oiseau à la sortie de l'A16 près d'Abbeville dans la Somme, en entonnant un chant toute la soirée : "On ne lâche rien."

Olivia, au chômage, s'est recréé un cocon ici : "Tout le monde est solidaire, c'est vrai qu'on est là du matin jusqu'au soir, c'est comme une deuxième famille", ajoute-t-elle. Jean-Luc et Joël ont décoré le sapin posé dans le coin de la cabane, ils ne se voyaient pas réveiller ailleurs que sur leur rond-point : "On continue. Que ça soit le réveillon, Noël, Pâques, on tiendra, tant qu'on n'aura pas ce qu'on veut, on tiendra. Il a beau dire ce qu'il veut Macron, il ne nous aura pas. Parce qu'ici, ce sont des gens déterminés, parce que faire Noël ici, chapeau !", lancent-ils. Et les deux "gilets jaunes" promettent qu'ils seront au même endroit pour le jour de l'an. franceinfo 25.12

Parole d'internaute

1- "C'est étrange que ces spécialistes en tout genre même Todd ou des journalistes comme Daniel Schneidermann disent "je n'ai rien vu venir" ! Cela fait quand même bien 30 ans que le système de casse générale du pays est "en marche" c'est le cas de le dire. Comment tout ces gens là n'arrivent pas à prendre "le pouls du peuple" qu'ils côtoie même sur leurs sites ?. Les chiffres a surveiller : 135 000 000 de repas donnés par les Restos du Coeur, l'an dernier (sans compter le Secours Catholique, Secours vert) les délocalisations, destructions d'emplois, le chômage de masse, la précarisation, pauvreté qui rappelle les années d'après guerre auraient dû les alerter. De même les appels des services de santé publiques, les écoles qui ferment, des villages abandonnés. Il était clair que le modèle économique prôné dans les années Reagan/Thatcher ayant déjà mis a mal les Usa et Uk devaient chez nous donner les mêmes résultats. "

2- "Le système de domination actuel (les féodalités financières comme vous le dites si bien) repose aussi sur toute une hiérarchie de larbins, de détournements des fonds publics, de fraudes fiscales, de corruption locale sous le regard bienveillant de l'État.

Dans mon coin par exemple, en plus des ronds points il y a des groupes de gilets jaunes qui se sont formés pour étudier tout ça, fusionnant avec des associations déjà existantes, alertant la population de ces situations illégales, réclamant à nos élus de saisir les autorités concernées (Cour des Comptes, Autorité de la Concurrence, ...), ...

Et ça ne fait que commencer...

Ils tremblent de peur, parce que eux aussi ont bien compris qu'il ne s'agissait pas que de Macron..."

RIC. Réaction d'un travailleur suisse.

"Actum est de republica ! 24.12

Ne rêvez pas de la Suisse ! La Démocratie ici aussi n'est qu'une chimère, les projets véritablement sains sont rares et systématiquement retoqués, quand ils ne sont pas choisis pour coller à certaines exigences plus ou moins occultes... Il n'y a pas pire simulacre que celui qui singe trop habilement la réalité. En Suisse, les salaires sont certes élevés, mais les produits de première nécessité sont hors de prix pour le Suisse moyen, sans parler des loyers et pourtant tout le monde se tient à carreau. Ici à xxx, il y a un très fort contingent de CSP+ et au-delà, provenant de pays anglo-saxons venus pour quelques années « faire du fric » avant de saccager socialement d'autres pays, bien moins lotis que celui-ci ! La Suisse est devenue un Disney Land sans frontière où le rêve multiculturaliste de la boboitude branchouille règne en maître. Extrêmement voyante et décomplexée, elle arrive à faire croire en sa domination qui reste essentiellement symbolique. Et comme la culture alémanique est ce qu'elle est, il n'y a pas de vague. Le conditionnement des masses fonctionne à merveille ! La Suisse est aussi un laboratoire à ciel ouvert où la police non plus ne faut pas dans la dentelle. Il faut néanmoins reconnaître c'est le défaut de sa qualité, les gens ici sont bien plus respectueux les uns des autres (les autochtones surtout. La caste de privilégiés du multiculturalisme et les jeunes générations sont globalement toutes aussi égoïstes et narcissiques que les autres partout ailleurs) que les Français entre eux, notamment. Autre culture, autre Histoire. Mais la France que j'aime se réveille enfin d'un trop long sommeil !

La Suisse que j'aime malgré tout, pour ses paysages, sa sérénité, son Histoire, est une Suisse amplement fantasmée. Elle est devenue de décennies en décennies le Cheval de Troie de la Dictature mondialiste en Europe. Le véritable coffre-fort du monde quoi qu'on en dise... L'un de ces plus importants moteurs financiers. La BRI, c'est à côté...

Bref, ne rêvons pas la Suisse et investissons pacifiquement (et d'urgence ! Ils sont fébriles, profitons-en !) nos journaleries nationales et régionales pour faire entendre la voix du peuple de France, la voix de tous les Français en mesure de comprendre la réalité de la partition diabolique jouée par nos élites autoproclamées. Et nous sommes bien plus nombreux que le miroir merdique déformant le prétend à longueur d'antenne !"

ECONOMIE

[La Bourse ou la vie](#)

LVOG- Le dollar et les taux d'intérêt qui montent, le pétrole qui baisse, les signes avant-coureurs de la prochaine explosion financière programmée?

- Les bourses mondiales dévissent pour Noël - euronews 25 décembre 2018

La bourse de Tokyo a plongé de 5% mardi, après un week-end prolongé et une baisse à Wall Street. En cause, les incertitudes à Washington et la chute des prix du pétrole.

Les investisseurs ont réagi aux critiques de Donald Trump concernant la banque fédérale américaine mais également au Shutdown aux Etats-Unis. Le Dow Jones a signé son plus mauvais réveillon de Noël, - 650 points, et pourrait connaître le plus mauvais mois de décembre depuis la grande dépression de 1931.

En Chine, la bourse de Shanghai a également dévissé de 2%.

La plupart des bourses mondiales sont restées fermées ce 25 décembre pour Noël. euronews 25 décembre 2018

[Le nouvel ordre mondial mafieux de la finance.](#)

- Rothschild et Goldman Sachs pratiquent la fraude et le blanchiment en Malaisie et ailleurs - Réseau Voltaire Mexico (Mexique) 24 décembre 2018

Il manque un milliard de dollars au Fonds souverain malais ; une erreur des banques Goldman Sachs et Rothschild. S'il s'agissait de petites banques, leurs dirigeants seraient en prison. Mais celles-ci sont coutumières du fait et vous présentent leurs excuses.

par Alfredo Jalife-Rahme

On a découvert des transactions irrégulières à hauteur de cinq milliards de dollars, et un réseau de blanchiment d'argent dans dix pays, qui impliquent les banques d'investissement censées être au-dessus de tout soupçon Goldman Sachs et Rothschild, le tout dans une opération frauduleuse contre IMDB, le fonds souverain malais, et cela a secoué le monde financier, depuis les USA jusqu'à Singapour, en passant par la Suisse [1].

Les fonds vautour, sur lesquels règne l'Israélo-américain Paul Singer [2], qui ont dépecé l'Argentine [3], s'intéressent maintenant au Mexique, qui possède naïvement des bons Texcoco fournis par le couple apatride Videgaray/Peña.

Le site Bloomberg revient sur l'histoire de IMDB de Malaisie, le scandale qui a secoué le monde de la finance [4].

La banque Rothschild AG a —dit-on— sérieusement rompu avec les règles du blanchiment d'argent dans sa pratique corruptrice en Malaisie, qui a piégé les prêteurs dans le monde entier [5].

Bizarrement, le régulateur financier suisse Finma, qui doit encore à l'opinion publique mexicaine la liste des fraudeurs du fisc à très grande échelle du Mexique néolibéral mis à nu par les HSBC Papers [6], Panama Papers [7] et Bahamas Leaks [8] — ne signale pas de relation commerciale significative de la banque Rothschild avec un certain client « qu'on ne saurait nommer » dans le blanchiment d'argent.

Question idiote : qui peut bien être ce client secret ? George Soros, le philanthrope partenaire des banquiers Rothschild ? Est-ce que Soros est un blanchisseur, alors que l'un de ses pantins littéraires, Mario Vargas Llosa le romancier péruvien, s'est retrouvé exposé dans les pestilentiels Panamá Papers ? [9] Mario Vargas Llosa, avec ses deux alliés narco-littéraires au Mexique, a défendu férocelement la CEU (l'Université d'Europe Centrale) fondée par Soros à Budapest, où il apporte la peste [10].

Excessivement corrompu, Vargas Llosa s'est attaqué au populisme du gouvernement hongrois. Je parie qu'il ne sait même pas ce que signifie le terme.

Selon Tom Wright du Wall Street Journal, la Malaisie poursuit Goldman Sachs pour malversation, à hauteur de 2 700 millions de dollars soustraits au fonds étatique d'investissements IMBD [11].

Le FBI s'est joint à l'enquête criminelle multinationale, déclenchée par Hong Kong, Singapour, le Luxembourg, les Émirats Arabes Unis, les Seychelles et l'Australie, qui a conduit à l'arrestation de l'ex Premier ministre malais Najib Razak, ce qui est l'une des raisons du retour triomphal de l'ex Premier ministre Mahathir Mohamad, ennemi bien connu du méga-spéculateur [12].

Le fonds souverain d'Abou Dabi, l'International Petroleum Investment Company, a déposé une autre plainte contre Goldman Sachs auprès des tribunaux de New York [13].

D'ailleurs, Martin Werner Wainfeld, l'Israélo-argentin coupable du Fobaproa, la plus importante opération frauduleuse contre le Mexique, a été directeur assistant des télécommunications avec le président mexicain Ernesto Zedillo, partenaire de Goldman Sachs, pour devenir ensuite propriétaire de la banque Mifel [14].

Combien ont bien pu détourner de Fobaproa les trois entités, Goldman Sachs, Zedillo et Werner [15] ?

Les scandales crapuleux de Sachs ne sont pas nouveaux, ils ont été résumés par Matt Taibbi [16]. Sans surprise, l'article original de Taibbi dans le magazine Rolling Stones a été censuré [17]. Cela faisait longtemps que les monstres et monstruosité commises par Goldman Sachs ne pouvaient plus être dissimulés, depuis l'époque de « l'effet tequila » [18].

On ne peut que s'étonner que cette énième combinaison de fraude et de blanchiment de Goldman Sachs ait brusquement éclaté au grand jour, alors qu'il s'agit d'un conglomérat de banquiers israélo-US, dont l'influence est énorme, au point que les présidents démocrates et républicains se suivent, sans que la légendaire banque frauduleuse et blanchisseuse se voie écartée du pouvoir : c'est le cas de l'ex patron israélo-US Steven Mnuchin, secrétaire au Trésor du cabinet Trump.

Notes.

[1] "How the 1MDB Scandal Led to Goldman's First Criminal Charges", Shamim Adam, Yudith Ho and Cedric Sam, Bloomberg, December 21, 2018.

[2] « "Fondos buitres", detrás del latrocinio petrolero de México, Gaza y las Malvinas », Alfredo Jalife-Rahme, La Jornada, 5 de Mayo de 2014.

[3] Argentina, los fondos "buitres" y las Malvinas, Alfredo Jalife-Rahme, Orfila, 2014.

[4] "The Story of Malaysia's 1MDB, the Scandal That Shook the World of Finance", Shamim Adam, Laurence Arnold, and Yudith Ho, Bloomberg, May 24, 2018.

[5] "Rothschild Bank caught up in money-laundering scandal", Russia Today, July 28, 2018.

[6] "6 cosas que debes saber sobre el escándalo de HSBC en Suiza", Forbes, 15 de Febrero de 2015.

[7] « Wikileaks denuncia a George Soros de haber financiado Los papeles de Panamá », Alfredo Jalife-Rahme, La Jornada, 10 de April de 2016.

[8] « Bahamas Leaks : desnudan "lavado fiscal" de Pinochet, Macri, Pemex y el PAN de México », Alfredo Jalife-Rahme, La Jornada, 25 de Septiembre de 2016.

[9] « Los papeles de Panamá de Vargas Llosa : lavado neoliberal imperfecto en los paraísos fiscales », Alfredo Jalife-Rahme, La Jornada, 4 de Mayo de 2016.

[10] « Mario Vargas Llosa defiende la universidad fundada por George Soros », La Vanguardia, 22 de Junio de 2017.

[11] "Malaysia Files Criminal Charges Against Goldman Sachs", Tom Wright, Wall Street Journal, December 17, 2018.

[12] « Increíble regreso nacionalista de Mahathir en Malasia : sacude a "globalistas" y al sudeste asiático », Alfredo Jalife-Rahme, La Jornada, 13 de mayo de 2018.

[13] "Goldman Sachs Sued Over 'Central Role' in 1MDB Scandal", Bradley Hope, Wall Street Journal, November 21, 2018.

[14] « Martín Werner Wainfeld : Del FOBAPROA/IPAB a socio de banca Mifel y Goldman Sachs », Alfredo Jalife-Rahme, Voces del Periodista, 1 de Abril de 2009.

[15] « Cuando el multigenocida Goldman Sachs saqueó México y Ghana », Alfredo Jalife-Rahme, La Jornada, 2 de Mayo de 2010.

[16] « ¿Goldman Sachs busca aniquilar a China ? », Alfredo Jalife-Rahme, La Jornada, 29 de Agosto de 2010.

[17] "Matt Taibbi's "Vampire Squid" Takedown Of Goldman Sachs Is Finally Online", John Carney, Business Insider, July 16, 2009.

[18] « ¿Abandonó "Dios" a Goldman Sachs ? », Alfredo Jalife-Rahme, La Jornada, 21 de Abril de 2010.

Réseau Voltaire Mexico (Mexique) 24 décembre 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 29 décembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

● Au format pdf (19 pages)

Quelques formules à retenir.

L'Internationale oligarchique existe :

- La finance transnationale.
- La finance globale.

La gouvernance mondiale assurée par les multinationales.

- Ils détruisent toute forme d'État pour en contrôler l'exploitation.

Une autre formule à retenir.

- Le ministère des commis.

Le ministère des commis non pas de Bonaparte mais de l'oligarchie financière qui a mis en place Macron, un pantin.

Marx à propos de la réponse de Louis Bonaparte à l'Assemblée législative le 1er novembre 1849. Il qualifiera ainsi le ministère d'Hautpoul, le ministère de Bonaparte ou l'organe du président, face à l'Assemblée législative, le ministère des commis.

Réflexions politiques sur la situation.

En mettant fin à la guerre en Syrie, les espoirs impériaux de Macron s'envolent.

Dans l'impossibilité d'exporter la guerre de classes pour soulager l'énorme pression qui pèse sur son régime en état de banqueroute, il va falloir qu'il la livre à l'intérieur, c'est ainsi que la lutte des classes fait rage depuis le 17 novembre 2018. Sa marge de manoeuvre étant pratiquement nulle, il ne peut répondre aux revendications sociales de la classe ouvrière et des couches inférieures de la petite bourgeoisie qu'en leur prodiguant des miettes et par une répression féroce...

Pire encore, en mettant en veilleuse la propagande contre le terrorisme, en dénonçant l'instrumentalisation du réchauffement climatique, en ridiculisant la propension hypocrite des bourgeois à se présenter en champion de la lutte contre le racisme, l'homophobie, la misogynie, en se moquant de ses alliés, en s'en prenant violemment aux médias institutionnels, en osant même attaquer la Fed, le clan de l'oligarchie que représente Trump prive Macron et ses semblables pour ainsi dire de toute légitimité ou l'affaiblit, alors que les rapports entre les classes sont en train de se tendre à l'extrême et font poindre la menace d'un soulèvement révolutionnaire des masses dans un grand nombre de pays, notamment en Europe.

Quelles en sont les conséquences immédiates ?

D'une part, il sème la confusion et le doute dans la tête des capitalistes et contribue ainsi à les diviser et à les affaiblir, alors que la crise rampante du capitalisme s'accroît de jour en jour et sape tout espoir de rémission.

D'autre part, il oblige les couches moyennes et supérieure de la petite bourgeoisie qui ont été conduites à soutenir et à fournir le gros des troupes du clan le plus extrémiste et décadent de l'oligarchie à resserrer les rangs autour de lui et à se radicaliser toujours plus à droite. Tandis que ses couches inférieures qui leur avaient emboîté le pas à défaut de pouvoir se tourner vers le mouvement ouvrier trop corrompu, se retrouvent acculées, durement frappées, pour ainsi dire paupérisées ou en voie de l'être, du coup elles n'ont plus d'autre alternative que se soulever ou se résigner à mourir en étant sûres d'être vaincues si elles ne s'allient pas à la classe ouvrière, si la classe ouvrière ne se soulève pas massivement. D'où le nouvel examen de conscience auquel elles sont contraintes de se livrer dans les pires conditions, après avoir placé leur destin entre les mains de la social-démocratie ou de la gauche pourries jusqu'à la moelle, il va falloir qu'elles choisissent leur camp. Une partie basculera

dans celui du prolétariat, une autre préférera se laisser bernier par les illusions propagées par une multitude d'acteurs liés au capitalisme ou à l'oligarchie, d'extrême droite ou agissant sous le faux masque du souverainisme.

Tout dépendra en dernière analyse du comportement qu'adopteront la classe ouvrière et le mouvement ouvrier.

Reste à savoir si le mouvement ouvrier profondément compromis et contrôlés par des agents du capital va finir par implorer et aura ou non la capacité de se reconstruire sur les bases du socialisme. Pour le moment il craque de partout, ses appareils corrompus se sont mis au service de Macron, ils continuent de jouer le rôle sordide de relais institutionnel auprès du pouvoir, mais en même temps ils sont obligés de radicaliser leur discours pour ne pas se couper de leurs bases qui subissent l'influence de la révolte des "gilets jaunes".

Tout cela on l'a déjà vécu mille fois depuis les années 30 et chaque fois cela s'est soldé de la même manière, sur le fond j'entends. Pourquoi ? Parce que les masses ne sont jamais parvenues à s'organiser elles-mêmes et à imposer aux syndicats et aux partis dits ouvriers de participer aux organismes qu'elles auraient créés ou d'accomplir à leur côté les tâches qu'elles auraient définies, de reprendre à leur compte leurs revendications sociales et politiques, chaque fois les agents du capital au sein du mouvement ouvrier sont parvenus à contrôler et à conduire la mobilisation des masses vers une impasse ou une défaite.

Donc à ce titre la mobilisation dite des gilets jaunes est intéressante puisqu'elle a empêché les appareils pourris du mouvement ouvrier de prendre la direction de leur mouvement, ce qui a permis de le poursuivre depuis le 17 novembre. En même temps, elle a révélé une faiblesse fatale en demeurant coupée du mouvement ouvrier et de la classe ouvrière urbaine concentrée dans ou plutôt autour des grandes villes. Les appareils l'ont exploitée évidemment pour tenter de casser la dynamique enclenchée par le prolétariat rural et les couches inférieures afin d'éviter que la jonction s'opère avec le prolétariat urbain ou des grandes villes, ils ont fait en sorte que les "gilets jaunes" demeurent isolés pour que Macron puisse plus facilement les réprimer.

Je pense que dans la situation, telle qu'elle était la veille du 17 novembre, les choses ne pouvaient pas se dérouler et se conclure provisoirement autrement, car les rapports entre les masses et le mouvement ouvrier étaient devenus tellement pourris qu'il était impossible qu'ils changent du jour au lendemain. Il allait falloir du temps pour que chacun tire les enseignements de ce qui s'était passé pour espérer aborder la prochaine étape ou occasion dans de meilleures conditions. On n'a pas seulement besoin de l'unité du prolétariat urbain et rural, mais aussi des couches inférieures des classes moyennes auxquelles on peut assimiler une grande partie du prolétariat, on a besoin qu'ils se dotent d'objectifs politiques et d'instruments pour les atteindre en terme d'organisation sur tout le territoire.

Il n'en demeure pas moins que de par la place intermédiaire qu'elles occupent au sein des rapports de production entre la classe des capitalistes et la classe ouvrière, les classes moyennes ne peuvent pas être indépendantes, du coup il leur est impossible de prétendre à prendre la direction d'un soulèvement contre le régime, ce rôle revient à la classe ouvrière puisqu'il n'existe pas d'autres classes qui pourraient l'assumer. Et comme la classe ouvrière est très hétérogène, compte tenu que seules ses couches les plus défavorisées ou inférieures n'ont rien à perdre et sont susceptibles d'incarner la rupture avec le capitalisme, mais qu'elles n'ont pas les moyens de l'exprimer consciemment pour entraîner dans son combat toutes les autres couches du prolétariat, pour représenter leurs intérêts ainsi que ceux de toutes les couches d'exploités et d'opprimés, elles ont besoin d'un parti qui les incarne consciemment, qui incarne leur unité, dans lequel se rassembleront l'ensemble de ses éléments les plus déterminés, combattifs, les plus évolués, les plus conscients, qui aura pour tâche de les aider à lever tous les obstacles qui se dresseront sur le chemin qui les mènera à la prise du pouvoir, de les guider tout au long du processus révolutionnaire jusqu'à la victoire finale.

[Une réflexion politique sur les stratégies de nos ennemis.](#)

Les différentes puissances impérialistes sont en situation de concurrence les unes avec les autres. Quel que soit le rang qu'elles occupent sur le plan économique ou militaire, elles partagent le même ennemi : Le prolétariat mondial. De plus, toutes doivent faire face aux contradictions qui sapent la survie du capitalisme, donc leur propre existence. Elles ont conçu différentes stratégies pour contenir à la fois le prolétariat mondial et les contradictions du capitalisme, mais toutes à terme s'avèrent inopérantes ou vouées à l'échec, ce qui les oblige à d'incessants recadrages, quitte parfois à en changer radicalement quand elles se retrouvent au bord du gouffre, ce qui est le cas aujourd'hui.

Pour autant, on sait que pour contrecarrer les contradictions qui rongent inexorablement le capitalisme et mettent en péril sa survie, retarder le moment où ils ne pourront plus cacher plus longtemps qu'il est effectivement en faillite, ils n'ont pas d'autres alternatives qu'accroître toujours plus la rationalisation et la concentration de la production, des capitaux qui se retrouvent entre les mains de quelques millions de riches à hyper riches sur une population totale qui dépasse 7,4 milliards d'êtres humains, mécanisme qui inexorablement contribue à amplifier ces contradictions jusqu'à les rendre insoutenables sur le plan social.

Sur le plan politique, cela devait se traduire par leur emprise croissante sur tous les Etats, et tous les peuples seraient privés de tout droit politique par l'intermédiaire d'une législation internationale qui leur serait imposée par le biais d'institutions supranationales antidémocratiques à l'échelle mondiale ou continentale, ONU, UE, Otan, etc. pour aboutir à un mode de

gouvernance autoritaire et ouvertement antidémocratique qui serait rejeté par tous les peuples, qui précipiterait à son tour une crise politique qui combinée à une crise sociale quasi mondiale prendrait une tournure imprévisible ou incontrôlable, aucun peuple ne se résignant à accepter le sort épouvantable qu'ils leur avaient réservé.

D'un côté les capitalistes sont voués à se livrer à une guerre impitoyable, de l'autre, ils sont condamnés à s'entendre, mais pas dans n'importe quelle condition, reste à savoir ceux qui demeureront en vie, ceux qui seront absorbés et ceux qui seront voués à se sacrifier ou à disparaître.

Depuis le début des années 90, c'est la combinaison d'un contexte international et de conditions intérieures favorables qui a permis à l'oligarchie anglo-saxonne de recourir à une autre stratégie et à des procédés de type mafieux qui sont étrangers aux lois de fonctionnement du capitalisme en toute impunité, pour accroître démesurément et légalement sa fortune et son pouvoir politique, ainsi qu'influer sur le cours de la situation mondiale, uniquement à son profit et au détriment de tous les peuples, y compris américain.

Tous les Etats et plus particulièrement ceux des pays les plus développés ont été sommés de cesser de financer des programmes sociaux, de réduire leurs dépenses publiques, de cesser de financer les infrastructures destinées à la population ou les privatiser, de socialiser les dettes des banquiers, de transférer leur souveraineté à des institutions supranationales, d'accroître leurs dettes envers les créanciers internationaux, d'accroître l'imposition des classes moyennes ainsi que les taxes, en créer de nouvelles, de baisser les impôts sur les bénéfices réalisés par les entreprises, de déréguler le marché du travail, de fermer les yeux sur l'évasion fiscale et les paradis fiscaux, de faire preuve de mansuétude envers ceux qui pratiquaient l'optimisation fiscale, d'augmenter leurs dépenses militaires, etc.

Ce programme de guerre engagé par l'oligarchie financière contre la classe ouvrière et les classes moyennes s'est soldé par de gigantesques inégalités sociales et la paupérisation croissante du prolétariat et des couches inférieures des classes moyennes, la généralisation de la précarité sociale, un chômage de masse, la fragilisation ou la décrépitude de nombreuses infrastructures, le tout alimenté par une propagande identitaire ou communautariste destinée à créer un climat nauséabond de haine, de violence aveugle et de pogromes, de déstabilisation permanente, de délation et de guerre civile larvée, le summum de la terreur étant atteint en recourant à des attentats propices à l'union nationale avec leurs bourreaux.

Ce programme fut tellement bien appliqué à la lettre par ceux qui ont gouverné depuis 30 ans ou plus selon les pays, trop bien semble-t-il, que quel que soit le parti au pouvoir, son côté répétitif, son aspect systématique ont fini par être repérés même par les moins évolués, qui commencent à réaliser qu'il a été conçu sciemment dans l'unique but de nuire à leurs intérêts ou de les asservir, et qui en viennent au fil du développement de la lutte des classes à se demander comment s'en débarrasser une fois pour toute.

Cela avait de quoi inquiéter les oligarques qui se sont dits qu'il fallait se ressaisir et changer de stratégie pour affronter la classe ouvrière et les classes moyennes. Ils avaient cru jusque là qu'ils pourraient aller au bout de leur logique sans encombre, que la guerre psychologique et idéologique qu'ils menaient contre les masses exploitées suffiraient pour neutraliser leur capacité de résistance et atteindre leurs objectifs, mais ils ont sous-estimé au moins deux facteurs, le premier étant qu'elles ne se résigneraient jamais au sort qu'ils leur avaient réservé, et que leur condition étant devenue insupportable elles finiraient un jour par se soulever, le second étant qu'elles ont atteint un niveau d'instruction nettement supérieur à celui d'autrefois quand le prolétariat était illettré ou presque, qui combiné aux moyens d'information dont elles disposaient les aideraient à développer les facultés qui leur faisaient défauts pour acquérir un esprit critique qu'elles mettraient à profit pour commencer à prendre leur distance avec le régime ou à prendre conscience de sa nature jusqu'au jour où elles seraient devenues hermétiques à tout argument et le rejetteraient en bloc. En fait, les instruments qu'ils avaient mis à la disposition des masses pour mieux les contrôler allaient se retourner contre eux. De la même manière qu'elles allaient finir par comprendre quel rôle tenaient le mouvement ouvrier et les médias au côté du régime qui les opprimait. Ceux qui se présentent comme des partenaires sociaux sont par définition liés ou associés aux représentants du régime qu'ils rencontrent, ils en sont les complices, les agents au sein du mouvement ouvrier et rien d'autres. Que les masses les perçoivent ainsi témoigne de leur maturité au moins sur ce point, à juste titre. Reste qu'elles ne peuvent pas se passer du mouvement ouvrier organisé, de son expérience, de ses précieux enseignements pour mener leur lutte jusqu'au bout, mais c'est un autre sujet qu'on a déjà abordé.

Les oligarques pensaient qu'en instaurant un régime de terreur et de chaos ils parviendraient à leurs fins, et ils se sont trompés. Cela dit, ils n'ont pas abandonné pour autant leur objectif d'instaurer une gouvernance mondiale ou un nouvel ordre mondial qui serait tout aussi terrifiant, parce que c'est pour ainsi dire dans les gènes du capitalisme, dans sa nature, c'est l'idéal monstrueux vers lequel il tend selon le processus dialectique auquel ses lois sont obligées de se plier, il en est prisonnier, et il devra en périr et nous avec si on ne stoppe pas ce processus à temps, ou plutôt, si on ne l'oriente pas dans une autre direction.

S'apercevant que leur rouleau compresseur avait des ratés ou qu'il n'était pas infaillible, ils tentent de se rabattre sur une autre stratégie tout aussi dangereuse pour nous. Car du coup, si la stratégie des néolibéraux enragés pouvait conduire à une nouvelle guerre mondiale à défaut de parvenir autrement à neutraliser définitivement la lutte des classes, la stratégie adoptée par Trump et son clan peut très bien l'avoir déjà intégrée dans son programme. Comment cela ? C'est simple à comprendre, dans la mesure où la crise du capitalisme et la lutte des classes dès lors qu'on les laisse se développer naturellement y conduisent tout simplement, on en a fait l'expérience à deux reprises au cours du XXe siècle, on ne peut donc pas l'ignorer. Donc ce n'est

pas étonnant que Trump joue aussi la carte de l'extrême droite, de la même manière que Poutine si vous avez lu ou observé attentivement les titres des articles qui sont publiés par les agences de presse russes. Dans ces conditions, sans m'avancer davantage car je manque d'éléments pour le pronostiquer, il ne serait pas étonnant que d'ici peu, peut-être peu de temps après la réélection de Trump s'il était réélu, ils se produisent une gigantesque crise financière (programmée) qui ravagerait l'économie mondiale et précipiterait les conditions d'une nouvelle guerre mondiale, à moins que ses adversaires en prennent l'initiative avant la fin de son mandat pour lui en faire porter la responsabilité, ce qui pour nous ne changerait pas grand chose, comme dirait l'autre, c'est dans l'ordre des choses malheureusement.

Ils escompteraient comme chaque fois en être les uniques bénéficiaires, ce qui leur permettraient d'imposer en douceur sur un océan de douleur leur gouvernance mondiale, les Etats ayant failli à empêcher cette guerre, leur pouvoir déjà réduit à une peau de chagrin s'évanouirait pour de bon au profit d'institutions supranationales contrôlées par l'oligarchie qui gouverneraient le monde et la boucle du néolibéralisme, du totalitarisme serait bouclée.

Le but de cette guerre serait donc de réunir les conditions pour instaurer leur nouvel ordre mondial, conditions impossibles à réunir autrement, incroyables, qu'on ne pouvait pas imaginer autrement, de la même manière qu'il a fallu que le mouvement ouvrier soit complètement pourri pour que d'utopie l'Union européenne devienne une réalité, sans cette condition l'UE n'aurait jamais vu le jour ou elle serait demeurée à l'état embryonnaire. Il y en a qui s'imaginent que tous ces rapports seraient immuables, et sur un ton catégorique ils vous sortent que ceci ou cela ne se réalisera jamais pour l'éternité, ce sont des crétins qui ne savent pas lire ou qui n'ont rien appris !

Cela étant, si cette stratégie favorise le développement de la lutte des classes au lieu de chercher à l'étouffer, non sans arrière-pensées comme on l'a signalé précédemment, tout du moins pour un temps, en lui accordant un sursis, la question déterminante est de savoir si nous saurons en profiter ou non, nous n'aurons plus d'autres occasions, après il sera trop tard, chacun doit en prendre conscience le plus tôt possible, un conseil d'ami.

En conclusion, la stratégie du clan Clinton-Obama-Soros consiste à étouffer la lutte de classe, tandis que celle du clan de Trump serait de l'écraser, donc dans les deux cas en recourant au fascisme, Macron était le candidat et l'exécutant du premier clan, Le Pen celui du second. En pratique, dans pratiquement tous les domaines leur deux méthodes vont se combiner, ainsi les uns et les autres pourront continuer de tenir un double langage et de s'accuser mutuellement au détriment des naïfs qui les écouteront.

Certains lecteurs ont peut-être cru que j'avais des illusions dans Trump ou que je cherchais à le ménager, quelle connerie franchement ! J'ai toujours su de quelle peste mortelle il était porteur, mais en même temps j'avais détecté la faille ou la faiblesse qui existait dans sa stratégie, et je me suis dit que si nous étions capables de nous y engouffrer on pourrait la faire éclater et vaincre notre ennemi, je n'ai jamais été animé par une autre intention, en doutez-vous ? Je peux me tromper, c'est certain, mais au moins une chose est sûre, c'est que je suis aussi incorruptible et par les temps qui courent, c'est rare !

Questions aux naïfs.

Le "sort de plusieurs centaines de milliers de sans-papiers arrivés aux Etats-Unis" inquiète (Les démocrates porte-parole des milliardaires, les oligarques philanthropes, les dirigeants des entreprises cotées à Wall Street, bref, les bonnes consciences en tout genre... - LVOG), selon l'AFP le 28 décembre 2018.

Croyez-vous sincèrement qu'ils en ont quelque chose à foutre du sort de ces "sans-papiers" comme des autres dans d'autres pays comme la France par exemple ? Bien sûr que non.

Et tout le reste est à l'avenant.

Alors pourquoi vous compromettez-vous en participant à toutes leurs campagnes identitaires ? Avez-vous tant besoin de cela pour vous faire passer pour des gens de gauche ou d'extrême gauche ? N'y aurait-il décidément rien d'autre qui permettrait de vous distinguer de la droite ou de l'extrême droite ?

C'est navrant mais révélateur, car il n'y a qu'une seule chose que la droite et l'extrême droite ne pourront jamais s'accaparer, revendiquer, récupérer que les militants devraient mettre en avant mais à laquelle ils ne pensent pas : Le socialisme scientifique, c'est-à-dire, la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière, la collectivisation des moyens de production et de répartition des richesses, l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme, perspective qu'apparemment ils ont abandonnée.

C'est aussi tout ce qui nous sépare.

Du coup, vous vous condamnez à combattre dans le mauvais camp ou contre votre camp.

Autre constat qui témoigne du degré de dégénérescence du mouvement ouvrier.

Autrefois quand des provocateurs ou des agents de l'ennemi s'infiltraient dans le mouvement ouvrier ou tendait de l'influencer pour qu'il modifie son orientation, une fois repéré il était chassé sans ménagement, maintenant qu'ils peuvent agir de l'extérieur, on les encense ! Bravo !

[Censuré par le blog Les Crises pour avoir osé traité E. Todd d'infantilisme.](#)

- Il faut distinguer les blogs ou portails qui sont principalement consacrés à informer et fournir des analyses aux lecteurs, le Réseau Voltaire par exemple, de ceux qui prétendent délivrer le même service et qui en réalité se livrent à de la propagande en faveur du régime, généralement ils avancent déguisés ou masqués en médias indépendants ou leurs auteurs affirment être apolitiques, le blog Les Crises par exemple, vous pouvez ajouter Mediapart.

Si leur humanisme est la politesse des salauds, leur conception de la liberté d'expression ou de la démocratie aussi !

[Des militants du POID ne supportent plus la position de leurs dirigeants sur les "gilets jaunes"](#)

Rappel, dès le départ le POID a caractérisé ce mouvement d'extrême droite pour ensuite tenir un double langage.

S'ils en viennent à laisser passer ce genre de commentaires, c'est parce qu'ils sont trop nombreux, histoire de relâcher la pression qui pèse sur eux et de garder le contrôle de leurs troupes. Chaque fois qu'une crise éclate dans un parti, sa direction ou son appareil cadenas pour éviter que cela s'ébruite, en vain, des infos parviennent toujours à filtrer ou ils ouvrent un peu les vannes...

Extrait de commentaires. Je ne peux pas en publier davantage, ma connexion se bloque, peut-être parce que je ne suis pas abonné à Facebook ou mon navigateur n'a pas été actualisé.

- Michael Clément. Moi perso j'ai aussi un problème avec la manière dont sont traités les GJs dans la tribune des travailleurs. Et quand j'en parle autour de moi je ne suis pas le seul abonné et membre du POID que ça dérange (Surtout les articles de Gluckstein)

Pour ainsi dire je ne la propose plus aux gens que je viens de rencontrer car je ne veux pas que ça donne une mauvaise image du journal.

A mon avis la TT va perdre des abonnés si ça continue.

LVOG - La TT, c'est la Tribune des travailleurs, l'hebdomadaire du POID.

- Arnaud Marie. Hypocrites...vous passez votre temps à casser du gilet jaune dans les pages de la TT.

Dès que j'ai cinq minutes, je résilie mon abonnement (après au moins 10 ans)

LVOG - La TT n'existe pas depuis 10 ans...

Réponse de la Tribune des Travailleurs

Extraits.

TT - Je ne vois pas , où dans la TT , on ne cesse de "casser" du gilet jaune Certains trouvent même qu'on n'en parle pas assez

TT - Après , Armand , tu fais ce que tu veux ...

- Tout se discute, vraiment, vérifions-le immédiatement.

LVOG - On vous accorde le droit suprême "de ne pas être d'accord" parce que vous n'en aurez aucun autre !

TT - Pour ce que tu dis, tu as parfaitement le droit de ne pas être d'accord, je répète, tout se discute.

LVOG - Pas ici, pas maintenant, plus tard, ailleurs... jamais !

TT - cela nécessite des discussions entre nous dans les instances pas sur facebook, nous sommes un parti pas un réseau social.

LVOG - On aura compris que le POID utilise uniquement Facekook comme un instrument de propagande, comme tous ses autres supports, journal, revue théorique, tract, etc. et non pour élever le niveau de conscience des militants et des travailleurs, cela n'intéresse pas ses dirigeants...

... jamais !

TT - Je le répète, tout se discute.

LVOG - Tu as le droit de t'exprimer avec eux à huis clos, à leurs conditions, question : Que craignent-ils donc tant ici ?

TT - ...c'est parfaitement ton droit de le penser et de l'exprimer mais je t'invite à le faire dans les instances, et en écrivant directement au journal, la page facebook n'est pas une AG publique de militants ni une réunion interne.

LVOG - La fausse modestie pour finalement nous dire que ses dirigeants ne se trompent jamais, merci on le savait depuis longtemps !

TT - Des travailleurs qui adhèrent au POID, d'autres qui la quittent, cela a toujours existé, ce n'est pas en soi une preuve qu'il se trompe.

LVOG - Vous avez toujours raison, d'ailleurs vous n'avez cessé de faire la démonstration... du contraire !

TT - Nous progressons beaucoup en nombre de militants et en abonnés, mais là encore cela ne prouve pas forcément que nous avons raison.

LVOG - Tiens donc, alors qu'en réalité la situation devient de plus en plus claire, sauf pour ceux pour laquelle elle demeurera toujours obscure et "complexe". Et puis comprenez, si "la situation actuelle est complexe" pour des dirigeants d'un parti, alors imaginez un instant ce qu'elle est pour vous qui n'êtes qu'un vulgaire travailleur ou militant de base : inabordable, alors fermez-la ou cessez vos critiques infondées !

TT - La situation actuelle est complexe, rien ne coule de source.

LVOG - Ce genre d'argument pouvait encore se discuter il y a quelques décennies en arrière, mais plus maintenant où tout le monde est surinformé, là ils le prennent pour un abruti !

TT - "...ce qu'il est juste de dire un jour, il n'est pas forcément juste de le dire de la même manière 8 jours plus tard."

LVOG - Et voilà qu'ils lui donnent une leçon... en avouant qu'ils ne savent pas trop quoi en penser eux-mêmes !

TT - "Donc, attention, lorsque les événements s'accroissent il est d'autant plus important d'en discuter entre-nous car rien ne coule de source pour personne".

LVOG - Ils ont l'art de vous faire croire qu'ils pourraient tenir compte de vos arguments, je ne parle pas de vos conclusions qu'ils n'écouteront même pas, alors qu'ils s'en foutent éperdument.

Ils n'acceptent de discuter que sur la base des faits ou des arguments qu'ils ont soigneusement sélectionnés et qui correspondent à leurs positions, leur ligne politique, leurs objectifs politiques, qui vous échapperont ou que vous ignorerez si vous ne connaissez pas leur histoire, si vous ne vous posez pas de question sur les rapports qu'ils entretiennent ou ont entretenus avec les différents acteurs institutionnels depuis que leur courant politique existe, le courant trotskyste lambertiste qui renvoie au début des années 50, un courant demeuré groupusculaire...

C'est dommage d'être passé à côté d'une telle occasion, nos victoires sont si rares, même quand elles ont un goût amer.

Au fait, avez-vous célébré l'annonce du retrait des troupes américaines de Syrie, quel parti ouvrier l'a célébré ? Aucun. Bon, on sait pourquoi, on vient de le dire.

J'ai envoyé mes vœux au fondateur du Réseau Voltaire, le journaliste Thierry Meyssan, que je considère comme le géopoliticien le plus fameux de notre époque. Voici le bref échange que nous avons eu sur la Syrie où il vit.

LVOG - A mon avis, tout cela va se terminer par un accord entre Erdogan et Assad soutenu par Trump : Erdogan se chargeant

d'en finir avec la résistance armée kurde, tandis qu'Assad réintégrera ce territoire dans la Syrie en accordant une large autonomie aux Kurdes en échange de quoi ils déposeront les armes... Au passage une défaite cuisante pour Israël qui œuvrait au côté des Américains.

T.M. Deux remarques :

- Il paraît difficile pour les membres du YPG de réintégrer directement la Syrie après avoir proclamé leur indépendance. Il se pourrait que des milices iraqiennes chiites viennent à leur secours face aux Turcs; que les uns et les autres baissent les armes; et que ces milices pro-Iran restituent alors le territoire à la Syrie.

- Les membres du YPG ne peuvent pas disposer d'autonomie car ce territoire était avant la guerre majoritairement arabe. Certes le YPG a pratiqué un intense nettoyage ethnique, mais ce n'est pas acceptable. Les Kurdes, comme toutes les minorités syriennes, sont représentées dans l'administration et l'armée sans être rattachés à un territoire.

Et une incidente :

- le YPG a certes combattu les jihadistes jusqu'en 2014, mais il n'a pas tardé à laisser tomber la Syrie et la Russie pour faire allégeance aux USA. Etrange retournement ! A partir de ce moment, il a participé à la Coalition anti-Daesh qui n'a pas combattu Daesh, juste fait semblant. Et lorsque Raqqa est tombé, le YPG a incorporé tous les membres de Daesh qui le souhaitaient dans les FDS (Forces démocratiques syriennes). C'est l'histoire de mercenaires qui sont congédiés par leur employeur, pas d'un peuple en lutte pour son indépendance.

En complément : Le pseudo-Kurdistan (Les États-Unis refusent de se battre pour des financiers transnationaux par Thierry Meyssan 25.12.2018)

Extrait. Le projet occidental de création d'un État colonial au Nord-Est de la Syrie qui serait attribué aux Kurdes ne verra pas le jour. Au demeurant de moins en moins de Kurdes le soutenaient, considérant que cette conquête serait comparable à la proclamation unilatérale d'un État, Israël, par les milices juives, en 1948.

Ainsi que nous l'avons souvent expliqué, le Kurdistan n'est légitime que dans les frontières qui lui furent reconnues en 1920 par la Conférence de Sèvres, c'est-à-dire dans l'actuelle Turquie et pas ailleurs [5]. Les États-Unis et la France envisageaient, il y a quelques semaines encore, de créer un pseudo-Kurdistan en terre arabe et de le faire administrer sous mandat de l'Onu par l'ancien ministre des Affaires étrangères français, Bernard Kouchner [6].

[5] « Les projets de Kurdistan », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 5 septembre 2016.

[6] « Bernard Kouchner entre illégalement en Syrie », Réseau Voltaire, 10 décembre 2018.

LVOG - Cette mise au point, qui n'est pas la première de monsieur Meyssan met à mal la version falsifiée à laquelle s'accroche le mouvement ouvrier français qui n'a cessé de prendre fait et cause pour la cause nationale kurde, l'identité kurde, l'indépendance kurde, etc. alors que les kurdes sont intégrés dans les différents pays où ils sont présents et participent à leurs institutions, ils bénéficient des mêmes droits que le reste de la population.

Certes leur situation n'est pas idéale, mais en dehors des couches qui constituent la ou les classes dominantes dans ces pays, l'Irak, l'Iran, la Turquie, la Syrie, quelle communauté, quelle classe peut se prévaloir de s'épanouir librement, aucune, tout comme en France ou dans n'importe quel pays dans le monde, à l'exception toutefois de quelques-uns comme les États-Unis ou Israël où règne la ségrégation raciale ou l'apartheid.

Au fait, les "gilets jaunes", le prolétariat rurale des différentes régions françaises réclament-ils l'indépendance de la Bretagne, de la Lorraine, de la Picardie, de la Savoie ?

Les social-démocrates fidèles à eux-mêmes.

"C'est épouvantable pour les Kurdes, qui ont été formidablement courageux dans la lutte contre Daech", a réagi l'ex-ministre des Affaires Étrangères du gouvernement de Lionel Jospin, de 1997 à 2002, Hubert Védrine (PS), mercredi 26 décembre sur France Inter.

"L'échec des Français et des Américains dans l'affaire syrienne laisse le champ libre à la Russie, qui a empêché la chute finale du régime de Damas, aux Iraniens, qui poussent leurs pions dans toute la région, ainsi qu'aux Turcs", a-t-il insisté. "La seule espérance, c'est que la Russie soit assez embarrassée d'être coincée dans cette affaire, avec les Iraniens, et recherche un appui", a conclu Hubert Védrine. Franceinfo 26.12

La région, n'était-elle pas plus "stable" avant que la France et d'autres puissances occidentales se chargent de la déstabiliser ou la livrer au chaos et à la barbarie ?

- Retrait programmé de l'armée américaine de Syrie : les Kurdes se cherchent de nouveaux protecteurs - Franceinfo 26.12

"La France doit prendre ses responsabilités, plaide Gabriel Kino, porte-parole des Forces démocratiques syriennes (FDS), une alliance majoritairement kurde créée et armée par Washington. "La France fait partie de la coalition comme la Grande-Bretagne et d'autres pays. Ils doivent assurer la protection et la stabilité de cette région que nous avons libérée ensemble de Daech", estime-t-il. Franceinfo 26.12

Aucun soutien au FDS, l'intégralité du territoire syrien doit repasser sous le contrôle de la République arabe syrienne !

- Inquiets, les Kurdes syriens se tournent vers Moscou et Damas - Reuters 27 décembre 2018

Alarmés par la décision de Washington de retirer les 2.000 militaires américains présents en Syrie, les dirigeants kurdes syriens, dont les milices tiennent une bonne partie du nord de ce pays, demandent à la Russie et à son allié, le régime de Damas, d'envoyer des forces à la frontière afin d'éloigner la menace d'une offensive turque.

Des responsables kurdes du nord de la Syrie, qui se sont rendus à Moscou la semaine dernière, doivent se rendre de nouveau en Russie, avec l'espoir que le Kremlin incite Damas à "assumer son devoir de souveraineté", a déclaré à Reuters le plus haut responsable politique kurde syrien, Aldar Xelil.

"Nos contacts avec la Russie, ainsi qu'avec le régime [de Damas] visent à trouver des mécanismes clairs pour assurer la protection de la frontière nord", a dit Aldar Xelil, artisan des projets d'autonomie du nord de la Syrie. "Nous souhaitons voir la Russie jouer un rôle important pour favoriser la stabilité", a-t-il ajouté.

Le président syrien Bachar al Assad, qui contrôle de nouveau la majeure partie de la Syrie grâce à l'aide de ses alliés - Russie, Iran, Hezbollah libanais - s'est engagé à récupérer les territoires aux mains des FDS. Ces régions, riches en pétrole, en eau douce et en terres agricoles, sont jugées importantes pour la reconstruction de la Syrie.

La responsable kurde syrienne Ilham Ahmed, qui a eu des discussions cette année avec Damas, assure que les contacts avec le régime syrien n'ont jamais cessé.

"Nous sommes actuellement en train de lancer une nouvelle initiative", a-t-elle déclaré mercredi à Rakka, lors d'une réunion avec des responsables des tribus. "Nous allons par tous les moyens tenter de faire pression sur le régime pour qu'il trouve un règlement politique, afin que nous conservions notre dignité de citoyens syriens", a-t-elle continué. Reuters 27 décembre 2018

La capitulation sans condition, la dissolution du FDS, le désarmement des milices kurdes, le rétablissement des principes républicains bafoués par le YPG !

- À la demande des Kurdes pro-US, l'Armée arabe syrienne entre à Manbij - Réseau Voltaire 28 décembre 2018

La ville de Manbij, dans le gouvernorat d'Alep, était occupée de 2014 à 2016 par Daesh. Elle a été libérée par les Kurdes pro-US soutenus par la Coalition internationale. En juin 2018, les États-Unis ont confié la gestion de la ville au « Conseil militaire de Manbij » et y ont organisé des patrouilles communes avec la Turquie.

Bien qu'elles se réclament du « communalisme libertaire » de l'anarchiste états-unien Murray Bookchin, les autorités de Manbij ont mis en œuvre une politique de kurdisation forcée de la ville. Celle-ci n'était initialement qu'à un quart kurde, cependant l'enseignement en arabe fut interdit. Les arabes, les assyriens et les tcherkesses furent largement discriminés et spoliés.

Depuis l'annonce du retrait des Forces US de Syrie, la Turquie a planifié une opération militaire contre les Kurdes pro-US. Ceux-ci ont d'abord appelé la France au secours, puis ne voyant rien venir, se sont tournés vers Damas. Les Kurdes pro-US ont demandé que les troupes syriennes se déploient d'abord à Manbij, puis dans l'ensemble du Nord-Est de la Syrie, au-delà de l'Euphrate.

Cependant des turkmènes se sont exprimés pour être libérés de la dictature des Kurdes pro-US non pas par la Syrie, mais par la Turquie.

Le 28 décembre 2018, l'armée arabe syrienne est entrée à Manbij et a hissé le drapeau de la République arabe syrienne. Réseau Voltaire 28 décembre 2018

- Face à la menace turque, les Kurdes s'en remettent à Al-Assad - Liberation.fr 29 décembre 2018

L'armée régulière syrienne a progressé vendredi dans le nord du pays, autour de Minbej, jusque-là contrôlé par les Kurdes. Ceux-ci redoutent une offensive turque depuis le retrait des troupes américaines.

D'après les informations de l'AFP, il semble que les 300 combattants du régime d'Al-Assad soient restés en bordure de la ville, bien que Damas ait affirmé y avoir déployé le drapeau national. «Un vrai coup de théâtre», selon Didier Billion, directeur adjoint de l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris). Liberation.fr 29 décembre 2018

- L'agence Anadolu publie la carte de l'occupation militaire française de la Syrie - Réseau Voltaire 28 décembre 2018

L'agence turque officielle, Anadolu, a publié la carte des bases militaires de l'armée d'occupation française en Syrie.

Depuis le début de l'opération anglo-saxonne contre la Syrie, en 2005, et particulièrement depuis le début des opérations militaires, en 2011, la France espère rétablir un mandat sur son ancienne colonie. Ce projet avait été explicité par le président François Hollande lors d'un voyage aux Nations unies à New York.

Selon cette carte à jour au 28 décembre 2018, il existe neuf bases militaires secrètes françaises, dont une dans le gouvernorat d'Alep, au Nord de Manbij. Or, les Kurdes pro-US viennent d'appeler Damas au secours face à l'armée turque. Actuellement, les troupes syriennes prennent le contrôle de la région aux côtés des Kurdes pro-US. Les forces françaises vont rapidement se trouver encerclées par leurs alliés d'hier. Réseau Voltaire 28 décembre 2018

- La Ligue arabe se prépare à réintégrer la Syrie - Réseau Voltaire 26 décembre 2018

Au Caire, la Ligue arabe se prépare à réintégrer la République arabe syrienne qu'elle avait exclue en 2011, en violation de ses propres statuts.

La Syrie est un des membres fondateurs de la Ligue. Elle en avait été exclue à la demande du président Barack Obama au prétexte d'être une dictature réprimant son peuple, en réalité dans le cadre d'une opération secrète visant à anéantir ses structures étatiques.

Fin 2011, la Ligue arabe avait accepté d'envoyer en Syrie une mission d'observation pluraliste composée de personnalités de chaque État membre. Ayant eu l'opportunité de voyager partout et de rencontrer aussi bien les responsables gouvernementaux que les leaders de l'opposition, cette délégation avait été la seule et unique source crédible de la situation du pays. Dans un rapport d'étape, elle avait affirmé qu'il n'y avait pas de révolution dans le pays, mais une attaque étrangère. Furieux, le Qatar, qui avait alors acheté à la Palestine la présidence annuelle de la Ligue, avait payé 1 milliard de dollars au Soudan pour qu'il rappelle le chef de la mission. Celle-ci fut alors dissoute. L'Observatoire syrien des Droits de l'homme, une association des Frères musulmans britanniques alimentée par le MI6 devenait alors la source unique des médias occidentaux et du Golfe.

Aucune motion n'a été déposée pour le moment en vue de la réintégration de la Syrie, mais le personnel égyptien réinstalle les drapeaux de la République arabe syrienne au siège de la Ligue.

Le 16 décembre 2018, le président soudanais Omar el-Béchar était venu rencontrer son homologue syrien, Bachar el-Assad, à Damas. Il représentait à la fois les États-Unis, l'Arabie saoudite et le Qatar. À l'issue de son déplacement, le président US, Donald Trump, annonçait le retrait des troupes états-uniennes de Syrie.

Les Émirats arabes unis devraient prochainement rouvrir leur ambassade à Damas. L'Arabie saoudite devrait également financer une partie des 400 milliards de dollars nécessaires à la reconstruction.

En définitive, à l'issue de six années de résistance suivies de sept années de guerre, « Bachar n'est pas parti » et presque plus personne au Moyen-Orient élargi pense que la Syrie a vécu « une révolution qui a mal tournée ». Réseau Voltaire 26 décembre 2018

"Presque plus personne (...) pense que la Syrie a vécu « une révolution qui a mal tournée »", il n'y a que les manipulateurs professionnels du mouvement ouvrier qui continueront de soutenir cette version frauduleuse, ainsi que les historiens et autres universitaires histoire de donner un gage de confiance aux représentants du régime.

Confirmation dès le lendemain.

- Les Emirats arabes unis rouvrent leur ambassade à Damas - Reuters 27 décembre 2018

Les Emirats arabes unis (EAU) ont rouvert jeudi leur ambassade à Damas, une victoire diplomatique pour le régime de Bachar al Assad.

Ce mois-ci, le président soudanais Omar al Bachir a été le premier chef d'État arabe à se rendre à Damas depuis le début du conflit syrien.

La Syrie a été exclue de la Ligue arabe en 2011, au début de la guerre civile. Interrogé en avril par le journal Al Baïan, Ahmed Aboul Gheit, secrétaire général de l'organisation, a jugé que cette suspension avait été "très hâtive". Le Parlement mis sur pied par la Ligue s'est prononcé récemment pour sa réintégration.

Un diplomate arabe a déclaré à Reuters la semaine dernière, sous le sceau de l'anonymat, qu'à son avis la plupart des pays arabes souhaitaient la réintégration de la Syrie au sein de la Ligue arabe. A l'en croire, trois ou quatre Etats seulement y sont opposés. Reuters 27 décembre 2018

En complément.

- Remaniement surprise en Arabie saoudite: nouveau chef de la diplomatie - AFP 28 décembre 2018

Le roi Salmane d'Arabie saoudite a remanié jeudi son gouvernement, choisissant notamment un nouveau chef de la diplomatie, quelques mois après l'affaire Khashoggi dont le royaume continue de subir les retombées.

Ancien ministre des Finances, Ibrahim al-Assaf a été nommé chef de la diplomatie. Il remplace Adel al-Jubeir, qui avait été nommé à ce poste en avril 2015 par le défunt roi Abdallah, disparu il y a quatre ans.

Le remaniement permet au prince héritier Mohammed ben Salmane, qui tient de facto les rênes du pays, à "consolider son pouvoir", une bonne partie des nouveaux arrivants figurant parmi ses "alliés clés", a noté sur Twitter Ali Shihabi, à la tête de la Fondation Arabia, souvent présentée comme proche du pouvoir saoudien. AFP 28 décembre 2018

[Quelques enseignements de la lutte de classe en France entre 1848 et 1850.](#)

Les journées de juin 1848 par Friedrich Engels

Extrait. Ce qui distingue la révolution de Juin de toutes les révolutions précédentes, c'est l'absence de toute illusion, de tout enthousiasme.

Le peuple n'est point comme en Février sur les barricades chantant Mourir pour la patrie * - les ouvriers du 23 juin luttent pour leur existence, la patrie a perdu pour eux toute signification. La Marseillaise et tous les souvenirs de la grande Révolution ont disparu. Peuple et bourgeois pressentent que la révolution dans laquelle ils entrent est plus grande que 1789 et 1793.

La révolution de Juin est la révolution du désespoir et c'est avec la colère muette, avec le sang-froid sinistre du désespoir qu'on combat pour elle; les ouvriers savent qu'ils mènent une lutte à la vie et à la mort, et devant la gravité terrible de cette lutte le vif esprit français lui-même se tait.

Le 24 juin 1848.

Extrait. Ce qui frappe le plus dans ce combat désespéré, c'est la fureur avec laquelle se battaient les « défenseurs de l'ordre ». Eux, qui, auparavant, avaient des nerfs si sensibles pour chaque goutte de « sang bourgeois », qui avaient même des crises de sentimentalité à propos de la mort des gardes municipaux du 24 février, ces bourgeois abattent les ouvriers comme des animaux sauvages. Dans les rangs de la garde nationale, à l'Assemblée nationale, pas un mot de compassion, de conciliation, pas de sentimentalité d'aucune sorte, mais bien une haine qui éclate avec violence, une fureur froide contre les ouvriers insurgés. La bourgeoisie mène avec une claire conscience une guerre d'extermination contre eux. Qu'elle soit pour l'instant victorieuse ou qu'elle ait immédiatement le dessous, les ouvriers exerceront contre elle une terrible vengeance. Après une lutte comme celle des trois journées de Juin, seul, le terrorisme est encore possible, qu'il soit exercé par l'un ou l'autre des partis.

Le 25 juin 1848.

Extrait. La bourgeoisie a proclamé les ouvriers non des ennemis ordinaires, que l'on vainc, mais des ennemis de la société, que l'on extermine. Les bourgeois ont répandu l'assertion absurde que, pour les ouvriers qu'ils avaient eux-mêmes acculés de force à l'insurrection, il ne s'agissait que de pillage, d'incendie et d'assassinat, que c'était une bande de brigands qu'il fallait abattre

comme des bêtes sauvages. Et, cependant, les insurgés avaient occupé pendant trois jours une grande partie de la ville et s'y étaient comportés d'une façon tout à fait convenable. S'ils avaient employé les mêmes moyens violents que les bourgeois et les valets des bourgeois commandés par Cavaignac, Paris serait en ruines, mais ils auraient triomphé.

La façon barbare dont les bourgeois procédèrent dans cette lutte ressort de tous les faits isolés. Sans parler de la mitraille, des obus, des fusées incendiaires, il est établi qu'on ne fit aucun quartier dans la plupart des barricades prises d'assaut. Les bourgeois abattirent sans exception tout ce qu'ils trouvèrent devant eux. Le 24 au soir, plus de 50 insurgés prisonniers furent fusillés sans autre forme de procès dans l'avenue de l'Observatoire. « C'est une guerre d'extermination », écrit un correspondant de L'Indépendance belge, qui est elle-même une feuille bourgeoise. Sur toutes les barricades on croyait que tous les insurgés sans exception seraient massacrés. Lorsque La Rochejaquelein déclara à l'Assemblée nationale qu'il fallait faire quelque chose pour contrecarrer cette croyance, les bourgeois ne le laissèrent pas achever et firent un tel vacarme que le président dut se couvrir et interrompre la séance. Lorsque M. Sénard lui-même voulut prononcer plus tard (voir plus loin la séance de l'Assemblée) quelques paroles hypocrites de douleur et de conciliation, le vacarme recommença. Les bourgeois ne voulaient pas entendre parler de modération. Même au risque de perdre une partie de leur fortune par le bombardement, ils étaient résolus à en finir une fois pour toutes avec les ennemis de l'ordre, les brigands, incendiaires et communistes. (...)

La bravoure avec laquelle les ouvriers se sont battu est vraiment admirable. Trente à quarante mille ouvriers qui tiennent trois jours entiers contre plus de quatre-vingt mille hommes de troupe et cent mille hommes de garde nationale, contre la mitraille, les obus et les fusées incendiaires, contre la noble expérience guerrière de généraux qui n'ont pas honte d'employer les moyens algériens ! Ils ont été écrasés et, en grande partie, massacrés. On ne rendra pas à leurs morts les honneurs comme aux morts de Juillet et de Février; mais l'histoire assignera une tout autre place aux victimes de la première bataille rangée décisive du prolétariat.

Lénine. Sur la nature de la petite bourgeoisie.

Extrait. La petite bourgeoisie représentait une autre force sociale d'une importance capitale, mais hésitante, terrorisée par le spectre rouge, influencée par les clameurs élevées contre les « anarchistes ». Rêveuse dans ses aspirations et éprise de rhétorique « socialiste », se qualifiant volontiers de « démocratie socialiste » (jusqu'à ce terme qui est repris textuellement aujourd'hui par les socialistes révolutionnaires conjointement avec les mencheviks !) la petite bourgeoisie craignit de faire confiance à la direction du prolétariat révolutionnaire, sans comprendre que cette crainte la condamnait à faire confiance à la bourgeoisie. Car il ne peut pas y avoir de ligne « moyenne » dans une société au sein de laquelle la bourgeoisie et le prolétariat se livrent une lutte de classe acharnée, surtout quand cette lutte est inéluctablement aggravée par la révolution. Or, le propre de l'attitude de classe et des aspirations de la petite bourgeoisie, c'est de vouloir l'impossible, de rechercher l'impossible, bref cette ligne « moyenne ».

Le prolétariat était la troisième force de classe décisive, aspirant non à une « réconciliation » avec la bourgeoisie, mais à la victoire sur cette dernière, à la progression hardie de la révolution, et ce, sur un plan international. Voilà les circonstances historiques objectives qui engendrèrent Cavaignac. La petite bourgeoisie fut « écartée », par suite de ses hésitations, de tout rôle actif, et mettant à profit la crainte qu'elle avait de se fier au prolétariat, le général Cavaignac, cadet français, entreprit de désarmer les ouvriers parisiens et de les fusiller en masse.

La révolution se solda par ces fusillades historiques; la petite bourgeoisie, numériquement la plus nombreuse, était et resta politiquement impuissante, à la remorque de la bourgeoisie; trois ans après, la monarchie césariste était restaurée en France sous une forme particulièrement odieuse. » (V. I. Lénine: OEuvres complètes, tome 25, pp. 93-94, Éditions sociales, Paris, 1957).

[Suite de la mobilisation du 17 novembre ou du mouvement dit des "gilets jaunes".](#)

Le sort des "gilets jaunes" était scellé d'avance depuis... 1848 ! Confirmation.

Pour Rémi Lefebvre, professeur de sciences politiques à l'université de Lille, l'équation reste donc difficile : "S'ils ne s'organisent pas, ça va s'essouffler. S'ils se normalisent en parti, ils vont se dénaturer". AFP 28 décembre 2018

Dans la poubelle de la récupération.

- Elections européennes : le PCF veut s'ouvrir aux Gilets jaunes - LeParisien.fr 27 décembre 2018

Ils sont très convoités. Le nouveau secrétaire national du PCF, Fabien Roussel, a fait un nouvel appel du pied ce mercredi aux Gilets jaunes pour les élections européennes du 26 mai. LeParisien.fr 27 décembre 2018

- Philippot veut conduire une "liste hybride mi-Patriotes mi-gilets jaunes" - AFP 27 décembre 2018

Le président des Patriotes Florian Philippot veut conduire une "liste hybride, mi-Patriotes mi-gilets jaunes" aux élections

européennes, et a déposé la marque "Les Gilets jaunes" à l'Institut national de la propriété intellectuelle (Inpi), a-t-il indiqué jeudi à L'Opinion. AFP 27 décembre 2018

- "Gilets jaunes" : l'écrivain Alexandre Jardin prêt à aider le mouvement pour les européennes - Franceinfo 27 décembre 2018

Pas question pour autant d'être candidat, précise le romancier dans les colonnes de "Paris Match", mercredi.

C'est dans ce but qu'il a été convié à une réunion "dans un appartement proche" des Champs-Élysées, à Paris, jeudi 20 décembre, avec "quelques dizaines" de "gilets jaunes".

Il y a quelques jours, c'est le chanteur Francis Lalanne qui annonçait rejoindre le mouvement pour présenter une liste aux européennes. Son nom : le rassemblement Gilet jaune citoyen. Franceinfo 27 décembre 2018

Acte VII et plus si affinité ?

Que prévoient les gilets jaunes pour leur acte VII (et la suite) - Le HuffPost 27.12

Les gilets jaunes seront de nouveau mobilisés ce week-end, dans la nuit du nouvel an et courant janvier, faute de réponses "suffisantes" du gouvernement à leurs revendications, a appris l'AFP ce jeudi 27 décembre de sources concordantes au sein du mouvement.

"Les gilets jaunes sont toujours aussi mobilisés, a affirmé à l'AFP Laetitia Dewalle, l'une de leurs figures dans le Val-d'Oise. La mobilisation va se poursuivre ces prochains jours, même si le gouvernement a démantelé ces dix derniers jours une grande partie des points de blocages" (rond-points, barrages, péages), a-t-elle ajouté.

Selon plusieurs représentants de ce mouvement très divers, de nouvelles manifestations auront lieu samedi 29 décembre, pour le septième week-end consécutif, à Paris et dans d'autres villes. Des rassemblements et blocages ont ainsi été annoncés dans les régions de Rennes, Marseille et Bordeaux, selon des journalistes de l'AFP.

La page Facebook "Gilets Jaunes Toulouse" appelle ses sympathisants à un "Acte VII: Joyeuses fêtes Macron" dans le centre-ville. En Rhône-Alpes, un appel a été lancé pour bloquer, à partir de vendredi matin, et "pour une durée indéterminée", la raffinerie Total de Feyzin, au sud de Lyon, ainsi que l'Hôtel de Région à Lyon.

Un nouveau rassemblement des gilets jaunes est ensuite attendu la nuit de la Saint-Sylvestre à Paris sur les Champs-Élysées pour "continuer la lutte pacifiquement et de façon festive", selon un groupe Facebook gilets jaunes qui regroupe plusieurs milliers de personnes.

La Mairie de Paris a indiqué jeudi que les festivités prévues ce soir-là sur l'avenue, notamment un "spectacle son et lumière" et un feu d'artifice, étaient maintenues malgré cet appel.

"On est actuellement dans la trêve des confiseurs. Mais les gilets jaunes seront mobilisés la nuit du nouvel an à travers le pays. Pas forcément pour des actions de blocages, beaucoup réveilleront juste ensemble pour montrer que la mobilisation ne va pas s'éteindre avec la nouvelle année", a dit Benjamin Cauchy, une des figures du mouvement dans la région toulousaine.

La mobilisation pourrait d'autant moins s'éteindre que "les gens commencent à réaliser que les annonces faites par le président Macron", notamment lors de son adresse à la nation du 10 décembre, comme la hausse de 100 euros pour les salaires proches du smic, "et le budget 2019" adopté ces derniers jours par le Parlement, "n'ont pas répondu à leurs attentes en matière de pouvoir d'achat", a ajouté Benjamin Cauchy.

Si l'on ajoute un possible mécontentement lié au début du prélèvement de l'impôt à la source, "on pourra se retrouver avec une mobilisation de grande ampleur fin janvier", selon lui.

Les mesures annoncées jusqu'à présent par Emmanuel Macron face à la contestation sont "insuffisantes et sans réelle volonté d'améliorer le niveau de vie des français", a réaffirmé mercredi 26 décembre dans un communiqué Priscillia Ludosky, initiatrice de la pétition réclamant une baisse des prix du carburant à l'origine du mouvement.

Pour dénouer la crise, Priscillia Ludosky et d'autres gilets jaunes mobilisés depuis le début de la contestation à la mi-octobre réclament notamment "une baisse sérieuse de toutes les taxes et impôts sur les produits de première nécessité" (énergie, logement, transports, produits alimentaires, vêtements), une baisse "significative" des traitements et salaires des élus et hauts fonctionnaires et la mise en place du référendum d'initiative citoyenne (RIC). Le HuffPost 27.12

- "Gilets jaunes" : trêve ou mobilisation ? - AFP 28 décembre 2018

- À la veille d'une nouvelle journée de mobilisation et comme chaque semaine depuis le début du mouvement, des appels à manifester ont été lancés sur les réseaux sociaux. Sur cette page Facebook, près de 9 000 personnes annoncent qu'elles se rendront à Paris. 60 000 "gilets jaunes" se disent intéressés par la manifestation.

Mobilisation le 31 décembre. Impossible de savoir quelle sera l'ampleur de cette journée d'action.

[Totalitarisme. La France est un Etat policier.](#)

- Lanceurs de balles de défense : Beauvau en recommande 1280 - Liberation.fr 27 décembre 2018

Malgré les récents blessés dont une dizaine d'éborgnés et les alertes des ONG, le ministère de l'Intérieur s'apprête à acquérir 1 280 nouvelles armes de type Flash-Ball. Liberation.fr 27 décembre 2018

71 061 - Liberation.fr 27 décembre 2018

C'est le nombre de personnes incarcérées dans les prisons françaises au 1er décembre 2018, a déploré mercredi l'Observatoire international des prisons (OIP), pour qui «un nouveau terrible record a été franchi». Parmi ces détenus, «22 890 sont dans des prisons occupées à plus de 150 %», dénonce l'association fondée en 1990 pour alerter sur les conditions de détention. Citant des chiffres de l'administration pénitentiaire, l'OIP précise que 1 506 détenus dorment par terre et que le taux d'encellulement individuel est de 40 %, «alors que c'est un droit inscrit dans la loi française depuis 1875». Liberation.fr 27 décembre 2018

- "Gilets jaunes" : 48 enquêtes ouvertes pour violences policières depuis le 17 novembre - AFP 28 décembre 2018

L'Inspection générale de la police nationale (IGPN), la police des polices, a été saisie par la justice de 48 affaires de violences policières présumées lors de manifestations des "gilets jaunes" et des lycéens, a indiqué vendredi le ministère de l'Intérieur.

Plusieurs de ces affaires avaient trouvé un large écho sur les réseaux sociaux, notamment la vidéo d'un homme en train de se faire rouer de coups par des policiers à Paris le 1er décembre ou celle des lycéens de Mantes-La-Jolie, filmés le 6 décembre mains entravées ou sur la tête, à genoux ou assis au sol, après leur interpellation.

D'autres enquêtes concernent des manifestants blessés après des tirs de lanceurs de balle de défense (LBD), notamment un "gilet jaune" à Toulouse ou un lycéen à Orléans.

Depuis le début du mouvement le 17 novembre, dix "gilets jaunes" sont décédés et plus de 1.500 ont été blessés, dont une cinquantaine gravement, selon des sources policières. Les forces de police et de gendarmerie, qui ont procédé à plus de 5.500 interpellations et plus de 5.000 gardes à vue, déplorent de leur côté plus de 1.000 blessés. AFP 28 décembre 2018

- Charente : trois gardes à vue après la "décapitation" de Macron par des "gilets jaunes" AFP 28 décembre 2018

Trois "gilets jaunes" ont finalement été placés en garde à vue vendredi 28 décembre, à Angoulême, dans l'enquête sur la "décapitation" d'un pantin à l'effigie d'Emmanuel Macron lors d'un rassemblement de "gilets jaunes"

Les trois hommes ont été entendus au commissariat en tant qu'organisateur de la manifestation.

La préfecture avait signalé "des faits graves", "susceptibles d'être qualifiés pénalement". Elle rappelait que si la manifestation avait fait l'objet d'une déclaration en préfecture, "le détail de son déroulement n'avait pas été précisé".

L'avocat des trois hommes, Me Pierre-Henri Bovis, a regretté ces prises de position donnant à l'affaire un "tournant politico-judiciaire".

Il a estimé que ses clients étaient victimes d'une "lourde médiatisation", "contre leur gré", d'un "événement qui relevait d'un second degré", une "pièce de théâtre organisée par des 'gilets jaunes', pour des 'gilets jaunes'".

"Si cela a choqué, ils en sont conscients et prêts à s'excuser", mais "ils ont agi dans un cadre légal", et "ont usé de leur droit de manifester et d'organiser un événement déclaré en préfecture, sans haine ni violence".

Trois journalistes, dont un photographe de la Charente Libre, qui avaient couvert le rassemblement, ont par ailleurs été entendus par la police, où ils avaient été convoqués non comme témoins mais comme "mis en cause".

Le Syndicat national des Journalistes s'en est ému dans un tweet : "Trois journalistes de @charentelibre mis en cause pour avoir couvert une manifestation. Mais où va-t-on ? Et la liberté d'informer ?", s'est indigné le premier syndicat national de la profession. AFP 28 décembre 2018

La Réaction En Marche...

- "Gilets jaunes" : une marche républicaine de soutien au gouvernement le 27 janvier - AFP 28 décembre 2018

L'idée de cette marche a été lancée par Laurent, un ingénieur toulousain, sympathisant LREM. Ce dernier estime que les attaques contre le président de la République sont allées beaucoup trop loin.

"Quand j'entends 'le président des riches', qu'il est à la solde des banquiers, d'un nouvel ordre mondial complotiste, ça me choque et je trouve ça injuste", dénonce Laurent sur Europe 1. "C'est quand même quelqu'un qui fait bouger les choses", affirme encore le Toulousain.

L'initiative est soutenue par deux collectifs : "STOP. Maintenant, ça suffit" et "Les Foulards Rouges".

La marche devrait se dérouler au départ de la place de la République, à Paris. AFP 28 décembre 2018

D'abord nommé marche "en soutien à Emmanuel Macron" il a depuis été rebaptisé "Marche républicaine des libertés". Le Figaro 28 décembre 2018

Lire : D'abord nommée marche "en soutien à Emmanuel Macron" elle a depuis été rebaptisée "Marche républicaine des libertés", ils écrivent n'importe comment parfois et apparemment personne ne relit derrière eux.

Où est-ce qu'ils ont été le chercher celui-là ?

ACTUALITÉ DU JOUR

En macronnie.

Barbouzerie élyséenne.

- Nouvelle crise pour l'Élysée après une offensive de Benalla - AFP 28 décembre 2018

La crise qui couvait depuis le début de la semaine après les révélations sur les activités en Afrique d'Alexandre Benalla a explosé vendredi avec la confrontation entre l'Élysée et l'ancien collaborateur d'Emmanuel Macron, qui a dit maintenir des liens avec la présidence depuis son licenciement cet été.

La présidence a dû se fendre d'un communiqué, plaidant l'ignorance: elle dit ne disposer "d'aucune information remontée par les services de l'État concernés sur l'utilisation par M. Benalla des passeports diplomatiques qui lui avaient été attribués dans le cadre exclusif de ses fonctions à la présidence de la République".

Contre-attaquant, M. Benalla a assuré au JDD que ses passeports lui avaient été restitués "par la présidence", son entourage précisant à l'AFP que c'était "début octobre".

Il avait affirmé, sous serment devant la commission d'enquête du Sénat le 19 septembre, avoir laissé ce document dans son bureau de l'Élysée.

Il a également souligné entretenir des "relations" et des "échanges réguliers" avec "certains membres de la présidence", dans une lettre adressée au cabinet d'Emmanuel Macron, dont l'AFP a obtenu copie.

M. Benalla reproche à Patrick Strzoda, directeur du cabinet d'Emmanuel Macron à qui la lettre est adressée, de ne pas lui avoir "transmis directement (ses) interrogations" au lieu de "les porter sur la place publique", "au regard des relations que

j'entretiens avec certains membres de la présidence, et des échanges réguliers que j'ai avec eux".

M. Strzoda l'avait sommé de s'expliquer sur "d'éventuelles missions personnelles et privées" menées "comme consultant" alors qu'il était "en fonction à l'Élysée".

Il lui répond qu'il n'avait "jamais effectué de missions personnelles et privées" durant ses fonctions à l'Élysée et n'avoir "a fortiori jamais reçu directement ni indirectement de rémunérations en résultant". En outre dans ses activités actuelles, il ne s'est "jamais prévalu d'une quelconque recommandation ou appui de la présidence de la République dans le cadre de (s)es nouvelles activités, et le prétendre serait purement mensonger" et "diffamatoire", affirme-t-il.

L'Élysée a repoussé sur le Quai d'Orsay, disant avoir, dès son renvoi pour motif disciplinaire en juillet, "demandé aux administrations compétentes" de récupérer les passeports.

Le Quai d'Orsay a annoncé dans la foulée l'intention de Jean-Yves Le Drian de saisir le parquet, "sur le fondement de l'article 40 du code de procédure pénale" qui enjoint tout représentant des autorités de le faire s'il a connaissance d'un crime ou d'un délit. Le ministère affirme avoir réclamé en juillet, puis en septembre la restitution des deux passeports. Le signalement auprès du procureur de la République était en cours d'analyse vendredi soir, a indiqué à l'AFP une source judiciaire. AFP 28 décembre 2018

La haine des pauvres assumée et légitimé par le régime.

- Paris Le permis de construire d'un centre social du XVIe annulé - Liberation.fr 28 décembre 2018

Le tribunal administratif de Paris a annulé vendredi le permis de construire délivré en mars 2016 pour un centre d'hébergement pour sans-abris... Liberation.fr 28 décembre 2018

A l'extrême droite toute !

Espagne

- Espagne : droite et extrême droite alliées en Andalousie - Liberation.fr 28 décembre 2018

Avec les voix du parti extrémiste Vox, la candidate de Ciudadanos (centre droit), Marta Bosquet, a été élue présidente du Parlement régional. Juan Manuel Moreno, le leader du Parti populaire d'Andalousie (droite), devrait, lui, devenir président de la région. Liberation.fr 28 décembre 2018

Brésil et Israël

- Bolsonaro et Netanyahu saluent une nouvelle "fraternité" entre le Brésil et Israël - AFP 29 décembre 2018

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et le président élu du Brésil Jair Bolsonaro ont célébré vendredi à Rio de Janeiro le début d'une nouvelle "fraternité" entre leurs deux pays, avec la perspective d'une étroite collaboration économique et militaire.

Les deux dirigeants se sont rencontrés dans un fort militaire à la vue imprenable sur la célèbre plage de Copacabana, donnant ainsi le coup d'envoi de la première visite officielle d'un chef de gouvernement israélien au Brésil.

Accueilli par une haie d'honneur de militaires et d'autorités locales à sa descente de l'avion, il doit rester cinq jours au Brésil et assister le 1er janvier à l'investiture en grande pompe du président élu d'extrême droite à Brasilia.

Benjamin Netanyahu, pour sa part, a qualifié sa visite d'"historique", tout en évoquant également la "fraternité, l'alliance" qui peut "porter (les deux pays) vers les sommets".

"C'est difficile à croire que nous n'ayons pas eu ce genre de contacts par le passé", a-t-il souligné.

Il faisait référence au fait que le Brésil observait depuis des décennies une politique de neutralité dans le conflit israélo-palestinien.

Le gouverneur élu de l'Etat de Rio de Janeiro, Wilson Witzel, s'est rendu récemment en Israël, où lui ont été présentés selon la presse brésilienne des drones capables de tirer à distance sur des suspects. AFP 29 décembre 2018

Etats-Unis

- Pas d'accord en vue: les Etats-Unis s'enfoncent dans le "shutdown" - AFP 28 décembre 2018

Les négociations entre démocrates et républicains ont échoué jeudi à mettre fin au "shutdown" aux Etats-Unis. La paralysie partielle des administrations fédérales, qui a mis des centaines de milliers de fonctionnaires au chômage forcé, va donc se prolonger, au moins jusqu'à la semaine prochaine.

Au coeur du blocage depuis six jours: le mur voulu par Donald Trump à la frontière avec le Mexique pour lutter contre l'immigration clandestine.

Le président républicain exige cinq milliards de dollars pour le construire. Les démocrates refusent de le financer, mais ont proposé une enveloppe de plus d'un milliard pour d'autres mesures de sécurité à la frontière.

Résultat: une impasse budgétaire. Et tant que les deux partis ne se mettront pas d'accord, les financements de 25% des ministères et administrations fédérales resteront suspendus. AFP 28 décembre 2018

- USA: L'opinion impute le shutdown à Trump plus qu'aux démocrates, selon un sondage - Reuters 28.12

Cela confirme ce qu'on a affirmés au début de cette causerie.

[Haut de page ↗](#)

Le 31 décembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

Bon réveillon à tous !

Demain : L'An I de la République sociale!

● [Au format pdf \(17 pages\)](#)

A retenir.

Au matin de l'insurrection du 28 juillet 1830.

On ne crie plus, comme la veille, « *Vive la Charte, à bas les ministres!* » mais, « *Vive la liberté, à bas les Bourbons !* »

A mesure que la population arrive dans les rues ou sur les places, des rassemblements se forment et grossissent rapidement. Des fleurs de lys sont brisées, les insignes de la royauté effacés, « À bas les Bourbons ! » est scandé. Des bandes d'ouvriers parcourent les rues en abattant, brisant ou brûlant les enseignes aux armes de France, les panonceaux des notaires, et jusqu'aux plaques des conducteurs de diligence et des facteurs de la poste, et aux estampilles des voitures publiques. Partout le mot royal est effacé ou couvert de boue. En plusieurs endroits on attache les armes de France à la corde des réverbères cassés. On ne crie plus, comme la veille, « *Vive la Charte, à bas les ministres!* » mais, « *Vive la liberté, à bas les Bourbons !* ». Wikipédia.org

Au matin de l'an 2019.

On ne crie plus "*moins de taxe, augmentation des salaires, Macron démission*", mais "*Vive la liberté, à bas le dernier des Capets !*" ou "*tout le pouvoir aux travailleurs, à bas l'oligarchie et la Ve République*"... A suivre

La lutte des classes est une lutte à mort disions-nous.

La bourgeoisie mène avec une claire conscience une guerre d'extermination contre eux. (les ouvriers insurgés le 24 juin 1848)
(Les journées de juin 1848 par Friedrich Engels)

LVOG - La bourgeoisie, cette "guerre d'extermination" contre les exploités et les opprimés, elle n'a jamais cessé de la mener en réalité, en recourant à la législation qu'elle avait adoptée et par laquelle elle la justifiait ou la légitimait en temps normal ou de

paix social, sinon par le canon contre son peuple si nécessaire, le reste du temps contre d'autres peuples pour les piller, sans que personne ne s'en émeuve plus que cela et cautionne hypocritement son pouvoir où le droits exorbitant qu'elle s'accordait d'exploiter et d'opprimer qui bon lui semblait au quatre coin de la terre, car en échange de quoi le pays s'enrichissait et tout le monde en profitait proportionnellement à son statut social, un peu, beaucoup, passionnément, à la folie... et même pas du tout.

C'est ainsi que les esprits se sont laissé corrompre en cautionnant ce qu'il faut bien appeler la pire des injustices qui soit pouvant aller jusqu'à l'extermination de millions d'hommes et de femmes innocentes.

Chacun s'en est accommodé, chacun en a tiré profit, chacun s'est arrangé avec sa conscience pour le justifier. Après tout, ne sommes-nous pas impuissant à changer l'ordre des choses. Certes, dès lors qu'on s'y soumet, il ne faut jamais oublier de le préciser, car, que l'on ne comprenne pas ce qui se passe réellement est une chose, mais cela n'empêche personne d'avoir conscience qu'on est en présence ou qu'on est soi-même victime d'une terrible injustice contre laquelle on ne bougera pas le petit doigt ou on ne manifestera pas, pire, quand on nous appellera à la cautionner par la voie des urnes, nous répondrons présent, nous y collaborerons et nous nous aviliront davantage encore. De quoi se détester soi-même... avant de détester les autres sous n'importe quel prétexte, ce qui n'augure rien de bon en général.

N'aurait-il pas été préférable, répétons-le, sans forcément comprendre ce qui se passait réellement, mais en ayant tout de même conscience d'être en présence d'un régime profondément injuste et d'une imposture, de refuser de participer à cette mascarade sordide, de rejeter les institutions...

On peut parfaitement admettre que cela n'ait pas été forcément à la portée de tous à une autre époque, mais pas aujourd'hui après que le capitalisme eut revêtu une forme généralisée aussi monstrueuse, mafieuse, criminelle, barbare.

Voilà un argument qu'on peut présenter aux travailleurs, en précisant bien que notre but n'est pas de les culpabiliser ou de les juger, mais de les faire réfléchir et les aider à prendre conscience qu'en ne réagissant pas et en ne s'organisant pas contre le régime pour l'abattre, ils creusent leur propre tombe.

En juillet 1830, en février et en juin 1848, en septembre 1870 et en mars 1871, le prolétariat avait des conditions de travail et d'existence épouvantables, il était en très grande partie illettré ou son degré d'instruction était très faible, les inégalités sociales étaient gigantesques et pire que de nos jours contrairement à ce qu'affirment les ignorants, les injustices également, réduit à l'état misérable et inorganisé, sans syndicat ni parti, le prolétariat en haillons avait parfaitement conscience d'être la victime de prédateurs et d'opresseurs sans scrupule ni morale qui les méprisaient profondément, qui haïssaient les gueux.

Il ne disposait aucun droit social ou politique, hormis celui de se soulever contre ses oppresseurs. Comme il n'était pas en mesure de s'organiser et de se mobiliser par lui-même, c'était soit des pans de la bourgeoisie ou de la petite bourgeoisie monarchiste ou républicaine qui s'en chargeaient, qui les enrôlaient et qui s'en servaient de chairs à canon face au régime, au monarque ou au gouvernement en place pour que leurs exigences soient prises en compte, tandis que celles du prolétariat passeraient à la trappe ou seraient réduites à quelques miettes.

Plus tard, ce sont encore des petits bourgeois qui organisèrent le prolétariat et qui constituèrent les premiers partis ouvriers, l'idée de ces petits bourgeois étaient encore une fois de se servir des bataillons de la classe ouvrière et de la paysannerie pour obtenir des concessions du régime ou améliorer leur sort, tandis que celui de la classe ouvrière passait au second plan ou aux oubliettes.

L'avènement du socialisme scientifique de Marx et Engels au milieu du XIXe siècle ne mit pas un terme à cette pratique détestable, il permit cependant de donner une nouvelle orientation au mouvement ouvrier, dans la mesure où désormais c'était à la classe ouvrière qu'était dévolu le rôle principale au sein de la lutte de classe des exploités et des opprimés et d'en prendre la direction, compte tenu que c'était elle qui devait s'emparer du pouvoir politique pour cette fois pouvoir satisfaire ses propres besoins et non plus ceux de la petite bourgeoisie ou des classes moyennes. Mieux encore, cette doctrine de la classe ouvrière (le marxisme) et ses objectifs coïncidaient avec l'ensemble des besoins de la société pour assurer son développement harmonieux, de telle sorte que plus personne ou aucune autre classe sociale ne pourrait contester le rôle et les tâches historiques que le prolétariat devait accomplir puisque le destin de la société ou de la civilisation en dépendait.

Bien entendu les petits bourgeois influencés par le capitalisme ou leur statut social refusèrent de céder la place à la classe ouvrière, de lui reconnaître ce rôle historique qui est le produit du processus dialectique matérialiste du développement des forces productives ou du capitalisme parvenu à son terme, et depuis près de 180 ans ils n'ont jamais cessé d'empoisonner le mouvement ouvrier avec leur doctrine bourgeoise, le réformisme bourgeois, consistant à l'atteler au régime et à lui interdire toute indépendance de classe de manière à ce qu'il ne puisse jamais trouver la voie pour le renverser. Telle fut le rôle dévolu à la SFIO devenu le PS, au PC devenu le PCF, et à la totalité des partis ou formations politiques qui en sont issus, Génération.s, MRC, PG, LFI, etc. Jusqu'au jour où la classe ouvrière et les couches inférieures des classes moyennes les rejetèrent ou rompirent avec eux.

Entre temps, à une autre époque, au début du XXe siècle, un prolétariat parvint à s'organiser et à construire un véritable parti ouvrier, pour les ouvriers, construit sur les bases de cette doctrine qui concentrait également les enseignements de la lutte de

classe du prolétariat mondial, de telle sorte qu'il parvint au pouvoir et à liquider le régime en place au profit d'un Etat ouvrier, une République social, socialiste, telle furent les révolutions russes de 1905 et particulièrement celle victorieuse de 1917 dirigée par le parti bolchevik et principalement Vladimir Illitch Oulianov, dit Lénine.

Dans un monde dominé par le capitalisme, la Russie révolutionnaire demeurait une goutte d'eau dans un océan de réaction. Et à l'intérieur de la Russie, les mentalités n'allaient pas évoluer au même rythme que les profonds changements politiques déjà accomplis et ceux économiques entamés dans des conditions extrêmement difficiles après 4 ans de guerre impérialiste suivie par 4 ans de guerre civile fomentée par la réaction financée et armée par les puissances occidentales impérialistes. De plus, il faut se rappeler que le prolétariat russe qui représentait moins de 10% de la population, était aussi illettré que la paysannerie et les masses en France au XIXe siècle, et que par conséquent ils étaient à la merci des changements pouvant intervenir à la direction du parti bolchevik, tout se passerait très bien dès lors que son et ses principaux dirigeants seraient de véritables marxistes acquis à la cause ouvrière et au socialisme, mais que tout se passerait très mal pour peu qu'ils viennent à disparaître brutalement pour être remplacés par des dirigeants qui se comporteraient comme des petits bourgeois vaniteux animés d'autres intentions ou tenus à d'autres principes, se moquant de cette doctrine et du socialisme.

Et c'est ce qui se produisit, une fraction du parti bolchevik au comportement et aux intérêts semblables à ceux de misérables petits bourgeois profitèrent du faible niveau d'évolution (d'instruction, de conscience) du prolétariat et de la paysannerie et de la disparition du principal dirigeant et théoricien de la révolution (Lénine) pour s'emparer du pouvoir, liquider le parti de la révolution socialiste, pour finalement à terme liquider l'Union des Républiques Socialiste et Soviétiques au profit du rétablissement du capitalisme, ils agirent conformément à l'état d'esprit en général du petit bourgeois dans lequel il ne faut jamais placer sa confiance sous peine qu'il la trahisse un jour.

La doctrine du marxisme fut ainsi confirmée en pratique. Elle permit au prolétariat de s'emparer du pouvoir et de commencer à instaurer une société meilleure et plus juste. Maintenant, on ne peut pas lui imputer le fait que cette expérience fut rapidement dévoyée, stoppée, puis éliminée, car elle n'a pas choisi à quel moment cette expérience allait avoir lieu, de la même manière que le 26 juillet 1830 Charles X se voyait encore en monarque à vie pour finalement être détrôné le lendemain, idem pour le tsar par exemple, ce serait faire un mauvais procès au marxisme de l'accuser d'être responsable du manque de maturité du prolétariat ou de lui en imputer les conséquences, il faut être sérieux et honnête, ce que ne sont pas ses nombreux ennemis évidemment.

Les masses se lancent à l'assaut du pouvoir avec les moyens dont elles disposent dans des conditions qui lui sont imposées, et bien il en est de même pour le marxisme ou le socialisme et pour le parti qui combat sous son drapeau. Toute autre impression serait l'oeuvre de faussaires ou d'agents du capitalisme.

Défense du marxisme.

Lénine - Les destinées historiques de la doctrine de Karl Marx - 01.03.1913

Extraits.

La période de la Révolution de juin 1848 à la Commune de Paris en 1871.

Au début de la première période, la doctrine de Marx est loin d'être dominante. Elle n'est que l'une des très nombreuses fractions ou courants du socialisme. Les formes dominantes dans le socialisme sont celles qui au fond s'apparentent au populisme de chez nous : incompréhension de la base matérialiste du mouvement historique, incapacité de discerner le rôle et l'importance de chacune des classes de la société capitaliste, camouflage de la nature bourgeoise des réformes démocratiques à l'aide de différentes phrases pseudo-socialistes sur le "peuple", la "justice", le "droit" etc.

La Révolution de 1848 porte un coup mortel à toutes ces formes bruyantes, bigarrées, tapageuses du socialisme d'avant Marx. Dans tous les pays, la révolution montre à l'oeuvre les différentes classes de la société. Le massacre des ouvriers par la bourgeoisie républicaine, dans les journées de juin 1848, à Paris, achève de fixer la nature socialiste du prolétariat, du prolétariat seul. La bourgeoisie libérale redoute l'indépendance de cette classe, cent fois plus que la pire réaction. Le libéralisme peureux rampe devant cette dernière. La paysannerie se contente de l'abolition des vestiges du féodalisme et se range du côté de l'ordre ; elle ne balance que rarement entre la démocratie ouvrière et le libéralisme bourgeois. Toutes les doctrines sur le socialisme hors-classes et la politique hors-classes se révèlent un vain bavardage.

La Commune de Paris (1871) achève cette évolution des réformes bourgeoises ; c'est uniquement à l'héroïsme du prolétariat que doit son affermissement la République, c'est-à-dire cette forme d'organisation de l'État dans laquelle les rapports des classes se manifestent de la façon la moins dissimulée.

Dans tous les autres pays d'Europe, une évolution plus confuse et moins achevée conduit toujours à une société bourgeoise constituée. A la fin de la première période (1848-1871), période de tempêtes et de révolutions, le socialisme d'avant Marx meurt. Des partis prolétariens indépendants naissent : la première Internationale (1864-1872) et la social-démocratie allemande.

La période de 1872 à 1904.

La deuxième période (1872-1904) se distingue de la première par son caractère "pacifique", par l'absence de révolutions. L'Occident en a fini avec les révolutions bourgeoises. L'Orient n'est pas encore mûr pour ces révolutions.

La dialectique de l'histoire est telle que la victoire du marxisme en matière de théorie oblige ses ennemis à se déguiser en marxistes. Le libéralisme, pourri à l'intérieur, tente de reprendre vie sous la forme de l'opportunisme socialiste. La période de préparation des forces pour les grandes batailles, ils l'interprètent comme une renonciation à ces batailles.

L'amélioration de la condition des esclaves en vue de la lutte contre l'esclavage salarié se fait, selon eux, au prix de l'abandon pour un sou, par les esclaves, de leur droit à la liberté. Ils prêchent lâchement la "paix sociale" (c'est-à-dire la paix avec l'esclavagisme), la renonciation à la lutte de classes, etc. Ils ont de nombreux partisans parmi les parlementaires socialistes, les différents fonctionnaires du mouvement ouvrier et les intellectuels "sympathisants".

La période de la Révolution russe à nos jours (1913).

Les opportunistes n'avaient pas encore fini de glorifier la "paix sociale" et la possibilité d'éviter les tempêtes sous la "démocratie", que s'ouvrait en Asie une nouvelle source de grandes tempêtes mondiales. La révolution russe a été suivie des révolutions turque, persane, chinoise.

Les longs ajournements d'une lutte décisive contre le capitalisme en Europe ont poussé au désespoir et à l'anarchisme les gens peu soucieux des conditions de la préparation et du développement de la lutte de masse. Nous voyons maintenant combien myope et pusillanime est ce désespoir anarchiste. (Celui des "gilets jaunes" ? - LVOG)

Celui qui, après l'expérience de l'Europe et de l'Asie, parle d'une politique hors-classes et d'un socialisme hors-classes, mérite simplement d'être mis en cage et exhibé à côté d'un kangourou australien.

Cependant la décomposition de tous les partis bourgeois et la maturation du prolétariat sont en progression constante.

LVOG - La social-démocratie et le stalinisme sont presque parvenus à renvoyer la classe ouvrière en deux siècles en arrière en pourrissant le mouvement ouvrier, de telle sorte qu'il est devenu méconnaissable et par bien des aspects infréquentables tellement il est corrompu. La prochaine période verra la lutte entre ceux qui veulent le sauver (ou son cadavre) tel qu'il est devenu, et ceux qui sont décidés à le reconstruire sur les bases du socialisme...

Le marxisme est la doctrine de la lutte de classes

Article écrit par Lénine à l'occasion du 30e anniversaire de la mort de K. Marx, publié dans le n°3 de la revue théorique bolchevique "Prosvéchtchénié" ("L'Education"). Mars 1913

Extrait. Pas une seule liberté politique n'a été conquise sur la classe des féodaux sans une résistance acharnée. Pas un seul pays capitaliste ne s'est constitué sur une base plus ou moins libre, démocratique, sans qu'une lutte à mort n'ait mis aux prises les différentes classes de la société capitaliste. Marx a ceci de génial qu'il fut le premier à dégager et à appliquer de façon conséquente l'enseignement que comporte l'histoire universelle. Cet enseignement, c'est la doctrine de la lutte de classes. Les hommes ont toujours été et seront toujours en politique les dupes naïves des autres et d'eux-mêmes, tant qu'ils n'auront pas appris, derrière les phrases, les déclarations et les promesses morales, religieuses, politiques et sociales, à discerner les intérêts de telles ou telles classes. Les partisans des réformes et améliorations seront dupés par les défenseurs du vieil ordre de choses, aussi longtemps qu'ils n'auront pas compris que toute vieille institution, si barbare et pourrie qu'elle paraisse, est soutenue par les forces de telles ou telles classes dominantes. Et pour briser la résistance de ces classes, il n'y a qu'un moyen : trouver dans la société même qui nous entoure, puis éduquer et organiser pour la lutte, les forces qui peuvent - et doivent - par leur situation sociale - devenir la force capable de balayer le vieux et de créer le nouveau.

Seul le matérialisme philosophique de Marx a montré au prolétariat la voie à suivre pour sortir de l'esclavage spirituel où végétaient jusque-là toutes les classes opprimées. Seule la théorie économique de Marx a expliqué la situation véritable du prolétariat dans l'ensemble du régime capitaliste.

Une nouvelle contribution politique.

Comme je l'ai déjà expliqué, le seul avantage de poser le RIC ou RIP, c'est qu'il pose la question de la nature de l'Etat, du pouvoir politique, et comme il est incompatible avec l'existence de la Ve République, en allant au bout de notre réflexion on en arrive à la conclusion qu'il faut impérativement en finir avec la Ve République, c'est aussi simple que cela, c'est tout simplement

logique, dialectique.

C'est l'unique objectif politique que les travailleurs et les militants doivent se fixer. Ils doivent y subordonner leurs luttes, ce qui doit se traduire sur le plan pratique par leur organisation.

Le même objectif est valable pour le prolétariat dans tous les pays du monde, car c'est la Constitution et les institutions politiques nationales qui constituent l'obstacle à la remise en cause du mode de production et de répartition des richesses à l'origine des inégalités sociales et des injustices, de tous les maux dont souffrent les masses laborieuses.

Depuis que j'ai repris mon activité de militant ouvrier et que j'ai rompu en 2005 avec le courant politique dans lequel j'avais été organisé à la fin des années 70, je n'ai cessé d'affirmer que ce devait être notre axe politique et qu'il fallait y préparer les masses, en vain, personne n'a voulu m'écouter. Pourquoi ? Parce que cela nécessitait que nos dirigeants rompent avec les appareils pourris du mouvement ouvrier, particulièrement ceux des syndicats, sauf qu'ils s'étaient trop compromis avec eux pour pouvoir faire marche arrière, pour qu'ils reconnaissent et corrigent publiquement leurs erreurs, comme ils en furent toujours incapables, il ne leur restait plus qu'à continuer à tenir leur double langage habituel dont les composantes se neutralisaient, ce qui à terme devait avoir des conséquences désastreuses, les travailleurs qu'ils avaient gagné devaient désertier les uns après les autres pour finir par se retrouver avec des partis sclérosés, sectaires, décomposés, n'inspirant confiance à personne ou marginalisés, qui ne pourraient jouer aucun rôle au cours de la période à venir de la lutte de classes.

Pour prendre la mesure de leur énorme responsabilité dans la situation actuelle, il faut avoir à l'esprit qu'en sabotant la construction d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire, ils permirent aux autres composantes corrompues du mouvement ouvrier d'avoir les mains libres pour se droitiser davantage ou continuer leur sale boulot de fossoyeur du mouvement ouvrier organisé et du socialisme, au point qu'il n'inspirait plus que le rejet à la classe ouvrière, qui non seulement se retrouverait sans direction, mais sans représentation politique ou même syndicale face à la réaction, au gouvernement, au patronat.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que tant qu'il existait la menace que les masses se tournent vers un ou des partis incarnant le socialisme, même de manière déformée, les autres partis ouvriers dégénérés étaient plus ou moins obligés d'en tenir compte, pour être plus précis, de tenir compte des aspirations des masses pour contrer cette menace, mais une fois que cette menace avait pratiquement totalement disparu, plus rien ne les empêchait de faire ouvertement allégeance au régime et d'ignorer la condition dans laquelle se retrouvaient plongées masses.

On nous avait expliqué qu'ils (PS-PCF) étaient appelés à monter de plus en plus ouvertement au créneau pour permettre au gouvernement d'appliquer sa politique, sous prétexte que c'était l'aggravation de la crise du capitalisme qui leur commandait d'agir ainsi, ce qui était exact, mais ce que nos dirigeants se sont bien gardés de préciser, c'est pourquoi ou qu'est-ce qui leur permettait sur le plan politique sans prendre de risque, hormis celui de se saborder eux-mêmes, ce qui ne constituerait pas un inconvénient insurmontable puisque d'autres partis issus des leurs prendraient le relais et ainsi de suite, Génération.s, LFI, pour n'en citer que deux, ou Syriza qui a pris la place laissée vacante par le PASOK qui ne pouvait plus remplir sa fonction contre-révolutionnaire au côté du régime en Grèce, idem au Portugal, en Allemagne avec les Verts et Die Linke, en Espagne avec Podemos, etc.

Bien entendu, quand bien même aurait existé un parti ouvrier révolutionnaire, les vieux partis issus du mouvement ouvrier passés dans le camp de nos ennemis n'auraient jamais été amenés à rompre le régime, mais en étant obligé de prendre en charge une partie des revendications du prolétariat, ils auraient alimenté sa lutte de classe, contre leur gré ils l'auraient entraîné au combat et ainsi ils auraient participé à maintenir sa conscience de classe à un certain niveau, ce qui aurait créé les conditions favorables pour que le nouveau parti ouvrier puisse recruter des dizaines de milliers de travailleurs et construire le parti.

Pourquoi le PS s'est-il désengagé brutalement de la lutte de classe au côté de la classe ouvrière dès la chute de l'URSS et ses satellites et déclarer publiquement qu'il avait renoncé au socialisme au profit du capitalisme? Parce que ce n'était pas seulement la menace du communisme aurait été écartée, mais parce que c'était davantage un coup mortel porté au PCF, qui par la suite n'a fait que décliné pour finalement devenir pour ainsi dire inexistant 20 ans plus tard.

Jusque là le PS dirigé ou contrôlé par des membres de la bourgeoisie ou des couches supérieure des classes moyennes organisait principalement certaines couches inférieures et moyennes de la petite bourgeoisie ou des classes moyennes, y compris dans les universités à travers les syndicats, il contrôlait plusieurs syndicats dits ouvriers, notamment FO, des syndicats corporatistes, la CFTC et la CFDT notamment, au sein des syndicats, les syndicats qu'il contrôlait ou influençait jouaient le même rôle que le sien sur le plan politique envers le PCF. La fin de cette période, qui devait s'achever au début des années 90, fut annoncée dès le début des années 80 avec l'adoption de la politique d'austérité par Mitterrand. Tandis que les couches inférieures de la petite bourgeoisie allaient petit à petit désertier le PS, la classe ouvrière allait en faire autant avec le PCF et les syndicats.

Le PS au pouvoir (soutenu par le PCF) révélait ou confirmait sa véritable nature réactionnaire et tournaient le dos résolument à la classe ouvrière et aux couches inférieures des classes moyennes. C'était l'occasion ou jamais d'expliquer aux travailleurs pourquoi et que dans l'avenir ils ne devraient absolument rien attendre de la part de ces partis pourris pour leur ôter les

dernières illusions qu'ils auraient pu avoir dans le PS ou le PCF. C'était à ce moment-là, lorsqu'ils étaient au pouvoir qu'il fallait aider les masses à rompre avec ces partis, pour que dès le début de l'offensive (à venir) du néolibéralisme en France que l'on peut faire remonter en 2007 sous Sarkozy, après avoir déjà subi 25 ans d'austérité, elles soient prêtes ou en ordre de bataille pour se soulever. L'avant-garde du mouvement ouvrier a bénéficié de 25 longues années pour élaborer et appliquer cette stratégie, mais elle en a été totalement incapable.

La suite demain ou dans les jours qui viennent...

ACTUALITÉ DU JOUR

On ne leur souhaitera pas une bonne année 2019.

On va vous pourrir 2019, promis !

- Vous pensez que 2018 a été une année pourrie ? - Franceinfo 30.12

Ils parlent pour eux !

Vos fins de mois sont difficiles ou commencent le 15, on s'en tape, sachez-le !

- Sports d'hiver : de la neige et un bon taux de réservation au Grand-Bornand, en Haute-Savoie - Franceinfo 30.12

Ils vous haïssent et vous le font savoir

Le dernier des Capets qui a encore la tête sur les épaules disparaît...

Ces derniers jours, M. Macron se montre très discret et personne ne sait au juste où il se trouve. Le programme d'activités du Président n'est pas mis à jour sur le site de l'Élysée. sputniknews.com 29.12.2018

et réapparaît, où, parmi les siens, pardi !

A Saint-Tropez au "coeur de cette cité balnéaire huppée de la Côte-d'Azur".

... et même que l'Agence Française de Propagande s'en félicite.

"Il n'y a pas eu manifestations d'hostilité à son encontre, bien au contraire". - AFP 29 décembre 2018

On se reconforte comme on peut !

Ce qui est triste pour les nantis, c'est qu'ils ne veulent aller pratiquement nulle part sans craindre qu'on les dévalise ou les conspu, pour leur sécurité, ce qui n'est pas le cas des parias qui peuvent se rendre presque partout et s'y sentir à l'aise.

Marcheront-ils sur Saint-Tropez ?

- Une marche de soutien à Macron prévue à Paris le 27 janvier - Le HuffPost 30.12

Les gilets jaunes, "ça suffit".

- Vers une manifestation pro-Macron le 27 janvier ? - L'Express.fr 30.12

Les anti-gilets jaunes veulent, à leur tour, descendre dans la rue.

Bonne appétit. Et 12 quenelles pour la table du président. Vous ne trouvez pas que cela fait beaucoup quand même?

Grille de lecture.

12 serveurs d'un grand restaurant parisien ont adressé un bras d'honneur à je ne sais qui, Macron peut-être, sans doute, qu'ils ont déguisé en quenelle pour être certain que cela serait remarqué, c'est réussi !

Mais c'est qu'en face les hargneux, teigneux, les haineux, les belliqueux, les matraqueurs, les gazeurs l'ont très mal pris.

- Le Train Bleu porte plainte après la "quenelle" de ses salariés - HuffPost. 30.12

Ce week-end, une photo montrant des salariés du célèbre restaurant parisien "Le Train Bleu", que les visiteurs en provenance du sud de la France peuvent admirer en arrivant à la Gare de Lyon, effectuer une quenelle a été exhumée et a littéralement enflammé les réseaux sociaux.

Twitter, Facebook, Trip Advisor... Le restaurant s'est attiré les foudres de nombreux internautes, dénonçant le personnel photographié en train d'effectuer ce geste popularisé par le polémiste Dieudonné, et dont la connotation antisémite ne fait guère de doutes.

"Ceux des personnes figurant sur la photographie qui font encore partie de ses effectifs seront convoqués dans les plus brefs délais et le cas échéant sanctionnés de manière exemplaire", indique encore le communiqué, précisant que la société se tient à la disposition de la justice "l'identification de toutes les personnes qui se sont adonnés à un geste haineux".

"Notre groupe est tout entier dédié à faire partager par le plus grand nombre la gastronomie française, ses saveurs et son savoir-faire. Comme le soulignait il y a quelques jours Bernard Pivot, la quenelle est un plat qui fait partie du patrimoine de la gastronomie lyonnaise dont le nom a été dénaturé par ce geste en forme de salut nazi inversé, devenu un signe de ralliement dont nous n'ignorons ni la gravité ni la signification antisémite avérée", poursuit SSP, qui a "décidé de porter plainte auprès du procureur de la République". HuffPost. 30.12

Sur la photo figure 12 serveurs, cela fait beaucoup, ces 12 salariés seraient tous des nazis, invraisemblables évidemment. Cela montre l'état d'esprit et les intentions de la réaction d'écraser le peuple, de briser sa résistance, de la mater, de le soumettre par la force, obtenir sa capitulation totale sans condition.

Dans ces conditions nous n'avons plus d'autre alternative que nous soulever et renverser le régime en place pour instaurer une République sociale et démocratique.

[Heil ! Quand les néonazis refusent de s'assumer ou leurs zélés porte-parole et provocateurs pris à leur propre piège.](#)

Personnellement, cela ne me serait pas venu à l'esprit de penser à l'iconographie nazie en voyant cette Une du Monde, ni même de comparer Macron à Hitler même si tous les deux étaient de dangereux psychopathes, même si tous les deux avaient un faible pour le gaz, même s'ils partageaient la haine de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier, la comparaison s'arrêtait là, provisoirement ?

- "Le Monde" s'est-il inspiré de l'"iconographie nazie" pour sa une sur Macron ? On vous explique la polémique - franceinfo 31.12

franceinfo - La couverture de l'hebdomadaire M le magazine du Monde, paru vendredi 28 décembre, s'est attiré les foudres des critiques, dont plusieurs membres de la majorité. Tous accusent le journal d'avoir repris "les codes de l'iconographie nazie".

Le président de l'Assemblée nationale Richard Ferrand ne l'écrit pas exactement comme ça, mais juxtapose cette une à une photo d'Adolf Hitler, assurant qu'il "ne peut s'agir d'un hasard".

LVOG - La critique courroucée du maréchal Ferrand, spécialiste en la matière apparemment, eut à peine le temps d'être formulée que la putasserie offrit ses excuses marquées empressées dans le plus pure style des laquais fardés et poudrés de l'Ancien Régime.

franceinfo - La polémique a poussé le directeur des rédactions du journal, Luc Bronner, à présenter des excuses "à ceux qui ont été choqués par des intentions graphiques qui ne correspondent évidemment en rien aux reproches qui nous sont adressés". Dans ce court texte, le journaliste explique que la couverture signée par le directeur artistique Jean-Baptiste Talbourdet, fait référence "au graphisme des constructivistes russes au début du XXe siècle", mais emprunte aussi aux travaux de l'artiste canadien Lincoln Agnew.

LVOG - Peut importe l'explication fournie par monsieur Talbourdet ? Pas tant que cela. Vous allez comprendre tout de suite pourquoi France Info l'a reproduite. On y reviendra ensuite.

franceinfo - Sur son blog hébergé par Mediapart, Olivier Beuvelet, chargé de cours en histoire de la photographie, en esthétique de l'image et en cinéma à l'université Paris 3, y voit au moins une "référence à l'iconographie totalitaire des années 1930". Et sur Twitter, un graphiste confirme que "tous les codes des affiches de propagande de dictatures" sont là, mais pas seulement Adolf Hitler. Il cite "Mao, Lénine, Hitler... tous !"

LVOG - Vous avez saisi, pour se livrer à l'amalgame préférée des idéologues néolibéraux les plus ultra réactionnaires : rouge-brun, associant Mao et Lénine à Hitler, alors que l'ordre chronologique oblige si quelqu'un a plagié ou copié un graphisme existant, ce sont les nazis et non les bolcheviks ou les maoïstes. Que cela paraisse dans Mediapart, cet appendice pourri du Monde n'étonnera personne.

Attendez ce n'est pas fini. Ils vont aller jusqu'à justifier ce clin d'oeil au nazisme en y mêlant les "gilets jaunes", en fait ce sont eux qui en porteraient la responsabilité, ne sont-ils pas d'extrême droite, des fachos. Lisez.

franceinfo - Pour ce graphiste, "c'est fait exprès", mais il ne faut pas pour autant en déduire que Le Monde considère Emmanuel Macron comme un dictateur. Alors que la mobilisation des "gilets jaunes" dure depuis un mois et demi, et que les Champs-Élysées ont été le théâtre de violents affrontements, il estime que le journal "peut aussi vouloir illustrer le sentiment d'une partie du peuple". Pour lui, ce visuel, où la foule tourne le dos au chef de l'Etat qui regarde dans une autre direction, signifie surtout que "la foule ici descend dans la rue contre lui, pas pour l'aduler". franceinfo 31.12

LVOG - Pardi ! On se doutait bien que Le Monde n'avait jamais eu l'intention de considérer Macron comme un dictateur, franchement, après en avoir fait le président des banquiers, n'est-ce pas monsieur Pigasse, directeur général de Lazard Frères S. A.S... et bilderberger (2005) comme il se doit, et philanthrope par dessus le marché, donateur de la French American Foundation !

Ouf, nous voilà rassurés, la démocratie est sauvée !

[Dernières Infos sur la mobilisation dite des "Gilets jaunes".](#)

- La mobilisation des "Gilets jaunes" faiblit, tensions en province - Reuters 29 décembre 2018

L'acte VII des gilets jaunes marqué par une faible mobilisation, tensions à Paris, Toulouse et Rouen - Le HuffPost 29 décembre 2018

Après un "acte VI" qui a peu mobilisé et au milieu des fêtes de fin d'année, le septième week-end de mobilisation des gilets jaunes a démarré timidement ce samedi 29 décembre alors que des rassemblements étaient organisés à Paris, Marseille, Lyon, Metz, Rouen, Nantes, Toulouse ou encore Bordeaux.

Environ 12.000 gilets jaunes ont été recensés, selon les informations de LCI. La préfecture de police de Paris a dénombré 800 manifestants dans la capitale, à 18 heures. Le HuffPost 29 décembre 2018

A Paris, les gilets jaunes font la tournée des médias - Libération 29 décembre 2018

Comme le week-end dernier, le lieu du rassemblement parisien des gilets jaunes est resté secret jusqu'au dernier moment. Le top départ a été donné en milieu de matinée sur les réseaux sociaux par quelques leaders du mouvement : «Paris, go, go, go.» Avec une heure : «13h30». Et une adresse, celle des locaux de BFMTV (où se trouve aussi RMC, Libération et l'Express) dans le XV^e arrondissement de Paris. Sur place, environ 400 personnes ont répondu à l'appel. Une manifestante clame dans un mégaphone : «On tourne le dos aux collabos pendant une petite minute.» La foule, qui fait face à une ligne de policiers, s'exécute.

En milieu d'après-midi, l'idée d'aller continuer la tournée des médias en direction d'Europe 1 ou Radio France plane un moment. Plusieurs gilets jaunes repartent alors dans une déambulation, avec policiers et gendarmes à leur trousses, puis atterrissent finalement près de la Tour Eiffel. Vers 17 heures 30, la plupart s'étaient dispersés ou étaient encerclés par les forces de l'ordre.

Un rassemblement se déroulait dans le calme place de la République, où une urne avait été installée en vue d'une "consultation citoyenne".

Rouen - Des manifestants ont incendié la porte d'enceinte de la Banque de France, a rapporté la police, qui a signalé également des feux de poubelles et des barricades.

Tarbes - A Tarbes, dans les Hautes-Pyrénées, département assez fortement mobilisé depuis le début du mouvement, la manifestation a réuni samedi matin dans le calme un millier de personnes, contre 2.000 la semaine dernière.

Toulouse - Quelque 2.000 personnes, selon les observateurs, 1.350 selon la préfecture de Haute-Garonne, ont manifesté.

Des affrontements ont opposé forces de l'ordre et manifestants, qui lançaient de la peinture jaune, selon une journaliste de Reuters. Des poubelles ont été incendiées dans le quartier de Compans-Caffarelli, du mobilier urbain a été détruit.

A 16h30, la préfecture de Haute-Garonne a annoncé sept interpellations.

Bordeaux - Ils étaient quelque 2400 «gilets jaunes» à manifester dans les rues de Bordeaux ce samedi après-midi, selon les chiffres de la Préfecture.

Si le degré de violence n'a pas égalé celui des semaines précédentes, plusieurs heurts et incidents (barricades en feu, lacrymogènes, tir de LBD...) ont toutefois été signalés cours Pasteur, cours Clemenceau et cours de la Marne ainsi que place Tourny. Au total, une douzaine d'interpellations ont été effectuées selon la préfecture.

Marseille - La préfecture de police a dénombré 900 "Gilets jaunes". Quelque 260 manifestants étaient recensés dans le reste des Bouches-du-Rhône, département dans lequel sont intervenues sept interpellations.

Dans le Var, une douzaine de rassemblements étaient signalés, avec notamment un barrage au péage de Bandol dans le sens Toulon-Marseille sur l'autoroute A50.

Vinci Autoroutes faisait état de difficultés de circulation sur l'A7, l'A9 et l'A10.

Dans les Pyrénées-Orientales, la préfecture a interdit toute manifestation jusqu'au 1er janvier 2019 à la suite du décès la semaine dernière d'un automobiliste à Perpignan-Sud « lié aux perturbations de circulation". Libération et Reuters 29 décembre 2018

- Nantes, Toulouse, Paris: le bilan des blessés par flash-ball lors de l'acte 7 - Sputnik 29.12

Au total, en France, 57 de personnes ont été interpellées dont 33 placées en garde à vue pendant l'acte 7 des Gilets jaunes, d'après les informations de la préfecture de police vers 18h00.

Nantes - Un jeune homme (22 ans) a été blessé par LBD à la tête à Nantes. Selon les témoins présents sur place, il serait «entre la vie et la mort». Des images des lieux ont été postées sur les réseaux sociaux avec des commentaires indiquant que l'homme était inconscient suite à un tir de flash-ball.

Répression d'une extrême brutalité aujourd'hui à Nantes. Attaque systématiques. Gendarmes avec des Famas. Tirs innombrables. (sur Twitter)

Toulouse - Ensuite, un autre flash-ball a aussi touché un manifestant à Toulouse. Selon un membre de l'équipe médicale sur place cité par France 3 Occitanie, l'individu a eu un œil crevé.

Un homme a été gravement blessé après que plusieurs centaines de manifestants scandant «Macron démission!» sont arrivés sous les fenêtres de la mairie. Sputnik 29.12

Entre constat et illusions.

Lu dans un article publié par Mondialisation.ca le 27 décembre 2018.

Extrait.

- ...avec l'euro – depuis le 1er janvier 2002 – les exemples d'une vie devenue chère sont pléthoriques malgré les fadaïses que l'on nous raconte pour tenter de faire passer une contre-vérité. Un café pris au comptoir et qui coûtait 1.50 francs coûte au minimum 1.50 euros, soit 6 fois plus, de même pour une bière pression ou encore pour une baguette, un croissant... bref, tout ce qui fait le menu quotidien des gens. Sans parler des régies – eau, gaz, électricité, téléphone, tabac, carburants, ... – dont les prix ont explosé, alors que l'ouverture du marché à la concurrence voulue par Bruxelles nous assurait qu'elle allait faire pression à la baisse sur les prix : c'est exactement l'inverse qui s'est produit. Ni des assurances, frais médicaux, frais bancaires, frais scolaires et autres éléments dont ne peuvent se passer les citoyens pour mener leur vie au jour le jour.

Les salaires n'ont pas été multipliés par six sur cette même période, loin s'en faut, dans cette politique ultra-libérale, sauvage et débridée imposée par la technocratie bruxelloise

En parallèle à la libre circulation des individus à l'intérieur de l'espace Schengen, les 'Traités' ont prévu la libre circulation des biens et des capitaux. Par la suite, les Etats font semblant de découvrir que la fraude fiscale se monte à des milliards annuels – rien

qu'en France, la fuite des capitaux est estimée à 100 milliards d'euros par an ! – et afin de boucler leur 'budget', se tournent alors vers une politique d'austérité en ponctionnant le citoyen lambda à travers une multiplication de taxes et impôts devenus insoutenables, d'autant que ce n'est jamais assez et que les déficits continuent à se creuser. En lieu et place de revoir l'incongruité de 'Traités' mal pensés... à moins qu'ils ne soient voulus tels et qu'il faut alors abroger !

Le comble est qu'en France p.ex. le PIB n'a jamais été aussi haut mais les individus s'appauvrissent : cherchez l'erreur. Se présentant comme 'experts' d'aucuns nous bassinent régulièrement avec les '30 glorieuses' comme si c'était-là le nec plus ultra et le symbole d'une croissance ininterrompue désormais impossible à atteindre. Sous-entendu, les gouvernements n'ont plus les moyens qu'ils avaient à l'époque.

Or, à part entre 2008 et 2009 où la France a connu une année de récession suite à la crise des 'subprimes' venue des Etats-Unis, le PIB français n'a jamais cessé de progresser depuis 1949. Les chiffres en attestent : en 1949 le PIB – actualisé en euros – était de 13,2 milliards d'euros et en 2017 il était de 2291,7 milliards d'euros, soit plus de 173 fois celui de 1949. Même s'il faut tenir compte de l'inflation évaluée à 126 sur la base de 1901 et arrivée à 2568 sur la même base de 1901 – soit, multipliée par 20 – et si la croissance a ralenti, le pays est donc de plus en plus riche alors que l'on constate une classe moyenne qui s'appauvrit depuis plusieurs années, les salaires de l'écrasante majorité n'ayant pas suivi la même hausse au seul profit de quelques voyous !

La question légitime que chacun se pose est donc de savoir où va tout cet argent produit par le pays ?! La réponse est simple : dans la poche d'une poignée au détriment du plus grand nombre qui l'a pourtant produit. L'écart salarial entre le haut patronat et les travailleurs est devenu véritablement obscène !

Cette situation vérifiée par les chiffres n'a que trop duré et n'est donc plus acceptable. A se demander d'ailleurs comment il se fait que la population n'ait pas réagi plus tôt ! Il faut donc qu'elle soit excédée et à bout pour être descendue de manière si déterminée dans la rue pour se faire entendre... et tabasser.

Et c'est-là que l'on voit que ni le président ni son gouvernement et ses thuriféraires n'ont 'capté' le niveau de colère des citoyens. Les réponses données par l'histriion de l'Elysée attestent du dédain qu'il nourrit au fond de lui pour des citoyens qu'il pense pouvoir calmer en leur jetant des miettes. Quelle erreur, quelle arrogance une fois encore, quelle immaturité et surtout, au bout de compte, quelle incompetence ! (Par ce mot "incompétence", l'auteur de cet article signifie qu'il figure parmi les partisans de l'ordre établi. Les paragraphes de son article que je n'ai pas reproduits le confirmaient en nous appelant à adopter l'UE. - LVOG) Penser qu'après ces cacahuètes la contestation s'essouffera est faire preuve d'erreur d'analyse que les tenants de l'oligarchie risquent de payer bien plus cher qu'aujourd'hui. Imaginer que l'on peut 'acheter' le citoyen à coup de 100 euros par-ci qui lui seront repris par-là est d'un mépris absolu. De qui se moquent donc ces cols-blancs ?!

Rien d'étonnant donc à ce que la majorité des 'Gilets jaunes' rejettent ces propositions et appellent à la poursuite de l'insurrection. Reste à savoir s'ils sauront transformer l'essai et s'attaquer aux sources des problèmes citées plus haut : un appareil d'Etat obsolète et une construction européenne erronée. (C'est bien la question de l'Etat et du pouvoir politique qui est posée. Quant à l'UE, ce n'est pas sa construction ou son fonctionnement pose problème, mais sa nature qui détermine son orientation politique. - LVOG)

Pour cela, il faudra passer d'un mouvement spontané à un mouvement qui s'organise un minimum. Point de jonction de tous les dangers avec ses pièges, ses tentations de récupération et autres obstacles qu'il convient de ne pas minimiser au risque de faire pis que bien, ce qui conduirait les tenants du pouvoir actuel à resserrer plus encore leur étreinte sur les citoyens qu'ils empêcheront de se soulever de la sorte, quitte à basculer dans un Etat totalitaire ce que d'aucuns n'hésiteront pas à choisir tant leurs intérêts priment sur tout le reste. (Sur quelle base, dans quelle perspective, en se fixant quels objectifs politiques, "minimum" comme le suggère l'auteur de cet article, c'est-à-dire acceptable par le régime, auquel cas il n'aurait pas besoin de "resserrer plus encore (son) étreinte sur les citoyens" puisque ce mouvement se compromettrait avec le régime au lieu de l'affronter. On a là la rhétorique des faux opposants au régime. La suite le confirme en passant d'une illusion à une autre avec le RIC. - LVOG)

Au niveau intérieur, la proposition de passer par un Référendum d'Initiative Populaire/Citoyenne doit rester l'ordre du jour et serait un premier pas dans la bonne direction pour reconstruire un autre appareil d'Etat, par et pour ses citoyens et non plus avec des 'représentants' qui ne représentent plus qu'eux-mêmes et les lobbies qui les ont portés aux loges où ils s'agitent. Sauf que, déjà le pouvoir en place tente de récupérer la main en acceptant l'idée d'un RIC... mais « pas sur tous les sujets » ! Laissant entendre qu'il est des matières auxquelles le citoyen n'aura pas son droit de regard. On peut aisément deviner ce qui restera le pré carré des tenants de l'oligarchie... qui fera donc semblant d'ouvrir les débats à la société civile sur des sujets anodins qui ne risquent pas de les mettre en porte-à-faux quant à leurs privilèges éhontés. (Le RIC ou RIP, c'est la négation de la démocratie, parce qu'il ne pourrait être compatible qu'avec un gouvernement ouvrier, encore faudrait-il au préalable que la classe ouvrière ait renversé le régime et qu'elle se soit emparé du pouvoir politique, sinon ce n'est qu'une utopie, une illusion qui n'a pas d'autre fonction que légitimer le régime en place. Le mot d'ordre conforme aux intérêts de l'ensemble des exploités et des opprimés devrait être : pour un gouvernement ouvrier dont le mandat serait d'appliquer une politique conforme aux besoins et aspirations exprimés démocratiquement par les travailleurs, en leur laissant choix d'en déterminer la forme (Délibération d'Assemblées populaires ou constituantes dans tout le pays, RIP, etc. - LVOG) Mondialisation.ca, 27 décembre 2018

L'insurrection des Gilets-Jaunes : le point sur la situation et le ric - par Jean-Yves Jézéquel
Mondialisation.ca, 25 décembre 2018

Après 18 mois à l'Élysée, Macron s'est précipité fébrilement dans les mesures antisociales à répétition ayant pour principal effet, celui de favoriser largement les plus riches...

Rappelons encore une fois que les voix exprimées pour Emmanuel Macron en 2017, s'élevaient au nombre de: 20.630.677,00 (le chiffre du Ministère de l'Intérieur étant différent compte tenu des magouilles sur les inscrits) sur 47.644.602,00 de Français inscrits sur les listes électorales.

Si Macron s'est retrouvé à l'Élysée, c'est donc avec le vote d'une minorité de Français : on avait déjà là une crise majeure du système électoral et de la « démocratie » française. Premier problème fondamental, posé en arrière fond du tableau brossé aujourd'hui par les Gilets-jaunes et expliquant pourquoi d'emblée, plus de 70% des Français se retrouvaient dans la colère de la rue.

Étant donné que les grands médias à la manœuvre – inondant l'espace médiatique par des infos manipulées – sont aux mains des milliardaires amis de Macron et dévoués à la cause ultra libérale; étant donné que ceux-ci ont largement démontré, lors de la campagne électorale de LREM, leur loyauté acquise et assurée au candidat de ce parti médiacrate, la justice électorale était tout d'abord balayée sans difficulté, mais encore, les électeurs n'avaient plus réellement accès à une juste information sur les autres candidats, ajoutant à une telle aberration, le fait que Macron allait profiter des ressources humaines de ces médias (TF1, LCI, BFM-TV, CNEWS, Le Monde, L'Express, Le Nouvel Obs, Le Point, Libération, Le Figaro...) comme aussi des ressources matérielles, financières, des infrastructures, de la logistique...etc, disqualifiant d'office, par ces moyens démesurés et leur avantage malhonnête, tous les autres candidats et notamment ceux que le système, avec la macronie, qualifiaient de « petits candidats ».

Le droit du Travail était massacré sans la moindre hésitation à coups de « calibre 49.3 ».

L'ISF était supprimé au profit des privilégiés et des nantis.

A cette occasion, les 100 plus gros patrimoines de France recevaient chacun 1,5 million d'euros.

La Flat tax (prélèvement forfaitaire unique sur les revenus du capital) a été substantiellement baissée, en passant de 50% à 30%!

Ainsi cette simple mesure devenait un manque à gagner pour les finances publiques de 4,5 milliards d'euros par an.

La taxe sur les carburants (4,5 milliards d'euros par an) correspondait à la suppression de l'ISF et à la diminution de la Flat Tax!

Le crédit d'impôts pour la compétitivité et l'emploi (CICE), conçu pour favoriser l'emploi, n'avait avantagé que les grandes entreprises du CAC40 qui ont en même temps baissé leurs cotisations sociales sur les salaires inférieurs à 2,5 fois le SMIC.

Cela signifiait donc 42 milliards d'euros de manque à gagner, chaque année, pour les finances publiques et un sabotage flagrant du système des cotisations de la sécurité sociale.

Toutes les aides sociales allaient massivement baisser et les prélèvements brutalement augmenter pour les plus modestes des Français!

Pertes budgétaires, cadeaux fiscaux pour les plus riches, réduction des aides sociales, les contrats aidés en partie supprimés: tout cela allait rapidement plomber davantage la condition des jeunes au chômage, (22% chez les moins de 25 ans).

Les APL (aides au logement), destinées aux étudiants étaient drastiquement diminuées alors que 20% d'entre eux vivent sous le seuil de pauvreté.

Macron s'adressait à l'un de ces jeunes au chômage, en lui disant : «Je traverse la rue, je vous trouve un emploi!»

L'humiliation du jeune chômeur par le mépris particulièrement développé chez cet homme sorti de chez Rothschild, a fait le tour du monde sur les réseaux sociaux en devenant un symbole au cœur de la colère.

La CSG est passée de 6,6% à 8,3%.

Les retraités, dont la pension moyenne était de 1283 euros par mois, ont vu leur revenu diminuer sévèrement.

Une retraitée expliquait à Macron, à l'occasion d'une visite de ce dernier au village de Charles De Gaulle, qu'elle survivait péniblement avec une pension dérisoire de 500 euros par mois. La réponse de Macron à cette vieille dame est elle aussi devenue un symbole au cœur de la colère des Gilets-jaunes: «Vous pouvez parler très librement, disait Macron à cette dame; la seule chose qu'on n'a pas le droit de faire, c'est de se plaindre!»

Entre les cadeaux aux plus fortunés, l'appauvrissement consécutif de l'État, le démontage des services publics, la suppression des fonctionnaires dans l'Éducation Nationale et la Santé, c'est le principe sacro saint du Conseil Nationale de la Résistance sur la solidarité qui était soldé définitivement et qui explique en grande partie la révolte des Gilets-jaunes.

Puis, le détonateur de l'insurrection des Gilets-jaunes allait être l'annonce de la hausse substantielle d'une « écotaxe » sur les carburants prévue pour janvier 2019.

9 millions de Français vivent actuellement sous le seuil de pauvreté, même en travaillant.

Plus de 3 millions de chômeurs ne retrouvent jamais de travail en France.

Il y a 2 millions de personnes qui n'ont pas été normalement scolarisées et qui témoignent d'une défaillance grave de l'État.

Il y a 200.000 SDF, les sans-abris.

Face à ce tableau qui peut paraître funeste, les plus favorisés reçoivent des cadeaux en milliards d'euros!

Comment voulez-vous que les plus défavorisés, qui sont nonobstant surtaxés, opprimés par l'impôt indirect et direct, les salaires ou les retraites de misère, des services publics dévastés, ne se mettraient-ils pas en colère et ne deviendraient-ils pas « violents », alors que cette extrême violence sociale les a maltraités depuis 40 ans? Soyons justes et objectifs sur ce sujet : les prédateurs de la Macronie en Marche au pouvoir, sont très mal placés pour venir donner au peuple des leçons de morale sur la « violence » inacceptable, dans les mouvements de protestation. La violence sociale imposée aux plus modestes est intolérable et elle vient de ces « élites » oligarchiques au pouvoir, ne raisonnant et ne jurant que par l'idéologie fasciste ultra libérale! Nous, les citoyens responsables, nous avons le devoir d'abattre cette dictature du mépris et de l'injustice sociale et fiscale en France!

Les lycéens ont à leur tour rejoint le mouvement des Gilets-jaunes ; il y a également une partie de la police nationale qui a rejoint les Gilets-jaunes; des fonctionnaires de différents secteurs de l'État se sont également mobilisés aux côtés des Gilets-jaunes; 80% de la population française est sympathisante et du côté de la colère des Gilets-jaunes. Ce mouvement continue de faire des émules dans le monde, même en Irak, même en Palestine, à Gaza, et les Britanniques tiennent en haute estime l'initiative des Gilets-jaunes, désirant suivre à leur tour cet exemple français: une première dans l'histoire! Car dans tous ces pays, c'est l'arbitraire de la domination bancaire qui impose sa loi de profit sur les peuples abusés en long, en large et en travers depuis 40 ans...

La réponse de la macronie a été et est toujours la répression!

Cette répression spectaculaire est inédite en France et les comportements innombrables d'une police hors-la-loi, sont tout à fait inquiétants dans le contexte actuel qui se durcit et qui a des conséquences inévitables sur les voisins, augurant certainement des temps gravement troublés dans toute l'Union Européenne.

On en est à 7 morts en France, dont une femme de 80 ans qui est décédée à Marseille après avoir été touchée par une grenade lancée volontairement par la police dans sa direction, alors qu'elle était à la fenêtre de son appartement.

Plus d'un millier de personnes ont été blessées par la police et quelques dizaines d'entre elles ont été gravement atteintes, voire mutilées à vie. Certains – dont une jeune lycéenne de 16 ans – ont été défigurés par les tirs de flash-balls reçus en plein visage, alors que la loi précise que seulement le buste et les jambes peuvent être visés dans certaines conditions détaillées par les règlements de la police. Une jeune étudiante de 20 ans a perdu irréversiblement un œil. D'autres ont été mutilés par des grenades explosives. Un jeune homme de 26 ans a été amputé de la main droite... etc.

Les images des violences policières filmées par les journalistes et les citoyens ont parfois été détournées et manipulées par les télévisions au service du pouvoir macronien en place; mais, notamment grâce aux médias alternatifs, ces images présentées dans toute leur vérité ont eu un impact désastreux sur la macronie et son gouvernement. Des journalistes indépendants du système ont été pris à partie par les forces de l'ordre. On a assisté (des vidéos authentifiées circulent sur les réseaux sociaux), à du vol-à-la-tire, perpétré sur des femmes Gilets-jaunes, par des CRS ne se cachant pas de tels actes hors la loi!

«Plusieurs syndicats de presse ont dénoncé « les nombreux blessés parmi les journalistes de terrain, reporters et photographes » et condamné « les dérapages inadmissibles des forces de police ». « De nombreux photographes de presse, clairement identifiés comme tels, se sont fait confisquer leur équipement de protection individuel, parfois sous la menace d'une garde à vue.

Ce qui a eu pour effet d'empêcher certains reporters de faire leur travail», soulignent les syndicats. «Il est totalement inacceptable, dans un pays théoriquement démocratique et dans un état de droit, que les pouvoirs publics ne garantissent pas la liberté d'informer», concluent les représentants de la presse.» (Le Monde titrait : « Des 'dérapages inadmissibles' de la police dénoncés par des syndicats de journalistes », le 10 décembre 2018). (Le 29 décembre à Bordeaux, lire plus loin. - LVOG)

Tous ces abus de pouvoir que nous avons pointés et qui sont pratiqués par la police française ouvertement hors-la-loi, sont le signe d'une dictature et le symptôme d'une impunité exceptionnelle pour un pays qui se revendique comme la patrie des « Droits de l'Homme »!

Pour calmer la colère, Macron a renoncé à la taxe sur les carburants. Il a annoncé une aide de 80 euros par mois, non incluse dans le traitement mensuel et donc non prise en compte pour le calcul des indemnités chômage et de la retraite, pour les salariés touchant le SMIC. Cette aide restera donc à la charge exclusive des contribuables, et non pas à la charge des entreprises. Le salaire brut, c'est-à-dire notamment les cotisations sociales pour la retraite, les indemnités chômage et la sécurité sociale, seront sévèrement diminuées au profit d'une augmentation minimale du salaire net. Emmanuel Macron n'entend pas le cri de ses concitoyens et ne semble pas vouloir l'entendre, car ce cri ne reconnaît pas l'idéologie ultra libérale qui inspire le locataire de l'Élysée et qui est la mire de toute son action déterminée.

L'augmentation de la CSG a également été annulée pour les retraités percevant une pension inférieure à 2000 euros par mois, mais seulement pour une année. Puis, la défiscalisation des heures supplémentaires a été annoncée à partir de 2019, à la fois pour les entreprises et les salariés. Cerise sur le gâteau : Macron a demandé aux entreprises « qui le peuvent » de donner une prime de fin d'année aux salariés d'un montant laissé à leur choix!

«Toutes les décisions annoncées sont aux frais des contribuables et au détriment du service public où des économies seront réalisées pour compenser le coût de ces mesures. Aucun geste n'a été annoncé pour les chômeurs, les petites retraites, les personnes survivant aux minima sociaux ou les fonctionnaires, c'est-à-dire une partie substantielle de la population », écrit Salim Lamrani, dans l'Humanité du 22 décembre 2018.

Ce que les Gilets-jaunes exigent, c'est davantage de justice sociale et de justice fiscale, avec un impôt plus progressif ne reposant pas uniquement sur cinq tranches. La classe moyenne elle aussi mobilisée dans les Gilets-jaunes, se retrouve à assumer le poids principal des prélèvements fiscaux, alors que les grandes fortunes, par la magie des niches fiscales ou de l'évasion fiscale légale comme illégale, arrivent à se soustraire à leurs obligations solidaires. Ainsi, les 40 plus grandes entreprises françaises possèdent 1454 filiales dans les paradis fiscaux.

Les Gilets-jaunes exigent un vrai plan de lutte contre la fraude fiscale qui détourne chaque année entre 80 et 100 milliards d'euros de l'impôt et qui prive la Nation de nombreux investissements nécessaires. Le peuple Français réclame que les grandes entreprises ne puissent plus pratiquer l'évasion fiscale par les combines « légales » leur permettant de transférer leurs profits dans ces pays « d'accueil » et de faire en sorte que les activités soient artificiellement déficitaires en France. Les Gilets-jaunes, certes sont les «gens qui ne sont rien», comme le disait Macron, avec le mépris pour les plus modestes, dont il a le secret. Mais ils ont des exigences tout à fait claires qui se mettent en forme actuellement à travers des initiatives, comme par exemple, celle de www.article3.fr, Parlement et citoyens; les « ateliers constituants » animés par « Les Citoyens Constituants » dont Etienne Chouard qui est actuellement la cible de la haine des chiens de garde du système en place... etc.

Les citoyens Français ne veulent pas de l'ultra libéralisme : ils avaient voté « non » au referendum sur la Constitution européenne le 29 mai 2005; ils veulent une justice sociale et une justice fiscale; ils sont toujours et encore attachés au Programme Économique et Social du Conseil national de la résistance: à savoir le principe de la solidarité, la sécurité sociale, l'éducation et la santé gratuites, les prestations sociales pour les catégories modestes, la retraite par répartition, le contrôle des secteurs stratégiques de l'économie par l'État, les services publics. Bref, ils veulent la démocratie participative et se mobilisent désormais pour le Referendum d'Initiative Citoyenne.

Ce qui est en cause dans la revendication citoyenne n'est pas de l'ordre de « l'impossible » comme s'il n'y avait « qu'une seule alternative » : celle de l'ultra libéralisme. Cette idéologie s'impose à tous et garde le silence même lorsqu'on lui démontre à quel point elle est une arnaque, une catastrophe, un désastre. Le désastre ne concerne évidemment pas ceux qui l'imposent au reste de la population : ces gens dominants s'en portent très bien. C'est pourquoi, les hérauts de l'ultra libéralisme n'ont jamais été aussi riches ni jamais aussi satisfaits : pourquoi devraient-ils penser que leur idéologie est une catastrophe alors qu'elle leur a apporté le pouvoir absolu des moyens disproportionnés d'une richesse illimitée?! Être le « renard dans le poulailler », c'est-à-dire se complaire dans ce rôle de pervers et de salaud, se complaire dans le carnage, faire bombance dans l'indécence complète, procure une jouissance à laquelle, pour ce « renard », il est inimaginable de renoncer! Le pouvoir en place persistera donc dans son entêtement et sa perversion et les Gilets-jaunes persisteront dans leur insurrection tant qu'ils n'auront pas réglé son compte à ce « renard ».

Il y a déjà bien longtemps, au moins depuis l'événement « Nuit Debout » sur la place de la République, que les ateliers constituants ont commencé le travail d'une réécriture de la Constitution. Ce travail déjà bien avancé est désormais sur la table de la concertation citoyenne et c'est vers une abolition de la 5ème République que nous allons, afin de rendre réelle la volonté démocratique d'un peuple enfin devenu souverain. Le grand débat national va commencer, mais le travail de la réflexion a

déjà été fait et il va maintenant se confronter localement et nationalement à l'échange entre des citoyens largement conscients du moment historique et du tournant déterminant dans lequel ils sont collectivement engagés... (Comme je l'ai déjà expliqué, le seul avantage du RIC, c'est qu'il est inapplicable sous la Ve République, donc en allant au bout de cette réflexion on aboutit à la conclusion qu'il faut en finir avec la Ve République, c'est l'objectif politique qu'il faut se fixer et aucun autre. - LVOG)

Ceux qui pensent naïvement que le mouvement des Gilets-jaunes « s'essouffle », que les Gilets-jaunes sont de « moins en moins nombreux », se trompent tragiquement, car ils n'ont alors rien compris à ce qui se passe aujourd'hui ; ils n'ont toujours pas saisis que cette majorité de Français n'avait plus rien à perdre et que c'est pour cette raison qu'elle ira jusqu'au bout de sa démarche, car il n'y a pas d'autre solution que celle de la justice sociale et de la justice fiscale avec une participation individuelle citoyenne dans la communauté de destin qui est la nôtre. Pour cela, le peuple va pour de bon reprendre sa destinée en mains et ne la confiera plus à personne d'autre, puisque tous les politiques l'ont tellement trompé en lui démontrant que le pouvoir sans un contre-pouvoir aussi fort dérivait systématiquement vers l'abus en s'attribuant une souveraineté que personne ne lui a jamais donnée. Les Gilets-jaunes rentreront chez eux le jour où le RIC aura été intégré à la Nouvelle Constitution de la France. L'idéal de l'Odéonsonie sera enfin envisageable chez nous parce qu'il représente la bonne direction d'une véritable Liberté, Egalité et Fraternité permettant de parler honnêtement de démocratie. Mondialisation.ca, 25 décembre 2018

Bordeaux, un photographe en commande pour Libération témoigne.

Vers 16h30, notre photographe Thibaud Moritz est également visé. Mais cette fois-ci par ce qui semble être, selon lui, un tir de lanceur de balle de défense (LBD) venu des forces de l'ordre : «La marche était dans l'ensemble assez calme et bon enfant. Des tensions se sont faites à nouveau ressentir lorsque nous sommes arrivés place Tourny. A ce moment, j'avais un casque de vélo noir sur la tête, un masque sur le visage et un brassard "presse" et j'étais appuyé contre la statue. Pour pouvoir prendre des photos, je me suis calé en dessous. Les manifestants étaient dans mon dos et une équipe de la BAC qui commençait les interpellations me faisait face. A 16h24'29", c'est ce qu'indique mon appareil, je pose l'objectif contre mon œil et là, sans que je comprenne ce qui m'arrive, énorme choc sur mon appareil qui tombe au sol».

L'objectif du photographe Thibaud Moritz en commande pour Libération sur l'acte VII des gilets jaunes à Bordeaux le 29 décembre. Il a clairement été visé.

L'appareil de Thibaud Moritz après le choc, samedi.

«C'est selon moi impossible que ce tir vienne d'ailleurs et l'impact rond me laisse penser à un tir de type flashball», indique Thibaud Moritz. «J'ai commencé à avoir vraiment peur, je suis donc parti en levant les mains. C'est la première fois à Bordeaux que j'ai senti que mon métier devenait dangereux pour moi et plus globalement pour les journalistes», confie notre photographe. «J'ai l'impression que cette fois, on est vraiment à un tournant, il y a une vraie défiance qui se dessine envers notre métier. Je ne sais pas encore si je vais porter plainte, je réalise tout juste que le tir aurait pu atteindre mon visage ou ma main.» Libération 29 décembre 2018

[INFOS EN BREF](#)

[POLITIQUE](#)

[Syrie](#)

- Accord entre le Russie et la Turquie après le retrait US de Syrie - Reuters 29 décembre 2018

Les ministres turcs et russes des Affaires étrangères et de la Défense ont discuté de la coordination de leurs forces en Syrie après la décision des Etats-Unis de retirer leurs troupes sur place, a annoncé samedi le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov.

"Un accord a été trouvé aujourd'hui sur la manière dont les représentants militaires de la Russie et de la Turquie continueront de coordonner leurs actions 'sur le terrain' dans de nouvelles conditions en vue de l'éradication définitive de la menace terroriste en République arabe syrienne", a déclaré Sergueï Lavrov.

Son homologue turc a fait des déclarations allant dans le même sens.

La Turquie et la Russie ont pour objectif commun de débarrasser la Syrie de toutes les organisations terroristes, a dit Mevlut Cavusoglu à l'issue de la réunion, selon l'agence de presse Anatolie.

Mevlut Cavusoglu a également déclaré que la Turquie continuerait à entretenir une coopération étroite avec l'Iran et la Russie sur

la Syrie et sur les problèmes régionaux. Reuters 29 décembre 2018

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Inde

- Inde – Le scandale de 15 mineurs piégés et oubliés durant deux semaines - LePoint.fr 31 décembre 2018

Trois casques, posés côte à côte à l'entrée de la fosse béante d'une mine illégale, dans l'État du Meghalaya, dans le nord-est de l'Inde. C'est tout ce qui a été retrouvé des quinze mineurs disparus le 13 décembre dernier. Ce matin-là, les eaux ont accidentellement envahi les galeries, surnommées les « trous à rat » (rat-holes), dans lesquelles les ouvriers travaillaient à extraire du charbon à une centaine de mètres de profondeur. Piégés dans d'étroits tunnels, ces ouvriers n'ont reçu aucun secours adapté au cours des deux semaines suivantes. Les tentatives de sauvetage se sont embourbées dans l'embarras des responsabilités face à l'illégalité de la mine à charbon, avec d'une industrie parallèle florissante. Il aura fallu attendre ce week-end pour que soient enfin déployés des secours dotés de matériel adéquat et de plongeurs expérimentés.

Et la colère monte face à ce fiasco, qui contraste avec les dispositifs retentissants mis en place en juillet dernier, en Thaïlande, pour sauver des adolescents et leur éducateur piégés dans une grotte. Face à un imbroglio administratif et des bureaux vides durant les fêtes de Noël, les mineurs indiens, eux, ont été oubliés.

« Il n'y a aucune possibilité qu'ils soient encore vivants »

« Personne ne sait même exactement combien d'hommes sont piégés dans la mine ; ils pourraient être jusqu'à 20 ou 22 », explique Patricia Mukhin, rédactrice en chef du Shillong Times et sur les lieux du sinistre ce samedi. Dans les collines de l'East Jaintia Hills, la mine de Ksan a été ainsi inondée à l'aube du 13 décembre par les eaux de la rivière Lytein. Selon les habitants locaux, les mineurs auraient malencontreusement perforé un ancien tunnel déjà inondé... LePoint.fr 31 décembre 2018

[Haut de page ↗](#)